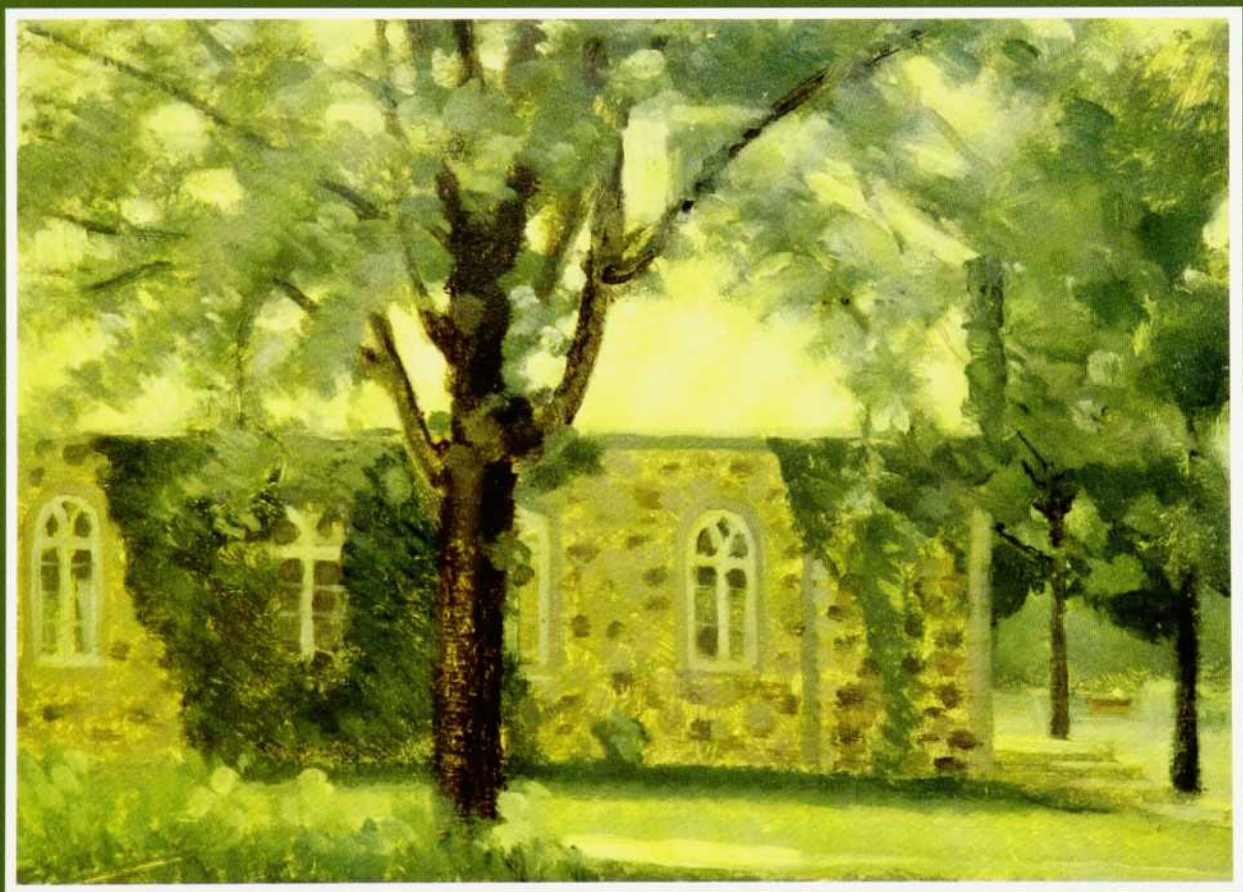


# HISTOIRE du

MARIO FILION  
JEAN-CHARLES FORTIN  
ROBERT LAGASSÉ  
RICHARD LAGRANGE

LORNE HUSTON  
PIERRE LAMBERT  
ROLAND VIAU

# Richelieu-Yamaska-Rive-Sud



Des parties de ce document ont  
été caviardées pour des motifs  
reliés au droit d'auteur





# HISTOIRE du Richelieu~Yamaska~Rive~Sud

**Dans la même collection**

*Histoire de la Gaspésie*, 1981, 1999 (2<sup>e</sup> édition)

*Histoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean*, 1989

*Histoire des Laurentides*, 1989

*Histoire de la Côte-du-Sud*, 1993

*Histoire du Bas-Saint-Laurent*, 1993

*Histoire de l'Outaouais*, 1994

*Histoire de l'Abitibi–Témiscamingue*, 1995

*Histoire de Lévis–Lotbinière*, 1996

*Histoire de la Côte-Nord*, 1996

*Histoire des Cantons de l'Est*, 1998

*Histoire du Piémont-des-Appalaches*, 1999

*Histoire du Haut-Saint-Laurent*, 2000

*Histoire de Charlevoix*, 2000



MARIO FILION, JEAN-CHARLES FORTIN  
ROBERT LAGASSÉ, RICHARD LAGRANGE

LORNE HUSTON, PIERRE LAMBERT, ROLAND VIAU

# HISTOIRE du Richelieu~Yamaska~Rive~Sud

COLLECTION



Institut québécois de recherche sur la culture

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Nous remercions le Conseil des Arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise de son Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition pour nos activités d'édition.

### *Église de Saint-Hilaire*

Ce tableau évoquant l'église du village natal de Borduas appartient à la période dite de formation que suivra celle des « avant-gardes » (Mark Lancrôt) marquée par l'automatisme et la parution du *Refus global* (1948). Borduas avait débuté son parcours artistique dans l'atelier d'Ozias Leduc, le « maître de Saint-Hilaire ».

Paul-Émile Borduas (Saint-Hilaire, 1905- Paris, 1960)

*Église de Saint-Hilaire*, vers 1933

Huile sur contre-plaqué

Collection Renée Borduas, Belœil

Mise en pages : Mariette Montambault

Couverture : Chantal Santerre

© Les Presses de l'Université Laval, 2001

Tous droits réservés. Imprimé au Canada

Dépôt légal 2<sup>e</sup> trimestre 2001

ISBN 2-89224-320-3

#### **Les Éditions de l'IQRC**

Pavillon Maurice-Pollack, 3<sup>e</sup> étage, bureau 3103

Cité universitaire

Sainte-Foy (Québec) G1K 7P4

Tél. (418) 656-2803 – Téléc. (418) 656-3305

presses@pul.ulaval.ca

<http://www.ulaval.ca>

#### **Distribution de livres UNIVERS**

845, rue Marie-Victorin

Saint-Nicolas (Québec)

Canada G7A 3S8

Tél. (418) 831-7474 ou 1 800 859-7474

Téléc. (418) 831-4021

## Avant-propos

La Montérégie, une division administrative relativement récente, regroupe des régions naturelles et historiques qui ont joué un rôle déterminant dans l'évolution du Québec. C'est en vertu du projet des Histoires régionales de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) que la réalisation de l'*Histoire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud*, une des trois histoires de la région de la Montérégie, a débuté en 1993.

Un comité directeur régional composé de différents intervenants fut mis sur pied à l'été 1993. Le travail de ce comité réunissant des représentants de l'INRS, d'institutions et d'organismes de la région a permis de recueillir les fonds nécessaires à la réalisation des histoires de la Montérégie. Il convient de souligner, en particulier, le travail des principaux responsables de ce comité, en l'occurrence Yves Sanssouci, directeur général du Collège Édouard-Montpetit, qui a présidé le Comité directeur, Maude Céré, directrice générale du Conseil montréalais de la culture et des communications, qui a occupé la vice-présidence de ce comité, Dianne Monastesse, coordonnatrice administrative du comité, de même que Georges Lamy, conseiller au développement à l'INRS.

Une partie de la recherche scientifique nécessaire au projet sur l'histoire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud a été commune aux synthèses sur le Haut-Saint-Laurent et sur le Piémont-des-Appalaches. Il convient de souligner ici le labeur de Jean-Charles Fortin, qui a coordonné la collecte de documents et la compilation de différentes données statistiques ainsi que le travail des quatre assistants de recherche : à Yannick Doiron, nous devons l'indexation informatisée du *Courrier de Saint-Hyacinthe* et des documents parlementaires, tandis que Manon Lagassé et Patrick Martin ont procédé au dépouillement du *Courrier de Saint-Hyacinthe* et ont dressé un inventaire détaillé des archives iconographiques anciennes de la région. Enfin, Pauline Gill a procédé à des recherches sur des sujets spécifiques. Cette recherche était indispensable à l'équipe de chercheurs-rédacteurs, laquelle a pu aussi bénéficier des travaux de nombreux auteurs dont les monographies et les études ont décrit des villes et villages ou des phénomènes économiques et sociaux de la région.

Cette recherche a pu aussi bénéficier du soutien de nombreux organismes tel le Centre des ressources didactiques du Collège Édouard-Montpetit et de la collaboration de Michael Lyons et Claude Cinq-Mars, du Département de géologie de cet établissement. Elle a profité également des ressources archivistiques et des travaux déposés dans les bibliothèques de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec à Montréal.

L'équipe de chercheurs de l'*Histoire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud* a aussi tiré profit des travaux et les ressources archivistiques de nombreux organismes, tels le Centre d'archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe et de la Société d'histoire régionale de Saint-Hyacinthe, la Société d'histoire de Beloeil-Mont-Saint-Hilaire, la Société historique de la Prairie de la Magdeleine de La Prairie, la Société d'histoire du Marigot de Longueuil, la Société d'histoire de la seigneurie de Chambly, la Société d'histoire de Longueuil, le Centre d'interprétation sur les canaux du Québec de Parcs Canada, à Chambly, la Commission scolaire Marie-Victorin, la Société historique Pierre-de-Saurel de Sorel, le Cégep de Sorel-Tracy, la Société d'histoire du Haut-Richelieu de Saint-Jean, la Société d'histoire de la vallée du Richelieu, la Société d'histoire Mouillepiéd de Saint-Lambert, la Société d'histoire des îles Percées de Boucherville, la Société d'histoire de Saint-Hubert, la Société historique et culturelle de Saint-Antoine-sur-Richelieu, les Archives nationales du Québec à Montréal, les Archives nationales du Québec à Québec, les Archives nationales du Canada, le Musée McCord d'histoire canadienne de Montréal, l'Agence spatiale canadienne, l'Association canadienne d'histoire ferroviaire de Saint-Constant, l'Orchestre symphonique de la Montérégie (OSMONT), la Bibliothèque nationale du Québec, le ministère de la Culture et des Communications, la MRC de Champlain.

Enfin, l'*Histoire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud* résulte de l'assistance et de la compétence de trop nombreuses personnes pour pouvoir en dresser ici la liste exhaustive. À tous, nous adressons nos remerciements sincères tout en soulignant de façon particulière la collaboration de Jean Carrière et de Patrice Pitre, du Laboratoire de cartographie du Département de géographie de l'UQAM, qui ont préparé les cartes de ce volume, et celle de Robert Lagassé qui a mené à terme le dossier iconographique. Soulignons aussi la collaboration de ceux et celles qui ont commenté les différents chapitres, révisé l'ensemble du manuscrit et préparé la mise en forme de ce volume de la collection « Les régions du Québec ».

Normand Perron  
INRS  
Responsable des Histoires régionales

**Carte 1**  
Le Richelieu — Yamaska — Rive-Sud



Source : Ministère des Transports du Québec, 1992.  
Cartographie : UQAM, Département de géographie, Patrice Pitre



---

## *Introduction générale*

---





Cette histoire est celle de l'occupation amérindienne, puis européenne, de la vallée de la rivière Richelieu, du cours inférieur de la rivière Yamaska et de la rive sud du fleuve Saint-Laurent, depuis le lac Saint-Louis jusqu'au lac Saint-Pierre. Le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, que l'on identifie aussi dans ce volume comme la Montérégie centrale, occupe le centre de la région administrative Montérégie, créée en 1988 par le gouvernement du Québec. Dans la même collection, « Les régions du Québec », une *Histoire du Haut-Saint-Laurent* reconstitue le passé de la partie ouest de la Montérégie et une *Histoire du Piémont-des-Appalaches* se destine au même usage pour l'est de la Montérégie. D'un commun accord, les auteurs haut-laurentiens et piémontais ont abandonné à leurs confrères du centre l'usage exclusif de l'appellation « Montérégiens » pour désigner les habitants du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud.

La discordance entre la région administrative et la région historique en étonnera plus d'un ; en fait, ce manque d'harmonie constitue plutôt la règle que l'exception. Il est bon de se rappeler les objectifs poursuivis, en 1966, par l'État qui divisait le Québec en dix régions administratives. L'exercice visait à remplacer les dizaines de découpages en usage dans les ministères provinciaux pour faciliter la planification du développement économique et les autres interventions gouvernementales. Le nouveau territoire administratif, conçu selon un modèle d'inspiration européenne, s'appuyait sur l'aire de rayonnement d'une ville, ne tenant pas compte des obstacles de la géographie physique et des « pays » d'appartenance. Des régions historiques aussi fortement typées que la Beauce et Charlevoix se retrouvaient incluses dans la région de Québec, alors que Montréal regroupait indifféremment le Haut-Saint-Laurent et Lanaudière, les Laurentides et le Piémont-des-Appalaches.

C'est avec cet arrière-plan du « Québec des dix régions » qu'allait être publiée en 1981 une *Histoire de la Gaspésie*, le premier ouvrage de la collection « Les régions du Québec ». Ses auteurs, persuadés à raison de l'identité gaspésienne, avaient décidé de faire fi de la région administrative 01. Bientôt d'autres historiens des Laurentides, du Bas-Saint-Laurent et de la Côte-du-Sud bousculaient de la même façon leur région administrative respective. Ailleurs, par contre, chercheurs, sociétés d'histoire et organismes culturels s'accommodaient des frontières gouvernementales et se mettaient d'accord pour produire des histoires régionales quasi conformes au cadre administratif :

le Saguenay–Lac-Saint-Jean et l'Outaouais, la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue. En 1988, une nouvelle carte des régions, dont le nombre passe à 16, voit le jour. Dans les grandes régions de Québec et de Montréal, le fleuve forme à nouveau une frontière. Déjà ce nouveau découpage, dont le caractère évolutif est d'ailleurs admis, se voit soumis à de fortes pressions. Ainsi, dans la région Mauricie–Bois-Francs, la barrière du fleuve risque d'être bientôt rétablie et ailleurs, comme en Côte-du-Sud et au Piémont-des-Appalaches, des volontés autonomistes s'affirment. On comprendra donc que la reconstitution du passé des régions, dont la colonisation d'origine française remonte souvent à près de quatre siècles, nécessite un cadre spatial d'analyse plus pérenne que les mouvantes frontières administratives contemporaines.

La région historique, c'est d'abord la région d'appartenance, celle que l'on nomme à demande, celle que l'on sait faire partie de l'univers mental de notre interlocuteur : l'Abitibi et la Beauce, la Gaspésie et le Saguenay, l'Outaouais et la Côte-Nord. En cas de doute sur les connaissances régionales de leur vis-à-vis, d'aucuns répondront Joliette plutôt que Lanaudière, Montmagny plutôt que la Côte-du-Sud, Rimouski plutôt que le Bas-Saint-Laurent. Les régions qui possèdent le plus fort pouvoir d'évocation ne sont pas les plus anciennes : ce sont souvent celles qui ont été nommées dès leur ouverture par les propagandistes de la colonisation, avant la Première Guerre mondiale : le Saguenay et le Lac-Saint-Jean, l'Outaouais, le Témiscamingue et l'Abitibi, les Cantons-de-l'Est et les Bois-Francs. Dans d'autres régions du vieux terroir du Saint-Laurent, le sentiment d'appartenance demeure aussi puissant. Dans ces territoires qui ont connu une forte émigration depuis près de deux siècles, comme Charlevoix ou la Côte-du-Sud, ceux qui restent pourraient souvent remonter leur ascendance dans la région jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle.

La Montérégie centrale aurait pu ressembler à ce dernier modèle. Ils sont encore nombreux à occuper le même rang ou le même village depuis des générations, à subir les crues printanières du Richelieu, de la Yamaska ou du Saint-Laurent depuis le Régime français. La région détient aussi le championnat de l'émigration vers les États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle ; mais là s'arrête la comparaison. Depuis les années 1930, les rives du Saint-Laurent ont de nouveau été envahies : par les Montréalais attirés par les terrains à bas prix, par les ruraux du Québec avides de travail, par les immigrants de toutes les origines. Italiens de Châteauguay, Gaspésiens de Boucherville, Beaucerons de Candiac et Irlandais de Saint-Lambert partageront bientôt cette fierté de vivre « dans » la grande ville nord-américaine hôte de l'Exposition universelle et des Jeux olympiques. Seulement quelques décennies plus tôt, les résidents de la rive sud auraient affirmé leur appartenance de façon fort différente.

Au Québec, cette façon d'appréhender et d'affirmer son territoire d'appartenance est le fruit d'un processus plus que séculaire. Jusqu'aux années 1800, la faiblesse des moyens de communication, la quasi-inexistence des services de l'État et la relative autarcie des communautés confinent la vie des familles paysannes aux relations de voisinage. C'est au XIX<sup>e</sup> siècle, à la faveur de la renaissance de l'Église catholique, de l'apparition des commissions scolaires locales et de la création des municipalités que naît ce sentiment d'appartenance à une plus large communauté. Deux, trois ou quatre cents foyers qui partagent un territoire de quelques kilomètres carrés doivent désormais se choisir un conseil de fabrique, des commissaires d'école et des représentants municipaux. Or ces nouvelles entités administratives locales, il faut les nommer. La correspondance des frontières religieuses et civiles aidant, la simple addition du nom de la paroisse et de celui de la seigneurie d'origine suffit souvent : Saint-Antoine-de-Longueuil, Saint-Joachim-de-Châteauguay, Saint-Mathieu-de-Belœil. La référence au Richelieu est aussi très prisée, d'où les Saint-Antoine, Blaise, Charles, Jean, Marcel, Mathias... sur-Richelieu. D'autres choisissent le comté électoral, tel Saint-Pie ou Sainte-Hélène-de-Bagot, Saint-Cyprien-de-Napierville. Se dire originaire de Sainte-Rosalie ou de Saint-Constant constitue donc pendant longtemps la façon d'affirmer son identité.

Pour la plupart des Québécois, l'identification à un territoire plus vaste, intermédiaire entre la localité et la province, ne passera pas par l'entremise d'une région administrative civile ou religieuse, comme le comté municipal ou le diocèse. C'est l'accélération du processus d'urbanisation du début du XX<sup>e</sup> siècle qui va bouleverser la façon dont les Québécois vont appréhender leur cadre de vie. La province devient majoritairement urbaine au cours du premier conflit mondial. Dans l'entre-deux-guerres, une bonne moitié des Québécois peuvent se dire de Montréal ou de Québec, de Hull ou de Sherbrooke, de Trois-Rivières ou de Chicoutimi. Montréal ne semble jamais devoir trouver ses frontières. En 1951, le recenseur inclut plusieurs localités de la rive sud dans la zone métropolitaine ; lors du recensement de 1961, ce sont quelque 180 000 habitants de Châteauguay à Boucherville qui deviennent Montréalais. Plus tard, la zone métropolitaine de Montréal rejoindra le Richelieu à Belœil. Sorel, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean sont promues au rang des « villes-satellites ».

Cette façon « moderne » de percevoir la plaine de Montréal peut satisfaire ceux qui planifient l'aménagement du territoire, mais elle rebute l'historien. En fait, cette approche gomme les trois premiers siècles d'occupation d'origine européenne du Richelieu-Yamaska-Rive-Sud. En 1850, la Montérégie centrale est devenue le berceau le plus fécond des francophones en Amérique du Nord : elle compte 150 000 habitants, le double de l'île de Montréal. Foyer

d'un Bas-Canadien sur cinq, la région sera la première à souffrir du trop-plein du terroir seigneurial. Pendant près d'un siècle, le manque de terres disponibles et la tardive industrialisation poussent les Montérégiens sur les chemins de l'exil ; en 1930 la population rurale a fondu de moitié, alors que Montréal franchit le cap du million d'habitants. Cette extension du peuplement de la métropole canadienne, qui se renforce dans les années 1940 et 1950, mènera, en 1970, à la première véritable régionalisation administrative au Québec. En effet, la création de la Communauté urbaine de Montréal, un exemple bientôt suivi à Québec et dans l'Outaouais, permet d'offrir aux populations urbaines un éventail de services beaucoup plus étendu que dans les régions à l'habitat dispersé. Le souci de mieux articuler l'espace rural va pousser le gouvernement du Québec à créer des municipalités régionales de comté (MRC), de petites régions polarisées par un chef-lieu. Ce double mouvement de régionalisation urbaine et rurale va laisser la rive sud en porte-à-faux, à la fois polarisée par Montréal et exclue de sa communauté.

Pour les résidants de « la rive sud de Montréal », les années qui allaient suivre seraient celles de la reconquête de l'identité perdue. Le grand triangle borné au sud et à l'ouest par les frontières américaine et ontarienne, à l'est par les Bois-Francs et les Cantons-de-l'Est, allait d'abord devoir se trouver une appellation évocatrice, qui ne serait pas qu'une référence à la ville voisine. C'est dans cette perspective qu'en 1978 le Conseil régional de la santé et des services sociaux du sud de Montréal organisait un concours dans le but de transformer la référence à son territoire d'intervention. Le jury choisira, parmi les quelque 220 suggestions, l'appellation Montérégie, qui souligne la présence des collines montérégiennes si typiques du paysage de la plaine au sud du Saint-Laurent. Cette façon de nommer sera progressivement adoptée par les organismes du milieu jusqu'à ce que le gouvernement du Québec l'officialise à nouveau lors de la création de la région administrative Montérégie.

Au fil des ans, la Montérégie devient de plus en plus un territoire identifiable par ceux qui l'habitent et qui sont fiers d'être partie de la région à plus forte croissance au Québec. Pour un bon nombre d'autres Québécois, cette reconnaissance sera accidentelle, reliée à la tempête de verglas de janvier 1998. La référence médiatique à la Montérégie du « grand verglas » ou du « triangle de glace » devient d'une puissance telle que les habitants des Bois-Francs doivent constamment se défendre d'être Montérégiens, alors que ceux de Vaudreuil-Soulanges doivent souvent rappeler qu'ils le sont bel et bien !

Quand, en 1993, des institutions et des organismes montérégiens prennent la décision de participer au chantier des histoires régionales de l'INRS-Culture et Société, il est déjà acquis que l'on ne tenterait pas de réunir dans un

seul volume les trois régions historiques nettement identifiables. Par contre, le large consensus acquis lors de la récente formation des municipalités régionales de comté nécessiterait aussi le respect de leurs frontières. L'*Histoire du Haut-Saint-Laurent*, « la porte du Continent », serait celle du territoire couvert par les MRC de Beauharnois-Salaberry, du Haut-Saint-Laurent et de Vaudreuil-Soulanges ; l'*Histoire du Piémont-des-Appalaches*, « la Montérégie des cantons » inclurait les MRC d'Acton, de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ; l'*Histoire du Richelieu-Yamaska-Rive-Sud*, « la Montérégie du vieux terroir seigneurial », couvrirait pas moins de neuf MRC : Champlain, Lajemmerais, La Vallée-du-Richelieu, Le Bas-Richelieu, Le Haut-Richelieu, Les Jardins-de-Napierville, Les Maskoutains, Roussillon et Rouville. C'est à la reconstitution du passé de cette dernière région que le lecteur est maintenant convié.



*Le milieu naturel*

---





---

Le mont Yamaska, le mont le plus élevé du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud avec ses 416 mètres.  
Les collines montréalaises dominent un relief plat dont les argiles fertiles ont fait du Richelieu–Yamaska–  
Rive-Sud « le grenier et le jardin du Québec ».  
(Bibliothèque nationale du Québec, coll. Cartes postales, CP-2)

Situé à l'extrême sud du Québec, le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, avec ses 5 703 kilomètres carrés, est la plus grande des trois régions de la Montérégie. Les trois quarts de la population – plus de 900 000 personnes – sont rassemblés dans ce trapèze étroit assis sur la frontière américaine, limité à l'ouest par le Haut-Saint-Laurent et à l'est par le Piémont-des-Appalaches, et qui ouvre largement sur le fleuve Saint-Laurent et sur Montréal au nord-ouest. L'axe nord-sud du Richelieu, en séparant le Saint-Laurent de la rivière Yamaska, coupe le territoire en deux parties presque égales.

Les frontières de la région sont récentes : il s'agit des limites administratives des municipalités régionales de comté. Mais le nom même de Richelieu–Yamaska–Rive-Sud réfère à sa géographie : des basses terres drainées par le fleuve Saint-Laurent et par deux de ses affluents importants, les rivières Richelieu et Yamaska.

Anciennement, beaucoup plus que maintenant, ces cours d'eau marquaient la vie des Montérégiens. Ceux-ci étaient plus sensibles aux éléments du milieu dont ils subissaient les contraintes ; il en allait parfois de leur survie même. Les générations d'alors ignoraient l'origine des paysages qu'elles avaient sous les yeux et n'avaient qu'une expérience pratique de leur environnement. Aujourd'hui, une meilleure connaissance de l'origine et des caractéristiques du milieu naturel permet de mieux apprécier le rôle du patrimoine géographique dans les réussites et les échecs des populations d'autrefois.

### *La genèse des paysages*

L'histoire naturelle du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud est pendant longtemps celle d'un plateau continental. L'origine des paysages actuels se trouve en effet au fond des mers qui entouraient les continents primitifs de la planète, lorsque le sous-sol rocheux se formait progressivement.

Au début de l'ère paléozoïque, il y a environ 700 millions d'années, les masses continentales primitives se disloquent en créant un océan primitif dans lequel les produits de l'érosion continentale commencent à s'accumuler<sup>1</sup>.

Le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud est alors sur la plate-forme continentale, en bordure d'un bouclier canadien primitif, et pendant 300 millions d'années celle-ci connaîtra plusieurs transgressions et régressions marines. Lors de chaque invasion marine, les sédiments provenant de l'érosion continentale s'accumulent dans les mers et se transforment en roches sédimentaires ; par la suite, le retrait marin, laissant la région exondée, déclenche l'érosion des roches précédentes, sur des épaisseurs considérables.

### Les séquences sédimentaires

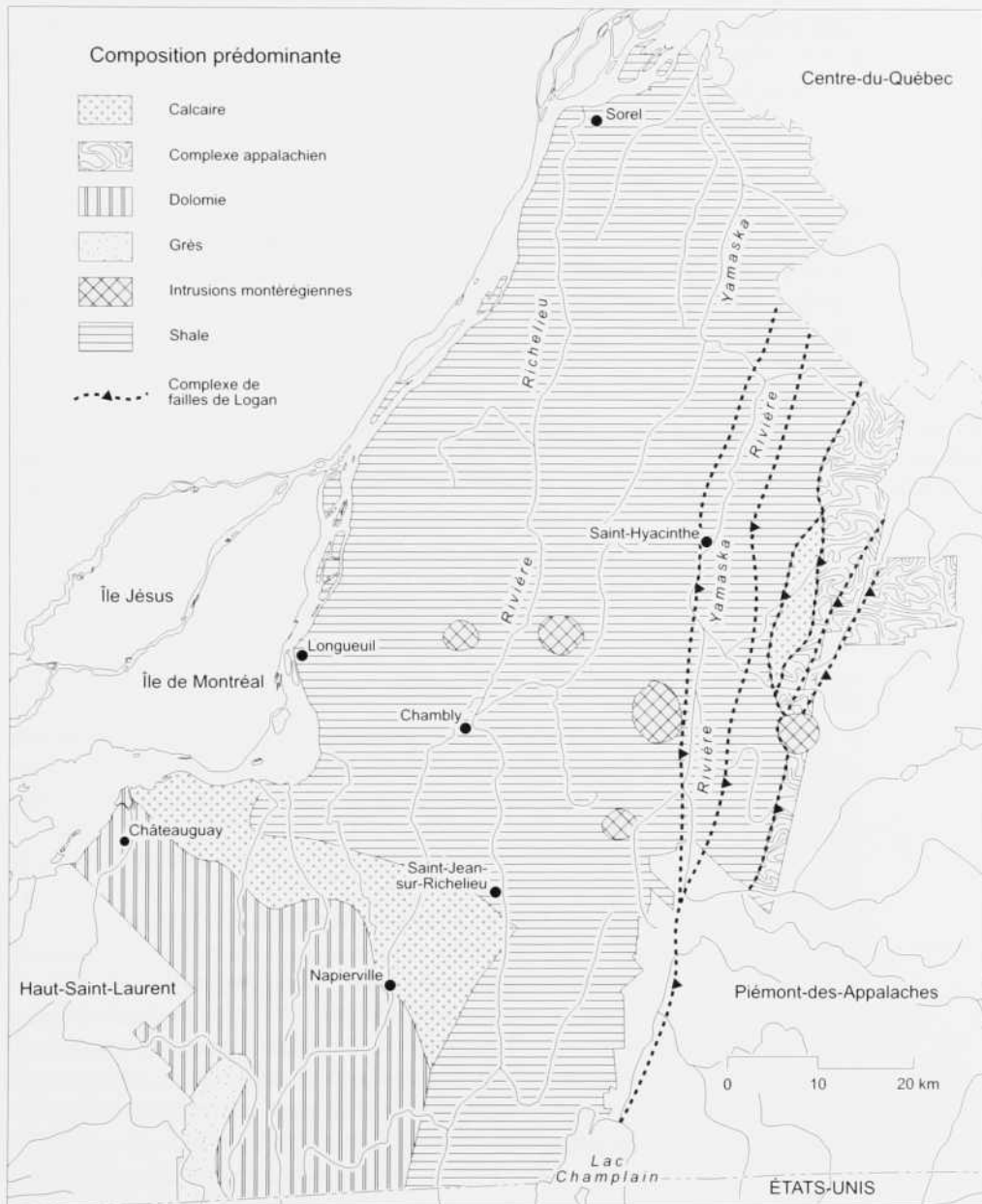
Les roches les plus anciennes sont des grès d'âge cambrien, datés d'environ 600 millions d'années, qui affleurent à l'extrême sud entre Sainte-Clothilde-de-Châteauguay et Hemmingford : ce sont d'anciens sables de rivage abandonnés lors d'une régression marine. Ils sont suivis par des dolomies consolidées il y a environ 500 millions d'années dans des mers peu profondes. Les dolomies sont à leur tour surmontées par des formations de calcaires déposés il y a plus de 450 millions d'années dans des masses d'eau plus profondes, et qui constituent le sous-sol entre le lac Saint-Louis et la baie Missisquoi. Cette roche grise affleure à Kahnawake et à Saint-Isidore-Jonction : une carrière de cette dernière localité a d'ailleurs fourni la pierre qui a servi à bâtir l'église voisine de Saint-Constant. Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, le calcaire est un matériau très en demande pour la construction des édifices publics de la plaine de Montréal. Pehr Kalm observe en 1749 qu'il est également utilisé dans les fours à chaux<sup>2</sup>.

Au nord-est de la ligne La Prairie–Saint-Jean-sur-Richelieu, les roches sont des boues et des sables consolidés au fond des mers lors de l'érosion des montagnes appalachiennes qui surgissaient alors progressivement de l'océan. Les boues déposées en eau profonde sont des shales qui, plus tard, avec le relèvement graduel des fonds océaniques, furent entrecoupés de grès et de calcaires. Les shales et les roches associées représentent plus des deux tiers du sous-sol rocheux de la région, mais, comme ils sont souvent enfouis sous une épaisse couche de dépôts quaternaires, leur valeur économique est quasi nulle, sauf à La Prairie où une briqueterie exploite les shales depuis plusieurs décennies.

La plaine vue du Pain de Sucre, sur le mont Saint-Hilaire, en 1908. Sur les rives du Richelieu, on distingue les villages de Belœil et de Saint-Hilaire. On notera que, dans le système de rang caractéristique du paysage rural, les terres sont disposées perpendiculairement aux cours d'eau.  
(Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal, Photo L.-P. Martin)



**Carte 2**  
**La géologie**



Source : Ministère de l'Énergie et des Ressources. Carte géologique, 1991.  
Cartographie : UQAM, Département de géographie, Patrice Pitre

La naissance des Appalaches provoque l'effondrement du bassin du Saint-Laurent et la création des basses terres. L'importante faille de Logan, qui sépare ces dernières des roches appalachiennes, coupe l'extrémité est du territoire à Saint-Valérien-de-Milton et à L'Ange-Gardien.

### Les intrusions montréalaises

Il y a environ 125 millions d'années, au Crétacé, l'ancienne plateforme continentale devient un plateau de trois mille mètres d'altitude sujet à une érosion incessante. La vallée du Saint-Laurent achève alors de s'articuler et de s'affaisser entre le bouclier et les Appalaches<sup>3</sup>. L'ouverture progressive de l'océan Atlantique actuel s'accompagne, à la périphérie du bouclier, de fractures profondes où s'infiltrèrent des roches intrusives en direction de la surface continentale : ce sont les intrusions montréalaises<sup>4</sup>.

#### AU MONT SAINT- HILAIRE, DES MINÉRAUX UNIQUES AU MONDE

Le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud compte cinq des sept intrusions principales de la Montréalaise : ce sont elles qui forment les collines de Saint-Bruno, Saint-Hilaire, Rougemont, Yamaska et Saint-Grégoire. Les roches intrusives ont été mises en place en plusieurs phases, il y a de 115 à 140 millions d'années ; ce sont principalement des syénites (Saint-Hilaire), des gabbros (Saint-Hilaire, Yamaska), des péridotites (Saint-Bruno, Rougemont), des essexites (Saint-Grégoire) et des yamaskites (Yamaska). L'intrusion de Saint-Hilaire contient 261 minéraux dont quelques-uns, comme la montréalite et la lemoynite, sont uniques au monde<sup>5</sup>.

La montée intrusive n'a jamais atteint la surface du plateau élevé que constituait alors la Montréalaise. La roche des collines montréalaises n'est donc pas une roche volcanique et les collines actuelles n'ont jamais été des volcans.

### Les lambeaux de plates-formes rocheuses

Les intrusions montréalaises seront suivies par plus de 100 millions d'années d'aplanissement. C'est au cours de cette période que le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud commence à acquérir ses caractéristiques physiques actuelles. Le Québec profite alors d'un climat tropical et l'érosion différentielle s'attaque avec efficacité aux roches sédimentaires, plus tendres, de l'ancien plateau continental en dégageant les intrusions d'âge crétacé.

Dans les basses terres du Saint-Laurent, la surface rocheuse dominante qui en résulte maintenant est la plate-forme de Québec, particulièrement bien développée<sup>6</sup> aux altitudes de 100 à 120 mètres, et qui aurait pu être élaborée au milieu du tertiaire, il y a environ 30 à 40 millions d'années. Toutefois, autour de Montréal la plate-forme de Québec a subi une reprise d'érosion<sup>7</sup> qui l'a fait à peu près disparaître. Il n'en subsiste plus que quelques lambeaux depuis Sherrington vers les Adirondacks, et le long du Piémont-des-Appalaches, de la baie Missisquoi vers le mont Yamaska.

La plate-forme de Montréal qui en résulte, âgée peut-être d'une quinzaine de millions d'années, est la surface rocheuse, à 30-40 mètres d'altitude, sur laquelle est assis le Richelieu-Yamaska-Rive-Sud. C'est une surface qui, à son tour, a été considérablement endommagée par l'érosion au cours des derniers millions d'années qui ont précédé la glaciation. Il n'en reste plus maintenant que quelques lambeaux insularisés entourant des barres rocheuses résistantes, sur la Rive-Sud et dans le Haut-Richelieu. Le matériel érodé était alors évacué vers l'Atlantique par les ancêtres du Saint-Laurent et de ses affluents, dont on a retracé une partie des vallées préglaciaires grâce à des échosondages<sup>8</sup>.

### *Les événements glaciaires et récents*

Il y a près de deux millions d'années, sous l'effet d'un refroidissement climatique, des régions considérables sont englacées progressivement et la croûte terrestre s'affaisse sous le poids énorme des calottes glaciaires en expansion. L'Amérique du Nord connaît plusieurs avancées glaciaires, mais le Richelieu-Yamaska-Rive-Sud ne possède les traces que de la toute dernière, la glaciation du Wisconsin, et des événements qui l'ont accompagnée<sup>9</sup>.

Les dépôts les plus anciens se trouvent à L'Ange-Gardien<sup>10</sup> et appartiennent à des glaciers qui s'avançaient des Appalaches voisines au début de la dernière avancée glaciaire wisconsinienne, il y a de 40 000 à 70 000 ans. Les crêtes de sable et de gravier de Sainte-Philomène remonteraient à 25 000 ou 30 000 ans et témoignent de l'existence d'un lac glaciaire, le lac Châteauguay, qui s'étendait au sud de Montréal lors d'un recul temporaire de l'inlandsis. Il y a environ 20 000 ans, les glaciers avançaient à nouveau et recouvraient le Richelieu-Yamaska-Rive-Sud une dernière fois avant de retraiter et de libérer le territoire définitivement.

Quelques micromarques d'érosion glaciaire témoignent de l'influence du relief sur l'écoulement glaciaire vers le haut Saint-Laurent ou vers la vallée du lac Champlain, mais cette érosion ne semble pas avoir modifié considérablement la surface du substrat rocheux<sup>11</sup>. Quant aux collines, elles représentaient des obstacles à l'avance du glacier et leurs sommets plus ou moins arrondis résultent au moins en partie du passage prolongé des glaces. Le till produit par l'érosion glaciaire a été recouvert dans les dépressions par les argiles et les sables postglaciaires ; il apparaît lorsque le sous-sol rocheux se relève, vers les Adirondacks et les Appalaches.

### La déglaciation

Dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, la calotte glaciaire laurentidienne commence à disparaître définitivement il y a environ 13 000 ans. Le front glaciaire retraite vers les Laurentides en libérant d'abord les Adirondacks et les Appalaches, tandis que les collines montréalaises émergent des glaces comme des îles rocheuses. Les eaux de fonte descendent vers les points bas et forment un lac devant le front du glacier en recul : c'est le lac glaciaire Vermont, qui se déverse dans la vallée de l'actuel lac Champlain.

#### *DE L'EAU SALÉE À L'EAU DOUCE*

Lorsque le front glaciaire en recul libère le détroit de Québec, il y a environ 12 000 ans, la mer de Champlain envahit les basses terres et ses eaux salées viennent se mêler aux eaux de fonte glaciaire. La mer atteint alors une altitude de 160 mètres près de la frontière américaine et recouvre la totalité du territoire, sauf le sommet des collines montréalaises. Le relèvement de la croûte terrestre chasse bientôt les eaux salées qui, il y a environ 9 800 ans, deviennent de plus en plus douces.

#### *DES TERRASSES DE PLUS EN PLUS BASSES*

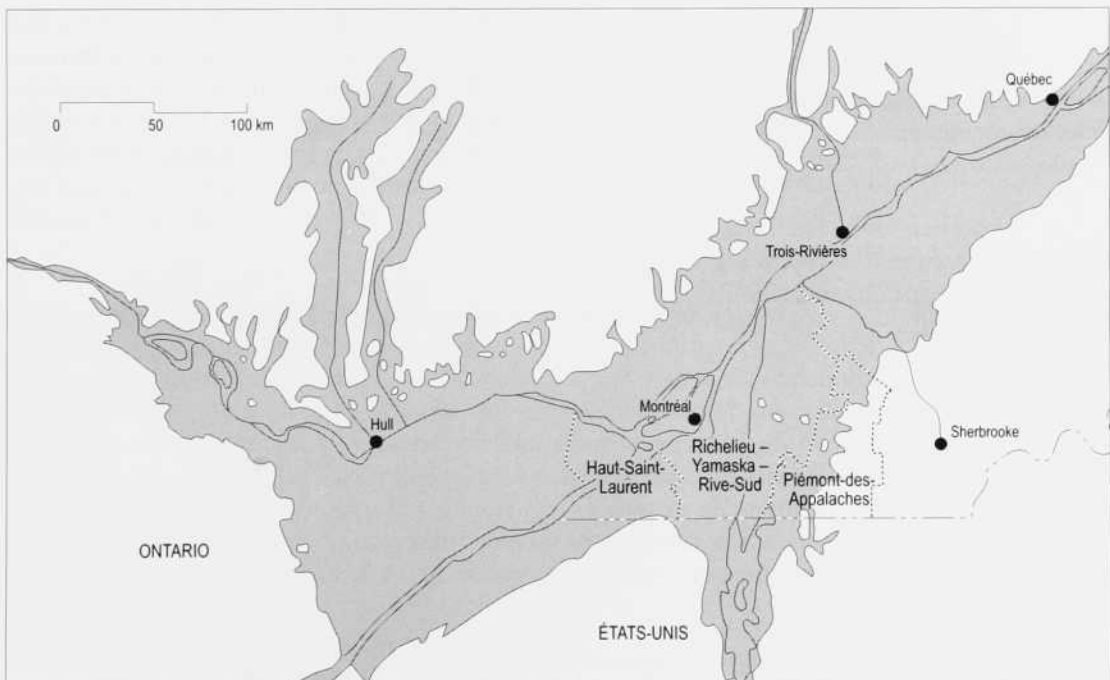
Le recul glaciaire et le relèvement continental se poursuivent, et lors du stade de Rigaud, il y a 8 500 ans, les ancêtres glaciaires des Grands Lacs trouvent un exutoire dans la vallée du Saint-Laurent et y mettent en place d'importantes terrasses à 50-60 mètres d'altitude. Mille ans plus tard, un nouvel ensemble de terrasses est créé à 30 mètres d'altitude. C'est de cette époque que datent les terrasses insulaires de Sainte-Julie, de Saint-Bruno et de Saint-Hilaire ainsi que celle de La Prairie–Chambly ; le Richelieu se jette alors, à Chambly, dans un ancêtre du lac Saint-Pierre qu'on appelle le lac de Montréal. Le dernier épisode important date d'il y a 6 000 ans avec la construction, autour du lac de Saint-Barthélemy, le dernier ancêtre du lac Saint-Pierre, d'un ensemble de terrasses à une altitude de 15 mètres. Un chenal, qui s'étend de La Prairie à Chambly, insularise alors tout le secteur Longueuil-Sorel<sup>12</sup>. Le lac Saint-Pierre, où aboutissent le Richelieu et la Yamaska, est en quelque sorte le

dernier des lacs qui succèdent à la mer de Champlain dans les basses terres du Saint-Laurent.

Les derniers milliers d'années voient les cours d'eau commencer leur travail érosif et aménager leur lit en construisant des terrasses et en dégagant des seuils rocheux transformés en rapides. Le Saint-Laurent occupe le chenal actuel depuis 5 000 à 6 000 ans. Des débris organiques, piégés dans des chenaux abandonnés ou sur des surfaces mal drainées, sont devenus des marécages, des tourbières ou des terres noires organiques, à Napierville et à Sherrington, notamment. Maintenant sujettes à l'érosion, certaines berges subissent des glissements de terrain, dans la basse Yamaska particulièrement.

### Carte 3

L'aire maximale occupée par la mer de Champlain





Paysage rural actuel au pied  
du mont Saint-Grégoire.  
(Commission scolaire Marie-  
Victorin, *Ensemble chez nous*  
en Montérégie)

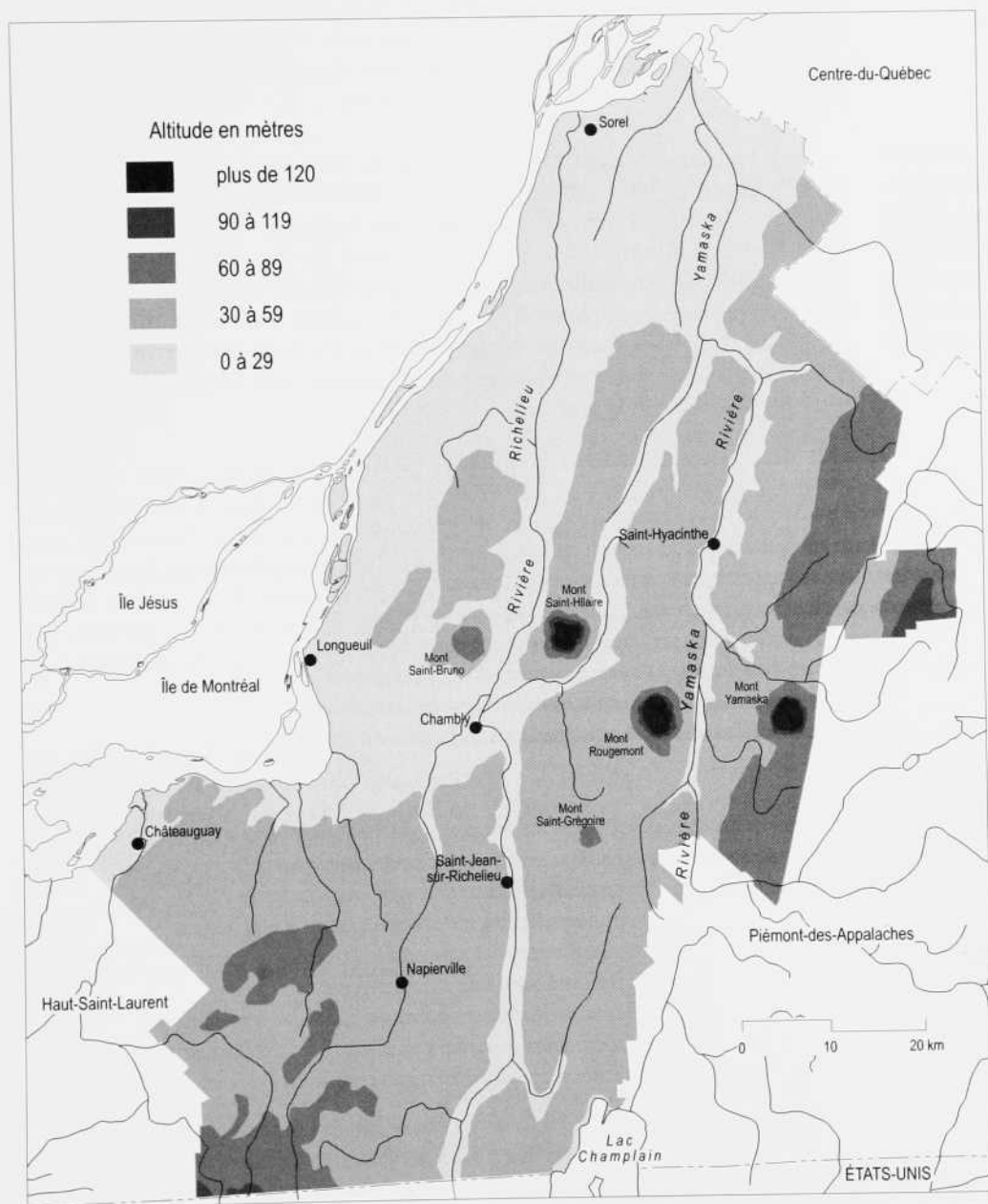


Au terme de cette longue évolution, le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud apparaît aujourd'hui comme un territoire de basses terres bordées par les restes de la plate-forme de Québec qui atteint 115 mètres d'altitude en bordure des Adirondacks et de 90 à 100 mètres le long des Appalaches, à L'Ange-Gardien et à Saint-Valérien. Ces basses terres, dont 90 % sont à moins de 60 mètres d'altitude, s'inclinent doucement vers le nord et le nord-ouest, jusqu'aux berges du Saint-Laurent qui ne sont plus qu'à 8 mètres d'altitude entre Varennes et Sorel.

#### *QUELQUES RELIEFS BOISÉS*

L'ossature rocheuse de la plate-forme de Montréal apparaît entre les dépressions préglaciaires comblées par les dépôts quaternaires, à Châteauguay, à Boucherville et dans le Haut-Richelieu particulièrement. Au sud, une plaine de till gagne Saint-Rémi en amorçant un seuil entre les bassins de la Châteauguay et du Richelieu, tandis que des crêtes morainiques percent les argiles dans le Haut-Richelieu. Le centre et le nord du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud est un ensemble de plaines argileuses recouvertes de placages sableux sur les interfluvés. Les sables, disposés en terrasses, sont parfois limités par des talus bien marqués qui constituent l'élément dominant du paysage, comme à Sainte-Julie.

**Carte 4**  
Le relief



Source : CRUR — OFDQ, Ministère, connaissance régionale, carte 1, 1994.  
Cartographie : UQAM, Département de géographie, Patrice Pitre.

Les Montérégiennes n'en sont pas moins les reliefs les plus marquants du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud : ce sont les collines de Saint-Bruno (218 mètres), de Saint-Grégoire (267 mètres), de Rougemont (390 mètres), de Saint-Hilaire (403 mètres) et de Yamaska (416 mètres). Ces reliefs boisés, qui accrochent l'œil à des dizaines de kilomètres, sont devenus des refuges privilégiés pour la faune et pour les amateurs de la nature.

*VOIES DE  
COLONISATION,  
ROUTES MILITAIRES  
OU COMMERCIALES :  
LE SAINT-LAURENT,  
LE RICHELIEU  
ET LA YAMASKA*

Le Saint-Laurent est le collecteur de tous les cours d'eau des basses terres et borde la région sur un peu plus de 100 kilomètres, depuis le lac Saint-Louis, à 21 mètres d'altitude, en passant par les rapides de Lachine, le bassin de La Prairie, à 8 mètres, jusqu'aux îles de Sorel. Sa rive sud, à Saint-Lambert, était autrefois un « mouille-pied » qui rendait difficile l'accostage, sans compter que le portage pour passer les rapides de Lachine était beaucoup trop long par le sud. L'établissement de Maisonneuve se fit donc sur la rive nord et le fleuve devint davantage un obstacle à la traversée vers Montréal qu'un lien entre les paroisses de la rive sud.

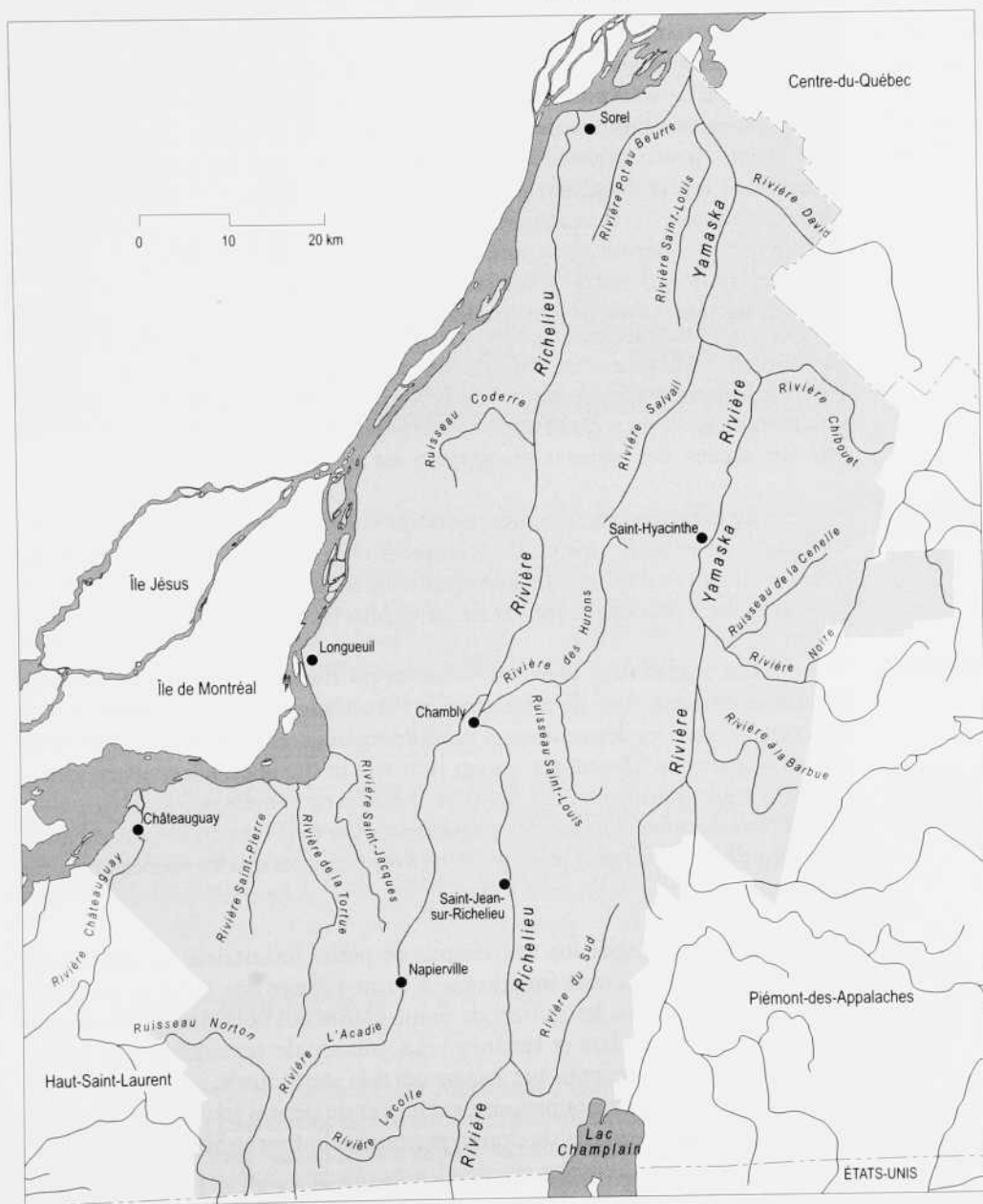
Le Richelieu, tout au long de ses 130 kilomètres, arrose un bassin étroit où seule la petite rivière L'Acadie arrive à se tirer d'affaire avec ses 60 kilomètres. Le haut Richelieu, de la frontière américaine à Saint-Jean, possède une pente presque nulle et prolonge le lac Champlain dont la surface est à 33 mètres d'altitude. La section des rapides descend de 22 mètres jusqu'à Chambly et a été canalisée en 1843. En aval, le bas Richelieu traverse une longue plaine argileuse avant de méandrer à travers des traînées sableuses et de se jeter dans le Saint-Laurent.

La Yamaska, dont le débit est beaucoup plus modeste, ne coule qu'à 20 kilomètres à l'est de sa voisine et a dû se constituer sur sa rive droite un important réseau d'affluents dont les rapides jalonnent la bordure du Piémont-des-Appalaches : la rivière Noire, la Yamaska Nord et la Yamaska Sud-Est en sont les principaux.



Le rapide Plat, sur la rivière Yamaska, à Sainte-Rosalie, en 1930.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe, Fonds M<sup>re</sup> C.-P. Choquette)

**Carte 5**  
Le réseau hydrographique



Source : Ministère de l'Énergie et des Ressources, Montréal, 1993.  
Cartographie : UQAM, Département de géographie, Patrice Pire.

La Châteauguay, à l'ouest, ne pénètre dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud que pour atteindre le fleuve. Entre celle-ci, d'une part, puis le Richelieu et la Yamaska, d'autre part, les petites rivières Saint-Pierre, de La Tortue et Saint-Jacques se jettent dans le bassin de La Prairie. Ces cours d'eau de plaine, surtout le fleuve et ses deux affluents principaux, ont joué un rôle fondamental dans l'appropriation du territoire par l'homme. Voies d'exploration, de colonisation, routes militaires ou commerciales, les trois cours d'eau qui ont donné leur nom à la région furent les voies de pénétration des colonisateurs ; le fleuve, en particulier, est à l'origine du système du rang qui a marqué le paysage rural.

### *Les types de sols*

Les premiers habitants s'établissent sur des sols dont ils ne connaissent pas l'origine, mais qu'ils apprennent rapidement à distinguer : ce sont des tills, des argiles, des sables et des graviers ou des dépôts organiques<sup>13</sup>.

#### *LES TILLS*

Le till résulte de l'érosion glaciaire et a été abandonné sur le sous-sol rocheux. Sur les grès, au sud, il est souvent trop mince, trop pierreux ou sableux, et incultivable ; vers le Saint-Laurent, sur les dolomies, les calcaires et les shales, il est plus épais, plus argileux et plus fertile.

#### *LES ARGILES*

Les argiles sont marines, lacustres ou fluviales. Les argiles marines, constituées du matériel fin résultant de l'érosion glaciaire et remanié par la mer, ont colmaté les dépressions et vallées préglaciaires et peuvent dépasser 50 mètres d'épaisseur. Quant aux argiles lacustres et fluviales, elles ont été déposées sur l'argile marine lors des derniers épisodes de l'émersion des terres. Elles ont au plus deux ou trois mètres d'épaisseur et se trouvent en bandes de quelques kilomètres de largeur le long des rivières actuelles qui les érodent en s'encaissant.

Très tôt, l'argile fut utilisée par de petits industriels ou artisans du Richelieu : une briqueterie fonctionne à Saint-Hilaire dès 1752 et un demi-siècle plus tard ce sont les potiers de Saint-Denis qui commencent leur production de pots, cruches et terrines<sup>14</sup>. La culture de ces argiles très fertiles n'exige pas d'épierrage, mais par contre ces sols sont lourds, souvent difficiles à assécher à cause de leur faible perméabilité et de pentes très faibles, et nécessitent d'importants travaux de drainage, comme l'observe Shirreff<sup>15</sup> en 1833.



Vue aérienne du mont Rougemont. Les sables et graviers des flancs ensoleillés des Montérégiennes sont propices à la pomoculture. (Archives nationales du Québec à Montréal, Fonds Armour Landry, P97, S20, P6453)

Les sols de sable et de gravier localisent d'anciennes plages ou terrasses créées lors de l'extension maximale puis du retrait de la mer de Champlain ou, plus tard, lors du développement du réseau hydrographique. Les sables et graviers Champlain apparaissent généralement à des altitudes supérieures à 60 mètres et s'accrochent aux Montérégiennes ; la pomoculture profite de ces sols faciles à égoutter. En contrebas, les sables lacustres et fluviaux, abondants dans le Bas-Richelieu et la Basse-Yamaska, se prêtent bien à la culture de l'asperge, de la pomme de terre et du tabac.

#### *LES SABLES ET LES GRAVIERS*

Des sols organiques, enfin, recouvrent certains secteurs de la région : il s'agit de terres noires ou de tourbières qui résultent de la décomposition de dépôts végétaux depuis l'émersion des terres. Les plus étendus sont ceux de Napierville, de Sherrington et de Holton, au sud de Saint-Rémi.

#### *LES TERRES NOIRES ET LES TOURBIÈRES*

### *La végétation forestière*

L'histoire de la végétation du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud remonte à la déglaciation et au retrait des masses d'eau consécutives, il y a de 6 000 à 12 000 ans selon les endroits. À son départ, la calotte glaciaire laisse un milieu minéral très froid, le désert périglaciaire, qui subsiste jusqu'à l'apparition d'une

toundra qui dure plusieurs siècles. Au cours d'une phase d'afforestation, une forêt ouverte mixte, composée surtout d'épinette, de sapin et de peuplier, atteint la région il y a environ 11 000 ans et se développe dans les endroits émergés, comme sur les Montérégiennes. Pendant la phase forestière subséquente, apparaissent les types forestiers correspondants aux climats en voie de réchauffement : d'abord, la sapinière à bouleau blanc, qui commence à prospérer il y a environ 10 000 ans, puis l'érablière, à compter de 7 500 ans.

Dans l'extrême sud du Québec, l'érablière à caryer prend de l'expansion il y a 5 000 ans pour bientôt atteindre son équilibre climacique<sup>16</sup>. Elle contient à peu près toutes les espèces d'arbres de la province en plus d'un grand nombre d'essences thermophiles, comme le caryer, qui atteignent ici leur limite nord de distribution : elle occupait tout le territoire à l'arrivée de la population.

À l'intérieur même du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, où le climat est assez semblable d'un endroit à l'autre, ce sont le relief et les sols, plus ou moins épais, grossiers ou drainés, qui ont une influence sur la répartition des formations forestières. Par exemple, lorsque débutent les défrichements, les sols argileux sont avant tout occupés par l'ormie-frênaie, devenue très rare maintenant. Les tills glaciaires sont surtout colonisés par l'érablière à orme et par l'érablière à tilleul si le sous-sol rocheux est calcaire. L'érablière à bouleau jaune occupe les sables fins, tandis que la pinède blanche à pin rouge prospère sur les dépôts de sables et de graviers.

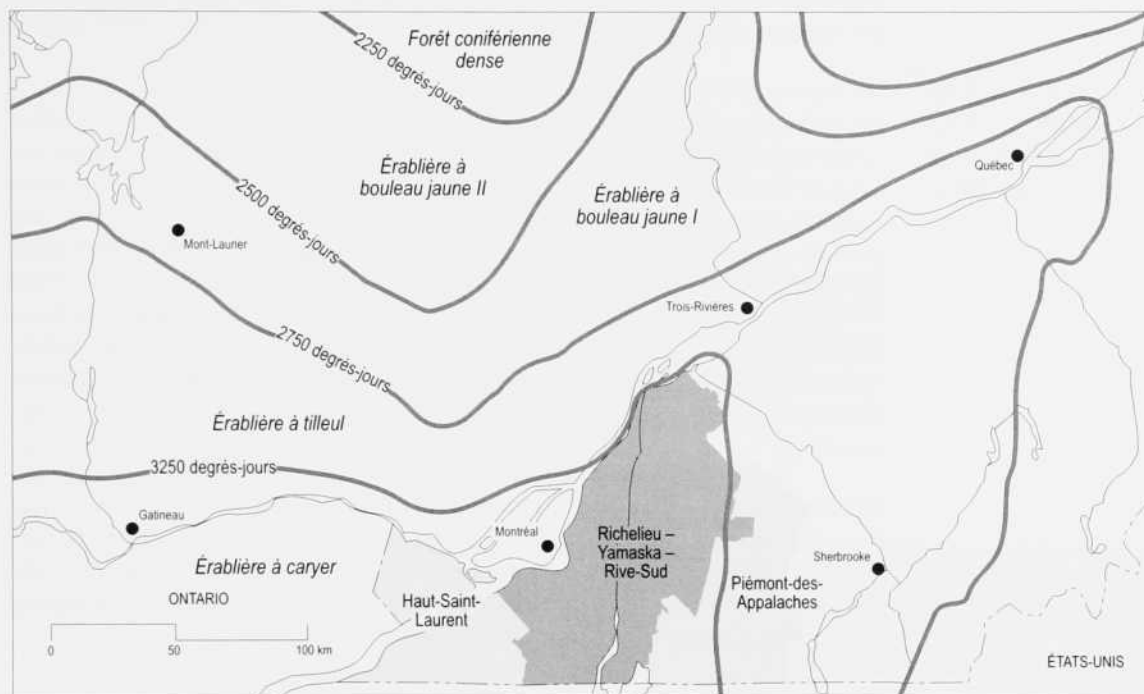
*LE MONT SAINT-  
HILAIRE : UNE  
VÉGÉTATION RICHE  
ET PEU PERTURBÉE*

Les alluvions récentes, sujettes à des inondations occasionnelles, sont fréquemment occupées par l'érablière argentée à érable rouge, espèces parfois accompagnées par l'orme. La saulaie noire, près des cours d'eau, est plus rare. Enfin, les sommets des collines montréalaises, où les sols sont minces, constituent le domaine de la chênaie rouge<sup>17</sup>. Le mont Saint-Hilaire, plus particulièrement, possède une végétation riche et peu perturbée, « vestige d'une forêt qui occupait le sud du Québec à l'arrivée de Jacques Cartier<sup>18</sup> ». On y a recensé 32 espèces d'arbres.

*DES BOISÉS DE PLUS  
EN PLUS RARES*

Les premiers seigneurs découvrent rapidement la valeur des ressources forestières et dès les années 1710 s'engagent dans des explorations qui leur font observer les pins remarquables du Haut-Richelieu<sup>19</sup> et les endroits propices à l'érection de moulins à scie, notamment sur les affluents du Richelieu et de la Yamaska dont le débit faible et régulier se prête bien à ces constructions. Les paysans entreprennent bientôt de faire disparaître cette forêt qui retarde les défrichements. Au mois d'août 1816, le voyageur Francis Hall observe du

**Carte 6**  
Le bilan radiatif et les végétations dominantes



Source : Données tirées de *Plantes sauvages des villes, des champs et en bordure des chemins*, 1983.  
Cartographie : UQAM, Département de géographie, Patrice Pitre.



La forêt est depuis longtemps cantonnée au bout des terres cultivées ou à des endroits impropres à la culture, flancs des collines, marécages.  
(Commission scolaire Marie-Victorin, *Ensemble chez nous en Montérégie*)



sommet du mont Saint-Hilaire la fumée des innombrables abattis obscurcir l'horizon. Quinze ans plus tard, Bouchette note que la plaine est presque entièrement déboisée et que la forêt est de plus en plus rare dans les seigneuries qui entourent le mont Saint-Bruno<sup>20</sup>.

### *La faune*

Après la glaciation, la faune ne se répand dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud qu'après la disparition de la mer de Champlain et des lacs d'eau douce consécutifs, il y a environ 6 000 à 8 000 ans selon les endroits. Il y a 5 000 ans, le gros gibier, comme le cerf de Virginie, l'orignal et l'ours, représente une grande partie de la subsistance des premières populations amérindiennes à fréquenter la Montérégie<sup>21</sup>.

Lorsque plus tard les premiers explorateurs européens visitent le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, ils ne manquent pas d'identifier les animaux qui leur sont déjà connus. Champlain, naviguant près de l'embouchure du Richelieu, en juillet 1603, observe l'abondance du gibier, « comme originaux, cerfs, biches, daims, ours, porcs-épics, lapins, renards, castors, loutres, rats musqués, et quelques autres sortes d'animaux que je ne connais point<sup>22</sup> ».

La faune sera pendant longtemps la ressource principale du territoire découvert par les Européens, alors que des sociétés à monopole entreprendront dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle la traite des mammifères à fourrure, particulièrement le castor<sup>23</sup>.

### *Les avantages climatiques*

Le climat actuel n'est que le dernier des nombreux climats que le Québec a connus. C'est sous un climat tropical que l'érosion des basses terres a mis les collines montréalaises en relief. C'est sous un climat glaciaire que le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud a été érodé par la calotte laurentidienne et a été submergé par la mer de Champlain. De 8 000 à 4 500 ans environ, le climat se réchauffe au point d'être plus élevé qu'actuellement, mais un refroidissement suit il y a 4 500 à 2 000 ans environ. Enfin, après un réchauffement temporaire, le territoire subit un refroidissement depuis le XII<sup>e</sup> siècle jusqu'au

début du XX<sup>e</sup> siècle. Les premiers colons connaissent ainsi un climat légèrement plus froid qui paraît atteindre son plancher lors du « renversement des saisons » des années 1811-1816, époque marquée par des étés froids et courts<sup>24</sup>. Depuis 1895, la température moyenne s'est légèrement relevée<sup>25</sup>.

Le climat actuel est un climat continental modéré sub-humide<sup>26</sup> caractérisé par une saison d'hiver froide et même parfois très froide tempérée par une saison d'été chaude. Sous ce climat tempéré, ce ne sont pas les précipitations annuelles de 800 à 1 000 millimètres, bien réparties et assez uniformes dans le Québec habité, qui distinguent les régions, ce sont les températures. Ainsi, la Montérégie, à cause de sa très faible altitude généralement inférieure à 60 mètres et de sa position à l'extrême sud de la province, possède des avantages thermiques considérables sur les autres régions. Les hivers<sup>27</sup> y sont de 15 à 30 jours moins longs qu'ailleurs dans le Québec habité et, en été, le sud de la province se réchauffe beaucoup plus rapidement qu'ailleurs. La saison de croissance végétale, de 190 à 200 jours, y est donc plus longue : de la mi-avril à la fin d'octobre, la Montérégie gagne 20 jours d'agriculture sur l'île d'Orléans et un mois sur le Lac-Saint-Jean.

*DES HIVERS PLUS  
COURTS ET DES ÉTÉS  
PLUS LONGS QUE DANS  
LE RESTE DU QUÉBEC*

Les Montérégiens profitent des étés les plus longs  
et les plus agréables du Québec. La plage Champlain  
sur la baie Missisquoi à Venise-en-Québec.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)



Canotage sur le Saint-Laurent, en face de Varennes.  
(Commission scolaire Marie-Victorin, *Ensemble chez nous en Montérégie*)

# UN CALENDRIER HORTICOLE AVANTAGÉ

Les chroniques publiées en 1817 et 1818 par le *Montreal Herald* permettent de reconstituer le calendrier des travaux agricoles dans la plaine de Montréal au début du siècle dernier. On sème dès la dernière semaine d'avril, trois semaines avant les paysans de Québec et, en juillet, on récolte le foin, l'orge et une partie des pois. En août, on coupe et on rentre le blé ; l'avoine, le maïs et les pommes de terre suivent en septembre et au début d'octobre ; il reste alors encore du temps pour les labours d'automne<sup>28</sup>.

## « LE JARDIN ET LE GRENIER DU QUÉBEC »

Les masses d'eau et les collines ont une influence locale. Le lac Saint-Louis, le bassin de La Prairie et le lac Champlain adoucissent légèrement les températures en tempérant les extrêmes de chaleur et de froid<sup>29</sup> ; les différences se vérifient notamment au printemps et en automne, la saison sans gel étant plus longue en bordure de ces étendues d'eau. Les Montérégiennes ainsi que la bordure des Adirondacks et des Appalaches influencent aussi les températures : le thermomètre baisse beaucoup plus sur la plaine en contrebas que sur les pentes des collines qui gagnent jusqu'à un mois de croissance végétale<sup>30</sup>. En raison de ce climat relativement clément, allié au relief plat et aux argiles fertiles, on a dit de la région du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud qu'elle était « le jardin et le grenier du Québec ».

## Un milieu domestiqué mais dégradé

Le sol de la région recèle peu de richesses minières, à l'exception des gravières et des carrières de pierre exploitées à flanc des Montérégiennes ou, comme ici, à Saint-Dominique. (Commission scolaire Marie-Victorin. *La Montérégie/Atlas régional*)



Le patrimoine géographique dont la population a hérité était d'une grande valeur : des cours d'eau faciles à naviguer, de belles forêts de bois durs, des sols de première qualité, un climat propice à l'agriculture. Les générations qui se sont succédé ont domestiqué, *humanisé* ce milieu non sans l'endommager.

Les carrières et les gravières qui ont fourni des matériaux d'empierrement ou de construction représentent aujourd'hui des blessures multiples à travers le territoire. Les forêts, après avoir été décimées par l'industrie forestière, subissent maintenant les assauts de la villégiature et ne couvrent plus en 1991 que 32 % de la Montérégie<sup>31</sup>.

Pour la vie animale, le déboisement a été catastrophique. Le Centre de la nature du mont Saint-Hilaire et le parc de conservation du Mont-Saint-Bruno n'offrent aux citoyens qu'une image très diluée d'un milieu que les réserves écologiques protègent maintenant rigoureusement, comme la réserve Marcel-Raymond, près de l'île aux Noix, principal refuge du chêne bleu. La

sauvagine a trouvé un abri dans les marécages et les boisés, notamment les Montérégiennes. Le mont Saint-Hilaire, réserve mondiale de la biosphère depuis 1978, est un refuge fédéral d'oiseaux migrateurs fréquenté par 180 espèces d'oiseaux dont 80 nichent en permanence. Les îles et les marécages de la baie Missisquoi et du Saint-Laurent sont des lieux de nidification importants, notamment la Réserve nationale de faune de Contrecoeur<sup>32</sup>.

Le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud est devenu le jardin agricole du Québec, mais à quel prix ! Ses sols sont affectés par une érosion hydrique annuelle de plusieurs tonnes à l'hectare. Les terres organiques ont tendance à s'affaisser de plusieurs centimètres par année et sont sensibles à l'érosion éolienne. Les sols argileux sont devenus de plus en plus compacts. Une grande partie du terroir agricole est surfertilisée. Il a fallu la Loi sur la protection du territoire agricole, en 1978, pour protéger les zones rurales de l'étalement urbain.

Les voies fluviales canalisées autrefois au prix de tant d'efforts sont dégradées. La pollution par les métaux lourds, les BPC et les organochlorés dans le Saint-Laurent, notamment près de Sorel, et celle d'origine agricole dans les affluents hypothèquent leur utilisation. Les poissons sont aussi moins



La Yamaska à la hauteur de Saint-Pie. L'activité agricole demeure très importante dans la vallée de la Yamaska. (Archives nationales du Québec à Montréal, Fonds Armour Landry, P97, S20, P6452)

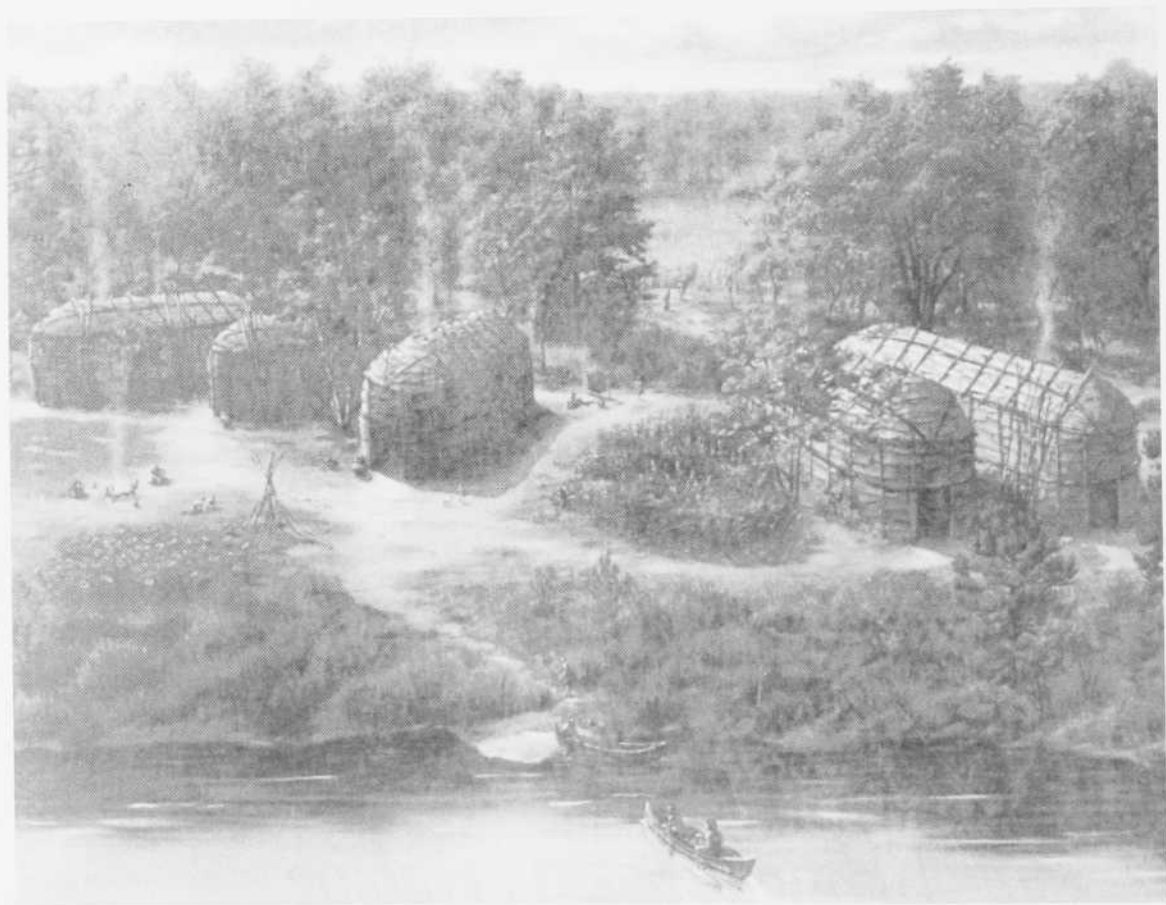
nombreux, pas tellement à cause d'une surpêche<sup>33</sup> que des travaux de remblayage urbain et de l'assèchement des frayères ; ils sont contaminés par les métaux lourds. Le Plan d'action Saint-Laurent observe heureusement, en 1996, que cette dégradation diminue dans plusieurs domaines<sup>34</sup>.

La nappe phréatique est également altérée, en particulier autour de Mercier où la contamination des eaux souterraines est sérieuse. Aujourd'hui, la Montérégie est considérée comme la région la plus agressée sur le plan environnemental, avec, notamment, une production de 40 % des déchets dangereux du Québec<sup>35</sup>.

Le développement économique du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud ne s'est pas réalisé sans des pressions importantes sur son cadre géographique. Les bouleversements du dernier demi-siècle ont été précédés par près de trois siècles d'histoire marqués par des rapports intenses entre la société et le milieu géographique.

*L'Histoire avant l'Histoire*

---



Représentation artistique du village iroquoien préhistorique de Mandeville à Tracy.  
(Huile de Guy Lapointe, 1988. Gracieuseté de Claude Chapdelaine)

Avant l'arrivée des premiers Européens, le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud est une terre d'appartenance amérindienne. Les racines locales des groupes qui l'occupent et qui l'exploitent sont relativement profondes et les trajectoires que leur développement préhistorique a empruntées sont complexes. Pour retracer leur histoire, longue de six millénaires, il n'existe ni textes, ni inventaires, ni registres témoins de cette époque : ce sont surtout des vestiges matériels, des objets jetés, abandonnés ou perdus, ou encore de simples traces que les occupants d'un site ont laissées derrière eux qui permettent de remonter le cours de leur histoire.

Ces documents archéologiques, qualifiés souvent de sources muettes, sont fragmentaires et lacunaires ; ils imposent en quelque sorte des limites explicatives et exigent des commentaires pour révéler tout le contenu évocateur et toute la valeur interprétative des renseignements qu'ils apportent sur ceux qui ont fabriqué les objets trouvés, sur leurs techniques d'acquisition et sur leurs mœurs. C'est donc en nous basant sur cet environnement matériel et en nous appuyant sur les connaissances acquises par l'anthropologie sur les comportements des sociétés tribales amérindiennes que nous pouvons maintenant reconstituer certains pans de l'histoire culturelle des premiers occupants.

### *Au temps des premiers occupants*

#### **L'Archaique laurentien**

Les premières manifestations humaines recensées à ce jour sur le territoire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud correspondent à une période relativement ancienne de la préhistoire du Nord-Est américain nommée l'Archaique supérieur<sup>1</sup>. Dans les basses terres du Saint-Laurent, ce découpage du passé s'échelonne sur trois millénaires, soit de 6000 à 3000 AA<sup>2</sup> ; sa séquence temporelle réfère plus précisément à deux traditions archéologiques qui se sont chevauchées et qui ont partagé cet espace de vie durant cinq siècles. Les archéologues appellent Archaique laurentien (6000-4000 AA) et Archaique post-laurentien (4500-3000 AA) ces deux traditions distinctes ponctuées de différentes phases<sup>3</sup>.



*DES CHASSEURS  
DE GROS GIBIER  
ET DES NOMADES  
OPPORTUNISTES*

À l'embouchure de la rivière Châteauguay, sur l'île Saint-Bernard, et le long des rives bordant la rivière Richelieu, entre Sorel et la pointe du GouVERNEMENT, des recherches archéologiques ont confirmé la présence de manifestations culturelles associées à l'Archaïque laurentien. Cette présence est caractérisée notamment par la consolidation d'un réseau dynamique de groupes adaptés aux ressources intérieures des bassins hydrographiques surtout drainés vers le fleuve Saint-Laurent<sup>4</sup>. Les vestiges trouvés sur les sites donnent matière à penser que les Laurentiens étaient surtout des chasseurs de gros gibier et que leurs activités de prédation gravitaient principalement autour du cerf de Virginie, de l'orignal, de l'ours noir et du castor<sup>5</sup>. D'autres documents archéologiques laissent croire également que les populations locales de cette époque étaient des nomades opportunistes qui tiraient avantage des pics saisonniers d'abondance au moyen de stratégies de subsistance variées. On parle ici de pêcheries fixes, c'est-à-dire de constructions de barrages pendant le temps du frai et les migrations des poissons. On pense également à la cueillette des petits fruits sauvages durant la saison estivale, au gaulage des noix en automne ou encore à la chasse de la sauvagine migratrice surtout au printemps<sup>6</sup>.

À l'instar des sociétés contemporaines de chasseurs amérindiens du Québec subarctique, les Laurentiens avaient, semble-t-il, l'habitude d'établir des petits campements temporaires sur des berges souvent situées près des plans d'eau. Conséquemment, les emplacements de leurs aires d'habitation estivales et automnales s'avèrent-ils aujourd'hui souvent difficiles à retracer et à délimiter archéologiquement, car souvent ces lieux de séjour ont été avalés par les crues printanières.

*À CARIGNAN,  
DES VESTIGES TÉMOINS  
D'UNE PRÉSENCE  
HUMAINE*

Le site Rapides Fryers (BiFh-4), situé à Carignan sur les flancs d'une terrasse de 30 mètres, a toutefois échappé aux eaux jadis furibondes de la rivière Richelieu dans ce secteur. Des puits de sondage effectués lors d'une campagne de reconnaissance archéologique ont permis, entre autres, d'exhumer une grande variété de matériaux lithiques qui suggèrent un recours à des techniques multiples de fabrication<sup>7</sup>. Des fouilles ont mis au jour des pointes de projectiles de type Brewerton, des gouges et des herminettes de basalte poli utilisées pour travailler le bois, des grattoirs et des racloirs, une plombée, une baïonnette en pierre polie et un ulu (couteau semi-circulaire). Ces artefacts représentent en quelque sorte autant d'indices pour conclure que l'endroit a été habité par un groupe identifié à la phase Brewerton (5000-3000 AA) de l'Archaïque laurentien<sup>8</sup>. De plus, les archéologues ont déduit de leur expertise que le site était un lieu où les occupants avaient procédé à des activités diversifiées comme la pêche, la chasse, le boucanage du poisson, le raclage des peaux et la confection d'outils<sup>9</sup>. D'autres données se veulent aussi révélatrices. La superficie du site (113 mètres carrés) et la présence d'une structure d'habita-

tion de forme ovoïde d'une dimension intérieure de 12 mètres carrés, aménagée avec une aire de combustion, portent à croire notamment à une occupation de Rapides Fryers par une unité de coopération économique plus étendue que celle de la famille conjugale. Par ailleurs, tout indique que le séjour du groupe sur place fut momentané : à peine quelques semaines ou au plus quelques mois, le temps d'une pêche à l'anguille, sans doute, car il fut une époque où cette ressource aquatique abondait dans la rivière Richelieu<sup>10</sup>.

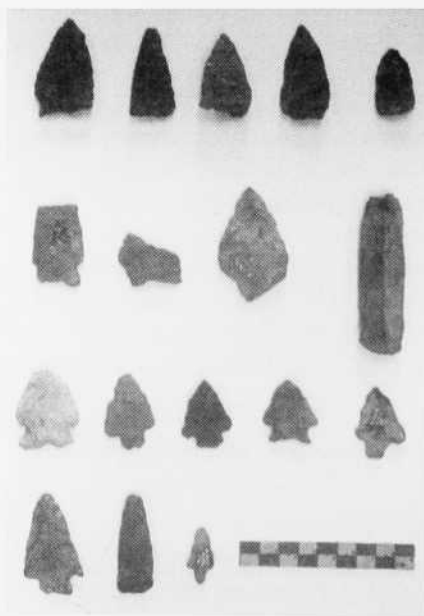
### Chronologie de la préhistoire du Haut-Saint-Laurent

| Années<br>AA | Période culturelle        | Techniques d'acquisition<br>prédominantes                                                | Événements<br>marquants                                                                                                    |
|--------------|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1534         | Période historique        | Agriculture                                                                              | Arrivée de Jacques Cartier<br>à Gaspé                                                                                      |
| 1000         | Sylvicole supérieur       | Agriculture                                                                              | Vie villageoise                                                                                                            |
| 2400         | Sylvicole moyen           | Pêche                                                                                    | Sédentarisation saisonnière<br>Augmentation de la population<br>Renforcement des entités régionales<br>au niveau céramique |
| 3000         | Sylvicole inférieur       | Chasse<br>pêche<br>cueillette                                                            | Épisode culturel « Meadowood »<br>Apparition de la poterie                                                                 |
|              | Archaique post-laurentien | Exploitation généralisée<br>de la biomasse disponible<br><br>(chasse, pêche, cueillette) | Installation et premier<br>développement des Iroquoiens                                                                    |
| 4000         | Période de chevauchement  |                                                                                          |                                                                                                                            |
| 4500         |                           |                                                                                          |                                                                                                                            |
|              | Archaique laurentien      |                                                                                          | Véritable peuplement<br>Occupation et exploitation effectives<br>du territoire                                             |
| 6000         |                           |                                                                                          |                                                                                                                            |
| 8500         | Paléoindien               | Chasse au gros gibier (caribou)<br>et chasse au petit gibier                             | Premier peuplement<br>partiel du territoire                                                                                |

Dans ce panorama de coloration automnale, on imagine un scénario mettant en scène une dizaine d'Amérindiens, dont certains s'occupent à établir un campement sur un coteau. Au pied des eaux agitées, d'autres individus, tous des hommes, s'affairent au montage d'un mur de fascines destiné à stopper au passage l'anguille en route pour aller pondre dans la mer des Sargasses. Puis, une fois la pêche terminée et les chairs des captures consommées, fumées ou séchées en prévision de la saison froide, le petit groupe abandonne la station de pêche pour gagner ses quartiers d'hiver situés dans l'*hinterland*, sur le territoire familial traditionnel de chasse.

### L'Archaïque post-laurentien

Variabilité des pointes de projectile trouvées sur le site Rapide Fryers à Chambly.  
(Photo : Bernard Hébert)



En aval de Rapides Fryers, à Saint-Roch-sur-Richelieu et à Saint-Pierre-de-Sorel, deux interventions archéologiques ont contribué à mieux documenter l'état des connaissances et des questions sur un épisode charnière encore méconnu de la préhistoire du Québec. Ce chapitre de préhistoire couvre un intervalle de cinq siècles (4500-4000 AA). À cette époque, les populations de l'Archaïque laurentien vivent en contemporanéité avec d'autres groupes originaires des États actuels de New York et de Pennsylvanie. Ces groupes allochtones sont désignés comme les Lamokoïdes ou les Archaïques post-laurentiens pour les distinguer des populations locales<sup>11</sup>.

#### DEUX SITES TÉMOINS DE DEUX PÉRIODES DE L'ARCHAÏQUE

En face de l'extrémité sud-est de l'île Deschaillons, le site Jacques (BiFg-8) représente le fruit de la découverte fortuite d'un ensemble de quatre objets matériels, soit deux gouges et deux haches associées à du mobilier funéraire ou peut-être à une trousse d'outils de la tradition de l'Archaïque laurentien. Une fouille subséquente aura permis, quant à elle, d'identifier un autre moment d'occupation. L'examen attentif des objets polis trouvés, soit des percuteurs, des meules et des pierres à cupules, indiquerait que la cueillette et la transformation des végétaux qui poussaient à l'état naturel, deux activités quotidiennes féminines menées durant la saison clémente, constituaient une tech-

nique d'acquisition d'appoint pour les occupants du site. Une datation au radiocarbone obtenue à partir d'un échantillon de charbon de bois prélevé dans le foyer d'une aire d'habitation exhumée fait remonter l'occupation à environ  $3480 \pm 130$  AA. Cette datation absolue assigne ainsi une double occupation au site Jacques : une archaïque laurentienne et une autre archaïque post-laurentienne<sup>12</sup>.

À Saint-Pierre-de-Sorel, sur la rive ouest du ruisseau du Marais (CaFg-3, CaFg-4), la présence des deux traditions archéologiques est également attestée sinon fortement soupçonnée. La découverte d'une gouge fort semblable à celles trouvées sur le site Jacques indique une occupation par un groupe de Laurentiens (CaFg-3). Par contre, l'outillage taillé du site Delacroix (CaFg-4) ne correspond pas à celui de l'Archaïque laurentien et suggère donc une seconde occupation plus récente<sup>13</sup>. La mise au jour d'un attirail de chasse composé de pointes de projectiles qui affichent toutes une distinction stylistique par rapport aux assemblages lithiques de la tradition de l'Archaïque laurentien milite en faveur d'une occupation post-laurentienne du site Delacroix. Cette hypothèse est d'autant plus probante qu'elle est appuyée par une datation au radiocarbone de  $4090 \pm 90$  AA livrée par un foyer<sup>14</sup>.

Les archives extraites de la mémoire du sol jouxtant les bords de la rivière Richelieu sont des messages tronqués qui mettent en relief l'intervalle de chevauchement marquant la trame de la préhistoire du Québec entre 4500 et 4000 AA. Ces témoignages illustrent en quelque sorte le déroulement d'un phénomène d'interpénérations ou de transferts culturels au cours de cette période. De cette fusion, qui entraînera la disparition définitive des Laurentiens des basses terres du Saint-Laurent, s'amorcera le développement préhistorique de populations considérées comme étant les ancêtres des Iroquoiens rencontrés par Jacques Cartier lors de ses voyages effectués entre 1534 et 1541<sup>15</sup>.

Jusque vers l'an 1000 avant notre ère, les groupes proto-iroquoiens qui exploitaient les ressources de la région Richelieu-Yamaska-Rive-Sud demeureront avant tout des populations de chasseurs à l'affût du gibier. Cependant, la pêche prendra graduellement une plus grande place dans leur diète. En outre, le poisson leur fournira une base alimentaire relativement constante, surtout entre les mois d'avril et de septembre. La cueillette des petits fruits sauvages, le gaulage des noix et le ramassage des glands deviendront de leur côté un mode d'approvisionnement saisonnier complémentaire.

Culturellement et linguistiquement apparentés à des formations sociales essentiellement méridionales, les proto-Iroquoiens affineront une technologie lithique distinctive. Progressivement, ces nouveaux arrivants affirmeront



Pointe de lance en quartzite enfumé. Cette pointe de projectile vieille de 2000 ans a été trouvée sur la plage de l'île Saint-Bernard, à l'embouchure de la rivière Châteauguay.  
(Photo : Robert Larocque. Gracieuseté de Claude Chapdelaine et Norman Clermont)

leur ethnicité et leur identité régionale. Leurs populations voisineront d'autres nomades, les Algonquiens, beaucoup plus nombreux et déjà présents dans le bouclier canadien<sup>16</sup>. Après des groupes algonquiens, qui parlent une langue différente de la leur et utilisent d'autres instruments pour véhiculer des réalités matérielles et pour transmettre des valeurs spirituelles, les proto-Iroquoiens développeront surtout des échanges commerciaux. Toutefois, avec certains aux yeux desquels ils représenteront toujours des intrus, leurs relations seront fondées sur des rapports d'inimitié.

## *Le temps des grands changements*

### **Le Sylvicole inférieur**

Entre 1000 et 400 avant Jésus-Christ, des groupes que les préhistoriens reconnaissent comme les Iroquoiens du Saint-Laurent connaîtront une période fort dynamique appelée le Sylvicole inférieur. Cette trame historique de 600 ans sera surtout marquée par l'intégration de l'art de la poterie. Durant cette période se manifesteront d'autres éléments de changements significatifs, dont une importante croissance démographique et l'articulation d'une idéologie funéraire et de conduites de deuil élaborées. De plus, se structure un réseau de circulation d'outils tirés de l'exploitation d'une variété particulière de pierre siliceuse, le chert onondaga. Ce nouveau matériau, de couleur grise à veines brunes ou bleues, provient de la péninsule du Niagara<sup>17</sup>.

En Montérégie, les sites associés à cette période d'affirmation décisive ont été trouvés dans le Haut-Saint-Laurent et ce n'est probablement qu'une question de temps avant que les archéologues puissent identifier ses indices matériels dans la région Richelieu–Yamaska–Rive-Sud.

### **Le Sylvicole moyen**

Vers 400 avant le début de notre ère, d'autres transformations des traits culturels partagés par les Iroquoiens du Saint-Laurent s'amorcent. Cette seconde tranche du Sylvicole s'étend sur presque quinze siècles et se termine aux environs de l'an 1000 après Jésus-Christ. Sa chronologie englobe deux épisodes distincts : le Sylvicole moyen ancien (entre 400 avant notre ère et 500 après Jésus-Christ) et le Sylvicole moyen tardif (entre 500 et 1000 de notre ère)<sup>18</sup>. Au cours de cette période, des changements morpho-stylistiques se profilent sur les récipients en terre cuite ; les innovations se succèdent dans

l'outillage lithique et osseux, de nouvelles habitudes prennent forme dans les schèmes d'établissement privilégiés et, finalement, les attitudes funéraires révèlent que la mort est devenue un voyage dans l'au-delà qu'il convient de préparer avec soin.

Dans la partie nord-est de l'île Saint-Bernard, à l'embouchure de la rivière Châteauguay, sur un site de halte (BiFk-4) datant des débuts du Sylvicole moyen, on retrouve une grande homogénéité dans la production céramique, une activité typiquement féminine. Constat à la fois surprenant mais significatif, le chert exotique onondaga se raréfie à un point tel qu'il est loisible de croire que le réseau d'approvisionnement s'éteignait discrètement. D'autres témoins archéologiques, dont une pointe de projectile en quartzite enfumé, semblable à celles trouvées sur les lieux d'inhumation de l'épisode culturel nommé « Middlesex » (400 AA et 100 ou 200 de notre ère), et divers fragments de contenants d'argile décorés d'empreintes ondulées constituent aussi des données diagnostiques de la présence d'un site du Sylvicole moyen ancien<sup>19</sup>.

AU SYLVICOLE MOYEN  
ANCIEN

Dans la région Rive-Sud, sur les îles du bassin de La Prairie, et dans le Haut-Richelieu, à Pointe-du-Gouvernement, face à l'île aux Noix, des indications communes du Sylvicole moyen tardif ont été signalées lors d'inventaires, de sondages et de fouilles archéologiques récentes<sup>20</sup>. L'analyse des tessons de poterie reste à faire pour vérifier si leurs attributs morphologiques traduisent bien l'expression d'une régionalisation stylistique de plus en plus contrastée, caractéristique de la fin du Sylvicole moyen. Néanmoins, les emplacements des sites répertoriés et l'abondance des vestiges matériels d'occupation qu'ils ont fournis sont sans équivoque.

AU SYLVICOLE MOYEN  
TARDIF

La localisation des sites et la quantité d'artefacts découverts dans ces secteurs nous instruisent notamment qu'entre les années 500 et 1000 de notre ère les groupes iroquoiens avaient tendance à réutiliser les mêmes espaces. Ce comportement culturel signifie que ces entités sociales planifiaient leur mobilité : en d'autres termes, elles anticipaient des séjours prolongés en des endroits déterminés pour s'adonner à l'exploitation intensive de certaines espèces de poissons. Aussi, tout indique que la pêche aurait largement favorisé l'échange de biens, d'idées et d'individus en Laurentie iroquoise durant le Sylvicole moyen tardif.

DES SÉJOURS DE PÊCHE  
PLANIFIÉS

Or, c'est probablement cette même technique d'acquisition qui fut aussi à l'origine de la formation des premiers hameaux estivaux. En somme, tout semble se passer comme si la pêche prédisposait déjà à la sédentarisation à un moment où d'autres groupes iroquoiens du sud de l'Ontario commen-

çaient à se familiariser avec les mécanismes de reproduction des plantes cultigènes.

### Le Sylvicole supérieur

#### LES PREMIÈRES EXPÉRIENCES AGRICOLLES

Vers l'an 1000 de notre ère, la Laurentie iroquoienne vivra à l'heure de la « révolution culturelle ». Les groupes de la région Richelieu–Yamaska–Rive-Sud se livreront alors à leurs premières expériences agricoles. L'événement ne sera pas soudain, mais le pas s'avérera décisif. Marquée par une croissance démographique continue et aux prises avec une réduction de la biomasse disponible sur un territoire qui s'étire de l'estuaire du Saint-Laurent au lac Ontario, la Laurentie iroquoienne intégrera ponctuellement une autre idée venue du sud, l'horticulture. Cette nouvelle technique d'acquisition émane du haut bassin du Mississippi et de ses affluents<sup>21</sup>.

#### LES CULTURES, UNE AFFAIRE DE FEMMES

À partir du XIV<sup>e</sup> siècle, les premiers paysans de la vallée du Saint-Laurent réajusteront donc leur stratégie économique. Leurs populations adopteront progressivement un mode de vie axé principalement sur la culture du maïs, des courges et des haricots. La chasse, la pêche et la collecte des végétaux qui poussaient à l'état naturel seront ravalées au rang d'activités complémentaires aux travaux des champs et des jardins.

Ce passage des Iroquoiens à la production de cultigènes s'accompagnera de profondes modifications dans leurs comportements culturels et dans leurs rapports de genres. La transition incitera les groupes à revoir leurs schèmes d'établissement et à rechercher les terrasses sablonneuses ou les sols bien drainés. Cette initiative accentuera la spécialisation des tâches humaines et entraînera une division sexuelle relativement rigide du travail. La culture des champs et des potagers, des semailles aux récoltes, deviendra strictement une affaire de femmes. Cette contribution substantielle à l'effort productif sera source, il va sans dire, de nouvelles fonctions et de divers pouvoirs de décision pour la femme iroquoienne.

#### UN DÉBUT DE SÉDENTARISATION

Davantage que la pêche, l'horticulture facilitera une sédentarisation plus définitive. La culture de la terre invitera au regroupement de différentes unités de résidence, favorisera la constitution de communautés villageoises et consolidera les sentiments d'appartenance clanique et de solidarité tribale. Somme toute, l'horticulture amènera la Laurentie iroquoienne à réaménager son espace culturel et à repenser son temps vécu.



À La Prairie, un petit établissement riverain (BiFi-7) – probablement un campement temporaire d'horticulteurs qui était sans doute partie composante d'un réseau de communications pour accéder au Richelieu – a fourni d'éloquents témoins archéologiques des premiers siècles du Sylvicole supérieur. Certains traits particuliers relevés sur le matériel céramique du site – fréquence d'empreintes réalisées au moyen de bâton ficelé, lèvres plates et décorées, traitement au battoir cordé de la panse des vases et de motifs décoratifs simples – ont permis d'associer son moment d'occupation au complexe technologique de la tradition Owasco de l'État de New York. Les manifestations caractéristiques de cette tradition d'une durée de trois siècles correspondent aux années 1000 à 1300 de notre ère<sup>22</sup>. Il est également évident que les Iroquoiens conservaient encore des liens privilégiés et des affinités particulières avec des intervenants méridionaux, même à une époque où ils affichaient de plus en plus leur identité et leur personnalité propres.

À Châteauguay et à Pointe-du-Gouvernement, les vestiges matériels découverts sur des sites de transit et datés aussi du Sylvicole supérieur sont relativement nombreux. Mais c'est sans conteste à Sorel-Tracy où a été enregistrée l'affirmation la plus convaincante de l'adoption de l'agriculture par les Iroquoiens de la région centrale de la Montérégie durant cette période qui se terminera avec l'arrivée des Européens en 1534.

*LA VIE QUOTIDIENNE  
DANS LA RÉGION DE  
SOREL-TRACY*

Au site Mandeville (CaFg-1), localisé en bordure de la rive ouest du Richelieu, à environ huit kilomètres en amont de son embouchure, sur une terrasse sablonneuse qui surplombe la rivière sur plus de dix mètres, cinq saisons de fouilles ont amené les archéologues à confirmer la présence d'un village semi-permanent d'horticulteurs iroquoiens dans la région de Tracy vers l'an 1500 de notre ère<sup>23</sup>.

Les interventions archéologiques menées sur ce site ont donné accès aux archives matérielles de la vie quotidienne d'une petite agglomération d'environ 200 individus regroupés dans une superficie de 8 400 mètres carrés. Les travaux de Claude Chapdelaine, notamment, concluent que des Iroquoiens auraient occupé les lieux intensivement durant une dizaine d'années, soit vers la fin du XV<sup>e</sup> ou au début du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>24</sup>.

Des excavations effectuées sur 18 % de la superficie totale du site Mandeville ont permis de dégager des milliers d'indices culturels. L'impressionnante collection d'artefacts constituée comprend plus de 500 vases domestiques, 350 petits vases spécimens fabriqués sans doute par des potières en herbe, 350 pipes dont 73 sont à l'effigie de visages humains ou d'animaux, une centaine de perles et de pendentifs, une vingtaine de jetons de jeu, plus de



400 objets en pierre, une trentaine d'outils ouvragés sur os et une soixantaine de coquillages. Les archéologues ont exhumé également des traces évidentes de dépendance horticole en dénombant plus de 2 000 grains de maïs carbonisés, plusieurs fragments de haricots, ainsi que de nombreuses meules servant à la mouture des plantes cultivées<sup>25</sup>. À ces vestiges matériels mis au jour à Tracy s'ajoutent d'autres données intéressantes : un dépotoir riche en restes osseux, des aires de combustion, des fosses garde-manger creusées sous le plancher d'occupation, de même que des traces de pieux qui délimitaient les contours apparents de deux structures d'habitation et l'entremêlement de l'armature de trois autres maisons<sup>26</sup>.

Au nord de l'espace domestique, les archéologues ont localisé l'emplacement d'un cimetière où ont été ensevelis huit individus : cinq adultes mâles, une femme adulte, une adolescente et un enfant âgé de quatre ans environ<sup>27</sup>. La découverte d'une neuvième sépulture, une jeune femme, sous le plancher d'une des maisons dans une fosse à proximité des foyers incite à penser que les parents de la défunte n'ont pas pris le temps de célébrer les rites funéraires appropriés et de l'inhumer avec ses proches dans le champ des morts. C'est comme si les occupants avaient été contraints d'évacuer le site à la hâte<sup>28</sup>. D'ailleurs, d'autres indices suggèrent le scénario d'un départ précipité du village. La position du site en bordure de la rivière et ses habitations non fortifiées d'une palissade l'exposaient aux raids de la guérilla. À la fin de la préhistoire, est-il besoin de le souligner, la rivière Richelieu est déjà une route de guerre empruntée pour investir les territoires d'ennemis traditionnels établis dans les bassins hydrographiques des rivières Saint-Laurent et Hudson.

## *Être Iroquoien au temps de Jacques Cartier*

### **Les gens de la maison-longue**

Les Iroquoiens du Saint-Laurent qui habitent le territoire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud à la fin de la préhistoire du Québec font partie intégrante de deux provinces culturelles : Hochelaga et Maisouna. Leurs centres sont l'archipel de Montréal et les alentours du lac Saint-Pierre. Plus à l'est, un troisième ensemble, Canada, identifié à Québec et à ses environs, complète cette sphère interactive appelée la Laurentie iroquoienne<sup>29</sup>. Ces groupes iroquoiens de l'axe laurentien incarnent l'expression la plus nordique d'une Iroquoisie formée d'au moins neuf autres provinces distinctes et autonomes réparties au sud des Grands Lacs sur un territoire qui s'étend du lac Huron

jusqu'à la frontière actuelle de la Virginie et de la Caroline du Nord<sup>30</sup>. Apparentés sur les plans linguistique et culturel, tous ces ensembles partagent fondamentalement un même mode de vie ; chacun a toutefois son histoire propre et affiche des différences indéniables à divers niveaux comme les modes de subsistance, la technologie, les schèmes d'établissement et les rites funéraires.

Chez les Iroquois du Saint-Laurent, c'est la maison-longue, une habitation de forme rectangulaire, qui constitue l'unité de résidence de base. Sa largeur varie très peu (six à sept mètres), sa hauteur est sensiblement la même que sa largeur, et sa longueur dépend du nombre de familles conjugales susceptibles de l'occuper<sup>31</sup>. Bâtie entre les mois d'avril et de mai, lorsque l'écorce plus malléable d'orme, de bouleau et de cèdre se prête mieux à la pose du revêtement extérieur, sa charpente repose sur deux rangées parallèles de perches d'orme ; celles-ci, pelées de la grosseur d'un mollet, sont enfoncées dans le sol à tous les cinq mètres. Des chevrons reliés par des cordes de chanvre et fixés à environ trois mètres de hauteur stabilisent les parois et supportent l'armature du toit, en voûte de berceau, fait d'arbrisseaux flexibles retenus par des lattes disposées à l'horizontale. Ordinairement, un vestibule servant à l'entreposage et un petit porche abritant la porte sont érigés à l'extrémité de la maison. Cette annexe, une construction beaucoup plus rudimentaire que la structure principale, est défaite au besoin pour allonger la maison et faire place à des familles additionnelles<sup>32</sup>.

*UNE HABITATION  
SOBRE, À L'INTÉRIEUR  
COMME À L'EXTÉRIEUR*



Représentation artistique  
d'une maison-longue  
iroquoienne.  
(Huile de Guy Lapointe, 1983.  
Gracieuseté de Norman  
Clermont et Claude  
Chapdelaine)

Comme son architecture, l'aménagement intérieur de la maison-longue est relativement sobre. Des foyers sont alignés au centre, le long de l'axe longitudinal. Des murs en pans d'écorce élevés à des intervalles de six mètres subdivisent l'espace domestique en sections auxquelles de larges ouvertures d'au moins deux mètres facilitent l'accès tout en formant un couloir central qui parcourt la structure sur sa longueur. Dans chaque section, des banquettes de couchage sont installées à une certaine hauteur du sol en terre battue, de même que des supports et des plates-formes conçues pour le rangement des effets personnels, le stockage d'articles de traite et l'entreposage des épis de maïs et des poissons fumés. Outre les portes, situées à chaque extrémité et par où pénètrent l'air et la lumière, la seule ventilation disponible provient de petites bouches d'aération laissées ouvertes dans la toiture et centrées au-dessus des aires de combustion<sup>33</sup>.

#### *LA COHABITATION*

Chaque section de l'unité résidentielle abrite deux familles conjugales ; celles-ci occupent chacune un côté de l'habitation et comptent en moyenne de quatre à six personnes : la mère, le père, et de deux à quatre enfants<sup>34</sup>. Les familles qui vivent ensemble à l'intérieur de la maison appartiennent au même lignage maternel, c'est-à-dire que la parenté est transmise par des femmes descendant d'une même aïeule. Un certain nombre de lignages maternels et, par extension, de maisons-longues forment un clan dont les membres se considèrent comme apparentés, même si, au fil du temps, ceux-ci ne peuvent reconstituer leur généalogie précise et qu'il ne subsiste qu'un vague sentiment d'affiliation.

#### *LE CLAN, L'ESSENCE MÊME DE LA VIE SOCIALE*

Le clan incarne à la fois un groupe de descendance matrilineaire et une unité matrilocale exogame. En d'autres termes, les deux sexes héritent de l'identité clanique de leur mère et le mariage à l'intérieur du clan est prohibé parce qu'il est jugé comme une conjonction illicite entre personnes qui sont parentes. Les membres du clan doivent donc prendre mari ou femme en dehors de leur groupe d'appartenance. La fille demeure toujours dans l'entourage immédiat de sa mère, de ses sœurs et de ses tantes maternelles. Pour sa part, le garçon reçoit aussi l'affiliation clanique de sa mère et vit également dans la maison de sa famille maternelle. Cependant, lorsqu'il parvient à l'âge adulte et se marie, ce dernier va normalement habiter dans la maison de sa belle-famille. Ses enfants deviendront éventuellement membres du clan de sa conjointe. L'homme marié est en définitive un invité au sein de la famille de sa femme. Si son épouse meurt, le veuf est alors encouragé à pratiquer le sororat ou à marier une des sœurs de sa défunte conjointe afin que le remariage ne brise pas le matrilignage<sup>35</sup>.

Dans les communautés rurales iroquoiennes de la vallée du Saint-Laurent, les membres du clan s'identifient grâce à un attribut qui distingue les groupes entre eux : un animal ou un oiseau représente probablement le marqueur ou le repère identitaire. L'idée d'ascendance commune et d'appartenance clanique soude les individus et sous-tend tout un code d'éthique comportemental. L'identité clanique entraîne une exigence de solidarité sociale interne qui s'exerce dans l'entraide économique, la participation à des activités communes et à des événements rituels, la mobilisation politique et militaire, ainsi que dans le devoir de s'assurer que justice soit rendue. Bref, le clan fonde l'essence même de la vie sociale des Iroquoiens.

### Une façon de vivre

Les populations iroquoiennes qui occupent et exploitent les basses terres laurentiennes à l'époque des voyages de Jacques Cartier ont développé un mode de subsistance qui repose sur une économie mixte basée principalement sur la pratique intensive de l'agriculture et sur l'exploitation complémentaire des ressources halieutiques, animales sauvages et végétales spontanées<sup>36</sup>. Cette intégration des plantes cultigènes (maïs, haricots et courges) impose diverses activités indispensables : installation et soin des plantes, préparation du champ, récolte et séparation des produits, transformation des denrées alimentaires en vue de leur utilisation, accumulation et gestion des surplus. Aussi, l'agriculture entraîne-t-elle la naissance et la multiplication des communautés villageoises.

Le village iroquoien devient graduellement une agglomération rurale habitée sur une base annuelle. Cet espace de vie rassemble un certain nombre de maisons-longues qui forment chacune une unité de coopération économique autonome. Occupé durant une dizaine d'années, il est délaissé régulièrement pendant les grandes chasses ou les grandes pêches saisonnières. Le village est également un lieu de résidence qu'on abandonne quand la durabilité des constructions, l'appauvrissement des sols et la rareté du bois de chauffage disponible dans le voisinage contraignent la communauté à se relocaliser ailleurs<sup>37</sup>. Mais un village iroquoien, c'est surtout un monde de femmes.

*LE VILLAGE IROQUOÏEN :  
UN MONDE DE FEMMES*

La communauté rurale iroquoienne, pour reprendre la prose de l'archéologue Norman Clermont, représente d'abord une idée autour de laquelle des mères, des sœurs et des filles se rassemblent pour transformer la nature en culture<sup>38</sup>. Entre autres, ce sont les femmes qui ont la responsabilité de la plupart des travaux horticoles : une fois que les hommes ont ouvert les clairières pour délimiter les terroirs sablonneux et défricher les zones de culture, les

femmes sarclent la terre avec des bêches de bois ou faites d'une omoplate de cervidé, font de petits monticules et plantent les semences ; elles récoltent ensuite la moisson en organisant des corvées qui impliquent toutes les femmes d'une même maisonnée et qui travaillent sous la supervision d'une doyenne dont l'expertise dans le domaine est reconnue<sup>39</sup>.

En plus de cultiver les champs, les femmes se rendent à l'orée de la forêt pour sélectionner les racines et les plantes médicinales, recueillir la sève sucrée de l'érable, gauler les noix ou ramasser les baies et les faines<sup>40</sup>. Or, derrière tout cet inventaire de denrées alimentaires que les femmes s'ingénient ensuite à tourner en produits appétissants se dégage un dénominateur commun : l'ensemble des activités a toujours cours en périphérie de l'espace villageois.

*LA PÊCHE  
ET LA CHASSE :  
L'AFFAIRE DES HOMMES*

Mis à part quelques mois d'hiver, les hommes sont occupés à l'extérieur des villages durant la majeure partie de l'année. La pêche et la chasse revêtent pour eux une importance particulière, n'en déplaise aux récits androcentriques et ethnocentriques des chroniqueurs européens de la période du contact qui décrivent souvent les Iroquoïennes comme des tâcheronnes et les Iroquoïens comme les rois du désœuvrement<sup>41</sup>.

La pêche est pratiquée avec des engins et des méthodes de capture sophistiqués. On prend le poisson avec des hameçons au bout des lignes dormantes, avec des pièges stationnaires tels des fascines, avec des harpons du haut de barrages construits en travers des ruisseaux et des rivières. L'hiver, les pêcheurs utilisent des filets descendus à travers des trous forés dans la glace<sup>42</sup>. Le poisson étant disponible toute l'année, les hommes sont amenés à entreprendre de grandes randonnées vers des aires de pêche où ils ont pris l'habitude d'installer des campements saisonniers.

Le scénario reste le même dans le déroulement des activités de prédation. Quand vient le temps des grandes chasses à l'automne et à la fin de l'hiver, périodes pendant lesquelles les cerfs de Virginie réunis en troupeaux sont plus faciles à abattre, la mobilité du gibier exige que les hommes se déplacent et établissent des camps de chasse, de préférence en aval de Montréal car l'orignal et le caribou, deux autres proies recherchées, fréquentent aussi les lieux<sup>43</sup>.

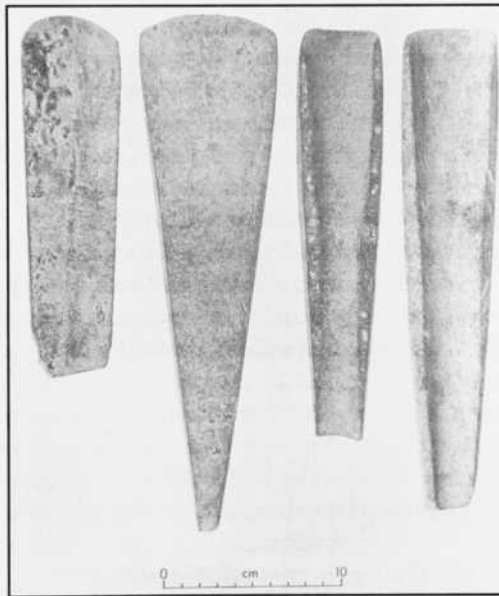
Alors que les hommes partent périodiquement pour chasser et pour pêcher, les femmes et les enfants ne quittent presque pas le village. Les femmes ont le soin d'assurer le maintien de la bonne entente à l'intérieur de la communauté et de veiller au bien-être des habitants. Les activités des hommes

débouchent souvent sur des expéditions commerciales et sur des séances de négociation destinées à consolider des alliances à l'étranger, c'est-à-dire à l'extérieur des frontières tribales.

Dans ce contexte, la nouvelle répartition sexuelle des tâches provoquée par l'adoption de l'agriculture enclenche un processus de transfiguration de la condition féminine. La principale contribution des Iroquoïennes à l'économie domestique, le contrôle qu'elles exercent sur leurs conditions de travail et sur la distribution des produits du travail, joint à l'absentéisme chronique des hommes, leur conféreront une place prééminente dans les domaines social, politique et religieux<sup>44</sup>.

### Éléments de culture matérielle

Les outils et les objets fabriqués ou employés par les Iroquoïens du Saint-Laurent sont le résultat d'une production artisanale locale. Hommes et femmes maîtrisent les savoir-faire nécessaires à leur réalisation dans leurs champs respectifs, bien que quelques spécialistes ont la réputation d'être particulièrement versés dans certains arts. La plupart des matériaux en pierre, en os et en bois sont obtenus localement. D'autres matériaux plus rares, comme le cuivre natif, les coquillages pour la confection des perles et les cherts utilisés pour la taille d'outils, ont été obtenus à la suite d'échanges à longue distance<sup>45</sup>.



Deux haches et deux gouges découvertes sur le site Jacques à Saint-Roch-de-Richelieu.  
(Photo : Robert Larocque.  
Gracieuseté de Claude Chapdelaine)

Pour l'agriculture, les outils se limitent à la houe et au bâton à fouir pour l'ensemencement et au panier de vannerie muni de courroies de portage pour les récoltes. Divers articles forment la trousse de l'équipement domestique : des récipients en terre cuite pour la cuisson, des plats, des écuelles et des louches en bois pour les repas, des vaisseaux d'écorce pour boire et conserver le sucre d'érable ainsi que les végétaux sauvages. On dispose aussi de racloirs et

### LES OUTILS DU QUOTIDIEN

de grattoirs pour la préparation des peaux, de poinçons et d'aiguilles pour la couture des vêtements, d'aiguilles de tatouage et de couleurs minérales extraites de substances naturelles pour appliquer les peintures corporelles et faciales. On confectionne également des ornements de parure et des enjolivements pour personnaliser l'art vestimentaire, des meules, des mortiers et des pilons en pierre et en bois pour broyer le maïs. Des tonneaux d'écorce sont fabriqués pour entreposer la nourriture, les pipes et le tabac, des couteaux armés d'une incisive de castor pour la sculpture du bois, de même que des fourrures pour matelasser les bases de banquettes de couchage ou pour servir de douillettes<sup>46</sup>.

Les armes de chasse et l'attirail de pêche comprennent des arcs et des flèches, des assommoirs, des javelots de bois, des filets, des hameçons et des harpons en os. Le bois de chauffage est fendu à la hache de pierre et les arbres sélectionnés pour la construction des habitations et des palissades sont élagués et taillés avec des herminettes. Des canots d'écorce assurent le transport sur l'eau lors des voyages à l'intérieur et à l'extérieur du pays et des pirogues faites de troncs d'arbres évidés sont employées pour circuler localement. Les lanières de portage et les sacs de peaux font également partie du matériel de transport qu'on emporte en tout temps, pour faire la navette comme pour entreprendre une équipée. L'hiver, le butin de chasse et les prises de pêche sont tirés sur des traînes sauvages et des raquettes adaptées aux conditions de neige permettent de décupler la marche sur le parterre blanc et glacé de la forêt<sup>47</sup>.

#### LE CUIR, LA BASE DU COSTUME IROQUOÏEN

Les pièces du costume iroquoïen sont presque toujours confectionnées en cuir. Durant l'été, l'homme met seulement un brayet ou un pagne fait d'une peau de cerf souple moyennement grande et la femme porte autour des hanches un morceau de cuir de la dimension d'une serviette, qui descend jusqu'à mi-cuisses environ, ainsi que des mocassins en peaux ou en feuilles de maïs tressées. Durant l'hiver, hommes et femmes revêtent de longues guêtres qui leur couvrent les jambes et le bas du corps jusqu'à la ceinture, des manches mobiles ou postiches attachées avec un cordon autour des épaules. De plus, on enfle des capes de fourrure qui drapent le dos et les épaules. On porte aussi des souliers plus relevés en peaux de cerf, d'ours et de castor, ainsi que des mitaines<sup>48</sup>.

#### LES OBJETS SYMBOLIQUES

La culture matérielle des Iroquoïens de la vallée du Saint-Laurent englobe également tous les instruments utilisés par les individus pour véhiculer des valeurs spirituelles. Parmi ceux-ci figurent des masques hétéroclites sculptés sur bois ou en feuilles de maïs tressées, des amulettes aux effets magiques, des sacs à médecine contenant des herbes aux vertus curatives. Des hochets faits de corps de tortues séchées et remplies de grains de maïs ou de petits cailloux comptent aussi parmi les objets symboliques façonnés et associés aux



danses rituelles pratiquées afin de chasser les mauvais esprits susceptibles d'habiter le corps des malades et d'écourter la vie humaine<sup>49</sup>. Des emblèmes blasonnés aux représentations symboliques finement différenciées sont également gravés et souvent posés au-dessus des encadrements des portes de maisons-longues pour distinguer les groupes familiaux et signifier que les membres du clan s'identifient à leurs armoiries<sup>50</sup>.

### Un art féminin : la poterie

Faire de la poterie en Laurentie iroquoienne c'est exécuter une longue chaîne de gestes appris, inscrits dans les traditions locales et actualisés de mère en fille dans le cours de leurs expériences quotidiennes<sup>51</sup>. Jusqu'à un certain point cette technologie implique une séquence universelle : sélection des argiles, pétrissage d'une pâte, ajout de dégraissant, modelage des objets, décoration, séchage, cuisson, utilisation et abandon. Cependant, cette séquence théorique est partout affectée de décisions qui sont révélatrices du bagage culturel régional ou local et c'est ce qui explique, en substance, leur grande utilité en archéologie. Par ailleurs, comme ce bagage culturel enregistre bien des modes techniques, morphologiques ou décoratives, il devient alors possible de distinguer, dans l'espace et dans le temps, des styles particuliers. C'est ainsi, par exemple, qu'on peut parler, à un certain niveau, de la poterie iroquoienne et, à d'autres niveaux, de la poterie iroquoienne du Saint-Laurent ou de la poterie hochelaguienne, et cela à différentes périodes.



Vase iroquoien. Dessin de Guy Lapointe réalisé en 1997. (Gracieuseté du Laboratoire d'ethnohistoire du Département d'anthropologie de l'Université de Montréal)

### La poterie

Ils avaient (comme ils ont encore) l'usage et l'industrie de faire des pots en terre, qu'ils cuisent en leur foyer, et sont fort bons, et ne se cassent point au feu, encore qu'il n'y ait point d'eau dedans; mais ils ne peuvent aussi souffrir longtemps d'humidité et l'eau froide, qu'ils ne s'attendrissent et cassent au moindre heurt qu'on leur donne, autrement ils durent fort longtemps. Les Sauvages les font, prenant de la terre propre, laquelle ils nettoient et pestrissent tres-bien, y meslans parmi un peu de graiz, puis la masse estant reduite comme un boule, elles y font un trou avec le poing, qu'ils agrandissent tousiours, en frappant par dedans avec une petite palette de bois, tant et si long temps qu'il est necessaire pour les parfaire : ces pots sont faits sans pieds et sans ances, et tous ronds comme une boule, excepté la gueule qui sort un peu en dehors ».

Gabriel Sagard, *Le grand voyage du pays des Hurons*, Montréal, Hurtubise HMH, 1976, p. 98-99.



*UNE FORME  
DE LANGAGE*

Il faut toutefois convenir d'une chose importante, c'est que la poterie est un artisanat utilitaire ; mais elle est aussi un moyen d'expression, donc une forme de communication qui se comporte comme une sorte de langage. Il n'y aura jamais deux vases identiques comme il n'y a jamais deux dialogues identiques. La diversité sera liée aux mots utilisés, c'est-à-dire à des attributs, à leur agencement et à un « savoir-dire » propre à chaque artisane. L'archéologue arrivera souvent à reconnaître les langues, les dialectes et les accents.

La poterie utilisée par les Iroquoiennes de la Montérégie au temps de Cartier et, en fait, depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, était peu variée au niveau des unités fonctionnelles (vases sans couvercle, pipes, perles de collier, jetons de jeu), chacune étant cependant différente par ses formes, ses dimensions, sa décoration et sa qualité de production. S'il n'est pas possible de décrire cette production en présentant chaque objet individuel et s'il n'est même pas plus utile de le faire qu'il ne le serait de présenter chaque phrase inédite pour comprendre un langage, on peut néanmoins signaler quelques caractéristiques dominantes.

*LE VASE DU QUOTIDIEN*

Le vase le plus commun, d'utilisation quotidienne, est un vase aux parois minces, lissées, modelé à partir d'une pâte finement dégraissée, ayant une panse subsphérique, un fond arrondi et un col étranglé surmonté d'un ourlet ou d'un parement. Dans ce dernier cas, le parement devient un registre de décoration marqué de motifs géométriques plus ou moins complexes, exécutés avec plus ou moins de soin. Un tel vase pouvait avoir plusieurs fonctions, mais il était surtout utilisé comme chaudron ; il permettait de cuire ou de mijoter sur les braises des repas où se mêlaient, selon les occasions, des saveurs de plusieurs variétés de maïs, de légumineuses, de cucurbitacées, de viandes, de graisses, etc.

À la fois facile à faire, fragile et se conservant bien, la poterie représente l'indice le plus abondant sur les sites villageois trouvés par l'archéologue.

*LA DÉCORATION*

L'élément le plus diagnostique des vases utilisés par les Iroquoiens de la Montérégie est le parement. C'est une sorte de ruban qui forme le rebord du vase, au-dessus de l'étranglement du col. Il peut être étroit ou large et sa ligne supérieure est souvent droite ou ondulée (crestellée). Il est toujours enjolivé de décoration et cette décoration est structurée. On pourrait la décrire comme un motif principal, occupant la place centrale, bordé en haut et en bas par un encadrement simple ou double. Dans le cas d'un encadrement double, commun, se trouvent le long de l'arête supérieure et de l'arête inférieure du parement des encoches ou de petites lignes verticales bordées par une ou plusieurs lignes horizontales entre lesquelles se trouve le motif principal. Celui-ci, toujours géométrique, est composé de segments de droites parallèles, perpendicu-

lares, croisées, formant des triangles, des rectangles, des parallélogrammes, découpés fréquemment de motifs en échelle et présentant souvent, surtout sous les crestellations, des punctuations annulaires dites « au roseau ».

### Un geste quotidien : fumer

L'habitude iroquoise de fumer a étonné Cartier, mais on sait aujourd'hui que c'était alors un geste coutumier généralisé en Amérique et qu'il était très ancien<sup>52</sup>. Dans le Nord-Est américain, les plus vieilles évidences archéologiques attestant ce comportement culturel remontent au premier millénaire avant notre ère. Ce sont des pipes tubulaires, souvent en poterie, trouvées dans l'État de New York<sup>53</sup>. Dans le sud de l'Ontario et du Québec, on a découvert des spécimens, en poterie et en pierre, dans divers sites datés entre 400 avant Jésus-Christ et les débuts de notre ère<sup>54</sup>. Aussi, on peut croire que durant cette période le complexe « tabagique » est étendu jusqu'à la longitude du Nouveau-Brunswick, sans nécessairement être commun<sup>55</sup>. En effet, les archéologues retrouvent ces tubes à fumer dans les sépultures. À cette époque, le véritable tabac (*Nicotiana rustica*) n'est pas encore cultivé<sup>56</sup> et on devait alors griller des préparations végétales particulières, probablement des mélanges de feuilles de sumac et d'écorces de saule rouge pulvérisées<sup>57</sup>.

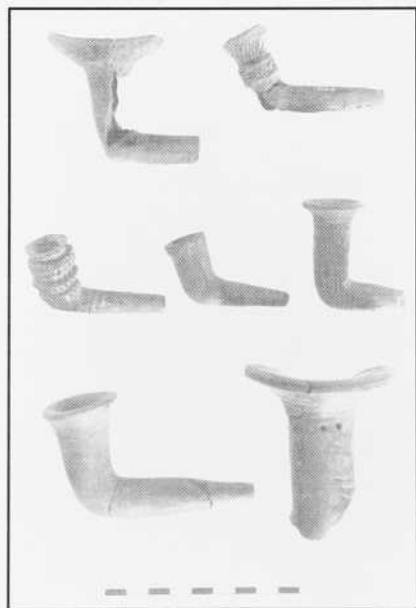
#### Le tabac

Ils ont aussi une herbe de quoy ils font grand amas durant l'été pour l'yver laquelle ilz estiment fort et en usent les hommes seulement en la façon qui ensuyt. Ilz la font secher et la portent a leur col en une petite peau de beste en lieu de sac avecques un cornet de pierre ou de boys puy a toute heure font pouldre de ladite herbe et la mectent à l'un des boutz dudit cornet et mectent ung charbon de feu dessus et sussent par l'autre bout tant qu'ilz s'emplent le corps de fumee tellement qu'elle leur sort par la bouche et les nazilles comme par un tuyau de chemynee et disent que cela les tient sains et chaudement et ne vont jamais sans avoir sesdites choses. Nous avons esprouvé ladite fumee apres laquelle avoyr mys dedans notre bouche semble y avoir de la pouldre de poivre tant est chauld.

Source : Michel Bideaux, *Jacques Cartier : Relations*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1986, p. 161.

**LA PIPE, DE PLUS EN PLUS SOPHISTIQUEE**

La coutume de fumer continue pendant tout le premier millénaire de notre ère. Durant cette période, les sites livrent de nouvelles formes de pipes, principalement des pipes en stéatite, caractérisées par une plate-forme dans laquelle est creusé un canal et qui supporte un fourneau bien dégagé, posé à angle droit. Il semble qu'à partir de cette séquence temporelle les pipes ne soient plus réservées essentiellement à des rituels, car on en trouve des fragments dans les dépotoirs et sur les planchers d'occupation, même si elles restent encore des objets rares. Apparaissent aussi de nouveaux modèles, sans plate-forme mais de forme coudée, en stéatite ou en céramique, ouvragés d'un angle obtus entre le fourneau et le tuyau. Peut-être présentes dès le Sylvicole inférieur au Québec, les pipes vont devenir plus fréquentes entre 500 et 1000 après Jésus-Christ, et relativement communes à partir des années 1000 et 1300 de notre ère.



Variabilité des pipes iroquoiennes trouvées sur le site Mandeville à Tracy.  
(Photo : Claude Chapdelaine)

Au cours de cette dernière période, qui marque les débuts du Sylvicole supérieur et correspond probablement à l'ouverture des premiers jardins de vrai tabac, la variabilité morphologique des pipes s'avère nettement plus grande. Toutefois, la plus forte popularité du complexe tabagique est enregistrée à partir de 1300 de notre ère, quelques siècles avant le contact avec les Européens. À ce moment-là, en Montérégie comme ailleurs, l'artisanat des fabricants de pipes atteint un sommet avec la transformation des fourneaux en registres de créativité : fourneaux éversés en forme de trompette, gonflés en forme de tonneau, découpés en forme de couronne, coniques ou modelés en figures humaines ou zoomorphes. De plus, le nombre sans cesse croissant de pipes indique que si fumer était encore parfois un acte ritualisé au XIV<sup>e</sup> siècle, c'était surtout devenu un plaisir quotidien et la variabilité des dimensions laisse deviner une utilisation générale, dans toutes les classes d'âge, malgré l'observation du pilote malouin qui réduisait l'inhalation de la fumée à un geste exclusivement masculin.

Au moment des visites de Cartier, les Iroquoiens de la Montérégie sont donc des fumeurs invétérés depuis environ deux siècles. D'ailleurs, le grand nombre de pipes découvertes sur le site Mandeville à Tracy ne concourt-il pas à démontrer l'importance de la production du tabac dans la province de Maisouna, région centrale de la Laurentie iroquoienne à la fin de la préhistoire ?

## Au-delà de l'existence

À l'instar des autres groupes amérindiens, les Iroquoiens de la Montérégie considèrent qu'ils vivent dans un univers culturel où les actions des individus sont déterminées par des forces invisibles appartenant à un monde surnaturel, peuplé d'esprits<sup>58</sup>. Ils estiment que les animaux, les poissons, les végétaux, l'eau, le vent et la foudre sont, à leur image, dotés d'une composante spirituelle qui les rend susceptibles de réagir à des stimulations extérieures et notamment à la conduite humaine. D'où la possibilité d'avoir avec les esprits des éléments de la nature des rapports de même type qu'entre humains.

Cette conception particulière de l'existence est à l'origine d'une relation intimiste que les Iroquoiens entretiennent avec leur environnement. Parce qu'il s'avère primordial de maintenir des rapports harmonieux avec le milieu, on sollicite régulièrement l'appui des puissances occultes et intercède auprès des forces surnaturelles pour les convaincre de dispenser leurs faveurs. D'où la pratique de rituels périodiques et de sacrifices de toutes sortes : mariages printaniers des filets de pêche avec des jeunes filles vierges, offrandes de tabac à l'esprit d'un lac agité, immolations et sanctifications des chairs d'un chien au soleil, divinité guerrière, festins et danses en l'honneur de l'esprit du maïs, etc. Il y a donc échange et alliance entre le monde naturel et celui des êtres invisibles.

Pour établir un « contact direct » avec les esprits, les Iroquoiens de la Montérégie ont recours occasionnellement à des individus investis de pouvoirs de médiation entre les humains et le monde surnaturel. Ainsi, quand les tentatives d'amadouer les forces spirituelles s'avèrent vaines ou insuffisantes, on fait alors appel à des spécialistes, hommes ou femmes, à qui on prête les facultés de deviner l'invisible, de prédire l'avenir, de guérir les maux, de solutionner les problèmes psychologiques et de décoder le langage caché derrière les rêves.

Bien avant le développement de la psychologie moderne, les Iroquoiens reconnaissaient trois types de maladies : les naturelles, celles engendrées par l'âme, et celles causées par les sortilèges. Freudiens avant la lettre, leurs chamans qui décodaient les rêves ont déduit que le songe exprime les désirs inconscients de l'âme et que la thérapie des maladies psychosomatiques passe par la satisfaction symbolique ou effective des désirs du rêveur. Les Iroquoiens pensent également que la sorcellerie peut occasionner certaines maladies physiques et qu'il convient dans ce cas d'extraire le mauvais sort du corps de la personne en faisant des incisions et en suçant le sang. Pour traiter les maladies

*AVEC  
L'ENVIRONNEMENT,  
UNE RELATION  
INTIMISTE*

*LA MALADIE : CELLE  
DU CORPS ET CELLE  
DE L'ÂME*

familiales comme les rhumes, les excès de fièvre, les morsures de serpent, les contusions et les fractures, on puise dans la pharmacopée traditionnelle. Les remèdes sont confectionnés à partir de plantes, de racines et d'écorces et sont surtout des tisanes médicinales, des émétiques et des cataplasmes dont seules certaines herboristes, toujours des femmes âgées, connaissent les recettes<sup>59</sup>.

*DERRIÈRE LA MORT,  
UN PHÉNOMÈNE  
SURNATUREL*

Dans l'idéologie funéraire iroquoienne, la mort humaine relève d'un ordre supérieur. Mourir sur sa natte, gorgé d'années, est un événement rare. Derrière la mort de l'individu se trame toujours un phénomène surnaturel. Toutes les façons de mourir ne sont pas équivalentes. On estime qu'il y a des bonnes morts ou des morts acceptées lorsqu'une personne décède selon les normes de la conviction iroquoienne, c'est-à-dire meurt auprès des siens et avec célébration des rites funéraires. Il y a aussi des malemorts ou des morts ignobles, violentes et prématurées. Ces conditions ordonnent donc des traitements du corps différents : désarticulation et ensevelissement de la sépulture ou crémation et dispersion des ossements brûlés dans le cas d'une mauvaise mort et installation provisoire du cadavre sur une plate-forme puis inhumation définitive des ossements blanchis quand la mort s'avère « aussi naturelle que possible ». Les circonstances de la mort déterminent aussi les destinées éventuelles de l'âme<sup>60</sup>.

La notion d'âme, chez les Iroquoiens de la Montérégie, est marquée par la dualité des essences spirituelles. Il y a une âme de la chair et une âme des os. L'âme de la chair est conçue comme une ombre conforme à l'enveloppe corporelle. Après la mort de la personne, ce double s'évapore ou se réincarne dans un autre corps ou se transforme en tourterelle ou en luciole. L'âme des os réside dans la moelle et le crâne représente le siège qui abrite la force psychique constitutive de l'individualité de chaque être. On dit que cette âme est indestructible, car si le feu parvient à réduire les os en poudre, les cendres, elles, restent. Selon les circonstances de la mort, l'âme des os devient un esprit retors (mauvaise mort) ou un ancêtre bienveillant (bonne mort) qui use des pouvoirs magiques que leur confère la mort pour intervenir dans la vie quotidienne des vivants en hypothéquant ou en garantissant la fortune, la fécondité des femmes, la réussite de la chasse et de la pêche, la productivité des jardins et le succès d'une expédition guerrière.

Morts et vivants demeurent donc en étroite relation et doivent négocier un partage équitable. Moyennant les sacrifices et les offrandes des vifs, les spectres renoncent à leur vengeance posthume et les ancêtres assurent la chance, la fécondité et la provende. La communauté des vivants a en quelque sorte besoin de la société des trépassés pour se définir et se revitaliser. Fondé sur un véritable échange de services, le rapport entre les vivants et les morts n'est que,

pour reprendre une proposition de l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, un *duplicata*, ou «la projection, sur l'écran de la pensée religieuse, des relations qui prévalent entre les vivants<sup>61</sup>».

\* \* \*

À la période des premiers contacts avec les Européens, les Iroquoiens de la Montérégie partagent déjà une longue histoire avec d'autres groupes iroquoiens de l'axe laurentien. Ils ont aussi développé d'indiscutables originalités adaptatives régionales. Leur civilisation du bois, du cuir, de l'os et de la pierre commune ne revêt pas d'aspects exhibitionnistes et n'a rien de très spectaculaire comparée à celles de l'Égypte pharaonique, de la Grèce ancienne, de la Rome impériale ou de l'Europe au temps des cathédrales.

En revanche, l'univers culturel iroquoien, gravitant autour des femmes et composé d'unités de résidence, de coopération et de partage, est un milieu où donner, transmettre et rendre représentent des gestes quotidiens plus importants que prendre, s'approprier ou conserver, un environnement où les biens circulent au service du lien social entre les personnes, une société, sans ordres ni classes, où les rapports de genres s'articulent sur des bases relativement égalitaires malgré une séparation draconienne entre les activités masculines et féminines. Mise en contact avec la civilisation du fer et avec un dédale d'articles de traite à l'époque des voyages de Jacques Cartier, cette Laurentie iroquoise sera devenue un lieu vide quand Samuel de Champlain reprendra la route de l'explorateur malouin au début du XVII<sup>e</sup> siècle. Maladies, guerres ou migrations ? La réponse à cette énigme d'un chapitre d'histoire qui resterait à faire ne saurait venir que de l'archéologie.



*Une région née de la guerre*

---





---

Le fort Chambly, symbole de la coexistence de la défense et du peuplement. Pendant deux siècles, la sécurité de la région dépend de l'existence d'une série de fortifications où les colons peuvent se réfugier en cas d'attaque des ennemis.

(Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 357)

La région du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud est incontestablement marquée par l'activité militaire. Dès 1665, une chaîne de fortifications est érigée par les Français le long de la rivière Richelieu. Jusqu'en 1760, alors que toute la colonie française tombe aux mains des Britanniques, une quarantaine d'années de guerre agitent la région<sup>1</sup>. Par la suite, les roulements de tambours et les coups des fusils ne retentiront que ponctuellement, soit lors de la guerre de l'Indépendance américaine et de celle de 1812. Toute interprétation des deux premiers siècles et demi du passé régional ne peut donc passer outre ces activités militaires et se doit d'en évaluer les répercussions sur divers aspects de la vie régionale.

## *L'activité militaire*

### **Les guerres franco-iroquoises (1609-1701)**

Quand, en 1608, Samuel de Champlain établit son habitation à Québec, il doit s'allier aux Montagnais, aux Hurons et aux Algonquins avec qui il désire créer de solides liens économiques ; pour les assurer de son sérieux, Champlain doit soutenir ses alliés dans leur guerre contre les Iroquois. C'est pourquoi, en 1609 et en 1610, il s'aventure avec eux sur le Richelieu, alors appelé rivière des Iroquois, pour aller porter la guerre chez les Iroquois établis sur les rives du lac auquel il donne son nom. C'est donc dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud que s'amorcent les guerres qui opposeront Français et Iroquois pendant un siècle. Les Iroquois deviennent alors les implacables ennemis des Français, qu'ils harcèlent à partir de 1641 en empruntant le Richelieu qui les mène au cœur de la colonie. En 1642, les Français songent naïvement à bloquer l'embouchure de la rivière en y construisant le fort Richelieu. Mais cette première fortification de la région ne réussit aucunement à empêcher les Iroquois d'aller et de venir dans la colonie comme bon leur semble.

Dès 1609, Champlain est entraîné dans les conflits intertribaux. Il explore le Richelieu et le lac Champlain où livre une première bataille contre les Iroquois.  
(C.-H. Laverdière, *Œuvres de Champlain*)

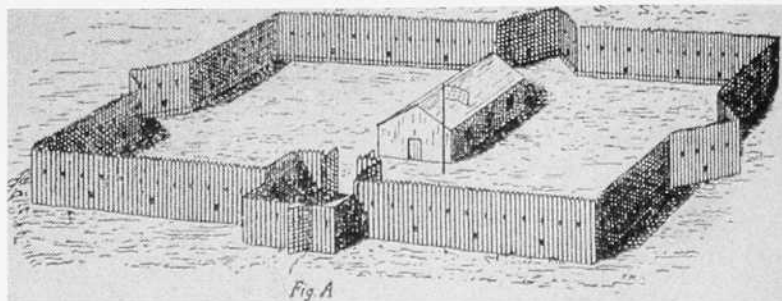


# LES PREMIERS FORTS DU RICHELIEU

Devant ces incursions iroquoises, qui menacent la colonie, les autorités françaises expédient en Nouvelle-France le régiment de Carignan-Salières. Dès leur arrivée, à l'été de 1665, les 1 200 militaires entreprennent la construction d'une série de fortins de bois à des points stratégiques du Richelieu afin d'assurer le ravitaillement du corps expéditionnaire tout en servant de retraite si les événements tournent mal<sup>2</sup>. Les deux expéditions dirigées par Courcelle (hiver) et surtout par Prouville de Tracy (automne) en 1666 connaissent un succès relatif, mais réussissent à convaincre les Iroquois de signer un traité de paix à Québec l'année suivante.



Alexandre Prouville, marquis de Tracy (1603-1670), dirige l'offensive de l'automne 1665 qui mène à la destruction de quatre villages iroquois. (Archives nationales du Canada, C-12177)



Le fort Saint-Louis (Chambly), érigé par les soldats du régiment de Carignan en 1665. Il fait partie d'un réseau de fortins à des points stratégiques du Richelieu. Formant un carré de 44 mètres de côté, il est entouré d'une palissade en bois de 4,6 mètres de hauteur. Il est incendié par les Iroquois en 1702, mais est reconstruit en pierre en 1709.

(Archives nationales du Canada, C-23473)

Madeleine de Verchères se réfugiant dans le fort seigneurial lors d'un raid des Iroquois en 1692. Étant donné la menace iroquoise, la plupart des seigneuries sont alors dotées d'un fortin.

(Archives nationales du Canada, C-10687, Aquarelle de Charles W. Jefferys, gracieuseté de C. W. Jefferys Estate, Toronto)

Après vingt ans de paix, les Iroquois reparaissent, semant la terreur chez les habitants des seigneuries du Richelieu et de la Rive-Sud. Les forts construits par le régiment de Carignan-Salières sont alors pratiquement abandonnés et d'importantes rénovations doivent être apportées aux forts de Chambly et de Sorel. De nouveaux fortins de bois sont érigés dans la plupart des seigneuries de la Rive-Sud ; peu imposants, ces forts seigneuriaux suffisent tout de même à protéger les occupants, car les Iroquois répugnent à s'attaquer à des fortifications : la célèbre mésaventure de Madeleine de Verchères qui, en 1692, trouve refuge dans le fortin seigneurial érigé par son père en témoigne éloquemment. Les colons sont cependant contraints de demeurer enfermés dans leurs forts pendant que les Iroquois incendient granges, maisons et récoltes, jusqu'à ce que des secours arrivent. Encouragés par les Britanniques, les raids iroquois, sont nombreux – Chambly et La Prairie (1687), Contrecoeur, Sorel et Saint-Ours (1688), Verchères (1692) – et les troupes françaises cantonnées à Chambly demeurent incapables de les contrer. Après de difficiles pourparlers, une paix générale et définitive entre Français et Iroquois est conclue à Montréal le 4 août 1701.

### Les guerres intercoloniales (1689-1760)

Les guerres franco-iroquoises battent encore leur plein quand, en 1689, un conflit éclate entre la France et l'Angleterre. Transportée en terre d'Amérique, cette guerre signifie la participation des Anglais aux côtés des Iroquois contre la Nouvelle-France. La première guerre intercoloniale est marquée par les raids de représailles que se livrent Franco-Canadiens et Anglais. Accusant ces derniers d'avoir fomenté le massacre de Lachine par les Iroquois (1689), les Canadiens mènent avec succès des expéditions punitives contre trois localités de la Nouvelle-Angleterre : celle contre Schenectady (Corlaer), dans l'État de New York, s'effectue en passant par le Richelieu et par le lac Champlain. L'année suivante, un projet anglais d'attaque combinée par terre et par mer tourne court quand William Phipps échoue devant Québec et que l'armée de Fritz-John Winthrop, cantonnée au sud du lac Champlain, ne réussit pas à partir. Ce n'est que partie remise puisque, le 11 août 1691, les 400 hommes de Peter Schuyler surprennent une petite armée que Callière a dépêchée à La Prairie pour y attendre l'ennemi. Les Français subissent de lourdes pertes mais, sur le chemin du retour, la troupe de Schuyler est attaquée au lieu nommé La Bataille par celle du capitaine Philippe Clément Du Vuault de Valrennes, venue de Chambly pour lui couper la route, dans le plus furieux combat de toute cette guerre. Ce premier conflit ouvert opposant la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre, qui se termine par la signature du traité de Ryswick (1697), révèle l'inefficacité du fort de Chambly ; celui-ci ne réussit pas à freiner

La Croix de « la bataille de 1691 », sur la route de La Prairie à Saint-Jean, commémore l'interception par Clément Du Vuault de Valrennes de la troupe de Schuyler après le raid de celui-ci contre La Prairie au cours de la première guerre intercoloniale.

(Société historique de Laprairie de la Magdeleine, Fonds Paul Lapointe)



la venue des Anglais et, situé trop loin de la frontière, il ne peut servir de base de lancement à de grandes offensives.

*LES FORTIFICATIONS  
FRANÇAISES,  
DE CHAMBLY  
À CROWN POINT*

Quand, en 1702, un nouveau conflit entre les métropoles se déclenche, la stratégie de défense adopte une perspective plus européenne : l'utilisation de l'artillerie obligeant les armées à suivre les voies fluviales, des forts de pierre formant une ligne en profondeur le long d'un cours d'eau peuvent en interdire le passage. À l'automne de 1709, dans un autre projet d'invasion du Canada par terre et par mer, les Anglais rassemblent d'importantes troupes au sud du lac Champlain. On en est cependant quitte pour la peur, car le plan est annulé. Mais l'avertissement porte fruit : sans attendre l'autorisation de Versailles, les dirigeants coloniaux outrepassent leurs pouvoirs en ordonnant la construction d'un fort de pierre à Chambly, lequel est complété un an plus tard. Les autorités coloniales se félicitent de leur initiative quand, à l'été de 1711, les colonies anglaises remettent sur pied leur projet de double invasion. Mais la flotte de l'amiral Hovenden Walker ayant fait naufrage à l'île aux Œufs, Francis Nicholson, qui doit foncer sur Montréal par le Richelieu, rebrousse chemin. Il s'agit de la dernière alerte de cette guerre qui prend fin à Utrecht en 1713.

Après la paix d'Utrecht, la colonie française s'emploie à fortifier ses voies d'accès : une petite redoute bastionnée est érigée en 1731 à Pointe-à-la-Chevelure (connue plus tard sous le nom de Crown Point), sur le lac Champlain, dans le but d'empêcher les Anglais de s'installer dans cette région. Mais, les rumeurs de guerre persistant, les Français y construisent, en 1735, une solide fortification de pierre, le fort Saint-Frédéric. Un embryon de chaîne de fortifications prend forme avec Saint-Frédéric comme poste avancé à 200 kilomètres en amont des terres habitées, et Chambly comme relais et entrepôt. Durant la troisième guerre intercoloniale, des expéditions franco-canadiennes bivouaquent à Chambly avant de remonter le Richelieu jusqu'à Saint-Frédéric, d'où ils gagnent leurs cibles en territoire anglo-américain. Mais les Anglais reprennent l'initiative quand, en 1747, ils réussissent à mobiliser les Iroquois qui reviennent harceler les rives du Richelieu. La guerre s'intensifiant, les Français construisent une nouvelle fortification à Saint-Jean<sup>3</sup>. Celle-ci devient alors le principal soutien de Saint-Frédéric, et la route qui la relie à La Prairie évite un fastidieux détour par Chambly.

*LES FORTIFICATIONS  
ANGLAISES  
DE L'HUDSON  
ET DU LAC GEORGE*

Le dernier conflit opposant Français et Anglais en Amérique éclate deux ans avant la déclaration de la guerre en Europe, les colonies faisant passer au premier plan leurs propres motifs d'affrontement. C'est la lutte pour la possession de la vallée de l'Ohio qui déclenche les hostilités, mais bientôt toutes les régions sont touchées. Dès 1755, les adversaires fortifient leur position

vers le lac Champlain et l'Hudson : alors que les Britanniques construisent le fort Edward à la tête de l'Hudson et le fort William Henry au sud du lac Saint-Sacrement (lac George), le gouverneur Vaudreuil ordonne la construction du fort Carillon à Ticonderoga dans le but de retenir l'ennemi le plus loin possible du cœur de la colonie. Les positions ennemies ne sont désormais plus séparées que par une soixantaine de kilomètres. Deux ans plus tard, Vaudreuil lance une offensive contre les forts anglais du lac Champlain et de l'Hudson, alors que les troupes de Montcalm ne font qu'une bouchée de William Henry (9 août). L'Angleterre organise sa riposte en concevant une invasion simultanée du Canada par ses trois grandes voies d'accès, formant ainsi un étau qui étoufferait le cœur de la colonie. La route formée par le couloir Champlain-Richelieu, qui ouvre la porte de Montréal, devient alors l'objet d'une irrésistible poussée. Le 8 juillet 1758, une attaque anglaise est repoussée au fort Carillon dans ce qui devient la dernière victoire française dans la région lors de ce conflit.

Les Anglais ont le vent dans les voiles : à l'été de 1759, les hommes du général Jeffrey Amherst s'emparent de Carillon et de Saint-Frédéric, où une escadre est réunie en vue de descendre le Richelieu. Si la nouvelle de la chute de Québec met fin à la campagne, le Canada n'est pas pris pour autant, et les Franco-Canadiens tentent de renforcer leurs positions sur le Richelieu. Mais

La bataille près de Carillon, sur le lac Champlain en 1758. Cette victoire française retarde d'un an l'invasion britannique de la région.

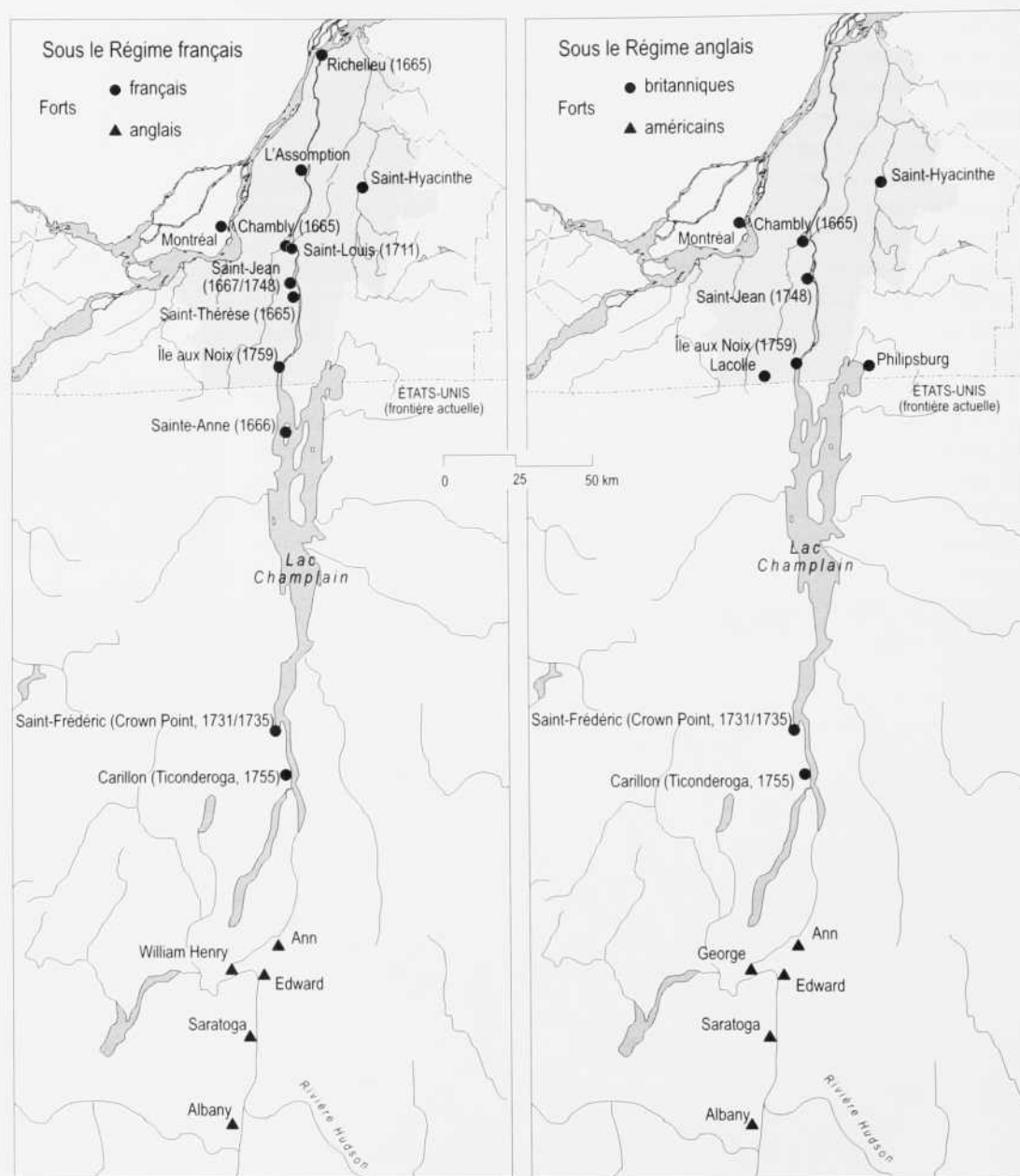
(Archives nationales du Canada, C-4664)





# Carte 7

## Les fortifications de l'axe Richelieu-Champlain au XVIII<sup>e</sup> siècle



c'est trop peu, trop tard : en août 1760, l'armée du lieutenant-colonel William Haviland s'empare tour à tour de l'île aux Noix, de Saint-Jean, de Chambly et de La Prairie avant de joindre l'armée de Murray qui, établi à Varennes, a fait occuper Boucherville et Longueuil. Montréal capitule le 8 septembre : les Britanniques sont maîtres du Canada. Le traité de paix signé à Paris en 1763 confirmera la cession de la Nouvelle-France à l'Angleterre.

### La Révolution américaine (1775-1776) et la guerre de l'Indépendance américaine (1776-1783)

Après la Conquête, la situation s'envenime entre l'Angleterre et ses treize colonies américaines. L'Acte de Québec (1774), très mal reçu par les Américains, augmente le mécontentement de ces derniers. Leur attention se porte sur la colonie du nord d'où ils craignent que les Britanniques les attaquent le long de l'axe Richelieu-Champlain. Dès le printemps de 1775, les Green Mountain Boys, avec Ethan Allen à leur tête, s'emparent des forts anglais du lac Champlain et occupent même le fort Saint-Jean (18 mai). En juin, le Congrès continental décide d'envahir le Canada sur deux fronts : un premier par les rivières Kennebec et Chaudière, un autre par le lac Champlain et la rivière Richelieu à destination de Montréal où les deux armées doivent se joindre pour prendre Québec. Ces deux armées se mettent en marche à l'été de 1775. En septembre, les 3 000 hommes de Richard Montgomery parviennent sans peine à l'île aux Noix : toujours en septembre, Montgomery force vers Saint-Jean où il est tenu à un siège de 45 jours par une garnison de 500 réguliers britanniques du major Charles Preston<sup>4</sup> ; par la suite, la route du Richelieu est ouverte, Chambly ayant été pris le 18 octobre. Montréal capitule le 13 novembre 1775.

Au début de mai 1776, après un long siège de Québec, les troupes américaines se replient. Poursuivis par les troupes de Carleton, les Américains battent en retraite par le Richelieu non sans infliger des dommages aux forts de Chambly et de Saint-Jean, que les Britanniques remettent rapidement en état. Un chantier maritime est établi à Saint-Jean et la flottille qui y est rassemblée écrase la flotte américaine du lac Champlain près de l'île Valcour à la mi-octobre. L'année suivante, les Britanniques, dirigés par le général John Burgoyne, reconquièrent les forts du lac Champlain. Mais l'officier britannique s'aventure vers l'Hudson où son armée affaiblie est prise au piège et doit capituler à Saratoga le 17 octobre. Ce cuisant revers marque le dernier combat de la guerre de l'Indépendance américaine dans la région Richelieu-Champlain. Durant les dernières années de cette guerre, les Britanniques érigent plusieurs blockhaus le long du Richelieu, sur le lac Champlain et même sur la rivière Yamaska,

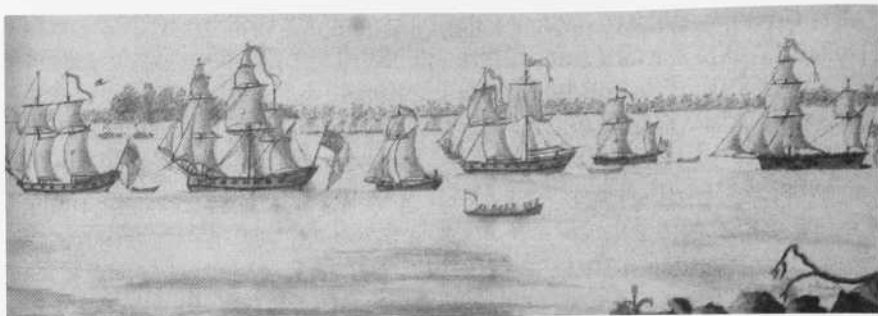


Richard Montgomery (1736-1775), dirige l'invasion américaine de 1775 qui s'empare des forts Chambly et Saint-Jean.

(Archives nationales du Canada, C-12139, Coll. G. R. Hall)



La flotte anglaise construite  
au chantier maritime de  
Saint-Jean écrase la flotte  
américaine du lac Champlain  
près de l'île Valcour en 1776.  
(Archives nationales du Canada,  
C-13203, Aquarelle  
de C. Randle)



sous la gouverne de l'ingénieur militaire William Twiss<sup>5</sup>. Peu coûteux et faciles à construire, les blockhaus servent d'avant-postes pour de petits détachements.

### La guerre de 1812

Lors de la guerre de 1812 qui oppose les États-Unis à la Grande-Bretagne, la route Champlain-Richelieu est à nouveau envahie par les Américains qui cherchent à prendre Montréal pour empêcher le déplacement de renforts en direction du Haut-Canada dont ils espèrent s'emparer. La défense de la frontière est rendue plus complexe que jamais. En effet, le peuplement du Haut-Richelieu par des Loyalistes a entraîné la construction d'un réseau routier dont les chemins constituent autant de nouvelles voies d'invasion qu'il faut fortifier. Un important système défensif est donc mis sur pied dans le Haut-Richelieu entre 1812 et 1814.

#### DE NOUVELLES VOIES DE PÉNÉTRATION

Une première alerte est donnée dans la région en 1812 quand le général américain Dearborn rassemble 6 000 hommes à Plattsburgh, puis remonte vers Champlain, à la frontière nord de l'État de New York. Mais, le 20 novembre, le commandant du régiment des Voltigeurs canadiens, Charles-Michel de Salaberry, leur bloque le passage à la hauteur de la rivière Lacolle. L'année suivante, les Américains planifient d'attaquer Montréal par le haut Saint-Laurent et par le Richelieu. Le 20 septembre, l'armée du général Wade Hampton franchit la frontière vers Lacolle mais, des contretemps les obligeant à rebrousser chemin, les Américains décident de gagner Montréal par la rivière Châteauguay où ils sont défaits par les troupes de Salaberry lors de la célèbre bataille du 26 octobre 1813. Une autre tentative d'invasion par la voie terrestre a lieu au printemps de 1814 quand l'armée de James Wilkinson se porte vers Lacolle où elle est repoussée par la troupe du major britannique R. B. Handcock.



Le lieutenant-colonel Salaberry commande ses Voltigeurs lors de la bataille de la Châteauguay de 1813. (Archives nationales du Canada, C-70238, Dessin de Charles W. Jefferys)

Dès l'été de 1814, les petits navires de guerre construits au chantier naval ouvert par les Britanniques à l'île aux Noix permettent d'exercer un contrôle absolu sur le lac Champlain. Le 11 septembre, le gouverneur britannique George Prevost lance une puissante attaque contre les positions américaines du lac Champlain, mais son inaptitude et un engagement naval prématuré l'obligent à une retraite déshonorante devant Plattsburgh. La paix éternelle, signée entre les États-Unis et la Grande-Bretagne le 24 décembre 1814, ne laisse cependant pas le temps aux Américains de profiter de l'avantage qu'ils ont pris sur la route Champlain-Richelieu.

Aucun autre conflit international n'empruntera la route du Richelieu, mais un climat d'incertitude régnera encore longtemps dans la région. L'éventualité d'une nouvelle tentative d'invasion américaine incite les Britanniques à ériger l'imposant fort Lennox sur l'île aux Noix en 1819 pour contrebalancer la présence du fort Montgomery que les Américains ont construit plus au sud<sup>6</sup>. Cette fortification, expression du génie militaire britannique, ne s'avère plus nécessaire quand elle est achevée en 1829 : elle connaîtra un regain d'activité à l'époque des Rébellions de 1837-1838, puis elle sera abandonnée.

## *Les conséquences du fait militaire dans la région*

Les activités militaires marquent profondément la colonisation régionale et obligent les autorités à composer avec les circonstances : les temps de guerre ralentissent le développement, la fin des hostilités réanime tous les espoirs et les longues périodes de paix favorisent le développement. Le Richelieu est une véritable rivière de la guerre, et chaque nouveau conflit risque de transformer la région en terrain de manœuvre. Voilà pourquoi l'histoire régionale présente une évolution sinueuse, parfois en dents de scie, mais toujours rythmée par la conjoncture militaire<sup>7</sup>.

### **Le peuplement**

#### *Une volonté d'occupation systématique du territoire*

#### **LA RIVE-SUD ET LA SEIGNEURIE DE CHAMBLY**

Malgré les indéniables avantages que la région offre pour la colonisation, la guerre que les Iroquois livrent aux Français y interdit tout établissement avant 1667. Lors de la vague de concessions de seigneuries, en 1672, l'intendant Jean Talon entreprend la colonisation militaire de la rive sud de Montréal et du Richelieu, concédant toute la Rive-Sud, depuis Longueuil jus-

qu'à Sorel, et la seigneurie de Chambly, qui entoure le fort Saint-Louis, formant une enclave dans la forêt richelaine. L'intendant répond également à la demande d'anciens officiers du régiment de Carignan-Salières à qui il octroie huit des treize seigneuries accordées dans la région. Ces nouveaux seigneurs attribuent plusieurs censives à d'anciens soldats ayant autrefois servi sous leurs ordres. À la relation officier-soldat succède un nouveau rapport seigneur-censitaire qui confère un cachet particulier à ces seigneuries. L'établissement des hommes de Carignan-Salières permet un départ prometteur. Mais, une fois cette source tarie et l'immigration en provenance de la France diminuant constamment, le peuplement de la région fléchit et l'expansion vers le sud s'arrête à Chambly. Quand, à la fin des années 1680, les hostilités reprennent, d'abord avec les Iroquois puis avec les Anglais, le développement régional, à peine amorcé, est rapidement freiné ; nombre d'habitants quittent alors les rives du Richelieu pour Montréal ou pour les seigneuries mieux établies et plus sûres de la Rive-Sud.

L'arrivée des Iroquois à Kentake (La Prairie) en 1667.

(Dessin à l'encre brune attribué au missionnaire jésuite Claude Chauchetière. Archives départementales de la Gironde, Bordeaux)



## LE BAS-RICHELIEU

En 1694-1695, en pleine première guerre intercoloniale, dans une évidente volonté d'occuper méthodiquement le sud de Montréal, les autorités coloniales concèdent tout le Bas-Richelieu en seigneuries. Qui plus est, les six seigneuries qui y sont accordées le sont toutes à des officiers des Troupes de la Marine sur qui on compte pour soutenir la défense de la région. Conscients de la difficulté des seigneurs de s'acquitter de leurs devoirs en cette époque troublée, les dirigeants de la colonie dispensent les nouveaux seigneurs de mettre leur seigneurie en valeur dans l'immédiat et les autorisent à attendre la fin des guerres avant de recruter des colons et de s'établir sur leur domaine. C'est notamment le cas de Jean-Baptiste Hertel dans Rouville, de Joseph Hertel dans Belœil et de Louis de Gannes de La Falaise à Saint-Denis. De la même façon, certains seigneurs assouplissent les conditions inhérentes aux actes de concession, autorisant leurs censitaires à s'établir sur leur censive après un accord de paix avec les Iroquois.

Durant la deuxième guerre intercoloniale, les dirigeants poursuivent leur stratégie d'occupation systématique du territoire en concédant des seigneuries dans la basse Yamaska ; une continuité est ainsi assurée avec cette partie de la rive sud du Saint-Laurent qui relève du gouvernement des Trois-Rivières. La paix revenue, en 1713, le peuplement de ces seigneuries démarre très lentement, les seigneurs manquant peut-être de charisme, de temps, d'intérêt ou de moyens et les colons préférant d'abord s'installer dans des seigneuries déjà bien organisées.

### *La consolidation de la frontière sud*

La concession de seigneuries dans le Richelieu-Yamaska-Rive-Sud s'inscrit dans le contexte d'un raffermissement de la frontière avec la Nouvelle-Angleterre. L'établissement de colons français de plus en plus nombreux dans le Haut-Richelieu puis vers le lac Champlain devrait donc mieux asseoir la présence militaire française dans la région et ainsi mettre fin aux prétentions anglaises dans ce territoire<sup>8</sup>. L'importance stratégique du Richelieu oblige les Français à contrôler constamment cette voie d'invasion. Mais, comme les ressources humaines et financières de la colonie ne permettent pas de maintenir une importante armée, les dirigeants coloniaux trouvent une solution intéressante en faisant participer la population à la défense du territoire, dans une forme de soutien mutuel où les habitants appuient les combattants et vice versa. Les milices locales forment cette force d'appoint appelée à jouer un rôle fondamental dans la défense de la colonie et de la région.

Dans cette optique, des soldats-colons établis à proximité des fortifications pourraient soutenir efficacement les garnisons du Richelieu en leur fournissant une main-d'œuvre spécialisée et des services de toutes sortes tout en formant une milice de qualité bénéficiant d'une excellente connaissance de la région et assez nombreuse pour soutenir une action militaire. Des projets, jamais réalisés, présentés par Levasseur de Néré (1704) et par Chaussegros de Léry (1720) illustrent bien ce système de défense pour Chambly. Un autre exemple concerne le fort Saint-Frédéric, dont le ravitaillement est compliqué du fait de son éloignement du cœur de la colonie. L'établissement civil qu'on y adjoint connaît un demi-échec, les familles réussissant à assurer la subsistance de la garnison, mais ne pouvant en aucun cas la soutenir militairement.

*UNE ZONE DIFFICILE  
À COLONISER :  
L'AXE CHAMBLY-  
LAC CHAMPLAIN*

Pendant les premières décennies, Chambly forme la limite sud du peuplement canadien, mais la construction du fort Saint-Frédéric vient bouleverser l'ordre des choses. Persistant dans sa politique d'extension territoriale, l'administration coloniale entend alors consolider le vaste espace compris entre le Bas-Richelieu et Saint-Frédéric selon un ordre géographique systématique. Entre 1733 et 1737, vingt seigneuries sont ainsi concédées dans ce secteur, la moitié d'entre elles étant accordées à des officiers des Troupes de la Marine. Les résultats de cet effort de colonisation de la frontière sud ne sont guère convaincants ; les seigneurs se complaisent dans l'inaction et cette zone frontalière présente le défaut principal d'être l'objet des convoitises ennemies à chaque conflit. Personne n'est donc intéressé à investir son labeur dans un établissement qui, d'un jour à l'autre, peut être complètement rasé. Comme bon nombre de terres sont encore disponibles dans l'axe laurentien, on comprend l'indifférence des colons à s'établir en zone de guerre. Ainsi, en 1755, alors que la guerre menace à nouveau la colonie, les terres du lac Champlain se transforment en un champ de bataille rapidement abandonné par les colons ; en 1758, il n'y a plus personne au-delà de Chambly. Durant la guerre de la Conquête, l'État n'en poursuit pas moins la concession de seigneuries sur le lac Champlain ; plusieurs sont accordées à des militaires qui espèrent en réclamer le territoire advenant une victoire française. À la fin du Régime français, seuls le Bas-Richelieu et la Rive-Sud sont occupés. Le Haut-Richelieu et les rives du lac Champlain ne comptent que quelques fortifications dont les petites garnisons ne sont appuyées que par une poignée d'habitants éparpillés dans les seigneuries avoisinantes. Les guerres de l'après-Conquête ne déclenchent pas le même reflux de population que sous le Régime français. À l'époque de la guerre de l'Indépendance américaine, les mouvements de troupes dans le Haut-Richelieu montrent cependant la fragilité de ce secteur encore trop exposé pour être colonisé.

### *Un danger constant*

La région du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud offre plus et mieux qu'ailleurs, mais les colons hésitent avant de s'établir sur les bords du Richelieu qui mène au pays des Iroquois et dans les colonies anglaises. En temps de guerre, la vie sur la frontière ne propose rien de bien réjouissant, d'autant plus que le système de distribution des terres, qui éparpille les habitations le long des cours d'eau, n'offre aucune protection aux colons. Dans de telles conditions où même le travail aux champs devient une entreprise dangereuse, entre la sécurité physique et la famine les colons n'hésitent pas longtemps : plusieurs font fi du danger qui les guette et sortent, seuls, certains payant pareille audace de leur vie ou de leur liberté. Du côté agricole, les colons n'ont souvent d'autre choix que de limiter leurs activités. L'exode qui vide la Vallée-du-Richelieu dans les années 1690 trouve donc dans ces facteurs une partie de son explication.

Dans des conditions aussi menaçantes, on pourrait s'attendre à trouver un véritable arsenal dans chaque maison. Or, selon le recensement de 1681, certaines familles ne possèdent même pas une arme à feu ! La plupart des familles déclarent posséder au moins un fusil, mais il faut admettre que c'est bien peu pour se défendre même si la colonie est en paix avec les Iroquois depuis 1667. La moyenne d'armes à feu par famille varie : elle augmente vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, quand la colonie est aux prises avec les Iroquois et les Anglais, et diminue en 1720, quand la paix revenue paraît solide<sup>9</sup>. La population du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud demeure cependant mieux armée que l'ensemble de la colonie, car le danger est omniprésent pour les censitaires du sud de Montréal.

Kahnawake au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle.

(Dessin anonyme réalisé probablement durant la guerre de Sept Ans, 1753-1760.

Bibliothèque nationale, Cabinet des Estampes, Paris, Vd. 206, tome 1, folio, p. 37)





Si les guerres qui opposent les Français aux Iroquois avant 1701 nuisent au développement régional, l'époque des guerres intercoloniales est moins problématique. Cette différence tient aux tactiques militaires mises de l'avant par l'un et par l'autre des ennemis de la Nouvelle-France : les Amérindiens pratiquent une efficace guérilla qui laisse les Français démunis, tandis que les manœuvres à l'européenne des Britanniques restent beaucoup plus prévisibles.

### Le réseau routier

Le réseau défensif de l'axe Richelieu-Champlain nécessite l'ouverture de chemins à travers la forêt montréalaise afin d'assurer les déplacements de troupes et de matériel vers des postes de plus en plus éloignés. Les premières routes de la région sont les sentiers de portage que les Amérindiens utilisent pour contourner les obstacles naturels à la navigation ou comme raccourcis pour rallier deux points plus rapidement. Les hommes de Carignan-Salières comprennent rapidement l'utilité de ces modestes sentiers qu'ils empruntent volontiers. Avant les années 1730, deux routes terrestres permettent de parvenir au fort de Chambly : l'une vient de Longueuil<sup>10</sup> et une seconde de La Prairie. À l'été de 1665, les autorités coloniales font améliorer ces sentiers pour le passage des troupes, mais l'abandon des forts du Richelieu, après 1667, laisse supposer que seul le chemin de Chambly demeure percé dans la forêt, cette route étant toutefois fort déplaisante<sup>11</sup>. Jusqu'en 1748, la rivière Richelieu reste la route privilégiée pour le ravitaillement des forts, malgré un détour de cent kilomètres par Sorel et les caprices de la rivière : un portage s'impose à Saint-Ours et les importants rapides forcent à un fastidieux transbordement de marchandises entre Chambly et Saint-Jean. Entre la construction et l'entretien coûteux d'un important réseau routier et le long itinéraire fluvial, on opte pour un moyen terme : vivres et matériel militaire sont acheminés par le Richelieu, tandis que les troupes empruntent les chemins de terre qui doivent être remis en état en temps de guerre.

La construction d'un fort à Pointe-à-la-Chevelure (fort Saint-Frédéric), en 1731, modifie l'organisation stratégique de la région. Pour fournir à Saint-Frédéric le soutien nécessaire, il faut revoir le dispositif d'approvisionnement des postes avancés, mais aussi l'accélérer à cause de l'augmentation des distances à couvrir. Durant les premières années d'existence de Saint-Frédéric, on emprunte le long itinéraire par le Richelieu qui nécessite une véritable flottille de barques et de canots. À partir de 1739, on entreprend l'ouverture de trois chemins qui forment un triangle entre Chambly, La Prairie et Saint-Jean. La construction d'un «chemin de charrettes» entre Chambly et La Prairie signifie que la communication entre Montréal et les avant-postes du sud passera

désormais par ce nouveau parcours, le chemin de Chambly devenant secondaire dans le nouveau schéma militaire régional. Au début des années 1740, on améliore considérablement le chemin de portage entre Chambly et Saint-Jean. Avec la construction du fort de Saint-Jean, en 1748, on relie directement La Prairie à Saint-Jean, évitant le détour par Chambly, alors que troupes et marchandises empruntent désormais la route terrestre.

### L'économie

Durant la paix de Trente ans, les soldats sont laissés presque sans occupation. Cette longue période de paix favorise les contacts de toutes sortes entre civils et militaires, particulièrement à Chambly où une garnison est maintenue en permanence. Ainsi voit-on des militaires participer à divers titres à l'économie locale. Les soldats peuvent s'engager chez les agriculteurs quand le besoin s'en fait sentir, ce qui arrondit leur solde tout en éprouvant leur motivation pour le travail de la terre. Ce phénomène est généralisé dans la colonie, d'autant plus que les dirigeants approuvent cette pratique qui, tout en stimulant l'agriculture, allège le rôle de paye.

*DES MILITAIRES  
AGRICULTEURS  
OU JOURNALIERS*

En 1706, Claude de Ramezay fait construire une scierie à Chambly. L'implantation de cette scierie crée une demande de main-d'œuvre et plusieurs soldats en garnison à Chambly s'y engagent lors de leurs permissions. Le sieur de Ramezay avait acheté des Amérindiens un charpentier britannique spécialisé dans la construction de scieries et fait prisonnier lors du raid des Français contre Deerfield, en 1704. C'est ainsi que l'art de ce spécialiste se propage un peu partout dans le gouvernement de Montréal, la guerre contribuant à diffuser savoirs et savoir-faire. Par ailleurs, l'essor de la construction navale à Québec provoque des retombées à Chambly, alors que certains habitants de la seigneurie intéressés à la production du goudron s'associent à des soldats dans une petite entreprise qui en produit 300 barils en 1732.

Les habitants de la seigneurie de Chambly profitent largement de la présence des militaires au fort. Les censitaires y trouvent une clientèle facilement accessible à qui ils acheminent le surplus de leurs récoltes. Cette proximité avantage producteurs et consommateurs, évitant fatigue et risques et diminuant considérablement les coûts. Au milieu des années 1740, les habitants de La Prairie font de même en dirigeant leur production agricole vers Saint-Frédéric. Les commandes émanent du garde-magasin du fort, mais proviennent aussi directement des soldats dont certains prennent leurs repas chez les habitants de la seigneurie. Il est permis de croire que certains pionniers tiennent des débits de boisson clandestins. Bref, les militaires trouvent plus d'une occasion pour dépenser leur solde dans la seigneurie.

*UNE CLIENTÈLE  
INTÉRESSANTE POUR  
LES PRODUCTEURS*



Dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le seigneur François Hertel fait construire deux boulangeries à proximité du fort, sans doute afin de pourvoir à l'alimentation de la garnison. Comme Hertel doit acheter une partie des grains produits dans les alentours, les Chamblyens, pour qui la culture du blé est fortement enracinée dans le mode de vie, se trouvent ainsi assurés d'un intéressant débouché<sup>12</sup>. En 1709, deux grands fours à pain sont construits dans l'enceinte du fort et les boulangeries du seigneur perdent alors leur utilité et sont démolies.

*UN CHAMBLYEN  
ENTREPRENANT :  
CLÉMENT SABREVOIS  
DE BLEURY*

Comme toutes les marchandises dont la garnison a besoin ne peuvent provenir du milieu immédiat, d'aucuns offrent leurs services pour transporter denrées et marchandises d'un lieu à un autre. Clément Sabrevois de Bleury, un entrepreneur de Chambly, décroche ainsi plusieurs contrats. Le volume des marchandises qu'il véhicule le long des rapides de Chambly est si important que, vers 1740, il fait construire un entrepôt à la hauteur de l'île Sainte-Thérèse, à mi-chemin entre Chambly et Saint-Jean. Il devient aussi propriétaire d'une flottille d'embarcations qui sillonnent le haut Richelieu et le lac Champlain pour ravitailler Saint-Frédéric. Les nombreuses activités commerciales de Bleury favorisent l'embauche de plusieurs habitants comme manœuvres.

L'entretien et la réparation d'un aussi imposant bâtiment que le fort de Chambly nécessitent l'embauche annuelle d'ouvriers spécialisés (forgerons, menuisiers, couvreurs, maçons, tailleurs de pierres, ramoneurs) et de plusieurs manœuvres. Quand le fort nécessite des retouches importantes à sa structure, des sommes considérables sont injectées dans l'économie locale et régionale. Le phénomène prolifère à partir des années 1730 avec la construction des forts Saint-Frédéric, Saint-Jean et Carillon, sans compter les ouvrages défensifs de Sainte-Thérèse et de l'île aux Noix. Les pourvoyeurs en bois d'œuvre y trouvent aussi leur compte, couvertures à refaire, charpentes à réparer et bâtiments à construire figurant régulièrement au chapitre des dépenses. Sabrevois de Bleury, qui contrôle toutes les étapes, de l'abattage à la livraison en passant par le sciage à son moulin, profite au maximum de la présence d'un client aussi intéressant. Des seigneurs de la région, comme Nicolas Daneau de Muy et Jean-Baptiste Boucher de Niverville, participent également à ce commerce.

L'efficacité des fortifications du Richelieu reposant sur la bonne qualité des chemins, de fortes sommes du trésor royal servent à leur ouverture ou à leur réparation. De nombreux soldats mais aussi plusieurs civils sont utilisés pour la construction des routes. De plus, des contrats sont accordés pour l'entretien des chemins. En 1736, par exemple, deux anciens soldats sont engagés pour remettre en état le chemin de Chambly. L'année suivante, le seigneur Jean-Baptiste Boucher de Niverville est chargé d'importants travaux sur la route du Portage entre Chambly et Sainte-Thérèse.

## La société

Bien avant l'envoi du régiment de Carignan-Salières en Nouvelle-France, Colbert avait décidé d'inciter les soldats « à rester dans la colonie en leur distribuant des terres et en leur accordant une gratification d'établissement<sup>13</sup> » : environ le tiers des soldats démobilisés en 1668, soit 400 hommes, y demeurent<sup>14</sup>. Après la démobilisation du régiment, plusieurs soldats réformés choisissent de s'établir sur le territoire des seigneuries qui seront éventuellement consenties à certains de leurs officiers. Connaissant déjà le potentiel de la région, les ex-soldats choisissent les sites les plus convenables et y commencent même des défrichements. Ainsi, la moitié des 29 premiers censitaires de Jacques de Chambly proviennent du régiment de Carignan-Salières : Pierre de Saint-Ours accueille 22 ex-soldats parmi ses 26 premiers censitaires, et 27 des 33 censitaires de Pierre de Saurel sont de sa propre compagnie<sup>15</sup>. Le recensement de 1681 indique que la majorité des censitaires de Chambly, Saint-Ours, Contrecoeur et Sorel ont servi dans le régiment de Carignan-Salières. Dans ces quatre seigneuries, seul le seigneur de Chambly, en poste à l'étranger, ne vit pas au milieu de ses censitaires. La politique mise de l'avant par les autorités coloniales voulant qu'un peuplement d'origine militaire contribue à asseoir solidement la colonisation dans cette région particulièrement exposée est cependant mise à rude épreuve à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. En effet, le retour en force des Iroquois dans la région, en 1687, démontre que ces trop faibles effectifs disséminés sur un immense territoire ne peuvent leur résister. Qui plus est, bon nombre de ces soldats-colons, désormais à la tête d'une famille, préfèrent quitter la région trop exposée. Ainsi en est-il fait de cette théorie reposant sur la double vocation de ces guerriers devenus laboureurs.

## DES SOLDATS DEVENUS COLONS

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les soldats des Troupes de la Marine cantonnées dans les forts du Richelieu contribuent peu à l'essor démographique régional. Que, de temps à autre, un militaire épouse une fille des environs, qu'un soldat se fasse agriculteur, voilà qui paraît inévitable. Mais cette forme de peuplement demeure très médiocre sur le plan quantitatif<sup>16</sup>. Il en va autrement des régiments dépêchés au Canada à l'époque de la guerre de la Conquête<sup>17</sup>. Année après année, les soldats demeurent l'hiver dans différentes paroisses de la Rive-Sud (de La Prairie à Contrecoeur) et du Bas-Richelieu (de Chambly à Sorel). Les troupes des régiments royaux logent chez l'habitant et cette promiscuité saisonnière rapproche soldats métropolitains et population coloniale, d'autant plus que les troupes sont cantonnées aux mêmes endroits. La plupart des mariages de soldats sont célébrés dans les paroisses ayant servi de quartier d'hiver ou dans leur voisinage immédiat. Par exemple, de 1757 à 1765, quelque 70 hommes du seul régiment Royal-Roussillon prennent femme dans une paroisse de la Rive-Sud. Bien qu'elle soit limitée, cette source d'immigration demeure néanmoins caractéristique de la région.

## QUELQUES MARIAGES

Après la Conquête, les seigneuries du Haut-Richelieu passent aux mains d'officiers britanniques, les John Campbell, Moses Hazen, James Murray et surtout Gabriel Christie, qui s'inscrivent en quelque sorte dans la lignée des seigneurs militaires de cette zone frontalière. Outre les garnisons britanniques qui occupent les forts du Richelieu au lendemain de la Conquête, peu de militaires anglophones semblent s'établir dans la région. Plusieurs mercenaires allemands, engagés par la Couronne britannique lors de la guerre de l'Indépendance américaine, demeurent dans la région, à Sorel et à Chambly, après leur démobilisation en 1783<sup>18</sup>.

#### DES RELATIONS CORDIALES

Les relations entre les soldats et la population locale paraissent plutôt cordiales : c'est le cas à Chambly où une partie de la population est issue des gens d'armes. Les liens entre la garnison et la population se tissent d'abord par un va-et-vient continu entre le fort et la seigneurie. Si les civils peuvent se réfugier dans la fortification en cas de danger, ils y viennent aussi régulièrement pour assister aux offices religieux, la chapelle du fort tenant lieu d'église paroissiale jusqu'en 1739, ou pour y tenir de grandes assemblées civiles comme celle de 1739 au cours de laquelle on décide de la construction d'une église paroissiale.

Les officiers en garnison à Chambly ou à Longueuil<sup>19</sup> semblent estimés de la population locale si l'on en juge par leur présence régulière comme parrains d'enfants, leurs épouses servant aussi de marraines, ou comme témoins lors de mariages ou de sépultures de censitaires. Réciproquement, la population est présente quand un soldat se marie, fait baptiser un enfant ou décède. Militaires et censitaires s'assistent donc mutuellement dans les grandes étapes de la vie. Installée parmi les habitants de la zone-frontière, l'armée sait donc échanger avec la population, évitant le parasitisme, assurant la sécurité et apportant un appréciable stimulus économique.

#### UNE POMME DE DISCORDE : L'INVASION AMÉRICAINE DE 1775-1776

L'invasion de la Province de Québec par les Américains en 1775-1776 est l'occasion de vives dissensions au sein de la population du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud<sup>20</sup>. Durant les mois précédant leur invasion, les Américains lancent une campagne de propagande destinée à s'allier les Canadiens, en particulier les habitants du Richelieu et de la Rive-Sud dont ils s'approprient à travers le territoire. Si les habitants ne restent pas insensibles aux arguments de leurs voisins du sud, le clergé et les seigneurs, dont les intérêts sont protégés par l'Acte de Québec, ne manquent pas de signaler les failles du raisonnement des Américains dont l'antipapisme est légendaire. Certains seigneurs de la région, comme René-Amable Boucher de Boucherville ou Jean-Baptiste-Melchior Hertel de Rouville, sont également officiers dans l'armée britannique ou dans la milice. Quant à François Cherrier, curé de Saint-Denis, il affiche sa fidélité

envers la Couronne britannique alors que bon nombre de ses paroissiens s'avouent pro-rebelles. Mais les idées révolutionnaires font leur chemin, les habitants se montrant disposés à écouter les agents américains qui battent les campagnes du sud de Montréal : c'est le cas de James Livingston, un avocat américain devenu marchand de grain sur le Richelieu, qui se montre particulièrement efficace dans la diffusion du message des Congressistes.

Lorsque l'invasion devient imminente, le gouverneur Guy Carleton, qui ne peut compter que sur une petite armée régulière, ordonne la levée de miliciens dans chaque paroisse, de Châteauguay à Sorel. Les Canadiens se montrent peu enthousiastes à s'engager aux côtés des Britanniques : incertaine de l'issue de cette confrontation armée, la population considère qu'elle n'a rien à gagner à s'immiscer dans une querelle entre Britanniques. Pour leur part, les éléments loyalistes de la région se résignent souvent à la passivité, étant minoritaires et craignant les représailles des pro-rebelles. Cette règle générale cache des exceptions, des volontaires accourant des campagnes environnantes : ainsi 300 Varennois viennent alors prêter main-forte aux Britanniques. Mais, quand l'armée de Montgomery passe la frontière, en septembre 1775, les miliciens refusent de bouger et Carleton est réduit à l'inaction, ce qui mine son prestige auprès des Canadiens.

*DES CITOYENS PEU  
ENTHOUSIASTES*

Durant les premières semaines de l'invasion, les Américains intensifient leur propagande : de l'île aux Noix ils envoient des émissaires aux quatre coins de la région afin de rassurer les Canadiens qui vont se trouver sur leur passage. Parmi eux, Ethan Allen gagne Chambly où il est bien accueilli et où il reçoit les capitaines de milice des environs à qui il explique le message du Congrès. Allen prend toutefois conscience que les Américains devront se contenter de la neutralité d'une population qui estime les troupes américaines trop faibles pour la protéger en cas d'insuccès. Qui plus est, cette neutralité coûtera très cher en argent et en vivres. De son côté, James Livingston, en compagnie du marchand de blé James Duggan, réunit quelque 300 Canadiens à Pointe-Olivier (Saint-Mathias) où ils coupent les communications sur le Richelieu et pillent les propriétés des Loyalistes. Livingston expédie une lettre aux capitaines de milice de la région, répandant la rumeur que les Américains aboliraient la dîme et les redevances seigneuriales. Livingston parvient ainsi à s'assurer de la neutralité de la majorité des habitants des six paroisses du Richelieu. On estime à 1 500 le nombre d'hommes de la région gagnés à la cause révolutionnaire, dont de 100 à 200 à Belœil seulement<sup>21</sup>. Un deuxième régiment de Canadiens est mis sur pied et confié au seigneur de Bleury, Moses Hazen, lui-même d'origine américaine.

*UNE PROPAGANDE  
QUI PORTE FRUIT*



Le fort Lennox, érigé par les Britanniques dans l'île aux Noix, sur le Richelieu, de 1819 à 1829. Avec le développement d'une artillerie plus puissante, la technique de construction des fortifications doit être modifiée. Dorénavant les bâtiments sont protégés par des murs en pierre plus bas, mais étayés d'un large remblais de terre obtenue par le creusage d'un fossé tout autour des fortifications.  
(Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire)

Carleton tente de ramener les habitants du Richelieu dans le giron loyaliste en leur offrant l'amnistie. Deux émissaires hébergés par le curé de Saint-Denis, François Cherrier, sont faits prisonniers par un groupe de pro-rebelles canadiens puis conduits à l'île aux Noix. L'excès de zèle en faveur du recrutement provoque des révoltes locales contre la mobilisation. À la mi-octobre, les volontaires de Verchères se dispersent après que Jean-Baptiste-Marie Blaise des Bergères de Rigauville, venu leur porter secours, ait abusé de son autorité à leur endroit : des mécontents appellent un détachement d'Américains qui envahissent le village et font Rigauville prisonnier.

Les habitants de la région réservent un accueil calculé aux envahisseurs : sans prendre part directement aux opérations militaires, plusieurs fournissent, moyennant de l'argent comptant, vivres et moyens de transport aux troupes d'invasion. L'attrait de la solde et la promesse de pillage des forts du Richelieu constituent peut-être les véritables motifs qui attirent aventuriers et désœuvrés des paroisses voisines. Ainsi, les Canadiens qui suggèrent à Montgomery d'attaquer le fort de Chambly se sont fait promettre le partage des magasins du fort, à l'exception des armes. Les motifs idéologiques ne semblent guère être la motivation première de ceux qui se rangent du côté américain. C'est le cas du marchand chamblyen James Bell qui, par pur opportunisme, embrasse la cause américaine, voyant dans l'arrivée des troupes révolutionnaires une occasion de s'enrichir. Mais l'armée américaine est pauvre et Bell subit le même sort que plusieurs autres fournisseurs dont les factures restent impayées. C'est aussi le cas de Moses Hazen qui, à la fois seigneur des terres situées le long du Richelieu et officier en qui Carleton a mis toute sa confiance, fonde sa décision de passer dans le clan américain sur les chances des belligérants et sur le sort de ses propriétés. La capture des forts de Chambly et de Saint-Jean produit une profonde impression sur la population. Déjà gagnés à la neutralité, et parfois à la coopération, les habitants du Richelieu se montrent ouvertement favorables aux envahisseurs qui peuvent dès lors compter sur les bonnes dispositions des paroisses du sud de Montréal. Quelque 500 Canadiens offrent d'accompagner l'armée américaine vers Montréal, peut-être dans l'espoir de piller la grande ville.

Les succès des envahisseurs américains n'empêchent cependant pas nombre de Canadiens d'affluer à Montréal. En effet, plusieurs sympathisants pro-rebelles commencent à déchanter : la solde leur est versée irrégulièrement, l'argent avec lequel ils sont payés perd sa valeur et les idées loyalistes gagnent du terrain. Durant l'hiver 1775-1776, la situation évolue en faveur du gouvernement : à Sorel, par exemple, un camp regroupant quelques centaines de Loyalistes canadiens se forme. Quand la retraite sonne chez les Américains, en 1776, l'armée anglaise, qui poursuit les fuyards, voit nombre de Canadiens du Richelieu se joindre à elle. Plusieurs pro-rebelles de la région doivent alors se cacher dans les bois ou carrément fuir aux États-Unis avec Hazen. Quand Carleton a repris le contrôle du territoire canadien, il ne montre aucune sympathie pour les régionaux dont la neutralité l'a déçu. À l'été de 1776, il réquisitionne 1 200 habitants du Richelieu pour la construction et l'approvisionnement de la flotte qu'il rassemble à Saint-Jean. Les gens du Richelieu-Yamaska-Rive-Sud sont fort mécontents, le gouverneur ne faisant aucune distinction entre Loyalistes et pro-rebelles.

Guerre et colonisation paraissent à première vue comme deux thèmes si étrangers que l'on a peine à les considérer comme les composantes d'un seul et même ensemble. C'est pourtant le cas dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud qui présente un visage en temps de guerre et un autre en temps de paix, deux visages qui s'interpénètrent dans une seule et même réalité. Par sa fréquence, son intensité et son caractère exclusif, l'activité guerrière paralyse le développement de la région pendant de longues périodes. Par contre, l'activité militaire peut s'avérer très avantageuse quand, par exemple, des sommes appréciables sont injectées dans l'économie régionale. En somme, cette rencontre dramatique entre l'habitant et le guerrier a largement contribué à façonner le cachet particulier du passé régional.

*La conquête du territoire*

---





---

Sorel vers 1784. Occupant une situation stratégique à l'embouchure du Richelieu, cette ville à majorité loyaliste compte une centaine de maisons et des chantiers de construction navale. Elle héberge également une garnison importante.

(Archives nationales du Canada, C-2005, Aquarelle de James Peachey)

L'occupation du territoire de la région du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud s'est faite en deux grandes étapes. La première, celle du peuplement colonisateur, qui va du XVII<sup>e</sup> siècle aux années suivant le traité d'Utrecht (1713), voit se former l'aire seigneuriale et s'amorcer le peuplement initial de la région. Au cours du stade suivant, celui de l'enracinement, la population, plus stable, augmente régulièrement dans des établissements plus solides et mieux organisés. Cette période, favorisée par la Paix de Trente Ans, s'étend jusqu'en 1790 alors que l'élément anglophone s'implante dans la région, annonçant des changements dans la vie socio-économique régionale.

### *Le peuplement colonisateur (1672-1713)*

#### **La formation de l'aire seigneuriale**

Dès 1635, Jean de Lauson, l'intendant des Cent-Associés, concède la seigneurie de La Citière à son fils, François Lauson de La Citière. Cette seigneurie est démesurée : elle s'étend sur une largeur de plus de cent kilomètres, de la rivière Saint-François jusqu'à la rivière Châteauguay, tandis que sur sa profondeur elle atteint l'Atlantique, à quelque 360 kilomètres du Saint-Laurent. Des arrière-fiefs sont par la suite taillés à même cet immense domaine : Prairie-de-la-Magdelaine, concédé aux Jésuites en 1647, Longueuil, concédé à Charles Le Moyne en 1657, Lafresnaye, concédé à Ignace Boucher en 1662 et, la même année, Saint-François-des-Prés, concédé à Pierre Boucher, père. Ce dernier se voit aussi accorder la seigneurie de Boucherville en 1664. À cause des guerres franco-iroquoises, ces territoires ne connaissent toutefois aucun développement.

En 1663, le roi Louis XIV réunit le Canada au Domaine royal. Deux ans plus tard, un premier intendant, Jean Talon, est envoyé dans la colonie avec des instructions précises pour la peupler et la développer. Talon met d'abord de l'ordre dans la situation quelque peu confuse des seigneuries : La Citière est réunie au Domaine du Roi entre 1665 et 1672 et ses arrière-fiefs, quand ils ne sont pas abolis, doivent être de nouveau concédés. Durant les premières années qu'il passe au Canada, Talon fixe l'emplacement des futures seigneuries et

*SUR LA RIVE-SUD ET  
DANS LE BAS-RICHELIEU*

en détermine les seigneurs. Quand, en 1672, Versailles l'autorise à procéder aux concessions, l'intendant est prêt : il accorde des fiefs aux dimensions plus raisonnables, faisant reposer le développement de la colonie sur un plus grand nombre de seigneurs. Sur la Rive-Sud, les seigneuries sont concédées à d'anciens officiers de Carignan-Salières parmi lesquels se retrouvent les Pierre Boucher et Charles Le Moyne. Mais l'effort s'arrête là : seulement une autre seigneurie sera concédée dans cette région après 1672. La plus importante vague de concession du XVII<sup>e</sup> siècle est terminée, les autorités n'en accordant aucune autre avant 1694-1695, alors que la colonie affronte simultanément Iroquois et Britanniques. Stratège accompli, le gouverneur Frontenac concède alors six seigneuries qui viennent combler le grand vide qui s'étend sur le cours inférieur du Richelieu, entre Chambly et Saint-Ours.

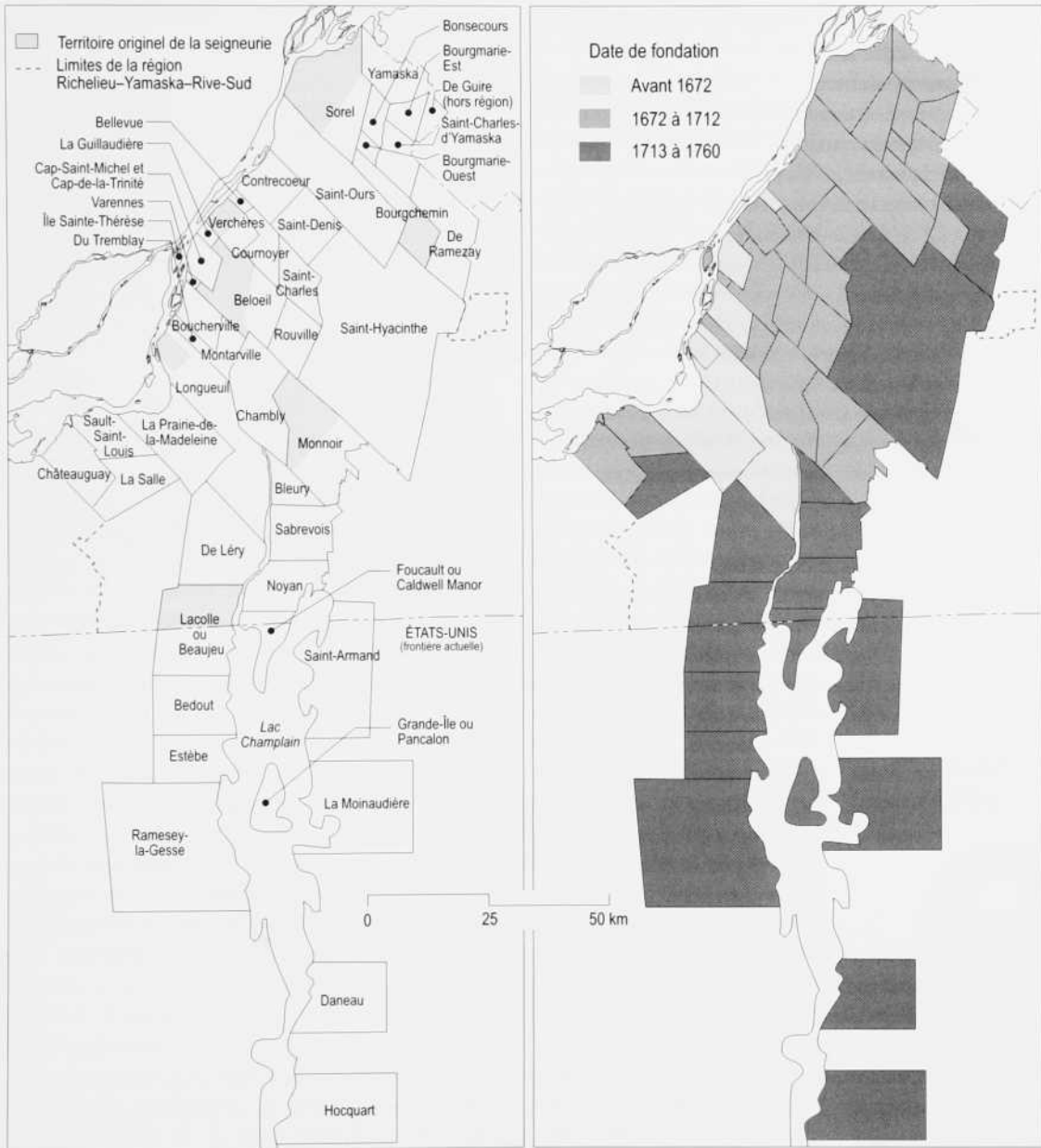
#### *DANS LA BASSE- YAMASKA*

Le Bas-Richelieu et la Rive-Sud étant alors entièrement concédés, les dirigeants entreprennent une percée dans la Basse-Yamaska, en y concédant des seigneuries qui joignent l'arrière de Sorel et de Saint-Ours, assurent la continuité avec la seigneurie de Yamaska, concédée depuis 1683. La rivière Yamaska ne présente pas les mêmes facilités de navigation que le Richelieu, mais les nouveaux demandeurs n'ont d'autre choix. Durant les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, quatre seigneuries sont concédées sur le cours inférieur de la Yamaska, tandis que la concession de Monnoir (1708) laisse entrevoir l'intérêt des dirigeants pour coloniser son cours supérieur. Enfin, les augmentations successives à la baronnie de Longueuil (1698 et 1710) permettent d'atteindre le Haut-Richelieu en amont de Chambly. En 1713, le paysage seigneurial de la région est donc largement esquissé : un bloc compact de seigneuries comprenant la Rive-Sud, le Bas-Richelieu et la Basse-Yamaska forme le noyau initial de la région. Le peuplement est cependant limité à la rive du Saint-Laurent, de La Prairie à Contrecoeur, avec des noyaux de population à l'embouchure du Richelieu et autour du poste isolé de Chambly<sup>1</sup>.

### **Le peuplement initial**

Le peuplement colonisateur de la région est le fruit de l'immigration. Le recensement de 1681 dévoile que la presque totalité de la population adulte est née en France : soldats démobilisés du régiment de Carignan-Salières, Filles du Roi et engagés, groupes favorisés par les politiques du ministre Colbert et par les actions de Talon. Pour les arrivants, les qualités de la région pour la colonisation paraissent alors supérieures aux dangers qu'elle présente.

**Carte 8**  
L'aire seigneuriale de l'axe du Richelieu, 1672-1790



L'occupation du territoire est étroitement liée à la présence militaire. Les soldats du régiment de Carignan formèrent le noyau initial de cette colonisation.

(Archives nationales du Québec à Québec, P600.S5,PAQ33)

### LES FILLES DU ROI

Les soldats réformés du régiment de Carignan-Salières établis dans la région sont des célibataires. Devant la pénurie de femmes au Canada, les autorités françaises décident de résoudre ce problème en envoyant dans la colonie des jeunes filles intéressées à prendre mari, les Filles du Roi. Après leur démobilisation (1668), plusieurs ex-soldats tentent donc de se trouver une épouse. Au recensement de 1681, on note que onze des treize chefs de famille de Cham-

bly qui se sont mariés entre 1668 et 1672 ont épousé une Fille du Roi<sup>2</sup>. La situation est identique à Saint-Ours, à Contrecoeur et à Sorel où les trois quarts des épouses de colons sont des Filles du Roi, les autres étant majoritairement des Canadiennes de naissance.



### DES CONDITIONS INTÉRESSANTES

Un certain nombre de pionniers arrivent dans la colonie à titre d'engagés. Au terme de leur engagement de trois ans, plusieurs rentrent en France, mais ceux qui veulent s'établir dans la colonie reçoivent une terre à défricher, une mesure incitative alléchante. Ainsi, seize des trente-huit concessionnaires de Boucherville en 1673 étaient dits engagés ou domestiques dans les recensements de 1666 et de 1667<sup>3</sup>. D'abord établis aux Trois-Rivières, où Pierre Boucher était gouverneur, ceux-ci ont sans doute suivi le seigneur une fois leur engagement terminé.



Pierre Boucher (1622-1717). Il fut interprète, soldat, gouverneur de Trois-Rivières, juge royal et seigneur de Boucherville qu'il fonde en 1667. Sa seigneurie devint en moins de 15 ans un modèle et selon Gédéon de Catalogne ses habitants « sont les plus à l'aise du gouvernement de Montréal ».

(Archives nationales du Québec à Montréal, Famille Bourassa, P266, S4, P9)

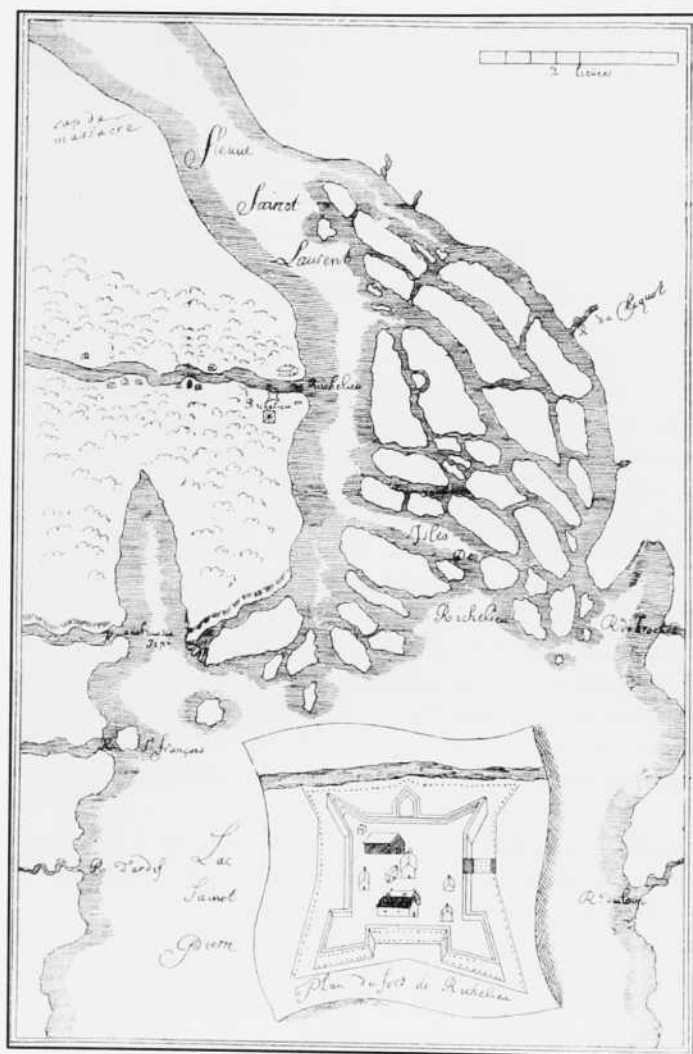
Durant la première phase des guerres franco-iroquoises, le sud de Montréal est un véritable *no man's land* qui ne connaît aucun développement. Au retour de la paix, en 1667, l'intendant Talon peut alors amorcer son programme de colonisation intégrale, un programme qui repose sur une politique de peuplement dynamique (immigration et natalité) et sur le développement intégral du territoire. Après la démobilisation du régiment de Carignan-Salières, plusieurs soldats et ex-soldats s'établissent dans les fortifications ou dans leurs environs<sup>4</sup>. Avant même d'être officiellement nommé seigneur des terres où il commande une garnison, Pierre de Saurel s'engage dans la colonisation des lieux<sup>5</sup>. D'autres futurs seigneurs, les Jacques de Chambly, Antoine Pécaudy de Contrecoeur et Pierre de Saint-Ours, commencent eux aussi à jeter les bases de leurs propres établissements permanents. Dans les plus anciennes seigneuries de la Rive-Sud que sont Laprairie (Prairie-de-la-Madeleine), Longueuil et Varennes, les qualités de la région sont également mises à l'épreuve. Bien qu'il soit timide, le peuplement de la région est commencé.

Ceux qui ont obtenu une seigneurie en 1672 se mettent à concéder des censives par dizaines dès l'année suivante. Ce rythme très prometteur chute cependant rapidement par la suite : à Chambly, le nombre de nouvelles concessions descend à une en 1674, à deux en 1675 et à une autre en 1678. Puis, aucune concession jusqu'en 1704 ! Même phénomène à Saint-Ours. Pareille faiblesse du nombre de concessions entraîne la lenteur du peuplement, la région ne pouvant encore compter sur la seule natalité pour assurer la croissance régulière de sa population. En 1681, la région compte 971 habitants, alors qu'au recensement de 1692, en plein cœur du conflit franco-anglo-iroquois, la population n'a augmenté que d'une centaine de personnes. Le long du Richelieu où Sorel, Contrecoeur et Saint-Ours ont perdu plus du quart de leur population, la situation est grave. La région conserve donc une allure sauvage et peu rassurante, faisant fuir les colons pour des lieux moins angoissants.

#### UN PEUPEMENT LENT À S'ÉTABLIR

La paix conclue avec l'Angleterre en 1697 et les pourparlers de paix entrepris avec les Iroquois favorisent une certaine reprise du peuplement. En 1698, la population régionale augmente de 20 %, mais à Sorel, à Contrecoeur et à Verchères les effectifs poursuivent leur chute. En 1706, grâce à l'entente de paix conclue avec les Iroquois et malgré la reprise des hostilités avec l'Angleterre, le peuplement connaît un bond de 50 % ; la population de Saint-Ours stagne toutefois. Les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle s'avèrent bénéfiques pour la population régionale ; cette dernière compte 2 416 habitants en 1713. Malgré son augmentation, la population reste concentrée dans les seigneuries mieux établies de la Rive-Sud, Boucherville, Laprairie et Longueuil. Si ces dernières réussissent à augmenter leurs effectifs, la situation est dramatique

dans les seigneuries de l'embouchure du Richelieu, soit Sorel, Contrecoeur et Saint-Ours, où la menace anglo-iroquoise entraîne une sensible diminution de la population. À Chambly, où les seigneurs sont absents et les ennemis omniprésents, on dénombre moins d'habitants qu'en 1681.



Sorel et ses environs en 1666. En mortaise, le plan du fort Richelieu.  
(Archives nationales du Québec à Montréal, Famille Bourassa, P266, S4, P113)

**Tableau 4.1**  
*La population du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, 1681-1790*

| Localité                             | 1681 | 1692  | 1698  | 1706  | 1713  | 1720  | 1726  | 1732  | 1739  | 1765  | 1790   |
|--------------------------------------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| Boucherville                         | 179  | 343   | 393   | 425   | 522   | 711   | 940   | 1 666 | 1 027 | 745   | 1 492  |
| Chambly                              | 78   |       |       |       | 63    | 153   | 177   | 443   | 152   | 536   | 1 732  |
| Châteauguay                          |      |       | 1     | 69    | 87    | 156   | 477   | 389   | 345   |       | 1 452  |
| Contrecoeur/<br>La Fosse             | 68   | 52    | 48    | 138   | 181   | 369   |       | 408   | 283   | 365   | 840    |
| Île Sainte-Thérèse                   | 54   | 68    | 87    |       | 111   |       |       |       |       |       |        |
| La Prairie/<br>Saint-Lambert         | 147  | 181   | 225   | 381   | 397   | 304   | 502   | 528   | 1 290 |       | 1 704  |
| Longueuil/<br>Du Tremblay            | 106  | 163   | 223   | 319   | 347   | 501   | 407   | 342   | 636   | 705   | 1 613  |
| Pointe-Olivier<br>(Saint-Mathias)    |      |       |       |       |       |       |       |       |       | 542   | 1 544  |
| Saint-Antoine                        |      |       |       |       |       |       |       |       |       | 300   | 1 285  |
| Saint-Charles                        |      |       |       |       |       |       |       |       |       | 494   | 1 324  |
| Saint-Constant                       |      |       |       |       |       |       |       |       |       |       | 1 259  |
| Saint-Denis                          |      |       |       |       |       |       |       |       |       | 310   | 1 694  |
| Saint-Hyacinthe                      |      |       |       |       |       |       |       |       |       |       | 1 360  |
| Saint-Mathieu-<br>de-Belœil          |      |       |       |       |       |       |       |       |       |       | 1 702  |
| Saint-Michel-<br>d'Yamaska           |      |       |       | 165   |       |       |       |       | 520   | 522   | 1 324  |
| Saint-Ours                           | 87   | 57    | 79    | 77    | 213   | 70    |       | 195   |       | 786   | 1 606  |
| Saint-Philippe                       |      |       |       |       |       |       |       |       |       |       | 1 686  |
| Sainte-Marguerite-<br>de-Blairfindie |      |       |       |       |       |       |       |       |       |       | 1 774  |
| Sorel                                | 117  | 81    | 59    | 104   | 198   | 224   | 333   |       | 342   | 670   | 1 208  |
| Varennnes/Cap-<br>Saint-Michel       | 74   | 91    | 151   | 214   | 148   | 336   | 527   | 599   | 521   | 1 163 | 2 334  |
| Verchères/<br>Saint-Blain            | 61   | 48    | 36    | 80    | 149   | 208   | 460   | 371   | 525   | 989   | 1 686  |
| Total                                | 971  | 1 084 | 1 302 | 1 972 | 2 416 | 3 032 | 3 823 | 4 941 | 5 641 | 8 127 | 30 619 |

Sources : *Recensement du Canada 1870-1871*, vol. IV ; *Recensements du Canada 1665-1871*, Ottawa, 1876 ; Archives nationales de France, Colonies, Série G1, vol. 460-461 (abrévés de recensements) ; Benjamin Sulte, *Histoire de Canadiens français, 1608-1880*, Montréal, Wilson, 1882-1884, 8 vol. (recensement de 1681) ; Yves Landry, « Étude critique sur le recensement du Canada de 1765 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 3, décembre 1975, p. 323-351.



La Paix de Trente Ans favorise une croissance régulière des effectifs régionaux. Les seigneuries du Bas-Richelieu et de la Basse-Yamaska concédées en 1694-1695 connaissent un premier développement, les colons n'arrivant qu'une trentaine d'années plus tard. La guerre n'explique pourtant pas à elle seule la lenteur de la colonisation avant 1713 : les qualités de colonisateurs des seigneurs, les moyens financiers dont ils disposent pour attirer et garder les colons, leurs stratégies en matière d'investissement, voire la situation économique de l'époque, sont également à considérer<sup>6</sup>. Avant 1713, la population vit sur le premier rang donnant sur le fleuve, ou sur le Richelieu dans le cas de Chambly ; c'est donc sur ces terres riveraines qu'a lieu la colonisation initiale de la région. Dans la seigneurie de Saint-Ours, toutefois, les terres riveraines du fleuve s'avèrent de piètre qualité pour la culture et plusieurs habitants gagnent les sols plus fertiles du Richelieu.

### *Une population en formation*

Le comportement démographique de la population du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud est, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, instable, à l'image des relations que les Franco-Canadiens entretiennent avec leurs voisins iroquois et anglais et dont les répercussions se font particulièrement sentir dans cette région-tampon. La population régionale est alors caractérisée par les déséquilibres inhérents au stade du peuplement initial, par la jeunesse des effectifs et par un bon accroissement naturel<sup>7</sup>.

#### *PLUS D'HOMMES QUE FEMMES*

À l'instar de la population canadienne à la même époque, la région présente un certain déséquilibre entre le nombre d'hommes et de femmes, un ratio normal dans une région en formation. Le taux de masculinité se situe à 120,2 en 1681, ce qui reste tout de même inférieur à la moyenne de la colonie qui s'établit à 124,9<sup>8</sup>. La région compte à l'origine plusieurs célibataires issus du régiment de Carignan-Salières, mais la majorité d'entre eux prennent rapidement femme, ce qui comble une partie de l'écart entre hommes et femmes. Par la suite, les nombreuses naissances normalisent le taux de masculinité : leur influence se fait sentir au fil des ans et, en 1713, ce taux atteint 106,0.

En 1681, la région compte près de 10 % d'adultes célibataires, tous de sexe masculin. Ces jeunes habitants, engagés et domestiques en quête d'épouse ou célibataires endurcis, contribuent au déséquilibre de la proportion hommes/femmes. Les recensements de 1706 et de 1713 confirment qu'il y a beaucoup plus d'hommes que de femmes sur le marché matrimonial régional. En règle générale, les hommes se marient plus vieux que les femmes, parfois à un âge respectable, tandis que les femmes se marient le plus tôt possible,

à quinze ans même ; l'écart d'âge entre les époux peut dans certains cas atteindre vingt ans. Ce phénomène s'explique par la faiblesse de l'immigration féminine durant les premières années de la colonie. Quant au veuvage, il demeure marginal. Décidément, la vie coloniale est faite pour être vécue à deux. En effet, la société coloniale favorise ceux et celles qui contribuent à son peuplement ; il n'est donc guère surprenant que les couples mariés forment la majorité de la population adulte jusqu'en 1713.

La pyramide des âges, entre 1681 et 1713, présente une allure irrégulière qui révèle certains déséquilibres démographiques : extrêmement large à la base, elle rétrécit dramatiquement vers le milieu avant de reprendre un cheminement plus régulier vers le sommet. Les moins de 20 ans représentent 60 % de la population régionale. En 1713, le nombre d'enfants paraît aussi important, les moins de 15 ans constituant 54 % de la population. C'est dire l'importance de la natalité à l'époque du peuplement colonisateur, la population gravitant autour de jeunes couples formés dans la colonie une dizaine d'années plus tôt : les familles de la région ont, en moyenne, donné naissance à trois enfants. Dès les premières années, la région peut donc compter sur la natalité pour assurer la relève. En 1681, le groupe adulte le plus important est celui des gens de la trentaine et de la quarantaine qui représentent environ le tiers de la population totale : c'est le groupe des bâtisseurs de la région. Les 20 à 29 ans forment une espèce de creux au centre de la pyramide, particulièrement chez les hommes, moins nombreux à cause d'un certain essoufflement de l'immigration masculine et du fait que les couples de la région viennent à peine d'engendrer une postérité.

Dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, peut-être en raison du danger permanent qui s'ajoute aux conditions de vie déjà difficiles des pionniers, il y a peu de place pour les personnes âgées. En effet, on n'y compte qu'un très petit nombre de personnes de plus de 50 ans, soit 5 % ; les gens dans la soixantaine sont pour ainsi dire absents, puisqu'ils ne comptent que pour 0,3 % de la population totale. Cette proportion est infime considérant qu'elle atteint 2 % pour l'ensemble de la colonie. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la courbe des âges adopte un cours plus normal.

Le ralentissement de l'immigration française et la forte natalité expliquent pourquoi, dès 1681, la majeure partie de la population régionale est canadienne de naissance<sup>9</sup>. Les couples pionniers donnent régulièrement naissance à des enfants : entre 1681 et 1698, le taux de natalité régional est de 61,6 pour mille, ce qui est supérieur à la moyenne pour l'ensemble de la colonie. Ainsi, de 1671 à 1713, 2 962 baptêmes sont enregistrés dans la région. Un certain ralentissement est noté au cours des années 1690, alors que la

UNE POPULATION  
JEUNE

DE NOMBREUSES  
NAISSANCES,  
PEU DE DÉCÈS



François Hertel (1642-1722).  
Soldat dès l'âge de 15 ans, il participe à toutes les expéditions importantes et à un grand nombre de raids, dont celui sur Salmon Falls. Son mariage lui vaut d'hériter de la seigneurie de Chambly qu'il partage entre plusieurs de ses fils en 1719. Il est à l'origine de plusieurs grandes familles : Hertel de La Fresnière, Hertel de Rouville, Hertel de Cournoyer, etc.  
(Inventaire des biens culturels du Québec, 18042 P3/7)

colonie est à nouveau menacée par les Iroquois. Dès que le danger est écarté, la vague de naissances reprend de plus belle.

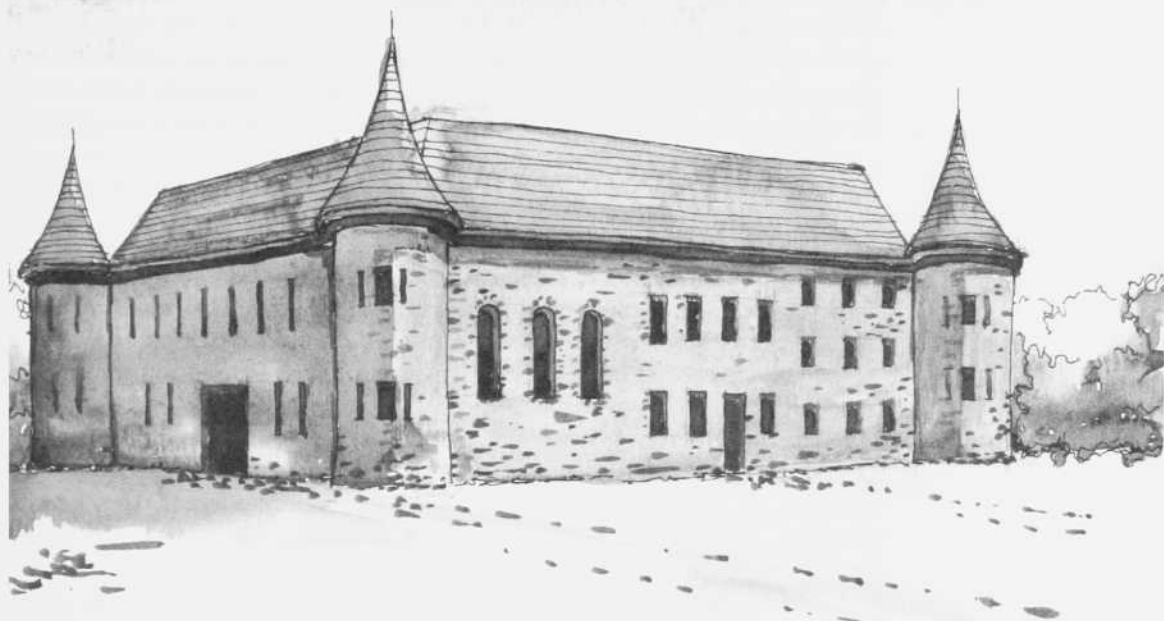
Parallèlement à cette vigoureuse natalité, la faible mortalité favorise la croissance démographique : alors que le taux de mortalité varie autour de 25 pour mille pour l'ensemble de la colonie, il n'est que de 20 pour mille dans la région entre 1681 et 1698. Ce faible taux pourrait s'expliquer par la jeunesse et par la robustesse de la population, par les bonnes conditions climatiques dans la région et par la bonne alimentation que favorisent les terres fertiles du sud de Montréal. Les causes de décès les plus fréquentes demeurent la mortalité infantile, les accidents, en particulier les noyades dans le Saint-Laurent ou dans le Richelieu que l'on emprunte constamment pour se déplacer, les épidémies de plus en plus fréquentes et, bien sûr, quelques cas de morts violentes lors des incursions iroquoises.

La natalité élevée et le faible taux de mortalité contribuent à un accroissement naturel important : un peu plus de 2 000 personnes durant la période du peuplement colonisateur, pour une moyenne annuelle de 48,3. Au cours des années 1680, l'accroissement naturel est lent en raison d'une épidémie et de l'insécurité causée par les guerres avec les Iroquois et avec les Anglais. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle s'amorce une timide reprise suivie d'une augmentation régulière par la suite.

### *La conquête des arrière-pays (1713-1760)*

Avec la paix d'Utrecht, la région connaît une période de développement qui lui permet de faire valoir tout son potentiel. Cette période d'enracinement dans les vieilles seigneuries de la Rive-Sud est également une phase de conquête du reste de l'espace seigneurial : en ces années de prospérité, de grands déséquilibres sont observés dans la répartition spatiale de la population régionale.

Durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, les seigneuries de la Rive-Sud s'organisent et se peuplent sous l'impulsion des seigneurs qui bénéficient de conditions socio-économiques favorables. L'augmentation de la population de ces seigneuries, due à l'arrivée d'aspirants-censitaires et à la natalité, provoque un manque de place sur les rangs fluviaux et favorise l'ouverture de rangs vers l'intérieur : c'est le cas dans les seigneuries de Laprairie, de Longueuil et de Boucherville. Pour leur part, les petites seigneuries n'ont rien à envier à leurs voisines : par



exemple, Simblin, un fief détaché de Verchères, compte un quatrième rang d'habitation en 1736. D'autres motifs peuvent toutefois justifier la décision de pénétrer à l'intérieur des terres. Ainsi, dans Saint-Ours, où les premières concessions ont été faites sur le bord du fleuve, les terres sablonneuses sont peu fertiles, contrairement aux autres seigneuries de la Rive-Sud : un mouvement de colonisation se dessine donc vers l'intérieur de la seigneurie et atteint le Richelieu où la qualité des sols riverains permet tous les espoirs. Cette migration est si importante qu'en 1745 la majorité des habitants de la seigneurie sont établis sur la rive droite du Richelieu, au lieu nommé Petit-Saint-Ours, où l'église paroissiale est construite. Cette pression démographique vers l'intérieur se fait aussi sentir à Contrecoeur où des terres sont concédées sur le Richelieu en 1724. Cette poussée, qui se fait avec moins de heurts qu'à Saint-Ours, amène la naissance de Saint-Antoine dès 1741.

Bientôt, on ne trouve plus de terres à concéder dans les vieux terroirs de la Rive-Sud et la pression démographique profite aux seigneuries de l'intérieur. Par exemple, 83 % des pionniers de Belœil proviennent de l'île de Montréal et de la Rive-Sud, moitié-moitié, et les autres sont originaires des paroisses voisines du Richelieu<sup>10</sup>. Le Bas-Richelieu est la première région touchée par cette avide recherche des terres : Saint-Denis reçoit un premier colon en 1720,

Château de Longueuil  
(1698-1809)

(Société historique du Marigot.  
Aquarelle de W. Décarie, d'après  
un dessin de John Drake)

#### UN TERRITOIRE EN PLEINE EXPANSION

Belœil en 1726, Saint-Charles en 1729 et Rouville en 1736<sup>11</sup>. Le peuplement des rives fertiles du Richelieu entre Chambly et Sorel va bon train, à tel point qu'il faut bientôt ouvrir un deuxième rang dans certaines seigneuries : en 1745 à Saint-Denis et en 1749 à Saint-Charles. Lors de son voyage de 1752, Louis Franquet présente le Bas-Richelieu comme un territoire en pleine expansion<sup>12</sup>.

### **L'émergence de la région maskoutaine**

Dans les seigneuries de la Basse-Yamaska, où l'on peut compter les censives concédées sur les doigts de la main, tout reste à faire, les terres étant encore désertes ou inexploitées dans les années 1720. Le développement de ce secteur ne va cependant pas tarder, puisque l'aveu et dénombrement de Bonsecours, en 1723, mentionne les noms d'une dizaine de colons qui « ont demandé des terres qui ne leur ont point encore été données et qui leur seront concédées dès qu'ils seront de retour de ladite seigneurie où ils sont allés pour examiner où ils se placeront<sup>13</sup> ». La région maskoutaine connaît des débuts laborieux. Monseigneur Herman Dosquet, évêque de Québec, se voit accorder une seigneurie sur la basse Yamaska en 1731 : il veut en faire une seigneurie modèle et paraît prêt à investir des sommes importantes pour arriver à ses fins<sup>14</sup>. Mais son épiscopat est houleux et l'évêque rentre en France en 1735 : sa seigneurie lui est retirée et réunie au Domaine du Roi en 1741.

Par ailleurs, François Rigaud de Vaudreuil reçoit en 1748 la seigneurie de Maska, plus tard connue sous le nom de Saint-Hyacinthe, un fief de quelque 600 kilomètres carrés. Mais le seigneur s'avoue rapidement vaincu : la petite population de Saint-Michel-d'Yamaska, situé à une trentaine de kilomètres en aval de la seigneurie, s'infilte à peine à l'intérieur des terres, ce qui laisse présager un lent développement de Maska. C'est pourquoi il la vend, dès 1753, à Hyacinthe-Simon Delorme qui veut y faire de l'exploitation forestière. Sises à l'intérieur des terres, les seigneuries de la Basse-Yamaska ne peuvent compter sur une pénétration colonisatrice par la rivière ; ils devront attendre les débordements démographiques des terroirs de la Rive-Sud et du Bas-Richelieu, lesquels se produiront après la Conquête.

### **Le Haut-Richelieu et le lac Champlain**

Jusqu'en 1731, le pays est toujours inhabité en amont de Chambly, hormis quelques familles établies autour du fort Saint-Frédéric, un avant-poste trop isolé sur le lac Champlain. Après un intermède de vingt ans, dans un effort d'envergure pour consolider la frontière sud de la colonie et pour relier

Saint-Frédéric, la concession de seigneuries reprend en 1733 en direction du Haut-Richelieu et du lac Champlain. De 1733 à 1737, vingt seigneuries sont accordées dans ce secteur frontalier. Mais cette importante vague de concessions connaît un cuisant échec. Les seigneurs sont pointés du doigt et accusés de négligence : en 1741, dans un mouvement sans précédent, dix-huit de ces seigneuries sont réunies au Domaine. Mais, à la décharge de ceux que l'on a qualifiés de « mauvais seigneurs », on peut se demander qui était alors prêt à s'établir dans cette immense contrée sauvage quand on pouvait encore trouver des terres dans des zones moins menacées par une éventuelle invasion anglaise.

L'idée de soutenir Saint-Frédéric par une ligne de peuplement continue n'est pas abandonnée et, deux ans plus tard, les autorités reprennent la concession de seigneuries. Les résultats sont aussi décevants sauf que, cette fois, les seigneurs peuvent conserver leur fief<sup>15</sup>. Le voyageur suédois Pehr Kalm, qui navigue sur le cours supérieur du Richelieu en 1749, ne voit guère âme qui vive dans cette immense contrée sauvage. La dernière seigneurie accordée dans la région sous le Régime français est celle d'Alainville, concédée autour du fort Carillon en 1758 à Michel Chartier de Lotbinière qui avait été chargé de la construction de cette fortification. Cette concession témoigne encore du caractère bicéphale de la région, déchirée entre le militaire et le civil.

La Conquête a des répercussions territoriales importantes dans la région. En 1763, le Traité de Paris puis la Proclamation royale modifient les frontières de la nouvelle colonie britannique, appelée Province of Quebec, désormais confinée au moyen Saint-Laurent. De plus, l'aire seigneuriale sera limitée à ses dimensions de 1760 : les seigneuries du lac Champlain sont donc perdues<sup>16</sup>. Après la Conquête, un climat d'incertitude plane quant à l'avenir des seigneuries : le régime seigneurial est rétabli par l'Acte de Québec en 1774, mais aucune nouvelle seigneurie n'est accordée et l'extension de l'aire de peuplement ne reprendra qu'avec la création des *townships* par l'Acte constitutionnel de 1791. À la fin du Régime français, l'espace seigneurial qui forme le territoire de la région Richelieu–Yamaska–Rive-Sud a donc atteint son extension maximale.

#### DE NOUVELLES FRONTIÈRES

### La naissance des bourgs

Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, des structures d'habitat groupé se forment et l'assurance d'une certaine sécurité entre en ligne de compte dans la naissance des premières agglomérations : c'est le cas à Longueuil et à Boucherville où une fortification est construite à proximité du bourg, à La Prairie où une enceinte fortifiée entoure et délimite le village naissant, et même à Chambly où, dès



1721, Chaussegros de Léry projette de construire une véritable ville fortifiée autour du fort<sup>17</sup>.

L'initiative des seigneurs est essentielle dans la création des noyaux villageois, mais tout projet doit cependant recevoir l'approbation officielle des dirigeants. Dès 1671, les Jésuites accordent un premier emplacement dans Laprairie. En 1679, onze autres y sont concédés en une rangée formant une ligne parallèle au fleuve, interrompue en deux endroits par des espaces servant à l'ouverture de futures rues<sup>18</sup>. À Boucherville, Pierre Boucher concède 21 emplacements sur son domaine seigneurial en 1673<sup>19</sup>. À Longueuil, l'aveu et dénombrement de 1723 signale trois censitaires qui ont bâti maison sur le domaine seigneurial où le baron de Longueuil « a destiné un certain espace pour y établir un village<sup>20</sup> ». À Saint-Denis, enfin, l'ordonnance autorisant l'établissement d'un bourg précise répondre à la requête du seigneur Pierre-Claude Pécaudy de Contrecoeur<sup>21</sup>. Les bourgs sont taillés à même les domaines des seigneurs où sont concentrés les équipements administratifs ou socio-économiques (église, presbytère, manoir, moulin) qui forment le centre nerveux de la seigneurie et qui deviendront les pôles autour desquels les villages naîtront. Les premiers bourgs de la région apparaissent dans les seigneuries les plus anciennes et les plus peuplées, là où les seigneurs prennent à cœur le développement du territoire qui leur est confié, là où la population est suffisamment établie pour justifier la présence de services particuliers.

#### *DES LIEUX « POUR L'UTILITÉ DES HABITANTS »*

Lieu de voisinage par excellence, le bourg est aussi le centre économique de la seigneurie, où commerçants et artisans offrent des services spécialisés aux censitaires. C'est d'ailleurs cette raison qui mène à la création du bourg de Saint-Denis, comme le précise l'ordonnance de 1758 : « L'établissement de ce bourg est pour l'utilité des habitants afin d'y placer un certain nombre d'ouvriers comme forgerons, charpentiers et autres, qui seront en état de fournir aux dits habitants les outils et instruments d'agriculture dont ils ne peuvent se passer et qu'ils sont souvent obligés de venir chercher à Montréal, au préjudice de leurs travaux et surtout de la culture et défrichements des terres...<sup>22</sup> »

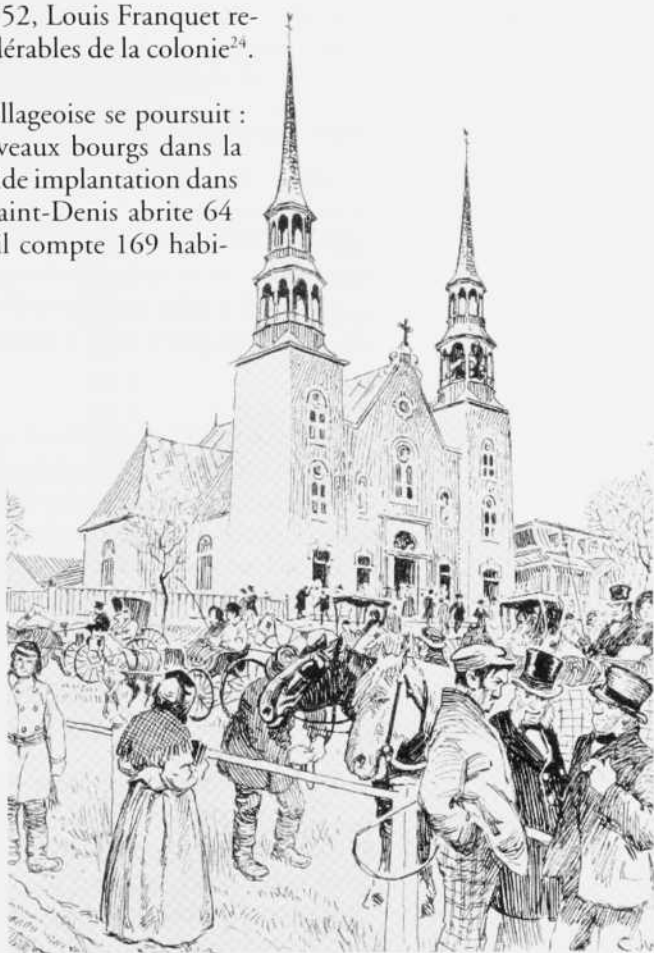
Pas moins de sept bourgs existent ou sont en formation dans la région vers 1720 : La Prairie, Boucherville, Longueuil, Varennes, Sorel, Contrecoeur et Chambly. Ces noyaux villageois sont cependant très différents les uns des autres<sup>23</sup>. À Boucherville, 43 des 60 emplacements du village sont construits et répartis le long de rues divisées en damier ; le village occupe une superficie de douze arpents. À La Prairie, depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, il ne reste plus d'espace disponible dans l'enceinte du village qui, à cette époque, regroupe la quasi-totalité des habitants de la seigneurie. Durant les années 1720, le village est agrandi aux dépens de la commune dans laquelle on taille des dizaines

d'emplacements. Lors de son passage, en 1752, Louis Franquet remarque que le village est l'un des plus considérables de la colonie<sup>24</sup>.

Après la Conquête, la croissance villageoise se poursuit : si l'on ne signale pas la formation de nouveaux bourgs dans la région, ceux qui existent poursuivent leur solide implantation dans l'espace régional. En 1770, par exemple, Saint-Denis abrite 64 habitants, tandis que, vingt ans plus tard, il compte 169 habitants répartis dans 38 maisons.

### 1760 : l'heure des bilans

En 1760, les habitants de la région sont répartis selon deux grands axes de peuplement continu, l'un le long du Saint-Laurent, de la Châteauguay à la Yamaska, l'autre en remontant le Richelieu, de Sorel à Saint-Jean. La population a commencé à essaimer dans les terres situées entre ces cours d'eau, remontant la rivière L'Acadie et la Yamaska. La population régionale, qui grimpe à 3 000 habitants en 1720, franchit largement le cap des 5 000 en 1739 et se compose de quelque 8 500 individus à la fin du Régime français, si bien qu'elle compte alors pour 11,6 % de l'ensemble de la population de la vallée du Saint-Laurent. Ce mouvement démographique ira même en s'accroissant.



Alors que des seigneuries sont en voie de surpeuplement, d'autres sont toujours recouvertes de forêts vierges. La population est largement concentrée sur la Rive-Sud où les trois seigneuries les plus peuplées de la région – Boucherville, Laprairie et Longueuil – renferment, entre 1713 et 1739, plus de la moitié de la population. Le recensement de 1765 révèle toutefois un certain ralentissement du peuplement de la Rive-Sud où vit plus de la moitié des habitants de la région : un mouvement s'est amorcé vers d'autres secteurs, comme le Bas-Richelieu ou la Basse-Yamaska, désormais ouverts à la colonisation.

Église de Saint-Antoine-sur-Richelieu. La construction de cette église, la deuxième de la paroisse, débute en 1779. (Archives nationales du Canada, C-70320, Dessin de Charles W. Jefferys)



Tableau 4.2

*La population du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud comparée  
à celle de la vallée du Saint-Laurent, 1681-1790*

| Année | Richelieu–Yamaska–<br>Rive-Sud | Vallée<br>du Saint-Laurent | Pourcentage<br>de la population<br>régionale |
|-------|--------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------|
| 1681  | 971                            | 9 677                      | 10,0                                         |
| 1692  | 1 084                          | 11 075                     | 9,8                                          |
| 1698  | 1 302                          | 13 815                     | 9,4                                          |
| 1713  | 2 416                          | 18 761                     | 12,9                                         |
| 1720  | 3 032                          | 24 474                     | 12,4                                         |
| 1739  | 5 641                          | 43 382                     | 13,0                                         |
| 1765  | 8 127                          | 69 810                     | 11,6                                         |
| 1790  | 30 619                         | 161 311                    | 19,0                                         |

Sources : *Recensement du Canada 1870-1871*, vol. 4, « Recensements du Canada 1665-1871 », Ottawa, 1876 ; Alain Laberge, dir., *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, IQRC, 1993, p. 74.

### *Une croissance en flèche (1760-1790)*

L'augmentation exponentielle de la population régionale entre 1760 et 1790 est favorisée par la convergence de plusieurs facteurs. La saturation progressive de la Rive-Sud et du Bas-Richelieu, due à un important accroissement naturel, accentue les migrations intérieures, les populations des vieux terroirs continuant leur quête de nouvelles terres où s'établir. L'arrivée d'immigrants acadiens et américains forcera l'émergence de la région maskoutaine et du Haut-Richelieu. La démographie régionale de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle est caractérisée par une tendance à l'équilibre et par la vigueur d'une population désormais enracinée dans la région.

### **De nouveaux arrivants**

Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, à part les quelques militaires dont il a été question au chapitre précédent, l'immigration française est pratiquement réduite à zéro. Après la Conquête, des immigrants d'origine acadienne et américaine arrivent dans la région en nombre relativement important.

De 1755 à 1763, l'occupant britannique déporte quelque 7 000 Acadiens en Nouvelle-Angleterre, en Louisiane et même en Angleterre. Quelques-uns s'enfuient dans les bois et gagnent Québec à pied avant de s'installer dans la région : certains s'établissent sans titre légal dans la région de Saint-Jean dès 1758, tandis que d'autres aboutissent à Contrecoeur en 1763 et 1764. La guerre de Sept Ans ayant pris fin, les Acadiens obtiennent, en 1766, la permission de s'établir dans la Province de Québec. Le gouverneur James Murray demande d'ailleurs aux seigneurs de leur accorder des terres. Plusieurs groupes d'Acadiens se forment alors en Nouvelle-Angleterre et, par bandes successives, ces derniers prennent la route de Montréal par le lac Champlain et le Richelieu : certains parviennent à Saint-Ours et à Saint-Denis en 1766 et en 1767<sup>25</sup>.

#### LES ACADIENS

En 1768, des familles s'arrêtent sur les rives de Petite-Rivière-de-Montréal, aux limites de la seigneurie de Laprairie et de la baronnie de Longueuil : cinq cents familles les y rejoignent au fil des ans. Les Acadiens, dont le langage et la culture diffèrent singulièrement de ceux des habitants du pays, se regroupent à l'écart des Canadiens. L'importance de l'immigration acadienne à Petite-Rivière-de-Montréal, qu'ils nomment La Cadie, La Nouvelle-Cadie ou La Petite-Cadie, est si grande que la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie y est créée en 1782 : le choix des Acadiens quant au site de l'église paroissiale l'emporte même sur celui des Canadiens. En 1790, la paroisse compte 1 774 habitants, ce qui la place au deuxième rang de la région sur le plan démographique.

Sauf les garnisons de soldats qui occupent les forts du Richelieu au lendemain de la Conquête, alors que plusieurs seigneuries passent aux mains de Britanniques, la présence britannique est timide dans la région. Avant même la conclusion de la guerre de l'Indépendance américaine, plusieurs familles qui ne partagent pas l'idée d'indépendance quittent les Treize Colonies pour la Province de Québec, restée fidèle à la mère-patrie britannique. En 1779, on dénombre 209 Loyalistes à Saint-Jean-sur-Richelieu, 27 à Chambly et 87 à Sorel, soit près de 38 % de tous les Loyalistes passés dans la Province de Québec. Cinq ans plus tard, on en compte 66 à Chambly, 316 à Sorel et 375 à Saint-Jean où, en 1792, le seigneur Grant fait fonder pour eux la ville de Dorchester<sup>26</sup>.

#### LES LOYALISTES AMÉRICAINS

La région soreloise est rapidement entrevue comme un fief anglophone au cœur de l'aire seigneuriale. C'est autour du noyau formé par 300 soldats britanniques que le gouverneur Haldimand planifie de fortifier l'élément anglais en y implantant des contingents de Loyalistes. En 1781, Haldimand achète la seigneurie de Sorel au nom du gouvernement et y

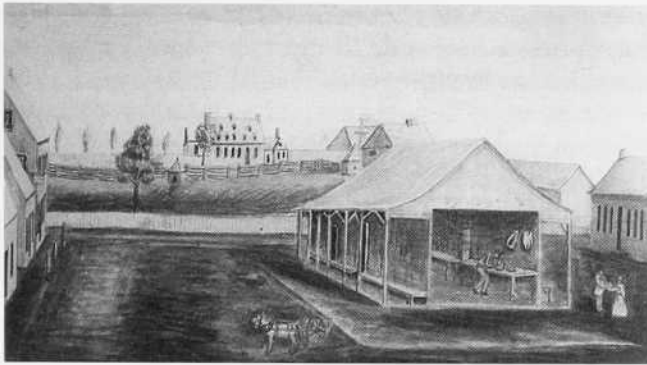
encourage la venue de Loyalistes en pourvoyant à leurs besoins, leur fournissant de la toile, des draps de laine, des chaussettes et des chaussures. En 1784, la population anglophone y est assez nombreuse pour permettre la création de la première mission anglicane du Canada, la Christ Church. L'année suivante, dans le but de donner un véritable visage britannique au paysage, le bourg est réaménagé ; il devient une ville aux larges rues portant les noms de personnages de la famille royale et ses lots sont concédés en franc et commun soccage. Baptisée William-Henry en l'honneur du prince qui la visite en 1787, la ville est, aux dires d'Isaac Weld, qui y passe en 1795, « la seule ville entre Montréal et Québec, où la langue anglaise soit la langue dominante<sup>27</sup> ». En effet, la moitié des 1 200 habitants de William-Henry sont anglophones.

Dans le Haut-Richelieu, les seigneuries vierges de Gabriel Christie sont l'objet de pressions démographiques lors de l'arrivée massive d'immigrants loyalistes pendant la guerre de l'Indépendance américaine. Pour les Américains, cette région frontalière, la première qu'ils rencontrent sur le chemin de l'exil, est plus accessible que les cantons que l'on s'appête à ouvrir sur le cours supérieur du Saint-Laurent. Mais Christie hésite à en faire ses censitaires ; il craint leur venue en raison des idées nouvelles qu'ils véhiculent, lesquelles diminueraient son influence dans la colonie<sup>28</sup>. Par contre, il craint aussi que ses terres soient illégalement occupées et que ses précieuses forêts soient détériorées par des *squatters* sans scrupule. C'est pourquoi, faisant d'abord arpenter ses seigneuries afin de s'en réserver les meilleures ressources forestières et hydrauliques, Christie accorde au compte-gouttes des billets de concession à des aspirants-censitaires. D'autres Loyalistes s'établissent dans Foucault et dans Noyan (Caldwell Manor) : cette dernière seigneurie est reconnue comme l'un des premiers lieux d'arrivée des Loyalistes au Québec<sup>29</sup>. En 1794, ils sont assez nombreux pour qu'on y fonde la paroisse protestante de Saint-George : ils trouvent sans doute dans cet endroit un établissement à proximité de la frontière où ils peuvent se retrouver entre eux. Une réaction en chaîne s'ensuit, alors que les Loyalistes, habituellement réticents à la tenure seigneuriale, découvrent un milieu qui leur convient. Le Haut-Richelieu devient alors l'une des rares zones seigneuriales à être occupée par une population anglophone significative.

### À l'assaut de nouveaux territoires

#### LA RÉGION MASKOUTAINE

À partir de 1757, le seigneur maskoutain Hyacinthe-Simon Delorme installe les employés de son entreprise d'exploitation et de commerce de bois marin à proximité du site de coupe et de sciage de Rapide-Plat où des concessions leur sont officiellement accordées à partir de 1763. La région maskoutaine,



Vue du manoir seigneurial  
et du marché de Saint-  
Hyacinthe en 1837  
(Archives du Séminaire de Saint-  
Hyacinthe, Dessin de L. Renault  
Blanchard)

qui ne compte que les 500 habitants de Saint-Michel en 1765, devient par la suite une véritable zone de colonisation dédiée aux Canadiens : sa population atteint 2 684 habitants en 1790. Jusque vers 1780, cette population demeure instable, très mobile et surtout isolée. La colonisation de la plaine maskoutaine est conditionnée par la pression démographique des paroisses du Bas-Richelieu plutôt que par celle des paroisses de l'embouchure de la Yamaska dont le cours se prête mal à la navigation et, par là, à une remontée colonisatrice. Tant qu'il reste beaucoup d'espace cultivable dans les seigneuries du Richelieu, celles-ci exercent un attrait plus grand que Saint-Hyacinthe en raison de leur proximité des vieux terroirs de la Rive-Sud<sup>30</sup>. Un mouvement de dessine au tournant des années 1780 avec une remarquable augmentation du nombre de concessions dans Maska, dont la superficie concédée quadruple, passant à près de 40 000 arpents de terre. Au noyau de Rapide-Plat s'ajoutent alors d'autres fronts pionniers qui sont des débordements naturels de Saint-Denis, de Saint-Charles et de Saint-Ours. Vers la fin de la période, le centre des établissements maskoutains se déplace vers La Cascade, à deux lieues en amont de Rapide-Plat. En 1790, une solide population de 1 390 personnes est établie sur le territoire maskoutain et une irrésistible poussée colonisatrice s'exerce en amont de Rapide-Plat.

Entre 1763 et 1766, les sept seigneuries du Haut-Richelieu passent aux mains d'anglophones. Mais le renouveau que l'on aurait pu espérer de ces nouveaux seigneurs n'est pas immédiat : les terres du Haut-Richelieu ne se peupleront qu'à la fin de la période qui nous intéresse. Divers facteurs contribueront à l'ouverture tardive du Haut-Richelieu à la colonisation : les absences prolongées du seigneur Gabriel Christie, le temps que celui-ci prend pour évaluer le potentiel de ses terres et se réserver les meilleurs sites, la présence de marécages et d'affleurements rocheux qui nuisent à l'agriculture, et la route militaire du Richelieu qui représente un danger certain. Mais la poussée

#### VERS LES TERRES DU HAUT-RICHELIEU

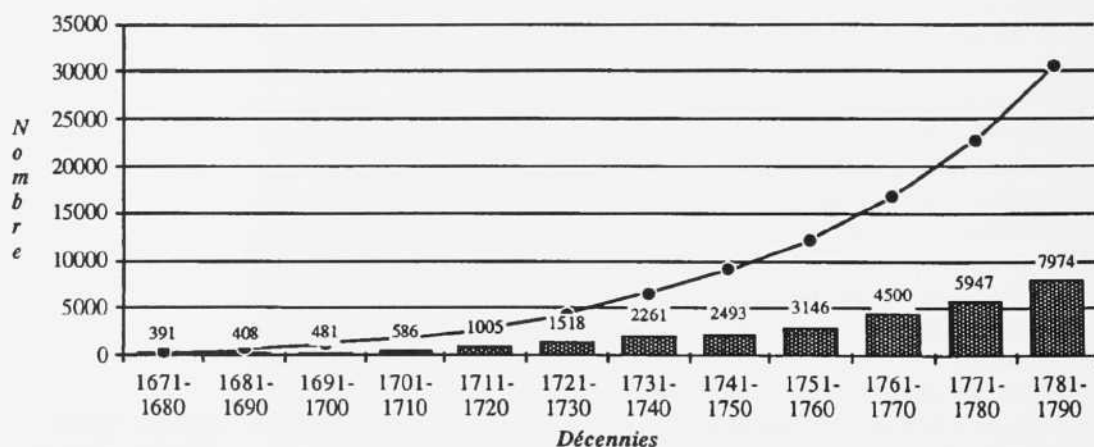
migratoire des Canadiens vers le sud, le long de la rivière L'Acadie vers les seigneuries de Léry et de Bleury, et la venue des Loyalistes forceront l'ouverture du Haut-Richelieu à la colonisation.

### 1790 : un portrait démographique

Lors du recensement de 1790, la région Richelieu–Yamaska–Rive-Sud compte 31 295 habitants, une augmentation de près de 300 % par rapport à 1765. Cette augmentation est largement supérieure à celle qu'on observe dans la vallée du Saint-Laurent à la même époque : on peut donc parler d'une véritable explosion démographique. Si la venue d'immigrants a contribué à une telle augmentation de la population, celle-ci est due d'abord et avant tout à un accroissement naturel exceptionnel.

Figure 4.1

*Accroissement naturel décennal de la population catholique du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud et cumul des excédents naturels, 1671-1790*



Source : *Recensement du Canada, 1870-1871*, volume 4, tableau 3 : État, par circonscriptions territoriales, du mouvement de la population catholique de la province de Québec, depuis l'origine jusqu'à 1875.

Cette augmentation de la population est couplée à d'importantes migrations intérieures provoquées par un début de saturation des terres de la Rive-Sud. Entre 1765 et 1790, la population s'est déplacée vers la Vallée-du-Richelieu et vers la région maskoutaine. Les vieilles seigneuries restent les plus peuplées : celle de Laprairie a même donné naissance aux nouvelles paroisses de Saint-Constant, Saint-Philippe et Sainte-Marguerite-de-Blairfindie. Par ailleurs, la population s'est littéralement ruée sur les localités du Richelieu, comme Chambly, Belœil, Sainte-Marguerite-de-Blairfindie et Saint-Denis, qui se classent désormais parmi les plus importantes de la région sur le plan démographique.

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la population régionale, qui connaît une singulière accélération démographique, est répartie de façon plus équilibrée qu'auparavant. Cette redistribution des effectifs s'est réalisée à la manière de vases communicants : les excédents des grosses paroisses migrent vers l'arrière-pays où les localités moins peuplées leur servent d'exutoire. Puisqu'il se trouve encore des terres neuves dans la région, cela permet de garder le trop-plein de population de la Rive-Sud dans la région. Ces migrations internes sont accompagnées de migrations en provenance d'autres vieux terroirs de la vallée du Saint-Laurent où la rareté des terres commence aussi à se faire sentir.

Malgré l'accroissement de la population, des déséquilibres démographiques se manifestent encore longtemps. Ainsi, en 1765, le taux de masculinité est de 112,9, ce qui se rapproche de celui de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>31</sup>. Ce phénomène est attribuable au fait qu'à la fin du Régime français de nombreux jeunes hommes célibataires s'installent encore dans les nouvelles paroisses de l'arrière-pays : à Saint-Antoine, par exemple, le ratio hommes-femmes est de 140,0. Par contre, dans certaines anciennes paroisses, comme Contrecoeur, le nombre d'hommes est déficitaire (93,6 hommes pour 100 femmes). En 1790, la proportion est descendue à 103,4 : les quelque 40 000 naissances enregistrées dans la région entre 1760 et 1790 ont provoqué un effet normalisant sur la population, contribuant à un meilleur équilibre entre les effectifs des deux sexes. Les naissances sont si nombreuses que les enfants, qui comptent pour la moitié de la population régionale en 1765, en représentent 62 % en 1790.

#### UNE POPULATION EN QUÊTE D'ÉQUILIBRE

L'équilibre démographique touche aussi la pyramide des âges qui, demeurant très large à la base à cause de la forte natalité, prend une allure plus régulière. De 1713 à 1765, les enfants âgés de moins de 15 ans représentent près de la moitié de la population régionale, un pourcentage qui tend à diminuer avec l'augmentation de la population adulte qui se maintient aux alentours de 44 %. Pour leur part, les personnes de 50 ans et plus forment 7 % de l'ensemble, dans un mouvement vers la hausse. On assiste donc à un vieillisse-

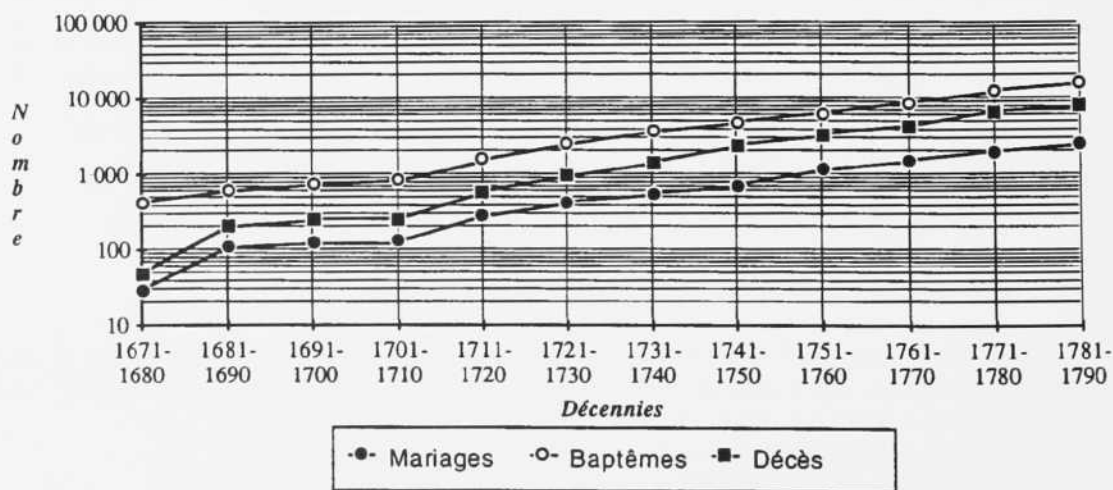
ment de la population à mesure que celle-ci s'enracine dans le milieu. Au recensement de 1790, près de la moitié de la population régionale a moins de 16 ans. Le groupe des 16 à 60 ans comprend des célibataires de tous âges, dont la plupart sont des jeunes qui se marieront dans les années suivantes : on dénombre 4 827 individus appartenant à cette catégorie, soit 15,4 % de la population régionale. Quant aux 10 000 autres adultes, mariés et en veuvage, ils en représentent le tiers.

#### UNE COLLECTIVITÉ VIGOUREUSE

C'est sans doute au chapitre de la natalité que la croissance en flèche de la population régionale se perçoit et s'explique le mieux<sup>32</sup>. Le cap des 500 baptêmes par année est franchi en 1749, la barre des 1 000 en 1769 et celle des 1 500 en 1782, même si l'invasion de la province par les Américains (1775-1776) provoque un climat d'insécurité qui se reflète dans une chute du nombre des naissances. Au total, de 1713 à 1760, plus de 19 000 baptêmes sont enregistrés, soit 397 par année. Le mouvement s'accélère entre 1761 et 1790 alors que plus de 38 000 baptêmes sont célébrés (1 270 par année), le double des cinquante précédentes années. C'est dans les vieux terroirs aux populations importantes et bien installées qui s'étendent sur la Rive-Sud, entre La Prairie et Contrecoeur, qu'est enregistré le plus grand nombre de baptêmes, un mouvement qui s'accroît après la Conquête.

Figure 4.2

*Mouvements décennaux de la population catholique de Richelieu-Yamaska-Rive-Sud, 1671-1790*



Source : *Recensement du Canada, 1870-1871*, volume 4, tableau 3 : État, par circonscriptions territoriales, du mouvement de la population catholique de la province de Québec, depuis l'origine jusqu'à 1875.



Malgré quelques épidémies, la forte mortalité infantile et les mauvaises conditions d'hygiène, la mortalité n'est en aucun moment inquiétante pour la population régionale. Certaines épidémies reconnues à l'échelle de la colonie s'avèrent toutefois particulièrement inquiétantes dans la région : vague de mortalité infantile (1714-1715), coqueluche et rougeole (1730), petite vérole (1733). En 1776-1777, à l'époque de l'invasion américaine, une épidémie de petite vérole décime les rangs des troupes américaines et frappe lourdement Chambly et la Rive-Sud ; en 1784, une semblable épidémie fait grimper les décès de façon importante. Malgré tout, la population connaît un accroissement démographique exceptionnel en raison de la natalité élevée. De 1713 à 1760, l'accroissement naturel total est de plus de 10 000 personnes, pour une moyenne annuelle de 214 individus. Durant la période suivante, de 1761 à 1790, l'accroissement naturel totalise 18 421 personnes, soit 614 par année, presque trois fois le résultat de la fin du Régime français. Bref, de 1765 à 1790, la population régionale passe de 8 125 personnes à 31 295 individus : il s'agit d'une véritable explosion démographique, deux fois supérieure à celle de l'ensemble de la vallée du Saint-Laurent. La région est désormais conquise.

\* \* \*

En 1790, un premier cycle de peuplement est complété dans Richelieu-Yamaska-Rive-Sud. Après les premières décennies d'incertitude, la région a pu livrer son véritable potentiel comme en témoigne la vigueur de la démographie régionale. La population qui s'est ruée vers ces nouvelles terres à conquérir, à exploiter et à mettre en valeur, s'est mise à se reproduire sans craindre que les ressources régionales ne lui fassent défaut. En 1790, la population de la région jouit d'un poids démographique considérable : un Canadien sur cinq vit alors dans Richelieu-Yamaska-Rive-Sud. Le peuplement franco-canadien a investi les terres les plus accessibles et les plus fertiles du sud de Montréal et ce mouvement continuera de s'amplifier durant les années suivantes jusqu'à ce que les terres de la région atteignent leur point de saturation.





*Une économie naturelle*

---



---

Saint-Jean en 1779. On note la présence des chantiers navals et de plusieurs navires.  
(Archives nationales du Canada, C-1507, Aquarelle de James Hunter)

La première phase de l'occupation européenne de la région Richelieu–Yamaska–Rive-Sud est marquée par son intégration graduelle à une économie de marché. L'économie de la région naissante est fondée sur l'exploitation des ressources naturelles qui y abondent. Malgré la traite des fourrures qui attire un certain nombre d'habitants et malgré l'exploitation de la forêt régionale à des fins commerciales, la partie centrale de la Montérégie connaît, dès son origine, une vocation agricole. La culture de la terre constitue le principal pôle de l'économie régionale aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles et sert même de tremplin aux activités marchandes qui ouvriront la région sur le monde après la Conquête.

### *Les fourrures*

Contrairement à ce que l'on a longtemps cru, le commerce des pelleteries n'est pas un obstacle sérieux au développement agricole régional. En effet, à La Prairie, la traite légale revêt un caractère saisonnier qui ne touche annuellement que bien peu de monde : une vingtaine de personnes avant 1735, une trentaine jusqu'à la fin du Régime français<sup>1</sup>. Quant à la contrebande, elle séduit les aventuriers qu'il est difficile de quantifier. Ceux qui partent sont jeunes : comme ils ne sont ordinairement pas établis, il paraît délicat d'établir un lien de causalité entre la traite des fourrures et l'abandon des terres. Quoi qu'il en soit, la région, située à la croisée des importantes artères que sont le Saint-Laurent et le Richelieu, invite à la traite des fourrures. Ce facteur fait comprendre à lui seul la tentation des habitants d'abandonner le travail aux champs pour se livrer à la traite.

### **Albany ou la contrebande**

Le comptoir de traite anglais d'Albany (Orange) présente un attrait considérable, attrait qui s'accroît après la paix de Montréal (1701)<sup>2</sup>. Les traiteurs canadiens et amérindiens sont attirés par les prix avantageux et par la bonne qualité des marchandises offertes à Albany en échange de fourrures. Ce glissement du commerce vers le sud menace les détenteurs du monopole de la

traite en Nouvelle-France, et les autorités coloniales prennent des mesures concrètes pour enrayer ce fléau qui mine les profits que la métropole retire de l'économie coloniale. Dès 1679, Frontenac installe une garnison au fort de Chambly, le dernier établissement français sur la route des colonies anglaises, afin de paralyser ces échanges illégaux. La mesure semble porter fruit et des trafiquants sont arrêtés en possession de fourrures qu'ils projettent d'échanger aux Hollandais d'Orange ; même le seigneur Pierre de Saurel avoue soutenir financièrement ce trafic<sup>3</sup>.

#### UNE ROUTE SOUS ÉTROITE SURVEILLANCE

Les guerres contre les Iroquois puis contre les Britanniques rendent dangereuse la route de la contrebande et restreignent le volume des échanges illicites, mais elles ne réussissent cependant pas à l'endiguer. Durant l'intermède d'Utrecht, il devient tentant pour les habitants de la région de s'adonner à la traite avec les comptoirs anglais situés à deux pas de chez eux. Diverses mesures sont donc prises pour exercer une surveillance étroite sur la route d'Albany et les autorités misent sur les forts de Chambly et de Saint-Frédéric pour freiner ce commerce qui connaît un essor sans précédent. Non seulement doit-on interdire le passage aux Canadiens qui se dirigent vers le sud avec des fourrures mais, à partir de 1725, on doit s'occuper davantage des Anglais qui, sous différents prétextes, circulent dans la vallée du Saint-Laurent et en profitent pour faire de la contrebande.

La proximité des Amérindiens de la mission du Sault-Saint-Louis peut expliquer l'essor de la contrebande dans la région. Depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, ce groupe d'Iroquois, encouragé par la tolérance des autorités coloniales, n'a jamais cessé de pratiquer la traite prohibée des fourrures. Les marchands montréalais ont régulièrement recours à leurs services pour effectuer des transactions à leur place. Craignant de s'aliéner la population autochtone dont dépend jusqu'à un certain point la survie de la colonie, l'administration ferme les yeux et jette son dévolu sur les Canadiens qui sont remis dans le droit chemin à coup de sévères réglementations et d'amendes élevées. La participation des Amérindiens se trouve d'ailleurs accentuée par le retrait des Franco-Canadiens.

### Les Pays d'en-haut ou la traite légale

#### LES MARCHANDS- ÉQUIPEURS

Après 1725, le commerce des fourrures est contrôlé essentiellement par des marchands-équipes. Détenant un congé pour faire de la traite dans l'Ouest, ceux-ci embauchent des engagés à qui ils fournissent canots et produits d'échange, organisent des expéditions puis écoulent la fourrure ainsi récoltée. À La Prairie, bien située sur la route de l'Ouest, on trouve cinq de ces

marchands sous le Régime français, les autres étant tous de Montréal<sup>4</sup>. Le plus important de ceux de La Prairie est René Bourassa. D'abord simple voyageur qui parcourt l'Ouest sans arrêt de 1720 à 1745, Bourassa devient un marchand-équiper bien modeste, comparativement à ceux de Montréal, mais sa profession lui permet une ascension sociale certaine dans la seigneurie.

Le profil des engagés pour l'Ouest demeure invariable : célibataires – ce qui s'accorde bien avec le nomadisme de l'emploi – et analphabètes, leur salaire est déterminé par leur expérience, leur force physique, leur habileté à ramer et leur courage. Entre 1683 et 1759, on en dénombre 936 provenant de La Prairie, l'une des principales localités pourvoyeuses d'engagés pour la traite de la région montréalaise<sup>5</sup>. Dans certaines familles, le commerce des fourrures devient même une activité dominante, le métier se transmettant de père en fils chez les Deniger, les Deneau, les Magnan et les Saint-Pierre, par exemple. Loin de dépeupler la seigneurie, le métier de voyageur devient une véritable profession qui tend à créer un groupe social particulier.

#### LES ENGAGÉS

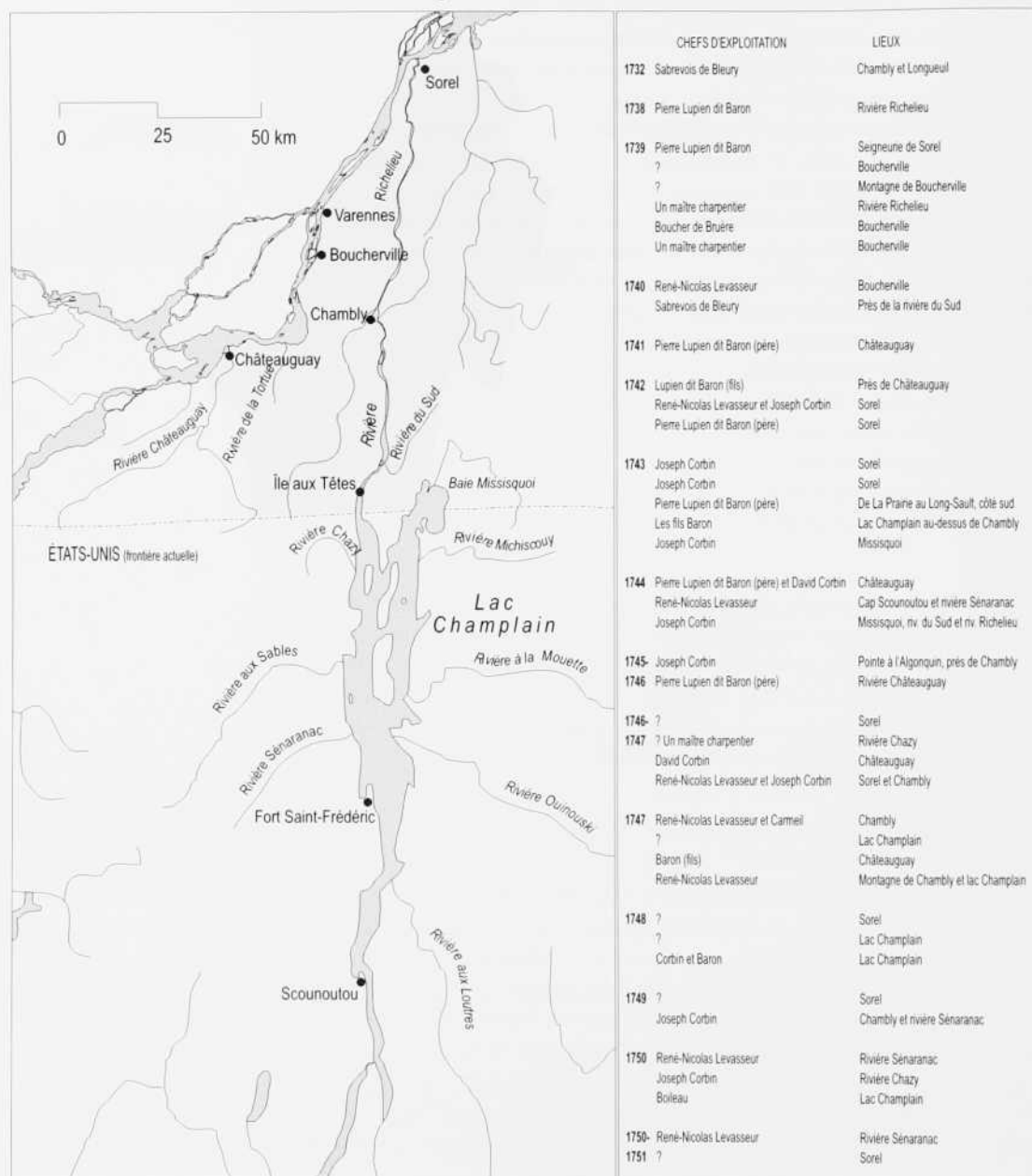
### *Le bois*

Abondante, variée et de bonne qualité, la forêt montréalaise est indispensable à l'habitant, quoique sa densité pose un véritable obstacle à l'agriculture. Malgré son rôle indéniable dans l'économie domestique, la forêt est, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'objet de vastes exploitations et de quelques tentatives de transformation dont le succès repose sur l'initiative des entrepreneurs, sur les encouragements de l'État et sur les demandes des marchés extérieurs.

#### Les besoins domestiques

Le colon établi dans la région a pour objectif premier de faire de la terre. Dans ce pays sauvage, il doit découvrir cette terre nourricière à mettre en culture dans les meilleurs délais pour assurer sa subsistance. Comme les sols sont fertiles, on se hâte de défricher afin de pouvoir semer. La variété des essences ligneuses permet une non moins grande variété d'utilisations à des fins domestiques : construction de maisons et de bâtiments de ferme, fabrication de véhicules terrestres et fluviaux, clôtures, exploitation des érables dont la sève est transformée en sucre et, bien sûr, bois de chauffage. Au fort de Chambly, par exemple, quelque 400 cordes de bois alimentent annuellement poêles, fours et âtres<sup>6</sup>!

**Carte 9**  
**Les zones d'exploitation forestière, 1724-1750**



Coupe à blanc pour faire de la terre, coupe commerciale pour alimenter les chantiers de construction navale de Québec, abandon des sections d'arbres qui semblent moins intéressantes, feux des voyageurs et des chasseurs, tant autochtones que français, pour cuire leur nourriture ou écarter les moustiques, brûlis des colons qui déclenchent des incendies de forêts : cet intense défrichement de la région est accompagné de gaspillage et de négligence. Ainsi les seigneurs de Chambly se plaignent-ils, en 1725, du manque de considération des soldats du fort qui exploitent mal la petite forêt seigneuriale<sup>7</sup>.

#### DE NOMBREUX GASPILLAGES

La ressource forestière n'est pas éternelle : au XVIII<sup>e</sup> siècle, plusieurs censives de l'intérieur des seigneuries rive-sudienues servent de réserves à bois aux habitants du bord de l'eau. La raréfaction de certaines essences fait prendre conscience de la fragilité de la forêt montréalaise, comme le prouvent certaines mesures légales pour sauvegarder le bois de chêne, encore que ces dispositions ne servent qu'à protéger l'industrie de la construction navale et non l'équilibre naturel<sup>8</sup>. Le bois devient donc de plus en plus rare sur la Rive-Sud et dans le Bas-Richelieu, et l'approvisionnement en bois de chauffage deviendra un problème quotidien au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

### La construction navale

Au printemps de 1738, Maurepas, le ministre de la Marine, autorise l'établissement de chantiers royaux de construction navale à Québec. Bien que des reconnaissances soient effectuées dès 1724, on mène à partir de 1740 une série d'explorations destinées à mieux connaître et à inventorier les secteurs les plus prometteurs en bois (chêne, pin rouge, pin blanc et pin gris) destinés à la construction navale. La richesse des forêts du Richelieu et du lac Champlain est rapidement repérée, ces régions recelant des peuplements forestiers situés à proximité de cours d'eau, ce qui en facilite le transport : une vingtaine d'explorations y sont dénombrées entre 1724 et 1750. L'exploration des ressources forestières régionales connaît des succès mitigés. Si, par exemple, en 1734 les recherches de Médard-Gabriel Vallette de Chévisny dans le Haut-Richelieu se soldent par un échec, d'autres explorations sont couronnées de succès : en 1745, René-Nicolas Levasseur trouve sur la rivière Saranac d'excellents chênes pour les bordages ainsi que des pins rouges et des cyprès pour la mâture.

Le cycle de l'exploitation forestière destinée à la construction navale devient immuable : à l'automne, on détermine les meilleurs secteurs à exploiter et, l'hiver venu, une équipe procède à l'abattage des arbres. Les hommes transportent ensuite les pièces de bois jusqu'à un cours d'eau où ils forment de



Le « carré Royal » de Sorel.

En 1781, le gouverneur Haldimand établit à Sorel une ville pour accueillir les Loyalistes. Les rues se rencontrent à angle droit et l'îlot central, appelé « carré Royal » est laissé vacant et servira de place d'armes pendant plusieurs années. La ville portera le nom de William Henry de 1787 à 1862.

(*Les chemins de la mémoire, tome II, Monuments et sites historiques du Québec*)



petits « cajeux » qui, grâce aux crues printanières, flottent jusqu'à Québec. Les aires d'exploitation situées près d'un cours d'eau sont privilégiées parce qu'elles ne nécessitent pas de trop grands moyens techniques et financiers : une quarantaine d'entre elles sont dénombrées dans la région entre 1732 et 1751. Avant 1740, ce sont les forêts de Boucherville et de Sorel, d'où le transport par le fleuve vers Québec est facile, qui sont exploitées, mais on doit bientôt se résoudre à pénétrer plus loin au sud, vers la riche région forestière du lac Champlain qui devient la principale source d'approvisionnement des chantiers navals de Québec. L'industrie de la construction navale canadienne est rapidement minée par divers maux (épuisement rapide des ressources de qualité, éloignement progressif des zones d'exploitation, augmentation des coûts d'approvisionnement, baisse progressive de la qualité des bois) qui expliquent son échec vers 1750.

**DE LA COUPE  
À LA FABRICATION :  
DES ENTREPRENEURS  
RÉGIONAUX INTÉRESSÉS**

L'exploitation forestière destinée à la construction navale ne laisse pas indifférents certains entrepreneurs de la région. En 1731, Clément de Sabrevois de Bleury coupe 57 mètres cubes de bois de chêne le long de la rivière L'Acadie, à la limite de la seigneurie de Chambly et de la baronnie de Longueuil<sup>9</sup>. De leur côté, les seigneurs qui désirent profiter du courant initié par la construction navale exercent leur monopole de la coupe du bois sur leur fief : en 1738, le seigneur de Montarville, René Boucher de La Bruère, entreprend la coupe des arbres du mont Saint-Bruno reconnus comme excellents pour la construction de vaisseaux de 500 tonneaux. D'autres, comme Clément

Sabrevois de Bleury et son frère Charles, qui ne sont intéressés qu'à tirer du bois de construction des seigneuries de Bleury et de Sabrevois qu'ils ont reçues en 1733, se les voient enlever en 1741.

Dès les années 1730, certains se lancent dans la construction de bâtiments relativement importants à Chambly, à Verchères ou à Sorel<sup>10</sup>. En faisant construire *L'Aimable de Chambly*, un brigantin de 76 tonneaux terminé en 1732, Clément Sabrevois de Bleury s'engage dans le commerce intercolonial en envoyant son vaisseau à la Martinique avec une cargaison de vivres<sup>11</sup>. Dans le Haut-Richelieu, Joseph Payant dit Saint-Onge mène une barque de 45 tonneaux qu'il a construite pour le compte du roi en 1742, entre Saint-Jean et Saint-Frédéric. Durant la guerre de la Conquête, plusieurs ouvriers du chantier de Québec se transportent à Saint-Jean, puis à Saint-Frédéric, pour y construire diverses embarcations destinés à la guerre. Si la région connaît une accalmie sur le plan militaire après 1760, le chantier maritime de Saint-Jean est réactivé lors de la guerre de l'Indépendance américaine, servant tour à tour aux Britanniques et aux Américains. Après le traité de Versailles (1783), le chantier de Saint-Jean est graduellement délaissé, si bien qu'Isaac Weld, qui y passe en 1795, le trouve dans un état de délabrement avancé.



Maison des gouverneurs à Sorel. Érigée en 1781, transformée et restaurée à plusieurs reprises, elle servit aussi de manoir seigneurial. La photo a été prise vers 1925.

(Archives nationales du Québec à Québec, P1000, S4 (PN721-1), Photo Edgar Gariépy)

## La fabrication du goudron

La promotion de la construction navale entraîne le développement d'industries connexes comme celle de la fabrication du goudron qui sert à imperméabiliser les navires. Or, les compétences techniques en ce domaine

faisant défaut en Nouvelle-France, l'intendant Hocquart confie en 1731 à un de ses fonctionnaires, Médard-Gabriel Vallette de Chévigny, la tâche d'initier les habitants de la colonie à cette industrie méconnue au Canada. Chévigny se rend d'abord en divers endroits de la vallée du Saint-Laurent, dont Sorel, Chambly et Maska, à la recherche de pinèdes dont on pourrait tirer assez de résine pour fabriquer du goudron. Puis, il traverse en France où il apprend les procédés de fabrication du goudron, de la poix, de la résine et de la térébenthine. De retour au Canada en 1732, il parcourt la colonie, s'arrêtant notamment à Chambly, pour instruire les habitants sur cet art. Dès octobre 1732 et durant les années suivantes, la fabrication de goudron est régulièrement rapportée à Chambly où, le climat aidant, les pins coulent tôt. Cette production a cependant tôt fait de chuter malgré quelques initiatives personnelles. En 1741, par exemple, Clément Sabrevois de Bleury exploite un four à goudron près de l'île Sainte-Thérèse<sup>12</sup>. Après un essor remarquable jusque vers 1745, cette industrie périclité et meurt avec la guerre de la Conquête.

### Les scieries

Sous le Régime français, les seigneurs entreprennent la construction et le fonctionnement de scieries en raison d'un monopole qu'ils détiennent en ce sens. En 1710, le baron de Longueuil voit agrandir sa seigneurie pour une troisième fois pour lui permettre de construire « pour le bien et l'utilité publique », un ou deux moulins à scie sur la rivière L'Acadie<sup>13</sup>. De la même façon, Claude de Ramezay se voit octroyer une seigneurie près de l'embouchure de la rivière Yamaska en 1713 à la condition d'y ériger des moulins à scie. Des scieries sont donc implantées un peu partout dans la région, selon la disponibilité des ressources forestières et les besoins des censitaires<sup>14</sup>.

Les seigneurs exercent jalousement leur monopole sur les rivières qui sillonnent leurs fiefs, le respect de leurs prérogatives assurant la rentabilité de leurs scieries et leur garantissant des revenus. Cela laisse peu de place à l'initiative des censitaires. Pourtant, en 1713 les Jésuites accordent à François Leber et à Jean-Baptiste Hervieux la permission de construire une scierie sur la terre de Leber sise à la côte de la Fourche, dans la seigneurie de Laprairie, et de tirer de la grande commune seigneuriale les bois propres à faire des planches et des madriers, moyennant la dixième pièce de bois sortant du moulin. Les coupes considérables effectuées par les entrepreneurs sur la commune – entre 400 et 500 arbres durant le premier hiver – soulèvent un tollé chez les censitaires qui demandent en vain aux autorités de protéger ce bien commun<sup>15</sup>. Après la Conquête, Gabriel Christie fait ériger une scierie sur la rivière Lacolle qu'il loue, en 1766, à Benjamin Davis et Thomas Lancey<sup>16</sup>. Les bailleurs peuvent couper du

bois n'importe où dans la seigneurie, à la condition qu'il soit transformé au moulin seigneurial dont le produit appartient exclusivement à Christie. Un bail semblable est accordé à Joseph Lafontaine et à Benjamin Labonté en 1772, accordant plus de latitude aux bailleurs pour la vente des bois transformés.

Tableau 5.1

*Les scieries dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud sous le Régime français*

| Seigneurie   | Année | Situation    | Entrepreneurs                                        |
|--------------|-------|--------------|------------------------------------------------------|
| Boucherville | 1741  | Existante    | René Boucher de la Bruère                            |
|              | 1758  | Construction | René Boucher de la Bruère                            |
| Bourgchemin  | 1746  | Existante    | Louise de Ramezay                                    |
| Chambly      | 1706  | Construction | Claude de Ramezay                                    |
|              | 1726  | Existante    | Claude de Ramezay                                    |
|              | 1734  | Construction | Clément Sabrevois de Bleury et Jean-Baptiste Boucher |
| Châteauguay  | 1723  | Construction | Zacharie Robutel de La Noue                          |
| Laprairie    | 1713  | Construction | François Leber et Jean-Baptiste Hervieux             |
| Livaudière   | 1746  | Construction | Louise de Ramezay                                    |
| Longueuil    | 1710  | Construction | Charles Le Moyne de Longueuil                        |
| Ramezay      | 1713  | Construction | Claude de Ramezay                                    |
| Saint-Armand | 1750  | Construction | René-Nicolas Levasseur                               |
|              | 1759  | Abandon      | René-Nicolas Levasseur                               |

Source : Claude Richard, *L'industrie du bois en Nouvelle-France au 18<sup>e</sup> siècle*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1973, appendice A.

À l'échelle régionale, Louise de Ramezay s'impose comme figure dominante. Son père, Claude de Ramezay, s'était particulièrement intéressé aux moulins à scie, en en faisant construire un sur la rivière des Hurons, dans la seigneurie de Chambly (1706), et un autre dans la seigneurie de Ramezay (en 1712-1713). Après sa mort, en 1724, sa veuve s'associe pour cinq ans à Clément Sabrevois de Bleury pour exploiter la scierie de la rivière des Hurons, une affaire qui se terminera par un long procès. Après le décès de sa mère, en 1742, Louise veille à la productivité du moulin de la rivière des Hurons, bien situé pour débiter le bois en provenance du lac Champlain et ainsi alimenter les chantiers navals de Québec<sup>17</sup>. De 1745 à 1761, Louise de Ramezay entre en société avec Marie-Anne Legras, épouse de Jean-Baptiste-François Hertel de Rouville : les deux femmes font construire un moulin à scie et au autre à farine dans la seigneurie de Rouville. Louise s'associe en 1746 avec un certain Jean Chartier, établi plus au sud dans la seigneurie de Livaudière, pour construire

LOUISE DE RAMEZAY

une scierie sur la terre de celui-ci. Trois ans plus tard, elle se fait concéder l'immense seigneurie de Ramezay-la-Gesse, dans le même secteur, d'où elle peut tirer d'impressionnantes quantités de bois qui sont transformées dans ce moulin. Propriétaire de cinq seigneuries, en propre ou conjointement avec ses frères et sœurs, Louise de Ramezay peut asseoir ses fructueuses activités économiques sur une véritable fortune foncière.

## *L'agriculture*

Les débuts de l'agriculture régionale sont caractérisés par un lent processus de transplantation, d'expérimentation, d'adaptation et d'intégration de pratiques et de productions mal connues ou mal maîtrisées par de nouveaux arrivants décidés à s'implanter dans une contrée sauvage. Ces immigrants rencontrent des conditions bien différentes selon l'endroit où ils s'établissent. Les échecs et les succès des tentatives des premiers colons sur le plan agricole constituent de précieux acquis transmis aux générations futures dans le but d'assurer le meilleur fonctionnement possible des exploitations agricoles.

### **L'émergence du territoire agricole**

Les défrichements progressent au rythme du peuplement et de l'accroissement naturel qui s'opère au sein des familles. Le recensement de 1681 dévoile qu'après dix années de défrichement du territoire régional quelque 2 000 arpents de terre y sont défrichés, que la seigneurie de Sorel compte 19 % des terres mises en valeur, suivie par Boucherville (16,3 %) et Laprairie (10,7 %) et que la moyenne régionale de terres mises en valeur se situe autour de neuf arpents par famille. Le rythme des défrichements est déterminé par des facteurs comme le couvert forestier, l'énergie que les pionniers déploient pour abattre des arbres et les besoins familiaux.

En 1698, plus de 4 000 arpents de terres sont mis en valeur, et la quantité de terres labourables atteint 9 000 arpents au début des années 1710. Cet accroissement, important malgré les guerres qui ponctuent l'époque, peut s'expliquer par le fait que les enfants aînés des premiers colons atteignent la vingtaine, participent davantage à la mise en valeur de l'exploitation familiale et entreprennent même leur propre établissement. La Paix de Trente Ans provoque une hausse spectaculaire des défrichements qui atteignent 17 200 arpents en 1726 et 28 500 arpents en 1739. Ces chiffres s'expliquent par le rythme accéléré des concessions et par l'intensification de l'agriculture pour répondre aux besoins alimentaires de la population croissante.

À la fin du Régime français, les terresensemencées dans l'ensemble de la région totalisent 27 537 arpents représentant 18 % des superficies alors concédées. Les seigneuries de la Rive-Sud sont les plus développées à ce chapitre : ensemble, Varennes, Verchères, Boucherville et Longueuil totalisent plus de la moitié des espacesensemencés du territoire régional. Au moment de la Conquête, les zones défrichées suivent le peuplement : sur les rives du Saint-Laurent, de l'embouchure de la Châteauguay à celle de la Yamaska, et du Richelieu, entre Chambly et Sorel, mais pénétrant parfois profondément à l'intérieur des terres. Durant la génération suivante, l'abattage du bois gagne le Haut-Richelieu et la région maskoutaine, alors que, vers 1790, l'ère des défrichements est terminée sur la Rive-Sud et dans le Bas-Richelieu. Signalons enfin que les défrichements excessifs qui transforment le visage régional au XVIII<sup>e</sup> siècle favorisent l'érosion pluviale et éolienne des sols qui en viendra à affecter l'agriculture régionale au cours des siècles suivants.

DES RIVES DU SAINT-  
LAURENT VERS LE HAUT-  
RICHELIEU ET LA  
RÉGION MASKOUTAINE

Tableau 5.2

*Évolution des défrichements dans certaines seigneuries  
de la région Richelieu-Yamaska-Rive-Sud  
aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (en arpents)*

| Seigneurie         | Terres défrichées<br>en 1681 | Terres défrichées |                              | Augmentation |
|--------------------|------------------------------|-------------------|------------------------------|--------------|
| Boucherville       | 328                          | 3 705             | en 1725                      | 3 377        |
| Chambly            | 133                          | 647               | en 1723                      | 514          |
| Contrecoeur        | 145                          | 1 765             | en 1723 et 1725 <sup>1</sup> | 1 620        |
| Du Tremblay        | 59                           | 779               | en 1723                      | 720          |
| Île-Sainte-Thérèse | 94                           | 823               | en 1723                      | 729          |
| Laprairie          | 214                          | 3 610             | en 1723 <sup>2</sup>         | 3 396        |
| Longueuil          | 166                          | 1 033             | en 1723                      | 867          |
| Saint-Ours         | 166                          | 3 121             | en 1745                      | 2 955        |
| Sorel              | 388                          | 1 546             | en 1724                      | 1 158        |
| Varennes           | 206                          | 3 871             | en 1723 et 1736 <sup>3</sup> | 3 665        |
| Verchères          | 110                          | 2 991             | en 1736 et 1737 <sup>4</sup> | 2 881        |
| Total              | 2 009                        | 23 891            |                              | 21 882       |

1. Comprenant la seigneurie de Contrecoeur et l'arrière-fief de Fosseneuve.

2. Cet aveu et dénombrement, produit en 1723, n'a été transmis aux autorités qu'en 1733.

3. Comprenant les seigneuries de Varennes, de Cap-de-la-Trinité et de Saint-Michel.

4. Comprenant la moitié de Verchères et Simplin.

Sources : Benjamin Sulte, *Histoire des Canadiens français, 1608-1880*, Montréal, Wilson, 1882-1883, 8 vol., Recensement de 1681; Jacques Mathieu et Alain Laberge, dir., *L'occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent : les aveux et dénombremments, 1723-1745*, Sillery, Septentrion, 1991, 415 p.

## Les productions agricoles

Tout colon qui reçoit une censive s'engage à la labourer, à la cultiver et à l'ensemencer de grains qui assureront sa subsistance. C'est de cette nécessité que naît l'agriculture régionale ; celle-ci connaîtra son véritable essor à partir du milieu des années 1720, quand les productions se diversifieront et que les rendements agricoles grimpèrent en flèche.

L'agriculture régionale est caractérisée par certaines pratiques culturelles différentes de celles de la colonie dans son ensemble. La culture du blé, largement pratiquée dans la région, est épuisante pour le sol qu'on doit laisser reposer durant une certaine période afin de lui permettre de reconstituer son potentiel énergétique. Céréale, jachère, céréale : tel est le principe fondamental (appelé assolement biennal) sur lequel repose l'agriculture régionale avant 1790. C'est ainsi qu'en 1786 le marchand dyonisien Samuel Jacobs enjoint son fermier Louis Bouvier de ne semer annuellement que la moitié de sa terre<sup>18</sup>.

Le moulin à vent de Saint-Marc. Le pain étant l'aliment principal des colons, le seigneur était, moyennant redevances, tenu de bâtir et d'entretenir un moulin à blé.

(Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire)



Dans la région, on construit aussi des moulins à eau le long des rivières ou des ruisseaux. Celui-ci a été érigé sur la décharge du lac Hertel sur le flanc du mont Saint-Hilaire.

(Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)





Par ailleurs, l'engraissement des terres agricoles par la fumure animale fait défaut dans l'agriculture régionale naissante. À l'insouciance du fermier qui mise sur la fertilité naturelle des terres qui s'appauvrissent graduellement, s'ajoute le problème de la rareté du fumier dans les exploitations agricoles en raison de la faiblesse des cheptels<sup>19</sup>. De plus, les pratiques agricoles favorisent la prolifération en masse de mauvaises herbes qui livrent une concurrence acharnée aux espèces cultivées et contre lesquelles l'agriculteur ne dispose que de trop modestes moyens. Et que dire des épidémies d'insectes, en particulier les chenilles et les sauterelles, aussi soudaines qu'inattendues, qui ravagent les cultures? Au début de l'été de 1743, des habitants de La Prairie informent l'intendant Hocquart « qu'une quantité prodigieuse de chenilles tombées à ce qu'ils prétendoient du ciel ravageoient leurs prairies, leurs bleds, avoine et bled d'Inde<sup>20</sup> ». Devant pareils fléaux, les colons se résignent : le curé de La Prairie ne parvenant pas à conjurer le mauvais sort, les dirigeants pressent la métropole d'expédier des farines afin de soustraire la population à la disette.

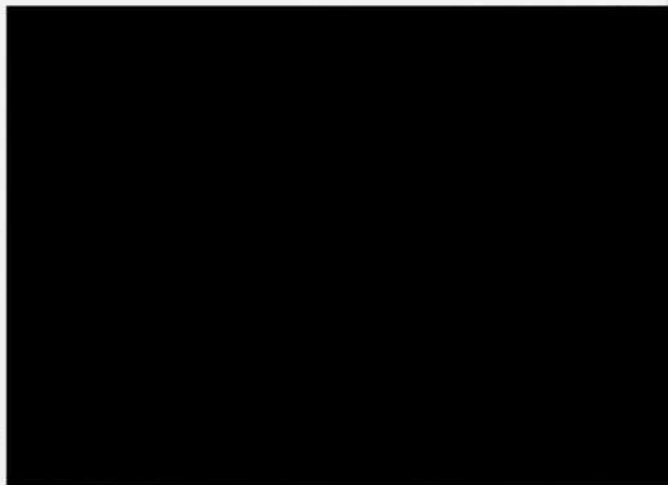
### *Les fruits de la terre*

La culture du blé domine largement l'espace cultivé dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud jusque vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le froment représente près de 60 % des productions agricoles régionales de 1698 à 1765, et occupe une place prépondérante dans chaque exploitation agricole. Durant toute cette période, les seigneuries de la Rive-Sud, particulièrement Boucherville et Laprairie, sont les plus grandes productrices de blé de la région. Le pain de froment demeure certes l'aliment de base de la population avant 1790, mais la forte prédominance du blé peut aussi s'expliquer par les conditions naturelles qui favorisent d'excellents rendements de cette exigeante céréale. Les terres neuves s'avèrent fertiles sans trop d'efforts : les rendements en blé dans le Bas-Richelieu auraient atteint 40 minots l'arpent dès les premières années de colonisation<sup>21</sup>. De plus,

### *LE BLÉ*

Maison de François-Pierre Boucher, construite en 1741 par l'entrepreneur-maçon Michel Dulude pour le troisième seigneur de Boucherville. Cette grande demeure en pierre est caractérisée par ses murs coupe-feu et ses larges cheminées. Un siècle plus tard on y ajoute une galerie sur la façade et, en 1914, on remplace ses quatre lucarnes par deux lucarnes monumentales.

(*Les chemins de la mémoire*, tome II, *Monuments et sites historiques du Québec*, Fonds Morisset, Photo Edgar Gariépy)





la forte et constante demande pour le blé sur les marchés locaux, régionaux et même internationaux encourage la production, voire la surproduction, de cette céréale d'autant plus que les marchands ruraux l'acceptent comme monnaie d'échange permettant d'acquitter les comptes courants en tout ou en partie. La région serait donc tournée et influencée par le marché, peut-être davantage que le reste de la vallée du Saint-Laurent.

*LES POIS, L'AVOINE,  
LE MAÏS ET L'ORGE*

Les recensements font état de plusieurs autres cultures. Celle des pois (pois verts, pois blancs, pois chiches, fèves et féveroles) est facile et ses excédents sont l'objet d'un certain négoce. Voilà qui explique pourquoi elle se classe bonne deuxième dans la région, représentant, bon an, mal an, quelque 15 % de la production agricole. Exclusivement réservée à l'alimentation animale, l'avoine est cultivée dans la région dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Son importance s'accroît année après année. La production de maïs, ou blé d'Inde, et d'orge, qui sert surtout à nourrir le bétail, reste négligeable. L'alimentation quotidienne de l'habitant est, comme il se doit, complétée par les produits du potager familial ainsi que par des fruits qui poussent bien sous le ciel régional. Dès le Régime français, des vergers sont d'ailleurs exploités sur l'île Sainte-Hélène (36 arpents) ainsi que dans les seigneuries de Saint-Ours et de Saint-Denis<sup>22</sup>.

La maison dite « La Chaumière », de Boucherville. Elle aurait été construite en 1742, et servait de résidence aux domestiques du manoir voisin ou de hangar à grain. Le toit de chaume, qui lui a valu son surnom, était une caractéristique des premières constructions en Nouvelle-France, mais il a été remplacé depuis longtemps par des bardeaux.

(Archives nationales  
du Québec à Québec,  
E6, D76-1009 (45))



Les familles paysannes se procurent la majeure partie des tissus chez les commerçants ruraux et la production de lin, qui apparaît au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, connaît une croissance rapide malgré l'épuisement de la terre que cette culture provoque. Par ailleurs, la culture du chanvre, introduite dans la région vers 1706 selon le vœu des dirigeants de la colonie, périclité au cours des années suivantes. La production du tabac est signalée dans la région à partir du milieu des années 1720, Boucherville, Laprairie, Varennes et Verchères se révélant les seigneuries les plus productives en ce domaine. Épuisant pour le sol, le tabac présente néanmoins quelques possibilités sur le marché urbain. À partir de 1737, les autorités coloniales incitent les habitants à s'adonner à cette culture : le commandant du fort de Chambly en met dix arpents en culture, une tentative qui semble fructueuse. Mais le tabac d'ici connaît la vive concurrence des produits importés et sa production demeure minime.

Un mot, enfin, sur les fourrages et surtout sur leur insuffisance à laquelle on attribue le faible développement de l'élevage aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Ces fourrages, qui comprennent surtout le foin mais aussi la paille des céréales et des pois, comptent pour moins de 5 % des productions paysannes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>23</sup>. Les habitants semblent davantage compter sur la productivité des prairies naturelles – on en trouve plusieurs à Saint-Ours en 1745 – et sur le « gros foin », composé d'herbes semi-aquatiques, qui pousse sur les berges des cours d'eau comme dans le fief de Simblin ou dans celui du Cap-Saint-Michel en 1736<sup>24</sup>.

### *Le cheptel*

Si l'élevage tient une place secondaire dans les exploitations agricoles de la région, on dénombre toutefois des animaux dès le recensement de 1681. La présence des bovins domine, représentant 90 % du cheptel en 1681 et se stabilisant autour de la moitié en 1765. Les bêtes à cornes sont principalement cantonnées dans les anciens établissements de la Rive-Sud. Chez les bovins, le bœuf est utilisé surtout pour fournir l'énergie motrice nécessitée par les travaux de la ferme, la vache sert pour la production laitière, et les jeunes, taureaux, taures, veaux et génisses, pour la relève du troupeau. Les aveux et dénombrements de la région de 1723 à 1745 rapportent quelque 500 étables servant à loger les bovins et aussi une quarantaine de laiteries pour la conservation du lait et de ses dérivés.

En 1670, l'intendant Jean Talon donne à Jacques de Chambly, qui commence un établissement autour du fort Saint-Louis, trois des chevaux qu'il a fait venir de France. Timidement introduits dans la région au XVII<sup>e</sup> siècle, les chevaux sont essentiellement utilisés comme animaux d'attelage servant à

### *LE LIN, LE CHANVRE ET LE TABAC*

### *LES FOURRAGES*



Médaille aux représentants des premiers colons occupant la terre ancestrale depuis plus de 200 ans. Décernée à la famille Grégoire de Saint-Valentin, en 1908.

(Archives nationales du Québec à Montréal, Fonds Jeanne Grégoire, P263, S9, P88)

Tableau 5.3

*Les productions agricoles et le cheptel dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, 1681-1765*

| Année | Productions (en boisseaux français) |       |        |        |       |        |        | Cheptel |         |        |       |       |
|-------|-------------------------------------|-------|--------|--------|-------|--------|--------|---------|---------|--------|-------|-------|
|       | Blé                                 | Maïs  | Pois   | Avoine | Orge  | Tabac  | Lin    | Chanvre | Chevaux | Bovins | Ovins | Porcs |
| 1681  |                                     |       |        |        |       |        |        |         | 2       | 728    | 80    |       |
| 1698  | 22 795                              | 4 387 | 3 875  | 2 845  | ***   |        |        |         | 21      | 1 284  | 28    | 347   |
| 1706  | 26 743                              | 339   | 5 840  | 7 940  |       |        | 1 975  |         | 234     | 2 060  | 280   | 689   |
| 1713  | 53 900                              | 740   | 22 770 | ***    | ***   |        | 6 360  | 2 770   | 539     | 2 574  | 1 535 | 1 922 |
| 1720  | 44 877                              | 724   | 5 809  | 10 693 |       |        | 6 253  | 78      | 718     | 2 654  | 2 382 | 2 211 |
| 1726  | 74 180                              | 2 683 | 16 440 | 16 960 | 1 177 | 11 300 | 10 150 | 270     | 991     | 4 026  | 3 057 | 2 417 |
| 1732  | 82 460                              | 2 525 | 25 030 | 17 980 | 1 600 | 11 630 | 12 540 | 390     | 1 174   | 4 755  | 2 510 | 3 225 |
| 1739  | 109 318                             | 444   | 26 032 | 23 613 | 581   | 13 262 | 17 227 | 95      | 1 571   | 6 624  | 3 138 | 3 692 |
| 1765  |                                     |       |        |        |       |        |        |         | 1 916   | 9 341  | 2 588 | 4 581 |

\*\*\* Inclus avec les pois.

Sources : Archives des colonies (France), Série G1, vol. 461 ; Benjamin Sulte, *Histoire des Canadiens français, 1608-1880*, Montréal, Wilson, 1882-1884, 8 vol., Recensement de 1681 ; *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, Recensement de 1765.

la production agricole, aux charrois et aux déplacements des habitants. Les aveux et dénombrements recensent 172 écuries pour la période 1723-1745. Seuls les paysans aisés peuvent compter sur une paire de chevaux.

Les habitants élèvent aussi des moutons, moins pour s'en nourrir que pour leur laine qui est, avec le lin, la fibre la plus utilisée dans la confection des vêtements. L'élevage ovin connaît son apogée au cours des années 1720, alors que les moutons comptent pour le tiers des animaux de ferme. La région regroupe une soixantaine de bergeries entre 1723 et 1745, les deux tiers étant dans Boucherville<sup>25</sup>. Le nombre de moutons ne représente plus que 15 % du cheptel régional en 1765, pour une moyenne de trois par ferme.

#### LES OVINS

On dit qu'un cochon se mange de la tête à la queue, pieds et oreilles compris. Rôtie, bouillie ou salée, prenant tantôt forme de jambon, tantôt de charcuterie ou tantôt de cretons, la viande de porc, très riche en calories, est particulièrement prisée des habitants du pays. Voilà pourquoi, dès le tournant du XVIII<sup>e</sup> siècle, le nombre de porcs compte pour environ le quart des animaux élevés dans la région. Chaque exploitation agricole n'en possède toutefois que deux ou trois. Les habitants de la région possèdent également des volailles, poules, oies et dindes, qui contribuent à la diversification de leur alimentation. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, chaque exploitation de la seigneurie de Saint-Hyacinthe compte, en moyenne, sept volailles<sup>26</sup>.

#### LE PORC

### *Le commerce rural*

Si, avant 1790, les productions agricoles servent avant tout à satisfaire les besoins de la famille, le monde agricole ne peut tout de même échapper aux rapports marchands : l'habitant doit régulièrement se procurer les denrées et les produits transformés qu'il ne peut récolter ou fabriquer lui-même. Il doit apprendre à acheter, à vendre, à transiger, à manier de l'argent ou, à défaut, à en connaître la valeur. Intermédiaire privilégié entre les producteurs locaux, la population et le monde extérieur, le marchand rural assure l'essentiel des échanges sur son territoire.

#### Les marchands ruraux

Le développement du commerce triangulaire entre la France, les Antilles et le Canada stimule l'intérêt pour les échanges commerciaux au sein de la colonie du Saint-Laurent. Au début des années 1730, le développement de bourgs de la Rive-Sud autorise la venue de premiers marchands alors assurés

de revenus suffisants. Le Bas-Richelieu, par contre, n'en est qu'au stade des défrichements et les habitants qui veulent se procurer certaines marchandises de base doivent se rendre à Montréal ou à Québec.

#### UNE CLIENTÈLE AVANT TOUT LOCALE

Parmi les premiers marchands de la région, signalons le Français François-Pierre Cherrier, établi à Longueuil en 1736, et François-Augustin Bailly de Messein, qui tient boutique à Varennes dès 1731 et qui sera devenu, à la fin de sa vie en 1771, le principal marchand rive-sudien<sup>27</sup>. Les entreprises des marchands ruraux sont habituellement modestes et leur envergure, d'abord locale, peut s'étendre à quelques paroisses voisines ou, dans certains cas, atteindre les grandes villes que sont Montréal et Québec<sup>28</sup>. Par exemple, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la moitié de la population de Varennes compte parmi la clientèle du marchand local Gaspard Massue.

L'accumulation de capital peut parfois devenir importante et déboucher sur une véritable fortune. Par leur rôle particulier dans l'économie locale ou régionale, par leur place dans la hiérarchie sociale et par leur prestige dans la société rurale, les marchands ruraux, aussi appelés marchands généraux, font plus qu'exercer une profession : ils forment un véritable type social.

### La vente au détail

La vente au détail constitue l'activité première et la principale source de profits du marchand général qui, comme son nom l'indique, vend de tout, ravitaillant la population en produits exotiques, en matières premières et en produits manufacturés qui ne peuvent être trouvés ou fabriqués sur place. La différence entre les prix d'achat en gros effectués auprès de fournisseurs urbains et leur revente à l'unité assure une confortable marge bénéficiaire aux marchands, malgré l'arrivée de concurrents qui est synonyme d'amoindrissement des profits.

#### L'INTÉRÊT POUR LES PRODUITS MANUFACTURÉS

Provenant de l'extérieur de la paroisse, de la région ou même de la colonie, les produits manufacturés jouissent d'une incontestable prépondérance parmi les stocks qui garnissent les tablettes des magasins : textiles et vêtements – de loin les plus en demande –, aliments et boissons, outillage et équipement, et divers articles domestiques (ustensiles, vaisselle, tabac et pipes, cartes à jouer, etc.). Les inventaires des stocks du marchand dyonisien Samuel Jacobs effectués en 1764 et en 1786 révèlent que les demandes de sa clientèle sont demeurées les mêmes, que la valeur de l'inventaire en magasin n'a pas changé et que les prix sont restés stables. Jacobs tente toutefois de se démarquer de ses compétiteurs en offrant à sa clientèle d'habitants et de cabaretiers un rhum de qualité d'ailleurs fort prisé des Canadiens.

Le chiffre d'affaires de Gaspard Massue, établi à Varennes à la toute fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, dépend principalement des clients qui achètent annuellement pour cent livres et plus. Mais la majorité des clients (45 %) achètent peu ou épisodiquement, se contentant du strict nécessaire, et restent donc à l'écart de la vie d'échanges en raison d'un pouvoir d'achat insuffisant. Le principal problème du commerce de détail en milieu rural réside dans le paiement des fournitures par les acheteurs : il faut souvent attendre des années avant d'être payé, et les paiements se font couramment en nature, en grains notamment, selon les saisons ou l'abondance des récoltes. Ce problème se traduit par un manque chronique de liquidités chez les marchands ; par contre, le crédit s'avère une excellente façon d'attirer et de garder une clientèle tout en s'assurant un approvisionnement régulier en grains. Certains, comme Samuel Jacobs, préfèrent donc subir des pertes dans les ventes au détail, mais solidifier voire rentabiliser leurs opérations en gros<sup>29</sup>. Les ventes au détail atteignent leur point

#### DES PAIEMENTS LENTS À VENIR



Maître-autel de l'église de la Sainte-Famille-de-Boucherville. Le tabernacle est réalisé par Gilles Bolvin en 1745, en bois doré et peint. C'est le seul encore à l'état naturel. Le tombeau d'autel date de 1803 et est l'œuvre de Louis Quévillon et l'atelier des Écorres.

(Archives nationales du Québec à Québec, E6, D76.1099[45])

culminant à l'automne, alors que Jacobs revient de Québec avec les nouvelles marchandises qu'il peut échanger contre les surplus de blé que les habitants de la région lui apportent. Les dimanches et les jours de fête, les habitants de la paroisse convergent vers l'église pour les offices religieux ; ils en profitent pour se rencontrer, mais aussi pour effectuer des achats au magasin général qui devient l'autre grand lieu public de la communauté rurale.

### Le commerce du blé

Culture vivrière par excellence dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, le blé est largement consommé par l'habitant et par les siens avant que quelques surplus puissent faire l'objet d'une certaine commercialisation.

#### LES « COUREURS DE CÔTES »

Vers la fin du Régime français, le sud de Montréal acquiert une enviable réputation dans la production céréalière, ce qui attire des marchands itinérants. Communément appelés « coureurs de côtes », les marchands forains battent les campagnes où, grâce aux rapports privilégiés qu'ils entretiennent avec les producteurs, ils cherchent à accaparer la meilleure production agricole qu'ils échangent contre des biens qu'ils se sont procurés à crédit auprès d'importateurs québécois. Puis, ils retournent vendre les grains acquis aux marchands urbains et aux exportateurs. Les marchands forains, qui contournent les réseaux commerciaux patiemment mis sur pied par les marchands locaux, sont perçus dès les années 1740 comme des éléments indésirables à cause de la vive concurrence qu'ils imposent aux marchands domiciliés. Jean Leroux dit Provençal représente le type même du « coureur de côtes », une profession qu'il exerce dans la région soreloise de 1738 à 1744<sup>30</sup>. La vie plutôt nomade d'un marchand forain semble mieux convenir aux jeunes hommes sans attache ni obligation familiale. Quand Leroux dit Provençal se marie, en 1745, il s'établit alors à Sorel où il devient un honorable marchand domicilié.

#### LES MARCHANDS CÉRÉALISERS

Le passage de la colonie sous le joug britannique accélère la tendance à la hausse de la demande en grains qui avait déjà commencé à se manifester au cours des dernières années du Régime français. Après 1760, la quête du blé, qui devient le pilier de l'économie coloniale, connaît une course effrénée et la lutte que se livrent les marchands est féroce. La production agricole régionale atteint alors un niveau suffisant pour que des surplus soient exportés en Europe vers la fin de la période qui nous intéresse.

Après la Conquête, la région exerce un indéniable attrait sur des marchands qui entreprennent de commercialiser les productions agricoles du Bas-Richelieu et de la Rive-Sud, dont l'économie repose sur la production de grains.



Les affaires de certains marchands locaux prennent d'ailleurs une véritable envergure régionale. Ces marchands céréaliers se hissent au-dessus du simple commerce de détail et règnent sur de véritables entreprises commerciales avec des employés, des entrepôts, une flottille d'embarcations de transport, des relations avec des courtiers, des grossistes, des exportateurs, etc. La prospérité agricole incite des marchands étrangers à s'établir dans la région ; c'est le cas de Samuel Jacobs à Saint-Denis, de Jacques Cartier à Saint-Antoine ou de François Mailhot à Verchères.

Samuel Jacobs est le marchand céréalier typique de l'ère pré-capitaliste régionale<sup>31</sup>. Ce Juif d'origine européenne arrive au Canada lors de la Conquête à titre de pourvoyeur des troupes britanniques. L'un des premiers expéditeurs de productions régionales, à la fois grossiste et détaillant, partagé en affaires entre Québec et la campagne bas-richelaine, Jacobs appuie ses activités commerciales, financières et même industrielles sur le marché des grains. Il ne se contente pas du blé que les habitants viennent lui porter ; il en achète de grandes quantités de seigneurs, de curés et de petits marchands ruraux de Chambly, de Belœil, de Varennes et d'ailleurs dans la région<sup>32</sup>. Jacobs apprend à composer avec le rythme des saisons et, par là, à utiliser efficacement le Richelieu à des fins commerciales. De 1762 à 1773, il expédie annuellement à Québec quelque 6 000 minots de blé, ses exportations hors de la région dépassant 13 000 minots en 1773.

### Le crédit et les prêts

Le marchand rural est un homme d'argent, une sorte de banquier du village<sup>33</sup>. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la pratique qui consiste à payer ses achats comptant paraît inexistante dans la région. En règle générale, les clients payent mal et avec une extrême lenteur, un comportement qui oblige le marchand à faire crédit et à ainsi immobiliser une bonne part de ses profits. Par exemple, à la fin de la vie de François-Augustin Bailly de Messein, les créances représentent plus de la moitié de son actif, la majeure partie résultant de la vente de marchandises à son magasin. Certes, le blé livré par les habitants permet d'acquitter une dette, en tout ou en partie. Mais tous les clients ne bénéficient pas de surplus en blé et un marchand n'est en aucun temps tenu d'accepter un paiement en grains, surtout quand les récoltes sont exceptionnelles.

Les débiteurs peuvent s'acquitter de leur dette de plusieurs manières. La solution la plus simple consiste à obtenir quittance en payant le montant de l'obligation ou en remboursant le principal de la rente constituée. Seulement le tiers des débiteurs usent de cette pratique, ce qui signifie que plusieurs

UN CERCLE VICIEUX



personnes courent les risques les plus graves : un jour ou l'autre, le marchand doit récupérer son dû sous peine de connaître lui-même de sérieuses difficultés financières. Des poursuites sont alors intentées contre les plus importants débiteurs. La population rurale se retrouve donc piégée dans un cercle vicieux : certains n'ont pas d'autre solution pour satisfaire les besoins les plus essentiels, alors que d'autres vivent carrément au-dessus de leurs moyens. Plusieurs ne se libèrent d'une dette qu'en perdant une terre ou un immeuble offert en garantie, ce bien pouvant alors être acquis par le marchand lui-même, ce qui explique l'impressionnant patrimoine immobilier des marchands F.-A. Bailly de Messein, Jean Leroux dit Provençal, François Mailhot et Samuel Jacobs.

Quant aux prêts proprement dits, ils servent surtout à l'achat de terres, mais aussi à faire construire des bâtiments ou à apporter des améliorations à une terre. Les marchands ruraux de la région acceptent donc ce rôle de prêteurs, entre autres pour pouvoir se procurer des fonds leur permettant d'acquérir de la terre qui commence à se faire rare à cette époque où la population croît rapidement et alors que l'on tente de repousser la solution du morcellement. Dès les dernières années du Régime français, ce phénomène conduit à un important endettement hypothécaire. Voilà pourquoi les marchands acquièrent une position dominante, les profits de leur commerce leur permettant d'être des pourvoyeurs d'argent de plus en plus sollicités.

\* \* \*

Les activités de production, d'échange et de transformation qui ont cours dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud avant 1790 gravitent autour de l'exploitation des ressources naturelles régionales. Celles-ci sont exploitées, parfois à outrance, les arbres ayant été abattus jusqu'à la disparition de certaines espèces dès les années 1740, les terres ayant étéensemencées jusqu'à l'épuisement qui marquera le début du XIX<sup>e</sup> siècle. La nette prédominance de l'agriculture, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif durant les 125 premières années de l'histoire régionale, fait du cœur de la Montérégie la région la plus importante de la vallée du Saint-Laurent à ce chapitre. La place qui est laissée à une certaine diversification économique n'est occupée que par une poignée d'aventuriers tentés par la fourrure et par quelques entrepreneurs cherchant fortune dans des projets parfois d'envergure. On est, malgré tout, frappé par le caractère extra-régional des activités économiques, qu'il s'agisse de la traite des fourrures vers Albany ou vers les Pays d'en-haut, de l'exploitation des forêts pour les chantiers navals de Québec ou même de la vente des surplus agricoles à la métropole britannique.

*L'émergence d'une société rurale*

---



Le manoir des jésuites, seigneurs de Laprairie, construit en 1700 et photographié en 1890. Il servit de réserve pour le grain après le départ des jésuites. Seulement trois seigneuries ont été attribuées au clergé, dont celle de Laprairie. La majorité des seigneurs sont des officiers militaires.  
(Société historique de Laprairie de la Magdeleine, Photo J.-A. Dumas)

Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud revêt déjà le caractère essentiellement rural qui marquera toute son histoire. Dès l'époque pionnière, des structures civiles et religieuses sont implantées afin d'encadrer et de soutenir efficacement les défricheurs de la région naissante. Ces institutions connaîtront d'importantes transformations lorsque la population s'accroîtra, revêtant des caractéristiques particulières et prenant des couleurs régionales. Une pareille évolution rend d'ailleurs compte des changements qui surviennent dans cette société en formation, alors que les contrastes se manifestent, que l'exercice du pouvoir devient un enjeu véritable et que les occasions de solidarité se multiplient.

### *Les seigneuries*

Première structure d'encadrement de la Nouvelle-France, le régime seigneurial joue un rôle de premier plan dans la définition des traits fondamentaux de la collectivité régionale parce qu'il assure l'attribution des terres et qu'il gère de la sorte la marche du peuplement. Le régime seigneurial constitue l'unique mode de partage et d'occupation des terres dans la colonie avant 1790. C'est par ce mode de distribution que l'État confie à des entrepreneurs, appelés seigneurs, le développement d'une portion plus ou moins étendue de la colonie, la seigneurie. Si les seigneurs jouissent de droits rattachés à la possession d'un fief, ils se voient par contre imposer certaines conditions leur permettant de jouir de ces privilèges. Pour leur part, les censitaires ont des obligations envers le seigneur des lieux tout en bénéficiant de certains pouvoirs.

| Les droits et les devoirs du seigneur et du censitaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| Les devoirs du seigneur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Les droits du censitaire  |
| <b>ENVERS L'ÉTAT</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Peupler et mettre en valeur sa seigneurie (sous peine de réunion de celle-ci au Domaine du roi)</li> <li>• Affirmer sa fidélité au roi et sa volonté de remplir ses devoirs (foi et hommage)</li> <li>• Recenser et décrire l'état de développement de sa seigneurie (aveu et dénombrement)</li> <li>• Réserver au roi le bois de chêne et les mines qui se trouvent sur sa seigneurie</li> <li>• Payer à l'État un cinquième du prix de vente de sa seigneurie (droit de quint)</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                 |                           |
| <b>ENVERS LE CENSITAIRE</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Habiter ou faire habiter sa seigneurie (feu et lieu)</li> <li>• Concéder des terres à tous ceux qui en font la demande</li> <li>• Construire un moulin à farine (moulin banal)</li> <li>• Rendre la justice de première instance</li> <li>• Réserver des terres pour que les censitaires y fassent paître leur bétail (commune)</li> <li>• Contribuer au paiement des dépenses de l'église paroissiale</li> <li>• Participer aux corvées de voirie ordonnées par l'intendant</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                              |                           |
| <b>EXIGES DU SEIGNEUR</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence et protection du seigneur dans un manoir habité</li> <li>• Recevoir une terre sur demande</li> <li>• Se servir du moulin pour moudre son blé</li> <li>• Avoir droit à un tribunal de justice de première instance</li> <li>• Bénéficier d'une commune</li> <li>• Bénéficier du soutien financier du seigneur dans les dépenses de l'église</li> <li>• Avoir l'appui du seigneur dans l'entretien des chemins</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                           |
| Les droits du seigneur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Les devoirs du censitaire |
| <b>DROITS HONORIFIQUES</b> <p>Exigés de l'église paroissiale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Posséder un banc gratuit à l'avant de l'église (banc seigneurial)</li> <li>• Pouvoir être enterré sous son banc</li> <li>• Avoir préséance lors de cérémonies (processions, par exemple)</li> <li>• Avoir droit à des prières pour lui et sa famille</li> </ul> <p>Exigés de la collectivité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recevoir la plantation du mai</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                           |
| <b>DROITS ONÉREUX</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Percevoir le cens</li> <li>• Percevoir les rentes</li> <li>• Percevoir les lods et ventes</li> <li>• Avoir priorité d'achat sur toute terre mise en vente (droit de retrait)</li> <li>• Percevoir le droit de mouture</li> <li>• Imposer des corvées</li> <li>• Reprendre une terre non défrichée (droit de réunion)</li> <li>• Prélever une partie de la pêche</li> <li>• Prélever des droits pour la commune</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                           |
| <b>ENVERS LE SEIGNEUR</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Payer une taxe symbolique représentant sa dépendance envers le seigneur (cens)</li> <li>• Payer une taxe annuelle par arpent de front de sa censive (rentes)</li> <li>• S'acquitter d'une taxe correspondant au douzième de la valeur d'une terre achetée (lods et ventes)</li> <li>• Laisser au seigneur le droit d'acheter sa terre dans les 40 jours</li> <li>• Payer le quatorzième minot de blé moulu au moulin banal</li> <li>• Participer aux corvées (semences, foins, labours) durant trois ou quatre jours par année</li> <li>• Habiter sa terre (feu et lieu) et la mettre en valeur</li> <li>• Donner une partie de la pêche au seigneur</li> <li>• Payer les droits pour l'usage de la commune</li> </ul> |                           |
| <b>ENVERS LA COLLECTIVITÉ</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Laisser passer et entretenir les chemins sur sa terre</li> <li>• Donner le découvert à ses voisins</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                           |

## La propriété seigneuriale

Les seigneuries de la Nouvelle-France sont attribuées à des membres de l'élite coloniale que les dirigeants croient capables de s'acquitter adéquatement de leurs devoirs. Les intérêts des seigneurs divergent : pour certains, l'acquisition d'une seigneurie est une forme de prestige ou de promotion sociale, alors que pour d'autres elle représente un investissement sûr et rentable ou une possibilité de spéculation et d'exploitation commerciale. Un cas exemplaire, voire exceptionnel, mérite cependant d'être signalé ; c'est celui de Pierre Boucher qui, en 1667, quitte son poste de gouverneur de Trois-Rivières pour s'établir au milieu des colons de sa seigneurie, dans la Montérégie sauvage, où il consacre le reste de sa vie à développer une seigneurie modèle répondant à son propre idéal.

Les seigneurs initiaux du Richelieu-Yamaska-Rive-Sud se répartissent en quatre grandes catégories socioprofessionnelles<sup>1</sup> : les militaires, dont plusieurs font partie de la noblesse coloniale, représentent plus de la moitié d'entre eux. Ex-officiers du régiment de Carignan-Salières, comme Pierre de Saint-Ours, ou officiers des Troupes de la Marine, comme Louis Denys de La Ronde, ces hommes sont choisis en raison de leur mérite militaire et de leur aptitude présumée à soutenir la défense de la région ; la noblesse coloniale regroupe des membres de la petite noblesse française à la tête de la colonie (Pierre-François Rigaud de Vaudreuil) et des Canadiens anoblis (Charles Le Moyne) ; le clergé ne se voit attribuer que trois seigneuries, deux d'entre elles revenant à la Compagnie de Jésus ; enfin, si certains seigneurs se sont distingués dans les affaires (Louise de Ramezay) et dans l'administration coloniale (François Daine), d'autres, d'origine plus modeste (Michel Messier), parviennent à accéder à ce rang convoité grâce à leur mérite personnel.

Au fil des ans, la propriété seigneuriale évolue selon des modes parfois fort différents. Certaines seigneuries parmi les plus anciennes, comme Boucherville, Saint-Ours ou Rouville, constituent un véritable patrimoine familial qui reste majoritairement entre les mains de la descendance du seigneur initial jusqu'en 1790. Au contraire, d'autres seigneuries sont vendues pour diverses raisons : incapacité des descendants à poursuivre l'œuvre seigneuriale, manque d'intérêt, besoin de liquidités, spéculation foncière. Ainsi, en 1711, Joseph Hertel vend sa seigneurie de Belœil à Charles Le Moyne, fils, baron de Longueuil. Dans certains cas, les ventes successives se multiplient : la seigneurie de Yamaska, concédée en 1683, est donnée à Charles Aubert de La Chesnaye en 1685 ; ce dernier la cède en 1694 à Pierre Petit dont les héritiers la vendent à Joseph Godefroy de Tonnancour en 1749. L'évolution de la propriété seigneuriale témoigne de certaines concentrations individuelles ou familiales, le

plus souvent à la suite d'achats ou de mariages : à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, la famille Hertel possède les seigneuries de Belœil, Cournoyer, Rouville et Chambly.

### Les seigneurs initiaux du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud

| Seigneurie                                              | Concession-réunion | Seigneur initial                               |
|---------------------------------------------------------|--------------------|------------------------------------------------|
| Alainville                                              | 1758               | Michel Chartier de Lotbinière                  |
| Beaujeu                                                 | 1755               | Louis Liénard de Beaujeu de Villemomble (père) |
| Beaujeu                                                 | 1733-1741          | Louis Liénard de Beaujeu (fils)                |
| Beauvais                                                | 1734-1741          | Philippe-René Le Gardeur de Beauvais (fils)    |
| Bedout (voir Livaudière)                                | 1752               | Jean Antoine Bedout                            |
| Belcour                                                 | 1733-1741          | Jacques de Lafontaine de Belcour               |
| Bellevue/Vitré/Boisseau/Boisselière<br>(voir Chicoinne) | 1672               | Charles Denys de Vitré                         |
| Belœil                                                  | 1694               | Joseph-François Hertel                         |
| Bleury I                                                | 1733-1741          | Jacques-Charles Sabrevois de Bleury            |
| Bleury II                                               | 1750               | Jacques-Charles Sabrevois de Bleury            |
| Boisfranc                                               | 1733-1741          | François Daine                                 |
| Bonssecours                                             | 1702               | Frères Hospitaliers                            |
| Boucherville                                            | (1664) 1672        | Pierre Boucher                                 |
| Bourg-Marie                                             | 1708               | Marie-Joseph Fézeret                           |
| Bourgchemin                                             | 1695               | Jacques-François Hamelin de Bourgchemin        |
| Cabanac                                                 | 1695               | Joseph Desjordy de Cabanac                     |
| Cap-de-la-Trinité/Notre-Dame                            | (1668) 1672        | Michel Messier (suite au partage de 1676)      |
| Cap-Saint-Michel                                        | (1668) 1672        | Jacques Lemoyne (suite au partage de 1676)     |
| Chambly                                                 | 1672               | Jacques de Chambly                             |
| Châteauguay                                             | 1673               | Charles Le Moyne                               |
| Chevalier Roque                                         | 1672               | Roque (chevalier)                              |
| Choicoine (détachée de Bellevue)                        | 1678               | Pierre Chicoine                                |
| Contrecoeur                                             | 1672               | Antoine Pécaudy de Contrecoeur                 |
| Cournoyer                                               | 1695               | Jacques Hertel de Cournoyer                    |
| Dagneau Douville                                        | 1736-1741          | Michel Dagneau Douville                        |
| Daneau (de Muy)                                         | 1752               | Jacques Pierre Daneau de Muy                   |
| De Léry                                                 | 1733               | Gaspard Chaussegros de Léry                    |
| Desjordy                                                | 1695               | François Desjordy de Cabanac                   |
| Du Tremblay (détachée de Varennes)                      | 1672               | René Gaultier de Varennes                      |
| Estèbe (voir La Gauchetière)                            | 1744               | Guillaume Estèbe                               |
| Foucault I                                              | 1733-1741          | François Foucault                              |
| Foucault II (et augmentation)                           | 1743               | François Foucault                              |
| Hocquart                                                | 1743               | Gilles Hocquart                                |
| Île-Sainte-Thérèse (voir Lafresnaye)                    | 1672               | Michel Sidrac Dugué de Boisbriand              |
| Îles Beauregard                                         | 1674               | André Jarret de Beauregard                     |
| La Citière                                              | 1635               | François de Lauzon de Liret                    |
| La Gauchetière                                          | 1733-1741          | Daniel Migeon de La Gauchetière                |
| La Guillaudière/Grandmaison                             | 1672               | Laurent Bory dit Grandmaison                   |

## Les seigneurs initiaux du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud (suite)

| Seigneurie                                           | Concession-réunion | Seigneur initial                           |
|------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------------------------|
| La Moineaudière/La Moelle                            | 1736               | Pierre Raimbault                           |
| La Pécaudière                                        | 1734-1741          | Pierre-Claude Pécaudy de Contrecœur        |
| La Perrière                                          | 1734-1741          | René Boucher de La Perrière                |
| La Salle                                             | 1750               | Jean-Baptiste Leber de Senneville          |
| Lacolle                                              | 1733-1741          | Louis Denys de La Ronde                    |
| Lacolle/Beaujeu                                      | 1743               | Daniel-Hyacinthe-Marie Liénard de Beaujeu  |
| Lafresnaye (arrière-fief de La Citière)              | 1662               | Ignace Boucher                             |
| Lanouiller de Boisclerc                              | 1735               | Jean-Eustache Lanouiller de Boisclerc      |
| Livaudière                                           | 1733-1741          | Jacques-Hugues Péan de Livaudière          |
| Longueuil (arrière-fief de La Citière)               | 1657               | Charles Le Moyne                           |
| Lusignan                                             | 1733-1741          | Paul-Louis Dazemard de Lusignan            |
| Monnoir                                              | 1708               | Claude de Ramezay                          |
| Montarville                                          | 1710               | Pierre Boucher de Boucherville             |
| Noyan/Île-aux-Noix I                                 | 1733-1741          | Pierre-Jacques Payen de Noyan et de Chavoy |
| Noyan/Île-aux-Noix II                                | 1743               | Pierre-Jacques Payen de Noyan et de Chavoy |
| Pancalon/Grande-Île I                                | 1734-1741          | François-Antoine Pécaudy de Contrecœur     |
| Pancalon/Grande-Île II                               | 1749               | François Daine                             |
| Prairie-de-la-Madeleine (arrière-fief de La Citière) | 1647               | Compagnie de Jésus                         |
| Ramezay                                              | 1713               | Claude de Ramezay                          |
| Ramezay-la-Gesse                                     | 1749               | Louise de Ramezay                          |
| Rochbert                                             | 1737-1741          | Louis-Joseph Rochbert                      |
| Rouville                                             | 1694               | Jean-Baptiste Hertel de Rouville           |
| Sabrevois I                                          | 1733-1741          | Charles Sabrevois de Bleury                |
| Sabrevois II                                         | 1743               | Guillaume Estèbe                           |
| Sabrevois III                                        | 1750               | Charles Sabrevois de Bleury                |
| Saint-Armand                                         | 1748               | Nicolas-René Levasseur                     |
| Saint-Charles-de-Yamaska                             | 1701               | René Fézeret                               |
| Saint-Charles/Île-aux-Cerfs/Saint-François-le-Neuf   | 1695               | Joseph-François Hertel de La Fresnière     |
| Saint-Denis                                          | 1694               | Louis de Gannes de Falaise                 |
| Saint-Hyacinthe/Maska                                | 1748               | Pierre-François Rigaud de Vaudreuil        |
| Saint-Ours                                           | 1672               | Pierre de Saint-Ours                       |
| Saint-Vincent                                        | 1733-1741          | Sieur de Saint-Vincent, fils               |
| Sault-Saint-Louis                                    | 1680               | Compagnie de Jésus                         |
| Simblin/Saint-Blain (détachée de Verchères)          | 1686               | Marie-Janne Jarret de Verchères            |
| Sorel                                                | 1672               | Pierre de Saurel                           |
| Varennes (voir Du Tremblay)                          | 1672               | René Gaultier de Varennes                  |
| Verchères (voir Simblin)                             | 1672               | François Jarret de Verchères               |
| Yamaska/La Vallière                                  | 1683               | Michel Leneuf de La Vallière               |

Sources : Pierre-Georges Roy, *Inventaire des concessions en fiefs et seigneuries, foi et hommages et aveux et dénombrements conservés aux Archives de la Province de Québec*, Beauceville, L'Éclaireur, 1927-1929, 6 vol. ; Richard Cole Harris, dir., *Atlas historique du Canada. I : Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, planche 51 : Les seigneuries.



La transmission des biens de génération en génération est régie par la Coutume de Paris qui assure tous les héritiers d'une part du gâteau, mais qui entraîne de nombreuses divisions successorales : plusieurs seigneuries se retrouvent morcelées, personne dans la famille n'exerçant un véritable contrôle majoritaire. En 1725, par exemple, la moitié de la seigneurie de Boucherville appartient à Jeanne Crevier, la veuve de Pierre Boucher de Grosbois et de Boucherville, un second quart appartient à Pierre Boucher de Boucherville, le fils aîné de la famille, et le dernier quart est divisé en 44 parties égales pour les autres enfants Boucher et leurs propres héritiers. Parfois, on tente de réunifier des seigneuries trop morcelées, certains héritiers reprenant par achat ou par cession les droits dont leurs cohéritiers désirent se départir. C'est le cas de René Boucher de la Bruère qui, en 1750, achète de ses frères et sœurs les droits acquis à la mort de leur père, en 1740, représentant pour chacun un quart de la seigneurie de Montarville.

#### DE NOUVEAUX SEIGNEURS ANGLOPHONES



Après la défaite de 1760, on assiste à un glissement de la propriété seigneuriale aux mains de marchands ou de militaires anglais. C'est le cas de Charles William Grant (1782-1848) qui hérite de sa mère, Marie Lemoyne, de la seigneurie et du titre de baron de Longueuil.

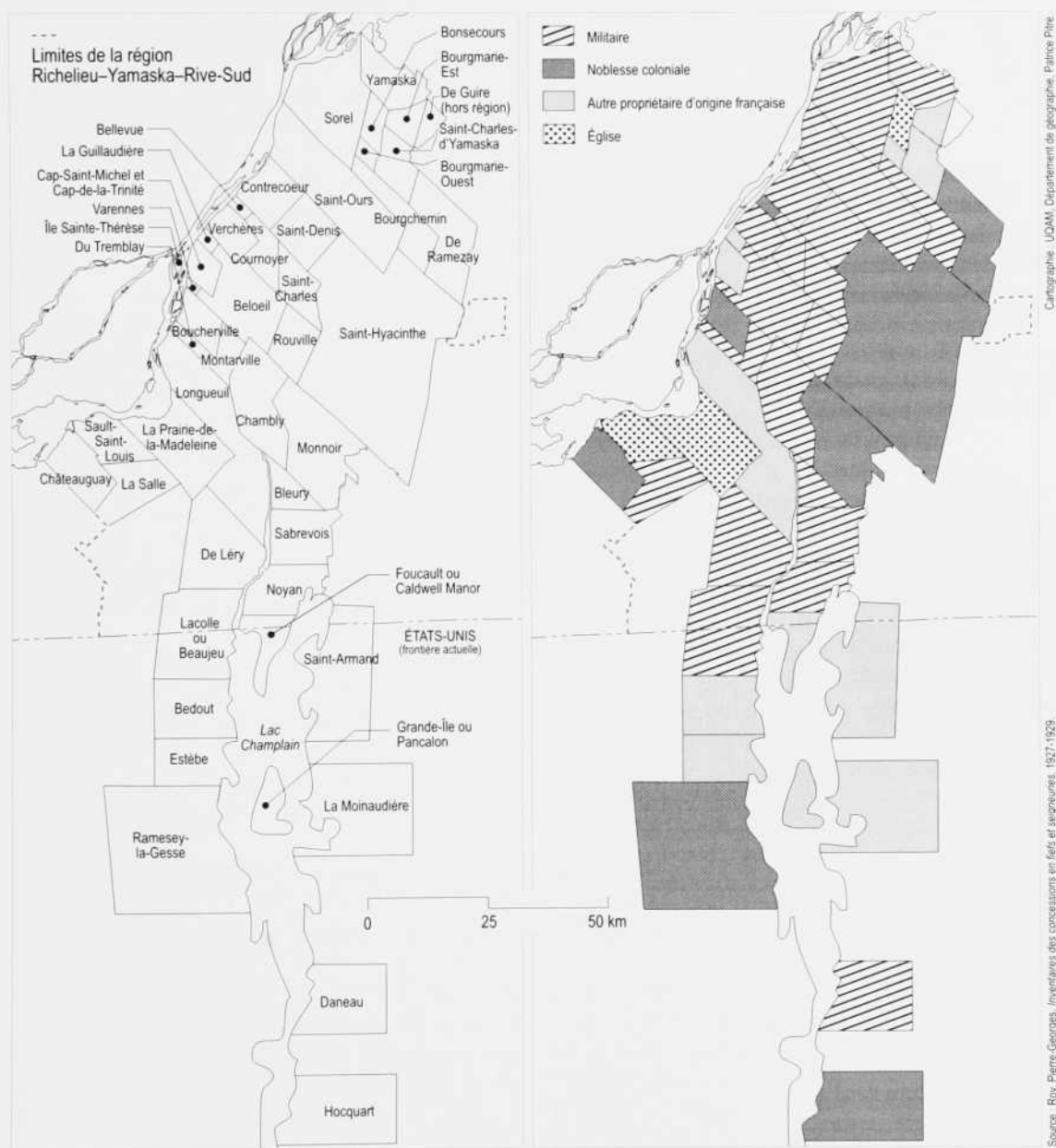
(Archives nationales du Québec à Québec, P560, S2, P300370-458, Photo Livernois)

Le Régime anglais amène des changements importants. La guerre de la Conquête a entraîné la mort de certains seigneurs, Daniel-Hyacinthe-Marie Liénard de Beaujeu, seigneur de Lacolle, entre autres, et ses héritiers doivent se départir des concessions. La défaite de 1760 a pour effet de faire rentrer en France bon nombre de seigneurs militaires (Pierre-Jacques Payen de Noyan et de Chavoy) qui n'ont d'autre choix que de se défaire de leur fief, ce qui favorise les acquisitions en masse de la part de Britanniques comme Gabriel Christie dans le Haut-Richelieu et John Bondfield dans le Bas-Richelieu.

En 1790, les seigneurs de la région ne comptent plus de militaires, sauf de lointains descendants des Le Moyne, des Hertel ou des Pécaudy de Contrecoeur qui formaient pourtant la pierre angulaire du monde seigneurial du Régime français. Après la Conquête, la vieille noblesse coloniale, formée de militaires de carrière ou de nobles terriens, s'est effritée, laissant la place à de nouveaux seigneurs anglophones : Gabriel Christie, qui devient le plus grand propriétaire terrien de la région, David Alexander Grant qui, grâce à son mariage, se retrouve seigneur de Longueuil, de Belœil et d'une partie de Chambly, et Thomas Barrow, un marchand de Québec qui fait l'acquisition de trois seigneuries dans la Basse-Yamaska. Les propriétés de l'Église demeurent modestes (Bourgchemin et Châteauguay), tandis que la Couronne s'est accaparée de la seigneurie de Laprairie (Prairie-de-la-Madeleine) et de celle du Sault-Saint-Louis à titre de biens des Jésuites. L'État a aussi fait l'acquisition de Sorel qu'il compte ériger en fief loyaliste. Si l'on retrouve encore quelques descendants des seigneurs initiaux (Boisseau, Messier, Delorme), de nouveaux seigneurs, visiblement poussés par des intérêts économiques et par le prestige social, ont fait leur apparition (Ainse, Sanguinet, Massue). La propriété foncière tranquille cède désormais sa place à la spéculation et à l'exploitation des ressources.

Carte 10

Les catégories sociales des seigneurs initiaux de Richelieu-Yamaska-Rive-Sud



## La gestion des seigneuries

Tout seigneur compte retirer des avantages pécuniaires de sa propriété grâce aux droits et monopoles que lui confère son titre. Au fil des décennies, le régime seigneurial se renforce et crée de plus en plus de pression sur les censitaires. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les seigneurs sont compréhensifs sur la nature des redevances et sur les délais de paiement, mais la situation change à partir des années 1730 ; désormais, ils exercent une gestion plus appliquée et plus méthodique en mettant en place un appareil administratif efficace qui vise à régler la collecte de leurs droits. Cette gestion vigilante et rigoureuse explique une série de gestes coercitifs : ventes forcées, poursuites devant les tribunaux et réunions de terre au domaine seigneurial.

Certaines seigneuries constituent un véritable patrimoine familial, dont celle de Longueuil. Nous voyons ici Charles Le Moyne de Longueuil (1687-1755), second baron de Longueuil. (Archives nationales du Québec à Montréal, Famille Bourassa, P266, S4, P74)



Le seigneur se réserve une étendue parfois considérable de terrain au potentiel évident, le domaine, ce qui en fait le plus gros exploitant de la seigneurie et lui permet d'accumuler d'appréciables surplus agricoles. L'aveu et dénombrement de Longueuil, en 1723, révèle que le domaine seigneurial de 300 arpents comprend un moulin à farine et un fort à quatre bastions renfermant corps de garde, chapelle, presbytère, maison, grange, écurie pour douze chevaux, étables pour quarante bêtes à cornes, bergerie et basse-cour. Dans la métairie Dudoncour, qui compte 300 autres arpents, s'élèvent une maison bâtie pièce sur pièce, une grange et une étable. De plus, le seigneur possède 200 arpents de terre sur l'île Sainte-Hélène où il a fait construire une maison de pierre, un pressoir à cidre, une bergerie, une étable et une écurie ; il y exploite aussi quatre arpents de vignes et 36 arpents de vergers. Deux fils du seigneur possèdent chacun un arrière-fief de 300 arpents dans la baronnie. En tout, la famille Le Moyne de Longueuil est propriétaire de quelque 1 300 arpents de terre dont 120 sont mis en valeur. La situation est loin d'être la même à Laprairie où le domaine de 211 arpents est presque entièrement démembré par les Jésuites en 1705, à cause de son faible apport économique<sup>2</sup>.

### LE MONOPOLE SEIGNEURIAL

Le droit de banalité octroie au seigneur le privilège exclusif de construire et d'exploiter des moulins à farine sur son fief. La construction d'un moulin puis son exploitation exigent des sommes considérables. De plus, le seigneur n'a, en principe, qu'une année pour ériger ce bâtiment, sans quoi son droit de banalité peut lui être retiré. Si Pierre de Saurel fait construire un moulin dès 1670, ce qui contribue au développement précoce de sa propriété, Pierre de Saint-Ours ne fait ériger son moulin seigneurial qu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Pire encore, à Saint-Denis les seigneurs absents ne donnent pas de moulin à leurs censitaires avant la Conquête, et ce sans être inquiétés de quelque manière que ce soit. Le droit de banalité constitue une source de revenu intéressante pour le seigneur : au début des années 1780, 5 % de tout le grain moulu

dans Sorel revient au seigneur comme profit net, ce qui représente 160 minots de blé<sup>3</sup>. Forcés de faire moudre leurs grains au moulin seigneurial, parfois malgré des moulins qui fonctionnent mal, l'éloignement et le mauvais état des chemins, les censitaires forment une clientèle captive, ce qui contribue à rentabiliser l'entreprise seigneuriale qui est ainsi assurée d'un niveau minimal de production ; le seigneur reçoit toujours le quatorzième minot moulu. Par ailleurs, les seigneurs, qui détiennent le contrôle des rivières qui arrosent leurs fiefs, peuvent, à titre exclusif, en utiliser la force motrice notamment pour l'exploitation forestière et le sciage. Ce monopole est fort précieux là où, comme dans la seigneurie de Maska ou dans celles du Haut-Richelieu, la forêt demeure l'une des principales sources de revenus des seigneurs.

La propriété seigneuriale est assortie de droits dits onéreux, comme le cens et les rentes, les lods et ventes, le droit de réunion et le droit de retrait, dont le seigneur tire profit<sup>4</sup>. Le cens est un impôt symbolique marquant la reconnaissance par le censitaire du droit du seigneur sur sa terre. Le taux du cens est établi par arpent de front. Mais le cens ne rapporte guère au seigneur. À Laprairie, il n'est que d'un denier par arpent de front tandis qu'à Longueuil il varie d'abord entre trois et douze deniers pour atteindre trois sols (36 deniers) en 1755. Jusqu'à sa mort, en 1778, le seigneur de Maska, Hyacinthe-Simon Delorme, exige le versement annuel d'un sol de cens pour chaque concession de terre. L'année suivante, cette redevance annuelle sera portée à deux sols par nouvelle concession<sup>5</sup>.

#### LES DROITS SEIGNEURIAUX

La rente est une redevance annuelle fixée selon la superficie de la terre, partie en argent, partie en nature. Dans Laprairie, la rente est d'un sol par arpent de superficie et d'un chapon vif par arpent de front : une terre de 90 arpents (3 sur 30) est donc grevée de 4 livres 6 sols (soit 90 sols) et de trois chapons<sup>6</sup>. Les rentes augmentent continuellement durant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle ; une terre du Bas-Richelieu concédée après 1754 rapporte près de cinq fois plus qu'une autre accordée au siècle précédent<sup>7</sup>. Après 1720, une tendance à percevoir les rentes par du blé est observée, ce qui s'explique par l'émergence de l'économie agricole régionale. Cette nouvelle orientation pousse les censitaires à produire plus de blé que pour leur consommation personnelle : en 1765, 45 % de la production de blé des habitants de Saint-Ours sert à payer les redevances seigneuriales et paroissiales<sup>8</sup>. Sous le Régime anglais, les mêmes phénomènes sont observés dans la seigneurie de Maska qui commence à se développer : augmentation graduelle de la rente seigneuriale, transformation de la rente par du blé, le nouveau censitaire de 1781 payant le double de rentes que son prédécesseur de 1763. Les redevances seigneuriales empêchent alors les paysans d'accumuler du capital en constituant un fardeau qui s'ajoute aux autres frais nécessaires pour assurer la subsistance des familles sur des terres



L'appartenance à une famille seigneuriale favorise l'accès à des postes administratifs importants. Paul-Roch de Saint-Ours (1747-1814) sera seigneur, colonel de la milice, conseiller législatif, conseiller exécutif.

(Archives nationales du Québec à Québec, P560, S2, P300370-1179, Photo Livernois)

qui n'ont pas toujours atteint leur plein rendement. On trouve là l'origine des tensions sociales qui secoueront la région au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les droits sur la mutation des terres concédées, les lods et ventes, représentent un intéressant potentiel financier puisqu'ils correspondent au douzième de la valeur totale des transactions. De 1775 à 1790, sur le seul Grand Rang de Saint-Hyacinthe, on a relevé des transactions d'une valeur totale de 83 582 livres, qui ont potentiellement rapporté 7 234 livres en lods et ventes<sup>9</sup>. Le seigneur bénéficie alors des mouvements de mobilité foncière ainsi que des améliorations apportées aux terres par les censitaires. Par ailleurs, le seigneur a intérêt à réunir à son domaine une terre abandonnée, qui ne lui rapporte ni partie du blé porté au moulin ni lods et ventes élevés, afin de la concéder à un habitant désireux de la mettre en valeur. Si les procédures ne sont guère expéditives, la pratique se généralise : à Laprairie et au Sault-Saint-Louis, les Jésuites réunissent 72 terres et 25 emplacements du village avant 1760<sup>10</sup>.

Les redevances seigneuriales ne sont pas toujours faciles à percevoir. De nombreux habitants ont parfois plusieurs années d'arrérages surtout sur les lods et ventes à cause de leur incapacité de payer, bien sûr, mais parfois à cause de leur mauvaise volonté, jugeant qu'il ne vaut pas toujours la peine pour le seigneur d'entreprendre une action judiciaire pour recouvrer de petites sommes. De plus, certains habitants cherchent à se soustraire à leurs obligations en cachant le prix réel d'une transaction foncière afin de diminuer les lods et ventes qu'ils doivent verser au seigneur. Ce dernier bénéficie toutefois du droit de retrait qui lui permet d'acquérir une censive vendue en remboursant à l'acquéreur le prix de la transaction ainsi que les frais encourus.

### *Les paroisses*

La naissance d'une paroisse témoigne du succès du peuplement d'une seigneurie ; elle est le signe de l'enracinement d'une collectivité à un coin de pays. Répondant aux besoins spirituels de la population, la paroisse en vient toutefois à jouer un rôle prépondérant au cœur des collectivités, étant à l'origine de forts sentiments d'appartenance que traduit bien l'expression « esprit de clocher ». L'institution paroissiale domine la vie régionale par ses omniprésentes manifestations dans la vie de chacun, de la naissance à la mort.

## L'épopée missionnaire

La région du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud est d'abord une terre de missions. À cause du petit nombre de paroissiens et de la pénurie de prêtres dans la colonie, M<sup>re</sup> de Laval crée des missions le long du fleuve à partir de 1678. Ces dernières sont des centres religieux, avec une chapelle, un cimetière et une résidence pour les missionnaires où sont conservés les registres d'état civil. Les petites localités du voisinage immédiat y étant rattachées, un prêtre peut se voir attribuer un large territoire, ce qui rend le passage des missionnaires irrégulier. Le premier évêque de Québec ne manque pas de s'arrêter dans ces missions, notamment pour y faire des confirmations entre 1666 et en 1681<sup>11</sup>.

L'*État général des missions du Canada fait en l'année 1683*<sup>12</sup> dénombre trois missions dans la région à l'époque du peuplement colonisateur : celle de Saurel, celle de Saint-Ours, Contrecoeur et autres lieux, ainsi que celle de Boucherville et autres lieux. De plus, les Jésuites possèdent et desservent les seigneuries Laprairie et du Sault-Saint-Louis. Les territoires rattachés aux missions sont étendus. Ainsi le missionnaire de Saint-Ours dessert les seigneuries de Contrecoeur, Boisseau et Verchères, tout en devant se rendre jusqu'à Chambly, bien au sud, et à Lavaltrie sur la rive nord. Pour sa part, le missionnaire de Saurel doit se transporter à Saint-François, sur la rive sud, mais aussi dans plusieurs seigneuries de la rive nord. Quant à la mission de Boucherville, elle regroupe les territoires de Longueuil, Du Tremblay, Varennes, Cap-Saint-Michel et Petit-LeMoine. Mais, dans les faits, son territoire est bien plus vaste : les registres de Sainte-Famille-de-Boucherville renferment les noms d'habitants de Verchères, de Contrecoeur, de Saint-Ours et même de Repentigny<sup>13</sup>. L'infrastructure religieuse est sommaire. Des chapelles sont érigées à Sorel, Saint-Ours, Contrecoeur, Boucherville, Longueuil et La Prairie, alors que la messe est célébrée dans la maison seigneuriale de Varennes ou dans le fort Saint-Louis (Chambly). Alors que des presbytères existent à Contrecoeur et à Saint-Ours, le seigneur de Boucherville accommode les prêtres dans son manoir. Ailleurs, les prêtres doivent compter sur la générosité de leurs ouailles.

## Les premières paroisses

En 1721, des limites paroissiales souvent imprécises et des effectifs ecclésiastiques restreints sont à l'origine d'une vaste enquête menée à travers la vallée du Saint-Laurent par le procureur général Mathieu-Benoît Collet afin de recueillir les dépositions des habitants sur la commodité et l'incommodité à fréquenter leur église paroissiale et ainsi mieux organiser les paroisses de la colonie naissante. L'état de développement des paroisses de la région varie de

l'une à l'autre : plusieurs ont déjà ouvert des registres paroissiaux, quelques-unes ont un curé permanent depuis 1692<sup>14</sup>, mais les habitants de Chambly, déjà mal desservis par les aumôniers militaires, voient les matériaux qu'ils avaient amassés pour bâtir une église saisis et employés à la construction du fort de pierre en 1710.

Tableau 6.1

*L'ouverture des paroisses dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud avant 1790*

| Paroisse                                                                  | Ouverture<br>des registres |
|---------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <i>Sainte-Famille</i> * (Boucherville)                                    | 1668                       |
| <i>Saint-Pierre</i> (Sorel)                                               | 1669                       |
| <i>Saint-François-Xavier</i> , puis La Nativité (La Prairie)              | 1670                       |
| <i>Sainte-Trinité</i> (Contrecoeur)                                       | 1679                       |
| <i>Sainte-Anne</i> (Varenes)                                              | 1693                       |
| <i>Saint-Antoine-de-Padoue</i> (Longueuil)                                | 1698                       |
| <i>Saint-Louis</i> , puis Saint-Joseph (Chambly)                          | 1706                       |
| <i>Saint-François-Xavier</i> (Verchères)                                  | 1724                       |
| <i>L'Immaculée-Conception</i> (Saint-Ours)                                | 1727                       |
| Saint-Michel (Yamaska)                                                    | 1727                       |
| Fort Saint-Frédéric                                                       | 1732-1760                  |
| <i>Saint-Joachim</i> (Châteauguay)                                        | 1736                       |
| La Conception de la Pointe-Olivier/<br>Saint-Olivier/Saint-Mathias (1809) | 1739                       |
| Saint-Antoine (Chambly)                                                   | 1741                       |
| Saint-Charles (Chambly)                                                   | 1741                       |
| Saint-Denis-de-la-Rivière-Chambly                                         | 1741                       |
| Saint-Constant                                                            | 1752                       |
| Saint-Jean-François-Régis, puis Saint-Philippe                            | 1753                       |
| Fort Saint-Jean                                                           | 1757-1760                  |
| Saint-Mathieu (Belœil)                                                    | 1772                       |
| Notre-Dame-du-Rosaire (Saint-Hyacinthe)                                   | 1777                       |
| Sainte-Marguerite-de-Blairfindie (L'Acadie)                               | 1784                       |

\* Les noms des paroisses en caractères gras et italiques font partie des 82 districts paroissiaux créés dans la colonie en 1722.

Source : André Larose, *Les registres paroissiaux au Québec avant 1800*, Québec, ministère des Affaires culturelles, Archives nationales du Québec, 1980, 298 p.



Certains sont mécontents parce que l'évêque les a rattachés à une paroisse contre leur gré. C'est le cas des habitants du Mouillepie, qui ont été rattachés à la paroisse Saint-Antoine de Longueuil depuis 1715, alors qu'ils considèrent appartenir à la paroisse de La Prairie où ils ont contribué financièrement à la construction de l'église paroissiale. D'autres font valoir leur désir d'appartenir à une paroisse plutôt qu'à une autre en raison de l'éloignement de l'église ou du mauvais état des chemins. À la seigneurie de l'Île-Sainte-Thérèse, rattachée à la paroisse de Varennes, alors que les habitants du nord de l'île font valoir qu'il leur est plus commode d'appartenir à la paroisse de l'Enfant-Jésus de Pointe-aux-Trembles, ceux du sud témoignent de leur préférence pour Varennes.

Un arrêt du Conseil d'État du Roi daté du 3 mars 1722 crée 82 districts paroissiaux dans la colonie, dont dix dans la région. Ce découpage tient compte des demandes des habitants, comme ceux de la seigneurie de l'Île-Sainte-Thérèse. Par contre, les habitants du fief Du Tremblay, du Mouillepie et de Chambly voient leurs doléances rejetées. Au fil des ans, l'augmentation de la population dans les seigneuries du Richelieu entraîne la naissance de nouvelles paroisses et provoque même des détachements de paroisses plus anciennes.

### Le curé et les affaires spirituelles

L'Église contrôle les grands moments de la vie, baptisant rapidement<sup>15</sup>, mariant avec précaution et veillant à favoriser une bonne mort pour permettre à chacun d'obtenir le salut éternel. En plus d'assurer la direction religieuse de la paroisse, le curé voit au ministère spirituel, à la prédication, à l'enseignement religieux et moral ainsi qu'à la surveillance des mœurs. Pour la plupart formés au Séminaire de Québec, ces premiers curés des paroisses sont très près du peuple avec lequel ils partagent les origines, les difficultés et les espoirs : plusieurs d'entre eux, à Longueuil et à Varennes, par exemple, servent de parrains à des nouveau-nés.

Les registres paroissiaux renferment les noms de prêtres (Récollets, Sulpiciens et curés des paroisses voisines) venus officier dans les premières paroisses. Lorsque la population s'accroît ou que l'état de santé du curé en titre l'exige, un poste de vicaire est créé. En 1743, Charles Beaudoin devient le premier vicaire de la paroisse Sainte-Anne, à Varennes, où le curé vieillissant, Paul-Armand Ulric, ne peut plus assumer seul les fonctions curiales. Le ministère de la plupart des curés semble être apprécié. Il y a ceux qui mettent sur pied et structurent l'institution paroissiale, comme Claude Volant de Saint-Claude (1692-1719) à Varennes ou Michel Gervaise (1750-1785) à Saint-

### DES SOURCES DE MÉCONTENTEMENT

François Noisieux, curé  
de Belœil de 1775 à 1796.  
(H. Vallée, *M. l'abbé*  
*F.-X. Noisieux, v.g. curé*  
*des Trois-Rivières*)





Antoine ; il y a aussi ceux qui consolident l'œuvre amorcée, les François Cherrier à Saint-Denis ou François Noiseux (1775-1796) à Belœil. Par contre, il y en a d'autres, comme le tyrannique Antoine-Marie Morand (1761-1773), à Varennes, qui font l'objet de sévères critiques.

#### LA DÉVOTION

Chaque paroissien se voit rappeler la présence de Dieu, à tout moment du jour, l'année durant : prières, bénédiction, chapelet, images pieuses, port de médailles, angélus, catéchisme, bref, une foule de gestes qui donnent un sens à la vie. La pratique religieuse est toutefois plus régulière quand un curé est installé en permanence dans une paroisse. La spiritualité des habitants a maintes occasions de se manifester. Ainsi, sainte Anne a toujours suscité une dévotion particulière chez les Canadiens, en particulier dans les paroisses qui lui sont dédiées. La fête de sainte Anne, façon varennoise, est revêtue d'un certain faste : les curés et leurs vicaires reçoivent même l'aide des Récollets pour les divers rites qui marquent la fête. Cette dévotion entraîne toutes sortes d'autres manifestations : quêtes spéciales, pains bénits de la Sainte-Anne, aumônes à sainte Anne, etc. Il faut aussi souligner l'acquisition, vers 1735, d'un tableau de cette sainte, bientôt reconnu pour ses pouvoirs miraculeux, en particulier lors de longues périodes de mauvais temps<sup>16</sup>. Après la Conquête, le culte à sainte Anne prend encore plus d'ampleur au Canada français, à l'instigation de M<sup>re</sup> François Bailly de Messein, un Varennois d'origine.

#### LE CONTRÔLE DES MŒURS

L'Église exerce un contrôle permanent sur la moralité : partout les curés s'acharnent à faire respecter les dix commandements et ils luttent particulièrement contre la vente illégale d'alcool et l'ivrognerie, une question complexe où il s'agit de concilier droits civils et morale catholique. Ainsi, une ordonnance de 1735 interdit aux aubergistes de Boucherville de vendre et de servir des boissons pendant le service divin sous peine d'amende. Malgré les ordonnances, le mal refait régulièrement surface à tel point que, en 1756, le curé Lacoudray et le vicaire Morand de Varennes effectuent des descentes nocturnes dans la propriété de René Goddu qu'ils soupçonnent de trafic illégal d'alcool<sup>17</sup>.

Certains portent peu de respect à l'Église et à son autorité, comme en témoignent quelques documents. En 1756, une ordonnance interdit aux jeunes gens de Varennes d'entrer dans l'église pendant la messe « dans un équipage tout à fait indécent, ayant leurs bonnets ou mouchoirs sur la tête, leurs culottes relevées jusqu'à la moitié de la cuisse et leurs bas tout à fait ravalés, avec des mantelets tout ouverts ». Il arrive même que l'autorité religieuse soit bafouée : en 1706, une ordonnance rappelle aux habitants de Contrecoeur et de Saint-Ours que l'Église leur interdit d'ondoyer leurs enfants à la maison sans véritable nécessité<sup>18</sup>.

Les conduites sexuelles demeurent également un objet de préoccupation, comme en font foi ces quelques mots que M<sup>re</sup> Briand écrit de Belœil en 1772 : « Concubinage public, et les autres vices qui en sont les suites, y règnent<sup>19</sup> ». Les garnisons militaires attirent des personnes aux mœurs légères qui, dit-on, corrompent la jeunesse des paroisses voisines. Le taux des naissances « illégitimes » paraît supérieur là où un prêtre n'est pas installé à demeure et dans certaines paroisses, comme Sorel, plus en contact avec les voyageurs des Pays d'en-haut, aux mœurs plus libres.

### La fabrique et les affaires temporelles

Ce sont des impératifs matériels qui président à la naissance des paroisses : la décision de créer une nouvelle paroisse repose non seulement sur le désir des habitants, mais surtout sur leur capacité d'entretenir financièrement et matériellement le curé et les biens matériels d'une paroisse. La dîme, qui correspond à 1/26 des récoltes de grains payables au presbytère, sert en quelque sorte à nourrir les curés. Les paroissiens ne semblent pas se plaindre des dîmes dont le taux n'est finalement pas très élevé, d'autant plus qu'il est appliqué uniformément à toute la population et qu'il est au bénéfice exclusif du curé de la paroisse. Le développement agricole exceptionnel du Bas-Richelieu à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle fournit aux curés de campagne un revenu plus que confortable<sup>20</sup>.

#### LA DÎME

Les biens matériels de l'Église paroissiale sont administrés par la fabrique ; cette dernière a pour tâche de prélever des revenus provenant de sources diverses, d'effectuer les dépenses nécessaires au culte, de voir à la construction, à l'entretien, à la réparation et à l'amélioration des propriétés de la paroisse et, en tant que responsable des fonds de la paroisse, de procéder à la reddition annuelle des comptes. Les marguilliers, au nombre de deux ou trois, ont, pour toute rétribution, droit à un banc spécial dans l'église et à certains honneurs particuliers. L'institution des fabriques est fort ancienne ; l'élection des premiers marguilliers est mentionnée à La Prairie dès 1687, à Longueuil en 1715, à Varennes en 1718 et à Sorel en 1728.

#### LA FABRIQUE ET LES MARGUILLIERS

Les marguilliers sont élus par l'assemblée des propriétaires de la paroisse convoquée par le curé à l'issue d'une messe du début de l'année. Le choix des marguilliers semble dicté par des règles qui se définissent au fil du temps selon chaque localité : en règle générale, les marguilliers sont recrutés parmi l'ensemble de la population et sont représentatifs de cette dernière. La présidence de la fabrique est confiée au curé, ce qui ne manque pas de créer des tensions avec les marguilliers, des tensions qui parfois s'éternisent. Par

exemple, en 1780, le curé de Saint-Ours accepte mal que le marguillier en charge ait acheté un coffre-fort sans le consulter, mais les paroissiens répliquent que le curé « ne doit être regardé que pour dire la messe et son bréviaire<sup>21</sup> ».

Les fabriques jouissent de diverses sources de revenus ; les quêtes des dimanches et des jours de fête et les ventes de bancs représentent entre le tiers et la moitié des revenus annuels. Ainsi, les marguilliers de La Prairie portent-ils un intérêt particulier aux principaux revenus de la fabrique, augmentant le nombre de bancs de l'église paroissiale construite en 1705, faisant dresser les contrats de rentes de bancs devant notaire et déployant des efforts considérables pour l'organisation de la quête de l'Enfant-Jésus<sup>22</sup>. Le reste des revenus est constitué d'offrandes de messes et de cierges dans les enterrements et les services commémoratifs. Ces revenus servent d'abord et avant tout à assurer le service divin : paye du curé, du desservant ou du vicaire, vin, casuel, cierges, hosties, nettoyage et réparation du linge liturgique, paye du bedeau et des chantres, achat de menus articles nécessaires au culte et à l'entretien de l'église. Puis viennent les dépenses plus considérables, achat des ornements, du linge et des vases sacrés, entretien du cimetière. Les charges les plus importantes concernent les travaux de construction, d'entretien et d'embellissement de l'église paroissiale et du presbytère.

#### LES ÉGLISES ET LES PRESBYTÈRES

La construction ou la reconstruction d'une église marque l'un des temps forts de l'histoire des paroisses. Habituellement, le seigneur accorde un terrain de bonnes dimensions pour la construction d'une église, d'un presbytère et d'un cimetière. L'évêque ou son représentant ayant approuvé le choix du site, l'assemblée des paroissiens nomme des syndics chargés d'en faire tracer les plans, d'en estimer les coûts et d'en surveiller la construction. Les dépenses sont équitablement réparties entre les paroissiens, mais il n'est pas rare que des paroissiens négligent de payer leur dû. C'est ainsi qu'en 1740 l'intendant Hocquart exige que les paroissiens de Chambly qui n'ont pas encore payé leur part pour l'église construite l'année précédente s'acquittent de leur dû, ce manque à recevoir ayant obligé la fabrique à emprunter pour subvenir aux dépenses courantes<sup>23</sup>. L'établissement d'une nouvelle paroisse, la modification des limites paroissiales ou le déplacement d'une église sont souvent sources de problèmes. À Saint-Ours, par exemple, le déménagement de l'église des rives du fleuve à l'est du Richelieu, où la majeure partie de la population s'est déplacée, provoque des protestations qui dégénèrent en désobéissance des paroissiens du Grand Saint-Ours envers l'autorité ecclésiastique et même en méfaits pendant une génération<sup>24</sup>.

La première église de Saint-Denis (1740-1764). C'était en réalité une simple chapelle en bois, non chauffée en hiver, comme il était alors coutume. Les 22 familles de Saint-Denis et les 15 de Saint-Antoine se partageaient les 23 bancs disponibles. Saint-Denis est organisé en paroisse en 1740, mais érigé canoniquement qu'en 1832 et civilement en 1835.

(D<sup>r</sup> J.-B. Richard, *Les églises de la paroisse de Saint-Denis-sur-Richelieu*)



L'église de Saint-Mathias est construite de 1784 à 1788 selon un plan en croix latine. Elle est rénovée en 1818 : son clocher est doté de deux lanternes et la sacristie est agrandie. L'église et le cimetière y sont alors enclos d'un mur de pierre qui intègre une chapelle pour les défunts et un charnier.

(Archives nationales du Québec à Québec, P1000, S4 (N874-251), Photo Edgar Gariépy.)

Quant au presbytère, sa construction ne fait pas toujours l'unanimité chez les paroissiens inquiétés par les dépenses inhérentes à la coûteuse résidence du curé. À Sorel, en 1775, malgré une ordonnance et un mandement épiscopal leur ordonnant de construire un presbytère en pierre, les habitants s'objectent, jugeant le coût exorbitant. Ce ne sera qu'en 1784 qu'une nouvelle assemblée de francs tenanciers votera l'érection d'un presbytère en bois. Finalement, de guerre lasse, on se contentera de réparer et d'agrandir l'ancien<sup>25</sup>. Les cimetières amènent eux aussi leur lot de problèmes, le plus courant étant celui des clôtures qui les entourent et empêchent les animaux domestiques d'y paître. Pour remédier à la situation, on en vient même, par exemple à Sorel en 1732, à interdire l'ensevelissement des morts jusqu'à ce que le cimetière soit dûment clos.

## L'Église et l'éducation

Dans cette région neuve et sans école, on compte d'abord sur les curés pour assurer un minimum d'instruction aux enfants de leur paroisse et aussi sur quelques maîtres itinérants qui semblent avoir jeté leur dévolu sur les gros bourgs de la Rive-Sud, assez peuplés pour assurer leur subsistance. Sous le Régime français, seules quelques écoles de campagne sont établies dans la région<sup>26</sup>. La plus ancienne serait celle que tient François de Labernade, sieur de Laprairie, dès 1677 à Sorel, puis en 1683 à La Prairie. Boucherville compte deux écoles de garçons, l'une dirigée par le maître d'école itinérant Jean-Baptiste Tétro en 1710, l'autre par le frère Louis Pillard en 1721. À Longueuil, une école de garçon est dirigée par le frère François Simonnet de la Croix en 1721 et une autre par le frère Guy Henri (Frère Charon) l'année suivante. Pour leur part, à l'instigation de sœur Marguerite Le Moyne de Sainte-Marie (dite du Saint-Esprit), les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame ouvrent en 1703 à Boucherville une école pour filles, qui existe encore à la fin de la période qui nous intéresse ; elles en ouvrent une autre à La Prairie deux ans plus tard. Sous le Régime anglais, les communautés d'hommes se font plus présentes dans le monde scolaire : en 1775, les Récollets enseignent à Boucherville, à La Prairie et à Verchères où, selon M<sup>re</sup> Jean-François Hubert, on trouve « un peuple passablement instruit ». L'initiative d'un curé peut faire la différence et amener l'établissement d'une école. Pendant une dizaine d'années, le curé de Saint-Denis, François Cherrier, s'acharne à établir un couvent dans sa paroisse : ses efforts portent fruit, si bien que l'établissement, confié à la Congrégation de Notre-Dame, est inauguré en 1783<sup>27</sup>. Cet engagement du clergé existe aussi dans la communauté anglo-protestante ; par exemple, durant les années 1780, à William-Henry (Sorel) où bon nombre de Loyalistes sont établis, le recteur anglican John Doty dirige une école anglaise et protestante.

## *Les interventions de l'État*

### La milice

En Nouvelle-France, l'appareil gouvernemental exerce un certain contrôle sur les institutions. La milice est, sans contredit, la structure étatique la plus importante dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, une région particulièrement menacée et dont la défense exige un soutien supplémentaire pour être vraiment efficace. Instituée en Nouvelle-France en 1669, la milice regroupe

obligatoirement tous les hommes valides âgés entre 16 et 60 ans. Toute paroisse compte une compagnie, qui est sous les ordres d'un capitaine et d'officiers subalternes (capitaine en second, lieutenant, enseigne, sergent) nommés par le gouverneur<sup>28</sup>. Les plus anciennes milices identifiées dans la région sont celles de Sorel, Boucherville, Verchères et Longueuil, qui ont pris part aux expéditions menées contre les Iroquois durant les années 1680. Les activités des milices locales sont chapeautées par un commandement à caractère régional : durant le Régime français, par exemple, Marien Tailhandier, Augustin Hébert et Jean-François Neveu ont été major ou commandant des milices du sud du gouvernement de Montréal<sup>29</sup>.

Commandant en temps de guerre, les capitaines de milice commandent aussi en temps de paix : ils sont les véritables chefs des collectivités établies dans les seigneuries rurales. Le capitaine de milice jouit d'un statut particulier grâce au rôle d'intermédiaire qu'il est appelé à jouer dans les relations entre l'État et les habitants, tantôt mandaté par le premier, tantôt représentant les seconds. Chargé de la lecture des ordonnances sur le parvis de l'église après la messe dominicale, le capitaine de milice doit aussi voir à leur application. Ainsi le capitaine de milice de Sorel est-il mandaté en 1750 pour lire et appliquer une ordonnance interdisant aux habitants de pêcher sur la devanture de leurs terres et sur les îles situées dans le fleuve ; pour sa part, en 1736, le capitaine Bernard Létourneau, de la milice chamblyenne, parle au nom des censitaires et négocie le droit de commune avec les seigneurs. Le capitaine de milice représente enfin le grand voyer pour établir le tracé des chemins et leur entretien. Issu de la population, le capitaine de milice est un censitaire parfois plus aisé que les autres, mais il est surtout un homme qui jouit de la considération des siens et qui est doté d'un indéniable sens du commandement. Parfois transmise de père en fils, la fonction de capitaine de milice devient un véritable patrimoine familial : pensons aux Duval et aux Chapdelaine dit Larivière de Saint-Ours, aux Guyon de Verchères et aux Petit de Varennes.

*LE CAPITAINE  
DE MILICE : UN HOMME  
CONSIDÉRÉ*

Après la Conquête, les milices sont démantelées, le gouvernement ne tenant visiblement pas à cette organisation dans la colonie fraîchement conquise. Elles sont toutefois rappelées en juin 1775 devant la menace d'une invasion américaine, alors que, dans l'empressement à lever des milices, les officiers du Régime français reçoivent une commission de la Couronne anglaise. Les milices sont officiellement rétablies en 1777, alors que la guerre de l'Indépendance américaine bat son plein. En 1785, par exemple, la milice belcilloise compte 291 hommes tant de Belœil que de Rouville<sup>30</sup>.

### La voirie

Le premier système routier est établi en fonction d'impératifs militaires. Dans le reste de la région, les routes répondent aux besoins des civils qui fournissent la main-d'œuvre et en assurent le fardeau financier. Avant 1720, alors que les concessions de terre côtoient les rives du Saint-Laurent et du Richelieu, ces cours d'eau suffisent à satisfaire les besoins des colons en matière de transport. Mais la reprise du peuplement qui fait suite au traité d'Utrecht favorise l'occupation de l'intérieur des seigneuries, où les colons ne bénéficient plus de l'accès aux cours d'eau. L'absence de routes force les gens à passer sur les terres des autres, ce qui provoque des chicanes.

Le développement du réseau routier régional repose sur de simples besoins comme ceux de se rendre à l'église, au marché ou au moulin. Dans les campagnes, le grand voyer décide du tracé des routes et de la construction des ponts. Dès 1708-1710, Pierre Robineau de Bécancour dresse des procès-verbaux pour l'ouverture de « grands chemins » sur la devanture des seigneuries de la Rive-Sud, de La Prairie à Contrecoeur. En 1735, Lanouiller de Boisclerc trace de son côté une route qui borde toute la rive gauche du Richelieu entre Sorel et l'île Sainte-Thérèse. Deux ans plus tard, il balise un nouveau tracé, sur la rive droite du Richelieu, entre Saint-Ours et Saint-Denis, le prolongeant jusqu'à Saint-Charles en 1743. Mais les corvées, qui obligent chaque habitant à travailler et à entretenir la portion de chemin qui longe la devanture de sa terre, déplaisent et, deux ans plus tard, le grand voyer ne peut que déplorer le mauvais état des chemins du Bas-Richelieu. Bref, on peut s'interroger sur les besoins réels des colons en matière de déplacements terrestres : eux qui sont si bien desservis par les routes fluviales se montrent réticents à investir labeur et surtout argent dans la construction et dans l'entretien de chemins. Malgré ces tracasseries, le réseau routier gagne petit à petit les rangs de l'intérieur, à mesure que progresse le peuplement. Sous le Régime anglais, l'augmentation de la population nécessitant de nombreux déplacements, notamment entre la Rive-Sud et Montréal, la responsabilité des chemins s'étendra à la traverse fluviale qui relie le faubourg Québec (Montréal) et Longueuil<sup>31</sup>.

### La justice

Le pouvoir judiciaire compte parmi les prérogatives du seigneur dans la mesure où l'acte de concession de son fief le lui accorde : par exemple, la seigneurie de Belœil (1695) est concédée avec droit de haute, moyenne et basse justice. Mais, dans les faits, peu de seigneurs semblent se prévaloir de ce monopole probablement à cause de ses coûts trop élevés et de la difficulté de



recruter des officiers qualifiés. Contrecoeur, Sorel, Saint-Ours et Boucherville ont compté des tribunaux seigneuriaux, mais ces tribunaux ne se sont occupés que de l'administration de la basse justice, et ce pour un temps limité<sup>32</sup>.

La plupart des seigneurs, comme les Jésuites de La Prairie, renoncent à ce privilège pour s'en remettre à la justice royale<sup>33</sup>. Avant que l'État n'établisse une cour de justice à Montréal en 1693, ils doivent cependant présenter leurs causes devant le tribunal des Trois-Rivières, la juridiction royale la plus rapprochée de la région. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est l'intendant de la colonie qui tranche les litiges par voie d'ordonnances. Les affaires criminelles sont transmises à la cour royale de Montréal : c'est le cas d'un procès pour meurtre d'un esclave noir commis à Chambly en 1719 par un soldat en garnison au fort<sup>34</sup>.

Sous le régime militaire qui suit la Conquête, cinq districts judiciaires sont établis dans le gouvernement de Montréal : celui de Longueuil couvre les paroisses de Longueuil, Chambly, Châteauguay, La Prairie, Boucherville et Varennes. On peut en appeler des décisions de cette cour à un tribunal militaire composé d'officiers et établi à Varennes.

*LONGUEUIL :  
LE PREMIER DISTRICT  
JUDICIAIRE*

## *De l'individu à la société*

### **Les agriculteurs : un monde de différences**

Si la condition d'habitant est celle de la majorité, elle n'est pourtant pas synonyme d'égalité, bien au contraire. Les paysans de la région se distinguent par leurs niveaux de fortune, bien sûr, mais aussi par des rapports à la production agricole fondés sur la propriété foncière et les outils de production<sup>35</sup>. Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, la distribution des terres aux premiers colons ne s'effectue pas de façon uniforme. Si, par exemple, le seigneur Pierre Boucher concède des terres d'une superficie de 50 arpents à chacun de ses 38 censitaires en 1673, Jacques de Chambly accorde des censives dont l'étendue varie entre 75 et 160 arpents ! Apparemment anodine en période de peuplement colonisateur, cette différence dans la propriété foncière a des conséquences à long terme sur la capacité de production des habitants et sur l'installation future des enfants.

Au fil des ans, la condition paysanne connaît une évolution différenciée à l'intérieur d'une même seigneurie. Au départ, les conditions d'établissement de chaque pionnier sont très variées : nature et abondance du couvert



forestier, besoins familiaux, ancienneté de la concession et même constitution physique de l'habitant. De plus, des familles abandonnent leur terre pour une autre, ce qui les oblige à tout recommencer. Par ailleurs, l'ancienneté des familles établies dans les terroirs du bord de l'eau peut faire d'eux de gros producteurs vivant parfois dans une certaine aisance, une situation qui contraste avec celle des colons des rangs de l'intérieur qui n'en sont qu'au stade du défrichement.

#### *D'UNE GÉNÉRATION À L'AUTRE*

Toute famille cherche à procurer un établissement convenable à ses enfants. On tente d'abord d'établir ces derniers sur les terres disponibles des rangs de l'intérieur de la seigneurie, l'acquisition d'une nouvelle terre étant préférable au morcellement de la terre paternelle qui entraînerait une diminution de la capacité de production nécessaire au maintien d'une famille. L'incapacité ou l'impossibilité d'acquérir de nouvelles terres peut entraîner un déménagement hors de la seigneurie, dans la région d'abord, ailleurs ensuite.

Les écarts entre les paysans se traduisent aussi dans la quantité, la qualité et la diversité des moyens de production : cheptel, instruments aratoires, bâtiments de ferme et même matériaux (pierre ou bois) servant à la construction de la résidence familiale. Bref, la société paysanne qui émerge dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles présente des contrastes qui révèlent la hiérarchisation graduelle de la paysannerie régionale, une hiérarchisation qui s'accroîtra au XIX<sup>e</sup> siècle.

### **L'exercice du pouvoir**

#### *LES NOTABLES ET LES CURÉS*

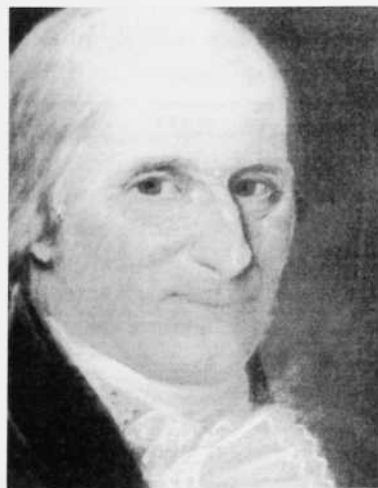
L'existence d'une hiérarchisation au sein de la population régionale ne fait aucun doute alors qu'une couche sociale supérieure, celle des notables détenant prestige ou richesse, exerce diverses formes de pouvoir dans les communautés locales depuis leurs débuts. Les deux premières institutions, la seigneurie et la paroisse, procurent à leurs titulaires une notabilité qui leur accorde pouvoirs et privilèges. L'importance sociale des seigneurs et des curés évolue au même rythme que les institutions sur lesquelles repose leur pouvoir. Ainsi, la relation de solidarité qui unit les premiers seigneurs à leurs censitaires au XVII<sup>e</sup> siècle se transforme en rapport d'autorité au siècle suivant : leurs successeurs n'hésitent plus à poursuivre les fautifs en justice. Rarement l'octroi d'une seigneurie est-elle une occasion de promotion sociale : c'est pourtant le cas du tanneur Laurent Bory dit Grandmaison qui, en 1672, se voit accorder la seigneurie de La Guillaudière.

Au début de la colonie, l'importance et la domination de l'Église confèrent aux curés des paroisses une place privilégiée au sommet de la pyramide sociale. Homme instruit et engagé dans les affaires spirituelles et matérielles de ses ouailles, le curé joue un rôle considérable, favorisé par le temps qu'il passe dans la paroisse ; en effet, les cures sont inamovibles : les prêtres y sont nommés à vie. Jouissant du respect de la population, le curé n'est cependant pas à l'abri des contestations ouvertes de ses paroissiens à l'occasion de conflits houleux fondés sur la reconnaissance de son autorité en ce qui a trait aux biens de ce monde.

Le pouvoir de la richesse et de l'argent est détenu par les marchands, moins à cause de leur mainmise sur le domaine économique que sur les créances qui leur permettent d'exercer certaines formes de domination sur plusieurs membres de la collectivité. Quelques-uns deviennent propriétaires d'un fief, ajoutant ainsi à leur prestige : c'est le cas des Montréalais Maurice Blondeau (La Guillaudière) et Christophe Sanguinet (Varennnes) ainsi que de Gaspard Massue, marchand général à Varennes de 1771 à 1792, qui achète le reste de cette seigneurie à la même époque.

## LES MARCHANDS

Le véritable pouvoir des marchands réside dans les prêts qu'ils consentent à leurs clients. L'essentiel de la fortune du marchand varennois François-Augustin Bailly de Messein consiste en créances, obligations et constitutions de rente, qui représentent 56,5 % de son actif lors de son décès en 1771<sup>36</sup>. La clientèle de F.-A. Bailly habite dans une vaste zone qui englobe des localités de la Rive-Sud, de la Vallée-du-Richelieu, atteignant Montréal et la rive nord, s'étendant même jusqu'à Québec. Si cette clientèle comprend des officiers de l'armée et des seigneurs, elle est composée surtout de simples habitants, de petits débiteurs qui empruntent des sommes relativement modestes ; plusieurs d'entre eux consolident régulièrement leurs dettes en effectuant de nouveaux emprunts.



Les marchands exercent, par leurs créances, une influence considérable. Ainsi, Joseph Cartier appartient à une importante dynastie de marchands ruraux. Il commence son négoce à Belœil, déménage à Saint-Denis et ouvre enfin un magasin général à Saint-Hyacinthe en 1794. Son frère Jacques (1750-1814) s'établit à Saint-Antoine où il fait le commerce du blé et le prêt d'argent. Il organise un service postal entre Saint-Antoine, Saint-Denis et Sorel. Il est député de Surrey en 1804 et 1808. Les deux furent lieutenants-colonels de milice. (Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe, Louis Dulongpré)

Au moment de sa retraite, Bailly tient encore sous sa coupe une partie de la population de Varennes et des environs.

#### LE NOTAIRE

La notabilité régionale compte aussi dans ses rangs des professionnels, tels les arpenteurs et surtout les notaires, qui s'établissent lorsque la population est en nombre suffisant. L'exemple des notaires est éloquent. Ces lettrés passent de longues années au sein de leur communauté où ils sont placés en situation de monopole, leur commission délimitant le territoire où ils doivent exercer leur profession et parfois même leur lieu de résidence. En 1760, Antoine Grisé, fils, obtient une commission pour instrumenter dans Chambly, Belœil et Rouville à la condition de demeurer à Chambly. Grisé obtient la confiance des seigneurs pour qui il dresse la plupart des actes de concession. Quand il s'éteint, à Chambly en 1785, il a paraphé quelque 2 775 actes.

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'activité professionnelle des notaires suffit à faire vivre convenablement leur famille : vers la fin de sa carrière, Pierre Lalané, alors notaire à La Prairie, rédige entre 250 et 300 actes par année, ce qui lui procure des revenus annuels considérables<sup>37</sup>. Les notaires occupent aussi de multiples fonctions dans leur collectivité, par exemple à titre d'agents seigneuriaux comme Michel Gamelain à La Prairie ou François LeGuay à Belœil. Ce cumul de charges exprime la reconnaissance sociale de l'individu ou, du moins, ses bonnes relations avec les milieux notables. Les notaires s'intéressent aussi à des activités économiques comme le commerce, le crédit et la propriété foncière, qui augmentent leurs revenus, leur ascendant sur la population et leur prestige social.

Sous le Régime anglais, les notaires de La Prairie sont généralement issus de l'élite rurale, de la classe marchande en particulier, mais ils proviennent aussi de prospères familles paysannes ou artisanes qui peuvent ainsi accéder à la notabilité. Ils épousent surtout des filles d'autres notables ruraux avec qui ils entretiennent des contacts suivis, ce qui joue en leur faveur et témoigne du statut social que leur confère leur profession<sup>38</sup>.

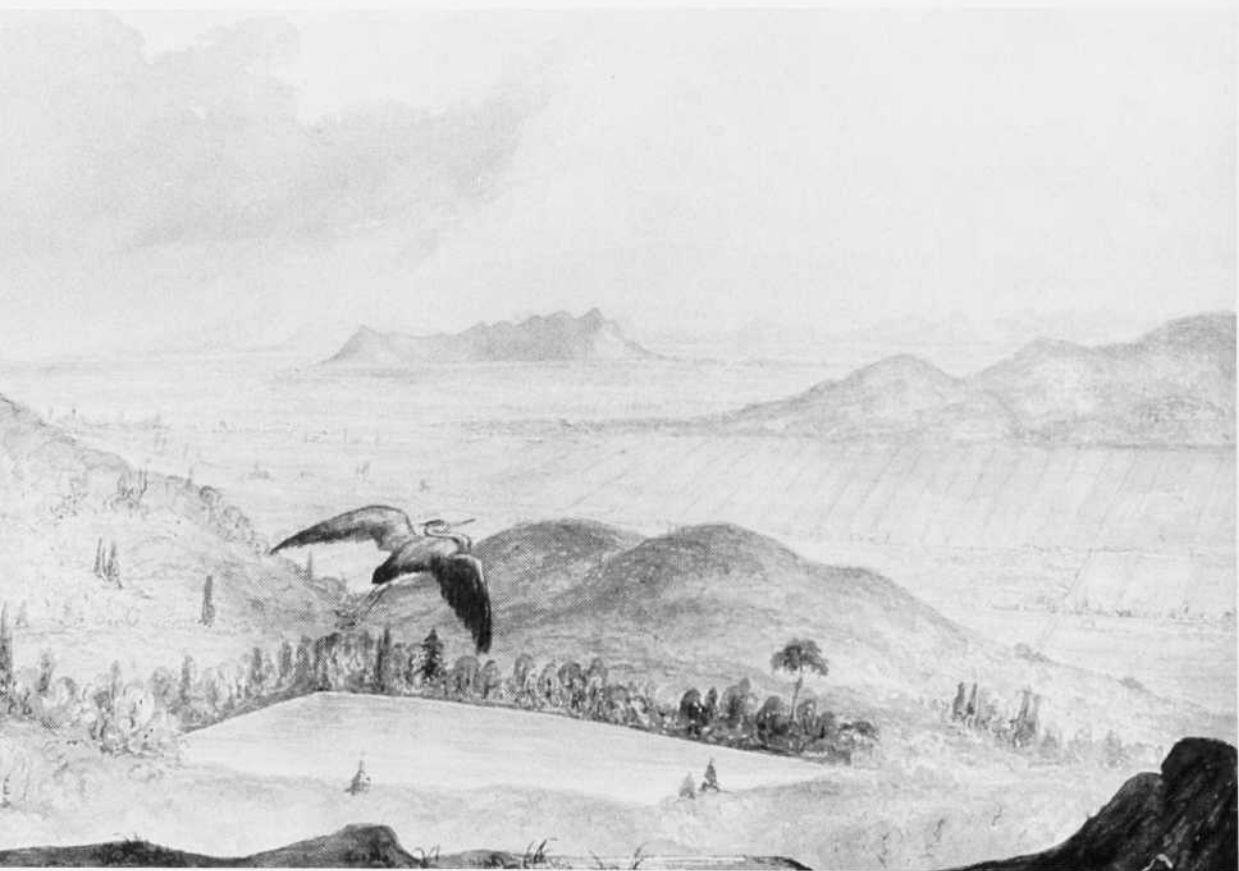
\* \* \*

La vigueur des cadres institutionnels mis en place dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud avant 1790 a permis d'implanter des communautés rurales stables dans la région naissante. L'enracinement de ces institutions n'a été possible que grâce à la constante adaptation des institutions aux conditions particulières du milieu et à la volonté d'une population de plus en plus nombreuse. La société qui émerge dans la région est composée majoritairement d'agriculteurs, chez qui s'exerce une différenciation sociale de plus en plus marquée. Elle est, de plus, hiérarchisée en fonction du prestige et de la fortune qui permettent d'exercer un pouvoir plus ou moins grand dans des communautés rurales où les solidarités et l'appartenance ont maintes occasions de s'exprimer.



*L'humanisation du territoire*

---



---

Les Montérégiennes, à vol d'oiseau. Aquarelle de George Seton.  
(Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)

Ces soixante années sont celles de la domestication du territoire, de l'humanisation du paysage. La forêt cède la place aux champs clos qui portent les moissons et qui laissent paître les animaux de la ferme. L'extension des cultures, donc des moyens de subsistance, et la forte croissance naturelle permettent de doubler la population régionale à chaque génération. Aussi loin que porte le regard, des rangées parallèles de demeures paysannes bordent les rives du fleuve et des rivières avec, ici et là, un hameau près d'un clocher, car cette première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est celle de la genèse du réseau urbain de la Montérégie centrale. Ce début d'urbanisation se révèle cependant d'une ampleur insuffisante pour retenir les généreux excédents de population. Déjà, au milieu du siècle, le trop-plein pousse les défricheurs à l'assaut des Appalaches ou sur les chemins de l'exil. Le constat suivant illustre bien cette pression démographique : en 1850, la Montérégie centrale compte plus d'habitants que tout le Bas-Canada de 1790 !

### *Le grand réservoir des francophones d'Amérique*

L'historiographie québécoise nous a légué une abondante littérature sur l'exceptionnelle fécondité de la population d'origine française de la vallée du Saint-Laurent. Cette « revanche des berceaux » du petit peuple humilié par la défaite de 1760 a pris la dimension d'un « mythe fondateur » de la nation québécoise. Des recherches récentes permettent cependant une lecture plus nuancée du phénomène : avant 1850, le taux de natalité des Canadiens français serait comparable à celui d'une grande partie du reste de l'Amérique du Nord<sup>1</sup>. L'originalité québécoise tiendrait plutôt au maintien de cette fécondité élevée jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, parfois jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale dans certaines régions d'ouverture récente. Il demeure un constat qui frappe l'imagination de nos contemporains à la si faible progéniture : en trois siècles, les immigrants français du XVII<sup>e</sup> siècle ont multiplié par mille leurs descendants en Amérique ! Or, la Montérégie centrale est au cœur de ce mouvement.

Pour les années qui nous intéressent, la quantification des populations de l'axe laurentien se heurte à un problème particulier : de 1790 à 1825, les autorités coloniales bas-canadiennes semblent s'accommoder de l'ignorance



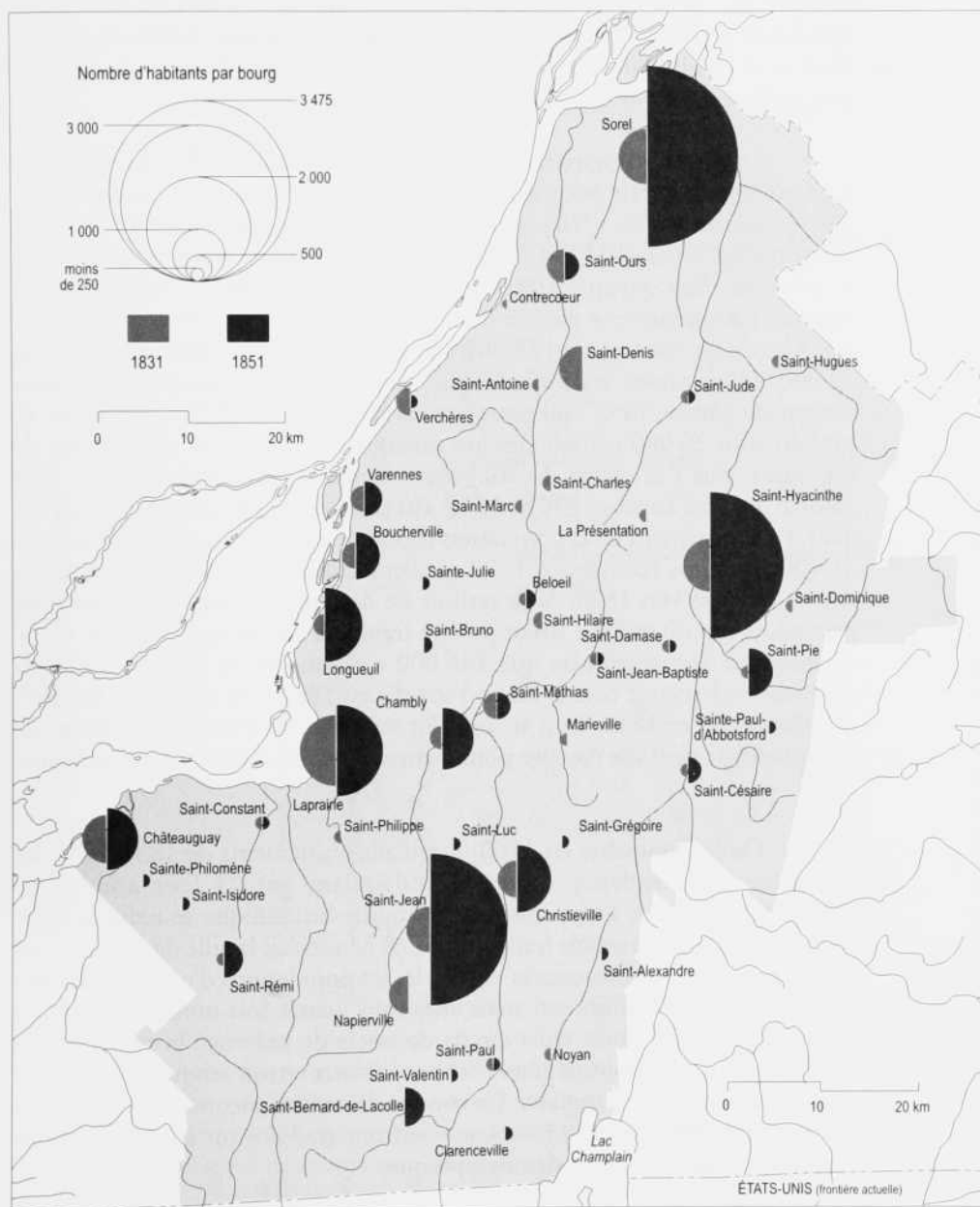
du nombre de leurs administrés. Ces 35 années constituent la plus longue période sans recensement de la part des autorités civiles en près de quatre siècles d'occupation européenne. Par la suite, les quatre recensements tenus en 1825, 1831, 1844 et 1852 souffrent, outre leur bien aléatoire périodicité, de nombreux défauts, bien compréhensibles eu égard aux conditions de leur confection. Les recenseurs, dotés d'instructions sommaires, doivent, par des chemins souvent à peine tracés, parcourir un vaste district pendant des semaines. La tentation est alors forte de négliger les habitations isolées et les bouts de rangs. Le sous-dénombrement constitue donc un problème chronique ; quant à celui des personnes temporairement absentes du foyer lors du passage du recenseur, il n'a pas encore trouvé de solution satisfaisante, même en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

Habitants canadiens jouant aux cartes, d'après le peintre Cornelius Krieghoff. Dans les rangs, surtout durant les longues soirées d'hiver, les rencontres entre voisins constituent souvent la principale activité sociale des familles.  
(Archives nationales du Canada, C-57)



La remarquable constance avec laquelle l'Église catholique tient ses registres paroissiaux permet heureusement de suppléer les rares et peu fiables recensements gouvernementaux. Comme nous l'avons déjà vu dans un précédent chapitre, l'enregistrement des baptêmes, des mariages et des décès rend possible l'évaluation de l'accroissement naturel de la population, année après année, par la simple soustraction du total des décès de celui des naissances. Selon les démographes Jacques Henripin et Yves Péron, il s'agit encore du moyen le plus facile et le plus fiable pour évaluer l'évolution des effectifs de la

**Carte 11**  
La population des principaux bourgs en 1831 et 1852



Cartographe : UQAM, Département de géographie, Patrice Pire

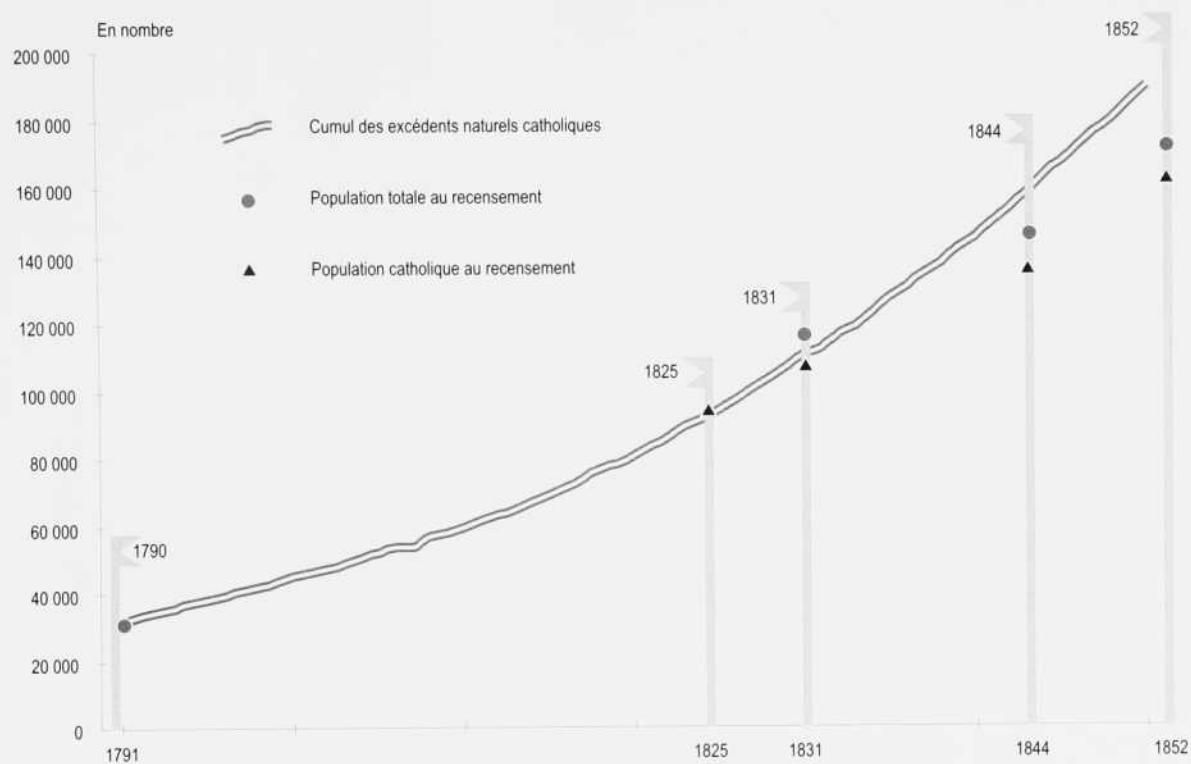
Source : Serge Courville, *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada, 1990*  
Cartographe : UQAM, Département de géographie, Patrice Pire

population catholique du Bas-Canada au cours de ces années<sup>2</sup>. Dans notre région, cette méthode s'avère particulièrement efficace. D'une part, le clergé, quoique peu nombreux, demeure suffisant pour administrer les sacrements portés aux registres ; d'autre part, l'immigration d'origine britannique et irlandaise et l'émigration vers le piémont ou vers les États-Unis représentent un bien faible courant avant 1830.

La figure 7.1 permet de suivre l'évolution de la population estimée de la Montérégie centrale jusqu'en 1830<sup>3</sup>. La coïncidence entre la projection depuis le recensement de 1790 jusqu'aux dénombrements de 1825 et 1831 s'avère remarquable. Entre 1831 et 1844, cependant, une importante rupture semble se produire. Aux quelque 108 000 catholiques recensés en 1831 aurait dû s'ajouter l'accroissement naturel des 13 années suivantes, soit 46 000 individus. Or, on ne retrace que 135 000 catholiques en 1844, pour un déficit de 19 000. Si l'on ajoute le déficit des huit années suivantes, soit jusqu'au recensement de janvier 1852, qui peut être estimé à près de 9 000 personnes, ce sont environ 28 000 catholiques qui manquent à l'appel. Le mouvement de migration vers l'extérieur du Richelieu-Yamaska-Rive-Sud est donc bien amorcé dans les années 1830 et 1840. Au cours de la période initiale, cependant, l'accroissement de la population régionale est remarquable. Les quelque 31 000 habitants recensés en 1790 auraient doublé leur nombre vers 1812, encore une fois vers 1834. Si ce rythme de doublement tous les 22 ans avait persisté, le cap du million aurait pu être franchi à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. Or, le recenseur ne trouvera guère que 144 000 résidants sur la Rive-Sud, dans la vallée du Richelieu et dans la Basse-Yamaska en 1901, soit à peu près les effectifs dénombrés en 1844. Tout au long des années 1790-1850, la population de la Montérégie centrale compte pour environ le cinquième du total bas-canadien.

De la Conquête, en 1760, jusqu'aux événements de 1837-1838, les Canadiens d'ascendance française multiplient par 15 leur nombre en Montérégie centrale. Le peuplement d'origine britannique se réduit à quelques isolats dans une marée francophone. À Montréal, la ville de garnison qui sert de refuge à l'administration coloniale, les populations d'origine britannique et française s'équilibrent, mais elles sont quatre fois moins nombreuses qu'en Montérégie. Après trois quarts de siècle de présence britannique, les autorités coloniales doivent gérer l'échec : le vieux terroir seigneurial demeure fermé à la colonisation anglaise. Ce constat deviendra encore plus patent lorsque les habitants d'origine française voudront traduire sur le plan politique l'importance de leur poids démographique.

**Figure 7.1**  
Évaluation de la population catholique, 1791-1852



Source : Recensement du Bas-Canada, 1790, 1825, 1831, 1844, 1852; Recensement du Canada, 1871, vol. V, tableau III.

Réalisation : UQAM, Département de géographie, Patrice Pitre.

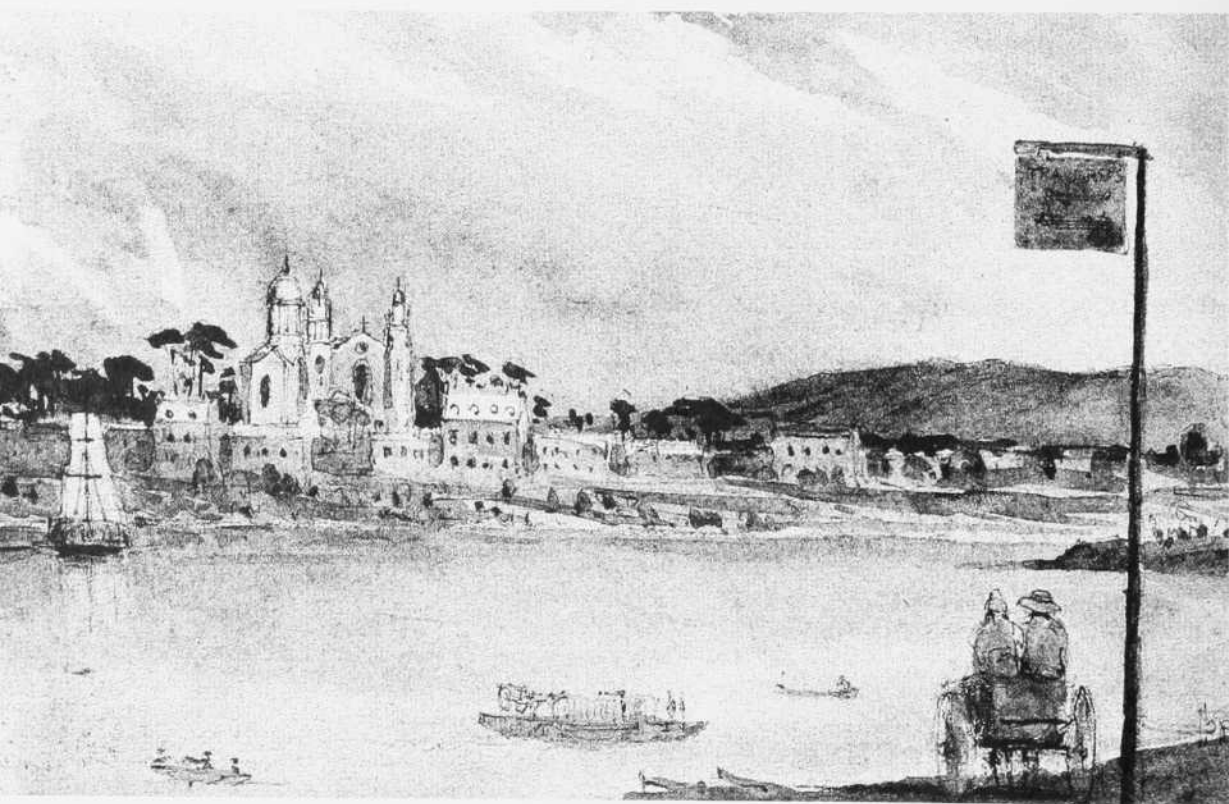
## Les rangs et le village

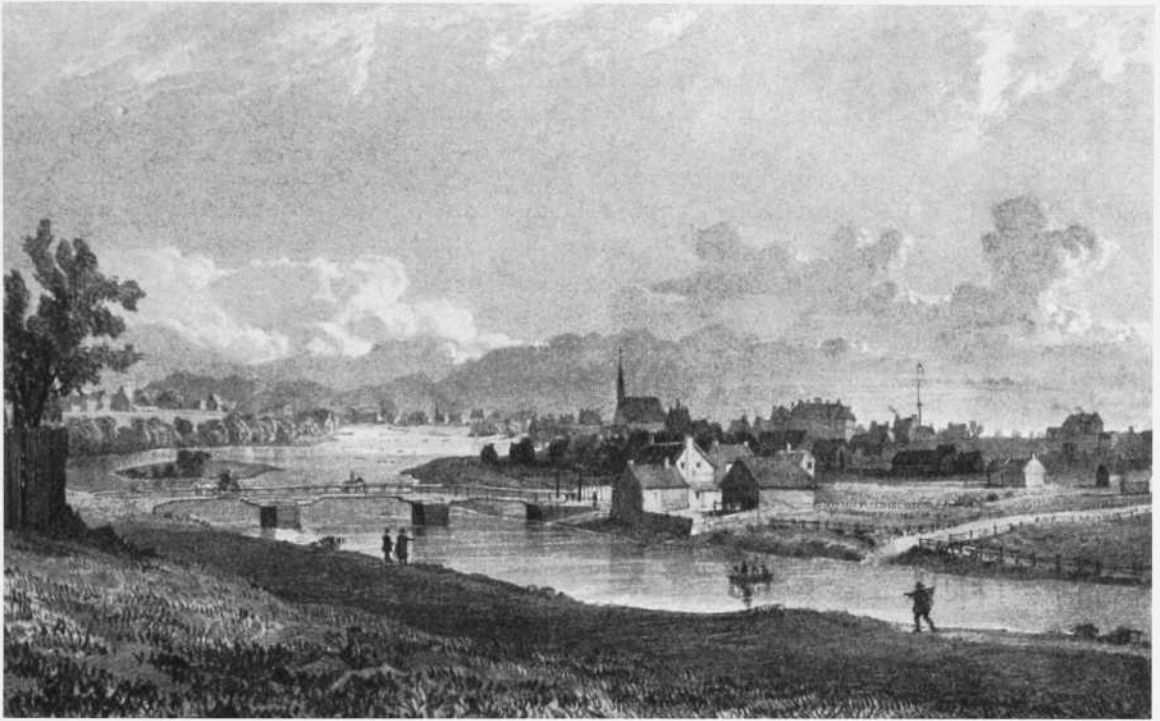
Les premières décennies sont non seulement celles de la conquête agraire du territoire, mais aussi celles de la naissance des villages. Saint-Denis-sur-Richelieu, vu de la traverse de Saint-Antoine.

Outre une production agricole importante, on y trouve une distillerie, une chapellerie et plusieurs ateliers de poteries.

(*Journal : Road along the Frontiers*, Dessin de Philip John Bainbrigge)

Ces 60 années sont celles de la véritable conquête de tout le territoire, sous la poussée de l'explosion démographique ; de 1790 à 1850, la population régionale voit passer ses effectifs de 31 000 à près de 170 000 habitants<sup>4</sup>. La majorité des Montérégiens s'établissent sur la toile d'araignée formée des mil- liers de kilomètres de routes, de chemins de campagne et de rangs qui qua- drillent la région. La densité agraire atteint déjà, dans les années 1840, un sommet historique ; la déforestation s'accélère, et les sols érodés montrent d'in- quiétants signes d'épuisement. Cette période est aussi celle de la naissance du réseau villageois qui se forme autour du manoir seigneurial, de l'église et de l'école, du moulin ou de la fabrique. Mais c'est l'établissement rural qui carac- térise encore ces années : les dessins, les gravures et les peintures du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle nous révèlent un paysage champêtre qui demeurera caractéristique jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle.





Les défrichements progressent au rythme de l'accroissement des fermes et de la mise en valeur agricole du terroir. Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le nombre d'agriculteurs quintuple. En 1852, les 19 000 « occupants de terre » déclarent 817 000 arpents de terre améliorée sur leurs exploitations. Ces quelque 2 800 km<sup>2</sup> de superficie en grandes cultures, en pâturages, jardins et vergers, correspondent à la moitié du territoire régional. Si l'on soustrait les plans d'eau, les marais et les affleurements rocheux, on peut croire que la majorité des sols de bonne qualité sont exploités. D'ailleurs, les colons potentiels se dirigent vers l'extérieur, négligeant les dernières zones peu fertiles comme les placages sableux entre le fleuve et le bas Richelieu, de Belœil à Saint-Ours. Le couvert forestier s'est réduit comme une peau de chagrin, et dans les vieilles paroisses la réserve forestière suffit à peine aux besoins de construction, de clôtures et de chauffage des fermes. Au milieu du siècle, ce recul de la forêt se traduit aussi par celui des industries qui y sont reliées : les potasseries et les perlalleries ne sont plus qu'un souvenir, et la Montérégie centrale compte moins de 5 % des scieries du Bas-Canada.

Saint-Hyacinthe en 1836. Selon Joseph Bouchette, ce village d'à peine 1 000 habitants compte alors une église, un bon presbytère, un collège, de 80 à 90 maisons et une ou deux auberges. (Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe, peinture de R. S. M. Bouchette, reproduite sur carte postale)

Peut-on parler de « surpeuplement » des seigneuries régionales au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ? Ce terme, récurrent dans la littérature sur le Bas-Canada de cette époque, mérite d'être nuancé. Les densités humaines ont certes fortement progressé durant la période : de moins de 6 habitants au kilomètre carré à près de 30 en 1850. La multiplication des bourgs, qui comptent au milieu du siècle des dizaines de milliers de villageois, réduit cependant l'apparente densité agraire. Il n'en demeure pas moins que cette agriculture peu productive, aux cultures exigeantes, peut supporter un nombre restreint de paysans par unité de surface ; dans les plus vieilles paroisses de la Rive-Sud et sur les rives du Richelieu, le point de saturation semble atteint. Quelque 130 000 personnes habitent les exploitations distribuées sur les côtes et les rangs de la Montérégie centrale. Quand, en 1931, le recenseur introduira la rubrique « population des fermes », il n'en retrouvera plus que 65 000, la moitié du total de 1850.

Cette période n'est pas seulement celle de la conquête agraire du territoire, c'est aussi celle de la naissance des villages. Des travaux récents du géographe Serge Courville et de son équipe permettent d'envisager une nouvelle approche du phénomène villageois dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Le patient dépouillement des listes nominatives des recensements de 1831 et de 1851, couplé à une relecture des sources connues, a permis de retracer la naissance et l'évolution des agglomérations dans les seigneuries du Bas-Canada. La recension des professions déclarées, la présence d'équipements collectifs comme une église et une école, une auberge ou un magasin, une fabrique ou une manufacture, et l'étroitesse des lots témoignent de la présence de noyaux villageois malgré leur inexistence officielle. De 1815 à 1851, le nombre de ces bourgs croît de façon phénoménale, passant d'une cinquantaine à plus de 300.

Chambly en 1838. Une certaine activité économique y règne grâce à la garnison qu'il faut ravitailler mais aussi en raison des grands moulins du seigneur Christie Burton, sis près des rapides, et qui font travailler en toutes saisons.

(Archives nationales du Canada, C-11856, Aquarelle de Philip John Bainbrigge)







On peut distinguer trois périodes dans la constitution de ce réseau villageois en Montérégie centrale. De 1790 à 1815, c'est l'établissement rural qui prédomine et le doublement des effectifs régionaux n'apporte que quatre nouveaux bourgs : Saint-Jean, Saint-Ours et Saint-Hyacinthe, en plus de l'éphémère Burtonville dans la seigneurie de De Léry. Entre 1815 et 1831, la croissance de l'habitat groupé est remarquable : le nombre de noyaux villageois passe de 11 à 44. Sur la Rive-Sud, des villages se forment à plusieurs kilomètres du fleuve, comme Saint-Philippe, Saint-Constant et Saint-Rémi. Les deux rives du Richelieu voient surgir un chapelet de petits bourgs au cœur des paroisses ; Saint-Ours, Saint-Denis, Saint-Hilaire et Noyan comptent même deux noyaux de peuplement et Saint-Mathias en compte trois. Au cours des années 1830 et 1840, le rythme de formation de nouveaux bourgs s'atténue. Un total de 58 noyaux villageois est recensé en 1852, avec une dernière poussée dans la région de Saint-Hyacinthe et aux marches du Piémont, dans le futur district de Rouville.

Au cours de la première moitié du siècle, un nouvel élément est apparu dans le paysage montréalais, le long des rivières ou au milieu des champs clos : le village, que signale au loin le clocher d'une église. La population regroupée est passée des quelques centaines d'habitants des petits bourgs rive-

Saint-Jean en 1839. Entre 1831 et 1851, ce bourg triple sa population et se hisse du sixième au deuxième rang parmi les villages de la région. (Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 1706)



rains, de La Prairie à Sorel, aux 30 000 villageois distribués de part et d'autre du Richelieu. Déjà, entre 1830 et 1850, une nouvelle hiérarchie urbaine se dessine (tableau 7.1). Les transformations économiques de la seconde moitié du siècle confirmeront la prépondérance des trois plus importantes agglomérations : Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Sorel.



En 1831, Sorel est le deuxième bourg en importance après La Prairie. On trouve deux églises, deux moulins, huit magasins et seize tavernes. (Archives nationales du Canada, C-2649, Aquarelle de Philip John Bainbrigge)

**Tableau 7.1**  
*Les principaux bourgs de la Montérégie centrale, 1831 et 1852*

| 1831                           |            | 1852                           |            |
|--------------------------------|------------|--------------------------------|------------|
| Village                        | Population | Village                        | Population |
| La Prairie                     | 1 302      | Sorel                          | 3 424      |
| Sorel                          | 1 063      | Saint-Jean                     | 2 916      |
| Caughnawaga                    | 1 050      | Saint-Hyacinthe                | 2 820      |
| Saint-Hyacinthe                | 1 018      | La Prairie                     | 1 758      |
| Châteauguay                    | 921        | Longueuil                      | 1 427      |
| Saint-Jean                     | 878        | Christieville (Saint-Athanase) | 1 294      |
| Napierville                    | 729        | Caughnawaga                    | 1 259      |
| Christieville (Saint-Athanase) | 713        | Saint-Joseph (Chambly)         | 1 190      |
| Saint-Denis                    | 691        | Châteauguay                    | 1 188      |
| Boucherville                   | 501        | Boucherville                   | 904        |
| Varenes                        | 500        | Saint-Pie                      | 815        |

Source : Listes nominatives des recensements de 1831 et 1851-1852. Tiré de : Serge Courville, *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990, annexe C, p. 283 et 284.

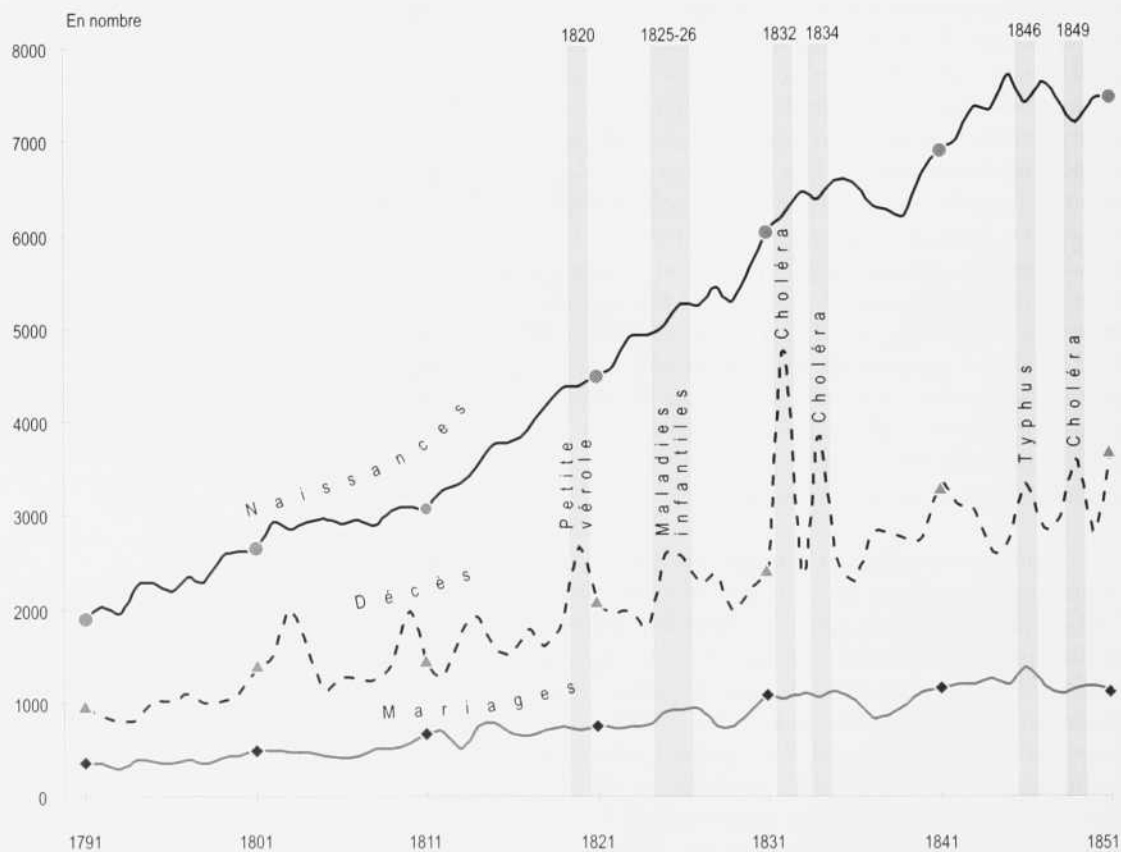
## *Accroissement naturel et migration*

La croissance de la population régionale vient donc désormais, pour l'essentiel, des surplus générés localement. L'immigration française est presque nulle, celle provenant des îles britanniques ou des États-Unis se dirige vers les régions voisines : Montréal et le Haut-Saint-Laurent, le Piémont-des-Appalaches et les Cantons-de-l'Est. En cette première partie du XIX<sup>e</sup> siècle, on constate le maintien d'une démographie d'ancien régime, caractérisée par une natalité et une mortalité élevées. La figure 7.2 révèle pourtant une rupture après les épidémies de choléra de 1832 et 1834 : la courbe des décès fléchit plus rapidement que celle des naissances, ce qui permet de dégager un plus grand accroissement naturel. Les naissances connaissent une importante progression au long de ces 60 ans. La croissance des baptêmes n'est pas uniforme et on peut en distinguer les rythmes à la figure 7.2 : hausse régulière jusqu'à 1802, suivie d'un plateau jusqu'à 1811, puis solide poussée qui fait passer le nombre de naissances annuelles de 3 000 à 6 000. On peut mettre en parallèle la chute des naissances, de 1835 à 1840, avec celle des mariages, de 1835 à 1837. La baisse d'un quart du nombre de nouveaux couples se répercute fortement sur la natalité régionale. À compter de 1845, ce lien entre la propension des populations nubiles à former des unions et la natalité régionale se vérifie une nouvelle fois, ce qui constitue peut-être le signe le plus tangible du mouvement d'exode des jeunes adultes.

Comme nous l'avons constaté plus haut, la bonne tenue des registres des baptêmes, mariages et décès permet une évaluation assez précise des effectifs catholiques ainsi que le calcul des taux de natalité et de mortalité jusqu'au début des années 1830. Ces taux suivent une légère pente descendante : des années 1790 aux années 1820, le taux de naissance moyen passe de 60 ‰ à 54 ‰, celui des décès de 27 ‰ à 24 ‰. En fait, deux années sur trois, l'accroissement naturel dépasse 30 ‰ ; lorsqu'il s'avère inférieur, c'est toujours la mortalité qui en est responsable. Pendant ces 40 ans, alors que les taux de natalité évoluent dans une étroite fourchette, de 63 ‰ à 52 ‰, ceux de mortalité varient fortement, de 42 ‰ à 19 ‰. Ainsi, c'est l'importante mortalité des années 1801 à 1804 qui ralentit la croissance de la population régionale au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

La baisse de la mortalité générale constatée en fin de période est peut-être le reflet des premiers efforts visant à améliorer la santé publique. Certes, les résultats demeurent modestes, au chapitre de la mortalité infantile notamment ; le bilan désastreux persistera d'ailleurs jusqu'aux années 1920. La coqueluche, la scarlatine et la rougeole frappent avec régularité les jeunes enfants, et les diarrhées emportent les nourrissons. La petite vérole, présente à l'état

**Figure 7.2**  
Mouvements de la population catholique, 1791-1851



Source : Recensement du Canada, 1871; vol. V, tableau III.  
Réalisation : UQAM, Département de géographie, Patrice Pitre.

endémique, est parfois responsable de véritables crises de décès, comme en 1820. Les survivants en portent les séquelles sur leur visage pendant le reste de leur existence. Parfois, la maladie arrive d'Europe avec les immigrants : le choléra en 1832 et 1849, le typhus en 1846. Le renforcement de l'administration coloniale et la plus grande présence d'institutions de charité permettent de mettre en œuvre la mesure la plus efficace de prophylaxie, l'isolement des malades. L'établissement, en 1832, de la quarantaine obligatoire pour tous les navires qui remontent le fleuve, à Grosse-Île, en face de Montmagny, constitue l'intervention la plus connue ; la frontière américaine demeure, elle, bien perméable.

Le maintien d'une généreuse natalité permet donc de dégager d'impressionnants surplus qui s'accroissent d'une décennie à l'autre : de 12 600, dans les années 1790, à près de 43 000, dans la décennie 1840-1850. En 1845, l'année record, les curés des paroisses catholiques enregistrent 7 662 baptêmes et 2 722 décès en Montérégie centrale, ce qui laisse une croissance naturelle de 4 940 individus, un chiffre à peu près égal à la population combinée des deux plus grosses agglomérations, Sorel et Saint-Jean. Au total, les quelque 284 000 naissances et 126 000 décès portés aux registres paroissiaux de la région au cours de la période permettent de dégager des surplus de 159 000 individus, soit 26 % des excédents de tout le Bas-Canada. La Montérégie est devenue le principal réservoir des francophones d'Amérique.

L'immigration constitue l'autre composante de la croissance de la population d'un territoire. Il existe pour l'essentiel deux courants, tous deux anglophones, en provenance des îles britanniques et des États-Unis. Ce dernier apport s'est rapidement tari, surtout après la guerre de 1812. L'autre afflux, celui des Anglais, Écossais et Irlandais venus directement d'Europe, se renforce dans les années 1820 et prend une nouvelle ampleur au début des années 1830. Mais la Montérégie centrale, dont les bonnes terres sont déjà occupées, s'avère peu accueillante aux immigrants qui se destinent à l'agriculture. D'ailleurs, ceux-ci répugnent à s'installer en terroir seigneurial, selon un mode de tenure qui leur est étranger, même si de nombreux seigneurs sont leurs compatriotes. Pour un grand nombre de ces nouveaux venus, le Bas-Canada n'est qu'une étape sur la route du Haut-Canada et des États-Unis. Ceux qui restent s'installent dans les nouveaux cantons ou dans les villes de Québec et de Montréal. En 1830, cette dernière devient majoritairement anglophone.

Le recensement de 1844 permet une première évaluation du succès de l'établissement des non-francophones dans la région. À cette date, on compte quelque 14 000 résidents d'origine britannique, auxquels on peut ajouter un

millier de personnes nées aux États-Unis, ce qui laisse 89 % de la population régionale sous la rubrique « natifs du Canada d'origine française ». Près du tiers de ces anglophones sont nés en Europe, les autres font déjà partie de la deuxième ou troisième génération en sol américain, parfois plus pour les Loyalistes et leurs descendants. Ces Britanniques se répartissent de façon décroissante du sud vers le nord, depuis la frontière américaine jusqu'au bassin de Chambly. Plus haut, dans les districts de Verchères, Saint-Hyacinthe, Yamaska et Richelieu, ils ne sont plus que quelques centaines parmi 60 000 francophones. La seule concentration notable est à Sorel qui, malgré son nouveau nom de William Henry, n'en est pas moins majoritairement francophone.

Voyageurs déjouant le gardien  
de la barrière sur une route à  
péage, d'après une œuvre de  
Cornelius Krieghoff.  
(Archives nationales du Canada,  
C-13475)

Cependant, cette immigration britannique a sa contrepartie : l'émigration des Montréalais francophones, un phénomène séculaire d'une ampleur beaucoup plus forte. Les causes sont multiples et bien connues, comme l'exil volontaire de centaines de Montréalais qui fuient la répression de la



part des troupes britanniques, après les troubles de 1837 et 1838. Mais les plus importantes cohortes de migrants obéissent plutôt à des contraintes d'ordre structurel. D'une part, le terroir seigneurial connaît de sérieux problèmes de saturation foncière depuis les années 1820. Les petites industries qui voient le jour dans les hameaux de la région fournissent peu d'emplois. D'autre part, à ces causes répulsives il faut ajouter l'attraction de la puissante économie américaine, avec son niveau de vie, ses salaires et son taux de croissance supérieur à celles des colonies britanniques du Nord<sup>6</sup>. Les États du Nord-Est connaissent une forte poussée industrielle dans les années 1830 et 1840, en même temps que l'Ouest offre à tous ses terres gratuites. Pour un grand nombre, l'appel est irrésistible<sup>7</sup>.

Le gouvernement bas-canadien, inquiet d'un mouvement qui prend une allure d'exode, charge un comité spécial de la Chambre d'en trouver les causes, les acteurs et les moyens de le prévenir. Dans son rapport, déposé en mai 1849, le comité prend la mesure du phénomène<sup>8</sup>. Il regroupe les émigrants en huit catégories. Les plus importantes cohortes seraient composées des ouvriers sans travail des villes de Montréal, Québec et des agglomérations rurales, puis des plus pauvres habitants des terres seigneuriales et cantonales, enfin d'« habitants à l'aise » qui vendent leurs biens pour s'installer dans l'Ouest américain. Ce dernier courant, qui semble s'amplifier à la fin des années 1840, dérange particulièrement les enquêteurs et leurs témoins : il leur apparaît comme « un véritable sujet de deuil pour la province ». Il y a lieu de croire que cette tendance, qui marque une maturité de l'émigration, frappe particulièrement la région.

En effet, le mouvement de va-et-vient entre la Montérégie et les États-Unis remonte au début du siècle. Les jeunes hommes célibataires se déplacent de façon saisonnière au Vermont, via le Richelieu et le lac Champlain, pour s'y engager dans les fermes, les chantiers forestiers ou les briqueteries. Dans les années 1830 et 1840, le mouvement se renforce à la faveur des grands travaux d'infrastructure en Nouvelle-Angleterre, comme les canaux et les chemins de fer. Bientôt, de nouvelles possibilités s'offrent aux migrants saisonniers dans les manufactures qui se multiplient pour le travail du cuir, du coton et de la laine. Au tournant des années 1850 la migration change de caractère : elle se fait de moins en moins sur une base individuelle et au rythme des saisons, et est de plus en plus familiale et permanente. La Nouvelle-Angleterre compte déjà près de 20 000 résidents d'origine canadienne-française<sup>9</sup>. Il s'agit d'un chiffre tout de même modeste si l'on compare avec le déficit migratoire de 28 000 catholiques de la région constaté précédemment. La Nouvelle-Angleterre ne reçoit donc qu'une partie des émigrants montérégiens.

De fait, la région participe aussi au mouvement d'occupation des plateaux laurentiens et appalachiens, au débordement des seigneuries vers les cantons. La colonisation se poursuit de proche en proche, depuis la Basse-Yamaska vers les Bois-Francs, de la rive droite de la rivière Richelieu vers le Piémont-des-Appalaches. En 1851, les cantons de Milton, Farnham, Roxton et Stanbridge comptent déjà près de 5 000 Canadiens français<sup>10</sup>. Mais ce débordement colonisateur, qui va se poursuivre dans les années 1850 et 1860, demeure bien faible comparé au véritable flot qui se déverse au sud de la frontière tout au long de la seconde moitié du siècle, une histoire qui retiendra notre attention dans le prochain chapitre sur la population régionale.

*Une économie agricole  
en transition*

---





---

Le moulin McGinnis d'Iberville. Ce moulin fonctionne au fil de l'eau, une force motrice bien adaptée dans une région qui ne compte pas de chutes et peu de rapides. La plupart des industries sont alors alimentées par ce type d'énergie.

(Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 774)

L'accroissement démographique durant cette période entraîne la conquête agraire du territoire. Au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le nombre d'agriculteurs quintuple et la saturation de l'espace agricole pousse un nombre grandissant de jeunes gens vers les villages et les villes, à la recherche de travail dans les ateliers et dans les petites manufactures. Entre 1790 et 1830, la région devient le grenier à blé du Bas-Canada. Mais, par la suite, l'épuisement des sols se fait de plus en plus sentir ; de plus, certaines années, de mauvaises conditions climatiques – gelées hâtives ou tardives, pluies trop abondantes, grêle – ou les dommages causés par la mouche à blé auront des conséquences néfastes sur les récoltes.

Le contexte de l'époque ne favorise guère les producteurs du Bas-Canada qui sont pratiquement exclus du marché extérieur, toujours instable, et qui doivent affronter la concurrence des terres neuves du Haut-Canada et des États-Unis ; au même moment, la Grande-Bretagne abandonne le protectionnisme et cesse de favoriser les produits canadiens sur son marché. Les agriculteurs montérégiens doivent alors se tourner vers de nouvelles productions comme l'avoine, la pomme de terre et le foin, dont la demande est en hausse sur le marché local. L'agriculture demeure cependant toujours perçue non seulement comme un moyen de subsistance, mais comme le mode de vie par excellence.

Parallèlement, on assiste à l'émergence de petites industries rurales, à l'arrivée de nouveaux moyens de transport, comme le bateau à vapeur et le train, et à un début d'intervention de l'État dans le réseau routier qui se développe au fil des ans.

### *Les bouleversements en agriculture*

Comme au siècle précédent, en 1790 les paysans cultivent surtout le blé, les pois et l'avoine ; cette production sert d'abord à subvenir aux besoins de la famille, puis les surplus sont utilisés pour payer le seigneur, l'église et les marchands locaux. C'est en effet grâce à la vente de ces excédents qu'ils disposent de numéraire leur permettant d'acheter les produits importés indispensables au bien-être de la famille.

Le blé est cultivé sur toutes les fermes et il fait encore la gloire des vieilles paroisses. Il connaît ses plus beaux jours entre 1790 et 1815 et, à l'exception de quelques mauvaises années de récoltes, cette prospérité se maintient jusqu'en 1834. Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le blé est en effet devenu un important produit d'exportation et son commerce commande une batellerie importante pour transporter cette denrée des entrepôts des paroisses riveraines du Saint-Laurent et du Richelieu jusqu'à Québec. En 1831, l'agriculture demeure toujours l'occupation la plus répandue, alors que 12 033 familles en vivent. Mais avec la naissance des villages et des bourgs<sup>1</sup>, entre autres à Saint-Hilaire, Saint-Mathias, Verchères et dans la seigneurie de Saint-Armand, un nombre grandissant de Montérégiens en viendront à tirer leur subsistance d'emplois non agricoles entre 1815 et 1831. Les historiens Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot<sup>2</sup> estiment que, de 1790 à 1835, le niveau de vie moyen des agriculteurs s'est amélioré tant en valeur qu'en quantité de biens, meubles et immeubles. La prospérité agricole de cette période est cependant toute relative puisque, selon Maurice Séguin, vers 1800 la vente des produits agricoles ne semble pas dépasser 100 \$ par année par ferme<sup>3</sup> : la demande intérieure est faible et souvent surpassée par la production, tandis que le marché extérieur demeure très instable. Les cultivateurs ne cherchent donc pas à augmenter massivement leur production, d'autant plus que l'épuisement des terres se fait de plus en plus sentir ; mais on ne s'en inquiète pas trop si cela n'affecte pas les besoins alimentaires de la famille et n'a pour seule conséquence que de diminuer les surplus destinés au marché.

À partir de 1834, la culture du blé, base de l'économie agricole du Québec, est menacée par plusieurs facteurs comme le mauvais temps, l'épuisement des sols et les ravages de la mouche du blé<sup>4</sup>. La récolte de 1830 atteint un sommet en Montérégie centrale, mais les récoltes subséquentes connaissent un lent déclin : entre 1831 et 1851, la production baisse de plus de 25 %. Alors que le Haut-Canada affiche des rendements de plus de 14 hectolitres à l'hectare, ceux de la région atteignent à peine 6 hectolitres. En 1831, alors que la production donne un rendement de 4 hectolitres par habitant, en 1851 celui-ci n'est plus que de deux hectolitres. Certaines années, comme en 1844, ce rendement n'est que d'un hectolitre par habitant. La situation est cependant moins dramatique que dans le reste du Bas-Canada où, en 1851, la production moyenne de blé n'est que de 1,3 hectolitre par personne, ce qui force les administrateurs de la colonie à en importer pour répondre aux besoins de la population. Les habitudes alimentaires changent donc rapidement durant cette période. Néanmoins, en 1851, les agriculteurs consacrent encore près de 30 % de leurs superficies en culture au blé, soit près de 60 000 hectares, ce qui représente 36,1 % de l'ensemble de la province. Devant la concurrence insoutenable des nouvelles terres à blé du Haut-Canada et des États-Unis, les

cultivateurs choisissent de s'adapter à la nouvelle réalité en produisant davantage d'avoine, de pomme de terre et de fourrage pour répondre à la demande du marché local.

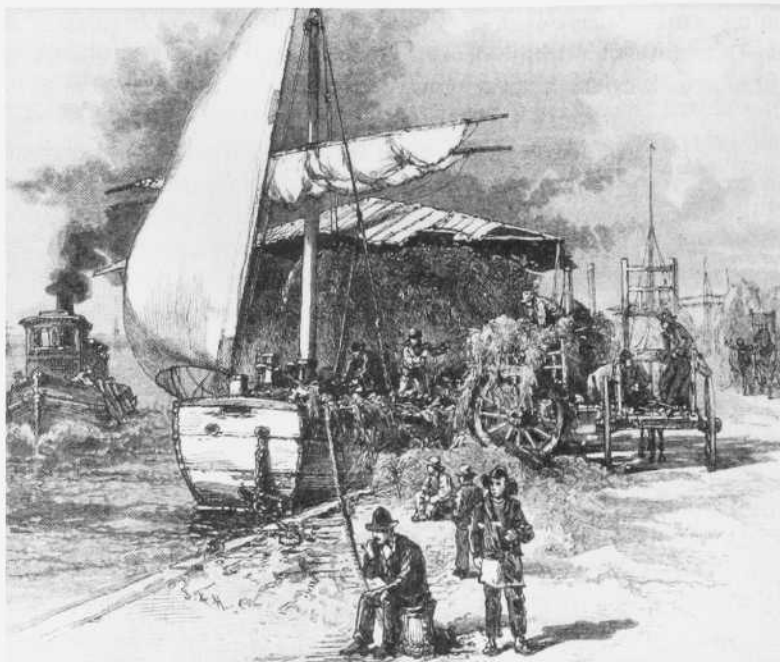
La production de l'avoine, qui sert surtout de nourriture aux animaux et en particulier aux chevaux, fait plus que doubler entre 1831 et 1851 : la superficie consacrée à cette céréale atteint alors 52 500 hectares ou tout près de 22 % de l'ensemble de la province. Par ailleurs, les pois occupent à l'époque une place importante dans l'alimentation humaine : la soupe aux pois fait alors régulièrement partie du menu des habitants<sup>5</sup>. Cette récolte, qui représente 21,8 % de celle de l'ensemble du Bas-Canada en 1831, grimpe, vingt ans plus tard, à 37,3 %. On consacre alors une superficie de 23 400 hectares à cette production, la troisième en importance dans la région. Quant à la pomme de terre, introduite par les Loyalistes vers 1795, sa culture connaît un bon démarrage. On en récolte dans toute la région en 1831 : 789 tonnes métriques dans Lacolle, 980 dans Foucault, 708 dans Saint-Charles, 816 dans Saint-Denis, 1 061 dans Saint-Ours, 735 dans Sorel et 1 915 dans la paroisse de Saint-Hyacinthe<sup>6</sup>. Cependant, les lourds sols argileux exigent de pénibles travaux de drainage pour cette culture et plusieurs agriculteurs se tournent vers d'autres productions. En 1851, seulement 4 000 hectares y sont consacrés, soit à peine 13,6 % du total bas-canadien. Pendant un certain temps, les cultivateurs trouvent un autre débouché grâce à la demande des brasseries et des distilleries pour l'orge et le seigle : la culture de ces céréales est effectivement à la hausse durant les premières décennies du siècle. Mais, comme la plupart de ces établissements ferment leurs portes, le recensement de 1851-1852 ne relève plus que 2 540 hectares consacrés à l'orge ; ces derniers sont concentrés autour de Saint-Hyacinthe et de Hemmingford. Cette culture représente à peine 14,7 % de celle de l'ensemble du Québec et la récolte est alors inférieure à 25 450 hectolitres. Encore une fois, les espoirs des cultivateurs sont déçus, ce qui n'est pas de nature à les encourager à se lancer dans de nouvelles productions pour répondre à de nouveaux marchés.

#### LES CULTURES SE DIVERSIFIENT

Il y aura pourtant une exception : l'urbanisation crée une demande pour les fourrages, demande renforcée par la multiplication des chantiers devant fournir du bois de construction pour le marché local et américain. Vers la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le foin devient une source de revenus intéressants à court terme et le recensement de 1851-1852 fait état d'une récolte de 147 800 tonnes métriques. À ce moment-là, les plus fortes récoltes viennent des districts du sud et du Haut-Richelieu. Si on en croit le voyageur Russel, les meilleures terres peuvent en produire 0,55 tonne métrique à l'hectare, mais dans la plupart des terres les cultivateurs atteignent difficilement la moitié de ce rendement<sup>7</sup>.

Chargement d'une barge de foin. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le foin remplace le blé comme principale production pour répondre à la demande venant de la consommation locale et du développement de l'industrie laitière en Nouvelle-Angleterre. Les agriculteurs de la région vendent aux importateurs américains qui font transporter le foin par l'axe Richelieu-Lac Champlain-fleuve Hudson.

(Archives nationales du Canada, C-82844)



#### **DES CULTIVATEURS MAL PRÉPARÉS POUR L'ÉLEVAGE**

Les productions se diversifient, ce qui se constate par l'augmentation des superficies consacrées aux pâturages et par des cheptels plus imposants<sup>8</sup>. Le nombre de bêtes augmente assez régulièrement, mais malgré cette hausse en chiffres bruts des troupeaux la part de la région par rapport à l'ensemble du Bas-Canada s'effrite graduellement, à cause semble-t-il de l'accroissement des superficies mises en culture dans de nouvelles régions comme les Cantons-de-l'Est. De plus, le cheptel moyen tend à diminuer au cours des dernières décennies de la période, sans doute en raison du plus grand nombre de petites fermes de moins 20 hectares. Cet élément, joint au recul de la culture du blé, laisse présager l'appauvrissement d'une partie de la classe agricole.

Cette orientation de longue date vers la production céréalière a toutefois plutôt mal préparé les cultivateurs aux exigences de l'élevage : la préférence accordée au blé plutôt qu'au fourrage, jointe à un marché limité pour les viandes, a contribué à garder des troupeaux de petite taille. Les animaux mangent bien l'été dans les pâturages et les boisés, mais ils manquent fréquemment de grains et de foin durant l'hiver ; quant aux techniques d'ensilage, elles sont encore peu répandues. Incapables de nourrir convenablement un troupeau important, la plupart des fermiers abattent les animaux qui ne sont pas nécessaires pour la traction ou la reproduction. Cette pratique offre l'avantage

de fournir de la viande pour l'hiver à la famille, mais elle contribue à réduire sérieusement la production d'engrais nécessaire à la fertilisation des champs ; elle entraîne donc une baisse de rendement, au fur et à la mesure que le sol s'appauvrit, sans compter qu'elle laisse peu de place pour la viande destinée au commerce.

D'autres productions de moindre importance viennent compléter ce tableau : sucre d'érable, tabac, beurre, fromage et miel. La culture du tabac est assez bien répartie sur l'ensemble du territoire, sauf sur les terres situées à l'embouchure de la Yamaska ; la production s'élève à 55 400 kilos en 1851, soit plus du quart de la production québécoise totale. Par contre, la récolte de l'eau d'érable demeure relativement modeste : même si elle passe de 70 200 kilos, en 1844, à 170 300 kilos, en 1851, elle représente moins de 7 % de la récolte québécoise totale. C'est dans les érablières de Saint-Hyacinthe et du Bas-Richelieu que se font les cueillettes les plus importantes. En ce qui concerne les apiculteurs, ils sont concentrés surtout dans le district de Rouville ; par exemple, à Saint-Hilaire, neuf d'entre eux se partagent une centaine de ruches<sup>9</sup>.

Enfin, on assiste, au cours de la décennie 1840-1850, à la naissance d'une production laitière destinée au marché. Profitant de la demande montréalaise, un petit nombre d'agriculteurs se tournent de plus en plus vers ce secteur, comme en témoigne l'*Atlas historique du Québec*<sup>10</sup> qui situe les gros et très gros producteurs de beurre à Montréal et dans les régions voisines. La progression de cette production suit celle du troupeau bovin et elle se fait sentir surtout dans les terres nouvellement occupées de Saint-Hyacinthe et du sud du territoire. Le recensement de 1851-1852 fait état de 788 580 kilos de beurre de ferme et de 26 820 kilos de fromage, soit 18 % et 8,1 % de la production bas-canadienne, alors que la région compte 20 % des occupants de terres de la province.

La Montérégie centrale conserve donc toujours son rôle de principal fournisseur vivrier du Bas-Canada. On y trouve, en 1851, 19 104 fermes, ce qui représente tout près de 20 % de l'ensemble du Bas-Canada. Cependant, l'évolution de la propriété terrienne subit les contrecoups de la phénoménale croissance démographique et une augmentation notable du nombre des petits lots se perçoit ; ainsi, en 1851, 3 388 occupants de terre possèdent des lots de 4 hectares et moins<sup>11</sup>, soit 23,4 % de toute la province. De si petites superficies sont nettement insuffisantes pour faire vivre convenablement une famille moyenne et il n'est donc pas surprenant de constater qu'elles se retrouvent surtout dans les villages ; même si la plupart de leurs occupants cultivent leur lot, ils gagnent leur vie surtout comme ouvriers, artisans, commerçants ou

DES TERRES DE PLUS  
EN PLUS PETITES



même comme membres d'une profession libérale. Au total, cependant, entre 1831 et 1851, la superficie possédée par ferme demeure relativement stable, avec un peu plus de 28 hectares ; de son côté, la superficie consacrée aux grandes cultures, dont le foin, augmente de 16,3 à 17,3 hectares. En 1851, en ne tenant pas compte des superficies de 4 hectares et moins, la moyenne des terres cultivées par les 15 716 autres occupants se situe à 20,2 hectares et les terres possédées mesurent en moyenne 33,6 hectares. De fait, 7 865 occupants possèdent de 22,2 à 40,5 hectares, 3 201 autres ont de 40,5 à 81 hectares et 573 propriétaires en détiennent 81 hectares et plus. Ce sont donc 60,9 % des cultivateurs qui disposent de 22,2 hectares et plus.

#### DES CONDITIONS DE VIE VARIABLES

Dans *Peasant, lord and merchant : rural society in three Quebec parishes, 1740-1840*<sup>12</sup>, Allan Greer décrit la vie des paysans sur les fermes du Bas-Richelieu, à Sorel, Saint-Ours et Saint-Denis. Ceux-ci, note-t-il, produisent ce dont ils ont besoin pour subvenir aux besoins de la famille, pour payer les redevances seigneuriales et pour acheter des biens de consommation et des instruments aratoires. Il met néanmoins en lumière des différences notables. À Sorel, la présence de terrasses de sable limite les activités agricoles, ce qui force les paysans à arrondir leurs revenus en exerçant un travail saisonnier dans le commerce des fourrures, la construction navale ou d'autres emplois. Malgré cela, ils sont endettés. À Saint-Denis, les terres argileuses sont plus productives et les fermes plus prospères. Les cultivateurs vendent leur surplus de blé au marché montréalais et ils peuvent se procurer des biens de consommation comme le sucre, le rhum, le thé, le poivre et des tissus. Dans les paroisses de colonisation de la seigneurie de Saint-Hyacinthe et des cantons du Haut-Richelieu, l'agriculture est plus rudimentaire et les contacts avec les marchés sont presque nuls. Les routes sont rares et en mauvais état. Selon Christian Dessureault, seulement de 10 % à 15 % des paysans de la région maskoutaine pratiquent une agriculture commerciale et accèdent à des biens non essentiels, tandis que 30 % vivent dans l'indigence et doivent travailler à l'extérieur de la paroisse<sup>13</sup>. La moitié de ces derniers sont en fait trop pauvres pour participer à l'économie de marché. Cependant, l'inégalité entre les paysans s'accroît avec le temps, quel que soit l'endroit.

#### AGRICULTURE COMMERCIALE, AGRICULTURE DE SUBSISTANCE

Les données disponibles concernant la période de 1790 à 1850 nous révèlent donc la coexistence de deux types d'agriculture pratiqués en Montérégie centrale : une agriculture commerciale, intensive, prônée par les dirigeants politiques et les marchands qui prennent pour modèles quelques *gentlemen farmers*, et une agriculture de subsistance, plus traditionnelle et de loin la plus répandue, reposant sur une stratégie familiale qui vise à assurer une terre à tous les enfants de la maisonnée. Malheureusement, le point de vue des agriculteurs eux-mêmes est presque inexistant dans les documents de l'époque.

Les journalistes agricoles et les membres des professions libérales manifestent de leur côté un préjugé évident en faveur de l'agriculture de type commercial, faisant amplement référence à l'exemple de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, sans vraiment tenir compte de la situation réelle au Bas-Canada ; toutefois, ils méconnaissent l'ampleur des travaux d'irrigation à faire, compte tenu de la faiblesse des moyens techniques à la disposition des cultivateurs ; ils ne prennent pas non plus en considération la qualité des sols qui ne sont pas toujours favorables à la culture du blé et ils négligent le piètre état des routes. Même si la production locale de blé est supérieure à celle de l'Europe, comme par exemple en 1850, cela n'altère pas leurs critiques à l'endroit de l'esprit de routine qu'ils attribuent à nos agriculteurs. La monographie d'Allan Greer et les travaux de Louise Dechêne<sup>14</sup> détruisent cependant le mythe selon lequel l'habitant québécois pratiquait des méthodes archaïques et montrent qu'il avait recours à l'assolement biennal ou triennal et disposait d'outils convenables. De son côté, Marvin McNinnis établit que la productivité des fermes cultivées par des Canadiens français se rapproche sensiblement de celle des exploitations des anglophones du Bas-Canada et affirme que ces derniers n'étaient pas de meilleurs fermiers que leurs voisins francophones<sup>15</sup>.

En résumé, si la moyenne des superficies possédées par ferme demeure relativement stable, la surface cultivée augmente légèrement, mais on assiste surtout, de 1830 à 1850, à une réorientation des productions agricoles vers l'avoine, la pomme de terre, le foin et les pois. La région réussit encore à mieux nourrir sa population que l'ensemble du Bas-Canada, sauf lors de certaines années de mauvaises récoltes. La vision traditionnelle d'une campagne vouée à l'agriculture de subsistance doit donc céder la place à une perception de la réalité beaucoup plus complexe, et ce dès les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, au sud-ouest de la région, une agriculture intensive se développe, combinant la culture des céréales, les cultures maraîchères et l'élevage des vaches laitières pour satisfaire le marché montréalais. Plus à l'est, la vallée du Richelieu constitue une zone d'agriculture plus extensive, consacrée davantage aux productions végétales, et se prolongeant, dans les défrichements plus récents de la Yamaska, en un secteur où l'élevage bovin domine.

### *Le manque de bonnes terres et l'émigration*

Avant 1820, les agriculteurs pouvaient trouver des terres pour y installer leurs enfants. Mais, par la suite, les vieilles seigneuries deviennent densément peuplées et on éprouve de plus en plus de difficulté à y trouver de bonnes



terres. D'un autre côté, l'absence de routes convenables et la spéculation interdisent, à toutes fins utiles, l'accès aux nouvelles seigneuries et aux cantons.

*DE NOUVEAUX  
SEIGNEURS,  
DE NOUVELLES RÈGLES*

Pendant longtemps, le régime seigneurial avait avantagé les paysans en leur offrant des terres gratuites. Mais à la veille des Rébellions de 1837-1838, plus des deux tiers des seigneuries sont passées aux mains de marchands anglo-saxons désireux de rentabiliser au maximum leurs investissements. Profitant de la rareté des terres, ils refusent souvent de céder gratuitement celles dont ils disposent encore et ils augmentent de façon notable les cens et les rentes que doivent payer leurs censitaires, surtout dans les bourgs. Certains en profitent même pour rétablir d'anciennes redevances seigneuriales tombées en désuétude et forcent les paysans endettés à travailler pour eux. Il devient de plus en plus difficile pour les familles d'accumuler des réserves pouvant servir à l'installation des enfants et, pire encore, ces exigences provoquent un endettement progressif des paysans qui sont peu à peu dépossédés de leur terre, transformés en ouvriers agricoles ou repoussés vers les centres urbains ou vers les États-Unis.

Dans un premier temps, la plupart des censitaires qui s'estiment lésés demandent aux tribunaux de corriger la situation. Mais les seigneurs sont étroitement liés au Conseil législatif et au Conseil exécutif et ils contrôlent en fait les cours de justice, à tel point que les censitaires se rendent vite compte qu'ils n'ont pratiquement aucune chance d'obtenir justice dans les procès qui les opposent à leur seigneur. Leur seul recours consiste donc à exercer des pressions sur la Chambre d'assemblée. Entre 1792 et 1839, les censitaires de la région déposent 38 requêtes demandant de corriger des abus de leur seigneur ; la plupart des plaintes portent sur les terres réservées en communes que nombre de seigneurs tentent de reprendre afin de les revendre.

Les problèmes découlant de la tenure seigneuriale n'ayant pas trouvé de solution lors des Rébellions, le nombre de requêtes déposées à l'Assemblée continue à se multiplier : les censitaires en présentent 71 entre 1840 et 1854, dont plus de la moitié viennent de paroisses impliquées dans la Rébellion de 1838. Ces plaintes concernent surtout des abus entourant les cens et les rentes, les lods et les ventes et la spéculation de la British American Land Company (BALC)<sup>16</sup> ; la majorité des requérants ne se contentent plus de demander le redressement des abus, ils réclament dorénavant l'abolition pure et simple du régime seigneurial.

D'autre part, dès 1831, des groupes d'ouvriers agricoles se forment dans la plupart des seigneuries. Mais, sans protection législative, ils n'ont d'autre choix que de s'exiler vers des régions où ils espèrent trouver du travail ou des

terres. Cette main-d'œuvre mobile habite d'abord les campagnes, puis se déplace vers les villes ou vers les États-Unis.

Il faut préciser qu'au début de cette période toutes les terres devaient être concédées gratuitement en vertu du système seigneurial hérité du Régime français. Toutefois, à partir de 1795, le gouverneur du Bas-Canada procède, dans les territoires situés près de la frontière, à l'ouverture de cantons où les terres seront distribuées selon la tenure britannique, ce qui implique que les paysans doivent acheter ces terres. Une première concession a lieu le 18 mars 1798 ; le gouverneur Prescott concède alors les 8 400 hectares du canton Hemmingford à Robert Gordon. Ce nouveau mode de concession bouleverse les traditions et les stratégies des familles incapables d'acheter plusieurs terres pour y établir les garçons en âge de se marier. Ceux-ci se voient donc placés dans l'impossibilité de devenir propriétaires, d'autant plus que le favoritisme du gouverneur et des Conseils laisse place à une spéculation effrénée. En 1837, plus de 1 400 000 hectares, soit près de la moitié du territoire arpenté de la province, ont été offerts à titre de gratifications ou de récompenses politiques à une poignée d'individus favorisés par le gouvernement. Les spéculateurs s'intéressent bien sûr aux terres neuves des Cantons-de-l'Est, mais aussi aux bonnes terres disponibles en Montérégie. Le principal instrument de toute cette spéculation, c'est la BALC qui, selon Daniel Salée, accapare 442 800 hectares en un an dans les Cantons-de-l'Est et dans les seigneuries ; elle revendra ces terres en réalisant des profits de 150 % à 650 %<sup>17</sup>.

UN NOUVEAU MODE  
DE CONCESSION :  
LE CANTON

De toute façon, comme la plupart de ceux qui demandent des terres ne possèdent pas de capital, ils doivent emprunter pour les acheter et l'intérêt demandé représente généralement des annuités encore plus élevées que le total annuel des droits seigneuriaux. Par ailleurs, la monopolisation des moulins par certains seigneurs interdit dans les faits toute activité de transformation, ce qui paralyse l'initiative des gros cultivateurs prospères, freine leur dynamisme et leur ambition et, par voie de conséquence, ajoute une entrave à l'innovation et au développement économique général.

## *Les transports terrestres*

### **Du chemin riverain à la toile d'araignée**

L'occupation systématique du territoire et la densification du peuplement impliquent la mise en place d'un réseau de transport et de communication plus fonctionnel. En 1790, le réseau routier de la Montérégie se compose

de chemins qui relient les localités et de voies de pénétration et de desserte qui s'enfoncent à l'intérieur des terres. Les premiers consistent en quelques grandes routes qui longent les rives du Saint-Laurent ou du Richelieu et en quelques chemins de rang qui desservent l'intérieur des seigneuries. Les utilisateurs doivent souvent faire de longs détours pour atteindre leur destination : par exemple, un habitant de Saint-Antoine doit passer par Contrecoeur pour se rendre à Montréal et les résidants de Saint-Hilaire doivent faire le détour par Chambly. Les chemins de pénétration, au contraire, sont disposés à peu près perpendiculairement aux cours d'eau ; ce sont les grandes routes militaires, les chemins de Longueuil à Chambly et de La Prairie à Saint-Jean, ou encore les montées reliant les rangs. C'est surtout au sud de Montréal et sur le pourtour du lac Saint-Pierre qu'ils sont les plus nombreux.

Ce réseau routier, qui complète le réseau fluvial qui reste la première voie de communication, s'étend avec les terres qui s'ouvrent à l'agriculture. En fait, jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les principaux utilisateurs des chemins sont les agriculteurs ; ceux-ci sont peu exigeants quant à la qualité de la route, d'autant plus que ce sont les habitants qui sont responsables de sa construction et de son entretien ; souvent, un simple tracé dégagé d'arbres leur suffit ; d'ailleurs, une partie importante de leurs transports s'effectue durant la saison froide, sur des routes d'hiver dont le tracé peut être assez différent du réseau régulier, surtout lorsqu'il emprunte des ponts de glace. Par contre, les autres utilisateurs, qui augmentent rapidement avec l'accroissement des nœuds de peuplement, se déplacent surtout l'été et leurs plaintes sur l'état déplorable des routes se multiplient. Généralement, les transports terrestres se font sur de courtes distances, tandis que le transport fluvial est plus souvent utilisé pour les longs parcours : la plupart des routes aboutissent d'ailleurs à un quai ou à un cours d'eau.

#### *LES PREMIÈRES ROUTES À PÉAGE*

Satisfaisant dans une région de colonisation continue, ce système communal d'entretien par les habitants est inopérant lorsqu'il faut franchir de grandes étendues non peuplées, en forêt ou en savane, et l'intervention des pouvoirs publics devient alors nécessaire, même si elle laisse une place importante à l'entreprise privée. C'est pourquoi, dès 1796, la loi sur les chemins est modifiée pour forcer les habitants à contribuer aussi à la construction et à l'entretien des chemins sur les terres de la Couronne<sup>18</sup>. En 1805, le gouvernement prévoit la construction de chemins à péage qui seront utilisés surtout pour le transport des voyageurs. Un projet de construction d'une route à barrières entre Saint-Armand et Saint-Jean prend forme en 1808 ; il est suivi en 1816 de celui d'un pont à péage sur la rivière Yamaska, à Saint-Hyacinthe, et d'un chemin à barrières de 24 kilomètres, dont 4 seront macadamisés et le reste pavé en madriers entre Chambly et Saint-Césaire. En 1850, le chemin

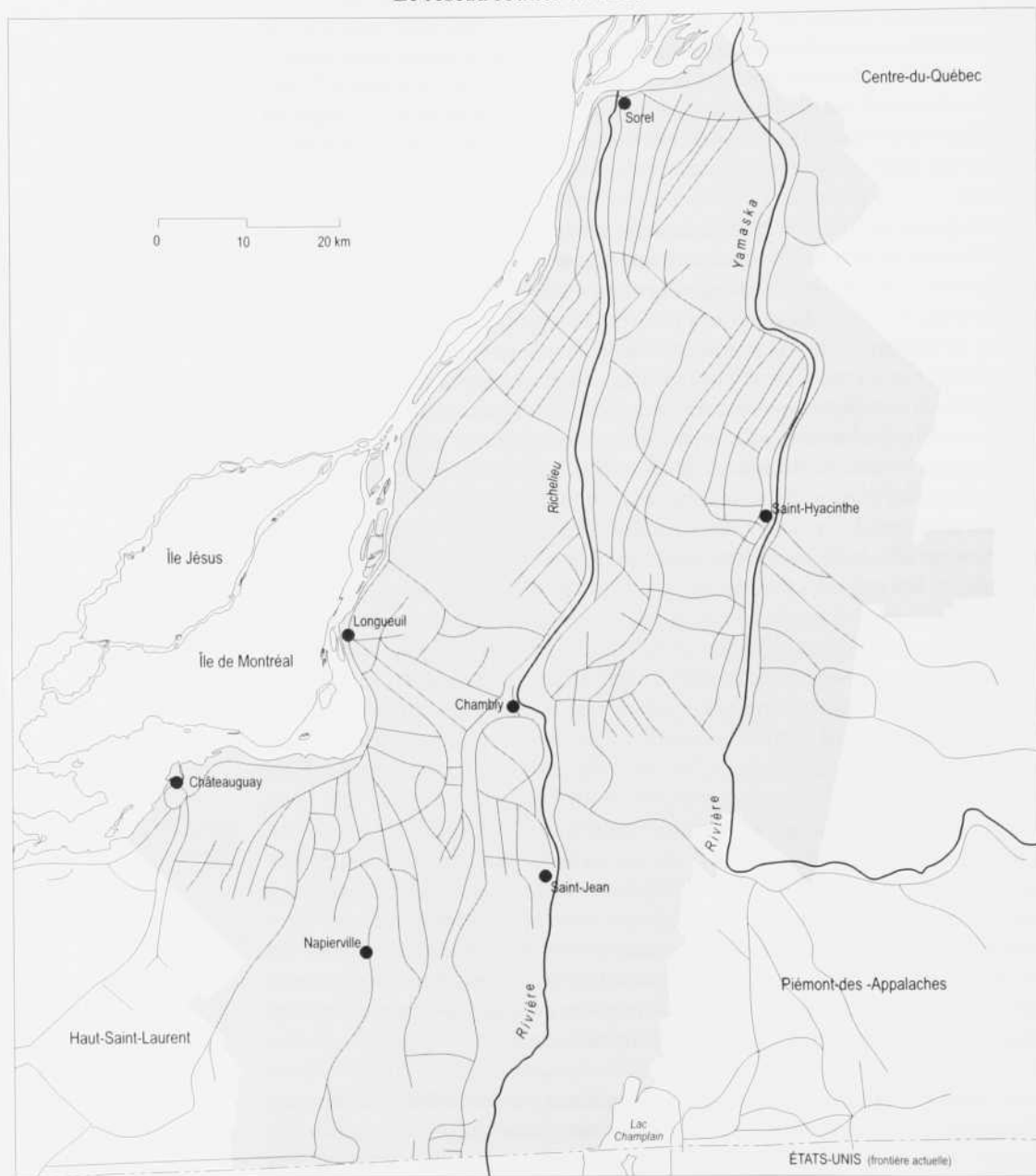
reliant Longueuil à Chambly de même que le grand chemin des Cantons-de-l'Est, dont la section entre Chambly et Granby sera macadamisée ou en madriers, deviendront aussi des routes à péage. C'est d'abord l'État qui assume les coûts de réparation du pavage en madriers, car ceux-ci pourrissent rapidement. Plus tard, il cède ces routes à l'entreprise privée : par exemple, la Compagnie du chemin à barrières de Longueuil à Chambly, dirigée par le seigneur de Chambly-Est, John Yule, achète le chemin de Chambly et en fait l'exploitation jusqu'en 1856.

À partir de 1815, le gouvernement accepte de financer lui-même certaines routes et se charge des travaux importants sur les grands chemins, laissant cependant l'entretien des rangs à la charge des habitants. Chaque année, les commissaires acceptent quelques projets ; la région est toutefois peu favorisée par ce système, car, en pratique, seules les routes reliant Montréal aux Cantons-de-l'Est ou aux États-Unis sont subventionnées. Ainsi, en 1818, les commissaires n'attribuent que deux subventions en Montérégie centrale : une pour un chemin devant relier Granby à Saint-Hyacinthe et une seconde pour l'entretien du chemin de Longueuil à Chambly, incluant la construction d'un pont sur la petite rivière Montréal (L'Acadie) et l'égouttement de la grande savane de Longueuil. En 1829, l'Assemblée alloue des fonds pour la réparation des routes reliant Belœil à Varennes, Saint-Jean à La Prairie, Kahnawake à Beauharnois, Longueuil à Chambly et pour l'assèchement de la savane de Boucherville. En 1834, sur les 34 rapports déposés par les commissaires, seulement trois concernent la région ; le premier vise l'exécution de 473 mètres de pontage sur le chemin menant de la rivière Saint-François au chemin de Saint-Dominique, le deuxième porte sur la macadamisation d'une partie du chemin La Prairie-Saint-Jean et le troisième concerne encore une fois l'égouttement du chemin de Chambly où les commissaires ont fait creuser un fossé d'un peu moins de 900 mètres et construire un pont en cèdre à la tête de la décharge. Étant donné le peu d'investissements publics dans le réseau routier, les plaintes continuent de pleuvoir, même au sujet des chemins améliorés. Ainsi, en 1835, le conseiller législatif Samuel Hatt se plaint publiquement d'avoir dû mettre sept heures pour franchir, avec un cabriolet vide, les 22,5 kilomètres du chemin de Chambly pourtant asséché l'année précédente. En 1839, profitant de la suspension de l'Assemblée à la suite des Rébellions, le gouverneur général Charles Poulett Thompson crée le Bureau des travaux publics ; le règne des grands voyers est terminé.

*DE NOMBREUX PROJETS,  
PEU DE FONDS PUBLICS*

Sous l'Union, l'effort pour doter le territoire d'un meilleur réseau routier s'intensifie ; le partage des responsabilités est mieux défini et la standardisation des chemins est mise en place. En 1846, le Bureau des travaux publics est réorganisé : il conserve l'entretien de la route intercoloniale Québec-

**Carte 12**  
Le réseau routier en 1815



Source : Avec l'amable autorisation de Serge Courville, Atlas historique du Québec, Le pays laurentien au XIX<sup>e</sup> siècle, 1995.  
Cartographie : UQAM, Département de géographie, Patrice Poiré

**Carte 13**  
Le réseau routier en 1831



Source : Avec l'amable autorisation de Serge Courville, Atlas historique du Québec, Le pays laurentien au XIX<sup>e</sup> siècle, 1995.  
Cartographie : UQAM, Département de géographie, Patrice Pires

Maritimes mais abandonne toutes les autres routes aux districts municipaux<sup>19</sup>. Enfin, la loi de 1855 partage la responsabilité de la voirie entre trois échelons gouvernementaux : le Canada-Uni, le conseil de comté et la municipalité locale<sup>20</sup>. Cette loi distingue aussi deux grandes catégories de routes, les chemins de front et les chemins de rang ; elle établit une largeur minimale de 11,5 mètres pour les chemins de front et d'un peu moins de 8,5 mètres pour les autres chemins.

#### *LE TRANSPORT PAR DILIGENCE*

Un autre domaine rattaché aux transports est celui du courrier. Depuis 1767, un transport public par calèches existe entre Montréal et Saint-Jean ; le gouverneur Haldimand améliorera ce service en 1780 en établissant des maisons de poste le long du trajet entre Longueuil et Chambly et sur l'itinéraire Chambly-Sorel. Avec les années, l'augmentation du courrier impose la mise en service de diligences postales : la première d'entre elles roule



La diligence sur le pont de glace  
entre La Prairie et Montréal.  
(Société historique de Laprairie de la Magdeleine)



Une diligence tirée par deux chevaux  
Morgan. Ceux-ci étaient très prisés  
par les policiers et les pompiers.  
(Société d'histoire de Longueuil,  
coll. Charles-Édouard Millette)



entre La Prairie et Saint-Jean en 1793. Le transport des voyageurs se fait toujours par calèches, mais plusieurs passagers se plaignent de leur mauvais état, de chevaux beaucoup trop lents et de la longueur des attentes aux relais ; aussi ce service sera petit à petit remplacé par un service de diligences à partir de 1811. L'hiver, les diligences sont mises sur patins ou remplacées par des carrioles. Jusque vers 1855, les diligences sont en fait des malles-postes qui assurent un service interurbain et transportent en même temps courrier et voyageurs. Selon Pierre Lambert, plusieurs lignes de diligences long-courriers traversent la région<sup>21</sup>. À partir de 1792, la ligne La Prairie–Saint-Jean est complétée par un trajet en bateau jusqu'à Albany auquel on ajoutera, en 1807, une ligne Burlington–Boston, assurant ainsi un voyage Montréal–Boston en quatre jours et demi. La ligne Montréal–Stanstead est inaugurée en 1824. Il y aura ensuite prolifération, surtout à partir de 1840, de routes postales dans lesquelles les malles-postes se transformeront en diligences lorsque la clientèle deviendra suffisante. La région sera donc desservie par plusieurs grandes lignes interurbaines de diligences : Montréal–Stanstead, Sorel–Chambly–Stanstead, Longueuil–Chambly–Sherbrooke et Saint-Jean–Troy. La concurrence des bateaux à vapeur et surtout celle du train provoqueront peu à peu la disparition des diligences après 1850.

Bref, l'extension du territoire occupé lors des premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle a pour conséquence la densification du réseau routier, d'abord au sud, dans la région des nouvelles seigneuries et des cantons, puis à l'embouchure des rivières Richelieu et Yamaska. Là où il n'y avait qu'une simple voie de liaison riveraine à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on trouve en 1850 des chemins et des rangs quadrillant le territoire et formant une véritable toile d'araignée ; c'est le cas en particulier de la rive droite du Richelieu, au sud de Saint-Jean, et du pourtour du lac Saint-Pierre. Cette densité sanctionne la qualité des terroirs et les avancées du peuplement. Les trouées dans le réseau sont dues aux zones de savanes et de terres noires ou à la présence des collines montréalaises, au profil plus ou moins escarpé. Cet enchevêtrement routier agit comme un facteur de cohésion économique et sociale exprimant les rapports qui existent entre les cours d'eau, les localités riveraines et les localités de l'intérieur. Par son orientation, son étendue, sa densité, sa profondeur, c'est un signe de la place qu'occupe la route dans le jeu de l'échange : véritable ensemble qui s'intègre au système de canaux et que viendra bientôt consolider le rail.

### Les débuts du rail

Le premier chemin de fer canadien est mis en fonction en 1836 par la Champlain and St. Lawrence Railroad Co., entre La Prairie et Saint-Jean. La



Le premier chemin de fer au Canada relie La Prairie à Saint-Jean. Ce chemin de fer de type portage évite le long détour par Sorel. (Société historique de La Prairie de la Magdeleine, Peinture de J. D. Kelly)



Le pont du Great Trunk Railway sur la Yamaska. La construction du chemin de fer marque un tournant dans le développement urbain. Les municipalités servant de nœuds ferroviaires, comme Saint-Hyacinthe, sont favorisées. (Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

locomotive, une *Dorchester*, importée de Grande-Bretagne via New York, est alimentée au bois et roule sur des rails de bois recouverts de feuillards d'acier. Elle met deux heures pour couvrir le trajet de 23 kilomètres<sup>22</sup>. Le 26 décembre 1848 est inaugurée la ligne de la *St. Lawrence and Atlantic Railroad* qui relie Longueuil et Saint-Hyacinthe. Un pont ferroviaire tournant enjambe le Richelieu à Belœil, tandis que deux ponts routiers le traversent plus en amont : le pont Jones, entre Saint-Jean et Iberville, et le pont Yule entre Chambly et Richelieu. Dès 1851, la *Champlain and St. Lawrence Railroad* prolonge la ligne La Prairie–Saint-Jean jusqu'à Rouse's Point, en territoire américain, où elle se greffe au *Rutland Railroad* et au *Vermont Central*. Le 19 novembre 1852, la *Grand Trunk Railways Company of Canada East* est incorporée ; elle absorbe la *St. Lawrence and Atlantic* et installe à Longueuil son terminus qu'elle dote de très grands quais, d'une gare, de bureaux pour ses ingénieurs, de dépôts pouvant loger jusqu'à 18 locomotives, de forges et d'ateliers de réparation. Elle fait même construire des maisons de briques pour ses employés. L'année suivante, cette compagnie entreprend de desservir Portland, une ville américaine qui a l'avantage d'être un port ouvert durant toute l'année.

Il reste encore une étape cruciale à franchir pour compléter le réseau : la construction d'un pont sur le Saint-Laurent. Le 22 juillet 1854, la première pierre du premier pilier du pont Victoria est déposée ; ce dernier ouvrira à la circulation ferroviaire le 15 décembre 1859. La compagnie déplace alors ses installations vers Saint-Lambert et Montréal, ce qui a pour effet de ralentir considérablement le développement économique de Longueuil qui perd alors près de la moitié de sa population.

### *Le transport fluvial*

La région est desservie par deux grandes voies navigables, le Saint-Laurent et le Richelieu, et par un réseau de rivières dont certaines portions sont navigables ou utilisées pour le flottage du bois comme la Yamaska, la Châteauguay, la Saint-Régis, la Saint-Pierre, la de la Tortue, etc.

Depuis les débuts de la colonie, le fleuve constitue la grande voie de communication, et les relations entre « le chemin qui marche » et ses riverains sont étroites et continues. Selon l'historienne Christine Larose, le Saint-Laurent permet trois grands types d'activités : d'abord, la navigation, qui fournit du travail pendant toute l'année par la batellerie (construction et entretien des bateaux, chargement des navires, transport des passagers, douanes et entrepo-

sage de marchandises) et les ponts de glace ; puis, les activités qui se rapportent à la cueillette de ses ressources (pêche, chasse, récolte d'eau, de glace et de plantes aquatiques) ; ensuite, les activités de loisir (promenades en bateau ou excursions de pêche)<sup>23</sup>. De plus, certains villages qui le bordent, tels Boucherville et Saint-Lambert, deviennent des centres de villégiature, tandis que quelques îles offrent des sites de pique-niques très courus.

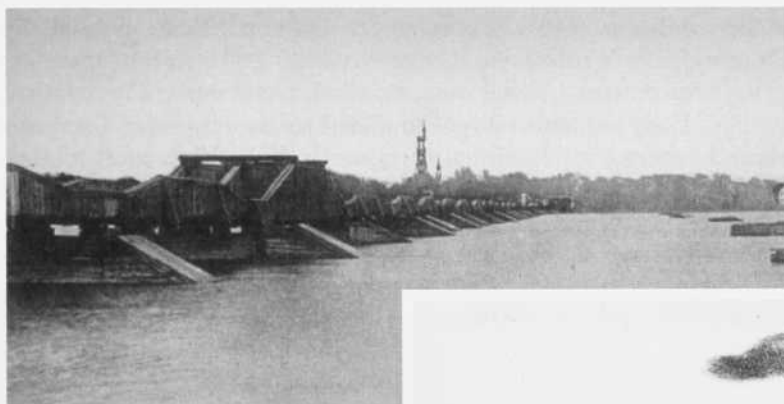
L'autre grand axe commercial, c'est le Richelieu. Depuis 1763, pins et chênes équarris, potasse et douves de tonneaux en provenance du Vermont descendent le Richelieu pour être exportés en Grande-Bretagne. La guerre de l'Indépendance américaine et la guerre de 1812 ralentissent ce commerce, mais ne l'arrêtent pas, car le Vermont, constitué en État indépendant en 1778, continue à expédier sa production en Angleterre via le Saint-Laurent et propose même, en 1785, en 1787, en 1791 et en 1796, de participer à la canalisation du Richelieu.

### Les compagnies de navigation et de batellerie

Jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le fleuve et le Richelieu sont sillonnés par des bateaux à voile ; puis le 1<sup>er</sup> novembre 1809, *L'Accommodation*, appartenant au distillateur montréalais John Molson, amorce le premier voyage d'un bateau à vapeur sur le Saint-Laurent. En juin 1809, toutefois, le *Vermont*, propriété d'un groupe d'hommes d'affaires de Burlington, avait été mis en service entre le lac Champlain et Saint-Jean. Grâce à la régularité et au tonnage élevé des bateaux à vapeur, ce type de navigation se généralise rapidement même s'il n'élimine pas pour autant la navigation à voile. Tandis que les grandes compagnies de bateaux à vapeur, dont les actionnaires sont presque uniquement des anglophones, concentrent leurs activités sur le transport des passagers et du fret entre les grandes villes qui longent le fleuve, les propriétaires de sloops et de goélettes, en majorité des francophones, se réservent le transport entre les nombreux petits villages situés le long du fleuve et du Richelieu. Ces derniers ont cependant acquis l'expertise et les moyens financiers nécessaires pour se lancer dans le transport par vapeurs et, en 1832, un groupe d'investisseurs de la région de Montréal achète le *Canadian Patriot*, un vapeur de 196 tonneaux, pour assurer la traverse entre Montréal et Longueuil. En 1834, la Source de Varennes Steamboat Company fait construire un gros vapeur alors que *L'Union canadienne* est construite par l'Union canadienne Joint Stock Company. La plupart de ces promoteurs sont déjà propriétaires et capitaines de voiliers.

En 1845, des marchands et des capitaines s'associent pour former la Société de navigation du Richelieu. Jacques-Félix Sincennes<sup>24</sup>, Augustin et Louis Saint-Louis détiennent 60 des 130 actions. La plupart des 35 actionnaires qui participent à cette affaire entre 1845 et 1853 habitent la vallée du Richelieu et seulement cinq d'entre eux sont anglophones. La compagnie, propriétaire du vapeur *Richelieu*, encaisse en 1846 un bénéfice net représentant 32 % du capital investi. L'année suivante, elle verse un dividende de 56 %<sup>25</sup>. Un tel succès attise les convoitises et, en septembre 1847, 260 actionnaires résidant en majorité dans la vallée du Richelieu créent une compagnie rivale, la Société de navigation du Saint-Laurent et du Richelieu. Celle-ci met en service le *Jacques-Cartier*, un vapeur construit à Sorel. D'autres compétiteurs s'ajoutent par la suite, se disputant la clientèle du Richelieu. Cette concurrence a pour principale conséquence de faire chuter les prix du transport. Devant la baisse des profits que cela entraîne, les deux principales entreprises fusionnent en 1848 et prennent le nom de Compagnie du Richelieu.

## SUR LE RICHELIEU



Le pont Jones entre Saint-Jean et Iberville est un des premiers à unir les deux rives du Richelieu.

(Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 1700)



Radeaux de bois appelés « cageux », descendant les rapides du Richelieu devant Chambly au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce village comprend alors une centaine de maisons et plusieurs moulins situés près des rapides.

(Archives nationales du Canada, C-3480)

Malgré une augmentation spectaculaire – de 15 835 tonnes en 1848 à 143 184 tonnes en 1850 – du volume du transport des marchandises sur le Richelieu, les bénéfices de la nouvelle compagnie décroissent et les dividendes atteignent un plancher de 7 % en 1850. La Compagnie du Richelieu déménage ses bureaux à Montréal, fusionne avec son concurrent Augustin Saint-Louis et achète cinq barges qu'elle destine au transport du bois scié vers le lac Champlain. En 1852, le volume du fret sur le Richelieu est retombé à 82 618 tonnes. Saint-Louis ne renouvelle pas son association avec la Compagnie du Richelieu qui réagit en établissant une jonction avec la ligne de chemin de fer St. Lawrence & Industry Village reliant Lanoraie et Joliette. En 1853, la Compagnie du Richelieu abandonne le service sur le Richelieu pour concentrer ses activités sur le Saint-Laurent.

#### *SUR LA YAMASKA*

Plus à l'est, un premier vapeur, *Le Tranquille*, entre en service vers 1840 sur la portion navigable de la rivière Yamaska entre Saint-Hyacinthe et Saint-Césaire ; l'homme d'affaires Victor Hudon y entretient, vers 1845, des voiliers qui desservent ses commerces de Saint-Césaire, Saint-Pie et Saint-Dominique.

Dans plusieurs villages situés sur les rives du Saint-Laurent et des rivières Châteauguay, Richelieu et Yamaska, les métiers reliés à la navigation font partie de la vie quotidienne. À Sorel, on recense, en 1831, trente navigateurs, deux traversiers, un calfat, des bateliers et diverses autres occupations reliées au flottage du bois, à la pêche, aux excursions en bateau et à la construction de ponts de glace<sup>26</sup>. Bref, les relations des riverains avec le fleuve et les rivières sont multiples, variées et changeantes suivant le cycle des saisons.

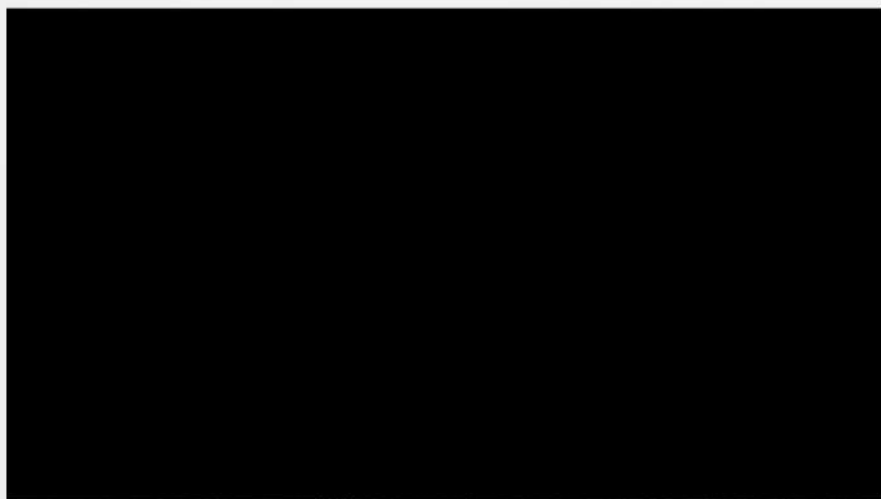
### **L'engouement pour les canaux**

Le développement économique des villages situés à proximité du Saint-Laurent et du Richelieu est sérieusement affecté par l'ouverture, en territoire américain, du canal Champlain en 1823 et du canal Érié en 1825 ; l'ouverture de ces canaux provoque un glissement significatif du commerce des Grands Lacs vers le port de New York. Devant cette situation, les dirigeants politiques du Bas-Canada réagissent en entreprenant, à partir de 1820, la canalisation du Saint-Laurent en amont de Montréal, puis le dragage du chenal entre Montréal et Québec ; au lac Saint-Pierre, le tirant d'eau était d'à peine trois mètres en dehors de la crue printanière, ce qui imposait le déchargement partiel des bateaux. De 1827 à 1841, l'officier de marine Henry Wolsey Bayfield travaille à cartographier le fleuve, indiquant sur ses cartes les chenaux, leur profondeur, les balises, les quais, etc. Les premiers essais de creusage sont effectués à partir

de 1844, mais ce ne sera que durant les années 1850 que le chenal navigable sera creusé à 5,5 mètres, ce qui permettra enfin le passage des navires océaniques. Parallèlement à ce travail, on balise le fleuve de phares, de bouées et d'amers<sup>27</sup>, tandis que plusieurs localités réclament la construction de quais.

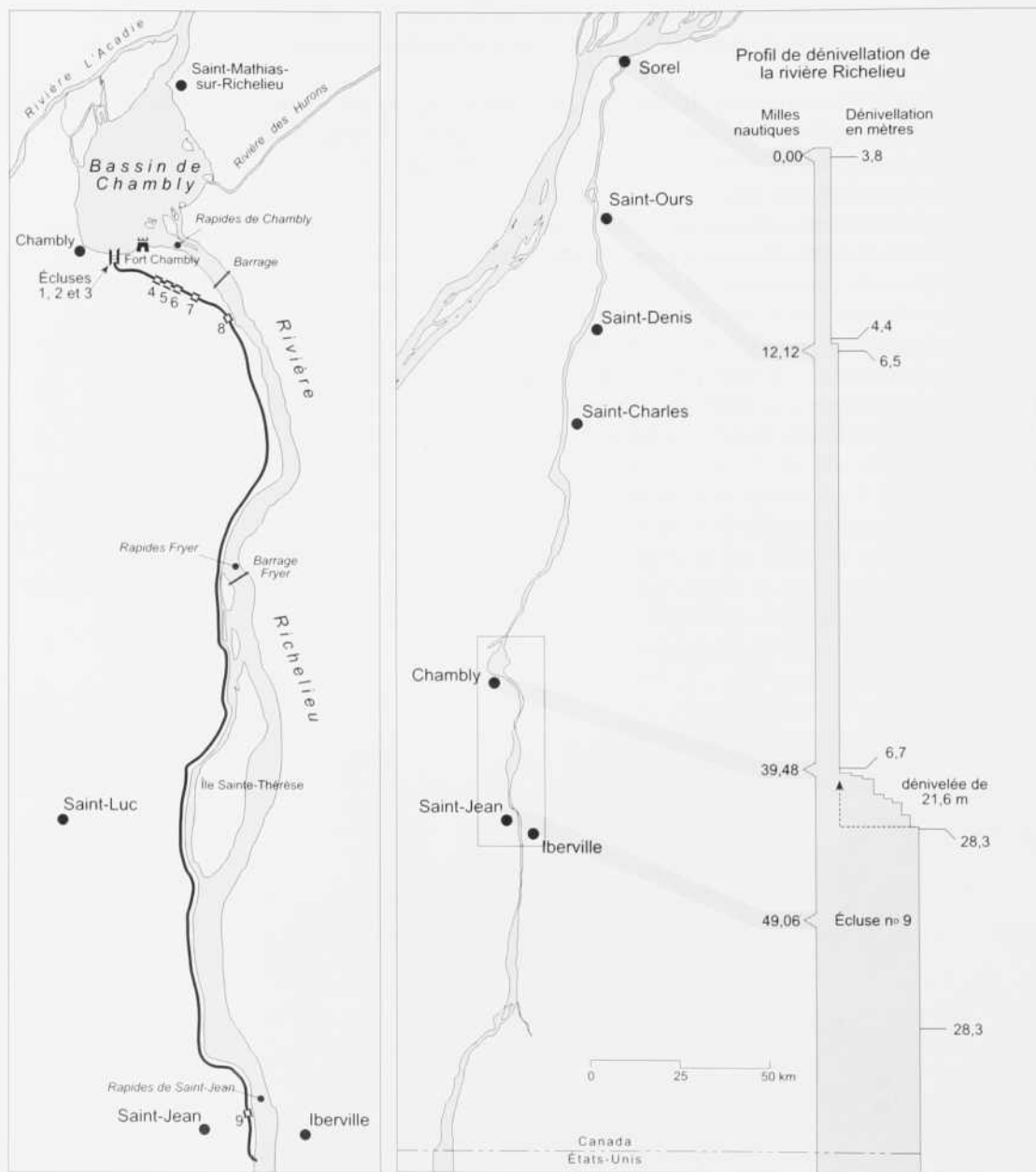
En 1818, le gouvernement du Bas-Canada se décide à autoriser l'aménagement d'une voie navigable pour relier le lac Champlain et le bassin de Chambly, mais il faut attendre 1827 pour que l'Assemblée du Bas-Canada vote les fonds nécessaires à sa construction<sup>28</sup>. Elle en confie la supervision, en 1829, à cinq commissaires, tous des gens d'affaires du Richelieu. En 1831, le contrat de construction est accordé à un groupe d'hommes d'affaires composés d'Américains et de Canadiens. Le canal est creusé au pic et à la pelle et on utilise de la poudre noire pour faire sauter les rochers ; la terre et la pierre sont évacuées par des charrettes tirées par des chevaux. De 500 à 1 000 hommes y travaillent pendant sept ans, à l'exception de l'hiver, à raison de 10 à 12 heures par jour<sup>29</sup>. La compagnie doit cependant faire face à de nombreuses difficultés : les épidémies de choléra de 1832 et 1834 perturbent considérablement le chantier ; durant l'été de 1833, les ouvriers sont aux prises avec 83 jours de pluie qui paralysent à toutes fins utiles le creusage. Les actionnaires américains ont abandonné la partie dès 1832 et leurs collègues canadiens les imitent en 1835. Les Rébellions de 1837-1838 retardent la reprise des travaux jusqu'en août 1840, si bien que le canal entre en fonction seulement en 1843. D'une longueur de 19 kilomètres, il comprend 9 écluses qui comblent une dénivellation de 24 mètres entre Saint-Jean et Chambly.

#### LE CANAL DE CHAMBLY



Un pont sur rail sur le canal de Chambly. À côté du pont, la logette du gardien et, à l'arrière, sa résidence. (Parcs Canada, Canaux du Québec)

**Carte 14**  
La canalisation du Richelieu

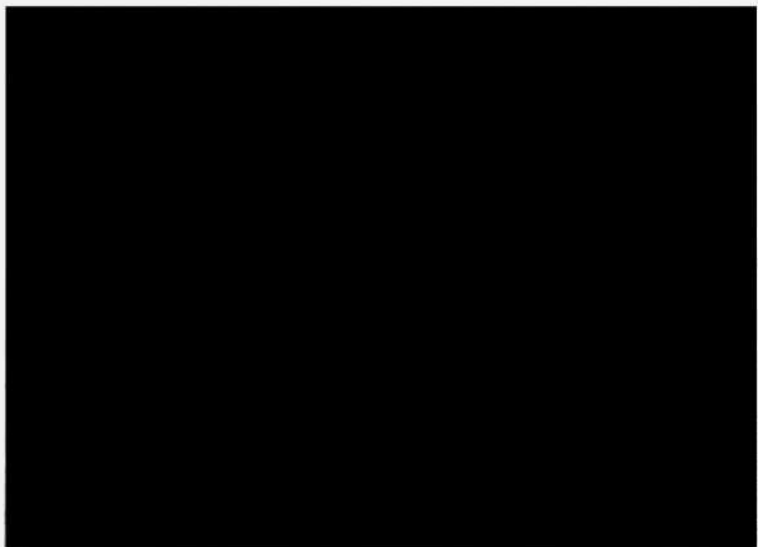




Touées par des chevaux, deux barges chargées de 115 cordes de bois de pulpe approchent de Saint-Jean. Au retour, elles sont chargées de charbon en provenance de la Pennsylvanie. L'équipe de remorquage est composée de deux hommes : le premier guide les chevaux, le second manœuvre la barge. Ils reviendront à leur point de départ sur la charrette juchée sur la barge.

(Archives nationales du Canada, C-85731)

Le projet de loi autorisant les travaux préliminaires à Saint-Ours est voté par les deux Chambres en 1836, mais le gouverneur lui refuse la sanction royale dans un premier temps. Les travaux de construction de l'écluse et du barrage débutent vraiment en 1844, mais la compagnie fait faillite en 1847 et sa remplaçante les termine en septembre 1849. L'écluse mesure 61 mètres de longueur sur 13,7 de largeur, sa profondeur au seuil est de 2,1 mètres, tandis que le barrage situé entre la rive et l'île d'Avard mesure 198 mètres de longueur.



Vue aérienne de l'écluse de Saint-Ours et de l'île d'Avard, avant les travaux de rénovation de 1967. (Parcs Canada, Canaux du Québec, Photo David Blier)



Dès son ouverture, le canal de Chambly subit toutefois une rude concurrence de la part du chemin de fer La Prairie–Saint-Jean, et lorsque cette ligne est prolongée jusqu'en territoire américain en 1851, plusieurs compagnies de navigation déplacent leurs bureaux de Saint-Jean à Rouse's Point. Cette concurrence augmente encore en 1853 lorsque le Grand Tronc ouvre une liaison directe avec Portland sur l'Atlantique. Toutefois, avec l'épuisement des grandes forêts autour du lac Champlain, le commerce du bois s'inverse et le Canada devient, via le Richelieu, le fournisseur de New York.

Plus à l'est, la rivière Yamaska est le théâtre d'un important commerce de céréales, de bois et de chaux : une quinzaine de carrières de pierre calcaire sont exploitées au sud de la rivière. Ainsi, le marchand québécois Peter Patterson fait descendre de 20 000 à 50 000 madriers, 5 000 billots et des milliers de pieds de bois équarri par année<sup>30</sup>. Mais les nombreux rapides de la Yamaska constituent une entrave pour ce commerce et les résidants, tout comme les municipalités riveraines, multiplient les requêtes en faveur de l'aménagement de la rivière. En vain ! La canalisation de la Yamaska, de même que plusieurs autres projets de canaux, comme ceux de Kahnawake–Saint-Jean ou de La Prairie–Saint-Jean, de Saint-Hyacinthe–Saint-Denis ou de la baie Missisquoi–Rivière-du-Sud sont longuement débattus, mais ils ne voient jamais le jour.

### *L'ère des ateliers et des industries rurales*

Dans une société agricole, il est difficile de distinguer la petite production artisanale de l'agriculture, car la plupart du temps l'artisan est aussi un fermier. Les agriculteurs ne confient au forgeron, au tisserand ou au meunier que les travaux pour lesquels ils n'ont pas les outils nécessaires ou le temps. D'habitude, cette petite production artisanale s'insère dans le cadre de l'économie paysanne naturelle et n'apparaît donc pas sur le marché. Mais lorsque l'activité commerciale prend une certaine ampleur, comme c'est le cas en Montérégie au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la présence d'artisans sédentaires se fait sentir afin de répondre aux besoins de la population villageoise et urbaine. On assiste alors à une certaine division du travail à l'intérieur des villes et des bourgs<sup>31</sup>.

#### *SAINT-DENIS, UN VILLAGE DYNAMIQUE*

Entre 1790 et 1850, l'augmentation de la population villageoise entraîne l'apparition d'une petite industrie qui dépend largement de la production agricole et qui en épouse les fluctuations tout en répondant aux autres incitatifs du marché. À cet égard, Saint-Denis présente un exemple intéressant ; on y trouve une vingtaine de potiers qui fabriquent des terrines, des cruches, des plats et des pots à partir de la glaise. Vers 1825, une chapellerie y

embauche 30 employés qui confectionnent des chapeaux de castor et de feutre, tandis qu'une dizaine d'ouvriers travaillent pour le carrossier Charles Saint-Germain à fabriquer des cabs<sup>32</sup> et d'autres voitures. On y trouve aussi la distillerie du docteur Nelson, qui emploie une douzaine d'hommes, 9 moulins à farine, 2 tanneries, 2 potasseries, une huilerie, une horlogerie, une saboterie et une tonnellerie<sup>33</sup>. Cependant, après la Rébellion, Saint-Denis perd plusieurs industries locales au profit de Saint-Jean et de Saint-Hyacinthe, deux municipalités desservies par le chemin de fer. C'est le cas en particulier des potiers qui ne peuvent résister à la concurrence de la fabrique de grès Farrar-Saoule, de Saint-Jean, où la division technique du travail est plus poussée, le personnel plus nombreux et la production plus importante.

### La transformation des produits agricoles

L'importance de la production céréalière se répercute sur le développement des moulins à farine. La région en compte 90 en 1831 et 100 en 1844, dont 77 à blé, 20 à avoine et 3 à orge. La diminution de la culture du blé et la fermeture du marché impérial entre 1846 et 1848 provoquent un déclin de cette industrie et le recensement de 1851-1852 ne dénombre plus que 77 moulins à farine ; par rapport à l'ensemble bas-canadien, la quote-part de la région passe de 22,9 % en 1831 à 14,3 % en 1851. La plupart de ces moulins sont actionnés par l'eau des rivières ou des ruisseaux, mais certains sont mus par le vent, comme à Saint-Denis, Saint-Ours, Saint-Antoine et Saint-Marc ; celui du mont Saint-Grégoire fonctionne à la vapeur.

#### LA FARINE

La production de laine suit d'assez près la courbe de l'élevage du mouton, mais la région est sous-représentée par rapport au nombre d'établissements qui en dérivent : en 1831, elle possède 15 moulins à carder et 13 à fouler ; ce nombre passe à 23 moulins à carder et à 23 à fouler en 1844, puis à seulement 20 établissements à fouler et à carder en 1851, soit juste 10 % de ce type d'entreprises à travers la province. Au niveau de la production, toutefois, la diminution n'est pas aussi marquée, sauf dans le cas de la toile qui recule de 173 000 mètres à 152 000 mètres ; celle de l'étoffe foulée baisse de 163 000 à 156 000 mètres, tandis que celle de la flanelle augmente de 121 000 à 132 000 mètres. Si la production des étoffes en laine se maintient malgré la diminution du nombre de moulins, c'est que la fabrication industrielle commence à se tailler une place à côté des métiers domestiques : le recensement de 1851-1852 signale l'existence d'une fabrique de drap de 25 employés qui produit 11 000 mètres par an à Chambly et deux autres établissements dans le district de Rouville qui engagent 16 personnes. Il s'agit donc d'un début modeste, mais néanmoins prometteur.

#### LA LAINE

Intérieur du moulin Larose, à Saint-Hilaire. On y trouvait des machines à carder, à fouler et à teindre les étoffes et à broyer le lin. Il était actionné par une turbine à eau intérieure.  
(Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)

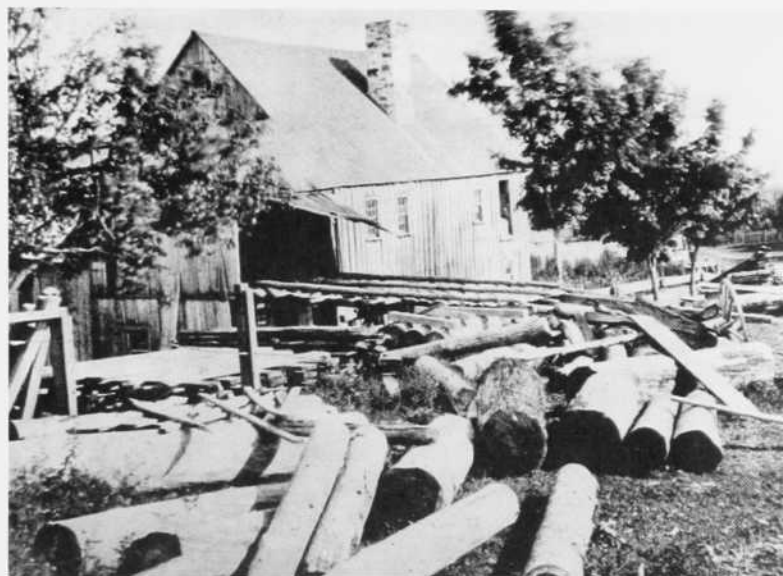


### *LES DISTILLERIES*

Le secteur de la distillerie demeure marginal et instable, même s'il devrait constituer en principe un débouché lucratif pour les agriculteurs. En 1831, on compte deux distilleries : celle du docteur Wolfred Nelson à Saint-Denis et une autre à Chambly ; en 1844, elles ont été remplacées par 4 nouveaux établissements et 6 brasseries sont alors en exploitation. En 1851-1852, toutes les distilleries sont disparues et les trois brasseries qui ont survécu n'emploient au total que deux engagés.

### *LE BOIS : POTASSERIES, PERLASSERIES, SCIERIES*

Les entreprises liées à l'exploitation de la forêt connaissent plusieurs fluctuations au cours de cette période et toute cette industrie est en période de transition. En 1831, on compte 87 potasseries et perlasseries disséminées sur

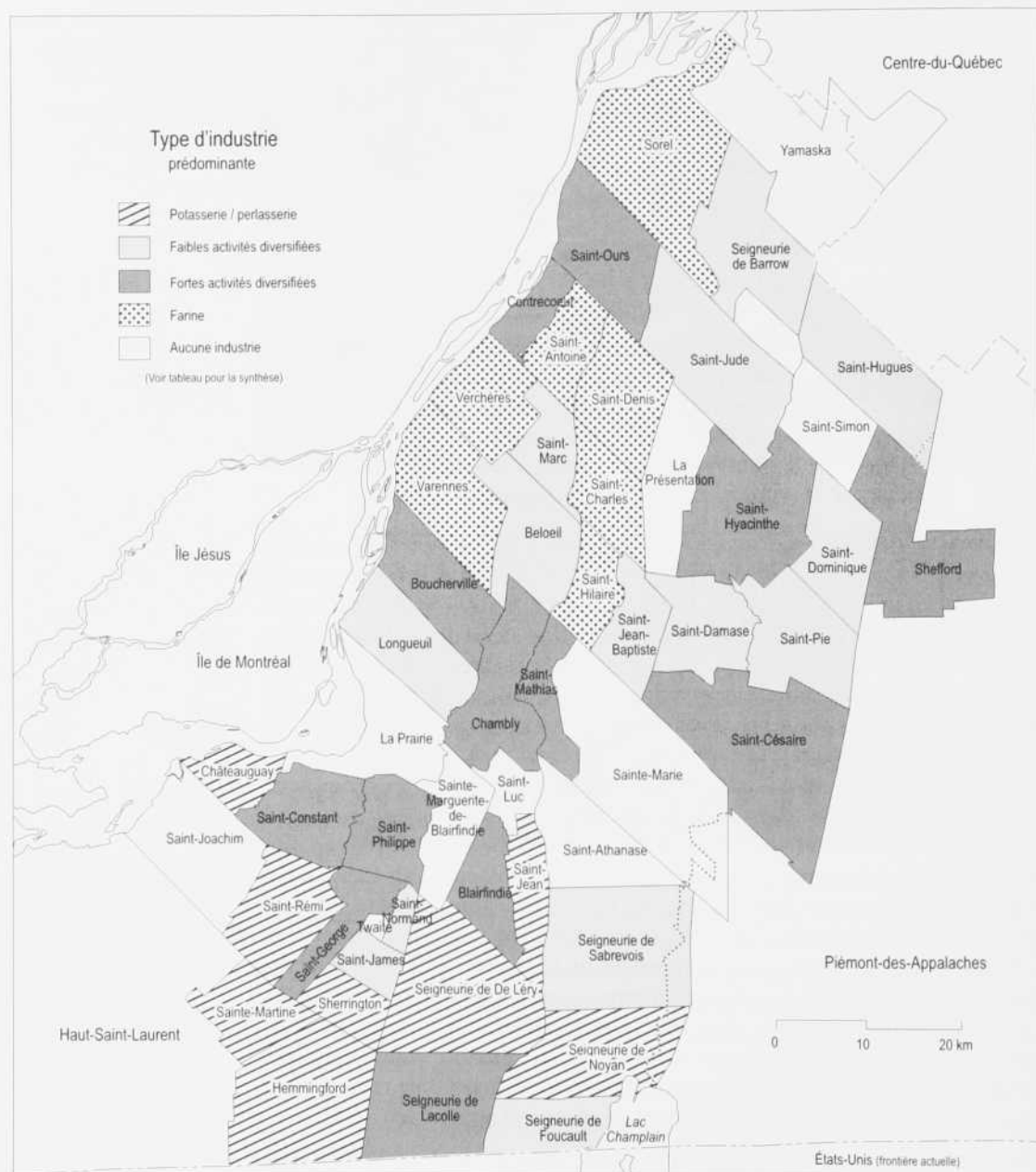


Moulin à scie avec roue intérieure, construit à Saint-Hilaire vers 1819.  
(Société d'histoire de Belœil-Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)

l'ensemble du territoire, mais concentrées surtout dans les secteurs nouvellement développés du sud. Puis, le recul de la forêt se fait sentir de façon notable et cette industrie perd 44 % de ses établissements entre 1831 et 1844, ce qui ne lui en laisse que 49. Enfin, l'abandon du tarif protecteur sur le bois canadien par la Grande-Bretagne lui porte un coup fatal : le recensement de 1851-1852 ne mentionne aucun établissement de ce type dans la région et toutes les exportations de potasse et de perlasse viennent alors du Haut-Canada.

Au début du siècle, l'industrie du bois de sciage prospère en raison de l'urbanisation et de la forte demande américaine : on dénombre 60 moulins à scie en 1831 et 79 en 1844, puis le recul de la forêt se fait sentir de plus en plus et le nombre d'établissements diminue pour se fixer à 50 en 1851. Ces scieries sont généralement situées près des réserves forestières : ainsi, il y en a 22 dans les environs de Hemmingford en 1844 et on en trouve 7 dans le Haut-Richelieu, 4 au mont Saint-Bruno et 2 au mont Saint-Hilaire en 1851. Ce sont des entreprises saisonnières qui ne fonctionnent souvent que quelques semaines par année et n'emploient que deux ou trois travailleurs. On ne peut donc compter sur cette industrie pour absorber le surplus de main-d'œuvre ; d'ailleurs, les 135 employés des scieries de la Montérégie centrale représentent à peine 3,7 % de l'emploi provincial dans ce secteur d'activité, en 1851.

**Carte 15**  
Les industries en 1831



## Typologie industrielle des villes et villages en 1831

□ = 1 industrie

| Type                                  | Farine   | Scie     | Fouler | Carder | Distillerie | Potasserie/perlasserie |
|---------------------------------------|----------|----------|--------|--------|-------------|------------------------|
| <b>Potasserie / perlasserie</b>       |          |          |        |        |             |                        |
| Châteauguay                           | □        | □        | □      | □      |             | □□□□□□□□               |
| Hemmingford et Sainte-Martine         | □        | □□□□□□□□ |        |        |             | □□□□□□□□               |
| Noyau                                 |          | □□       |        |        |             | □□                     |
| Saint-Jean                            |          |          |        |        | □           | □□□□□□                 |
| Saint-Rémi                            |          | □        |        |        |             | □□□□                   |
| Seigneurie de De Léry                 | □        | □        |        |        |             | □□□□□□                 |
| Sherrington                           |          |          |        |        |             | □□                     |
| <b>Fortes activités diversifiées</b>  |          |          |        |        |             |                        |
| Blairfindie                           | □        | □□□□     | □□     |        |             | □□□□                   |
| Boucherville                          | □□□□     |          | □□     | □□     |             |                        |
| Chambly                               | □□□□     | □□       | □□     | □□     |             | □                      |
| Shefford                              | □□□□     | □□       | □□     | □□     |             |                        |
| Contrecoeur                           | □□□□     | □□□□     |        |        |             |                        |
| Saint-Césaire                         | □□□□     | □        |        | □      |             | □□□□                   |
| Saint-Constant                        | □□□□     | □        |        | □□     |             | □□□□                   |
| Saint-Hyacinthe                       | □□□□     | □□□□□□□□ |        | □□     |             |                        |
| Saint-Mary                            | □□□□     | □        |        |        |             | □□□□                   |
| Saint-Mathias                         | □□□□     | □□       | □□     | □□     |             | □□                     |
| Saint-Ours                            | □□□□     |          | □□     | □      |             | □□                     |
| Saint-Philippe                        | □□□□     | □        |        |        |             | □□□□                   |
| Seigneurie de Lacolle                 | □□□□     | □□□□     |        |        |             | □□□□                   |
| Seigneurie de Saint-George            | □□□□     | □□□□     |        |        |             | □□□□                   |
| <b>Faibles activités diversifiées</b> |          |          |        |        |             |                        |
| Beleil                                | □□       | □        |        |        |             |                        |
| Foucault                              | □□       | □        |        |        |             |                        |
| Longueuil                             | □        |          |        | □      |             |                        |
| Sabrevois                             |          | □□       |        |        |             |                        |
| Saint-Damase                          |          |          | □      |        |             |                        |
| Saint-Dominique                       | □        |          |        |        |             | □                      |
| Saint-Hugues                          |          | □□       |        |        |             |                        |
| Saint-Jean-Baptiste                   |          | □        |        |        |             | □                      |
| Saint-Jude                            |          |          |        |        |             |                        |
| Saint-Marc                            | □□       |          |        |        |             |                        |
| Saint-Pie                             |          | □        |        |        |             | □                      |
| Seigneurie de Barrow                  |          | □        |        |        |             |                        |
| Seigneurie de Saint-James             |          |          |        |        |             | □                      |
| Seigneurie de Saint-Normand           |          |          |        |        |             | □                      |
| <b>Farine</b>                         |          |          |        |        |             |                        |
| Saint-Charles                         | □□□□□□□□ | □□□□□□   |        |        |             |                        |
| Saint-Antoine                         | □□□□□□□□ | □□       |        |        |             |                        |
| Saint-Denis                           | □□□□□□□□ |          |        |        |             |                        |
| Saint-Hilaire                         | □□□□□□   |          | □□     | □      |             |                        |
| Sorel                                 | □□□□□□   |          |        |        |             | □                      |
| Varenes                               | □□□□□□□□ | □        | □      | □      |             |                        |
| Verchères                             | □□□□□□□□ | □        | □      | □      |             |                        |
| <b>Aucune industrie</b>               |          |          |        |        |             |                        |
| Sainte-Marguerite-de-Blairfindie      | □        |          |        |        |             |                        |
| Caughnawaga                           |          |          |        |        |             |                        |
| La Prairie                            |          |          |        |        |             |                        |
| La Présentation                       |          |          |        |        |             |                        |
| Saint-Athanase                        |          |          |        |        |             |                        |
| Saint-Luc                             |          |          |        |        |             |                        |
| Saint-Simon                           |          |          |        |        |             |                        |
| Seigneurie de Twaite                  |          |          |        |        |             |                        |

## Les autres industries manufacturières

### LES CHANTIERS NAVALS

L'industrie lourde se limite, au début du siècle, aux chantiers navals et aux fonderies de fer. Joseph Bouchette signale en 1815 l'existence de chantiers navals à Dorchester (Saint-Jean) et à Sorel. Les chantiers navals de Saint-Jean et de L'Île-aux-Noix connaissent leurs heures de gloire au moment de la guerre de 1812. Les autorités y font alors construire 19 embarcations, dont 5 canonnières qui serviront sur le lac Champlain. Avec la fin des hostilités, ces chantiers périssent et disparaissent. La construction navale connaît un succès plus durable à Sorel. Dès 1795, le voyageur Isaac Weld écrit que l'activité économique principale dans cette ville est celle de la construction navale qui fournit plusieurs vaisseaux de 50 à 200 tonneaux tous les ans. On y trouve, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les chantiers de la St. Lawrence Steamboat Co., des Molson, ceux de la Steam Tow Boat Co., de John et David Torrance, et ceux de H. Jollief. En 1832, les chantiers de la St. Lawrence Steamboat, alors contrôlés par les Molson et Torrance, sont déplacés de l'autre côté du Richelieu, sur la rive gauche, à l'endroit appelé La Pointe (Saint-Joseph) ; ceci insufflé un dynamisme nouveau à la construction navale et a un effet d'entraînement sur les entreprises connexes. En 1844, les chantiers Vaughan, dont les cales sèches mesurent 58 mètres sur 213, s'y sont installés et, cette même année, les frères Daniel et John McCarthy achètent ces deux entreprises. Ils y construisent 149 vaisseaux de toutes espèces de 1845 à juin 1867.

### LES FONDERIES

L'industrie du fer vise d'abord à satisfaire les besoins des agriculteurs en outils et machinerie. Ce sont de petites entreprises familiales, dont la production est limitée et la durée d'existence, éphémère. Le recensement de 1831 fait état de cinq fonderies concentrées à Saint-Hyacinthe et dans ses environs. Quelques années plus tard, elles ont cessé leurs activités ; d'autres prendront la relève de façon sporadique et, en 1851, la région comptera 7 fonderies employant 31 travailleurs. Ce type d'établissement se concentre à nouveau à Saint-Hyacinthe où trois d'entre elles emploient 27 ouvriers, mais on en trouve aussi deux petites à Chambly, une à La Prairie et une autre à Sorel. Il s'agit encore à ce moment d'une industrie d'importance secondaire, mais avec la mécanisation des fermes qui s'amorce et la construction des navires à vapeur qui s'accroît, les bases d'un développement sont posées pour l'avenir.

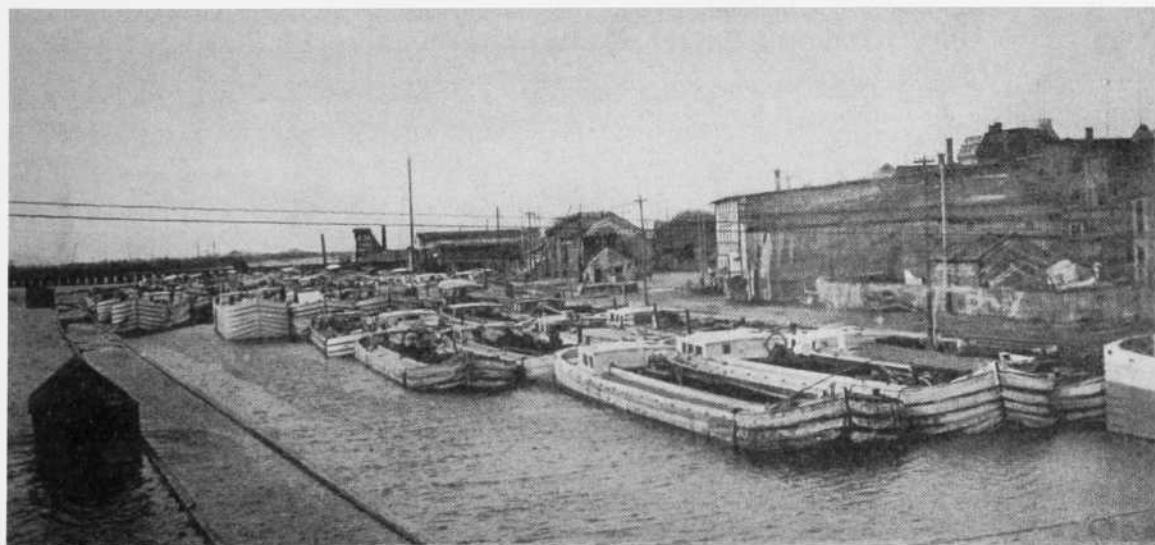


## La vitalité du commerce

Le commerce d'exportation demeure subordonné aux besoins de l'Empire. Une première période de prospérité se produit au moment des guerres napoléoniennes ; les exportations vers l'Angleterre reposent alors sur le blé et le bois. La région est à cette époque le grenier à blé du Bas-Canada et, de 1806 à 1812, plus de la moitié du chêne et du pin expédiés de Québec en Grande-Bretagne provient du Vermont via le Richelieu. Lorsque le président Jefferson met un embargo sur les exportations américaines vers les belligérants, les radeaux du Vermont forcent les barrages douaniers. Dans l'autre sens, les barges remontant le Richelieu apportent au Vermont principalement des fourrures, du poisson et du sel. Le port de Saint-Jean sert alors de poste de douane et joue un rôle économique très important. Par exemple, le *Journal de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada* indique qu'en 1806 la valeur des importations, composées surtout de potasse, de peaux, de cuir à semelles et de chêne, atteint 75 546 livres dans ce port tandis que les exportations se chiffrent à 66 586 livres. À partir de la décennie 1830-1840, le commerce avec les États-Unis se développe et l'importance du poste de douane de Saint-Jean se renforce. Entre 1843 et 1852, les exportations transitant par ce port totalisent 104 194 tonneaux, soit une augmentation de 221 % par rapport à la période de 1838 à 1842, tandis que les importations sont en hausse de 80 % et se chiffrent à 235 560 tonneaux, soit l'équivalent de 43,7 % du total des importations de Montréal et Québec<sup>34</sup>.

Le port de Saint-Jean.  
Au XIX<sup>e</sup> siècle il était le troisième poste de douane en importance du Québec à cause du commerce avec les États-Unis.

(Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 1698)

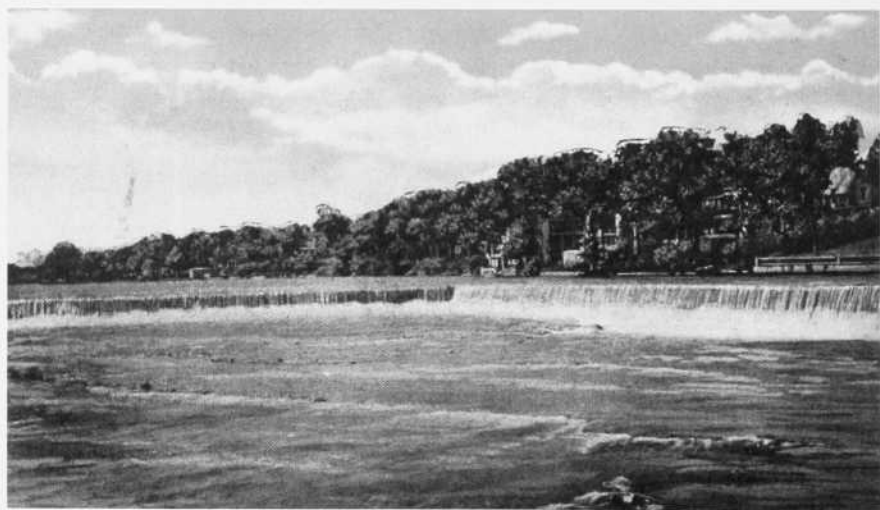




Il n'y a pas que le Richelieu qui soit engagé dans le commerce du bois. Ainsi, de 300 à 400 cageux descendent la rivière Châteauguay tous les printemps ; de plus les cageux qui descendent le fleuve en provenance du Haut-Canada doivent aussi s'arrêter à Châteauguay pour les inspections et le mesurage<sup>35</sup>. Au printemps, on compte jusqu'à 10 et même parfois jusqu'à 40 départs quotidiens. L'inspection d'un cageux de 25 mètres de long coûte 1 shelling et 3 deniers ; un « crit » de douves, 2 shellings et 6 deniers. Le saut des rapides est dangereux et est réservé aux pilotes expérimentés, d'autant plus que la remise à flot d'un cageux échoué peut coûter jusqu'à 350 dollars.

Ce commerce international de transit est complété par un commerce local actif axé sur le blé : Sorel, Saint-Ours, Saint-Denis, Chambly, Saint-Jean, entre autres, ont de vastes entrepôts et un marché ouvert deux fois par semaine. De plus, le commerce local et régional demeure l'activité de nombreux marchands côtiers, de marchands généraux de villages et de marchands ambulants. En 1831, 192 chefs de famille exploitent un commerce et la Montérégie centrale dispose de 180 auberges ou maisons d'entretien public et 116 magasins où l'on vend de l'alcool. En 1844, ces chiffres sont passés à 383 propriétaires de commerce, 211 auberges et 145 magasins. En 1851, la région compte 869 commerces et magasins et une petite armée de cabaretiers, hôteliers et opérateurs de traversiers. Mais les grandes campagnes contre l'intempérance ont porté un dur coup aux débits de boisson puisqu'il ne reste plus que 101 auberges et tavernes en activité.

Barrage sur la Yamaska  
à Saint-Hyacinthe.  
Le développement industriel  
demande des sources  
d'énergie de plus en plus  
importantes.  
(Archives du Séminaire  
de Saint-Hyacinthe)



Pendant cette période, les marchands continuent d'étendre leur emprise économique et leur influence sociale. Ils vendent des marchandises, prêtent de l'argent à taux élevé, pratiquent le commerce maritime sur le fleuve et sur les rivières Richelieu et Yamaska et ils accumulent des fortunes grâce au commerce du bois et du blé, mais aussi grâce aux activités bancaires et industrielles naissantes. Les plus riches achètent des offices, des rentes, des titres ou des fiefs. Cette petite bourgeoisie étend son emprise dans les villages et les campagnes. C'est le cas, par exemple, de Jean-Baptiste Raymond, de La Prairie, de Gabriel Marchand, de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Joseph et de Jacques Cartier, de Saint-Antoine-sur-Richelieu et de Saint-Hyacinthe, d'Eustache Soupras et de Timothée Franchère, de Saint-Mathias, et de Pierre Guérout, de Saint-Denis. Ces grands marchands forment un groupe très influent. Liés au système colonial par le commerce du bois et du blé, ils sont très sensibles aux politiques favorisant leurs intérêts. Certains sont convaincus que leur prospérité est liée au maintien du régime colonial et appuient le *statu quo* politique, d'autres épousent la cause du Parti patriote et plusieurs vacillent entre ces deux positions.

L'articulation de l'agriculture à l'économie de marché profite donc aux marchands ruraux. Les marchands locaux et les marchands ambulants connaissent cependant des fortunes très diverses ; certains conservent leur commerce pendant une courte période, d'autres pendant des décennies, édifiant parfois une véritable dynastie familiale. On observe aussi dans certaines localités une suprématie numérique des commerçants anglophones<sup>36</sup>. À Sorel, en 1831, 12 % de la population est anglophone, mais la moitié des commerçants le sont. Dans la seigneurie de Laprairie, les anglophones représentent 8 % de la population et 48 % des marchands. À Chambly, en 1842, ils constituent 36 % de la population mais 70 % des marchands.

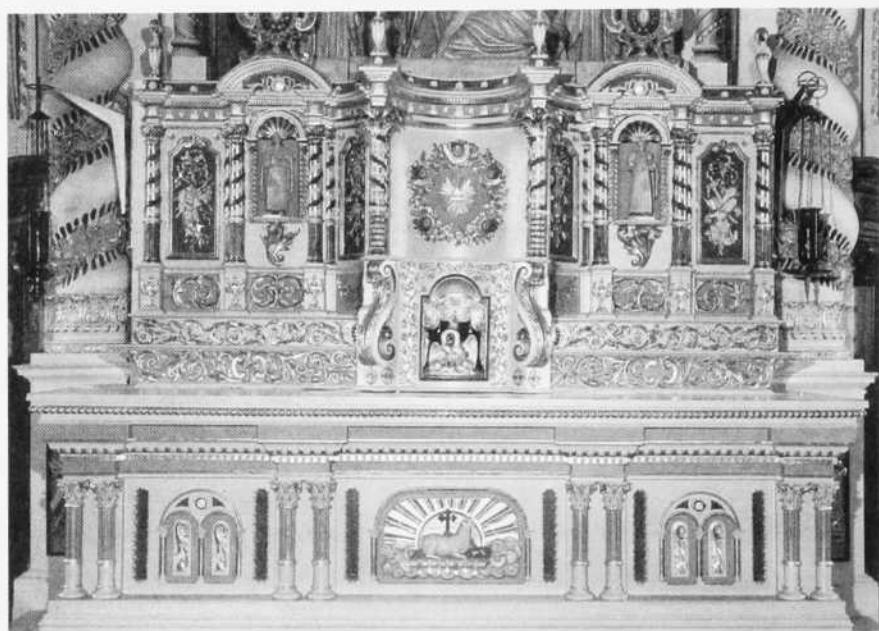
\* \* \*

La période de 1790 à 1850 constitue effectivement une transition de l'économie agricole. Durant une première phase, de 1790 à 1830, la région s'affirme comme le grenier à blé du Bas-Canada, alors que les exportations de blé et de bois supplantent celles des fourrures dans la colonie. Puis, entre 1831 et 1850, la concurrence du blé provenant du Haut-Canada et des États-Unis, conjuguée au mouvement qui mène à l'abandon du protectionnisme impérial par la Grande-Bretagne, ferment pratiquement les marchés impériaux aux exportations canadiennes de blé et de bois. Les agriculteurs montérégiens s'adaptent à cette nouvelle situation en tentant de répondre à la demande croissante des marchés urbains et villageois locaux et ils se tournent vers des cultures de

remplacement : avoine, foin et pomme de terre. Parallèlement, on assiste, à partir de 1815, à un développement axé sur les petites industries rurales qui transforment le paysage en égrenant des moulins, des ateliers et des fabriques le long des cours d'eau ou en commençant à les concentrer dans de petits centres. Ce mouvement est facilité par un effort des pouvoirs publics de développer le réseau routier, de rendre les rivières navigables et par l'ébauche d'un réseau de chemin de fer.

*L'évolution des institutions*

---



Maitre-autel de l'église Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville de Louis Quévillon et Joseph Pépin, 1809-1810. Comme on peut le constater, les paroisses plus à l'aise investissent de façon importante dans la décoration de leur église. (Archives nationales du Québec à Québec, E6, D82-0851 (45))

Entre 1790 et 1850, la population de la Montérégie centrale est multipliée par six, passant de 31 295 à 173 702. Cette expansion de l'œkoumène favorise la mise en place et le développement d'institutions religieuses, scolaires, hospitalières, juridiques et seigneuriales qui s'implantent dans les vallées du Richelieu et de la Yamaska et dans la zone littorale de la Rive-Sud. Pendant toute la période, c'est l'Église catholique qui demeure l'institution la plus importante. Elle s'engage à fond dans les grands débats de société et, avec l'aide de l'État, dans l'organisation des réseaux d'éducation, de santé et d'assistance. Elle ne négligera aucun effort pour assurer la création de paroisses – 57 seront érigées durant cette période – en vue d'encadrer les catholiques qui forment plus de 92 % de la population régionale. Sur le plan diocésain, les catholiques de la région demeurent sous l'autorité de l'évêque de Québec de 1790 à 1836, puis sous celle de l'évêque de Montréal de 1836 à 1852, année où sera créé le diocèse de Saint-Hyacinthe.

Avec la décennie 1840-1850, l'Église prend un nouvel essor. Bien servie par des prêtres désormais formés au Séminaire de Saint-Hyacinthe, par l'arrivée de plusieurs communautés religieuses et par le dynamisme des mouvements menés par des religieux charismatiques, l'Église catholique affirme ses valeurs et consolide son influence dans toutes les dimensions de la vie quotidienne. Mais elle ne sera pas exempte de tensions et de contestations. Loin de là. L'autorité des curés sera souvent prise à partie par les membres de la bourgeoisie montante, alors que notaires, médecins, avocats, commerçants et entrepreneurs occuperont certains lieux de pouvoir local comme les écoles, les fabriques, les cours de justice, la police et la milice. Cette période est une période de transformations profondes sur les plans économique, social et institutionnel. Elle marquera entre autres la disparition du régime seigneurial en 1854.

Ce chapitre, qui a pour objectif de tracer l'histoire des institutions, portera successivement sur l'Église, catholique et protestante, sur les établissements de santé et d'assistance, sur les maisons d'éducation, sur les cours de justice et les forces de l'ordre et, enfin, sur le régime seigneurial.

## *La renaissance de l'Église catholique*

### **Un château fort, 1790-1840**

L'histoire religieuse régionale ne peut se comprendre que dans le contexte de l'histoire de l'Église catholique du Bas-Canada. Elle partage les mêmes temps difficiles depuis la conquête de 1760, alors que, par l'Acte constitutionnel de 1791, le culte catholique est subordonné à la suprématie de la Couronne britannique et anglicane. Ce poids de l'histoire signe le destin de la région.

À la fin du XVIII<sup>e</sup> et pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la Montérégie centrale est massivement catholique. Lors des recensements de 1831, 1844 et 1852, la proportion de catholiques s'élève à 92 %. La paroisse devient alors la principale institution locale. En 1850, 57 paroisses couvrent entièrement le territoire, du nord au sud et de l'est à l'ouest. La carte 16 et le tableau 9.1 montrent l'expansion de cet encadrement paroissial.

#### *LA PAROISSE, AU CENTRE DE LA VIE RURALE*

Les habitants accordent une grande importance à la vie paroissiale. C'est pourquoi, lorsqu'ils sont assez nombreux et capables d'assurer la subsistance d'un curé, ils présentent une requête aux autorités épiscopales pour revendiquer la fondation d'une paroisse. Par exemple, le 16 mars 1826, des citoyens de Saint-Jean, appuyés par la baronne de Longueuil et par les hommes d'affaires Louis, François et Gabriel Marchand, adressent une requête en ce sens à M<sup>re</sup> Lartigue. Ce dernier demande alors à l'archiprêtre Jean-Baptiste Boucher dit Belleville, curé de La Prairie, de se rendre sur place pour évaluer la légitimité de la requête, puis de lui dresser un rapport. La requête est acceptée. Par la suite, M<sup>re</sup> Lartigue visite les lieux et rencontre les paroissiens. La mission est desservie par le curé de Saint-Luc jusqu'à l'automne 1828, alors que s'établit le premier curé, Rémi Gaulin. Le 9 septembre 1831, la paroisse Saint-Jean-l'Évangéliste est officiellement ouverte<sup>1</sup>.

La subsistance des curés est assurée surtout par la dime. Selon Christine Hudon qui a fait une étude sur le clergé du Richelieu et de la Yamaska entre 1790 et 1840, dans les vieilles paroisses, la dime perçue par les curés est généralement supérieure à la récolte moyenne des paysans<sup>2</sup>. Les plus fortunés investissent dans l'achat de biens fonciers et dans des entreprises. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le curé Noisieux, de Saint-Mathieu-de-Belœil, acquiert plusieurs terres et s'enrichit en administrant les seigneuries de Rouville et de Saint-Hyacinthe. Quant au curé Payet, de Saint-Antoine, il investit dans la construction de moulins. Son niveau de vie aisé, tout comme celui du curé Fréchette,

de Saint-Mathieu, lui permet d'acheter des esclaves pour s'occuper des travaux domestiques. Dans les années 1830, à Saint-Hyacinthe, le curé Girouard possède de nombreuses terres et ses revenus sont investis dans le développement du collège. Son successeur, le curé Crevier, loue sa brasserie à la fin des années 1830 et achète des terres qu'il remet aux Sœurs Grises pour construire un hôpital.

Dans les paroisses et les missions de colonisation situées au sud, la réalité est tout autre. Certaines sont peu lucratives. C'est le cas de celles de Saint-Césaire, surnommée Sainte-Misère, de Saint-Cyprien, de Saint-Jacques-le-Mineur, de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie, de Saint-Valentin, de Saint-Rémi et de Saint-Édouard. Les curés s'adressent directement en chaire aux paroissiens qui ne paient pas les dîmes ou qui retardent à bâtir une église ou un presbytère ; ils menacent d'abolir les fêtes solennelles ou de ne pas chanter la messe de minuit, refusent d'administrer les sacrements, quittent la cure ou intentent des procès.

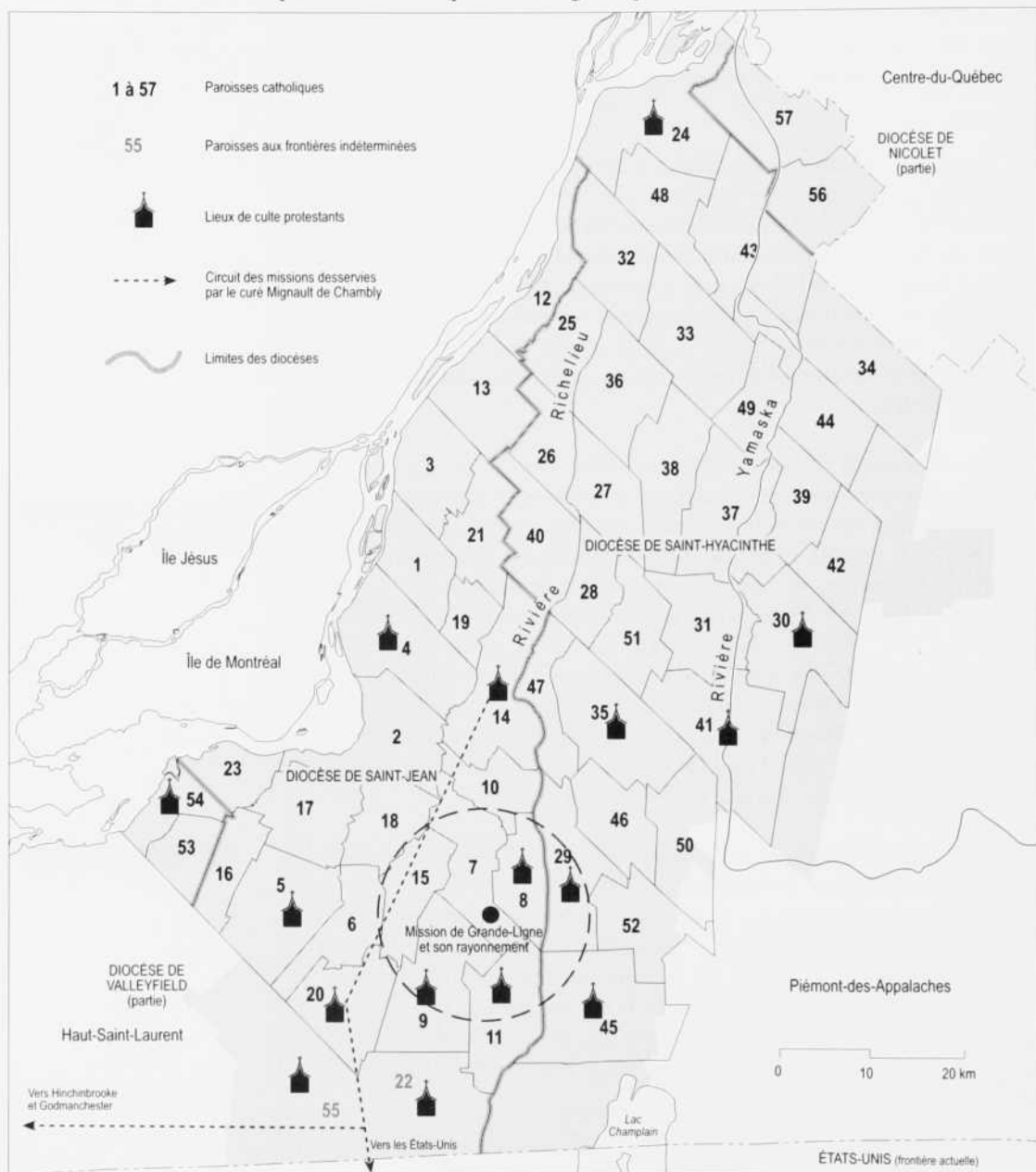
Certains curés jouent un rôle important dans le développement des institutions religieuses, scolaires, sociales et culturelles. C'est le cas, par exemple, de Jean-Baptiste Boucher dit Belleville qui fut curé de la paroisse La Nativité de la Sainte-Vierge de Laprairie durant 47 ans. En collaboration avec les curés de Saint-Constant, de Saint-Philippe et de la mission de Sault-Saint-Louis, il met sur pied des écoles presbytérales où se tiennent des classes latines à compter de 1792. Élevé au rang d'archiprêtre ou de vicaire général, il exécute les ordres des évêques et constitue le pouvoir intermédiaire en région entre l'autorité épiscopale et les curés. Il est l'auteur de traités théologiques et d'ouvrages comme le *Recueil de cantiques à l'usage des missions, des retraites et des catéchismes* paru en 1795 ; il parle aussi le grec, le latin, l'hébreu, l'anglais et l'espagnol. Sa bibliothèque compte près de 2 000 volumes.

Avec le surpeuplement des paroisses de la Rive-Sud, du Bas-Richelieu et du Richelieu et le début de l'étalement de la population dans les nombreux rangs, les curés sont débordés. Le nombre de fidèles par prêtre passe de 1 800, en 1790, à plus de 2 700, en 1830. C'est de loin supérieur à la moyenne bascanadienne qui, en 1830, atteint un sommet estimé à 1 800 pour un<sup>3</sup>. Les conditions sont encore plus difficiles dans le cas des grosses paroisses comme celle de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe qui compte 6 552 habitants en 1823. Le curé maskoutain pourra, selon les besoins, bénéficier de l'aide d'un à trois vicaires.

#### LE MANQUE DE PRÊTRES



**Carte 16**  
Les paroisses catholiques et les Églises protestantes en 1850



Cartographie : UQAM, Département de géographie, Patrice Pihre

Sources : S. Courville, Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle, A. LaRose, Les registres paroissiaux au Québec avant 1800, H. Magnan, Dictionnaire historique et géographique [...], Le diocèse de Saint-Jean-de-Québec [...]

## Paroisses catholiques du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud

| No de référence                               | Nom de la paroisse                       | Érection canonique | No de référence | Nom de la paroisse                   | Érection canonique |
|-----------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------|-----------------|--------------------------------------|--------------------|
| <b>Diocèse de Saint-Jean de Québec (1933)</b> |                                          |                    |                 |                                      |                    |
|                                               |                                          | *                  |                 |                                      |                    |
| 1                                             | Sainte-Famille                           | 1692               | 32              | Immaculée-Conception                 | 1831               |
| 2                                             | La Nativité                              | 1692               | 33              | Saint-Jude                           | 1831               |
| 3                                             | Sainte-Anne                              | 1692               | 34              | Saint-Hugues                         | 1831               |
| 4                                             | Saint-Antoine-de-Padoue                  | 1725               | 35              | Saint-Nom-de-Marie                   | 1832               |
| 5                                             | Saint-Rémi                               | 1828               | 36              | Saint-Denis                          | 1832               |
| 6                                             | Saint-Édouard                            | 1829               | 37              | Notre-Dame-du-Rosaire                | 1832               |
| 7                                             | Sainte-Marguerite-de-Blairfindie         | 1831               | 38              | La Présentation                      | 1832               |
| 8                                             | Saint-Jean-l'Évangéliste                 | 1831               | 39              | Saint-Rosalie                        | 1832               |
| 9                                             | Saint-Cyprien                            | 1832               | 40              | Saint-Mathieu                        | 1832               |
| 10                                            | Saint-Luc                                | 1832               | 41              | Saint-Césaire                        | 1833               |
| 11                                            | Saint-Valentin                           | 1832               | 42              | Saint-Dominique                      | 1833               |
| 12                                            | Sainte-Trinité                           | 1832               | 43              | Saint-Aimé                           | 1834               |
| 13                                            | Saint-François-Xavier                    | 1832               | 44              | Saint-Simon                          | 1834               |
| 14                                            | Saint-Joseph                             | 1833               | 45              | Saint-Georges                        | 1835               |
| 15                                            | Saint-Jacques-le-Mineur                  | 1834               | 46              | Saint-Grégoire                       | 1836               |
| 16                                            | Saint-Isidore                            | 1836               | 47              | Saint-Mathias                        | 1838               |
| 17                                            | Saint-Constant                           | 1841               | 48              | Sainte-Victoire                      | 1842               |
| 18                                            | Saint-Philippe                           | 1841               | 49              | Saint-Barnabé                        | 1842               |
| 19                                            | Saint-Bruno                              | 1842               | 50              | Sainte-Brigide                       | 1846               |
| 20                                            | Saint-Patrice                            | 1848               | 51              | Saint-Jean-Baptiste                  | 1846               |
| 21                                            | Sainte-Julie                             | 1850               | 52              | Saint-Alexandre                      | 1850               |
| 22                                            | Saint-Bernard                            | 1860               |                 | <b>Diocèse de Valleyfield (1892)</b> |                    |
| 23                                            | Saint-François-Xavier                    | n.d.               | 53              | Sainte-Philomène                     | 1842               |
|                                               | <b>Diocèse de Saint-Hyacinthe (1852)</b> |                    | 54              | Saint-Joachim                        | 1845               |
| 24                                            | Saint-Pierre                             | 1722               | 55              | Saint-Romain                         | 1853               |
| 25                                            | Saint-Antoine                            | 1750               |                 | <b>Diocèse de Nicolet (1885)</b>     |                    |
| 26                                            | Saint-Marc                               | 1792               | 56              | Saint-David                          | 1831               |
| 27                                            | Saint-Charles                            | 1825               | 57              | Saint-Michel                         | 1833               |
| 28                                            | Saint-Hilaire                            | 1827               |                 |                                      |                    |
| 29                                            | Saint-Athanase                           | 1828               |                 |                                      |                    |
| 30                                            | Saint-Pie                                | 1828               |                 |                                      |                    |
| 31                                            | Saint-Damase                             | 1829               |                 |                                      |                    |

\* Date de fondation du diocèse

Réalisation : UQAM, Département de géographie, Patrice Pitre.



M<sup>re</sup> Pierre-Marie Mignault  
(1784-1868), curé de  
Chambly et fondateur du  
collège de ce lieu. Son  
ministère l'amenait à visiter  
annuellement les paroisses  
jusqu'à la frontière américaine  
et les Canadiens établis aux  
États-Unis, le long du lac  
Champlain.  
(Archives nationales du Québec  
à Montréal, P266, 3:1, P9)

Le manque de prêtres prive les établissements de colonisation situés au sud de Saint-Hyacinthe et de Saint-Jean-l'Évangéliste des services d'un curé résidant. On demande alors à des curés de parcourir de longues distances, dans des chemins difficiles, été comme hiver, pour aller desservir ces missions dispersées et éloignées. C'est le cas, par exemple, du curé de Saint-Joseph Chambly, Pierre-Marie Mignault, qui, de 1818 à 1850, rend visite annuellement aux Canadiens émigrés aux États-Unis et établis sur les bords du lac Champlain ; il parcourt également les cantons Sherrington et Hemmingford ainsi que Hinchinbrooke et Godmanchester, dans le Haut-Saint-Laurent. Non seulement la région manque-t-elle de prêtres, mais elle est secouée par des contestations et des querelles religieuses.

La correspondance des curés montre clairement que l'autorité religieuse est contestée dans plusieurs paroisses<sup>4</sup>. Les paroissiens, surtout les notables, s'immiscent dans les affaires temporelles et n'hésitent pas à disputer le contrôle sur l'administration de la fabrique, le choix du site de la future église, le démembrement du territoire et l'érection d'une nouvelle paroisse. C'est dans ce contexte de contestation, à la tournure parfois orageuse, que l'Église régionale devra reprendre les guides pour imposer son autorité. Parmi ces conflits qui embrasent les paroisses, il y a celui qui oppose les curés Pigeon, de La Nativité, et Chaboillez, de Saint-Antoine-de-Padoue de Longueuil, à M<sup>re</sup> Lartigue, suffragant de l'évêque de Québec à Montréal depuis 1821. Imbus des idées gallicanes<sup>5</sup>, ces deux prêtres contestent l'autorité de M<sup>re</sup> Lartigue et soutiennent la cause des Sulpiciens pour que ces derniers conservent leur pouvoir sur le district de Montréal. Ils rédigent des articles dans les journaux, des mémoires et des pamphlets percutants comme celui de Chaboillez, en 1823, intitulé *Questions sur le gouvernement ecclésiastique du district de Montréal*. Pigeon, qui dirige une des paroisses les plus peuplées et les plus actives sur le plan économique, crée sa propre imprimerie, en 1824, pour publier des brochures et un hebdomadaire, la *Gazette de Saint-Philippe*, en vue de faire connaître à ses paroissiens leurs droits au sein de l'Église. Il invite les curés des autres paroisses à le suivre dans son combat. Mais ces derniers décideront plutôt de se plier aux directives de leur évêque. M<sup>re</sup> Lartigue n'oubliera jamais cet acte d'insubordination ; il consacra à l'avenir beaucoup d'énergie à imposer son autorité et à la consolider en recrutant, avec le plus grand soin, les futurs clercs de son diocèse et ceux de la région par le truchement du Séminaire Saint-Jacques, à Montréal, et de celui de Saint-Hyacinthe. Il verra de près à la formation théologique enseignée dans ces collèges.

Avant que M<sup>re</sup> Lartigue n'atteigne ce but, bien d'autres résistances émergent comme celle sur la question de l'inamovibilité des curés. En 1836, le curé Louis Nau, de la paroisse Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, refuse d'obéir

à l'ordre de M<sup>gr</sup> Lartigue de se rendre à sa nouvelle charge à Saint-Valentin. La paroisse est divisée en deux camps. C'est bientôt l'affrontement. Armés de pieux et de bâtons, les partisans de l'évêque prennent d'assaut le presbytère et chassent le prêtre insoumis. Irréductible, Nau intente un procès civil à son évêque et est défendu par l'avocat Louis-Hippolyte La Fontaine qui publie, en 1837, les *Mémoires sur l'amovibilité des curés en Canada*. Malgré le recours aux tribunaux civils, le curé rebelle perd sa cause et s'exilera aux États-Unis en 1843.

### Le réveil religieux, 1840-1850

Après ces temps difficiles et l'échec des Rébellions de 1837-1838, l'Église régionale se fortifiera et jouera un rôle prépondérant dans le renouveau religieux bas-canadien sous l'impulsion de l'évêque de Montréal, M<sup>gr</sup> Bourget. Pour rendre compte de ce renouveau spirituel, ce dernier fonde un journal, les *Mélanges religieux*, à l'automne 1840. Jacques Odelin, curé de Saint-Hilaire, et Jean-Charles Prince, chancelier à l'évêché de Montréal et futur évêque du diocèse de Saint-Hyacinthe, en sont les principaux rédacteurs. Cet imprimé véhiculera l'idéologie ultramontaine qui définit l'Église, selon l'historien Nive Voisine, « comme une société parfaite supérieure à l'État à tous points de vue<sup>6</sup> ».

Invité par M<sup>gr</sup> Bourget, M<sup>gr</sup> Charles de Forbin-Janson, évêque de Nancy et de Toul, en France, anime 15 retraites au Bas-Canada, dont neuf dans la région, entre juin et octobre 1841. Ces retraites se concentrent surtout le long de la vallée du Richelieu, mais certaines se font à Saint-Joachim de Châteauguay et à Saint-François-Xavier de Kahnawake. Apocalyptiques, les prédications de Forbin-Janson brandissent la fin du monde, l'enfer et les pires douleurs aux pécheurs. L'événement le plus grandiose se produit au mont Saint-Hilaire alors que, le 6 octobre 1841, en présence du coadjuteur de Québec et des évêques de Montréal, de Kingston et de Boston, de 25 000 à 30 000 personnes assistent à la retraite de M<sup>gr</sup> Forbin-Janson. Son passage déclenche l'enthousiasme des habitants et donne le ton à l'Église régionale qui aura fréquemment recours aux retraites et aux pèlerinages.

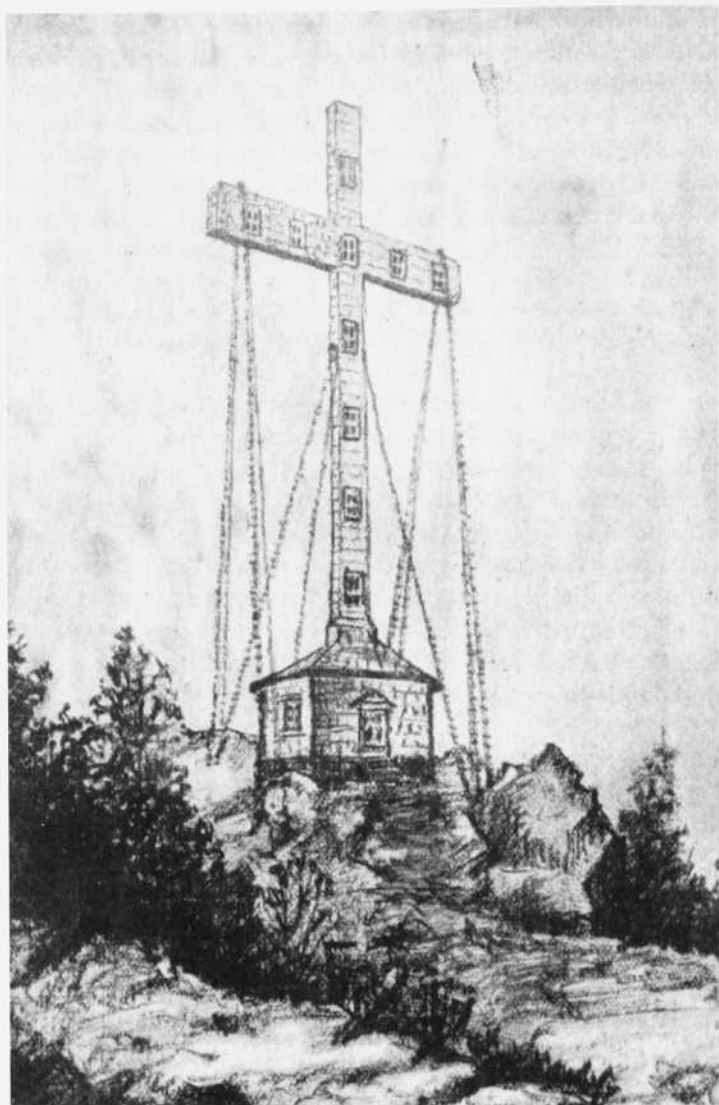
LES RETRAITES  
DE M<sup>gr</sup> FORBIN-JANSON

C'est le cas de la campagne contre l'intempérance menée par l'abbé Charles Chiniquy, alors vicaire à Longueuil, de 1847 à 1851. Sous l'autorisation de M<sup>gr</sup> Bourget, il parcourt l'ensemble des paroisses montréalaises où il organise des retraites, prononce des sermons et instaure des sociétés de tempérance. Contrôlées par les curés, ces sociétés favorisent l'abstinence et regroupent, dans certaines paroisses, la majorité de la population adulte. Par exemple,

LA CAMPAGNE DE L'ABBÉ  
CHINIQUEY

L'érection d'une croix de 30,5 mètres de hauteur, 1,8 de largeur et 1,2 d'épaisseur sur le mont Saint-Hilaire marque l'apothéose de la campagne en faveur de la tempérance prêchée par M<sup>re</sup> Forbin-Janson en 1841. Elle était fixée au sol par 12 grosses chaînes de fer et sa base était constituée par une chapelle de 6 mètres sur 6 mètres. Cette croix monumentale fut renversée par le vent, 5 ans plus tard.

(Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)



à Saint-Césaire, en 1848, 2 177 personnes adhèrent à la société de tempérance alors que sa population catholique se chiffre à 4 600. À la même époque, pour l'ensemble de la région il y a un recul significatif du nombre d'auberges, de tavernes et de brasseries qui passe de 362 en 1844 à 140 en 1852. Ces grands mouvements de masse témoignent, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, du triomphe de la foi chrétienne.

Préoccupés par la pénurie de prêtres et par la faible formation théologique des jeunes clercs, les évêques encouragent la fondation de collèges. C'est sur les bords des rivières Richelieu et Yamaska que trois curés prendront sur eux le défi de fonder les premiers collèges classiques : à Saint-Denis en 1805, à Saint-Hyacinthe en 1811 et à Chambly en 1826. Ces institutions connaîtront toutefois des sorts différents.

À la suite de la mort de son fondateur, le curé Cherrier, et au départ du jeune enseignant Pierre-Marie Mignault pour ses études théologiques à Nicolet, l'établissement de Saint-Denis ferme ses portes en 1809. Deux ans plus tard, le curé Antoine Girouard et l'élite maskoutaine obtiennent l'autorisation de l'évêque de Québec pour ouvrir un collège dans cette zone « frontière ». Dans l'*Histoire du Séminaire de Saint-Hyacinthe*, le chanoine Charles-Philippe Choquette relève qu'au cours des années 1811 à 1831 le Collège connaît d'épineux problèmes comme l'endettement, la précarité du nombre d'élèves et les relations tendues avec M<sup>gr</sup> Lartigue, qui refuse de consentir un programme complet d'études classiques jusqu'en 1826 pour ne pas concurrencer Nicolet. Diverses initiatives du milieu abattent ces obstacles. En 1821, le seigneur et conseiller législatif Charles de Saint-Ours crée l'Association pour faciliter les moyens d'éducation dans la Rivière Chambly en vue d'apporter une aide financière aux jeunes collégiens. L'année suivante, 17 curés de la vallée du Richelieu fondent à Varennes la Société pour encourager l'éducation ecclésiastique. Et, à compter de 1829, la Chambre d'assemblée verse une subvention annuelle variant autour de 500 livres. En 1831, un comité d'enquête sur l'éducation au Bas-Canada, composé de 11 députés dont Charles de Saint-Ours, propose la création d'une école supérieure dans chaque comté ou grande ville comme Saint-Hyacinthe et Chambly.

Sous la direction de l'abbé Jean-Charles Prince de 1831 à 1840, le Collège de Saint-Hyacinthe devient « un foyer d'éducation nationale et de sentiment patriotique<sup>7</sup> ». Ayant été le secrétaire et le directeur de l'École de théologie de Montréal depuis son ordination en 1826, Prince a toute la confiance de M<sup>gr</sup> Lartigue. C'est la philosophie de Lamennais qui est enseignée dans ce collège, d'ailleurs surnommé le « collège lamennais de Maska », jusqu'à sa mise à l'Index en 1834 par le pape. De 100 en 1831, le nombre d'élèves passe à 250 en 1850.

Entre 1811 et 1860, 155 prêtres et religieux sont formés au collège-séminaire. Cinq d'entre eux, Charles et Joseph La Rocque, Alexandre Taché, Peter McIntyre et Édouard Fabre, deviendront évêques. Grâce à l'excellence de son corps professoral, à la richesse de sa bibliothèque, qui compte des milliers d'ouvrages littéraires et scientifiques, à l'originalité de ses cours, à ses

## LES PREMIERS COLLÈGES



Antoine Girouard, curé de Saint-Hyacinthe et fondateur du Séminaire de Saint-Hyacinthe.

(Archives nationales du Québec à Montréal, P266, S3.1, P16, Fonds Famille Bourassa, photo J.-J.-E. Sauvageau)



Le calvaire du rang Sainte-Thérèse (autrefois rang du Cordon de Saint-Rémi de Napierville). Il est érigé en 1838 par Louis Narbonne sculpteur de l'école Quévillon. Louis le construit bénévolement pour demander à Dieu la libération de son frère aîné, Pierre-Rémi, arrêté à la suite des Troubles de 1838 et qui sera néanmoins pendu l'année suivante.

(Archives nationales du Québec à Québec, CA 601, S53, SS1, P 763)

Chapelle de procession Saint-Joachim-de-Varenes. Construite en 1831-1832, cet édifice en pierre des champs est d'inspiration néo-classique comme le révèlent ses proportions, ses détails décoratifs et la configuration de son clocher.

(*Les chemins de la mémoire*, tome II, *Monuments et sites historiques du Québec*)

initiatives diverses notamment sa collaboration avec le Collège de Chambly, le collège-séminaire de Saint-Hyacinthe a donné une impulsion décisive au développement de l'éducation supérieure et à la formation morale et intellectuelle d'une élite régionale et même bas-canadienne. Le Collège deviendra un grand séminaire en 1854<sup>8</sup>.

Fondé par le curé Mignault, le Collège de Chambly connaîtra un autre sort. M<sup>gr</sup> Lartigue voit de près à ce que cette institution ne nuise pas à l'essor du Collège de Saint-Hyacinthe. Mignault y consacre temps, énergie et argent. Son labeur sera récompensé, en 1829, lorsque la Chambre d'assemblée reconnaîtra cette institution comme une école d'études supérieures et lui versera une subvention annuelle de 250 livres. Mais, après 15 ans d'existence, le Collège fait face à de graves problèmes : endettement, personnel enseignant peu qualifié et nombre d'élèves, une centaine, insuffisant pour assurer sa rentabilité. En 1849, les Clercs de Saint-Viateur tentent de relancer les classes commerciales. Peine perdue, ce collège vivotera jusqu'à sa disparition définitive en 1862.

Chez les protestants, les *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada* notent l'existence d'une académie anglophone et mixte à Clarenceville en 1849. Selon l'historien Louis-Philippe Audet, ce type d'institution offrait un programme d'études qui équivalait à celui des collèges classiques.

Les Oblats, les Jésuites, les Clercs de Saint-Viateur, les Sœurs de la Providence et les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie joueront un rôle fondamental dans la renaissance de l'Église régionale<sup>9</sup>. Installées entre autres dans les grosses paroisses de la Rive-Sud et du Richelieu, ces communautés aident à la formation des futurs religieux et religieuses en ouvrant des noviciats, des collèges et des couvents ; elles contribuent au réveil religieux en animant des retraites et en établissant de nouvelles œuvres.

LA NAISSANCE  
ET L'ARRIVÉE DES  
COMMUNAUTÉS  
RELIGIEUSES

Lors de son voyage en Europe, en 1841, M<sup>gr</sup> Bourget convainc les Oblats de Marseille, en France, de venir s'établir à Saint-Hilaire pour poursuivre les retraites amorcées par M<sup>gr</sup> Forbin-Janson. Dans sa lettre circulaire du 5 janvier 1842, M<sup>gr</sup> Bourget invite son clergé à se rallier à la théologie de saint Alphonse de Liguori, professée par les Oblats, qui met l'accent sur l'infailibilité du pape, un des éléments fondamentaux de l'ultramontanisme. En 1842, les Oblats quittent Saint-Hilaire pour Longueuil où ils établissent un noviciat et leur maison-mère jusqu'à leur départ pour Montréal en 1850. Une vingtaine de novices auront été formés à Longueuil.





Mère Marie-Rose Durocher (1811-1849). Née à Saint-Antoine-sur-Richelieu, elle fonde à Longueuil, en 1843, la congrégation des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie dont elle devient la première supérieure générale. Elle est béatifiée par le pape Jean-Paul II en 1982. (Centre Marie-Rose, huile de Théophile Hamel)

En 1844, les Oblats aident l'évêque de Montréal à fonder la communauté des Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie à Longueuil<sup>10</sup>. Eulalie Durocher, connue sous le nom de mère Marie-Rose, sera la première supérieure de cette congrégation d'origine marseillaise. Après avoir ouvert un couvent, un pensionnat et un noviciat à Longueuil, les Sœurs étendent leurs activités à Belœil en 1846 et à Saint-Hilaire en 1850. Au décès de mère Marie-Rose, le 6 octobre 1849, à l'âge de 38 ans, sa communauté compte déjà 30 professes, sept novices, sept postulantes et 448 élèves réparties dans quatre couvents. Bien avant les Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie, la Congrégation de Notre-Dame avait établi un couvent à Saint-Denis en 1783 et à Saint-Hyacinthe en 1816. En plus d'offrir l'enseignement, ces couvents servent aussi à recruter des postulantes pour soutenir l'œuvre principale des congrégations religieuses<sup>11</sup>.

Encore à la demande de M<sup>re</sup> Bourget, les Jésuites reviennent, en 1842, à la tête de la cure de La Prairie, leur ancienne seigneurie de la Rive-Sud. Six ans plus tard, ils fondent le Collège Sainte-Marie, à Montréal ; ils délaisseront l'administration de la paroisse de La Prairie en 1854. Quant aux Clercs de Saint-Viateur, ils prendront la direction du Collège de Chambly en 1849, ouvriront celui de Rigaud en 1850 et celui de Belœil en 1858.

En 1843, M<sup>re</sup> Bourget incite Émilie Tavernier, également appelée mère Gamelin, qui s'occupait d'une résidence pour les femmes indigentes à Montréal depuis 1827, à fonder une congrégation religieuse sur le modèle français des Filles de la Charité. C'est ainsi que naissent les Sœurs de la Providence. Elles inaugureront l'hospice Notre-Dame-des-Sept-Douleurs à La Prairie en 1846 et ouvriront un couvent à Sorel en 1850.

### Les soins de santé et la lutte contre la pauvreté

La lutte contre la pauvreté est menée surtout par l'Église et par les femmes. Sous la présidence de la baronne de Longueuil, Marie-Charles Lemoyne, l'association des Dames de la Charité est fondée à Montréal dans le but de secourir les pauvres. Cette association recueille des dons et organise des collectes, des souscriptions et des bazars pour financer les œuvres sociales.



Mère Gamelin, née Émilie Tavernier (1800-1851). Fondatrice de Sœurs de la Providence qui se chargent de l'hospice Notre-Dame-des-Sept-Douleurs à La Prairie en 1846 et d'un couvent à Sorel en 1850. (Archives nationales du Québec à Québec, P428, S3, DG3)

Elle essaime dans plusieurs endroits en région, dont à Saint-Hyacinthe en 1828 et à Saint-Jean en 1832. De leur côté, les curés viennent en aide aux indigents en leur distribuant une partie des revenus de la fabrique ou des quêtes.

L'engagement de l'État dans les services de santé et de bien-être s'effectue avec lenteur ; elle ne commence vraiment qu'au moment où sévissent les grandes épidémies qui prennent l'allure de catastrophes au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Lorsque le choléra ravage la Montérégie centrale en 1832, la mortalité est stupéfiante : 4 751 décès. Ce sera un sommet du nombre de décès survenus dans la région durant les années 1790-1850. La médecine et les bureaux sanitaires sont impuissants à enrayer l'hécatombe<sup>12</sup>. La correspondance des curés de l'époque décrit l'atrocité du fléau. Dans certaines paroisses, le nombre de décès surpasse celui des baptêmes. Ainsi, à Chambly, on compte 278 sépultures contre 222 baptêmes. Deux ans plus tard, une autre épidémie de choléra foudroie la région. On enregistre 3 825 décès. « C'est une vraie peste » s'écrit le curé Chèvrefils de Saint-Constant<sup>13</sup>. Des curés meurent aux côtés de leurs paroissiens à Varennes, à Saint-Denis, à Saint-Pie et à Sainte-Marie. Les écoles et les magasins sont fermés. Les églises n'offrent plus de messes pour les morts qui sont enterrés, dans les cimetières, sans prières<sup>14</sup>.

Touché par cette pénible réalité, le curé Édouard Crevier, de Saint-Hyacinthe, convainc les Sœurs Grises de Montréal d'ouvrir un hôpital dans la région maskoutaine qui est alors à deux jours de voyage par bateau ou par charrette. Les religieuses fondent l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe en 1840. Six ans plus tard, les Sœurs de la Providence établiront à La Prairie l'hospice Notre-Dame-des-Sept-Douleurs. Ces deux institutions, érigées dans de vieilles paroisses situées aux extrémités est et ouest de la région, partagent la mission de venir en aide aux malades, aux pauvres, aux orphelins et aux personnes âgées. Du côté protestant, des services de santé et d'entraide naissent également : distribution de soins et de médicaments aux malades, création d'un asile pour vieillards chez les baptistes de Grande-Ligne, près de Saint-Valentin, en 1850.

#### LES PREMIERS HÔPITAUX

En 1842, M<sup>gr</sup> Bourget crée l'Association diocésaine de charité. Ses membres visitent les malades et les pauvres, leur apportent des vivres et des vêtements, prient pour les défunts, enseignent le catéchisme et fondent des écoles<sup>15</sup>. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, avec M<sup>gr</sup> Bourget en tête, les communautés religieuses féminines et les associations de femmes sont les pivots des institutions de santé et de charité naissantes.

### L'« hérésie » protestante

Au cours de cette période de renaissance de l'Église catholique, les Églises protestantes, qui regroupent 8 % de la population régionale, se fragmentent en plusieurs confessions. Non seulement sont-elles minoritaires, mais des conflits les opposent à l'égard, par exemple, de la domination de l'Église d'Angleterre dans le domaine scolaire<sup>16</sup>. L'Église d'Angleterre est alors la plus importante. Suivent les Églises anabaptiste, baptiste, biblique, congrégationaliste, d'Écosse, méthodiste, presbytérienne, unitarienne, universaliste et quaker. C'est en fonction de leur origine et de leur appartenance à l'une de ces confessions que les anglophones définissent leurs rapports entre eux et envers la majorité francophone. Mais d'où viennent-ils ?

Au lendemain de la guerre de l'Indépendance américaine, en 1776-1783, des Américains loyalistes de plusieurs confessions protestantes quittent les États-Unis pour s'établir le long de la rivière Richelieu et dans le Haut-Richelieu. À compter de 1815, une autre vague d'immigrants, des Anglais, des Écossais et des Irlandais, dépossédés de leurs terres lors de la révolution agraire et industrielle en Grande-Bretagne, s'ajoute aux Américains. Plus de la moitié des Irlandais sont catholiques. C'est pourquoi M<sup>gr</sup> Plessis dépêchera des prêtres bilingues auprès de ces Irlandais catholiques établis à Chambly et dans les cantons à proximité de la frontière américaine<sup>17</sup>.

*UNE MISSION  
PROTESTANTE  
FRANCOPHONE :  
GRANDE-LIGNE*

Puisque la très grande majorité des catholiques francophones sont unilingues, il y a peu de conversions aux confessions protestantes anglophones. Mais l'établissement, en 1836, d'une mission et d'une école élémentaire protestante francophone à Grande-Ligne, dans le Haut-Richelieu, préoccupe les autorités catholiques. Les baptistes Henriette Odin, également appelée madame Feller, et Louis Roussy érigent dans ce rang une église, la première assemblée protestante d'expression française au Canada, à partir de laquelle ces prédicateurs d'origine suisse rayonneront dans la campagne environnante. Lors de la rébellion de 1837, ils sont la cible de la colère des masses populaires qui les accablent d'injures, coupent la crinière et la queue de leurs chevaux et saccagent leurs jardins. Accompagnés d'une cinquantaine de convertis, ils se réfugient aux États-Unis ; à leur retour, ils retrouvent leur mission pillée et ravagée. Grâce à divers dons reçus de communautés protestantes américaines, canadiennes et suisses, ils restaurent l'église, l'école et les résidences de Grande-Ligne<sup>18</sup>.



Henriette Odin-Feller (1800-1868). Évangéliste d'origine suisse et fondatrice de la mission baptiste de Grande-Ligne et d'un collège évangélique près de Saint-Jean.

(Archives nationales du Canada, PA-208640, coll. Irene Hilton-Martin, Photo William James Topley)

À partir de 1839, la mission de Grande-Ligne recevra des subventions annuelles de la Société missionnaire franco-canadienne, présidée par le seigneur de Sabrevois, William Plenderleath Christie. Des missions protestantes francophones s'ouvrent alors à Saint-Pie, à Milton, à Sainte-Marie et à Saint-Valentin. Devant ce dynamisme, la tension monte du côté du clergé catholique et atteint un sommet à Saint-Pie en 1842 lorsque le curé Joseph Crevier adresse des paroles hostiles à ses paroissiens : « Notre paroisse est menacée de la plus diabolique hérésie que Satan ait jamais inventée. [...] Je sais que vous saurez trouver des moyens pour faire déguerpir ces pestes<sup>19</sup> ». On s'emploie à traiter ces adeptes de « menteurs » et de « ministres de l'erreur » dans les *Mélanges religieux*.

Même Chiniquy s'en mêle en affrontant Louis Roussy dans un débat public à Sainte-Marie. Tout au plus dénombre-t-on une centaine de franco-phones convertis au protestantisme. Mais cela suffit pour convaincre M<sup>re</sup> Bourget de la nécessité de faire desservir les catholiques des cantons au sud de la région et même du côté du Haut-Saint-Laurent et du Piémont-des-Appalaches. En 1852, on recense 13 685 fidèles répartis dans 29 églises protestantes dont 14 anglicanes, cinq méthodistes, cinq baptistes, trois presbytériennes et deux congrégationalistes. La carte 16 localise leur établissement.

### Le combat pour le contrôle des écoles primaires

Avant que ne soit instaurée l'Institution royale, en 1801, c'est de l'Église et de l'initiative privée que relevait la tâche d'établir les écoles, de superviser l'enseignement, d'engager les instituteurs et de recueillir les dons pour compenser les coûts. Ainsi, en 1794, Louis Labadie accepte l'invitation du curé de Verchères pour prendre en charge une école. Il y enseigne la lecture, l'écriture, le calcul et quelques notions d'histoire, de géographie et de catéchisme. À cette époque, le salaire d'un maître d'école est misérable. Pour joindre les deux bouts, Labadie se voit obligé d'assumer la fonction de sacristain et de quémander du bois de poêle auprès des paroissiens. Dans la communauté anglo-saxonne soreloise, c'est la maison de William Nelson qui tient lieu d'école et aussi de pensionnat. La plupart des élèves sont des enfants d'officiers britanniques. Nelson enseigne aussi à ses propres enfants, dont deux, Wolfred et Robert, s'illustreront lors des rébellions de 1837-1838.

À la fin du XXIII<sup>e</sup> siècle, la Rive-Sud et la vallée du Richelieu disposent alors de 12 écoles primaires. C'est peu quand on sait que la région est en plein essor démographique. Au grand désarroi des autorités ecclésiastiques catholiques, le gouvernement intervient en mettant en place un système d'enseignement public : l'Institution royale pour l'avancement des sciences. Commence alors un véritable combat pour le contrôle de l'éducation au Bas-Canada, combat déterminant pour l'histoire des écoles de la région<sup>20</sup>.

#### L'INSTITUTION ROYALE

Dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, des écoles royales sont ouvertes à Saint-Constant, à New Longueuil, à William Henry (Sorel), à Chambly, à Saint-Hilaire, à Mount Johnson (Mont-Saint-Grégoire), à Sainte-Marie-de-Monnoir, à St. John's, à L'Île-aux-Noix, à Sherrington, à Hemmingford et à Yamaska. Pour fonctionner, elles reçoivent une subvention du gouvernement et c'est lui qui paie aussi le salaire des instituteurs. Mais la direction de l'Institution royale est entre les mains du gouverneur, de l'évêque anglican et d'un conseil d'administration en majorité anglican. Cela soulève des querelles

interconfessionnelles. Même si les Églises protestantes dissidentes acceptent d'envoyer leurs enfants dans les écoles royales, elles contestent la domination de l'Église d'Angleterre qui impose son catéchisme, ses instituteurs et ses inspecteurs.

L'attitude de l'Église catholique est plus virulente. Les autorités épiscopales, qui perçoivent ce voisinage entre catholiques et protestants comme un danger pour la survie des catholiques francophones, invitent les curés à s'opposer aux écoles royales. C'est pourquoi ces écoles seront érigées surtout dans les milieux anglophones et pénétreront difficilement dans les paroisses francophones. En 1821, le secrétaire de l'Institution royale, le docteur J. L. Mills, écrit au révérend J. Jackson, de William Henry, qu'il désire coopérer avec le clergé catholique pour l'avancement de l'éducation. Mais les autorités catholiques restent méfiantes et hostiles. Les curés de la région persistent à combattre les écoles royales et refusent les sacrements aux paroissiens qui transgressent la position de l'Église. Devant l'insuccès des écoles royales, la Chambre d'assemblée adopte en 1824 la loi créant les écoles de fabrique.

Par cette loi, le curé et les marguilliers, avec l'accord de l'évêque, sont autorisés à utiliser le quart des revenus paroissiaux de l'année pour la construction d'écoles dans la paroisse. Aux yeux de l'épiscopat catholique, c'est une victoire contre l'Institution royale. Quatre années après son adoption, dix écoles de fabrique sont déjà sur pied. Elles sont situées à Saint-Philippe, à Longueuil, à Varennes, à Chambly et à Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville. Dans le but de rendre l'éducation plus accessible et de lutter contre l'analphabétisme, la Chambre d'assemblée adopte en 1829 une troisième loi pour créer les écoles de l'Assemblée, appelées également écoles de syndics.

#### LES ÉCOLES DE FABRIQUE

Sous l'autorité de syndics élus par la population locale, ces écoles sont soutenues financièrement par l'État qui assume les coûts de construction et la rémunération des maîtres, en plus d'offrir l'instruction gratuite aux enfants pauvres. Le ministre protestant ou le curé peut agir comme visiteur officiel et peut être élu syndic. Ces écoles remportent la faveur populaire. Selon le « Second rapport du comité permanent sur l'éducation et les écoles » paru en 1832-1833 dans les *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, on dénombre en Montérégie centrale 148 écoles de syndics, 8 écoles de fabrique, 7 écoles royales et 45 écoles indépendantes. Au recensement de 1831, on rapporte que 5 255 garçons et 3 968 filles les fréquentent.

#### LES ÉCOLES DE SYNDICS

Cependant, cette ruée vers les écoles de syndics prend fin en 1836 lorsque les Conseils législatif et exécutif, en conflit avec la Chambre d'assemblée, bloquent le renouvellement de la loi. Selon Louis-Philippe Audet, ce



geste entraîne la disparition de la moitié des écoles dans le Bas-Canada. L'autre moitié est soutenue par les habitants et le clergé. Pendant les rébellions de 1837-1838 et à la veille de l'Union, il est impossible de connaître la situation réelle des écoles. Le fameux rapport de lord Durham, déposé à Londres en 1839 et qui comprend une enquête sur l'éducation par Arthur Buller, servira de cadre à l'élaboration de la nouvelle loi scolaire de 1841. M<sup>re</sup> Bourget saura manœuvrer pour modifier la législation scolaire en fonction des intérêts de l'Église catholique.

#### LES COMMISSIONS SCOLAIRES

Le régime de l'Union abolit toutes les anciennes lois et élabore un nouveau système scolaire qui subira plusieurs modifications jusqu'en 1849. La loi de 1841 remet à des commissaires d'école, élus par la population, la direction des établissements scolaires et la supervision de l'enseignement. Elle prévoit le versement d'une subvention, par le surintendant de l'Instruction publique, égale à la somme prélevée auprès des habitants de chaque arrondissement d'écoles. Toutes ces écoles sont sous l'autorité du Bureau d'éducation qui relève du conseil de district municipal présidé par un préfet. Les préfets des districts municipaux informent le gouverneur que 232 écoles de la région sont dirigées par les commissions scolaires, contre 10 demeures indépendantes. Deux autres lois modifieront le système scolaire en 1845 et 1846. La dernière instaure les municipalités scolaires. Chacune d'elles est autonome, a un pouvoir de taxation pour le fonctionnement et l'établissement d'écoles, a un conseil de commissaires élu par les contribuables et un président élu parmi les commissaires.

En 1847, le rapport du surintendant de l'éducation, Jean-Baptiste Meilleur, note qu'à l'exception de deux municipalités scolaires toutes les autres ont payé leurs taxes et ont obtenu une subvention gouvernementale. Contrairement à ce qui se passe dans les régions de Québec, Trois-Rivières, Nicolet et Montréal, il n'y aura presque pas d'événements violents – connus sous le nom de « guerre des éteignoirs » – contre la loi scolaire<sup>21</sup>. Seule la paroisse de Saint-Michel-d'Yamaska fait exception. Enfin, la loi de 1849 améliore le système des commissions scolaires afin de desservir les minorités religieuses et de garantir aux autorités catholiques de jouer un rôle clé dans l'éducation au niveau tant local que provincial. Cette loi atteint son objectif, car les évêques catholiques publieront, en 1850, une lettre collective dans laquelle ils lui donneront leur appui. Sous la direction des commissions scolaires, en 1852, on compte 279 écoles fréquentées par 21 139 élèves dont 11 100 garçons et 10 039 filles. La région dispose d'une maison d'enseignement pour 605 habitants, alors que la moyenne bas-canadienne est de une pour 676. Mais, à l'échelle de la région, on observe que la population augmente davantage que le nombre d'écoles ; en 1831, le ratio était de une pour 569.

Ce sont surtout des laïcs qui dispensent l'enseignement. C'est sous la surveillance du curé, du syndic ou des commissaires qu'ils exercent leur métier. Ils obtiennent un salaire à peine supérieur à celui d'un ouvrier agricole, d'un domestique ou d'un engagé. Ce qui n'attire pas les gens instruits et qualifiés. Non seulement plusieurs d'entre eux sont-ils mal considérés et mal payés, mais ils sont mal logés. À Saint-Hyacinthe, une école est dépourvue de cloisons séparant le logement de l'instituteur et la classe.

L'instauration des écoles a des répercussions sur le taux d'alphabétisation régional. À Saint-Ours, entre 1795 et 1799, les contrats de mariage permettent de constater que 8,1 % d'hommes et 5,4 % de femmes savent signer. Entre 1840 et 1844, la proportion est passée à 9,3 % d'hommes et de femmes qui savent signer. Une enquête menée en 1823 par un comité spécial nommé par la Chambre d'assemblée révèle que le quart de la population sait lire et qu'un dixième sait écrire son nom. La lutte contre l'analphabétisme représentera l'un des principaux buts du système public de l'enseignement primaire dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

## *Les réformes de la justice, de la police et de la milice*

### **Les premières institutions régionales**

De la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup>, des institutions judiciaires et policières sont établies dans le but de punir les infractions et de contrôler l'ordre social<sup>22</sup>. En 1793, est ouverte à Montréal une cour du Banc du Roi où sont entendues les causes civiles et criminelles importantes<sup>23</sup>. Montréal compte aussi une cour des sessions trimestrielles qui traite des délits non passibles de la peine de mort. De plus, une fois l'an, durant l'été, les juges de paix se rendent dans les principales localités de la région pour trancher certains litiges, notamment les questions relatives à la taxe scolaire et aux redevances religieuses. Ce tribunal itinérant est connu sous le nom de cour de circuit. Souvent, c'est le curé qui héberge le juge et l'audience a lieu dans la salle des habitants au presbytère.

En 1821, à la demande des habitants, est établie dans presque toutes les localités une cour des commissaires pour entendre les causes qui ne dépassent pas 25 dollars. Les commissaires, pour la plupart issus des élites locales, sont choisis par plus de 100 propriétaires. Plusieurs de ces pétitions qui revendiquent l'établissement d'une cour des commissaires dans les cantons, les seigneuries et les grosses paroisses comme Napierville, Saint-Ours, Sorel, Saint-



Charles et Saint-Denis se retrouvent dans les *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*.

#### LE PALAIS DE JUSTICE

Dans les années 1830, sont instaurées les premières institutions judiciaires vraiment régionales : les palais de justice de comté. Entre 1833 et 1835, on en construit à Napierville, à Sorel et à Saint-Hyacinthe. Ces édifices logent au rez-de-chaussée le bureau du shérif et la prison et, à l'étage, la salle d'audience. Le shérif est un personnage important ; il administre et exécute les jugements des cours dans le comté ; il a aussi le pouvoir d'organiser toute force répressive pour maintenir l'ordre et la paix. Par exemple, il peut compter sur la police rurale que l'on retrouve dans les principales localités au XIX<sup>e</sup> siècle. Dirigée par des magistrats qui ont leurs bureaux à Montréal, à La Prairie, à Sainte-Marie-de-Monnoir et à Saint-Hyacinthe, la police exécute les sentences rendues par les cours de justice et applique les règlements dictés par les juges de paix. Cependant, le faible nombre de policiers, une quarantaine, limite l'efficacité de ce service d'ordre.

À cette époque, l'État subventionne la moitié du coût de construction d'un palais de justice ; l'autre moitié est répartie entre les habitants. On ne s'entend pas toujours sur le choix du chef-lieu. Ainsi, au lendemain des rébellions de 1837-1838, le palais de justice de Napierville, qui fut sérieusement endommagé, est déplacé à Saint-Jean, une localité plus populeuse et centrale. Avec la réforme de 1857 qui crée les districts judiciaires de Saint-Jean-sur-Richelieu, Sorel et Saint-Hyacinthe, chacune de ces villes aura son palais de justice, sa prison et ses tribunaux civils et criminels.

#### La milice « britannique »

À ces institutions judiciaires et policières, s'ajoute la milice qui a l'habileté, comme au temps du Régime français, d'intervenir dans l'application des règlements et le maintien de l'ordre<sup>24</sup>. Mais cette fois-ci elle est sous les ordres du gouvernement britannique qui l'adapte pour défendre ses intérêts. Ainsi, les pouvoirs des capitaines de milice sont assujettis à des officiers supérieurs fidèles à la Couronne britannique. Lorsque la guerre avec la France est déclarée en 1793 par l'Angleterre, le gouverneur Prevost prévoit enrôler 2 000 miliciens. C'est pourquoi, en 1795, la Chambre d'assemblée adopte une loi qui fixe l'âge pour le service obligatoire dans la milice de 18 à 60 ans. Deux fois par année, les miliciens, dont la plupart sont cultivateurs, s'exercent au maniement des armes à feu. Ceux qui négligeraient leurs devoirs sont passibles d'une amende, alors qu'un officier de milice pourrait être traduit en cour martiale.

Des milices paroissiales se forment dans tous les comtés. Elles sont sous le commandement d'officiers d'état-major, choisis parmi les élites locales, qui assument la responsabilité des activités des milices dans leur comté. Par exemple, les colonels et les lieutenants-colonels sont issus des grandes familles régionales tels que les René-Amable Boucher de Boucherville, Jean-Baptiste-Melchior Hertel de Rouville et Charles-Louis-Roch de Saint-Ours.

Quand la guerre éclate contre les États-Unis en 1812, des centaines de miliciens sont recrutés ; plusieurs meurent au combat ou reviennent blessés. Certains bataillons sont soumis à de dures conditions : vivres insuffisants, logement inadéquat, vêtements usés, manque d'armes et de munitions<sup>25</sup>. D'autres souffrent de l'incapacité de leurs officiers à établir une discipline et à commander. Exaspéré, le capitaine Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville, des Voltigeurs, implore l'adjudant-général, Vassal de Monviel, de quitter ce bataillon. Il lui écrit, en 1813 : « Je crois que si j'y restais encore un mois je serais obligé d'en venir à des extrémités<sup>26</sup> ». Selon les informations recueillies dans les *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, ont participé à cette guerre, entre 1812 et 1814, 115 miliciens de la division ou du bataillon de Saint-Ours, 158 de Saint-Hyacinthe, 135 de Chambly, 39 de Belœil, 180 de Boucherville, 51 de L'Acadie, 59 de Verchères, 98 de Saint-Denis et 19 des cantons du Haut-Richelieu. Ces chiffres ne comprennent pas ceux qui ont été conscrits temporairement en 1815. La milice continuera d'être une organisation militaire très bien structurée en région, par comté et par bataillon. Ses effectifs sont importants puisque les bataillons de la Montérégie centrale comptent 16 024 officiers et miliciens en 1828<sup>27</sup>.

La milice est aussi un instrument de patronage politique. De fait, en nommant des seigneurs et des bourgeois à des postes d'officiers, avec gages, le gouverneur espère gagner ainsi des appuis solides et fiables à la Couronne britannique parmi les élites locales. C'est le cas du notaire Louis Bourdages, de Saint-Denis, qui commence sa carrière comme aide major pour atteindre le grade de lieutenant-colonel en 1813<sup>28</sup>. À la tête de ses miliciens, il participe à la bataille de Châteauguay contre les Américains. En raison des services rendus, le gouvernement lui octroie 485 hectares de terres dans le canton d'Ely, en 1819. Il reçoit d'autres faveurs gouvernementales et des emplois rémunérateurs, comme celui de surintendant des maisons de postes du Bas-Canada, ce qui lui permet de figurer parmi les notables influents de la région. Mais, en 1827, il est destitué de son poste de lieutenant-colonel, en même temps que bien d'autres officiers, parce qu'il a assisté à des assemblées politiques patriotiques, considérées comme séditeuses aux yeux du gouverneur Dalhousie. Après 1830, Bourdages se rallie à la cause du Parti patriote et dénonce farouchement les abus des Conseils législatif et exécutif. Du milieu des années 1820 jusqu'à

Louis Bourdages (1764-1835). Notaire et agent seigneurial, d'origine acadienne. Sa carrière comme lieutenant-colonel de milice et sa participation à la bataille de Châteauguay lui valent les faveurs gouvernementales. Il se hisse parmi les élites locales et se fait élire député, pratiquement sans interruption d'abord dans Richelieu, puis dans Buckingham et Nicolet, de 1804 jusqu'à sa mort en 1835.

(Archives nationales du Québec à Québec, P1000, S4, PB93)



l'insurrection de 1837, plusieurs officiers de milice démissionnent et retournent au gouverneur leur commission<sup>29</sup>.

En 1846, alors que les relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne se crispent, une nouvelle loi divisant la milice en deux catégories est votée : ceux qui ont entre 18 et 40 ans constituent la première classe, et ceux qui ont entre 40 et 60 ans la deuxième classe. De plus, elle autorise le gouverneur à former des unités de volontaires sans que le gouvernement du Canada-Uni ne s'engage à leur fournir des armes, du matériel ou de l'instruction. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, on réorganise la milice pour établir un meilleur système de défense publique et de police afin de mieux maintenir la paix et l'ordre. En ce sens, des compagnies sont placées à Sorel, à Saint-Jean, à Saint-Hyacinthe, à Chambly, à Odelltown et à Henryville. Elles sont formées de miliciens, âgés entre 18 et 40 ans, provenant des paroisses environnantes. Les forts et les casernes de Sorel, de L'Île-aux-Noix, de La Prairie, de Saint-Jean, de Chambly et le blockhaus de Châteauguay sont gardés pour les besoins de la défense. Comme on peut le constater, les frontières de l'actuel territoire de la Montérégie centrale sont encore fortement militarisées et la milice demeure une institution importante.

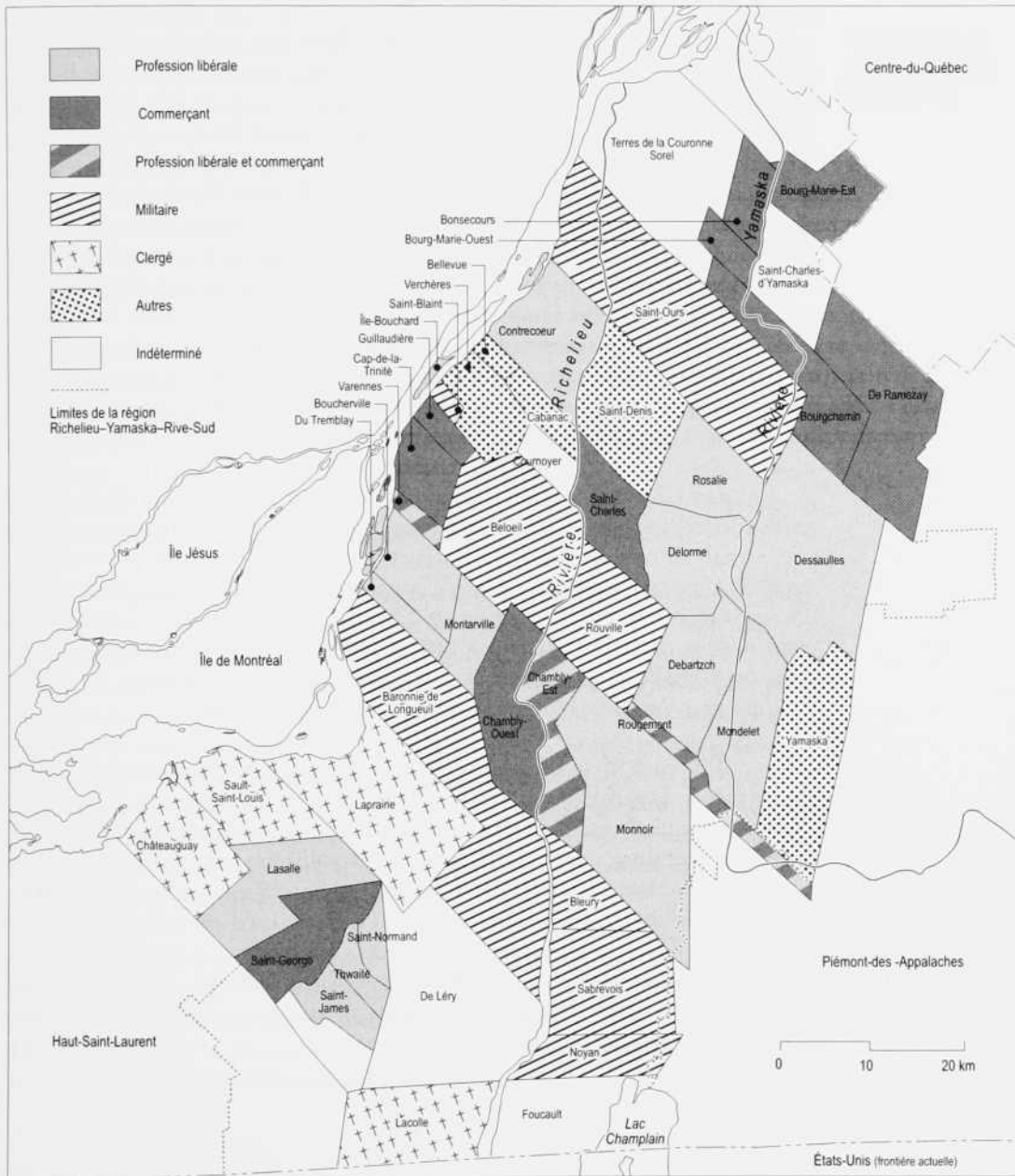
## *Vers l'abolition du régime seigneurial*

### **L'époque des grands empires fonciers**

La seigneurie de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle est bien différente de celle d'avant 1790. C'est l'époque où des marchands achètent des seigneuries et s'adonnent à des pratiques foncières liées à l'économie marchande dominante dans le Bas-Canada. Les seigneuries s'éloignent alors de leur fonction colonisatrice. Au cours de la période, on assiste à la formation de grands empires fonciers dans la région. Aimé Massue, par exemple, détient des intérêts, en 1854, dans les seigneuries de Varennes, de Bonsecours, Bourg-Marie-Ouest, Bourchemin-Ouest, Chambly-Ouest, de la Guillaudière, Saint-Charles, Saint-Michel et La Trinité et dans les fiefs Martel et de Martigny.

En 1854, les francophones possèdent 26 seigneuries, les anglophones 18, la Couronne une et le clergé 4. La propriété francophone se concentre dans la Basse-Yamaska, le Bas-Richelieu et à l'est de la Rive-Sud. Quant à la propriété anglophone, elle s'étend dans le Haut-Richelieu et à l'ouest de la Rive-Sud. En examinant la carte 17, on observe que plus de la moitié des seigneurs sont des membres des professions libérales et des commerçants. De

**Carte 17**  
Les seigneuries en 1854 selon l'appartenance sociale de leur seigneur



Cartographie : UQAM, Département de géographie, Patrice Pitre

Sources : S. Côté, La crise agricole du Bas-Canada dans *Cahiers de géographie du Québec*, 1980; *Journal de l'Assemblée législative de la Province du Canada*, 1857, 1858; J. Buchette, *Description topographique*, 1815.

nombreuses sources et ouvrages révèlent la complexité des situations des seigneuries et rendent compte des mutations de l'institution seigneuriale<sup>30</sup>.

*LA SEIGNEURIE,  
DÉSORMAIS UNE  
ENTREPRISE*

Vers 1820, l'aire seigneuriale de la Rive-Sud et du Bas-Richelieu est saturée. On cherche alors à coloniser les nouvelles seigneuries, presque inhabitées, du Haut-Richelieu : de Bleury, Sabrevois, de Noyan, de Léry et de Lacolle. Mais les pratiques spéculatives des seigneurs Christie limitent les possibilités d'établissement. Selon l'historienne Françoise Noël, Gabriel Christie (1760-1799), Napier Christie Burton (1799-1835) et William Plenderleath Christie (1835-1845) investissent surtout dans les activités forestières de leurs seigneuries. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le commerce du bois est en pleine expansion dans le Bas-Canada, et ils y voient là une source de profits considérables. C'est pourquoi ils exploitent leurs seigneuries comme des entreprises de production. Pendant leur administration, ils monopolisent les activités forestières en obligeant les censitaires à apporter leur bois aux scieries seigneuriales. Ils se gardent les meilleures pinèdes et les emplacements de moulins sur les terres concédées.

Les Christie conservent le droit de détourner les cours d'eau sur les terres concédées pour augmenter le débit de la rivière qui alimente le moulin seigneurial. Ils monopolisent les quais et les autres installations portuaires favorables à la navigation commerciale sur la rivière Richelieu. Ces pratiques en disent long sur la transformation de l'institution seigneuriale d'Ancien Régime en une véritable entreprise capitaliste. Aussi, dans cette poursuite du gain, les Christie s'adonnent à la spéculation des terres, haussent les rentes, ajoutent de nouvelles charges et endossent des pots-de-vin<sup>31</sup>.

Toutefois, il ne faudrait pas croire que tous les seigneurs agissent de la même façon. Des différences appréciables existent. Par exemple, Charles de Saint-Ours, qui choisit de demeurer dans la colonie au lendemain de la Conquête et qui connut une carrière militaire et politique sous le régime anglais, s'occupe activement de sa seigneurie et de la région. Son premier objectif consiste à remembrer la seigneurie de Saint-Ours, ce qu'il réussira vraiment en 1827. Entre 1781 et 1827, il accorde 400 concessions, ouvre des chemins, érige des ponts et participe à l'établissement de la paroisse de Saint-Jude en 1822. Il oriente le développement de sa seigneurie sur le commerce des grains et sur ses entreprises forestières.

## La fin du régime seigneurial

Comme l'a noté l'historien Marcel Trudel, le passage d'une économie marchande à une économie industrielle entraîne la disparition des seigneuries au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>32</sup>. Bien avant cet avènement, en 1791, le Parlement impérial britannique avait instauré au Bas-Canada un système foncier connu sous le nom de franc et commun soccage. Ce mode de tenure libre devait, au cours des années, remplacer la tenure seigneuriale. Mais les seigneurs de la région et du Bas-Canada, pour des raisons mercantiles, préférèrent garder et exploiter leurs propriétés. Malgré cette attitude conservatrice des seigneurs, d'autres événements préparent la voie vers la commutation des seigneuries en franc et commun soccage.

En 1801, une commission d'enquête recommande l'abolition du régime seigneurial. Mais, devant la croissance démographique et l'augmentation de la demande de concessions, les seigneurs voudront plutôt profiter de la situation pour s'enrichir. En 1825, on adopte l'Acte des tenures du Canada autorisant l'affranchissement des droits seigneuriaux. Malgré cette nouvelle occasion qui leur est offerte, les seigneurs ne présenteront pas de requêtes de commutation pour affranchir leurs propriétés des droits féodaux.

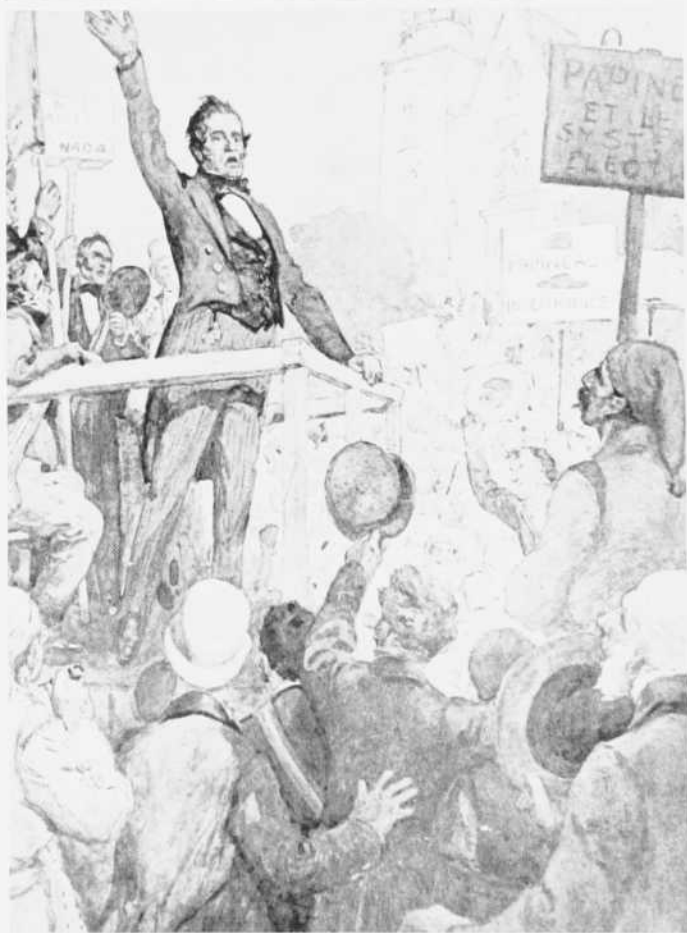
Au cours des années 1820, on commence à parler de la nécessité d'établir des bureaux d'enregistrement afin de permettre l'introduction du nouveau concept de propriété axé sur la tenure en commun soccage. Ces bureaux veulent faciliter l'acquisition des terres libres et assurer les hypothèques générales obtenues en prêts monétaires<sup>33</sup>. Ils constituent un des mécanismes pour commuer la tenure seigneuriale en tenure soccagère. Sous le gouvernement de l'Union, en 1841, des bureaux d'enregistrement sont créés pour enregistrer et conserver, dans des registres, les milliers d'actes notariés qui permettront d'établir les droits de propriété foncière. Ils sont établis dans les localités où siègent les conseils de comté, soit à La Prairie, à Saint-Athanase, à Chambly, à Verchères, à Saint-Ours et à Saint-Hyacinthe.

De plus, localement, les plaintes des censitaires contre les abus des seigneurs<sup>34</sup>, l'essor de l'économie industrielle et le développement des moyens de communication tels que les canaux et les chemins de fer dans les années 1840, exigeaient l'implantation de la propriété privée. En somme, toutes ces nouvelles conditions prédisposaient à l'abolition du régime seigneurial en 1854.

Pour conclure, il convient de rappeler que cette période marque une étape décisive dans l'histoire du peuplement régional au cours de laquelle l'œkoumène atteint son extension maximale. C'est à l'intérieur de ce contexte que l'Église et l'État établissent des institutions scolaires et hospitalières. Mais il semble qu'au cours de cette période l'institution paroissiale a joué pour l'habitant un rôle grandissant comme premier lieu d'appartenance locale. Alors que le régime seigneurial rend l'âme et que les gouvernements municipaux ne verront le jour qu'à la fin des années 1840, le curé affirme son autorité à la plupart des dimensions de la vie de la communauté locale. Il s'intéresse à la construction des écoles primaires, des collèges et des couvents ainsi qu'aux institutions de santé et de charité. C'est autour du clocher que le village se forme. L'aire d'influence de la religion catholique se développe avec l'implantation des congrégations religieuses et le dynamisme des mouvements de masse dirigés par des religieux charismatiques. Même si elle est contestée, l'Église catholique demeure une institution prépondérante dans la formation de la société régionale. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la région verra ses paroisses encombrées connaître l'émigration de son surplus de population vers la Nouvelle-Angleterre.







Papineau s'adressant à la foule au cours d'une des nombreuses assemblées populaires. L'incohérence du système politique où l'Assemblée des élus, dépourvue de pouvoirs réels, se heurte au gouverneur et aux Conseils nommés, provoque beaucoup d'agitation en Montérégie centrale, château fort du Parti patriote. (Archives nationales du Canada, C-73725, Aquarelle de Charles W. Jefferys)

Cette période est une période de transformations sociales, politiques et culturelles. La société régionale s'insère dans l'économie marchande ; de petites industries rurales apparaissent ; les groupes sociaux se diversifient. Dans ce monde en changement, la région est placée au centre des luttes et des controverses qui marquent les débuts du parlementarisme québécois. Non seulement y retrouve-t-on les plus grands tribuns de l'époque, comme Louis-Joseph Papineau, mais elle devient la principale scène des rébellions de 1837-1838. Ces transformations dans le domaine social et dans celui de la politique se reflètent sur le plan culturel. Par exemple, l'habitation trahit les écarts de fortune entre les habitants et, dans un autre ordre, la production littéraire est influencée par les conflits politiques.

Le présent chapitre veut rendre compte du vécu social, politique et culturel de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. En fait, à l'heure où la Montérégie centrale assiste à la multiplication des villages et des bourgs et à l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie formée de professionnels, de marchands et de membres du clergé, apparaissent dans le paysage rural des maisons en brique et en pierre, des manoirs somptueux et des églises plus imposantes. Ce regard sur le patrimoine bâti témoigne de l'inégalité qui se creuse entre les groupes sociaux. Quant à la production littéraire, elle demeure à l'enseigne de l'élite régionale et des conflits politiques : la littérature se traduit surtout en des textes engagés, alors que les journaux sont partisans et défendent les intérêts d'un groupe social particulier ou d'un parti politique.

## *Une société en effervescence*

### **Sous le signe de la diversification sociale<sup>1</sup>**

L'intégration de la société régionale dans l'économie de marché entraîne une différenciation des niveaux de fortune chez les paysans et chez tous les autres groupes sociaux. Dans cette société en effervescence, professionnels et commerçants remplacent graduellement les seigneurs comme membres de l'élite locale. Les villages se développent, et avec eux émergent les petites industries rurales. Mais c'est encore principalement un monde de paysans qui réside le long des côtes ou des rangs.

### Une paysannerie dominante

Si les paysans demeurent, et de loin, les plus nombreux, les changements et les différences dans leurs conditions de vie sont de plus en plus apparents<sup>2</sup>. Comme nous l'avons vu au chapitre 8, la vie de celui qui habite les nouvelles zones de colonisation du Haut-Richelieu, de la Haute-Yamaska et des cantons, où se pratique une agriculture de subsistance, contraste avec celle d'un cultivateur qui réside dans l'un des rangs qui sillonnent les vieilles seigneuries de la Rive-Sud et du Richelieu, où se pratique une agriculture d'autosuffisance. Près des villages et le long du fleuve Saint-Laurent et des rivières Châteauguay, Richelieu et Yamaska, les paysans développent davantage une agriculture commerciale. L'amélioration du niveau de vie qui en résulte se traduit dans l'acquisition de certains biens : poêle à bois, horloges, instruments aratoires dont la herse à dents de fer, rouets et métiers à tisser<sup>3</sup>. Une stratification se devine au sein de la paysannerie elle-même, complexe, hiérarchique et inégale.

Plusieurs paysans sont dans une situation précaire parce que leur terre est trop petite ou parce que leur ferme se révèle peu productive. Ainsi, nombre d'entre eux vendent leurs biens et vont gonfler le nombre de journaliers ou de migrants qui se déplacent à la recherche d'un emploi dans les campagnes, dans les villes ou aux États-Unis. D'autres se heurtent aux seigneurs qui haussent les cens et les rentes ; ceux qui négligent de payer les arrérages au seigneur perdent leurs terres. Ces abus seigneuriaux deviendront une des causes importantes de la montée des tensions sociales et politiques dans la région durant les années 1820 et 1830.

Depuis la Conquête, la noblesse seigneuriale est mise à l'écart des réseaux de patronage qui octroient des postes d'officier dans l'armée<sup>4</sup>. Charles-Louis-Roch de Saint-Ours, qui fait partie des Royal Canadian Volunteers en 1794 et, en 1812, des Voltigeurs, ne réussit pas à faire carrière dans l'armée impériale. Ainsi, les nobles de vieille souche militaire s'appauvrissent et vendent leurs fiefs. Attirés par la vie mondaine et par l'appât du gain, les membres de la bourgeoisie commerciale et professionnelle acquièrent les seigneuries et ses vanités sociales comme la place d'honneur lors des cérémonies locales, les alliances matrimoniales, les manoirs de pierre, les nombreuses domesticités, les carrosses, les monopoles d'exploitation des moulins et du commerce du bois et du blé. Dans le Haut-Richelieu, les seigneurs Christie saisissent les terres des colons qui négligent de payer leurs arrérages, augmentent les redevances et monopolisent toutes les activités économiques<sup>5</sup>. Ce régime de propriété seigneuriale qui restreignait l'expansion de l'économie de marché sera aboli en 1854.

Quelques seigneurs sont appelés à siéger au Conseil exécutif ou au Conseil législatif et à occuper des postes rémunérés dans l'administration coloniale. D'autres soutiennent pendant un certain temps la cause réformiste du Parti canadien. Partageant presque la même vision sur le respect de l'autorité, le seigneur et le curé entretiennent de bonnes relations et soutiennent le gouvernement en place. Qu'on pense, par exemple, à Charles de Saint-Ours et à Jean Dessaulles qui collaborent aux œuvres du curé Antoine Girouard, de Saint-Hyacinthe, en contribuant à la fondation du collège classique. Ce curé sera même le parrain du fils aîné du seigneur Dessaulles, Louis-Antoine. Comme on l'a vu au chapitre précédent, le curé occupe, par ses fonctions et souvent par sa fortune, une place importante au sein de l'élite régionale.

### **L'expansion de la classe marchande**

Avec le développement de l'économie commerciale se forme une classe marchande plus diversifiée. De petits commerces apparaissent sous l'effet de la croissance des villages. Alors que la population régionale augmente de 33,5 % entre 1831 et 1851, le nombre de commerçants s'accroît de 66 %. Certains marchands occupent une position intermédiaire dans le commerce local et régional. Propriétaires de magasins, d'entrepôts et de goélettes, Joseph Cartier, de Saint-Antoine-sur-Richelieu, et Jacques Cartier, de Saint-Hyacinthe, contrôlent aussi le commerce des grains dans les localités du Bas-Richelieu et de la Yamaska. Les marchands sont souvent mêlés à des activités industrielles ; c'est le cas de Jean-Baptiste Raymond, de La Prairie, qui exploite des scieries et des fabriques de potasse. Ces représentants de la bourgeoisie marchande confirment les changements survenus dans la structure sociale<sup>6</sup>. La construction navale à Sorel, l'exploitation du bois à Saint-Jean-sur-Richelieu et les nombreuses petites industries emploient le surplus de main-d'œuvre agricole qui préfigure ce qui deviendra une classe ouvrière dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. À ceux et à celles qui ne trouvent pas de travail, l'émigration aux États-Unis et vers d'autres régions s'imposera à partir des années 1830.

### **L'ascension de la bourgeoisie professionnelle**

La bourgeoisie professionnelle est composée entre autres de notaires, d'avocats, de médecins et d'arpenteurs ; la plupart d'entre eux ont fait leurs études dans l'un des trois collèges classiques de la région. Issue de la paysannerie, elle forme une élite de notables locaux proches des besoins de la population rurale. Elle participe à l'administration scolaire et municipale. Après 1791, plusieurs de ses membres seront élus députés à la Chambre d'assemblée du Bas-Canada.

À L'HEURE DE LA  
CONTESTATION DU  
POUVOIR TEMPOREL DE  
L'AUTORITÉ RELIGIEUSE

À maintes reprises, l'autorité du curé est contestée par cette élite laïque. À Saint-Denis, en 1810, le notaire et député Louis Bourdages est à la tête d'un groupe de paroissiens qui réclament au curé Kelly l'usage de la salle publique et du jardin du presbytère. Selon le curé, ce notaire « a la fureur de vouloir conduire tout le monde et moi très peu celle de me laisser mener par lui<sup>7</sup> ». Inspiré par des idées démocratiques et libérales, Bourdages remet en question le pouvoir temporel du curé sur l'administration de la fabrique. À Saint-Hyacinthe, en 1830, le curé Girouard est traîné en procès par des notables pour avoir refusé de convoquer une assemblée paroissiale. Ces conflits entre autorité religieuse et autorité laïque s'accroîtront jusqu'aux rébellions de 1837-1838. Après 1840, le clergé affirmera son leadership sur le monde rural.

Certains membres de la bourgeoisie professionnelle, grâce aux alliances matrimoniales, se hissent dans la haute hiérarchie sociale et partagent avec la bourgeoisie marchande régionale les mêmes valeurs, privilèges et intérêts. Ainsi, le notaire Paul-Théophile Pinsonaut, de La Prairie, épouse en 1807 Clotilde Raymond, fille du riche marchand Jean-Baptiste Raymond. Parmi ses beaux-frères se retrouvent certains membres de l'élite bas-canadienne comme Jean-Moïse Raymond, marchand et député de La Prairie, Joseph Masson, marchand et seigneur de Terrebonne, Pierre-Joseph Godefroy de Tonnancour, député de Trois-Rivières et seigneur de Yamaska, John William McCallum, avocat et major dans la milice, et Guillaume d'Eschambault, médecin. Son beau-père le lance dans le milieu des affaires en lui cédant des terres et deux fabriques de potasse. Gros propriétaire foncier et homme d'affaires prospère, Pinsonaut vit en grand bourgeois. Agent de la seigneurie de Lasalle et des environs, il est aussi lieutenant-colonel et juge de paix du district de Montréal<sup>8</sup>.

### Des villages et des bourgs

Toujours sous l'effet de la poussée démographique et de l'économie de marché, s'enclenche une expansion des villages et des bourgs qui transforme la société rurale. Ce monde devient le monde du commerce et de l'hébergement, d'entreprises de transformation agricole et d'industries naissantes. En 1815, Joseph Bouchette relève, dans sa description topographique du Bas-Canada une douzaine de ces villages. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, on en dénombre près de cinquante ; la plupart sont situés le long des cours d'eau<sup>9</sup>. On y recense de nouvelles occupations, de nouveaux marchés. Ce monde artisanal et ouvrier, complexe à tous égards, connaît aussi une hiérarchie de fortunes. Dans la seigneurie de Saint-Hyacinthe, durant le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle,

les artisans ont un actif mobilier comparable à celui des cultivateurs. Par contre, les cordonniers et les menuisiers accumulent moins de fortune que les ferblantiers et les boulangers qui ont un niveau de vie semblable à celui des petits marchands. Quant aux journaliers, ce sont eux qui ont les revenus les plus bas.

Pour devenir artisan, il faut franchir différentes étapes. Prenons l'exemple du métier de potier à Saint-Denis qui, au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, était reconnu comme la capitale de la poterie au Bas-Canada. Vers l'âge de 16 ans, l'apprenti s'engage par contrat à obéir au maître potier, à faire le « train » de sa maison, à travailler à son profit, à éviter de s'absenter et à protéger ses biens. En retour, le maître potier loge, nourrit, remet un salaire annuel de 72 livres et apprend au jeune tous les rudiments du métier pendant quatre ans. À côté de ce monde d'artisans, les travailleurs des industries rurales connaissent des conditions de travail similaires à celles des ouvriers urbains où l'on travaille 12 heures par jour. Parfois des grèves éclatent, comme c'est le cas chez les terrassiers du canal de Chambly, en 1839<sup>10</sup>. Même si ces villages comptent des fondries, des distilleries, des brasseries, des manufactures de chapeaux et de textile, des fabriques de voitures et de papier, des scieries, etc., l'industrialisation ne prendra vraiment son essor qu'après 1850. Pour l'heure, l'activité est avant tout commerciale.

On ne saurait compléter le portrait de la société régionale sans parler de l'esclavage, une pratique qu'une loi du gouvernement britannique interdira à partir de 1833. On dénombre « officiellement » 215 esclaves sur la Rive-Sud et dans le Bas-Richelieu<sup>11</sup> ; les deux tiers se retrouvent à La Prairie, à Boucherville et à Varennes. Le *Code noir* prescrit les droits et les devoirs de l'esclave et du maître et l'esclave est considéré comme un bien meuble dont les propriétaires peuvent disposer comme bon leur semble. Ainsi, en 1784, à Sorel, les aubergistes Paterson cèdent une jeune fille noire de 12 ans à leur créancier pour payer une dette. À cette époque, la majorité des esclaves proviennent de l'une des nations autochtones qui habitent la vallée du Mississippi, les Grands Lacs, l'Ouest canadien ou le Nord.

### Le village iroquois de Caughnawaga

En 1851, la population régionale compte 1 259 Amérindiens qui résident à la réserve de Caughnawaga, aujourd'hui connue sous le nom de Kahnawake qui signifie « au rapide ». Les Iroquois s'y sont établis en 1716 sous la gouverne des Jésuites ; leur village est situé en amont du saut Saint-Louis, qui sera connu plus tard sous le nom des rapides de Lachine. De cet

établissement, certains partiront pour fonder Oka (Kanesatake) en 1721 et Saint-Régis (Akwesasne) en 1747.

Dès le départ, un malentendu prépare les tensions qui éclateront en 1750 et qui s'intensifieront au cours du XIX<sup>e</sup> siècle au sujet de la propriété du territoire. Les autorités coloniales françaises s'entendent avec les Jésuites pour incorporer les terres de la mission à leurs seigneuries. Les chefs autochtones protestent. Ils envoient une lettre au gouverneur de la Nouvelle-France, La Jonquière, dans laquelle ils précisent que « les Français devaient regarder les Iroquois comme leur père, qu'ils étaient les premiers possesseurs de la colonie et que les Français s'y étaient établis que parce qu'ils avaient bien voulu le leur permettre<sup>12</sup> ». Après la Conquête, Caughnawaga est érigé en réserve et les nouvelles autorités britanniques poursuivent le processus d'assimilation. Un des Iroquois, Éléazar Williams, devient ministre protestant et chef de la communauté en 1812. Malgré l'opposition du Jésuite Joseph Marcoux, le major Plenderleath Christie, du département des Affaires indiennes, ouvre une école protestante anglaise en 1835.

Caughnawaga en 1848.  
(Archives nationales du Canada,  
C-40255, Dessin de  
James Duncan)



Les Iroquois empruntent graduellement des éléments culturels occidentaux et s'intègrent dans l'économie de marché. Les maisons longues font place à des maisons en bois qui n'abritent qu'une seule famille. Les marmites en fonte et en cuivre remplacent la poterie traditionnelle. La coutellerie et les hachettes entrent dans les foyers. Les vêtements ne sont plus décorés avec des aiguilles de porc-épic et des perles mais avec des parures européennes introduisant les verres, les coloris et les plumes d'oie<sup>13</sup>. Mais l'essence de la culture iroquoienne est encore présente. Ainsi, ce sont toujours les mères de clan qui nomment les chefs politiques et qui peuvent les destituer.

## *Une vie politique orageuse*

### **Les débuts du parlementarisme**

Les transformations sociales et économiques que connaît la Montérégie centrale constituent la toile de fond sur laquelle son histoire politique évolue. Puisqu'elle compte plus de 20 % de la population totale du Bas-Canada, son poids démographique lui confère une importance politique indéniable ; elle élira d'ailleurs des politiciens d'envergure nationale. Par ailleurs, les incohérences du système et les luttes qui entourent la naissance laborieuse de la démocratie contribueront à façonner sa spécificité ; le drame des rébellions se jouera particulièrement ici et constituera un épisode clé dans sa longue tradition de libéralisme.

En 1792, le territoire qui correspond *grosso modo* à la Montérégie centrale comprend cinq comtés ruraux : Huntingdon, Kent, Surrey, Richelieu et Bedford, auxquels il faut ajouter la circonscription du bourg de William Henry<sup>14</sup>. Bedford et William Henry sont représentés par un député, tandis les quatre autres comtés élisent chacun deux députés, ce qui donne à la région 10 députés sur 50 ou 20 % de la députation bas-canadienne<sup>15</sup>.



### Prérogative royale ou souveraineté populaire ?

Inquiète de la menace que représente la Révolution française, la Grande-Bretagne cherche à satisfaire les principales demandes de ses colons d'Amérique du Nord. Dans la province de Québec, il lui faut exaucer à la fois les vœux des Loyalistes, qui réclament une Chambre d'assemblée, les lois britanniques et le mode de concession des terres selon le mode anglais, et ceux des Canadiens, qui représentent une large majorité et veulent le maintien des lois françaises ; elle craint aussi qu'ils puissent être tentés par les appels de leurs cousins révolutionnaires.

L'Acte constitutionnel de 1791 instaure donc le système parlementaire dans « the province of Québec\* » qu'elle divise en deux parties : le Haut et le Bas-Canada. La grande innovation de cette constitution, qui maintient un gouverneur, un conseil exécutif et un conseil législatif, consiste dans l'ajout d'une Assemblée législative qui repose sur le principe de la représentation populaire. Le Bas-Canada est divisé en 27 circonscriptions dont 21 sont rurales ; 17 circonscriptions élisent deux députés chacune ; l'Assemblée compte un total de 50 députés.

Pour être électeur ou éligible, il faut être sujet britannique, avoir 21 ans ou plus et disposer d'un revenu annuel d'au moins 2 livres dans les milieux ruraux, de 5 livres en ville ou payer un logement de 10 livres par an. Dans ces conditions, le vote d'un censitaire vaut celui d'un seigneur. Les femmes qui remplissent ces conditions ont aussi le droit de vote.

Il n'y a qu'un seul bureau de votation par comté, ce qui force certains électeurs à parcourir de longues distances pour exercer leur droit : par exemple, dans le comté de Bedford, les électeurs de Saint-Hilaire ou de Farnham doivent se rendre à Philipsburg. Enfin, le scrutin ne cesse que lorsqu'il s'est écoulé une heure complète sans qu'un électeur ne se soit présenté ; il peut donc s'étendre sur plusieurs jours comme ce fut le cas en 1810 dans le comté de Kent où il dura 15 jours. Le vote est public, une procédure qui favorise les pressions, l'intimidation, l'achat de votes et la violence.

\* Cette expression est utilisée à partir de 1764 et, à l'époque, est synonyme de colonie.

## La bipolarisation de la vie politique : 1792-1830

Dès la première session, les députés se répartissent en deux tendances qui s'opposent sur le choix du président de la Chambre et sur la langue des débats. Vers 1805, on assiste à la naissance du Parti canadien, dont les dirigeants sont en majorité des membres des professions libérales, qui s'appuient sur les masses populaires, et du Parti bureaucrate, soutenu par l'entourage du gouverneur et les grands marchands.

Lors des 13 élections générales et des 10 élections partielles qui se déroulent pendant cette période, les comtés de Surrey, Kent, Richelieu et Huntingdon élisent en majorité des députés du Parti canadien<sup>16</sup> tandis que William Henry et Bedford constituent des bastions bureaucrates respectivement jusqu'en 1820 et 1827. Sur les 75 députés élus durant cette période, 49 votent régulièrement pour le Parti canadien ou le Parti patriote, tandis que 15 élus accordent un soutien ferme au Parti bureaucrate. Enfin, 7 députés votent tantôt pour l'une et tantôt pour l'autre formation, tandis que l'affiliation politique des autres représentants ne peut être clairement établie, ces derniers ayant participé à trop peu de votes. Tous les efforts des gouverneurs pour miner la base électorale du Parti canadien sont vains. Celui-ci sort au contraire renforcé des crises suscitées par les tentatives d'intimidation des gouverneurs Craig (1807-1811) et Dalhousie (1820-1828). La dissolution répétée de la Chambre, la destitution de centaines d'officiers de milice et de fonctionnaires, l'intervention ouverte de l'administration en faveur des candidats bureaucrates provoquent l'effet contraire à celui qui est escompté. Le Parti canadien renforce ses structures et s'implante plus solidement encore en Montérégie centrale.

*UN PARTI CANADIEN  
FORT*

L'influence politique de la région s'exprime aussi par la présence de députés qui jouent un rôle considérable sur le plan national, tels les Jean-Antoine Panet, Louis-Joseph Papineau, Louis Bourdages, Frédéric-Auguste Quesnel, Wolfred Nelson et Denis-Benjamin Viger, car elle offre des comtés sûrs pour des chefs politiques dont la réélection, combattue par le gouverneur, est incertaine ailleurs. C'est le cas du premier président de l'Assemblée, Jean-Antoine Panet, qui, défait en 1808 dans la Haute-Ville de Québec, est rescapé par les électeurs d'Huntingdon qui le réélisent en 1809 et 1810. En 1809, les électeurs du comté de Surrey élisent Pierre-Stanislas Bédard, député de la Basse-Ville de Québec, rédacteur du journal *Le Canadien* et chef du Parti canadien entre 1804 et 1811 ; même lorsqu'il est jeté en prison par le gouverneur Craig, en 1810, la population du comté le réélit.

*DES CANDIDATS  
DE PRESTIGE*

Les candidats vedettes des partis trouvent en Montérégie des comtés sûrs lorsque leur élection est incertaine dans d'autres régions. Ce sera le cas de Louis-Joseph Papineau qui se fait élire dans Surrey en 1827 alors que sa réélection dans Montréal-Ouest est douteuse.

(Archives nationales du Québec à Montréal, P266, S1, 1P24, Fonds Famille Bourassa, Peinture d'Antoine Plamondon)



Une autre vedette, Louis-Joseph Papineau, fait son apprentissage politique dans le comté de Kent, dont il est député de 1808 à 1814 avant de devenir, en 1815, chef du Parti canadien qu'il transformera en Parti patriote en 1826. Député de Montréal-Ouest, il se fait élire aussi dans Surrey en 1827.

De leur côté, les Bureaucrates comptent sur leur bastion de William Henry pour élire des candidats de prestige soutenus par le gouverneur : le juge Jonathan Sewell de 1796 à 1808, Edward Bowen de 1809 à 1812, procureur général et premier conseiller du roi; James Stuart de 1825 à 1827, procureur général et qui devient membre du Conseil spécial en 1838.

### La mainmise des Patriotes : 1830-1837

La nouvelle carte électorale de 1829 fait passer le nombre de comtés du Bas-Canada à 46 ; parmi eux, 8 sont attribués à la Montérégie centrale : Chambly, L'Acadie, Laprairie, Richelieu, Rouville, Saint-Hyacinthe, Verchères et William Henry<sup>17</sup>. Ce dernier n'a toujours droit qu'à un seul député<sup>18</sup>, mais les sept autres élisent deux représentants. La députation locale passe donc à 15 sur 84 ou à 17,9 % du total.

La domination du Parti patriote sur la région devient presque totale : sur les 31 élus issus des deux élections générales et des 6 élections partielles qui ont lieu entre 1830 et 1837, un seul Bureaucrate, Robert Hoyle, sort victorieux, dans L'Acadie en 1830. Les vedettes politiques locales sont alors Louis Bourdages, Joseph-Narcisse Cardinal, Louis-Michel Viger, Cyrille-Hector Côté, Pierre Amiot et Clément-Charles Sabrevois de Bleury. L'influence de plus en plus dominante des députés radicaux démarque la région par rapport aux districts de Trois-Rivières et de Québec, où les chefs modérés ont davantage d'ascendant.

De 1792 à 1837, ce sont les questions d'ordre local qui préoccupent les députés : construction et entretien de routes et de ponts, creusage du canal de Chambly, dragage des rivières, visite des écoles, soutien aux sociétés d'agriculture, plaintes et pétitions dénonçant les abus de certains seigneurs, entre



Lors de l'assemblée des Six Comtés à Saint-Charles, les orateurs radicaux incitent à la révolte armée. C'est le cas du Dr Wolfred Nelson qui est médecin, député de William Henry et propriétaire d'une importante distillerie à Saint-Denis où il prend la tête des patriotes lors de la bataille du 23 novembre 1837.

(Archives nationales du Québec à Montréal, P266, S4, P88, Fonds Famille Bourassa)

autres. À partir de 1830, la question de l'abolition du régime seigneurial devient un enjeu appréciable. Les grands débats nationaux comme les lois sur la milice et sur la voirie, le contrôle de la liste civile et du budget, le favoritisme des gouverneurs et des conseils retiennent aussi l'attention des députés locaux.

La tension entre la Chambre d'assemblée et le gouverneur atteint son paroxysme avec le vote, en 1834, des 92 Résolutions qui résument l'ensemble des griefs et des demandes de la Chambre qui décide de ne plus voter de budget tant que Londres n'acceptera pas ses demandes. Dans un contexte alourdi par une nouvelle épidémie de choléra, la population régionale accorde son soutien à l'aile radicale du Parti patriote et tous les députés modérés qui ont voté contre les 92 Résolutions sont balayés aux élections de 1834 qui se déroulent dans un climat de violence et d'affrontements musclés<sup>19</sup>.

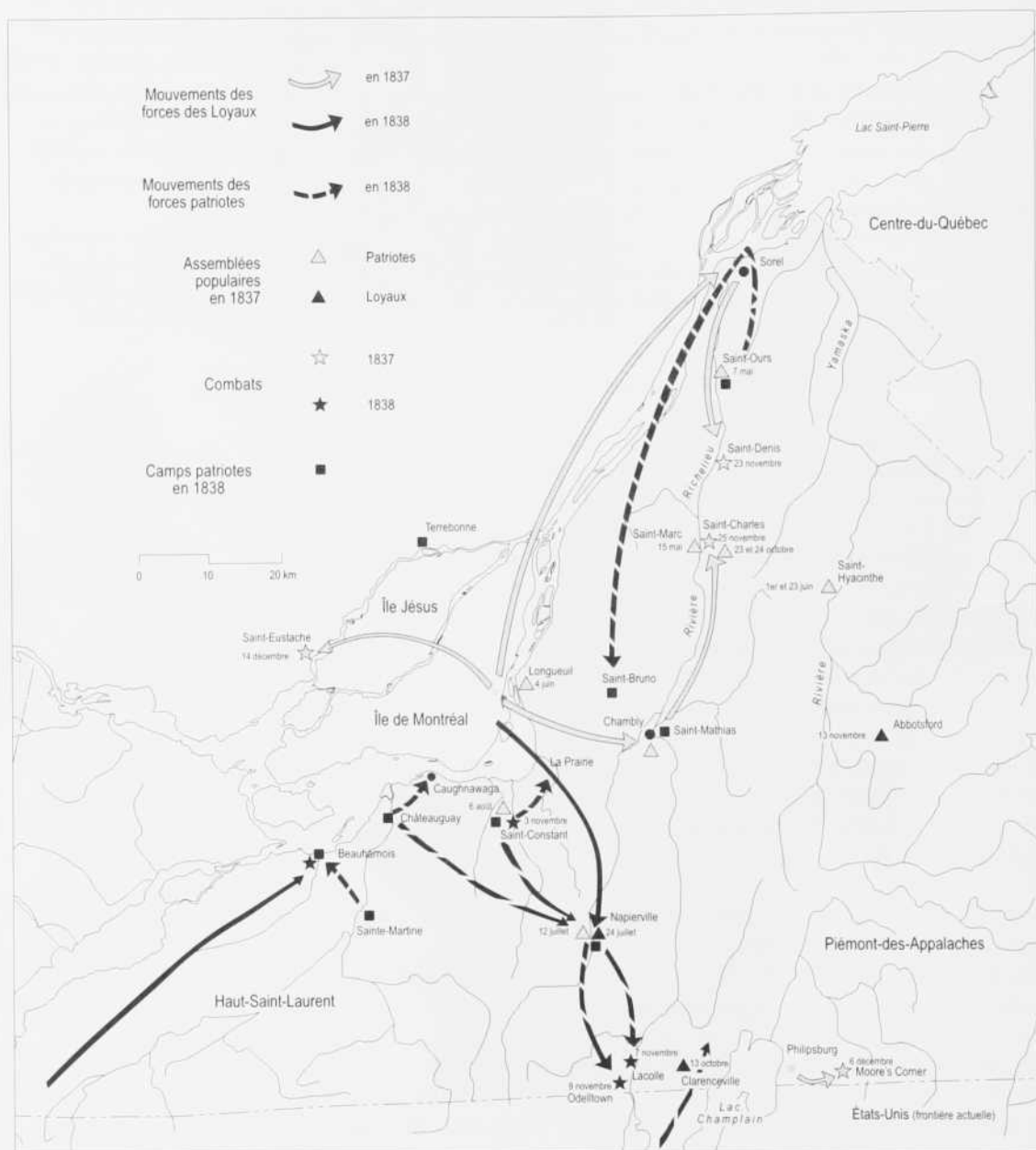
### L'escalade de la violence

Au printemps 1837, Londres répond aux 92 Résolutions par les 10 Résolutions Russell qui rejettent les principales demandes du Parti patriote ; la huitième résolution autorise même le gouverneur à puiser l'argent des taxes prélevées par l'Assemblée sans le consentement des députés. Dans les jours qui suivent leur annonce au Bas-Canada, les journaux patriotes *La Minerve* et le *Vindicator* protestent énergiquement, évoquent l'exemple de la Révolution américaine et proposent un plan d'action axé sur de grandes assemblées populaires afin de « réprover les mesures coercitives du Parlement impérial<sup>20</sup> ». Les Patriotes mettent sur pied un comité central et organisent 26 assemblées de comté « anti-coercitives », dont 8 dans la région (voir carte 18). La première a lieu à Saint-Ours, dans le comté de Richelieu, où environ 1 200 participants se réunissent le 7 mai 1837<sup>21</sup>. On y dénonce l'arbitraire du gouvernement et les atteintes aux droits des représentants du peuple ; les dirigeants patriotes préparent une stratégie de boycottage des produits britanniques par le recours à l'industrie locale et à la contrebande.

Le *Quebec Mercury* évalue à 47 000 le nombre total de participants à ces assemblées<sup>22</sup> et, selon *La Minerve* et *Le Canadien*, plus de 15 000 personnes de la région y ont assisté. D'après l'historien Gérard Filteau, ces assemblées de comté ont été préparées par plusieurs centaines de réunions de paroisses ou de rangs<sup>23</sup>. Le 15 juin 1837, une proclamation du gouverneur Gosford interdit la tenue d'assemblées populaires et le gouverneur limoge les fonctionnaires et les officiers de milice qui y participent. Vingt-cinq officiers de milice de la région sont ainsi démis de leurs fonctions<sup>24</sup>. La ronde des assemblées populaires continue néanmoins et les Patriotes tiennent même à Saint-Denis,

LA RONDE  
DES ASSEMBLÉES  
POPULAIRES

**Carte 18**  
Les événements de 1837-1838



Cartographie : UQAM, Département de géographie, Patrice Pitre.

Source : Données tirées de l'Atlas historique du Canada, vol. II, pl. 23, 1993.

Napierville, Saint-Édouard, Saint-Ours, etc., des banquets en l'honneur des fonctionnaires congédiés ou démissionnaires ou organisent de spectaculaires charivaris pour intimider les fonctionnaires et les officiers de milice qui refusent de remplir leur « devoir patriotique » en renvoyant leurs commissions au gouverneur. On compte le seigneur de Saint-Ours, le seigneur Debartzch de Saint-Charles, madame Rosalie Cheval, dit Saint-Jacques, le notaire Pierre Gamelin, de Napierville, parmi les victimes de ces charivaris. Dans la montée de violence, Patriotes et « Loyaux » se livrent à des déprédations réciproques : clôtures brisées, étables ouvertes et animaux dispersés, crins des chevaux rasés, pommiers abattus, coups de fusil et de revolver à travers les portes, etc.<sup>25</sup>

Le gouverneur Gosford convoque la Chambre, mais du 18 au 26 août les députés patriotes siègent habillés en étoffe du pays pour manifester leur détermination. Le gouverneur se résigne à proroger la Chambre sans que rien ne soit réglé, alors que l'agitation se poursuit de plus belle. Ainsi, le 10 septembre, les jeunes gens de Saint-Denis organisent un pique-nique et manifestent « en corps, drapeaux déployés et musique en tête ». Six jours plus tard, 250 femmes patriotes tiennent un dîner champêtre qui rassemble 400 personnes à Saint-Antoine. À cette occasion, plusieurs d'entre elles tirent du fusil avec adresse<sup>26</sup>. Dans l'esprit des dirigeants patriotes, il ne s'agit que d'une manifestation de soutien et les femmes, à qui on a retiré le droit de vote en 1834, sont cantonnées à un rôle de soutien au boycottage des produits britanniques.

*L'HEURE  
DES MANIFESTATIONS*

De leur côté, les Bureaucrates tiennent 14 grandes assemblées de « loyaux sujets » à travers le Bas-Canada, dont trois dans la région : à Napierville, Clarenceville et Abbotsford. La tenue d'assemblées adverses dans les mêmes centres, comme Montréal et Napierville, pousse les tensions au paroxysme : injures, intimidations et bagarres se multiplient. Colborne, qui a remplacé le gouverneur Gosford comme administrateur, jette de l'huile sur le feu en multipliant les mouvements de troupes et en tolérant la participation des militaires à des assemblées de Loyaux et à des voies de fait sur des Patriotes. Plusieurs « Loyaux », tel Adam Thom, recherchent ouvertement l'affrontement armé. Le 5 septembre, en réponse aux provocations de l'organisation bureaucrate paramilitaire du Doric Club<sup>27</sup>, qui existe depuis 1835, de 700 à 800 jeunes gens de Montréal, dirigés par Robert Nelson, André Ouimet et Édouard Rodier, jettent les bases de l'association des Fils de la liberté qui essaime rapidement à La Prairie, L'Acadie, Saint-Charles, Saint-Denis et Chambly. Ces deux formations paramilitaires procèdent à des exercices militaires et défilent dans les rues.

*LA TENSION MONTE*

Dans la région de Québec, les Patriotes modérés, comme Étienne Parent et le journal *Le Canadien*, s'opposent à la stratégie de recours à la contrebande prônée par Papineau, qui est débordé par ailleurs dans la région par des radicaux comme le D<sup>r</sup> Cyrille-Hector-Octave Côté, le D<sup>r</sup> Wolfred Nelson, Édouard-Étienne Rodier et Thomas Storrow Brown. Par exemple, le 24 octobre 1837, lors de l'assemblée des Six Comtés à Saint-Charles, Papineau, qui prêche encore l'utilisation de moyens pacifiques devant les 5 000 participants, est contredit par Wolfred Nelson qui prône le recours aux armes et par le D<sup>r</sup> Côté qui renchérit : « Le temps des discours est passé, c'est du plomb qu'il faut envoyer maintenant à nos ennemis<sup>28</sup> ».

Cette assemblée émet une déclaration des droits de l'homme avant de se disperser, terminant ainsi la ronde des assemblées anti-coercitives. L'impasse est scellée le 5 novembre 1837 lorsqu'une assemblée de conciliation entre Bureaucrates et Patriotes échoue à Saint-Athanase.

À la suite d'une bagarre entre le Doric Club et les Fils de la liberté dans les rues de Montréal, le 6 novembre, le gouvernement ordonne l'arrestation des chefs patriotes pour haute trahison ou menées séditeuses et destitue 71 magistrats du district de Montréal, les remplaçant par 26 juges plus sûrs. Tenant bien en main la magistrature, Colborne émet, le 16 novembre, 26 mandats contre des Patriotes du district de Montréal. Cette décision met le feu aux poudres.

## Les rébellions de 1837-1838

### *Les causes*

Sur un fond idéologique dominé par le grand courant nationaliste et libéral qui ébranle l'Europe et les Amériques au début du XIX<sup>e</sup> siècle, une série de facteurs propres au Bas-Canada interviennent dans la dynamique insurrectionnelle : l'attitude provocante des administrateurs et de leurs alliés bureaucrates, le refus de Londres d'accéder aux demandes du Parti patriote concernant le contrôle du budget et le gouvernement responsable, la politique d'immigration des autorités britanniques et les épidémies de choléra qu'elle entraîne en 1832 et 1834 et, enfin, une situation économique difficile. Mais le soulèvement de novembre 1837 se produit parce que le gouverneur lance des mandats d'arrestation contre les dirigeants patriotes. C'est, dans une large mesure, un mouvement de résistance populaire visant à protéger des chefs élus.





Escarmouche du chemin Chambly, à une lieue (4,9 kilomètres) de Longueuil. Le 16 novembre 1837, les Patriotes, dirigées par Bonaventure Viger, interceptent un détachement de la Montreal Volunteer Cavalry conduisant le docteur Davignon et le notaire Damaray de Saint-Jean à la prison de Montréal. Les soldats ouvrent le feu, mais les Patriotes les mettent en déroute et libèrent les deux prisonniers. Cet événement marque le début de la révolte armée.

(Henri Julien, *The Montreal Star*, 28 septembre 1887)

Plusieurs historiens expliquent le déclenchement de cette rébellion<sup>29</sup> surtout par une crise agricole : nous avons vu au chapitre 8 que la classe agricole éprouve de nombreux problèmes causés par la concurrence de l'Ouest et par l'usure des sols, mais la situation dans la région n'est pas aussi dramatique que certains le prétendent, car les agriculteurs s'adaptent en se livrant à de nouvelles productions. Les historiens Allan Greer et Léon Robichaud démontrent au contraire que la misère agraire au Bas-Canada ne correspond pas à la géographie de l'insurrection et que la famine frappe surtout le district de Québec qui, pourtant, demeure calme. À l'appui de leur interprétation ils relèvent que, de 1830 à 1836, des 36 pétitions de paroisses ou de comtés demandant des secours contre la misère à l'Assemblée, aucune ne vient du district de Montréal<sup>30</sup>. De mauvaises récoltes, en 1834, 1835 et 1836, détériorent certes la situation des cultivateurs, mais cela ne peut suffire à expliquer la révolte en Montérégie, moins touchée que l'est du Bas-Canada. Au contraire, la récolte de 1837 y est plutôt bonne : « L'orge [...] est abondante [...] le blé est endommagé par les vers dans plusieurs endroits, mais la récolte sera généralement assez bonne. Les légumes sont en grande abondance et jamais depuis mémoire d'hommes, on vit tant de fruitage que cette année<sup>31</sup> ».

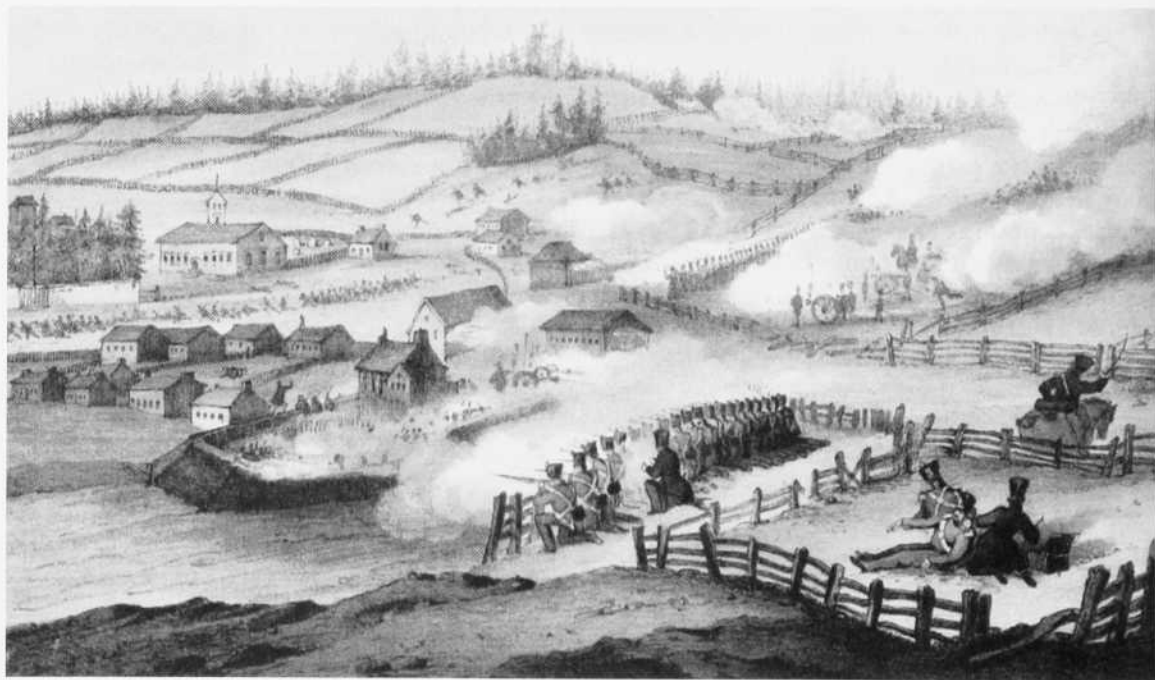
**CRISE AGRICOLE  
OU MOTIFS D'ORDRE  
POLITIQUE ?**



La victoire des Patriotes à Saint-Denis le 23 novembre 1838. L'artiste John Walker (1831-1898) fait appel à son imagination, comme c'est souvent le cas dans ce genre de tableau, en montrant les Patriotes effectuant une sortie, baïonnette au canon. Ceux-ci ne disposaient ni d'uniformes ni de baïonnettes. (C. R. Tuttle, *Popular History of the Dominion of Canada...*, Montréal, 1877, vol. 1, p. 142)



L'armée anglaise à l'assaut des retranchements patriotes à Saint-Charles, le 25 novembre 1837. Trente-deux Patriotes y sont tués. (Archives nationales du Canada, C-393, Lithographie de Charles Beauclerk)



Ce sont donc surtout des facteurs politiques qui entraînent la région dans la rébellion en 1837. L'encadrement très efficace du Parti patriote<sup>32</sup> au niveau des comtés et des paroisses favorise la mobilisation d'une population déjà sensibilisée au favoritisme de l'administration, aux interventions partisans des tribunaux dominés par les seigneurs et leurs alliés, à la spéculation et à la mainmise d'une poignée de grands marchands anglais sur le commerce. Sur le plan géographique, la rébellion de 1837 est surtout le fait de quelques paroisses du Bas-Richelieu et de la rive nord où quelques centaines de Patriotes affrontent les forces gouvernementales, les armes à la main, afin de résister à l'arrestation de leurs principaux chefs.

En 1838, le mouvement insurrectionnel se déplace vers le sud et l'action se situe surtout dans les comtés limitrophes de la frontière américaine par où doivent transiter armes, munitions et renforts. Sa nature et ses objectifs sont révolutionnaires, car cette fois plusieurs milliers de rebelles se proposent de renverser le régime, de proclamer l'indépendance du Bas-Canada et de procéder à une véritable révolution sociale et politique.



La bataille d'Odelltown, le 9 novembre 1838. Les miliciens loyalistes se sont retranchés dans l'église défendue par un canon enlevé deux jours plus tôt aux Patriotes. Ils ont réussi à mettre le feu aux granges derrière lesquelles les Patriotes s'abritent. À l'avant-plan, Charles Hindelang, l'épée à la main, commande les Patriotes. L'arrivée de trois détachements de renforts loyalistes forcent les Patriotes à se replier après plusieurs heures de combats acharnés.

(Archives nationales du Canada, C-161, Estampe de Dr McCallum)

Durant l'été 1838, les Patriotes préparent un second soulèvement et organisent la société secrète des Frères chasseurs. Les membres jurent de servir la cause révolutionnaire et de ne divulguer aucun secret sous peine de mort. Félix Poutré est un des agents recruteurs, mais un an plus tard il devient un délateur et dénonce ses amis patriotes.

(Henri Julien, in : Poutré Félix, *Souvenir d'un prisonnier d'État*)

## 1837-1838 : les événements\*

1837

- novembre 17 Escarmouche de Longueuil : des Patriotes attaquent un détachement de cavalerie et libèrent deux prisonniers patriotes.
- 18 Escarmouche de l'auberge Booth : l'armée disperse une centaine de Patriotes.
- 18-25 Établissement d'un camp retranché à Saint-Charles.
- 23 Victoire patriote de Saint-Denis.
- 25 Défaite des Patriotes de Saint-Charles.
- 27 Exécution par des Patriotes de Joseph-Armand Chartrand, soupçonné de délation.
- 28 Escarmouche de Pointe-Olivier (Saint-Mathias).
- décembre 2 Gore incendie les propriétés des Patriotes de Saint-Denis.
- 6 *Bataille de Moore's Corner (Philipsburg)*\*\*
- 14 Défaite des Patriotes à Saint-Eustache.
- 15 *Colborne incendie le village de Saint-Benoît.*
- hiver Répression : dans la région de Montréal, 463 prisonniers, dont 138 Montérégiens, et 135 en fuite, dont 91 Montérégiens.

1838

- février 26-27 *Raid de Patriotes réfugiés aux États-Unis sur Potton pour y désarmer les « Loyalistes ».*
- 28 De 600 à 700 Patriotes rentrent des États-Unis près de Caldwell's Manor (Noyan). Robert Nelson proclame l'indépendance de la République du Bas-Canada.
- mars 1 Les Patriotes retraversent la frontière.
- 30 *Lord Durham est nommé gouverneur.*
- été automne Les Frères Chasseurs recrutent environ 10 000 membres dans la vallée du Richelieu.
- novembre 2 *Départ de Durham.*
- 3-10 Formation de camps patriotes à *Beauharnois, Sainte-Martine, Châteauguay, Saint-Mathias, Saint-Constant, Saint-Ours, Terrebonne* et Napierville.
- 4 Des Patriotes tentent d'obtenir des armes à Caughnawaga et sont pris dans une embuscade. Échauffourée entre Patriotes et Loyalistes à Rivière-à-la-Tortue.
- 6 Escarmouche à Lacolle.
- 7 Bataille de Lacolle.
- 9 Bataille d'Odelltown.
- Les Patriotes mettent en déroute 800 soldats marchant sur Beauharnois.*
- 10-14 Édouard-Élisée Malhiot déplace son camp de Saint-Ours à Saint-Bruno.
- novembre-décembre Répression : le sud de la région est mis à feu et à sang et 816 personnes sont arrêtées dans la région de Montréal.

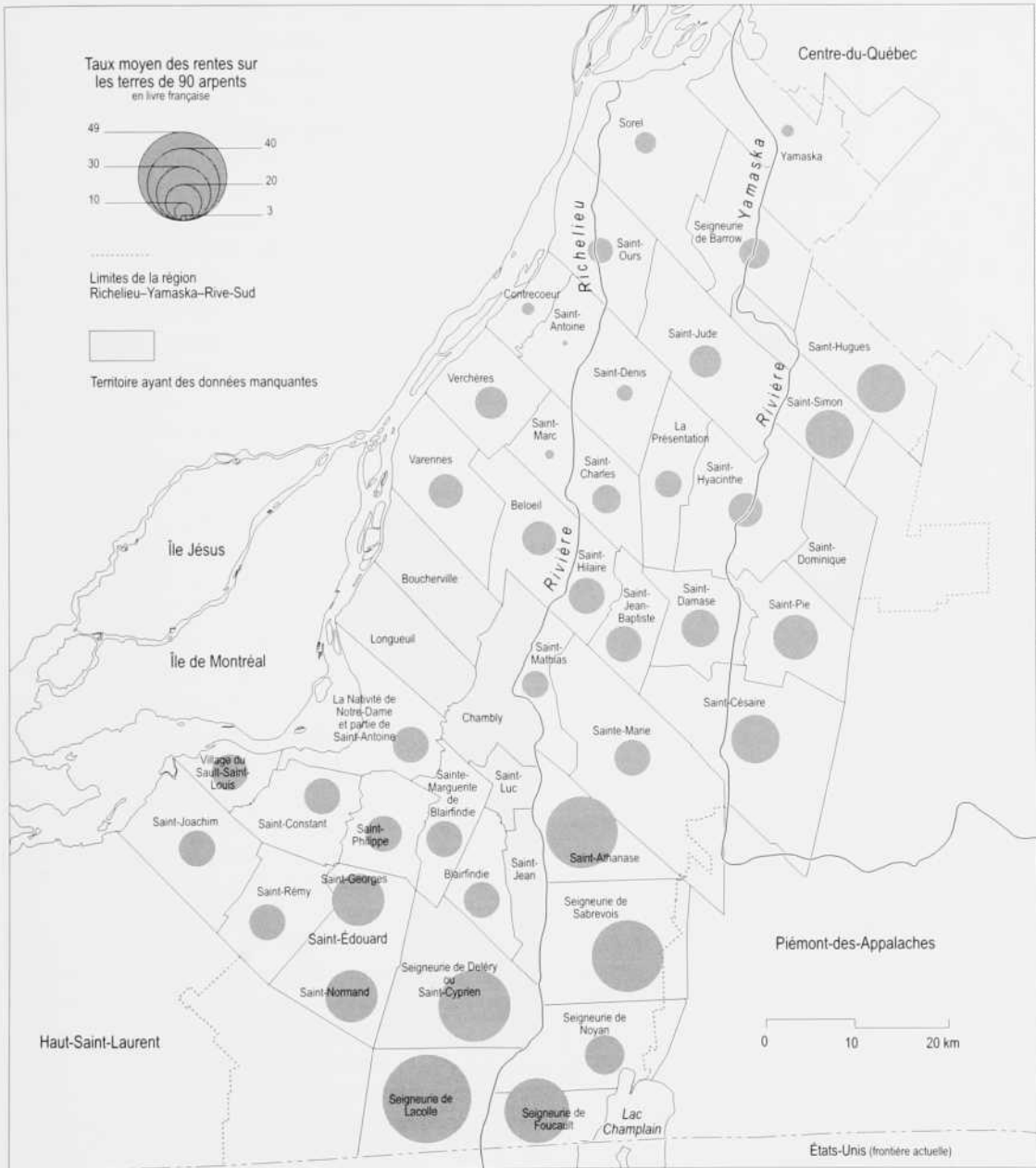
1839

- novembre 1838-1839 108 accusés passent en cour martiale, 12 Patriotes sont pendus, dont 10 Montérégiens, 58 sont déportés en Australie et 2 sont bannis.
- mai 1839 Assemblées secrètes à Pointe-à-la-Mule.
- printemps Raids de représailles par des Patriotes réfugiés aux États-Unis contre des Bureaucrates de la seigneurie de Lacolle.
- mars 1839-juin 1843

\* Compte tenu de l'ampleur que prendrait le récit détaillé des rébellions, nous nous limitons à une simple chronologie des événements. Pour plus de détails sur ces rébellions, le lecteur lira avec profit Jean-Paul Bernard, *Les Rébellions de 1837-1838 : les Patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*, Montréal, Boréal Express, 1983, et Gérard Filteau, *Histoire des Patriotes*, [Montréal], L'Aurore, 1975. De son côté, Elinor Kyte Senior analyse le point de vue, les intentions et les pratiques des forces pro-gouvernementales dans *Les habits rouges et les Patriotes*, Montréal, VLB éditeur, 1997.

\*\* Les italiques font référence à des événements qui se déroulent en dehors de la région.

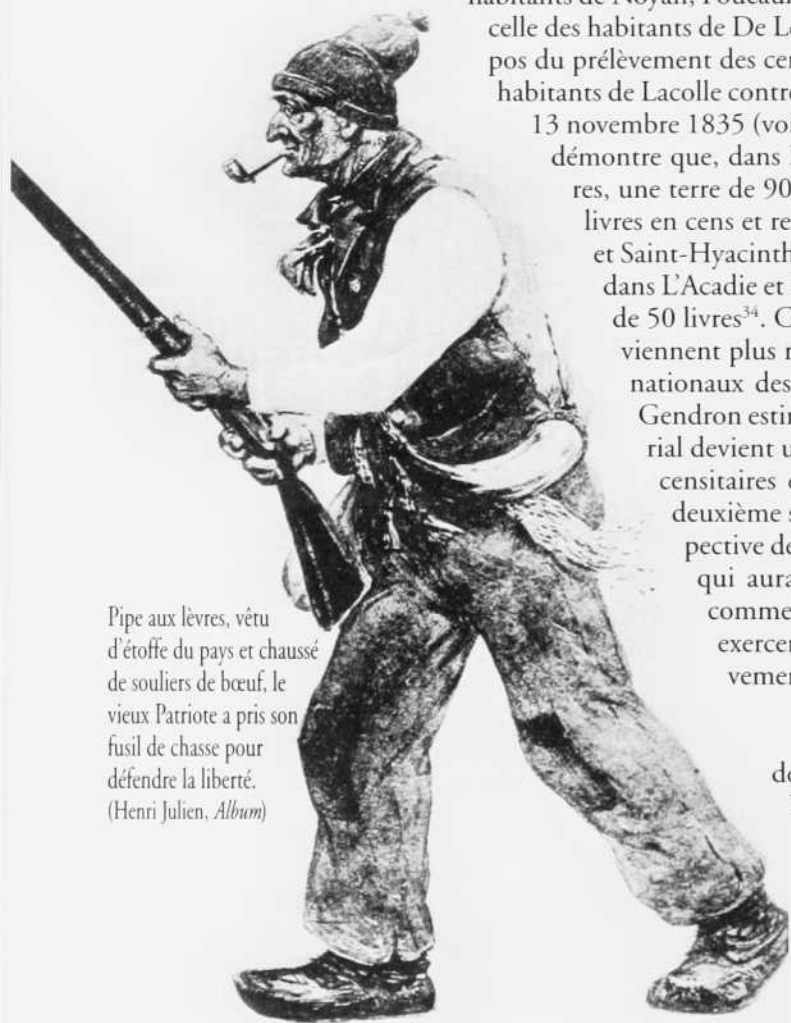
**Carte 19**  
Les conditions de la censive en 1831



En effet, l'abolition sans compensations de la tenure seigneuriale constitue l'argument dominant qui provoque l'adhésion de centaines de paysans au mouvement. La plupart des seigneuries de cette zone ont été occupées sous le régime anglais et les exigences de ces nouveaux seigneurs y sont beaucoup plus rigoureuses, poussant les censitaires à s'endetter, tandis qu'une spéculation effrénée bloque l'accès des terres disponibles aux jeunes gens des vieilles paroisses surpeuplées. Les *Journaux de la Chambre d'assemblée* comptent nombre de pétitions de censitaires du Haut-Richelieu protestant contre la spéculation, la hausse des rentes, les charges nouvelles et les pots-de-vin exigés par leurs seigneurs. On peut mentionner, à titre d'exemple, la pétition des habitants de Noyan, Foucault et Lacolle, datée du 12 décembre 1831 ; celle des habitants de De Léry en faveur d'une réglementation à propos du prélèvement des cens et rentes, du 4 mars 1835 ; et celle des habitants de Lacolle contre les abus du seigneur Christie, en date du 13 novembre 1835 (voir carte 19)<sup>33</sup>. Par ailleurs, Serge Courville démontre que, dans les districts de Québec et de Trois-Rivières, une terre de 90 arpents coûte au censitaire entre 5 et 20 livres en cens et rentes, tandis que, dans Laprairie, Rouville et Saint-Hyacinthe, on lui demande de 20 à 40 livres et que dans L'Acadie et Beauharnois sa facture s'élève de 29 à près de 50 livres<sup>34</sup>. Conscients d'être exploités, les paysans deviennent plus réceptifs aux arguments démocratiques et nationaux des Patriotes radicaux. De son côté, Mario Gendron estime que la contestation du régime seigneurial devient un élément essentiel de l'alliance entre des censitaires et les Patriotes radicaux au moment du deuxième soulèvement<sup>35</sup>. Ce serait d'ailleurs la perspective de la suppression des arrérages seigneuriaux qui aurait incité des gros cultivateurs endettés, comme Lucien Gagnon et Joseph Préfontaine, à exercer des fonctions importantes dans ce mouvement révolutionnaire.

Enfin, il faut souligner la présence de plusieurs Britanniques, comme Wolfred Nelson, T. S. Brown, E. B. O'Callaghan et Robert Nelson, parmi les dirigeants radicaux qui encadrent les Patriotes en armes, ce qui démontre que le conflit n'est pas ethnique comme le prétendra Lord Durham dans son fameux rapport.

Pipe aux lèvres, vêtu d'étoffe du pays et chaussé de souliers de bœuf, le vieux Patriote a pris son fusil de chasse pour défendre la liberté.  
(Henri Julien, *Album*)



### La déclaration d'indépendance du Bas-Canada en 1838

« VU que le pacte solennel fait entre le peuple du Haut et du Bas-Canada [...] a été continuellement violé par le Gouvernement Britannique ;

VU que le même gouvernement a foulé aux pieds et usurpé nos droits, qu'il a méprisé et fermé l'oreille à nos adresses, requêtes, protets et remontrations contre son intervention inconstitutionnelle et injuste dans nos affaires ;

Qu'il a disposé de nos revenus sans le consentement constitutionnel de la Législature locale, pillé notre trésor colonial, ordonné l'arrestation de plusieurs de nos concitoyens, et leur mise aux chaînes; jeté au milieu de nos campagnes des Armées de mercenaires, qui y ont semé l'alarme, l'effroi et la consternation, que la même soldatesque a rougi notre sol du sang d'un nombre considérable de nos compatriotes, brûlé nos villages, profané nos temples, établi dans toute l'étendue du pays le règne le plus atroce de la terreur ; [...]

nous, au nom du Peuple du Bas-Canada, adorant les décrets de la Divine Providence, qui nous permet de renverser un Gouvernement qui a méconnu l'objet et l'intention pour lequel il a été créé, et de faire choix de la forme de Gouvernement la plus propre à établir la justice, assurer la tranquillité domestique, pourvoir à la défense commune, promouvoir le bien général, et garantir à nous et à notre postérité les bienfaits de la Liberté, civile et religieuse.

#### DÉCLARONS SOLENNELLEMENT ;

1. Qu'à compter de ce jour, le Peuple du Bas-Canada est ABSOUS de toute allégeance à la Grande-Bretagne, et que toute connexion politique entre cette puissance et le Bas-Canada CESSÉ dès ce jour.
2. Que le Bas-Canada doit prendre la forme d'un Gouvernement RÉPUBLICAIN et se déclare maintenant, de fait, RÉPUBLIQUE.
3. Que sous le Gouvernement libre du Bas-Canada, tous les citoyens auront les mêmes droits; les Sauvages cesseront d'être sujets à aucune disqualification civile quelconque, et jouiront des mêmes droits que les autres citoyens de l'État du Bas-Canada.
4. Que toute union entre l'Église et l'État est déclarée abolie, et toute personne a le droit d'exercer librement la religion et la croyance que lui dicte sa conscience.
5. Que la Tenure Féodale ou Seigneuriale, est, de fait, abolie, comme si elle n'eût jamais existé dans ce pays.
6. Que toute personne qui porte ou portera les armes, ou fournira des moyens d'assistance au Peuple Canadien dans sa lutte d'émancipation, est déchargée de toutes dettes ou obligations réelles ou supposées, envers les Seigneurs, pour arrérages en vertu de Droits Seigneuriaux ci-devant existants.

[...]

11. Qu'il y aura liberté pleine et entière de la Presse dans toutes les matières et affaires publiques.



12. Que le PROCÈS PAR JURY est garanti au Peuple de l'État dans son étendue la plus libérale dans les procès criminels, et dans les affaires civiles au montant d'une certaine somme à être disséminée par la Législature de l'État du Bas-Canada.

[...]

13. Que comme une nécessité et un devoir du gouvernement envers le Peuple, l'Éducation publique et générale sera mise en opération et encouragée d'une manière spéciale, aussitôt que les circonstances pourront le permettre.

[...]

15. Qu'aussitôt que les circonstances pourront le permettre, le Peuple choisira des Délégués suivant la division actuelle du pays dans les Villes, Bourgs et Comtés, qui constitueront une Convention, ou Corps Législatif, afin de baser et d'établir une Constitution, selon les besoins du pays, et conformément aux dispositions de cette Déclaration, sujette à être modifiée suivant la volonté du Peuple.

[...]

18. Qu'on se servira des langues Française et Anglaise dans toute matière Publique.

Et pour le support de CETTE DÉCLARATION, et le succès de la cause Patriotique, que nous soutenons, NOUS, confiants en la protection du Tout Puissant et la justice de notre ligne de conduite, engageons, par ces présentes, mutuellement et solennellement les uns envers les autres, notre vie, nos fortunes, et notre bonheur le plus sacré.

Par ordre du Gouvernement Provisoire  
Robert Nelson Président. »

### *L'échec*

Si la résistance s'effondre rapidement en 1837, c'est surtout à cause du manque d'armes et de chefs militaires compétents. Cependant, avec la fuite de Papineau et d'autres chefs, beaucoup de Patriotes ne voient plus de motifs de continuer une lutte inégale, sans compter que plusieurs marchands et professionnels prennent peur devant l'affrontement armé et leur retrait de la direction du mouvement finit de décapiter la résistance populaire. Par contre l'armée dispose de garnisons renforcées à Montréal et au fort Chambly.

Autre facteur important, les dirigeants religieux s'opposent vigoureusement à la révolte. Le 24 octobre, l'évêque de Montréal, M<sup>re</sup> Lartigue, émet un mandement évoquant les horreurs d'une guerre civile et engageant les fidèles à ne pas se laisser « séduire, si quelqu'un voulait vous engager à la rébellion contre le Gouvernement établi, sous prétexte que vous faites partie du Peuple

Souverain<sup>36</sup> ». La presque totalité des curés suivent ces directives et prêchent la soumission à l'autorité établie<sup>37</sup>. Le 11 décembre, M<sup>re</sup> Signaï, de Québec, lance à son tour un mandement engageant ses diocésains à garder la paix et à respecter l'autorité comme l'enseigne la doctrine catholique. Le 8 janvier 1838, M<sup>re</sup> Lartigue lance un nouveau mandement où il dénonce vertement les chefs patriotes. Il va sans dire que cette position du clergé, qui brandit la menace de la privation des sacrements et du refus d'enterrer en sol béni les Patriotes morts les armes à la main, refroidit l'ardeur révolutionnaire de nombreux fidèles.

Encore une fois, le manque d'armes, l'inexpérience militaire des dirigeants et aussi le manque de communications entre les différents camps brisent vite le rêve des Patriotes en 1838. De plus, le caractère clandestin de l'organisation des Frères Chasseurs laissait les masses populaires dans l'ignorance des objectifs visés et de la stratégie des meneurs et certains d'entre eux n'hésitèrent pas à utiliser l'intimidation dans leur recrutement de combattants. De leur côté, les forces gouvernementales, appuyées de centaines de volontaires aguerris, sont bien armées et commandées par des officiers expérimentés. En plus de faire face à l'opposition du clergé, la prise des armes se heurte à l'opposition ouverte des dirigeants politiques modérés et de leurs journaux, influents notamment dans la région de Québec. Tous ces facteurs entraînent une démobilisation rapide de la base paysanne et empêchent l'extension des rébellions à l'ensemble du Bas-Canada.

### *De lourdes conséquences*

Les lendemains de l'insurrection de 1838 sont lourds : entre 150 et 200 tués chez les Patriotes, 12 exécutés, 8 exilés aux Bermudes, 58 en Australie, plus de 1 300 arrestations, souvent arbitraires ; des femmes et des enfants molestés et jetés sur la route en plein hiver parce que leur propriété a été livrée aux flammes.

Sur le plan matériel, des centaines de bâtiments ont été pillés ou incendiés. Les commissaires qui ont évalué les pertes dues aux rébellions ont retenu 2 244 réclamations et alloué 33 914 livres en dédommagement. Évidemment, les pertes subies par les rebelles ne sont pas comptabilisées. Étant donné que la plupart des affrontements se sont déroulés sur son territoire, la Montérégie centrale a été particulièrement touchée par les pertes humaines et matérielles. L'essor de villages comme Saint-Denis, Saint-Charles et Napierville a été brisé par la mort ou la fuite de centaines d'hommes dans la force de l'âge, l'incendie et le pillage de la plupart des propriétés. L'économie de la région mettra des années à se relever, amplifiant le phénomène d'émigration.



Alors que les autorités religieuses condamnent sans réserve la révolte armée, le curé de Saint-Charles, Augustin-Magloire Blanchet (1797-1887), est le seul prêtre ouvertement sympathique aux Patriotes. Ce qui lui vaudra trois mois et demi d'emprisonnement. (Archives nationales du Canada, C-18458, Dessin de J.-J. Girouard)

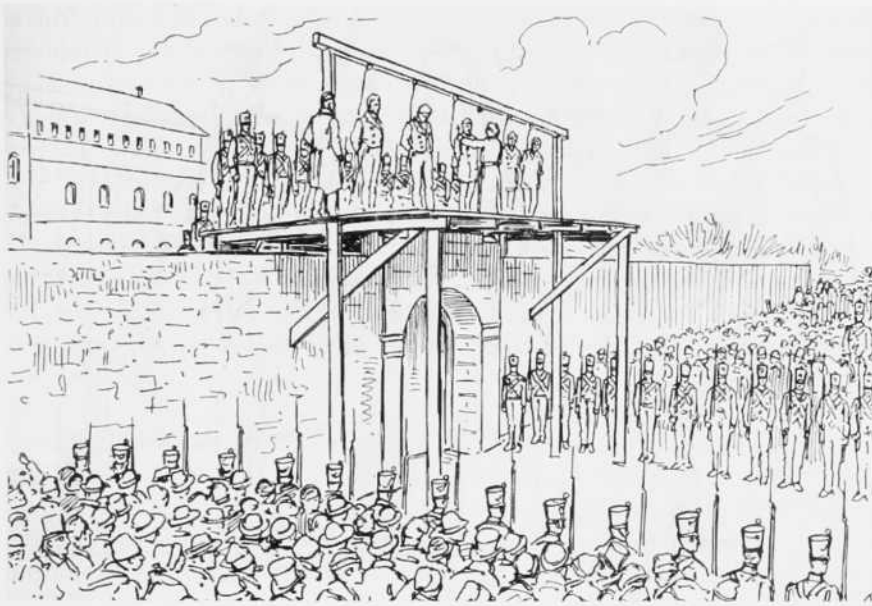


Les tensions et les haines suscitées par les déprédations, les trahisons et la répression mettront parfois des décennies à s'atténuer. Aussi, plusieurs rebelles chercheront à faire oublier leur participation aux insurrections afin de conserver leur rang social et leurs liens avec l'administration. Enfin, l'échec de la rébellion de 1838 laisse le problème de la tenure seigneuriale entier et le mécontentement des censitaires refait surface sous l'Union. Il ne trouvera sa solution définitive que dans l'abolition du régime seigneurial, avec compensation pour les seigneurs, en 1854.

Sur le plan politique, le Bas-Canada voit d'abord sa constitution suspendue, puis les francophones sont placés en minorité dans l'Acte d'union. La région, elle, est punie de sa révolte par la réduction du nombre de ses députés et, par conséquent, elle perd une partie de son poids politique.



Patriotes conduits en prison par les soldats.  
Les autorités procèdent à plus de 1 300 arrestations, souvent arbitraires.  
(Archives nationales du Canada, C-3653, Estampe de M. A. Hayes)



Douze Patriotes, dont 10  
Montréalais sont pendus.  
(Archives nationales du Canada,  
C-20295)

### Une minorité politique dans le Canada-Uni : 1840-1854

En 1839, le Rapport Durham recommande l'union des deux Canadas, la responsabilité ministérielle, un plan d'immigration pour assimiler l'élément francophone et, à long terme, la fédération des colonies britanniques de l'Amérique du Nord. L'Acte d'union de 1840 rétablit le parlementarisme et fusionne le Haut et le Bas-Canada en leur donnant, malgré la supériorité numérique de ce dernier, un nombre égal de 42 circonscriptions qui pourront chacune élire un député. La région n'a plus droit qu'à 6 députés, ou 14 % du total de la députation bas-canadienne, alors que, selon le recensement de 1844, sa population correspond à plus de 20 % de la province. Décapité et discrédité, le Parti patriote cède la place à deux nouvelles tendances : les Antiunionistes, dirigés par Denis-Benjamin Viger, qui demandent le rappel de l'Union, et les Réformistes de Louis-Hippolyte La Fontaine, qui réclament un gouvernement responsable. De leur côté, les Bureaucrates se muent d'abord en Unionistes, puis en Tories.

Lors des élections générales de 1841, les Antiunionistes et les Réformistes du Bas-Canada parviennent à faire élire 20 députés sur 42 et ils arrachent quatre des six sièges de la Montérégie centrale : Huntingdon<sup>38</sup> (Austin Cuvilier), Richelieu (Denis-Benjamin Viger), Saint-Hyacinthe (Thomas

**LES NOUVEAUX PARTIS :**  
**UNIONISTES,**  
**ANTIUNIONISTES,**  
**RÉFORMISTES**

Bouthillier) et Verchères (Henri Desrivières), tandis que les Tories John Yule et Melchior-Alphonse d'Irumberry de Salaberry sont élus dans Chambly et Rouville. Pour la première fois depuis l'instauration du parlementarisme, un gouverneur britannique, Lord Sydenham, peut compter sur l'appui d'une moitié de la députation du Bas-Canada. Il attribue les gains des Unionistes à la performance de son « agent électoral », le capitaine Thomas Edmund Campbell<sup>39</sup>. Celui-ci fait placer les bureaux de votation dans des localités loyales et utilise des soldats pour intimider ou disperser leurs adversaires. Il conduit même en personne les soldats qui contrôlent l'accès du bureau de scrutin de Beauharnois<sup>40</sup>. Mais, on le voit, cela ne suffit pas et la région manifeste encore son opposition malgré l'intimidation et la rigueur de la répression qui a suivi les rébellions.

L'alliance des Réformistes des deux Canadas permet à Robert Baldwin et à Louis-Hippolyte La Fontaine, chef des Réformistes du Canada-Est, de former le gouvernement de l'Union en 1842 grâce à la sympathie du gouverneur, sir Charles Bagot. Mais lorsque Metcalfe remplace Bagot et entreprend de diriger la colonie sans tenir compte de leur avis, ils démissionnent. Denis-Benjamin Viger forme, en 1843, le cabinet de ministres avec William Henry Draper, un conservateur modéré du Canada-Ouest, en invoquant le principe de la double majorité<sup>41</sup>. La Fontaine profite de son passage dans l'opposition pour créer une machine électorale efficace, dont l'organisation dans la région de Montréal est confiée à George-Étienne Cartier. En 1844, les Réformistes remportent les six comtés de la région et même le co-premier ministre conservateur Viger est défait dans Richelieu par Wolfred Nelson, de retour d'exil. Les Réformistes détiennent 29 des 42 sièges du Bas-Canada, mais les Tories réussissent à former le gouvernement grâce à leur écrasante majorité dans le Canada-Ouest.

Louis-Hippolyte La Fontaine  
(1807-1864), chef des  
Réformistes modérés du Bas-  
Canada. Ceux-ci s'entendent  
avec les modérés du Haut-  
Canada dans la lutte pour  
l'obtention d'un  
gouvernement responsable.  
(Archives nationales du Québec  
à Québec, CC88-0591,  
Coll. initiale)



Aux élections de 1847-1848, les électeurs récidivent en élisant à nouveau six Réformistes. Cette fois, le nouveau gouverneur Elgin offre à La Fontaine, majoritaire dans le Canada-Est, et à Baldwin, majoritaire dans le Canada-Ouest, de former le cabinet de ministres, acceptant de ce fait le principe du gouvernement responsable. La Fontaine en profite pour faire rétablir le français comme langue officielle, pour faire voter la loi indemnisant toute personne du Bas-Canada, non rebelle, qui a subi des pertes à l'occasion des troubles de 1837-1838, pour créer un système municipal, développer de nouvelles zones de colonisation et modifier la loi électorale en dotant chaque paroisse d'un bureau de votation. Toutefois, sa popularité s'effrite lorsqu'il s'oppose à l'abolition du régime seigneurial. Par la suite, Baldwin et La Fontaine démissionnent.

Lors des élections de 1851, les six élus de la région se disent Réformistes, mais ils s'orientent rapidement vers les nouvelles tendances politiques : bleus ou Conservateurs, dirigés par George-Étienne Cartier, représentant de Verchères, Libéraux modérés sous la houlette du député de Saint-Hyacinthe, Louis-Victor Sicotte et les Rouges, héritiers spirituels des Patriotes. L'unanimité de la députation régionale au sein d'un même parti est terminée, mais la Montérégie centrale demeure, et pour longtemps, un bastion pour les Rouges ; elle sera au centre de l'affrontement entre l'Église et les Rouges. Ceux-ci proposent la séparation de l'Église et de l'État et cherchent à limiter l'influence du clergé en éducation et en politique.

### *La culture, reflet de la société et de la politique*

La culture est ici entendue dans son sens large<sup>42</sup>. Elle concerne donc tout autant le milieu de vie que les productions littéraires et artistiques.

### **L'habitation rurale, les manoirs et les églises<sup>43</sup>**

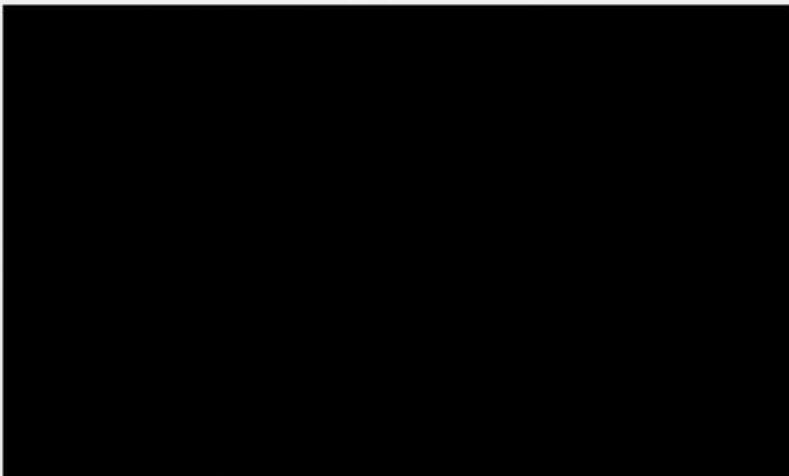
En 1850, la maison rurale est avant tout construite en bois : on en dénombre 93,3 %, tandis que 1,5 % sont en pierre et 5,2 % en brique. Par ailleurs, le type d'habitat dépend de la condition économique de son propriétaire et aussi du développement socioéconomique de la seigneurie et de la paroisse<sup>44</sup>. Ainsi, les paysans pauvres et ceux qui s'aventurent dans les zones de



George-Étienne Cartier (1814-1873), député de Verchères. Cet ancien patriote succède à La Fontaine et transforme le Parti réformiste modéré en Parti conservateur qui joint la Grande Coalition visant à mettre sur pied la Confédération. (Archives nationales du Québec à Montréal, P62, S2, P261, Fonds Cartier-Richard, Photo : Dion et Frères)

Maison Maurice Sauvé à Saint-Charles-sur-Richelieu. Érigée en 1804, cette maison de ferme traditionnelle comprend un carré d'environ dix mètres sur douze auquel on a ajouté une cuisine d'été et un four à pain. Les murs de pierre de plus de 90 centimètres d'épaisseur s'appuient sur une grosse charpente en pin équarri et le toit est recouvert de bardeau de cèdre.

(*Les chemins de la mémoire*, tome II, *Monuments et sites historiques du Québec*)



colonisation du Haut-Richelieu et de la Yamaska construisent des maisons en bois, sobres et dépouillées. Le rez-de-chaussée ne comprend qu'une seule pièce où l'on cuisine, mange et veille en famille. À l'étage, se trouvent le grenier et les lits. L'ameublement est rudimentaire. Par contre, dans les vieilles seigneuries de la Rive-Sud, du Richelieu et de la Yamaska, les maisons sont plus élaborées. À La Prairie, la maison en bois la plus répandue couvre une aire de 58 mètres carrés dont les murs, montés pièce sur pièce, soutiennent un toit en planche ou en bardeau. Elle comprend une ou deux cheminées de pierre et un poêle à bois pour le chauffage.

*DE LA MAISON  
TRADITIONNELLE À UNE  
ARCHITECTURE  
EMPRUNTÉE À LA  
NOUVELLE-ANGLETERRE*

L'utilisation de la pierre commence à se répandre au début du XIX<sup>e</sup> siècle, particulièrement sur la Rive-Sud et dans la vallée du Richelieu. Il s'agit, par exemple, de paysans aisés qui habitent encore dans leur première maison en bois et qui optent pour un bâtiment en pierre. C'est le cas de la famille Hébert à Saint-Charles-sur-Richelieu, en 1804, qui utilisera le moellon de champ pour ériger sa deuxième demeure. Vers 1850, le comté de Verchères en comprend 19 % et celui de Chambly 10 % : sur les 36 comtés du Bas-Canada,

Maison érigée en 1844, à Longueuil, par le capitaine Victor Chénier. Connue plus tard comme étant la chandellerie Lasnier dont on voit les ateliers à l'arrière-plan. (Société d'histoire de Longueuil, Fonds George Lulham/Banque laurienne)



ils se classent parmi les six premiers quant au nombre de maisons de pierre. Celles-ci reflètent la prospérité relative de leurs propriétaires. Certaines s'inspirent des modèles de maisons urbaines. C'est le cas de plusieurs bâtiments à Calixa-Lavallée.

Durant les années 1830, la maison traditionnelle commence à intégrer de nouvelles tendances. Dans la vallée du Richelieu, des maisons d'allure anglo-américaine font leur apparition. L'immigration britannique et américaine combinée à la proximité des États-Unis rendent cette vallée sensible aux influences culturelles qui se concrétiseront entre autres dans le paysage architectural et les manières de vivre. À Saint-Charles-sur-Richelieu, la maison Morrisette, bâtie en bois en 1830, illustre cet échange culturel. Selon l'ethnohistorien Michel Lessard et l'architecte Gilles Vilandré, le géométrisme formel, la pente du toit à 45 degrés, le gable et la rive de cette maison s'inscrivent dans l'esprit classique américain. L'apparition de la maison en brique témoigne éloquentement de cette influence de la Nouvelle-Angleterre dans la région. Accessible aux familles aisées, sa construction est confiée à un maître artisan.

Aux alentours des nombreuses maisons de ferme en bois, s'élèvent les manoirs des seigneurs ; ceux-ci symbolisent leur position hiérarchique dans la société. Plusieurs de ces manoirs sont des maisons monumentales de style britannique. Celui de Saint-Ours en donne une bonne idée. Construit en 1792, sur la rive est du Richelieu, il est entouré de jardins, de vastes pelouses et de boisés ; son terrain descend légèrement vers la rivière. D'autres s'inspireront des résidences monumentales de l'État de Georgie, aux États-Unis ; c'est le cas du manoir de William Plenderleath Christie dans la seigneurie de Bleury, construit à Christieville en 1842. Les seigneurs les plus fortunés se font bâtir de véritables châteaux. Ainsi, le major écossais Thomas Edmund Campbell, secrétaire du gouverneur lord Elgin, acquiert le manoir de la famille Hertel de Rouville et le convertit en une immense maison de style Tudor au cours des années 1850. C'est le seul exemple de ce type de construction néo-gothique dans l'architecture résidentielle au Québec<sup>45</sup>. Peu nombreux, tous ces manoirs construits en pierre, en pierre taillée ou en brique sont, il va sans dire, luxueusement meublés.

*DES MANOIRS ET  
RÉSIDENCES SYMBOLES  
DE L'AISANCE  
FINANCIÈRE*

Les riches marchands se dotent également de résidences monumentales britanniques dont le style palladien remonte à la Renaissance italienne. La maison de l'Écossais John Yule, de Chambly, est un bel exemple. Construite en 1816, cette influence transparaît dans la forme rectangulaire, les cinq ouvertures très ordonnées en façade, le portique couronné d'un fronton. La maison du marchand Alexis Sauvageau, face à la rivière Châteauguay, à Mercier, atteste aussi l'influence palladienne dans l'ornementation<sup>46</sup>. D'autres résidences



de type monumental impressionnent par la multiplicité de leurs fonctions. Ainsi, les frères Joseph et Timothée Franchère, de Saint-Mathias-sur-Richelieu, érigent en 1822 une imposante maison comprenant un magasin et un entrepôt. À Saint-Denis, la propriété de Jean-Baptiste Mâsse sert à la fois de résidence, d'auberge et de magasin général.

*LES ÉGLISES :  
ARCHITECTES,  
SCULPTEURS ET  
ARTISTES DE RENOM*

Encore modestes à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les églises catholiques deviennent au cours du XIX<sup>e</sup> siècle de plus en plus volumineuses avec un clocher élevé à travers le toit dont la flèche pointe dans le ciel. En Montérégie centrale, plusieurs styles architecturaux se côtoient. Les églises de style transept, d'origine française, ont une forme en croix latine qui se termine par un rond-point, c'est-à-dire une abside en hémicycle, comme celle de Saint-Mathias qui date de 1788. D'autres, de style récollet, de l'ordre religieux du même nom, ont une forme plutôt rectangulaire, sans transept ; c'est le cas de celle de Saint-Joachim, à Châteauguay, terminée en 1790. Mais, au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, une architecture religieuse régionale naîtra sous l'impulsion du curé Pierre Conefroy de Boucherville. Entre 1790 et 1800, il élabore un plan et un devis qui codifient l'ensemble des données relatives à un genre d'architecture d'église adapté au climat, aux matériaux de construction et aux habitudes artisanales. Conefroy influence profondément, durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et même au-delà, la construction des églises richeloises et maskoutaines ainsi que celles d'autres régions du Bas-Canada<sup>47</sup>. Généralement, ces édifices présentent le même profil : un plan en forme de croix latine composée d'une nef, coupée en deux par des transepts engendrant des chapelles latérales, et qui se termine par une abside en hémicycle à laquelle est rattachée une sacristie. Le toit est couvert en planches et en bardeaux, mais aussi en fer blanc. L'influence architecturale de Conefroy dépasse la construction des églises paroissiales puisqu'il s'est aussi intéressé à l'architecture résidentielle et même conventuelle. On lui connaît par exemple le plan, en 1811, du premier Collège de Saint-Hyacinthe.

Quant aux ornements d'église, plusieurs proviennent d'Europe ; d'autres sont réalisés par des artisans de la région ou de l'extérieur. Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le sculpteur d'origine française Philippe Liébert décore différentes églises de la Rive-Sud dans le style Louis XV. Un de ses apprentis, Urbain Desrochers, de Varennes, exécutera plusieurs travaux à Varennes, à Saint-Denis et à Contrecoeur.

Au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle, l'atelier des Écorres, du sculpteur Louis Quévillon, à Saint-Vincent-de-Paul, est le plus réputé. Lui et ses apprentis fabriquent et décorent des maîtres-autels, des chandeliers, des chaires, des tabernacles, des bancs, des confessionnaux, des retables et diverses autres pièces de mobilier pour plusieurs églises de la région. Formés par Quévillon, des

artistes, originaires de la Montérégie centrale, entreprennent des travaux de sculpture, de dorure, d'argenture et de marbrure comme Paul Rollin, de Longueuil, et René Beauvais dit Saint-James, de La Prairie, qui se rangent parmi les sculpteurs marquants de leur époque<sup>48</sup>.

Dans les vieilles paroisses populeuses, on retrace d'autres ouvrages religieux remarquables comme les calvaires, les chapelles et les croix de chemin propices aux grandes processions religieuses, surtout celles qui marqueront le renouveau spirituel d'après 1840. C'est pendant cette décennie que le célèbre fabricant d'orgues Joseph Casavant, de Saint-Hyacinthe, connaîtra un tel succès qu'il recevra des commandes provenant de toutes les régions du Bas-Canada. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'entreprise atteindra une renommée mondiale.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les communautés protestantes s'accroissent dans certaines paroisses et exigent la construction d'églises. Ces communautés d'origine anglaise, écossaise et américaine introduisent des techniques et des éléments stylistiques en vigueur dans leur pays d'origine. C'est ainsi, entre autres, que s'exercera l'influence du style palladien sur l'architecture religieuse traditionnelle. L'église anglicane St. Stephen, de Chambly, construite en 1820, en est un bon exemple. Elle intègre des éléments de l'architecture traditionnelle catholique bas-canadienne à certains motifs du palladianisme comme l'abside qui est percée d'une fenêtre vénitienne et la façade qui est composée d'une fenêtre semi-circulaire et d'un semblant de fronton. Plus humble, l'église méthodiste d'Odelltown, construite vers 1823 par un groupe de Loyalistes américains, est en pierre et de forme rectangulaire. Un campanile se dresse sur son toit à deux versants. À Sorel, en 1843, on érige une nouvelle église anglicane de style néo-gothique. Les fenêtres et le clocher en forme d'arc ogival rappellent l'architecture du Moyen Âge gothique. Au contraire des églises catholiques, l'architecture et la décoration des temples protestants sont sobres.

## La littérature, la presse et les bibliothèques

L'histoire des luttes sociales, politiques et idéologiques paraît jouer un rôle déterminant dans la production littéraire régionale. L'écrivain de l'époque semble davantage au service d'un parti politique que de la littérature. Par exemple, suivons la carrière de Joseph Quesnel. En 1793, il s'installe à Boucherville et ses écrits s'inspirent de la vie sociale de la région, comme l'évoquent certains titres de ses poèmes : *L'épître à M. Labadie*, maître d'école à Verchères, et *Boucherville*. Quesnel s'impose comme un poète du classicisme français dans la veine poétique de Boileau et de Molière. Il est « l'écrivain le plus important



de son époque<sup>49</sup> ». Mais, pour être lu et connu, il faut écrire dans les journaux partisans, militer dans un parti politique ou participer aux campagnes électorales. C'est alors que, comme d'autres auteurs, Quesnel publie ses poèmes, notamment *Les Moissonneurs*, en 1806, qui dénoncent la puissance grandissante de l'oligarchie britannique au Bas-Canada, dans *Le Canadien*.

UNE LITTÉRATURE  
MARQUÉE PAR  
L'INFLUENCE POLITIQUE  
ET RELIGIEUSE

Pendant cette période agitée, la littérature prend donc la forme de textes engagés dans les journaux, les résolutions des assemblées publiques, les pétitions, les discours, les déclarations, les brochures et les pamphlets. On comprend pourquoi l'essai est le genre littéraire le plus publié dans la région et dans l'ensemble du Bas-Canada entre 1790 et 1850<sup>50</sup>. Il permet à l'auteur de juger, d'après ses normes et ses valeurs, la société dans laquelle il vit. Des essayistes issus de différents groupes sociaux expriment diverses tendances idéologiques comme le curé gallican de Longueuil Augustin Chaboillez, le seigneur et conseiller législatif Pierre-Dominique Debartzch; l'ex-député du Richelieu et détracteur de Papineau Clément-Charles Sabrevois de Bleury et le cultivateur patriote et révolutionnaire de Varennes, Amury Girod. Mais, après l'échec des insurrections de 1837-1838 et sous l'impulsion du réveil religieux, l'Église exercera un leadership considérable sur la vie littéraire et culturelle. L'abbé Joseph-Sabin Raymond, professeur puis directeur du Séminaire de Saint-Hyacinthe de 1832 à 1853, participe à l'établissement des normes morales de l'Église dans la conception de tout ouvrage de création. Influencé par la nouvelle culture romantique française – le *Génie du christianisme* de Chateaubriand, par exemple –, il affirme la subordination de la littérature « aux lois de l'Église catholique<sup>51</sup> ». On encourage aussi la littérature religieuse et théologique pour susciter le ressourcement et l'approfondissement de la foi. Plusieurs clercs seront prolifiques ; c'est le cas du curé Joseph Marcoux, de la mission Saint-François-Xavier, à Caughnawaga, qui a rédigé en langue autochtone un catéchisme, un livre de prières et de chant grégorien, des extraits des Évangiles. S'ajoutent à ces écrits religieux une grammaire et des dictionnaires iroquois-français et français-iroquois. Il rédigera aussi une biographie de Kateri Tekakwitha qui met à l'honneur une héroïne autochtone et catholique.

Plusieurs curés établissent des bibliothèques paroissiales, comme celle de Belœil en 1843. En 1845, M<sup>gr</sup> Bourget déclare la guerre aux mauvaises lectures en mettant sur pied l'Œuvre des bons livres et en créant des bibliothèques paroissiales conformes à la morale religieuse. On interdit la lecture des philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle, les romans d'aventure et d'imagination. Certains curés achèteront les livres interdits en circulation dans leurs paroisses pour les soustraire à la tentation de leurs ouailles. Victorieuse, l'Église fonde en 1840 son propre journal, les *Mélanges religieux*. En 1853, ce journal fera place au *Courrier de Saint-Hyacinthe* qui deviendra conservateur à l'ombre du

nouveau diocèse. Deux ans auparavant, l'ancien Patriote Narcisse Cyr avait fondé le premier journal franco-protestant à Napierville: *Le Semeur*. Devant l'opposition du clergé, ce journal libéral disparaîtra en 1861.

À cette époque, les journaux accentuent la politisation et défendent les intérêts d'un groupe ou d'un parti politique. En 1826, le curé François-Xavier Pigeon fonde le premier journal en Montérégie centrale, la *Gazette de Saint-Philippe*, pour lutter contre M<sup>re</sup> Lartigue. Mais l'Église aura raison de cette feuille gallicane dès la fin de l'année 1826. Puis, en 1832, grâce à Pierre-Dominique Debartzch, *L'Echo du Pays* voit le jour à Saint-Charles-sur-Richelieu pour défendre la cause patriotique. On y diffuse des textes de François-Xavier Garneau, de Thomas Jefferson, de Benjamin Franklin, de Louis-Joseph Papi-neau et de Wolfred Nelson. Quatre ans plus tard, Debartzch cesse de publier ce journal pour fonder, avec Jean-Baptiste Boucher-Belleville, *Le Glaneur* qui durera moins d'un an. On y publie des textes de Chateaubriand, de Lamennais, d'Alexandre Dumas et de Victor Hugo. En 1834, apparaît à La Prairie *L'impartial*, un journal bilingue et libéral sous la direction de Jean-Moïse Raymond et N. D. J. Jaumenne. L'année suivante, les Tories impriment le *Laprairie Courier*. Lorsque le journal de combat des Rouges, *L'Avenir*, paraît à Montréal en 1847, on compte parmi ses collaborateurs des journalistes issus de la région, comme Charles Laberge qui avait fait ses études au Séminaire de Saint-Hyacinthe où il avait d'ailleurs fondé *Le Libéral*, un journal étudiant.

#### UNE PRESSE ENGAGÉE

### Les arts

Les habitants des zones de colonisation et les pauvres pensent avant tout à survivre ; l'art, c'est-à-dire les beaux-arts, n'apparaît pas indispensable à leur vie quotidienne. Mais, dans les vieilles paroisses cossues, l'art a sa place. De la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1840, en peinture, le portrait et le paysage se développent. Le clergé y contribue en engageant des peintres pour décorer des édifices ou pour peindre des personnages importants. Louis Dulongpré est l'un de ces portraitistes remarquables qui obtiennent des commandes dans la région. Il peint plusieurs membres du clergé comme les curés Chaboillez de Longueuil, Girouard de Saint-Hyacinthe et Deguise de Varennes et des notables comme le seigneur Jean Dessaulles de Saint-Hyacinthe et le riche marchand Joseph Cartier de Belœil. Jean-Baptiste Roy-Audy et Joseph Légraré réalisent eux aussi plusieurs tableaux religieux. Leur peinture s'inscrit dans la pure tradition française de l'Ancien Régime. Ce n'est toutefois pas le cas de Théophile Hamel qui voyage en Europe et qui découvre à Bruxelles l'œuvre de Rubens. Il aura plusieurs contrats comme portraitiste en faisant, entre autres, ceux de sœur Marie-Rose et de Chiniquy. Dans la peinture des paysages, de

nombreux artistes de passage immortalisent des scènes locales. On pense aux aquarelles et aux dessins de Joseph Bouchette et de l'Irlandais James Duncan<sup>52</sup>. La peinture de genre et de mœurs naît avec le Hollandais Cornelius Krieghoff. Marié à Louise Gauthier dit Saint-Germain, de Longueuil, ce dernier installe son atelier dans ce village en 1841, peint et dessine plusieurs scènes de la vie rustique et folklorique des autochtones et des habitants de la Rive-Sud<sup>53</sup>. D'autres peintres de renom apporteront leur style personnel, comme George Heriot et les Britanniques James Pattison Cockburn, William Henry Bartlett et Philip John Bainbrigge.

\* \* \*

La période 1790-1850 nous est apparue comme une phase très importante de l'histoire sociale, politique et culturelle de la région. La société régionale se révèle beaucoup plus complexe, hiérarchique et hétérogène qu'elle ne l'était auparavant, un signe de l'émergence d'une société à la veille de l'industrialisation. Le premier fait marquant est le déclin de l'influence de la classe seigneuriale et l'abolition de la tenure seigneuriale en 1854. Le temps de l'Ancien Régime est révolu. On assiste alors à l'affirmation d'une nouvelle élite régionale formée de commerçants, d'entrepreneurs et de professionnels qui occupent les lieux d'exercice du pouvoir sur la scène politique scolaire, municipale et nationale.

Les années 1791-1838 représentent une période charnière de la vie politique de la Montérégie centrale. Dès les premières années du parlementarisme, les élus sont majoritairement des députés du Parti canadien ou patriote et jouent un rôle de premier plan dans les débats et les luttes politiques contre le régime en place. C'est ici que les rébellions de 1837-1838 commencent et finissent. Malgré leur échec, la répression et la nouvelle orientation politique d'après 1840, les électeurs continuent à envoyer une députation réformiste siéger au gouvernement de l'Union.

Le paysage de la région change et témoigne des transformations sociales. À côté des centaines de maisons de bois sont érigées des résidences en brique et en pierre traduisant l'enrichissement de la bourgeoisie montante et de certaines familles paysannes aisées. L'architecture traditionnelle emprunte des influences britanniques et américaines. Même l'église paroissiale prend du volume. Avec le curé Conefroy, de Boucherville, sonne l'heure d'une architecture religieuse régionale adaptée à la géographie du pays.

Au cours de cette période agitée, les écrits littéraires les plus en vogue sont des essais qui permettent à l'auteur d'exprimer ses idées, qu'elles soient

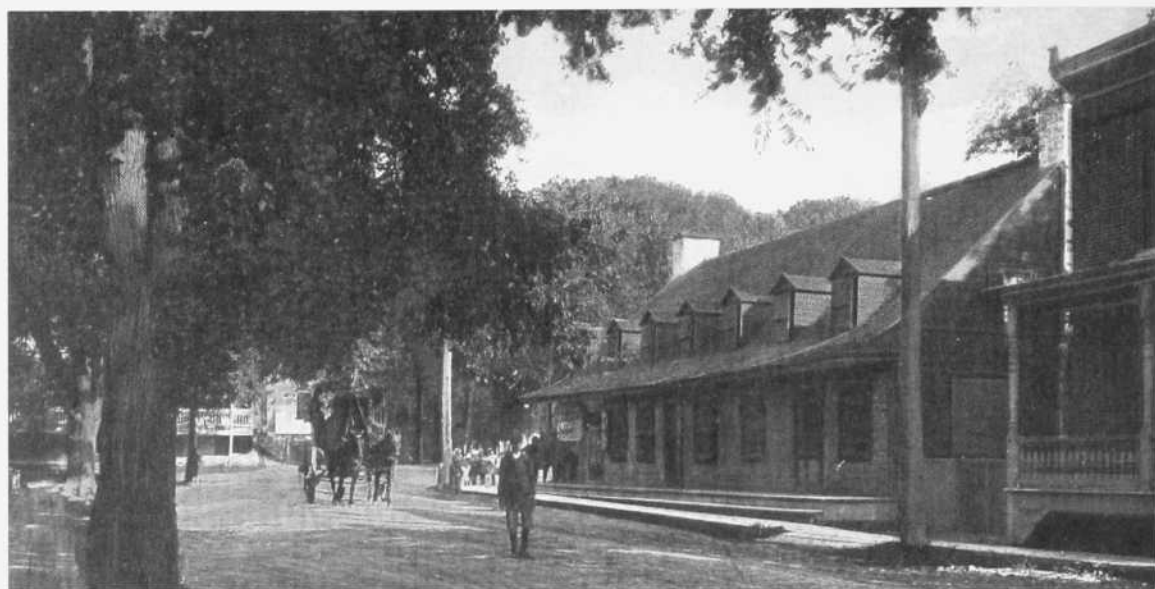
gallicanes, libérales ou révolutionnaires. D'ailleurs, la presse régionale est aussi une presse de combat. Elle prolonge et raffermi les luttes politiques qui touchent la région et qui se poursuivront après 1850.

Enfin, si certains profitent de l'économie de marché et de l'industrialisation naissante, et habitent des maisons cossues, de l'autre côté la misère s'installe et s'étend parmi les paysans sans terre et les journaliers obligés, pour survivre, de quitter la région pour travailler dans les manufactures américaines ou pour aller coloniser de nouvelles terres. La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle sera marquée par cette grande mouvance.



*Du champ à la banlieue*

---



---

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le chemin de Chambly, à Longueuil présente encore une l'allure bucolique. Il est bordé de trottoirs de bois et des arbres masquent les réverbères.  
(Société historique du Marigot, Fonds Michel Pratt)

Les précédents chapitres sur la population nous ont montré de quelle façon le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud devient la plus importante région de peuplement du Bas-Canada. Après 1850, cette position s'érode toutefois, alors que Montréal, Québec, les Cantons-de-l'Est et la Mauricie la surpassent par le nombre de leurs habitants. La région conserve par contre son rang de principal réservoir des francophones en Amérique du Nord, alors que ses impressionnants excédents naturels se répandent partout sur le continent. Encore aujourd'hui, une forte proportion des millions d'Américains d'origine française pourraient retracer leurs racines dans le centre de la Montérégie. Cet apparent succès cache un échec, celui d'être la région du Québec qui retient le moins ses enfants au XIX<sup>e</sup> siècle.

Étant donné son faible pouvoir d'attraction, la région conserve donc, jusqu'au deuxième conflit mondial, son caractère essentiellement francophone et catholique. Mais ce vieux terroir assoupi connaît une véritable révolution quand la rive sud s'ouvre à tout ce qui caractérise la modernité nord-américaine de l'après-guerre, quand elle reçoit en vrac la société de consommation et l'économie des services, l'automobile et la banlieue, l'industrie de pointe et le centre commercial. Après un siècle d'exode, la région redevient accueillante pour les immigrants internationaux et les migrants du Québec, ce qui lui permet de conserver une structure des âges relativement jeune. Le poids du nombre de ses habitants et le dynamisme de son économie en font déjà le deuxième pôle de développement du Québec, juste après Montréal.

### *Le déclin rural et la tardive croissance urbaine*

La première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle a donc été à l'enseigne de la mise en valeur de l'unique grande ressource naturelle de la région, son riche terroir agricole. Pour de multiples raisons, le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud ne réussit pas à s'engager de plain-pied dans la nouvelle logique du développement, axée sur l'industrie et la ville. Ses petites villes ne peuvent accueillir le flot de main-d'œuvre excédentaire issue de la forte natalité rurale et d'une première rationalisation de l'agriculture. La reprise du peuplement devra attendre le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, soit quand les nouvelles technologies permettront de



### Carte 20



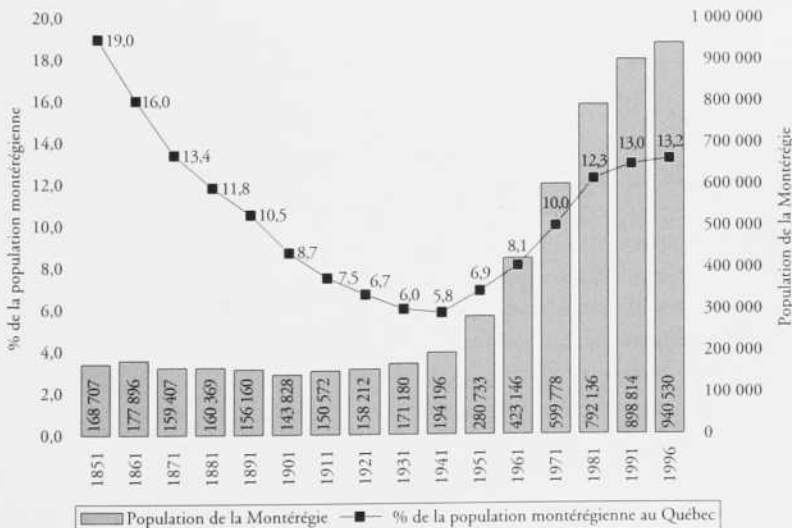
franchir, par tous les moyens et en toutes saisons, la barrière du fleuve Saint-Laurent. Déchue de son statut de région la plus peuplée du Québec, en 1850, elle redevient, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la concurrente de Montréal.

### Une région assoupie

Pendant ce siècle et demi, la région demeure soumise aux profondes transformations des structures de l'économie nord-américaine. À ces éléments, il faut ajouter les contrecoups liés à la conjoncture internationale et nationale, comme la guerre de Sécession et les deux conflits mondiaux, les profondes dépressions économiques des années 1870 et 1930, les périodes d'expansion des années 1900 et 1950. Cet arrière-plan, couplé à la mobilité de la population québécoise, permet d'évaluer le dynamisme des économies régionales soumises à ces pressions, et ce par leur capacité de retenir leurs excédents naturels et d'attirer des immigrants. Considéré sous cet angle, le développement régional laisse paraître un long échec, qui dure jusqu'aux années 1930. Pendant cette période, le principal produit d'exportation de la région est constitué de ses généreux excédents de population : sa part de la population du Québec passe de 19 % à moins de 6 % (figure 11.1).

Figure 11.1

*La population de la Montérégie centrale  
et sa proportion de celle du Québec, 1851-1996*



Source : Recensements du Bas-Canada et du Canada.

De 1850 à 1930, trois tendances structurelles président à la distribution de la population dans les diverses régions du Québec. Les années 1850 et 1860 demeurent marquées par la poursuite de l'occupation agricole et forestière des marges, sur les plateaux laurentien et appalachien, en Outaouais, en Mauricie, au Saguenay–Lac-Saint-Jean, au Bas-Saint-Laurent et dans le Piémont-des-Appalaches. Le deuxième mouvement, qui occupe toute la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, est basé surtout sur l'industrie légère et sur les produits de consommation courante dans l'alimentation, la chaussure et le vêtement, le textile et le tabac. Il est donc essentiellement urbain, car c'est la ville qui fournit à la fois la main-d'œuvre à bon marché et les consommateurs : Montréal, Québec, Sherbrooke, Hull et Valleyfield en profitent à divers degrés. Enfin la deuxième révolution industrielle du Québec, axée sur l'exploitation des ressources naturelles, et qui survient au début du XX<sup>e</sup> siècle, favorise le développement de la métropole canadienne, mais aussi celui des régions dotées de grandes ressources hydrauliques, forestières et minières. La Montérégie centrale demeure en marge de ces mouvements.

Les industriels installent souvent leurs usines un peu à l'écart des centres urbains et construisent à proximité des maisons pour loger leurs ouvriers.

Nous voyons ici des rangées de maisons à deux logements, construites par la National Brick de Delson pour y loger ses employés. En 1922, ces logements sont encore sans électricité et les rues ne sont pas pavées.

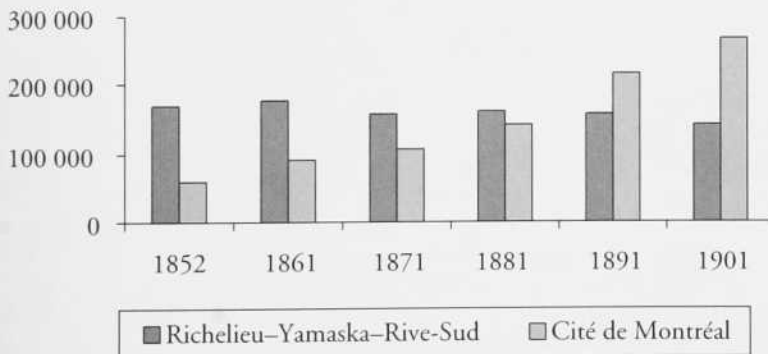
(Société historique de Laprairie de la Magdeleine)



En effet, la région a déjà atteint un seuil de saturation foncière dans les années 1840. En établissant des sociétés de colonisation qui se proposent d'envoyer les colons potentiels dans les cantons voisins, ou même au Manitoba, les élites régionales reconnaissent cet état de fait. Ensuite, les efforts des entrepreneurs locaux pour établir des manufactures dans les petites villes de Saint-Hyacinthe, Sorel, Saint-Jean ou Longueuil se soldent par de bien modestes réalisations. Les nombreuses cohortes de main-d'œuvre régionale participent plutôt à l'industrialisation et à l'urbanisation de la Nouvelle-Angleterre. À compter des années 1870, c'est la région voisine qui se fait plus attirante. On oublie parfois que Montréal, avant de souffrir du phénomène contemporain du « trou de beigne », une expression qui décrit la décroissance du centre au profit des banlieues, a d'abord été un véritable « trou noir » qui a engouffré les populations rurales limitrophes, laissant certaines régions se vider, comme celle de Napierville dont les effectifs fondent de moitié entre 1860 et 1910. Même si l'exode régional se fait surtout vers le sud, la comparaison entre les effectifs régionaux et ceux de Montréal (figure 11.2) est révélatrice du dynamisme différencié des deux économies.

Figure 11.2

*Populations comparées de la Montérée centrale  
et de la cité de Montréal, 1852-1901*



Source : Recensements du Bas-Canada et du Canada.

La Montérégie centrale participe assez peu à la forte croissance des années 1896 à 1929. Ses pouvoirs hydrauliques paraissent désormais d'une échelle bien modeste, surtout si on les compare à ceux d'autres régions comme le Haut-Saint-Laurent ou la Mauricie. Dépourvue de richesses minières, privée très tôt de son couvert forestier, elle ne peut compter que sur son terroir agricole, le meilleur du Québec. Comme la production agricole est un secteur en net recul dans l'économie générale de la province, la spécialisation régionale dans un domaine à faible croissance se répercute sur la population. L'exode rural se poursuit au XX<sup>e</sup> siècle et l'écart entre le taux d'urbanisation régional et celui du Québec s'accroît. Comme nous pouvons le constater au tableau 11.1, les seuls districts en progrès sont ceux qui renferment une agglomération importante, soit ceux de Chambly, Richelieu, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean<sup>1</sup>. Le recul de l'habitat rural est encore plus accentué que ce que laisse croire le tableau, car à peine 65 000 des 105 000 ruraux habitent une ferme en 1931. Les autres vivent dans des dizaines de petites agglomérations, reconnues officiellement ou non, de moins de 1 000 habitants.



Hôtel érigé près des sources d'eau minérale de Varennes pour accueillir les touristes.  
(*L'Opinion publique*, 16 avril 1870)

**Tableau 11.1**  
*Pourcentage de la population urbaine\* du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, 1871-1931*

| District                 | 1871    |         |      | 1901    |         |      | 1931    |         |      |
|--------------------------|---------|---------|------|---------|---------|------|---------|---------|------|
|                          | Rurale  | Urbaine | %    | Rurale  | Urbaine | %    | Rurale  | Urbaine | %    |
| Bagot (partie)           | 14 288  | —       | 0,0  | 11 436  | —       | 0,0  | 10 198  | —       | 0,0  |
| Chambly                  | 8 415   | 2 083   | 19,8 | 8 582   | 4 197   | 32,8 | 11 258  | 15 543  | 58,0 |
| Châteauguay (partie)     | 3 628   | —       | 0,0  | 3 476   | —       | 0,0  | 3 356   | 1 067   | 24,1 |
| Huntingdon (partie)      | 2 398   | —       | 0,0  | 1 996   | —       | 0,0  | 1 737   | —       | 0,0  |
| Iberville                | 13 916  | 1 497   | 9,7  | 8 161   | 1 512   | 15,6 | 6 624   | 2 778   | 29,5 |
| Laprairie                | 10 521  | 1 340   | 11,3 | 9 606   | 1 451   | 13,1 | 10 717  | 2 774   | 20,6 |
| Missisquoi (partie)      | 2 120   | —       | 0,0  | 1 640   | —       | 0,0  | 1 427   | —       | 0,0  |
| Napierville              | 11 688  | —       | 0,0  | 7 496   | 1 080   | 12,6 | 6 399   | 1 201   | 15,8 |
| Richelieu                | 14 412  | 5 636   | 28,1 | 12 461  | 7 057   | 36,2 | 9 294   | 12 189  | 56,7 |
| Rouville                 | 17 634  | —       | 0,0  | 12 101  | 1 306   | 9,7  | 10 739  | 3 037   | 22,0 |
| Shefford (partie)        | 1 293   | —       | 0,0  | 1 795   | —       | 0,0  | 1 337   | —       | 0,0  |
| Saint-Hyacinthe          | 14 564  | 3 746   | 20,5 | 12 333  | 9 210   | 42,8 | 11 165  | 14 689  | 56,8 |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | 9 100   | 3 022   | 24,9 | 6 976   | 4 030   | 36,6 | 6 393   | 11 256  | 63,8 |
| Verchères                | 12 717  | —       | 0,0  | 11 539  | —       | 0,0  | 11 169  | 1 434   | 11,4 |
| Yamaska (partie)         | 5 389   | —       | 0,0  | 4 387   | —       | 0,0  | 3 399   | —       | 0,0  |
| Total                    | 142 083 | 17 324  | 10,9 | 113 985 | 29 843  | 20,7 | 105 212 | 65 968  | 38,5 |
| Province de Québec       |         |         | 19,9 |         |         | 36,1 |         |         | 59,5 |

\* La population urbaine est composée des villes et villages de 1 000 habitants et plus.

Source : Recensements du Canada, 1871, 1901, 1931.

Pour les années qui précèdent la Grande Dépression, on peut conclure à l'échec de l'urbanisation régionale. C'est l'industrialisation, donc la croissance des villes, qui devait permettre d'absorber les surplus de main-d'œuvre rurale. Or les villes de la région réussissent à peine à retenir leurs propres excédents naturels au cours des années 1870-1930 (tableau 11.2). La proximité de Montréal représente un lourd handicap. D'ailleurs, au Québec dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, les villes à forte croissance – Sherbrooke, Hull, Trois-Rivières, Shawinigan, Chicoutimi, Jonquière – échappent à l'étroit contrôle montréalais.

**Tableau 11.2**  
*La population des principales villes du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud,*  
 1871, 1901, 1931

| Municipalité             | 1871  | 1901  | 1931   |
|--------------------------|-------|-------|--------|
| Saint-Hyacinthe          | 3 746 | 9 210 | 13 448 |
| Saint-Jean-sur-Richelieu | 3 022 | 4 030 | 11 256 |
| Sorel                    | 5 636 | 7 057 | 10 320 |
| Saint-Lambert            | 327   | 1 362 | 6 075  |
| Longueuil                | 2 083 | 2 835 | 5 407  |
| Iberville                | 1 497 | 1 512 | 2 778  |
| Laprairie                | 1 340 | 1 451 | 2 774  |

Source : Recensements du Canada, 1871, 1901, 1931.

Saint-Jean, à vol d'oiseau en 1881. Au premier plan, le canal Chambly qui y génère une activité portuaire importante.

(Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 1707)

La région connaît pourtant un bon départ du processus d'urbanisation au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. En 1870, Sorel est la cinquième agglomération au Québec. Saint-Hyacinthe prend ensuite le relais, haussant même ses effectifs au niveau de ceux de Trois-Rivières à la fin du siècle. Malgré leur forte croissance au cours des années 1900-1930, Saint-Jean et Saint-Lambert demeurent de petites villes. Au total cependant, on ne constate pas de véritable réseau urbain à l'échelle régionale. Chacune des villes croît à son rythme propre



Sorel en 1910. La zone commerciale se situe au centre de la ville tandis que les industries sont installées à proximité des voies ferrées et du Richelieu. On distingue les résidences de campagne à l'arrière-plan. (Archives nationales du Québec à Montréal, P132, P47, Coll. Album des Sorelois, Fonds Irénée Girouard)



La place du marché de Saint-Hyacinthe est débordante d'activités en 1886. (Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 1600)

en fonction de sa position stratégique sur des axes nationaux de communication, autour de ses institutions civiles et religieuses et de ses manufactures, souvent héritées de l'industrie légère du XIX<sup>e</sup> siècle. Contrairement à Toronto, Montréal laisse bien peu d'entreprises, d'institutions et de capitaux à sa couronne.

## L'explosion des banlieues

Le dernier grand épisode dans la distribution de la population régionale est à l'enseigne du débordement de la métropole, de la croissance de la grande banlieue ; le courant centenaire qui avait concentré la population sur l'île s'inverse. La rive sud se découvre une nouvelle richesse dans son espace à bâtir. Là où des générations d'agriculteurs avaient fait pousser le blé et l'avoine, on sème les quartiers résidentiels et les centres commerciaux, on recouvre les prairies de béton et d'asphalte. En 50 ans, la population régionale quintuple ;



sa proportion des effectifs du Québec passe de moins de 6 % à 13 %. Cette nouvelle dynamique transforme de façon radicale la répartition sous-régionale (tableau 11.3). En 1941, les districts de recensement de la Rive-Sud accueillent le tiers des habitants de la Montérégie centrale ; en 1981, cette part aura doublé grâce à la multiplication par huit des effectifs. Dans les vallées du Richelieu et de la Yamaska cette proportion s'inverse donc, malgré le doublement de leur population.

**Tableau 11.3**  
*La concentration de la population sur la Rive-Sud, 1941-1981*

|                             | 1941    | 1951    | 1961    | 1971    | 1981    |
|-----------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Rive-Sud, district :        |         |         |         |         |         |
| Chambly                     | 32 454  | 77 931  | 146 745 | 231 590 | 307 090 |
| Châteauguay (partie)        | 5 294   | 8 011   | 22 106  | 41 163  | 46 919  |
| Laprairie                   | 13 730  | 18 639  | 31 157  | 61 691  | 105 962 |
| Verchères                   | 14 214  | 17 729  | 25 697  | 35 273  | 63 353  |
| Total                       | 65 692  | 122 310 | 225 705 | 369 717 | 523 324 |
| % de la région              | 33,8    | 43,6    | 53,3    | 61,6    | 66,1    |
| Autres parties de la région | 128 504 | 158 423 | 197 441 | 230 061 | 268 812 |
| % de la région              | 66,2    | 56,4    | 46,6    | 38,4    | 33,9    |
| Grand total                 | 194 196 | 280 733 | 423 146 | 599 778 | 792 136 |

Source : Recensements du Canada, 1941-1981.

Même si une certaine tension se fait sentir dès les années 1920 à Saint-Lambert et à Longueuil, la forte croissance devra attendre la fin de la Crise, malgré l'ouverture d'un premier pont routier en 1930. Ce sont les besoins de l'industrie de guerre qui lancent le mouvement. Les vastes usines, où l'on manipule des produits parfois dangereux, ont besoin des grands espaces de la campagne. Dans l'après-guerre, l'enrichissement collectif, la généralisation de l'automobile et la mode américaine du bungalow accélèrent le phénomène. Des autoroutes, de nouveaux ponts, des trains de banlieue et même un métro facilitent le va-et-vient quotidien. Au cours des années 1960 et 1970, la banlieue dortoir devient un milieu de vie, avec la multiplication des maisons d'éducation et de santé, des commerces et des services privés : de vraies villes sont nées. Elles portent des noms anciens – Longueuil, Boucherville, Châteauguay,

La Prairie, Saint-Hubert, Saint-Lambert – ou nouveaux – Candiac, Brossard, Greenfield Park. La fusion forcée dans un grand Longueuil de huit villes de la Rive-Sud, en 2001, consacre la formation d'une agglomération qui regroupe 380 000 habitants. Désormais, pour « arriver en ville », on n'a plus besoin de traverser le pont.

L'urbanisation accélérée de l'après-guerre fait aussi sentir ses effets dans les vallées du Richelieu et de la Yamaska. Pour les villes de Saint-Jean, Saint-Hyacinthe et Sorel, la banlieue, c'est avant tout celles qu'elles ont su créer dans leur propre périphérie et qui rassemblent la majorité des habitants des deux vallées. À elle seule l'agglomération de Saint-Jean compte près de 70 000 habitants ; ceux-ci vivent pour une large part dans de nouveaux quartiers résidentiels et dans de vieux villages que la ville a rejoints. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, la fusion des villes de Saint-Jean, d'Iberville et de leurs banlieues crée un pôle qui, fort de ses 83 000 habitants résidents, influence tout le Haut-Richelieu. Parmi les régions du Québec, la Montérégie centrale est celle qui offre les meilleures perspectives d'avenir pour la croissance de sa population.



Vue aérienne de Verchères en 1960. Ce village était autrefois célèbre pour la fabrication des fameuses barques dites « verchères ». (Archives nationales du Québec à Montréal, P97, S20, P6290, Fonds Armour Landry)



Le boulevard Taschereau, à La Prairie durant l'entre-deux-guerres, avant qu'il ne devienne l'artère commerciale principal de la Rive-Sud. (Société historique de Laprairie de la Magdeleine)

## *Un pays d'exode, 1850-1930*

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud se vide littéralement de ses forces vives. Il est, au Québec, la région la plus touchée par l'exode, car il ne peut, à l'exemple des Laurentides, de la Mauricie, du Saguenay, de la Beauce, de la Côte-du-Sud ou du Bas-Saint-Laurent, diriger ses surplus de population vers un haut pays qu'il ne possède pas. Les années qui précèdent et qui suivent la guerre de Sécession représentent une véritable cassure dans l'histoire de la population régionale : des villages périssent et des rangs entiers sont désertés par les habitants. Conséquemment, la Montérégie centrale devient le principal pays souche des Franco-Américains.

### **La grande saignée**

Comme nous l'avons vu précédemment, l'émigration des Montérégiens vers les États-Unis est déjà bien amorcée avant 1850. Au cours de la seconde moitié du siècle, le phénomène prend une nouvelle ampleur et s'étend à toutes les parties du Québec, même aux régions de colonisation récente. La question soulève un débat national qui mobilise les élites religieuses et civiles. Pour les uns, c'est la survie même des francophones, de leur foi et de leurs institutions en Amérique qui est menacée ; pour d'autres, au contraire, il faut y voir l'exceptionnelle vitalité de la souche française qui part à la conquête des villes industrielles du Nord-Est américain et des grandes plaines de l'Ouest. À l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, le bilan de ce « grand dérangement » infirmera les deux thèses extrêmes : les Canadiens français demeurent fortement majoritaires au Québec et les dizaines de Petits Canadas, semés dans les villes de Nouvelle-Angleterre, sont appelés à disparaître dans le creuset américain.

L'évaluation du rythme de cet exode, qui aurait provoqué, entre 1830 et 1930, le départ définitif de près d'un million de Canadiens français du Québec vers les États-Unis, a donné lieu à diverses estimations. La mesure du mouvement n'est pas facile, d'autant que le va-et-vient nord-sud survient en même temps que l'afflux de millions d'immigrants européens sur la côte est américaine, et de départs massifs vers l'Ouest. Pour d'aucuns, les années 1880 représenteraient la période la plus sombre, alors que toutes les régions du Québec enregistrent un bilan migratoire négatif. Pour d'autres, c'est la fin de la guerre de Sécession, en 1865, qui donne le signal du grand départ. En Montérégie centrale, il ne fait guère de doute que la plus forte vague d'émigration se produit au cours de la décennie 1860-1870<sup>2</sup>.

La principale solution avancée pour contrer l'exode par le gouvernement de l'Union, puis par celui de la province de Québec, consiste à favoriser l'établissement rural. Par l'arpentage de nouveaux cantons, par l'ouverture de chemins et de routes, par l'attribution de subventions aux compagnies de chemin de fer, on espère retenir au pays les enfants d'agriculteurs. Cette politique connaît un certain succès et le nombre d'exploitations agricoles s'accroît de près d'un quart entre 1850 et 1870. Dans la région, cependant, le nombre de fermes passe de 19 000 à 17 000 durant la même période. Le processus de commercialisation de l'agriculture est déjà fermement engagé avec l'augmentation des cheptels, de la production laitière, des superficies en foin. Le chemin de fer sert surtout à l'exportation des produits agricoles et aux déplacements des familles sans terre vers les États-Unis. L'industrialisation locale est un autre moyen de retenir les populations rurales excédentaires. Quelques projets connaissent un certain succès, mais la crise de 1873 à 1878 sera fatale à la plupart de ces industries naissantes. Tout semble se conjuguer pour pousser les Montérégiens sur les chemins de l'exil.

Pour la période qui va de 1852 à 1881, le déficit migratoire de la région peut se mesurer de façon approximative grâce à des données de recensement plus fiables et aussi grâce à la bonne tenue des registres paroissiaux, qui permettent de calculer l'accroissement naturel des catholiques entre les périodes de recensement. Le total des habitants recensés ne suffit donc pas pour dresser le bilan décennal : il faut y ajouter le surplus des naissances sur les décès, ce qui donne la population que l'on devrait retrouver dans la région lors du prochain recensement. La lecture du tableau 11.4 permet d'illustrer l'exercice. Comme nous savons que, entre 1852 et 1861, la croissance naturelle de la population catholique des comtés de la région totalise 38 236 individus, il suffit d'ajouter ces derniers aux 170 894 recensés en 1852 pour obtenir une population attendue de 209 130 personnes en 1861. Or, si l'on ne dénombre que 183 351 habitants en 1861, c'est que 25 779 personnes manquent à l'appel. Les années 1860 seront encore plus noires à ce chapitre<sup>3</sup>.

Tableau 11.4

*Le bilan migratoire de la Montérégie centrale, 1852-1881*

|                     | 1852    | 1861    | 1871    | 1881    |
|---------------------|---------|---------|---------|---------|
| Population recensée | 170 894 | 183 351 | 169 775 | 173 478 |
| Population attendue |         | 209 130 | 222 086 | 200 024 |
| Solde               |         | -25 779 | -52 311 | -26 546 |

Sources : Recensements du Bas-Canada et du Canada, 1852-1881 ; « Tableau III : état par circonscriptions territoriales du mouvement de la population catholique de la province de Québec, depuis l'origine jusqu'à 1875 », *Recensement du Canada 1871*, vol. V ; « Tableau I : état par circonscriptions territoriales du mouvement de la population catholique de la province de Québec, durant les années 1876 à 1883 », *Recensement du Canada 1881*, vol. IV.

**UNE PÉRIODE SOMBRE**

L'attrait du sud acquiert une telle force dans les années 1860 que, pour la première fois depuis sa colonisation, la région assiste impuissante à la décroissance soutenue de ses effectifs. Si l'on tient compte, encore une fois, des robustes surplus de près de 39 000 personnes provenant des paroisses catholiques, le solde négatif de la décennie dépasse 52 000 personnes<sup>4</sup>. Les districts les plus touchés sont ceux de Verchères, Chambly, Laprairie, Saint-Jean et Napierville. Les communautés non catholiques ne sont pas en reste, comme le démontre la chute des effectifs chez les anglicans, les presbytériens et les méthodistes. En moyenne, donc, chaque année voit le départ net de 5 200 personnes, ce qui représente la population totale de trois grosses paroisses : les termes d'« exode » ou de « saignée » ne sont guère abusifs pour décrire cette réalité.

La crise des années 1873 à 1878, qui frappe également les États-Unis, a pour effet de ralentir les départs et de réduire de moitié le bilan migratoire négatif, mais le solde se creuse à nouveau au cours des deux dernières décennies du siècle. Désormais, une autre destination s'offre aux migrants : Montréal, la ville toute proche, entreprend sa formidable poussée de croissance, multipliant ses quartiers ouvriers où s'entassent les immigrants européens et les ruraux du Québec. En 1901, la Montérégie centrale ne regroupe plus que 144 000 habitants. Même en tenant compte d'une baisse tendancielle de l'accroissement naturel, on peut estimer à au moins 180 000 le bilan migratoire négatif de la région au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. La majorité de ceux et celles qui sont nés sur la Rive-Sud, le long du Richelieu et dans la Basse-Yamaska au cours de ces années, n'y vivent plus en 1900.

**UNE NOUVELLE  
DYNAMIQUE**

Du début du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, une nouvelle dynamique s'instaure. La population régionale se remet lentement à croître, malgré une perte d'une partie des excédents naturels. Le sens des migrations se déplace, l'île de Montréal remplace peu à peu la Nouvelle-Angleterre comme principal point de chute des migrants. À compter des années 1940 et 1950, la Montérégie centrale devient elle-même attractive, accueillant à la fois les banlieusards de Montréal, les fruits de l'exode rural du Québec, ainsi que de forts contingents d'immigrants internationaux de toutes les origines. Ce dernier apport provoque une diversification de la composition ethnique régionale, un aspect qui sera abordé plus loin.



La construction de nouveaux ponts permet à la Rive-Sud de resserrer ses échanges avec Montréal. L'omnibus « City Passenger » à quatre chevaux d'Hector Brissette conduit les Longueuillois à Montréal. (Société d'histoire de Longueuil, Coll. Charles-Édouard Millette)



La construction de ponts sur le Saint-Laurent favorise le développement urbain de la Rive-Sud comme le long de la 116, entre Longueuil et Saint-Bruno.

(Commission scolaire Marie-Victorin, *Ensemble chez nous en Montérégie*)

Nous allons maintenant voir de façon plus concrète comment se vit la grande migration vers les États-Unis dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Pendant de longues années, la frontière canado-américaine ne constitue guère plus qu'un trait sur la carte, tant le mouvement des hommes et des capitaux, les moyens de transport et les relations commerciales sont orientés nord-sud. La profondeur des liens qui se tissent entre la région d'origine et les communautés francophones qui s'établissent dans les villes de Nouvelle-Angleterre étonne nos contemporains, pourtant familiers avec les vacances outre-frontière et le libre-échange.

### À cheval sur la frontière

À compter des années 1840, la saturation foncière, le maintien d'une forte croissance naturelle et la faiblesse de l'industrialisation régionale poussent les Montérégiens sur les chemins de l'exil. Ils ne sont pas seuls, car « des centaines de milliers de Canadiens français prennent la route. La recherche frénétique de moyens de subsistance les mène dans les zones de colonisation, dans les chantiers en forêt, à la ville, dans l'Ouest canadien et américain et surtout dans les villes manufacturières de la Nouvelle-Angleterre<sup>5</sup> ». Nous laisserons à l'historien Yves Roby, l'auteur de ces lignes, le soin de raconter ce qu'il advient des Franco-Américains de Nouvelle-Angleterre. Nous tenterons plutôt d'illustrer brièvement quelques aspects de la grande migration, grâce au

dépouillement du plus important journal périodique de la Montérégie au XIX<sup>e</sup> siècle, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*. La quantité des articles consacrés à l'émigration et aux moyens de l'enrayer reflète bien la préoccupation des élites régionales face au drame qui affecte particulièrement la Montérégie centrale, surtout entre 1857 et 1873.

Le contenu des articles est à l'image de la profonde ambivalence suscitée par le puissant voisin, qui attire par sa vie trépidante et ses salaires élevés, mais qui repousse par sa démesure et ses dangers. Aux témoignages de rapatriés sans le sou et malades, aux lettres d'émigrés prévenant les candidats au départ des misères des villes américaines, s'oppose la propagande des recruteurs qui font ressortir le principal avantage du pays d'accueil : la possibilité pour tous, enfants et adultes des deux sexes, de décrocher un emploi. La même ambivalence ressort quant à la destination finale des émigrés, et la colonisation du Midwest rural n'attire par les mêmes critiques. On salue Félix Leblanc<sup>6</sup>, parti de Saint-Pie vers le Dakota en 1844, qui revient placer son fils au collège et sa fille au couvent de Saint-Hyacinthe en 1873 ; on reprend la notice nécrologique de Noël LeVasseur, natif de Saint-Michel-d'Yamaska, parue dans le *Courrier de l'Illinois*, qui rappelle les gestes du fondateur de la colonie française de Bourbonnais en Illinois<sup>7</sup>. Souvent on suggère à ceux qui sont intéressés à partir pour l'Ouest que l'établissement au Manitoba permet de demeurer Canadien...

De nombreux articles du *Courrier de Saint-Hyacinthe* exploitent la crainte la plus profonde des candidats à l'émigration, celle de mourir à l'étranger, loin du réconfort de ses parents et de sa religion : « On nous dit que dans les centres manufacturiers, et surtout à Lewiston, Maine, le nombre des mortalités, chez les Canadiens, est effrayant<sup>8</sup> ». Les conditions de travail y sont très difficiles, dans les briqueteries, notamment : « Celui qui travaille à la brique ruine sa santé en trois ou quatre ans [...] »<sup>9</sup>. Les femmes et les enfants ne sont guère épargnés, à l'exemple de cette mère revenant avec le corps d'une de ses filles, « [...] partie de St-Dominique, il y a deux ans avec toute la famille pour aller travailler dans les manufactures américaines. C'est le troisième enfant que l'atmosphère empestée des fabriques des États-Unis arrache à cette mère éplorée, dans l'espace de deux années<sup>10</sup> ». Pour faire bonne mesure, le destin s'acharne sur les émigrés : la rupture d'un barrage à Leeds et l'incendie de l'église catholique d'Holyoke font des centaines de victimes, dont une quarantaine sont originaires des paroisses de la région<sup>11</sup>. Ceux qui restent ne sont pas à l'abri du danger : « Nous apprenons que des fièvres très malignes font de grands ravages dans les familles de St-Guillaume. [...] Un jeune homme venant des États-Unis a apporté le germe de cette maladie qui a fait quatre victimes dans sa famille [...] »<sup>12</sup>. Mais le pire, peut-être, c'est la disparition : « Il y a



environ 5 ans [1862] un nommé Joseph Savard quittait St-Hyacinthe pour aller aux États-Unis. Sa famille actuellement résidant ici, serait reconnaissante envers les personnes qui en donneraient des informations<sup>13</sup> ». La guerre n'est sans doute pas étrangère à cette disparition.

La participation des Canadiens français à la guerre de Sécession demeure un phénomène mal connu. Selon les estimations les plus sérieuses, environ 20 000 se seraient enrôlés dans les armées de l'Union, en incluant les émigrés déjà installés aux États-Unis<sup>14</sup>. Comme nous connaissons l'apport considérable de la région dans le mouvement migratoire outre-frontière, il ne fait guère de doute que des milliers de Montérégiens d'origine ont participé au conflit. L'aventure connaît souvent une fin tragique, comme le rapporte *Le Courrier* en 1864 : Antoine Blanchard, cultivateur de Saint-David, doit se rendre à Montréal pour recevoir 200 \$ en compensation pour la perte de son fils, Pierre, décédé des suites de blessures reçues au champ de bataille<sup>15</sup>. Mais la rédaction du journal ne peut taire sa fierté quand un Maskoutain devient un authentique héros américain. Au début du conflit, Edward Doherty part s'enrôler dans les forces de l'Union. Fait prisonnier à la bataille de Bull Run, il s'évade. Devenu capitaine, il commande le détachement qui procède à l'arrestation des assassins du président Lincoln, en 1865, geste pour lequel il reçoit une décoration, une forte récompense et tous les honneurs qui s'y rattachent<sup>16</sup>. Le lot des autres survivants de la grande boucherie est tout autre : une petite pension pour les graves mutilés, le chômage pour une grande part des démobilisés.

Le déclenchement des hostilités, en 1861, est aussi l'occasion d'un premier renversement du courant nord-sud, du retour précipité des migrants saisonniers, mais aussi des familles installées outre-frontière depuis des années. Dans leur cas, il s'agit d'un second déracinement, rendu difficile par le fait que plusieurs désiraient « [...] revoir leur patrie, s'ils pouvaient vendre le peu de propriétés qu'ils ont aux États, mais les troubles font qu'ils ne peuvent trouver d'acheteur<sup>17</sup> ». Le mouvement est massif au printemps 1861 : « Nous ne saurions concevoir combien est grand le nombre de Canadiens qui reviennent des États-Unis. Depuis 15 jours, plus de 300 sont arrivés à Saint-Hyacinthe seulement [...]. Beaucoup de jeunes filles que nous voyions partir l'automne dernier pour aller peupler les manufactures américaines reviennent aussi en grand nombre<sup>18</sup> ».

De la fin de la guerre jusqu'à l'hiver 1873, la population de la Montérégie centrale se déverse littéralement en Nouvelle-Angleterre, comme nous l'avons vu précédemment. L'essentiel du bilan migratoire négatif de 79 000 individus, constaté entre les recensements de 1861 et de 1881, se concentre



sans doute durant cette brève période de huit années. En mars 1873, on salue le ralentissement de l'économie américaine : « Un fait consolant, c'est que l'émigration de nos compatriotes a été très faible depuis trois mois<sup>19</sup> ». Mais en mai, l'invasion printanière annuelle est bien reprise : « Depuis trois semaines chaque convoi arrivant à Boston, à Worcester ou à Springfield est rempli de nos compatriotes. C'est par centaines qu'il faut les compter [...]. Quand donc s'arrêtera ce flot incessant dont le reflux est à peine perceptible ?<sup>20</sup> » À mesure que l'économie américaine s'enfonce dans la crise en 1873 et en 1874, cependant, le courant de retour se renforce : la dernière vague massive des migrants a trouvé fermées les portes des usines.

L'espace limité d'une synthèse d'histoire régionale nous force à conclure ce bref rappel de la puissance du flux migratoire régional vers les États-Unis. Le phénomène se poursuivra avec plus ou moins d'intensité, jusqu'à la fermeture de la frontière américaine lors de la Grande Dépression. À cette date, les émigrés et leurs descendants sont peut-être deux fois plus nombreux aux États-Unis que leurs compatriotes demeurés sur la rive sud du Saint-Laurent, dans les vallées du Richelieu et de la basse Yamaska. Dans les chapitres qui vont suivre, on verra à quel point les activités agricoles et manufacturières, la vie commerciale, les institutions et les expressions de la culture sont imprégnées de l'influence américaine. Faut-il s'en étonner? Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale tous, ou presque, ont des parents outre-frontière.

### *L'évolution des caractères structurels*

Pendant le dernier siècle et demi, la région conserve son caractère francophone et catholique. Elle demeure peu réceptive à l'immigration internationale avant le deuxième conflit mondial, perdant, encore au XX<sup>e</sup> siècle, une bonne partie de ses propres excédents naturels. Elle vit, comme dans tous les pays développés, à l'heure de la transition démographique caractérisée par la baisse des naissances et des décès, la chute de la mortalité infantile. Le *baby-boom* de l'après-guerre, conjugué à l'attrait de ses vastes banlieues pour les jeunes couples en quête d'une première résidence, transforme la pyramide des âges. Aujourd'hui les larges cohortes des années 1940 à 1960, formées par l'instruction obligatoire et la Révolution tranquille, sont au travail : elle constituent la première richesse du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud au matin du XXI<sup>e</sup> siècle.



Les vallées du Richelieu et de la Yamaska  
conservent en partie leur caractère rural.

Le village de Saint-Hughes.

(Bibliothèque nationale du Québec,  
Coll. Cartes postales, CP 1578)



Pique-nique en famille à La Prairie.

(Société historique de Laprairie de la Magdeleine)

### L'origine ethnique et la langue

Depuis les années 1850, on constate une tendance à l'homogénéisation de la population du Québec, qui s'affirme de plus en plus d'origine et de langue française et de religion catholique. Graduellement, des régions à majorité anglophone, comme l'Outaouais, le Piémont-des-Appalaches et les Cantons-de-l'Est, sont devenues largement francophones. Les villes de Montréal et de Québec, qui semblaient destinées à demeurer des bastions de l'immigration britannique, n'ont pu résister à la pression des francophones ruraux en quête de travail. Le mouvement d'exode vers les États-Unis frappe avec autant de force les populations d'origine britannique que les Canadiens français ; elles n'ont pas, par contre, le contrepoids de la forte natalité de ces derniers.

C'est pour ces raisons que la région conserve et accentue son caractère français au XIX<sup>e</sup> siècle, même aux pires temps des départs. La forte immigration des années 1900-1913, les industries de guerre, puis la fièvre de croissance qui précède la Grande Dépression influencent encore assez peu la répartition ethnique en Montérégie centrale, qui demeure à 88 % d'origine française en 1931 (tableau 11.5). On constate pourtant déjà une présence accrue des Québécois d'origine britannique sur la rive sud. En 1931, près de 60 % des 15 800 Montérégiens d'origine anglaise, écossaise et irlandaise habitent le district de Chambly, où ils se concentrent dans les petites villes à forte croissance de Saint-Lambert et de Greenfield Park. À la même date, la présence amérindienne atteint un sommet séculaire, alors qu'elle représente près de 1,5 % de la population régionale.

Tableau 11.5

*La population de la Montérégie centrale selon l'origine ethnique, 1871-1971*

|                        | 1871    |      | 1901    |      | 1931    |      | 1971    |      |
|------------------------|---------|------|---------|------|---------|------|---------|------|
|                        | N       | %    | N       | %    | N       | %    | N       | %    |
| Français               | 146 472 | 91,9 | 132 487 | 92,1 | 150 742 | 88,1 | 491 010 | 81,9 |
| Anglais                | 3 354   | 2,1  | 3 926   | 2,7  | 10 672  | 6,2  |         |      |
| Écossais               | 1 439   | 0,9  | 1 972   | 1,4  | 2 651   | 1,5  | 72 485* | 12,1 |
| Irlandais              | 5 281   | 3,3  | 2 747   | 1,9  | 2 493   | 1,5  |         |      |
| Allemands              | 1 203   | 0,8  | 380     | 0,3  | 275     | 0,1  | 6 765   | 1,1  |
| Italiens               | —       | —    | —       | —    | 352     | 0,2  | 5 455   | 0,9  |
| Amérindiens            | 1 361   | 0,8  | 1 677   | 1,2  | 2 523   | 1,5  | 4 535   | 0,7  |
| Autres et non déclarés | 297     | 0,2  | 639     | 0,4  | 1 472   | 0,9  | 19 528  | 3,3  |
| Total                  | 159 407 |      | 143 828 |      | 171 180 |      | 599 778 |      |

\* Îles britanniques.

Source : Recensements du Canada.



Famille typique de bourgeois de Saint-Hyacinthe.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

Ce tableau ne se modifie guère au cours des années 1930, avec la fermeture de la frontière américaine et le tarissement de l'immigration européenne. La croissance de la Rive-Sud dans l'après-guerre amène toutefois une nouvelle population dont la composition ethnique a tendance à épouser celle de la métropole. On constate alors une lente érosion de la part des Montréalais d'origine française qui ne représentent plus que 82 % du total en 1971. À partir de ce recensement, la prise en compte de l'origine des deux parents – seule comptait jusque-là l'origine paternelle – rend difficile la comparaison avec la période antérieure. Il semble cependant que l'on assiste depuis plusieurs années à une stabilisation de la composition ethnique régionale. D'ailleurs, la diversification des origines déborde peu les MRC de Champlain et de Roussillon ; en 1991, dans les MRC du Bas-Richelieu, des Maskoutains et de Rouville, plus de 90 % des habitants se déclarent d'origine maternelle et paternelle française.

Mais cette question de l'origine importe moins que celle de la langue utilisée par les quelque 186 000 Montréalais d'origines multiples ou autres que française. Contrairement à Montréal, le français semble avoir acquis un pouvoir certain d'attraction. En 1991, dix fois plus de personnes déclarent privilégier le français à l'anglais à la maison. La loi 101, la francisation, parfois forcée, des grandes entreprises, le caractère francophone du réseau institutionnel hérité de la Révolution tranquille, l'unilinguisme de fait en usage dans de larges parties du territoire exercent des pressions auxquelles ne sont guère soumis les non-francophones de l'île de Montréal.

### La famille, les âges et les sexes

Même si elle semble évidente, la corrélation entre la fécondité des Canadiennes françaises de la vallée du Saint-Laurent et le format des ménages n'est pas facile à établir. Le premier problème vient de la source utilisée. Le recensement canadien nous renseigne sur le nombre de personnes qui habitent un même logement : il peut s'agir de plus d'une famille ou de personnes qui n'appartiennent pas à la famille. D'autre part, la forte mortalité infantile jusqu'aux années 1920, le départ précoce des grands enfants et d'autres comportements ne permettent guère de suivre l'évolution des familles nombreuses dans lesquelles les naissances s'étalent sur une période de 20 ans ou plus. En général, le ménage moyen au Québec subit une lente érosion : comptant plus de six personnes en 1850, il en compte moins de trois à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.



Pique-nique des employés de la poudrière Hamilton de McMasterville en 1916. Ces fêtes annuelles, comprenant musique, jeux et compétitions, font souvent partie de la culture d'entreprise de l'époque. (Société d'histoire de Beauce-Mont-Saint-Hilaire, Fonds Simon Beauregard)

Tout au long du dernier siècle et demi, dans la région le format du ménage se situe entre celui de Montréal et celui de l'ensemble du Québec<sup>21</sup>. En fait, la grosseur de la famille et le nombre de personnes qui vivent sous un même toit sont supérieurs dans les régions rurales agricoles où les maisons de fermes abritent souvent plus d'une génération. Le travail de la terre exige de nombreux travailleurs non salariés, surtout avant la mécanisation des fermes. En 1901, cependant, le ménage de la Montérégie centrale ne compte plus guère que cinq individus, moins que celui de l'île de Montréal ; il faut sans doute voir là l'un des effets de l'exode du XIX<sup>e</sup> siècle. On observe aujourd'hui

une uniformisation du format des ménages dans toutes les régions du Québec, parallèlement à celle des comportements et des mentalités. La distribution des âges, par contre, demeure tributaire du dynamisme des économies régionales.

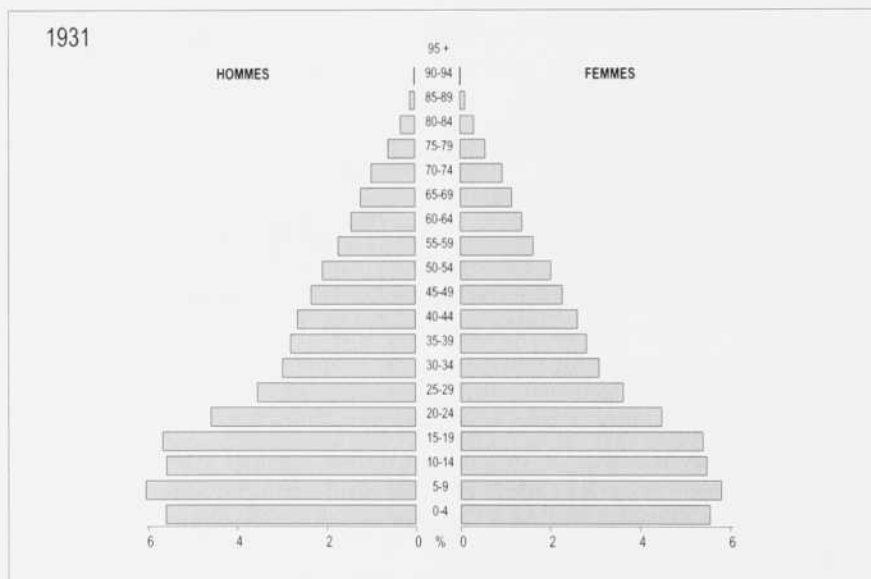
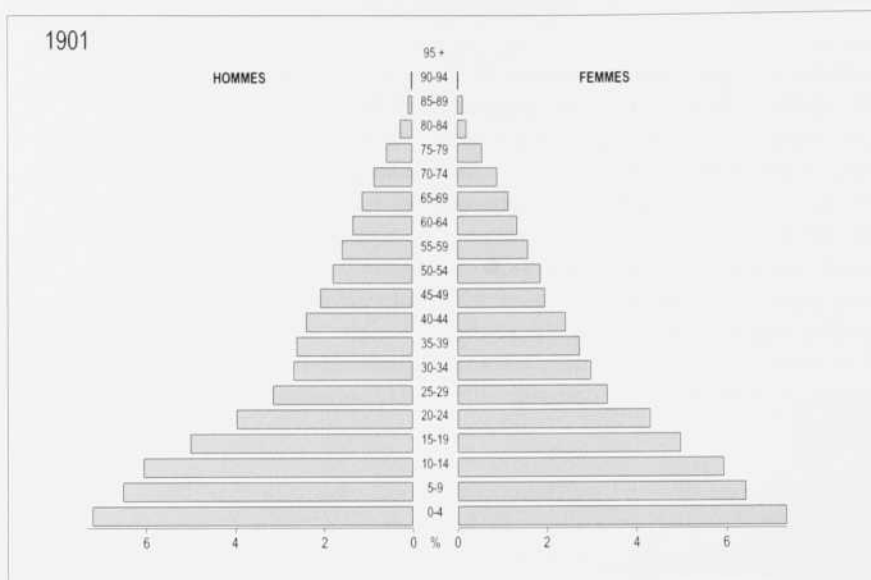
Si on compare la pyramide régionale des âges à celle des autres régions rurales du Québec (figure 11.3), on constate l'étroitesse relative de sa base en 1901. Le départ des jeunes adultes à l'âge du mariage défavorise la natalité attendue. Le phénomène se poursuit et, une génération plus tard, en 1931, les moins de 15 ans ne représentent plus que 34 % de la population totale, une proportion comparable à celles des villes de Québec et de Montréal, mais très loin des régions à forte natalité, comme le Saguenay, où les enfants comptent pour 46 % du total. Une véritable cassure semble se produire dans la natalité régionale au cours de la Première Guerre mondiale et la pyramide de 1931 laisse voir une baisse des naissances après 1916. D'aucuns y voient la manifestation tangible d'un contrôle diffus mais généralisé du format des familles<sup>22</sup>.

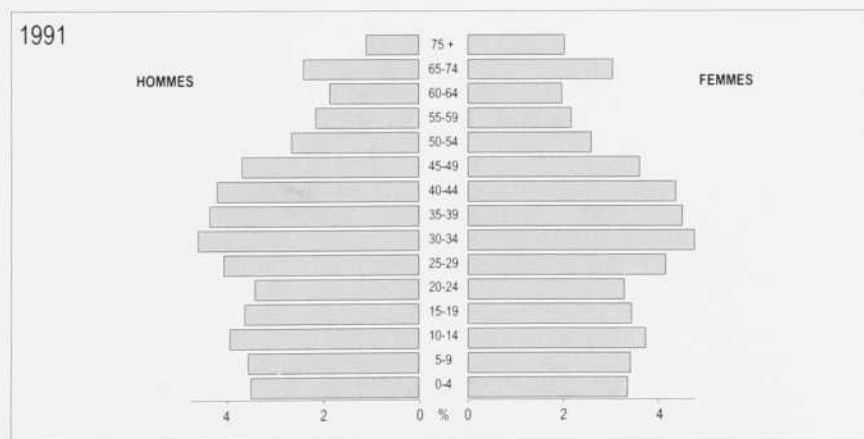
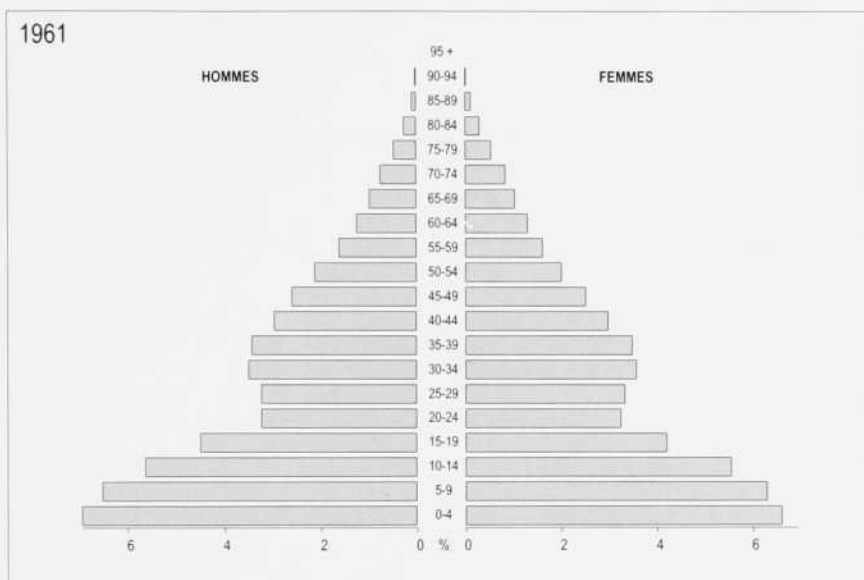
La pyramide des âges de 1961 illustre encore la profondeur de la baisse de la natalité des années 1930, avec le creux de la cohorte des 20 à 30 ans. Mais, ce qui frappe surtout, c'est la forte présence des moins de 20 ans, qui comptent pour près de la moitié de la population régionale. Ces enfants du *baby-boom*, on les retrouve en 1991 dans les larges cohortes des 30 à 50 ans. Comme dans tous les pays développés, la transformation des comportements a fortement réduit la pyramide à sa base. La croissance continue de la population totale atténue cependant les effets de la dénatalité et la rend moins dramatique que dans les régions en déclin, comme le centre de Montréal ou certaines régions périphériques.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et jusque dans les années 1920, on note un bon équilibre entre les sexes dans la population régionale. En 1931, cependant, on compte 102,5 hommes pour 100 femmes ; soixante ans plus tard, cette proportion s'est inversée, avec à peine 97,5 hommes pour 100 femmes. Pour l'essentiel, c'est à l'allongement plus conséquent de l'espérance de vie chez les femmes que peut être attribuée cette nouvelle distribution. Ainsi, en 1991, près des deux tiers des personnes âgées de plus de 75 ans sont de sexe féminin. Encore une fois, le dynamisme de l'économie montréalaise atténue le rythme du vieillissement grâce à l'apport continu d'une jeune main-d'œuvre en provenance de Montréal, d'autres régions du Québec moins favorisées, et même de l'étranger.

**Figure 11.3**

La population de la Montérégie centrale selon l'âge et le sexe, 1901, 1931, 1961, 1991





Source: Recensement du Canada, 1961, 1991  
 Réalisation: UQAM, Département de géographie, Patrice Pitre





*Le jardin du Québec*

---



---

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les cultivateurs procèdent de plus en plus à la mécanisation des fermes. Une scène croquée à Saint-Valentin : une « batteuse » est actionnée par un tracteur à l'aide d'une longue courroie. (Archives nationales du Québec à Montréal, P263, S9, P76, Fonds Jeanne Grégoire)

En 1850, l'agriculture demeure la principale occupation des Bas-Canadiens et la ferme familiale le lieu de résidence de la majorité. C'est une activité traditionnelle de repli, handicapée par les pratiques culturelles désuètes, les mauvais choix de production et un cheptel abâtardi. Les agriculteurs montérégiens accumulent les retards sur leurs concurrents du Haut-Canada et du Nord-Est américain, plus préoccupés des appels du marché. La diffusion des connaissances agronomiques fait peu de progrès chez ces paysans majoritairement analphabètes. Avant la fin du siècle, cependant, une première révolution secoue la vieille zone agricole des basses terres du Saint-Laurent, alors que se répandent de nouvelles façons de faire et que les agriculteurs se tournent vers la production laitière et l'élevage.

Au XX<sup>e</sup> siècle, notamment à cause des deux conflits mondiaux, c'est toute l'économie du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud qui se transforme dans un paysage qui demeure tout empreint de ruralité. L'agriculture se défait de son image séculaire de secteur de refuge où, en échange d'une vie frugale, on pouvait espérer une certaine sécurité. À l'heure des accords du GATT et de l'ALENA, dans un monde où les frontières tombent avec les barrières tarifaires, aucun marché intérieur n'est plus garanti ; la sécurité des producteurs agricoles n'est plus assurée que par leur capacité de vendre à des prix défiant toute concurrence. En plus de devoir protéger son espace vital de la banlieue envahissante, l'agriculteur de la fin du siècle doit défendre ses pratiques, un droit de gestion qu'il croyait jadis ne devoir appartenir qu'à lui seul.

### *La grande région agricole du Québec, de 1850 à nos jours*

Des années 1850 jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la Montérégie centrale demeure donc une région rurale. Mais il ne s'agit pas là que d'une forme d'habitat. La quasi-totalité du territoire reste consacrée à la culture du sol et à l'élevage des animaux de ferme, et l'économie agricole domine l'ensemble des activités humaines. Alors que Montréal, la région voisine, devient le symbole canadien du développement urbain, le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud s'impose comme le modèle d'une société agraire idéale pour les élites politiques et religieuses québécoises, un exemple de réussite à proposer aux nouvelles régions

de colonisation des plateaux laurentiens et appalachiens. Quand, dans l'après-guerre, les banlieues conquièrent les champs, les agriculteurs, désormais marginalisés, se voient contraints à une difficile cohabitation.

### La population agricole

À la lumière du précédent chapitre et en tenant compte de l'évolution du nombre de fermes et de la population agricole, il est possible de répartir l'histoire de l'agriculture du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud en trois périodes au cours du dernier siècle et demi. D'abord, la chute de la population rurale agricole des fortes années d'exode, qui précèdent la crise de 1873, est suivie d'un plateau jusqu'au premier conflit mondial. Puis, la longue période d'instabilité provoquée par deux guerres mondiales, la Grande Dépression et la contraction des prix agricoles amène une lente érosion de l'agriculture dans l'économie générale de la région. Dans l'après-guerre, enfin, les nouvelles façons de produire et de mettre en marché bouleversent toute l'industrie agricole, du producteur au consommateur. Au terme de cette véritable révolution, la ferme montréalaise se voit élevée au statut d'une petite entreprise plus ouverte à la concurrence mondiale.

Nous l'avons déjà constaté, un fort mouvement d'exode rural est à l'œuvre à la fin des années 1840. La décennie 1850-1860 n'apporte guère de répit, celle de 1860-1870 est désastreuse. La chute de la population totale

La région se retrouve souvent à l'avant-garde des nouvelles technologies agricoles. Nous voyons ici un tracteur labourant la terre du seigneur Campbell de la seigneurie de Rouville, en 1920. (Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)



combinée au maintien ou à l'augmentation des populations urbaines et villageoises réduisent fortement la part agricole de la collectivité régionale. On peut estimer qu'en 1850 plus de 70 % des Montérégiens vivent sur une ferme ; vingt ou trente années plus tard, les maisons de ferme ne représentent plus que la moitié de l'habitat total. En fait, si l'on ne tient compte que des fermes de plus de 10 acres (4 hectares), un seuil bien modeste, insuffisant au maintien d'une famille, les quelque 15 000 exploitations agricoles dénombrées en 1871 ne correspondent plus qu'à 53 % du total des logements occupés (tableau 12.1).

Tableau 12.1

*La population rurale agricole du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, 1871-1971*

|      | Logements occupés | Fermes de 4 hectares et plus | Proportion fermes/logements (%) |
|------|-------------------|------------------------------|---------------------------------|
| 1871 | 28 507            | 15 231                       | 53                              |
| 1881 | 31 209            | 15 399                       | 49                              |
| 1891 | 28 945            | 14 838                       | 51                              |
| 1911 | 28 649            | 14 167                       | 49                              |

|      | Population totale | Population des fermes | Proportion fermes/totale (%) |
|------|-------------------|-----------------------|------------------------------|
| 1931 | 171 180           | 65 369                | 38                           |
| 1941 | 194 196           | 66 260                | 34                           |
| 1951 | 280 733           | 63 557                | 23                           |
| 1961 | 423 146           | 55 037                | 13                           |
| 1971 | 599 778           | 37 229                | 6                            |

Source : Recensements du Canada.

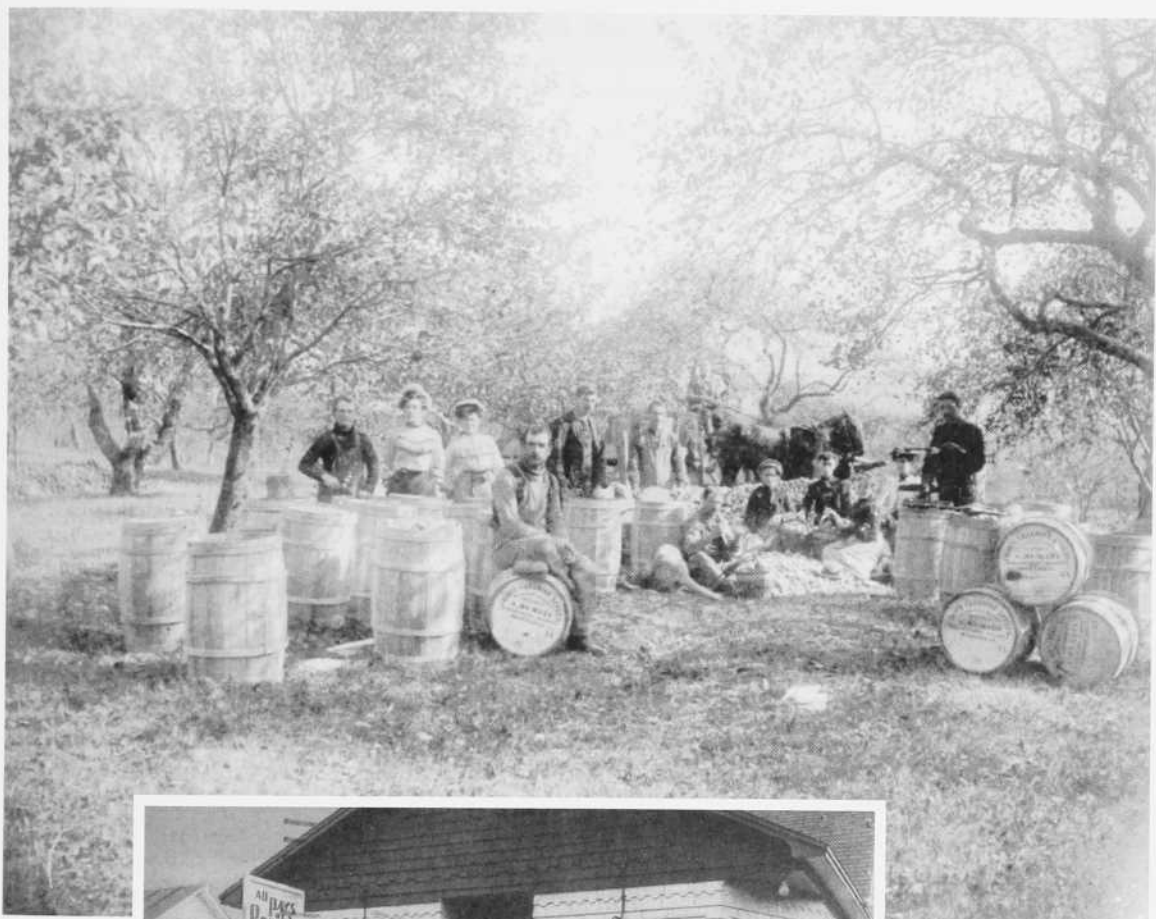
Des années 1870 à la Première Guerre mondiale, la Montérégie centrale représente la région type du Québec rural : un territoire de forte émigration, où l'industrialisation se confine à quelques petites villes. Mais elle devient aussi la région modèle qui sert de banc d'essai aux nouvelles pratiques culturelles et à une réorientation des productions, ce qui lui donne accès aux grands marchés du Nord-Est américain, de l'Angleterre et de Montréal. Au tournant du siècle, le travail de la terre n'est plus, pour une bonne part des agriculteurs, synonyme de pauvreté ; désormais, les meilleurs exploitants auront accès à une modeste aisance. D'ailleurs, on ne fuit plus la terre, et l'agriculture jouit d'une remarquable stabilité dans la société et dans l'économie de la région. Tout au long de ces années, les familles agricoles comptent pour la moitié des ménages.

Les années 1914 à 1945 sont sous le signe de la turbulence et les soubresauts de la conjoncture mondiale se répercutent sur l'économie agraire régionale. Les guerres provoquent une hausse de la demande et des prix, l'entre-deux-guerres dans son ensemble est marqué par une chute des prix des produits agricoles. Il ne faut donc pas se surprendre si, dans les années 1920 et 1930, les agriculteurs s'organisent et deviennent une force politique, si le mouvement coopératif prend son essor. C'est au cours de cette période que le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud commence à s'éloigner de sa vocation agricole qui semblait jusqu'alors sa destinée intangible. L'urbanisation s'accélère et la part relative des ruraux s'érode : au début du deuxième confit mondial, la population agricole ne représente plus que le tiers du total (tableau 12.1).

C'est dans l'après-guerre qu'une véritable révolution secoue le monde rural. La mécanisation s'accélère, la forte hausse des rendements, le remembrement et la consolidation des exploitations compensent désormais les bas prix des produits. Tout le secteur agroalimentaire atteint un niveau d'efficacité et de prospérité que l'on n'aurait pu imaginer quelques décennies plus tôt. Même si le paysage de la Montérégie révèle encore cette omniprésence de l'agriculture, le travail du sol ne représente plus ce moteur de l'économie régionale qu'il aura été pendant deux siècles. En 1971, la population des fermes n'atteint plus que 6 % de la population de la Montérégie centrale, une proportion qui s'est encore réduite en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

### **La main-d'œuvre sur les fermes**

La baisse relative des ménages et de la part de l'agriculture dans l'économie de la Montérégie centrale s'accompagne d'une remarquable stabilité de l'emploi et de la propriété foncière, des années 1860 à la Deuxième Guerre mondiale. Le recenseur fixe à 23 000 la main-d'œuvre agricole totale en 1871, à 22 000 en 1941. Il s'agit cependant d'une grossière sous-estimation car, tant au XIX<sup>e</sup> qu'au XX<sup>e</sup> siècle, le travail féminin est systématiquement négligé. On ne tient en général compte que des agriculteurs, des fermiers et de leurs garçons de 10 ou de 14 ans et plus, ainsi que des garçons de ferme et des journaliers masculins<sup>1</sup>. Nous connaissons pourtant l'apport essentiel des mères et de leurs filles dans le fonctionnement d'une ferme familiale traditionnelle. Si les agricultrices vont peu aux champs hors de la période des récoltes, elles assument par contre une large part des tâches à proximité de la maison, à l'étable et dans la laiterie, au poulailler et dans le grand potager. Elles s'occupent surtout de la préparation des produits destinés à la vente, une responsabilité essentielle à la survie des exploitations dont elles tiennent les comptes.



Une scène de la récolte chez Alidas Noisieux, un pomiculteur de Saint-Hilaire vers 1910. La cueillette des pommes se fait à la main et requiert une main-d'œuvre saisonnière nombreuse. (Société d'histoire de Belœil-Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)

Kiosque pour la vente des pommes, le long de la route à Rougemont. Le développement routier et l'automobile rapprochent le client du producteur. (Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 1402)



Tout en assumant cette réserve relative à la main-d'œuvre féminine, on peut analyser de façon plus précise le monde du travail à la ferme dans la région en 1930. La main-d'œuvre familiale, masculine à 87 %, totalise 23 000 personnes. Aux 900 engagés permanents s'ajoutent près de 5 000 engagés temporaires, surtout au moment des récoltes. Les vastes superficies consacrées aux céréales et aux plantes fourragères imposent le recrutement d'une importante main-d'œuvre supplémentaire. La récolte des pommes réclame aussi beaucoup de bras ; dans le district de Rouville, où se concentrent les principaux vergers, plus de 800 travailleurs temporaires sont embauchés en 1930. Au cours des années 1950 et 1960, la décroissance du nombre de fermes, la modernisation des équipements, comme la généralisation de l'usage des tracteurs, réduisent fortement l'emploi. En 1996, les quelque 5 000 fermes de la Montérégie centrale ne fournissent guère plus de 2 % de l'emploi total de la région.

Une autre façon de mesurer l'activité agricole sur le territoire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud consiste à suivre l'évolution de la maîtrise des agriculteurs sur le patrimoine foncier régional. Dès 1850, la quasi-totalité du territoire est possédée ou louée par des exploitants agricoles. Des îles du fleuve aux flancs des collines montréalaises, la terre est déjà utilisée selon son potentiel et les superficies moins fertiles servent de réserves forestières et de maigres pâturages. Ce contrôle des agriculteurs sur la propriété foncière se poursuit dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle ; encore en 1940, le domaine agricole totalise 5 250 km<sup>2</sup>, soit 92 % du territoire. Le premier débordement banlieusard, à Saint-Lambert et à Longueuil, et l'élargissement des quartiers ouvriers de Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Sorel, demeurent économes d'espace. La véritable banlieue devra attendre la démocratisation de l'automobile dans l'après-guerre.

**Tableau 12.2**  
*Le territoire agricole du district de Chambly, 1931-1986*

|      | Nombre de fermes | Superficie occupée<br>par les fermes (ha) | % de la superficie<br>totale |
|------|------------------|-------------------------------------------|------------------------------|
| 1931 | 659              | 34 183                                    | 96                           |
| 1941 | 707              | 30 474                                    | 85                           |
| 1951 | 567              | 25 127                                    | 70                           |
| 1961 | 322              | 17 692                                    | 50                           |
| 1971 | 163              | 10 269                                    | 29                           |
| 1986 | 136              | 9 555                                     | 27                           |

Source : Recensements du Canada.

À compter du deuxième conflit mondial, une partie du territoire de la rive sud du Saint-Laurent s'intègre progressivement à l'économie générale de la métropole. Dans les années 1950 et 1960, la construction de nouveaux ponts accélère le processus de création de la grande banlieue montréalaise au détriment de l'activité agricole. Le tableau 12.2 illustre bien ce recul du monde rural dans le district de Chambly, un phénomène aggravé par la spéculation foncière, les promoteurs immobiliers précédant de plusieurs années, voire des décennies, l'extension attendue des lotissements. Une loi de protection du territoire agricole, adoptée par l'Assemblée nationale en 1979, vient mettre un frein aux actions qui gèlent une partie du meilleur terroir du Québec. En 1996, les agriculteurs contrôlent encore 70 % du territoire régional, mais avec cependant une large différenciation sous-régionale : la MRC de Champlain ne compte plus que 16 km<sup>2</sup> de surfaces agricoles, contre 1 110 km<sup>2</sup> dans la MRC des Maskoutains.

### La mise en valeur du terroir

On peut tenter de résumer de façon grossière les 150 dernières années d'agriculture en Montérégie centrale en suivant l'évolution de trois variables essentielles : le nombre de fermes de toutes dimensions, la superficie occupée par ces exploitations et celle mise en culture<sup>2</sup>. La croissance du nombre d'occupants de terre, au XIX<sup>e</sup> siècle, puis sa chute, au XX<sup>e</sup>, ne sont dues, pour l'essentiel, qu'à la multiplication des petites exploitations en milieu urbain et villageois et à leur exclusion statistique après 1911. Dans cette région d'ancienne colonisation, la superficie occupée évolue peu de 1850 à 1950 ; celle en culture, par contre, progresse de 50 % avant 1920. Le déboisement de la plaine, déjà bien avancé au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, se poursuit donc, comme le remarque le géographe Raoul Blanchard en 1938 : « Il y a une centaine d'années que la plaine est dans l'état de défrichement où nous la voyons aujourd'hui. Les paysans n'avaient aucun intérêt à conserver des forêts lorsque sur les terres fertiles ils pouvaient se livrer en grand à deux spéculations plus lucratives, la culture des grains, la récolte de foin<sup>3</sup> ».

Le trait marquant de ce survol du dernier siècle et demi demeure le retour de la région comme centre de l'économie agraire québécoise. En effet, la chute relative des fermes et des superficies due à l'élargissement de l'œcoumène, des années 1820 à 1940, sur les marges du plateau des Appalaches, des Cantons-de-l'Est à la Gaspésie, et sur le massif laurentien, de l'Abitibi au Lac-Saint-Jean, prend fin avec le deuxième conflit mondial. Dans l'après-guerre, les zones périphériques abandonnent progressivement aux régions dotées d'un meilleur potentiel la majeure partie de la production agricole. En 1996, le

Richelieu–Yamaska–Rive-Sud concentre plus de 18 % de la superficie cultivée et 21 % de la valeur de la production agricole du Québec. Nous allons maintenant revoir les grandes étapes de cette aventure séculaire.

Une des belles exploitations agricoles de la région, la ferme Jacobs à Rougemont.  
(Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 1400)



Tableau 12.3

*Évolution de l'agriculture dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, 1861-1996*

|      | Occupants<br>de terre | % du Québec | Superficies<br>occupées (ha) | % du Québec | Superficies<br>en culture (ha) | % du Québec |
|------|-----------------------|-------------|------------------------------|-------------|--------------------------------|-------------|
| 1861 | 17 809                | 16,9        | 515 367                      | 14,5        | 234 128                        | 23,4        |
| 1871 | 17 022                | 14,4        | 519 342                      | 11,6        | 288 499                        | 19,2        |
| 1881 | 18 541                | 13,5        | 538 270                      | 10,5        | 302 859                        | 18,0        |
| 1891 | 22 838                | 13,1        | 545 427                      | 10,0        | 335 529                        | 17,7        |
| 1911 | 18 002                | 11,3        | 547 071                      | 8,7         | 351 012                        | 15,8        |
| 1921 | 13 329                | 9,7         | 575 189                      | 8,2         | 352 283                        | 14,6        |
| 1931 | 13 348                | 9,8         | 546 390                      | 7,8         | 341 165                        | 13,7        |
| 1941 | 13 462                | 8,7         | 525 147                      | 7,2         | 317 513                        | 12,9        |
| 1951 | 12 156                | 9,1         | 506 359                      | 7,5         | 313 894                        | 13,4        |
| 1961 | 10 180                | 10,6        | 468 131                      | 8,2         | 290 574                        | 13,8        |
| 1971 | 7 595                 | 12,4        | 409 103                      | 9,4         | 277 986                        | 15,8        |
| 1996 | 4 923                 | 13,7        | 397 851                      | 11,5        | 317 877                        | 18,3        |

Notes : 1) La confection de ce tableau n'a été possible que pour les recensements dont les données ont été publiées par sous-districts de recensement, ce qui permet d'inclure uniquement les statistiques des municipalités agricoles de la région dans Bagot, Châteauguay, Huntingdon, Missisquoi, Shefford et Yamaska, en plus des neuf autres districts entiers du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud. En 1861, les données relatives à Saint-Valérien-de-Milton, encore agglomérées à celles de Sainte-Cécile, sont donc exclues. 2) De 1871 à 1971 les données en acres (0,404 686 ha) et, en 1861 et 1891, les données en arpents (0,341 889 ha) ont été converties en hectares.

Source : Recensements du Bas-Canada (1861) et du Canada, 1871-1996.

## *La réorientation des productions, 1850-1914*

Les années 1850 à 1914 sont à l'enseigne d'un profond changement dans la finalité même des exploitations agricoles de la Montérégie centrale. Les agriculteurs réduisent les cultures destinées à la ferme familiale et au proche marché et augmentent celles qu'ils savent pouvoir vendre à de lointains consommateurs. La révolution dans le monde des transports est au cœur de cette réorientation. La canalisation du Saint-Laurent et du Richelieu, la construction de nombreuses voies ferrées permettent désormais d'acheminer vers les États-Unis ou l'Angleterre des produits de conservation difficile, pondéreux ou occupant un fort volume, comme le beurre et le fromage, les animaux vivants, le foin. L'agriculture québécoise se tourne vers l'élevage et la production laitière est transformée dans un dense réseau de beurrieres et de fromageries. Le marché américain influence d'une autre façon l'offre des agriculteurs de la région : la vente de foin devient, à la fin de cette période, la principale source de revenu des fermes.

### **L'industrie laitière**

En 1850, l'agriculture vivrière traditionnelle, dont les premiers objectifs sont la subsistance de la famille et l'établissement des fils sur la terre, demeure la règle générale. Elle repose toujours sur une culture diversifiée, chaque ferme cherchant à produire en quantité restreinte tout ce qui est nécessaire à la consommation domestique : blé, avoine, orge, pois, pomme de terre, légumes du potager, foin. De la même façon, le troupeau reste limité aux besoins de la famille pour la viande, les œufs, les produits laitiers. Enfin la parcelle boisée fournit le bois nécessaire au chauffage, à la construction des bâtiments, à la clôture des champs. Cette relative autarcie des exploitations résulte moins d'une volonté des agriculteurs que de la faiblesse des marchés. Si l'on exclut les plus gros producteurs, la mise en marché se réduit, chez la plupart, au surplus des bonnes récoltes, aux animaux en surnombre, au beurre de fabrication domestique.

Pour les agriculteurs du Québec, surtout ceux de la plaine de Montréal et des Cantons-de-l'Est, la signature du Traité de réciprocité avec les États-Unis, en 1854, marque un tournant. La suppression des tarifs douaniers sur des matières premières, dont les céréales, leur donne accès au vaste marché des villes en forte croissance de la côte est américaine. La construction du réseau ferroviaire et l'extension de celui des canaux réunissent dans un même espace économique le grand triangle qui s'étend des Grands Lacs à l'estuaire du Saint-

Beurrerie de Napierville.  
Les beurrieres de la Rive-Sud trouvent un marché stable à Montréal, tandis que les fromageries écoulent la majeure partie de leur production vers la Grande-Bretagne.  
(Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 4122)



### **UN NOUVEAU MARCHÉ**

Laurent et à Philadelphie. La guerre de Sécession ne met pas un terme à ce fructueux commerce ; la cavalerie fédérale s'avère un client insatiable pour les chevaux, l'avoine et le foin de la Montérégie centrale.

La fin de la guerre de Sécession et l'abrogation du Traité de réciprocité, en 1866, constituent un dur coup pour l'agriculture régionale. De la fin de la guerre à la crise de 1873, le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud exporte outre-frontière autant ses producteurs que ses produits agricoles : le nombre de fermes de plus de 4 hectares chute de 1 250 entre 1861 et 1871. Le resserrement des marchés rend encore plus évidents les problèmes qui entravent l'économie agraire depuis des décennies. Les mauvaises rotations et l'absence d'engrais affectent le rendement des champs, le manque de sélection et de soins, celui du bétail. Malgré la faible productivité du sol, le marché intérieur et le cheptel des fermes s'avèrent insuffisants pour absorber le volume des récoltes de céréales et de fourrages. Mais déjà, à la fin des années 1860, des agriculteurs progressistes des Cantons-de-l'Est, du Piémont-des-Appalaches et du Haut-Saint-Laurent, en majorité anglophones, ont amorcé le passage de la culture céréalière à l'élevage et à la production laitière.

Le succès apparent des éleveurs des comtés voisins de Châteauguay, Huntingdon, Missisquoi et Shefford sert d'exemple et petit à petit, dans les années 1870, des industriels locaux s'engagent dans la production manufacturière de fromage cheddar pour le marché britannique<sup>4</sup>. Dans les années 1880 et 1890, un réseau de beurrieres double celui des fromageries, si bien que la valeur des produits est multipliée par sept entre 1880 et 1910 (tableau 12.4).

La fromagerie de Saint-Jean-Baptiste en 1915. Vers 1900, la plupart des villages possèdent une fabrique de produits laitiers. (Société d'histoire de Beauce-Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)



La production de beurre domestique n'est pas abandonnée pour autant. En 1890, les Montérégiens en produisent encore 1 390 000 kilos, un volume qui aura tendance à diminuer au cours des années suivantes : le beurre de fabrique, de meilleure qualité, commande un prix plus élevé sur les marchés intérieurs et extérieurs.

**Tableau 12.4**  
*L'industrie laitière du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud*

|                               | 1880       | 1910         |
|-------------------------------|------------|--------------|
| Beurreries et fromageries     | 64         | 210          |
| Employés à gages              | 141        | 402          |
| Gages versés                  | 20 335 \$  | 120 442 \$   |
| Valeur des matières premières | 239 978 \$ | 2 043 792 \$ |
| Valeur des produits           | 338 793 \$ | 2 356 901 \$ |

Note : Total des statistiques des districts de recensement de Bagot, Chambly, Iberville, Laprairie, Napierville, Richelieu, Rouville, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Verchères.

Source : Recensements du Canada, 1881 et 1911.

Les agriculteurs de la vallée de la Yamaska s'engagent à fond dans la transformation des produits du lait. En 1870, on ne recense encore aucune fabrique dans les comtés de Bagot, Rouville et Saint-Hyacinthe ; dix années plus tard, on en compte 41, puis 106 au tournant du siècle. Chaque producteur n'est alors à guère plus de un ou deux kilomètres d'un point de livraison de son lait ou de sa crème. Saint-Hyacinthe est au cœur de cette région laitière. C'est là qu'est fondée, en 1882, la Société d'industrie laitière de la province de Québec, dont le premier président, Boucher de la Bruère, et le premier secrétaire, De la Broquerie Taché, sont des Maskoutains bien connus. La Société met des professeurs au service des fabricants et tente d'initier les agriculteurs aux vertus de l'assolement, de l'ensilage, suggère des améliorations culturales et animales et dénonce les défauts communs de fabrication du fromage. La fondation, en 1892, de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe, où seront désormais formés les fabricants de beurre et de fromage de tout le Québec, conforte la région maskoutaine dans un rôle de leader de l'industrie laitière québécoise.

La fondation de l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe en 1892 permet la formation de fabricants de beurre et de fromage qualifiés et renforce le développement de l'industrie laitière dans la région.

(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

**UN LEADER DANS  
L'INDUSTRIE LAITIÈRE :  
SAINT-HYACINTHE**



## Faire du foin

Des années 1850 à la Première Guerre mondiale, rien n'illustre mieux la transformation de l'agriculture régionale que la réorientation des productions végétales. Les cultures destinées à l'alimentation humaine cèdent la place à celles consacrées à l'entretien des animaux de la ferme. L'ouverture des immenses terres à blé de l'Ouest américain, puis canadien, impose une concurrence insoutenable à l'ancien grenier à blé du Bas-Canada. En 1880, la récolte de blé ne représente plus que le dixième du tonnage de l'avoine (tableau 12.5)<sup>5</sup>. La culture des pois, une plante légumineuse à la base de l'alimentation des Canadiens français au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, subit un recul encore plus net ; dans ce cas, on peut parler d'une disparition graduelle, car le volume de la production n'atteint plus, en 1910, que 4 % de celui de 1860. La pomme de terre résiste mieux, puisqu'une forte proportion de la récolte est consommée sur la ferme et dans les villes et villages de la région. Le marché montréalais, par contre, n'est pas garanti. Au tournant du siècle, le transport subventionné par chemin de fer des tubercules en provenance du Bas-Saint-Laurent et des Maritimes érode la position des producteurs montréalais.

Moissonneuse à chevaux en action. La mécanisation des fermes progresse au cours du XX<sup>e</sup> siècle. (Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)



De 1860 à 1920, la demande de foin est à la hausse en provenance des villes, des chantiers et des États-Unis. Cette culture est peu exigeante et assure un apport d'argent intéressant. Toute la famille est sollicitée pour le temps des foin. (Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire)





Parmi les cultures en croissance, l'avoine continue sa domination, une position conquise dans les années 1830 et 1840 dans les vallées du Richelieu et de la Yamaska. Moins exigeante pour le sol que le blé ou l'orge, cette céréale constitue la base de l'alimentation des chevaux, autant ceux de la ferme que ceux des grandes villes nord-américaines. Le cheval demeure le roi des rues et des routes et l'introduction du tramway électrique, à la fin du siècle, entame à peine son monopole. L'orge, l'autre céréale la plus cultivée, regagne en popularité au début du XX<sup>e</sup> siècle. Tout au long de la période, la Montérégie centrale récolte le quart de l'orge de la province.

Tableau 12.5

*Volume de la production des grandes cultures, 1860-1910 (en tonnes métriques)*

|                | 1860   | 1870    | 1880    | 1890    | 1910    |
|----------------|--------|---------|---------|---------|---------|
| Blé            | 21 355 | 9 036   | 6 196   | 4 835   | 2 605   |
| (% du Québec)  | (26,7) | (16,1)  | (11,3)  | (10,2)  | (10,3)  |
| Orge           | 17 447 | 9 391   | 8 870   | 7 435   | 14 437  |
| (% du Québec)  | (31,7) | (25,9)  | (23,3)  | (20,5)  | (28,3)  |
| Avoine         | 64 207 | 45 393  | 61 366  | 47 073  | 86 077  |
| (% du Québec)  | (21,4) | (19,5)  | (19,9)  | (16,3)  | (16,5)  |
| Pois           | 33 084 | 22 061  | 31 401  | 12 297  | 1 261   |
| (% du Québec)  | (41,5) | (36,8)  | (27,7)  | (22,6)  | (11,2)  |
| Pomme de terre | 50 438 | 45 212  | 33 314  | 38 898  | 30 025  |
| (% du Québec)  | (13,1) | (9,2)   | (8,2)   | (8,6)   | (7,1)   |
| Foin           | 78 584 | 203 366 | 241 136 | 368 467 | 618 043 |
| (% du Québec)  | (12,6) | (18,3)  | (16,5)  | (18,1)  | (17,8)  |

Notes : 1) Ces données relatives au volume de la production agricole s'appliquent aux années qui précèdent le recensement décennal : 1860 pour 1861, etc. 2) Pour en savoir plus sur la méthode de conversion en tonnes métriques des minots, boisseaux ou tonnes courtes utilisés par des recenseurs, on devra consulter la note 5 en fin de chapitre. 3) La première note au bas du tableau 12.3 s'applique également.

Source : Recensements du Bas-Canada (1861) et du Canada, 1871-1911.

C'est cependant la culture du foin qui accapare désormais une part croissante de la superficie améliorée des fermes. De 1870 à 1890, la surface en foin double et s'accroît encore au tournant du siècle. De 1860 à 1910, le volume de la récolte est multiplié par huit. Cette évolution semble aller dans le sens de la transformation de l'agriculture régionale vers l'élevage et la production laitière ; il n'en est rien, car ce foin est destiné à la vente. Les bénéfices sont considérables : le prix atteint jusqu'à 30 dollars la tonne et le cultivateur n'a pas à effectuer de pénibles travaux de préparation sur ces terres argileuses qui peuvent fournir de belles récoltes, sans engrais, pendant 15 ou 20 ans et n'a pas à se préoccuper de l'entretien du bétail. Les agriculteurs de la région

*UN PRODUIT DESTINÉ  
À LA VENTE*



vont de loin préférer cette culture peu exigeante à la mince marge de profit dégagée par le lait de fabrique et la vente d'animaux. Les modestes rendements de trois tonnes métriques à l'hectare, en moyenne, selon les recensements agraires<sup>6</sup> demeurent suffisants pour assurer un bon apport d'argent à la veille de l'hiver. La demande est considérable en provenance des villes, des chantiers, de l'Ouest canadien et surtout des États-Unis : la ville de Saint-Jean est un centre de ce dernier trafic.

Pour d'aucuns, cette véritable « fièvre du foin » aura des conséquences très négatives sur l'économie régionale. On y voit une des principales causes de l'exode rural, les cultivateurs aisés achetant les exploitations de leurs voisins pour agrandir leurs prés. De plus, comme la récolte du foin est mécanisée, les journaliers agricoles, souvent établis sur de petits lots, ne trouvent guère d'emploi sur les grandes fermes. On peut contester ce rôle de la commercialisation du foin dans la consolidation des propriétés, mais le mouvement est réel : de 1860 à 1920, le nombre de petites ou de moyennes fermes, celles de 4 à 40 hectares, passe de près de 12 000 à 6 000. Ces familles vendeuses deviennent, pour la plupart, candidates au départ vers les États-Unis ou Montréal. La vente du foin comme principale source de revenu agricole se fait au détriment de l'élevage. Le cheptel diminue de façon notable, celui des vaches laitières progresse à peine. De 1860 à 1890, le nombre de vaches laitières s'accroît de 7 % ; c'est peu si l'on compare avec la région voisine, le Piémont-des-Appalaches, dont le troupeau laitier gonfle de 140 % au cours de la même période. Contrairement à leurs confrères du Piémont, les agriculteurs de la Montérégie centrale n'ont pas encore, à la veille du premier conflit mondial, franchement opté pour l'industrie laitière et ses revenus faibles, mais assurés.

### *Les hasards de la conjoncture, 1914-1945*

Ces trois décennies représentent une période troublée, marquée de booms et de crises, d'inflation et de déflation, de modernisation et de repli. Une première régression visible de l'activité agricole se manifeste dans la région de Saint-Lambert et de Longueuil avec l'établissement des premières têtes de pont banlieusardes. Dans les années 1920, la classe moyenne montréalaise découvre, 50 ans après les gens aisés, les charmes de la villégiature sur les rives du fleuve, de Châteauguay à Verchères, le long du Richelieu ou à l'ombre des collines montréalaises. Durant la Grande Dépression, l'agriculture redevient un métier attirant près de la ville qui sert de repoussoir. Au cours de cette épisode de repli forcé par la fermeture de la frontière américaine et la chute de

la production urbaine, les agriculteurs de la région se rapprochent de leur marché naturel. Au début de la Deuxième Guerre mondiale, les producteurs du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud ont enfin trouvé leur vocation dans l'élevage et la culture mixte.

### Temps de boom, temps de crise

L'engagement du Canada dans la Première Guerre mondiale a des effets immédiats sur l'économie québécoise. L'effort de guerre au pays, l'approvisionnement du corps expéditionnaire en Europe et l'aide alimentaire aux nations alliées provoquent une inflation marquée des prix agricoles. En Montérégie, cette nouvelle demande s'ajoute au marché traditionnel du Nord-Est américain ; pour un temps, la surproduction n'est plus synonyme de baisse des prix. De 1913 à 1917, la valeur sur les marchés des céréales, de la viande de porc et du fromage double, celle des pommes de terre quadruple. Même la culture du blé, quasi à l'abandon depuis une génération, fait un retour marqué. Le service actif et les usines de guerre ont tôt fait de tarir le bassin de journaliers agricoles ; la main-d'œuvre familiale des fermes se voit sollicitée comme jamais auparavant. Pour un temps, l'agriculture familiale devient une activité hautement rentable.

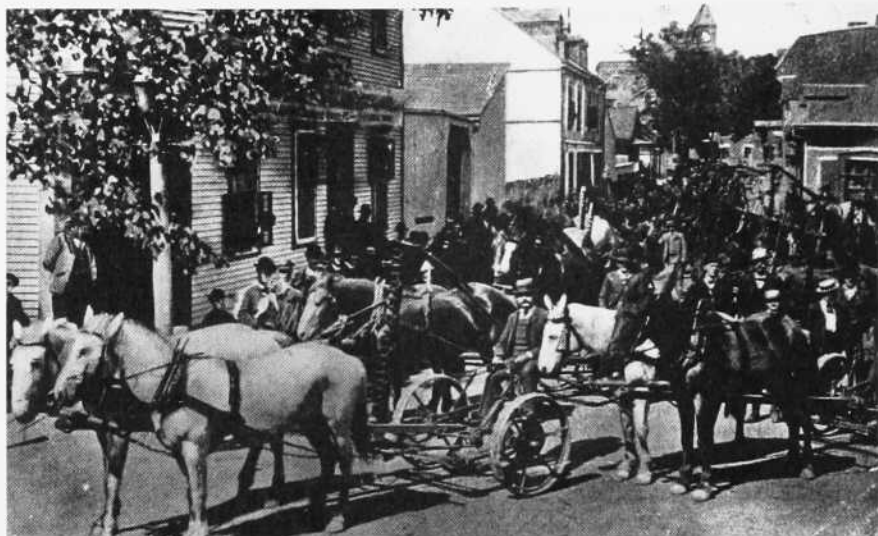
À compter de 1921, la surproduction généralisée de produits agricoles exerce une pression durable à la baisse sur les prix : bientôt ceux-ci retrouvent leur niveau d'avant-guerre. Pour le foin, la principale culture commerciale en Montérégie centrale, on peut parler d'un effondrement : 32 \$ la tonne métrique en 1920 et 1921, 12 \$ dès 1923, plus que 7 \$ en 1931. Même les agriculteurs les plus progressistes, qui avaient emprunté pour étendre leurs



Les expositions agricoles fournissent des informations sur les nouvelles techniques d'amélioration du cheptel. Parade d'animaux lors de l'exposition agricole de Saint-Hyacinthe.

(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

Exposition de machines  
agricoles, dans le vieux La  
Prairie en 1910  
(Société historique de Laprairie  
de la Magdeleine)



Société d'agriculture du comté  
de Chambly en 1939.

Les agriculteurs s'organisent afin  
d'exprimer avec plus d'efficacité  
leurs revendications.

(Société d'histoire de la Seigneurie  
de Chambly)

cultures ou pour améliorer le cheptel, les bâtiments ou l'outillage, se retrouvent dans un cul-de-sac. Le poids des dettes va encore longtemps obérer l'agriculture régionale. Le district de Bagot détient, en 1940, le douteux championnat de l'endettement hypothécaire au Québec, avec un taux qui atteint 54 % de la valeur des fermes<sup>7</sup>.

**Tableau 12.6**  
*Commodités sur les fermes en 1931*

|                                     | Fermes en disposant | % du total des fermes |                    |
|-------------------------------------|---------------------|-----------------------|--------------------|
|                                     |                     | Région                | Province de Québec |
| <b>Motorisation</b>                 |                     |                       |                    |
| Automobiles                         | 2 988               | 24                    | 19                 |
| Camions                             | 794                 | 6                     | 2                  |
| Moteurs à gazoline                  | 2 699               | 22                    | 25                 |
| Tracteurs                           | 424                 | 3                     | 4                  |
| <b>Éléments de confort</b>          |                     |                       |                    |
| Eau courante                        |                     |                       |                    |
| dans la cuisine                     | 3 949               | 32                    | 32                 |
| dans la chambre de bain             | 1 034               | 8                     | 8                  |
| Téléphone                           | 3 247               | 26                    | 19                 |
| Radio                               | 1 692               | 14                    | 6                  |
| Éclairage à l'électricité ou au gaz | 1 984               | 16                    | 14                 |

Note : Total des districts de recensement de Bagot, Chambly, Iberville, Laprairie, Napierville, Richelieu, Rouville, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Verchères (12 464 fermes).

Source : *Recensement du Canada 1931*, vol. VIII, tableau 34.

En fait, le malaise du monde rural est général dans les années 1920. Aux difficultés propres à la production agricole s'ajoute l'attrait de la vie urbaine. La croissance industrielle des années 1924 à 1930, le confort relatif des nouveaux logements ouvriers et la hausse des salaires attirent les jeunes ruraux. Un fossé se creuse entre les conditions de vie de la ville et celles de la campagne. La faible diffusion des éléments de confort, depuis la métropole canadienne vers la toute proche campagne, étonne. La proximité de Montréal ne semble pas accélérer l'usage de commodités largement accessibles dans presque toutes les petites villes et les villages du Québec, comme l'eau courante et l'éclairage électrique (tableau 12.6). Pour le Québécois moyen, le travail de la terre est une activité qui appartient désormais au passé.

Cette baisse de la part de la production agricole dans l'économie régionale et l'appauvrissement des agriculteurs constituent des problèmes à l'échelle nationale. Les ministères fédéral et provincial de l'Agriculture mettent en œuvre une série de mesures pour venir en aide aux agriculteurs dans les années 1920 ; ces interventions vont encore s'accroître durant la Grande Dépression. Les agriculteurs, qui sentent le besoin de se donner une voix unique pour exprimer leurs revendications, fondent en 1924 l'Union catholique des cultivateurs (UCC) dont le poids politique se fera vraiment sentir dans les

*LES DÉBUTS DE L'UCC*

années 1930. L'organisation de la mise en marché des produits agricoles, le soutien au financement local par l'appui aux caisses populaires procèdent du même besoin de mieux articuler les besoins urbains et la capacité de produire des ruraux. Au début du deuxième conflit mondial, le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud s'est résolument engagé dans une vocation d'élevage et de culture mixte, à la fin de deux décennies de pénibles réajustements.

### Une production commerciale

Au terme de cette période troublée de l'entre-deux-guerres, l'agriculture régionale a subi des transformations durables. Les producteurs n'entretennent plus d'illusion sur la reprise de la demande pour le foin ; ils n'en récoltent plus désormais que pour nourrir leurs animaux. L'effort pour éduquer les agriculteurs aux pratiques d'assolement et à un meilleur entretien du cheptel, effort mené depuis des décennies par les agronomes du ministère et les cercles agricoles, appuyés par l'exemple des agriculteurs qui réussissent, porte enfin ses fruits. Pour Raoul Blanchard, qui parcourt la plaine à l'automne 1938, les progrès récents sont incontestables. D'une part, on s'est enfin attaqué au principal problème du plat pays, le faible égouttement des sols : les grands travaux de drainage entrepris dans Verchères et Chambly depuis 1930 se poursuivent ; dans Saint-Hyacinthe, l'aménagement de la rivière des Hurons permet l'assèchement printanier des sols riverains<sup>8</sup> ; un peu partout, les agriculteurs creusent fossés et rigoles, posent des drains souterrains. D'autre part, l'utilisation des engrais se généralise, avec des sommets atteints dans les comtés de Napierville et de Rouville pour les exigeantes cultures de la pomme de terre, des légumes, des pommes et du tabac.

#### CONQUÉRIR LE MARCHÉ MONTRÉALAIS

Le principal objectif des producteurs de la Montérégie centrale demeure la conquête du proche marché montréalais, avec son million de consommateurs et son importante industrie agro-alimentaire : abattoirs et salaisons, conserveries et meuneries, brasseries et distilleries. En même temps qu'un grand nombre de producteurs se spécialisent, la gamme de produits offerts s'élargit. En 1940, la Montérégie centrale est devenue un terroir de culture mixte, un pays d'élevage et de production laitière, où les céréales et les fourrages sont destinés à l'alimentation de 180 000 bovins, 43 000 chevaux et 125 000 porcs. En fait, plus de 80 % des exploitations sont engagées dans l'agriculture de marché et les fermes vivrières ou à temps partiel se raréfient (tableau 12.7). Une ferme sur cinq tire plus de la moitié de ses revenus de la vente de lait et de crème aux beurreries, fromageries et laiteries, ou directement aux consommateurs. Parmi les quelque 5 000 fermes de culture mixte, les produits laitiers constituent sans doute une composante essentielle à la survie des exploitations.

La culture des primeurs s'adresse principalement au marché montréalais, mais elle se renforce par la mise sur pied de conserveries comme la « cannerie » Lord et Pierre de Napierville qui intègre une entreprise de camionnage.  
(Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 1114)



Champs de maïs-grain près de Saint-Damase. La culture du maïs occupe une part très importante des sols cultivés.  
(Commission scolaire Marie-Victorin, *La Montérégie/Atlas régional*)



Récolte mécanisée de la pomme de terre dans le comté de Napierville. L'existence de riches terres noires et la proximité du marché montréalais y favorisent le développement de la culture maraîchère.  
(Commission scolaire Marie-Victorin, *Ensemble chez nous en Montérégie*)



La récolte de laitue dans les  
riches terres noires de  
Napierville.

(Commission scolaire Marie-  
Victorin, *Ensemble chez nous en  
Monterégie*)



Tableau 12.7  
*Les types de fermes du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud en 1940*

|                                               | Nombre de fermes | % des fermes de ce type |                    |
|-----------------------------------------------|------------------|-------------------------|--------------------|
|                                               |                  | Région                  | Province de Québec |
| Grains et foin                                | 681              | 5,6                     | 2,5                |
| Pommes de terre, racines<br>et grande culture | 327              | 2,7                     | 1,0                |
| Légumes, fruits et produits<br>de pépinière   | 529              | 4,4                     | 1,4                |
| Produits laitiers                             | 2 449            | 20,3                    | 10,8               |
| Volailles                                     | 106              | 0,9                     | 0,6                |
| Bestiaux                                      | 622              | 5,2                     | 3,1                |
| Produits forestiers et apicoles               | 96               | 0,8                     | 5,6                |
| Vivrières et combinées                        | 2 070            | 17,1                    | 42,4               |
| Culture mixte                                 | 4 915            | 40,7                    | 23,8               |
| À temps partiel                               | 281              | 2,3                     | 8,8                |

Note : Les sept premiers types de fermes sont celles dont plus de 50 % du revenu agricole brut provient de cette source. Les fermes vivrières sont celles où plus de 50 % de la production est consommée sur la ferme. Dans les fermes de culture mixte, 50 % du revenu provient de deux productions agricoles ou plus. Sur les fermes à temps partiel, plus de 50 % du revenu est assuré par le travail hors de la ferme.

Source : *Recensement du Canada 1941*, vol. VIII, partie I, tableau 46.



Mais cet engagement dans la filière laitière constitue davantage une position de repli qu'une réponse à la demande du marché. Les prix offerts pour le lait, le beurre et le fromage ne sont guère plus élevés en 1940 qu'au début du siècle, malgré la hausse générale du coût de la vie. Les éleveurs réussissent cependant à dégager une mince marge de profit avec des vaches plus productives dont ils allongent la période de lactation. La vente de veaux, d'animaux de réforme et de porcs nourris au petit-lait fournit un apport supplémentaire. Même si une portion croissante de lait est livrée nature aux consommateurs des petites villes de la région et aux laiteries montréalaises, la majeure partie de la production est encore acheminée vers la beurrerie ou la fromagerie locale. Le mouvement de consolidation des fabriques engagé depuis la Première Guerre mondiale s'est poursuivi, et les 97 établissements de 1940 produisent plus que les 210 de 1910 : la valeur des 3 700 tonnes de beurre et des 1 900 tonnes de fromage atteint 2,8 millions de dollars. C'est dans les comtés de Saint-Jean, Iberville et Richelieu que cette spécialisation laitière est la plus avancée : un tiers des fermes y tirent plus de la moitié de leurs revenus.

C'est sans doute le développement de la production horticole qui illustre le mieux le souci accru des producteurs agricoles de la région de répondre à la demande du principal marché, celui de l'agglomération montréalaise. Au sud des rapides de Lachine et du lac Saint-Louis, de Châteauguay à La Prairie, les producteurs de légumes et de petits fruits fournissent les primeurs, plus payantes que la vente aux conserveries. Dans le comté voisin, Napierville,

#### LA PRODUCTION HORTICOLE



Au royaume de la pomme.  
Vue aérienne d'Abbotsford.  
(ANQ-M, P97, S19, P6068,  
Fonds Armour Landry)



les revenus tirés de la pomme de terre surpassent ceux des légumes. On consacre aux tubercules un millier d'hectares à Saint-Michel, presque autant à Saint-Rémi, la moitié moins à Saint-Édouard et à Saint-Patrice-de-Sherrigton. Ces quatre prospères localités en produisent pour 300 000 \$ en 1940. Ayant déjà conquis depuis 20 ans le marché des primeurs à Montréal, les producteurs de Napierville arrachent progressivement à ceux du Bas-Saint-Laurent et des Maritimes celui des pommes de terre ordinaires.

Même si les pommiers font partie du paysage de presque tout le Québec habité, il n'est guère qu'en Montérégie où l'on en tire un sérieux bénéfice. Les flancs des collines montréalaises étalent les plus importants vergers. Le district de Rouville accapare à lui seul le tiers du million de dollars provenant de la pomoculture au Québec en 1940. Les trois paroisses agricoles de Saint-Michel-de-Rougemont, Saint-Hilaire-de-Rouville et Saint-Paul-d'Abbotsford alignent sur 2 000 hectares les centaines de milliers d'arbres fruitiers qui produisent 7 000 tonnes métriques d'un fruit de qualité reconnue. Encore là, comme pour le lait et les viandes, la pomme de terre et les légumes, Montréal constitue le marché essentiel, celui que les agriculteurs de la Montérégie ont su conquérir dans l'entre-deux-guerres<sup>9</sup>.

### *L'intégration au marché, de 1945 à aujourd'hui*

L'agriculture, au terme d'une crise où elle a constitué le refuge privilégié et d'une guerre qui en a fait une branche essentielle de l'économie, va progressivement perdre son rôle central dans l'économie de la région. Elle n'est bientôt plus qu'une activité économique comme les autres, que l'on juge à l'aune de l'efficacité et du rendement sur le capital. Les nouveaux défis de la concurrence mondiale se conjuguent aux risques anciens et la chute des prix accompagne souvent la sécheresse, la grêle ou le verglas. Les gains de productivité amenés par la mécanisation, le rendement des nouvelles variétés culturales et les progrès de la génétique animale ne semblent plus limités que par la capacité d'absorption des marchés. La Montérégie centrale est au cœur de tous ces bouleversements : c'est là que l'agriculture y est la plus rentable et c'est là que la production agricole rencontre le plus de résistance de la part de ceux que ses pratiques dérangent.



L'engouement des citadins pour l'autocueillette des petits fruits aide les maraîchers à diminuer les problèmes de recrutement de main-d'œuvre. La cueillette des fraises au début de l'été est très populaire.

(Commission scolaire Marie-Victorin. *Ensemble chez nous en Montérégie*)

### La ferme, une petite entreprise spécialisée

Dans l'après-guerre, c'est tout l'environnement dans lequel évolue l'agriculture qui se transforme. La chute relative de cette branche de la production dans l'économie générale du Québec s'accompagne du retour en force des régions dotées d'un meilleur potentiel agricole, dont la Montérégie centrale représente le fleuron. Dans le plat pays, la baisse du nombre de fermes résulte moins de l'abandon du terroir que de la nécessaire consolidation des exploitations, dont le format et la productivité n'ont plus aucune commune mesure avec celles d'avant-guerre. De 1941 à 1996, le capital agricole régional est multiplié par 30 ; la valeur moyenne des fermes passe de 7 400 \$ à 618 000 \$. Certes, l'inflation généralisée du dernier demi-siècle demeure responsable d'une bonne fraction de cette croissance exponentielle. Mais le changement du caractère même des exploitations explique aussi une large part de cette explosion : on est passé de la ferme familiale vouée à la polyculture à une petite entreprise spécialisée. En 1996, la moitié des exploitations déclarent des revenus agricoles supérieurs à 100 000 \$ et 46 % des fermes ne sont plus à propriétaire unique<sup>10</sup>.

Au terme d'une cinquantaine d'années d'adaptation aux exigences de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler l'industrie agroalimentaire, les agriculteurs ont dû compléter l'effort de spécialisation amorcé au XIX<sup>e</sup> siècle. Un

Cabane à sucre à Saint-Hilaire. L'acériculture constitue une activité économique saisonnière d'appoint non négligeable pour les agriculteurs. (Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)

rapide survol de l'activité agricole actuelle révèle que 31 % des exploitants se consacrent à la récolte des céréales, des fourrages, des graines oléagineuses ou à d'autres grandes cultures, 21 % s'adonnent à la production laitière, et qu'une proportion comparable élèvent bœufs de boucherie, porcs et volailles ; les autres (27 %) exploitent une spécialité, comme la culture maraîchère ou fruitière, ou combinent plusieurs productions.



Les élèves du Séminaire de Saint-Hyacinthe en excursion à la cabane à sucre en 1911. Le temps des sucres offre des activités récréatives fort courues. (Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)



DES CULTURES  
TRADITIONNELLES  
ABANDONNÉES

Depuis les années 1940, l'intégration aux marchés, la modernisation de l'appareil de production et la spécialisation des exploitations ont conduit à une meilleure utilisation des sols désormais bien drainés et enrichis aux engrais chimiques ou au lisier des animaux de ferme. Cette volonté de tirer le meilleur parti de l'exceptionnel terroir de la Montérégie centrale pousse à l'abandon graduel des pâturages et des cultures traditionnelles comme le foin, l'avoine ou les grains mélangés (tableau 12.8). On s'adonne, à l'inverse, de plus en plus aux exigeantes cultures du blé, du maïs et de la fève soja, trois productions dont la région monopolise près de la moitié des superficies au Québec. L'essentiel du tonnage récolté constitue la base des riches mélanges consacrés à l'entretien des vaches laitières et des poules pondeuses et à l'engraissement des bovins, porcs, poulets et dindons destinés à l'abattoir. Ce sont les MRC des Maskoutains et de Rouville qui sont les plus engagées dans les élevages porcins et aviaires. La concentration, dans ce faible espace, de 675 000 porcs représentant 20 % de tout le cheptel porcin du Québec, provoque de graves problèmes dans le bassin de la rivière Yamaska, à la fois pour les eaux de surface et la nappe phréatique.

Tableau 12.8  
*L'agriculture régionale et sa part de celle du Québec*

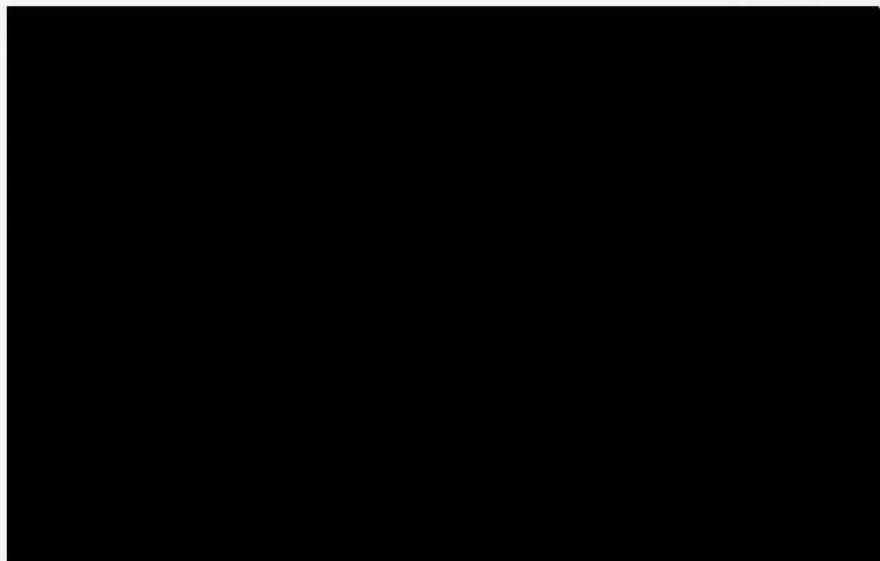
|                                         | 1951    | %  | 1971    | %  | 1996    | %  |
|-----------------------------------------|---------|----|---------|----|---------|----|
| Nombre d'occupants de terre             | 12 156  | 9  | 7 595   | 12 | 4 923   | 14 |
| Valeur des fermes (millions de dollars) | 174     | 12 | 366     | 17 | 3 046   | 20 |
| <b>Superficies en culture (ha)</b>      |         |    |         |    |         |    |
| Foin                                    | 166 840 | 11 | 120 470 | 11 | 57 586  | 7  |
| Avoine                                  | 73 784  | 13 | 48 142  | 17 | 3 570   | 4  |
| Grains mélangés                         | 30 284  | 28 | 9 078   | 18 | 1 429   | 4  |
| Orge                                    | 7 640   | 31 | 3 675   | 24 | 11 275  | 9  |
| Pomme de terre                          | 3 554   | 10 | 3 269   | 17 | 1 986   | 11 |
| Blé                                     | 797     | 16 | 7 159   | 45 | 34 661  | 43 |
| Maïs-grain                              |         |    | 31 228  | 56 | 141 775 | 43 |
| Soja                                    |         |    |         |    | 48 037  | 50 |
| <b>Le cheptel sur les fermes</b>        |         |    |         |    |         |    |
| Vaches laitières                        | 121 934 | 11 | 115 422 | 13 | 51 812  | 11 |
| Autres bovins                           | 40 281  | 8  | 75 959  | 9  | 86 227  | 9  |
| Porcs                                   | 126 729 | 11 | 215 229 | 16 | 828 740 | 24 |

Note : Total des données pour les neuf MRC du Richelieu-Yamaska-Rive-Sud, en 1996, et des territoires correspondants en 1951 et 1971.

Source : Recensements du Canada.

Les fermes modernes sont  
devenues de vastes  
exploitations comprenant de  
grandes étables, des silos et de  
vastes remises pour la  
machinerie.

*(Les chemins de la mémoire,  
tome II, Monuments et sites  
historiques du Québec)*



Dans les années 1960 et 1970, l'engagement massif des agriculteurs dans l'élevage du porc et de la volaille ne signifie pas l'abandon de deux anciennes spécialités régionales, la pomoculture et la culture maraîchère. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, la Montérégie centrale demeure le jardin et le verger du Québec. Sur les flancs des collines montérégiennes et dans la plaine environnante, les vastes vergers et les grandes porcheries se concurrencent. La spécialisation maraîchère est encore plus conséquente, car la région accapare la moitié de la culture légumière du Québec. La MRC des Jardins-de-Napierville y a même tiré son nom : elle aligne en 1996, sur une surface de 94 km<sup>2</sup>, ses rangs de tomates et de haricots, de choux et de brocolis, d'épinards et de piments, en plus des 12 km<sup>2</sup> consacrés à la pomme de terre. Il n'est donc pas étonnant que cette MRC soit celle qui fasse le plus appel aux travailleurs agricoles saisonniers au Québec, sans compter l'autocueillette des petits fruits.

### L'agriculture dans son environnement

Au cours des dernières décennies, les agriculteurs ont dû s'adapter à un environnement économique instable, alors que les frontières s'ouvrent et que les États n'accordent plus de priorité à l'autarcie alimentaire nationale. Pour contrebalancer l'insécurité provoquée par l'abandon des politiques d'aide générale, comme un prix plancher pour le lait ou le transport subventionné des grains de provende, les syndicats et les associations de producteurs ont

arraché de nouvelles mesures de soutien : crédit agricole, assurance-stabilisation, offices de commercialisation des produits agricoles. Il n'en demeure pas moins que l'agriculture n'est plus le secteur refuge qu'elle avait été pendant des siècles où, en contrepartie d'une vie frugale et d'un dur labeur, une famille entière pouvait assurer sa survie. Aux anciens risques familiaux des paysans, comme les accidents climatiques ou les maladies végétales et animales, s'ajoute désormais le choix d'une production unique dont la demande ou les prix sont sujets à des pressions à la baisse.

On peut illustrer ce risque dans le choix d'une filière prometteuse par l'aventure des producteurs de betterave à sucre de la région. Créée en 1943 par une loi provinciale, la Raffinerie de sucre du Québec ouvre ses portes à Saint-Hilaire en 1944 à la faveur du rationnement imposé par la guerre. Depuis cette date jusqu'au milieu des années 1980, des agriculteurs des comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Napierville fournissent les dizaines de milliers de tonnes de betteraves sucrières nécessaires à la production du sucre, de la mélasse et de la pulpe de betterave de l'usine. Mais la concurrence insoutenable des grands pays producteurs et l'abandon de la politique d'autonomie alimentaire du gouvernement québécois poussent l'usine à la fermeture en 1985. Les derniers producteurs, dont certains avaient investi de fortes sommes pour l'achat de machinerie spécialisée, sont réduits à la faillite ou doivent réorienter leurs cultures.

#### LA BETTERAVE À SUCRE



La culture de la betterave à sucre a connu ses heures de gloire entre 1944 et 1985 grâce à la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire. (Société d'histoire de Belœil-Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)

Dans la chaîne agroalimentaire actuelle, l'agriculteur occupe une place bien réduite si l'on compare au siècle précédent, alors qu'il contrôlait tout le processus, depuis les labours jusqu'à la livraison des produits végétaux et animaux sur les marchés publics. Même la possession d'une grande surface de terrain n'est plus nécessaire aux éleveurs, à l'heure des parcs d'engraissement,

porcheries et poulaillers : les meuneries fournissent les aliments et achètent toute la production animale à un prix prédéterminé. Transformateurs, grossistes et détaillants se partagent les derniers maillons de la chaîne jusqu'à un consommateur bien peu soucieux de l'origine des aliments qu'il achète et des moyens qu'il a fallu mettre en œuvre pour les produire.

Cette distance entre les producteurs et les consommateurs survient en même temps que la banlieue déborde dans les champs. La question environnementale pose donc des défis particuliers aux agriculteurs du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, car le meilleur terroir agricole côtoie la plus grande agglomération québécoise. La poussière des champs, le bruit des machines agricoles et l'odeur des excréments animaux atteignent grandes banlieues, villes et villages. Les rangs ombragés, les élégantes maisons de ferme centenaires, le damier des champs attirent les urbains en quête de vie bucolique, un mouvement de fond que contient difficilement la loi de protection du territoire agricole. Les agriculteurs auront fort à faire pour préserver un droit de produire qui implique désormais un plus grand respect du sol, des eaux et du voisinage.

*L'économie :  
une longue stagnation,  
une soudaine croissance*

---

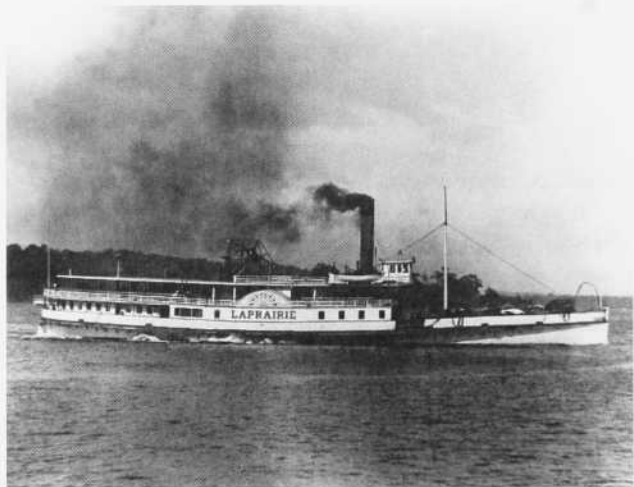




La Rive-Sud accueille de plus en plus d'industries de pointe et de centres de recherche. Créée en 1989 et établie à Saint-Hubert en 1992, l'Agence spatiale canadienne coordonne tous les éléments du Programme spatial canadien et administre cinq grands secteurs : Terre et Environnement, Sciences spatiales, Présence humaine dans l'espace, Télécommunications par satellites et Technologies spatiales générique.  
(Gracieuseté de l'Agence spatiale canadienne)

L'histoire économique du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, au cours du dernier siècle et demi, peut être divisée en deux périodes partagées de part et d'autre de la Deuxième Guerre mondiale. De 1850 à 1940, la population régionale demeure majoritairement rurale : l'emploi et la production reflètent cette réalité. Montréal, qui s'affirme comme un grand centre manufacturier nord-américain, laisse peu déborder les activités de fabrication hors de l'île. Les trois principales agglomérations de la région doivent leur lente croissance à un modeste développement industriel sensible aux aléas de la conjoncture économique nationale et internationale. Les années 1920 et 1930 préfigurent néanmoins la révolution qui se dessine. De grands ponts jetés sur le fleuve désenclavent la métropole et une fraction croissante des résidents de la rive sud va chercher sur l'île le travail si rare près du domicile, en même temps que des milliers de Montréalais choisissent de s'établir dans les nouvelles banlieues-dortoirs de la Montérégie centrale.

À compter des années 1940 l'industrialisation et l'urbanisation gagnent rapidement du terrain et la mobilité de la main-d'œuvre devient la règle sur l'ensemble du territoire. L'emploi agricole se contracte en même temps que les activités de fabrication et de construction mobilisent une part croissante de la main-d'œuvre. Comme partout ailleurs en Occident, la société de consommation et l'économie des services bouleversent tout le champ du travail salarié. L'État multiplie ses interventions et la vie commerciale s'adapte à l'explosion du pouvoir d'achat et du crédit désormais accessible à tous. La transformation générale de l'économie modifie même le paysage avec les kilomètres carrés de nouvelles banlieues, les grands parcs industriels et les centres commerciaux, tout cela relié par un réseau d'autoroutes à grand débit. À l'aube du troisième millénaire, la région est devenue un des moteurs économiques du Québec.



Le vapeur *Laprairie* assure la liaison entre Montréal et La Prairie. Pendant des décennies, l'insuffisance de ponts a forcé les voyageurs à se rabattre sur les traversiers ou sur les ponts de glace.

(Société historique de Laprairie de la Magdeleine)



L'audacieuse expérience du chemin de fer sur glace entre Longueuil et Montréal, de 1880 à 1883, attira une foule nombreuse. Elle vise à pallier l'insuffisance de ponts sur le fleuve.

(Société historique du Marigot)

## *Les Montérégiens au travail*

L'analyse de l'évolution de la main-d'œuvre représente la meilleure façon d'aborder ce survol de l'activité économique régionale depuis 1850. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, lieu de résidence et lieu de travail se confondent. À compter des années 1920, cependant, l'intégration d'une fraction croissante du territoire de la rive sud à l'espace économique de la métropole canadienne diversifie la composition du bassin de travailleurs. Parallèlement à cette nouvelle mobilité, le caractère même de l'emploi se transforme et les activités agricoles laissent peu à peu la place à celles de la fabrication, de la construction et des transports. Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'économie des services, qui fait largement appel à la force de travail féminine, monopolise la majeure partie des nouveaux emplois. Cette tertiarisation et cette féminisation de l'emploi bouleversent de façon irréversible tout le champ du travail rémunéré.

### **La lente évolution du travail salarié, 1850-1940**

Jusqu'aux années 1930, le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud demeure donc une région rurale : plus de la moitié de sa population habite les rangs, les hameaux et les villages ; la production agricole et les activités qui y sont reliées accaparent une large part de sa main-d'œuvre. En fait, la structure de l'emploi évolue très lentement du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à la Deuxième Guerre mondiale. En près d'un siècle, la participation au travail rémunéré passe du quart au tiers de la population totale de la région. Le tableau 13.1 reflète de façon sommaire la hausse graduelle du bassin d'emploi : si on néglige les données de 1861, qui sous-estiment de façon grossière la main-d'œuvre agricole, on constate la progression relative des occupations. Le 37 % de participation à l'emploi relevé en juin 1941 est exceptionnel si l'on tient compte du fait que les moins de 15 ans représentent le tiers de la population totale, et que les femmes n'occupent qu'un poste sur cinq. C'est l'industrie de guerre qui est responsable de ce soudain « plein-emploi » de la population masculine active.

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, l'emploi agricole se stabilise au cours de la période. Si l'on ajoute les quelques dizaines de travailleurs des carrières et sablières, la poignée de pêcheurs du lac Saint-Pierre qui déclarent en faire leur profession et les rares travailleurs forestiers, qui exercent sans doute leur métier hors de la région, on a vite fait le tour de la main-d'œuvre du secteur primaire. Le domaine de la transformation progresse de façon notable et les 16 600 travailleurs manufacturiers recensés en 1941

La demande d'explosifs pour la construction des chemins de fer et pour les besoins militaires génère une grande activité à la poudrière de McMasterville qui devient la C.I.L. en 1927.

(Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Simon Beauregard)



comptent pour les deux tiers du secteur secondaire. Le bilan des années 1850 à 1940 demeure cependant bien modeste : la création d'une moyenne annuelle de 170 emplois manufacturiers, tout au long de ces 90 années, représente plutôt un échec, surtout si l'on considère le fait que cette période est celle de l'industrialisation du Québec.

Tableau 13.1  
*La main-d'œuvre en Montérégie centrale, 1861-1941*

|      | Population totale | Occupations déclarées | Rapport emploi/<br>population |
|------|-------------------|-----------------------|-------------------------------|
| 1861 | 164 364           | 31 224                | 19,0 %                        |
| 1871 | 149 782           | 40 700                | 27,2 %                        |
| 1881 | 152 573           | 47 481                | 31,1 %                        |
| 1941 | 188 404           | 70 156                | 37,2 %                        |

Note : Il s'agit du total des 10 districts de recensement de la région (dont Bagot en entier). De 1881 à 1941, le total des occupations par district n'est pas disponible.

Sources : *Recensement du Bas-Canada 1861* et Recensements du Canada 1871, 1881, 1941.

Enfin il y a tous les autres, ceux et celles qui ne travaillent pas à la ferme ou à la manufacture, à l'atelier ou sur un chantier de construction. Les employés du secteur tertiaire travaillent dans les commerces, dans les services

publics ou privés et dans les transports. Le tertiaire connaît une première révolution après 1850 avec la diversification des établissements de commerce et de service au détail, la constitution d'un réseau de succursales bancaires et le développement des moyens de transport, alors qu'employés des chemins de fer, conducteurs de camions et chauffeurs de taxi remplacent charretiers et bacheliers. La généralisation de l'enseignement primaire et la fondation de dizaines d'institutions d'enseignement secondaire, de soins hospitaliers et de secours aux démunis ouvrent enfin la porte au travail salarié pour les femmes. Mais c'est peut-être dans le secteur tertiaire que les conditions de travail et de rémunération offrent la plus grande diversité, entre le juge ou le gros marchand général et le journalier de la voirie, la maîtresse d'école ou la servante.

Tout au long de ces années, le poids de la proche métropole canadienne s'accroît et son influence sur l'emploi régional s'accroît. Dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle l'île de Montréal monopolise plus de la moitié de la production manufacturière québécoise et la production de masse de ses grandes usines est funeste pour les petites industries, les ateliers et les boutiques villageoises de la plaine. C'est cependant dans le domaine des services que cette proximité pèse le plus. C'est là que les Montréalais doivent se rendre pour accéder aux établissements d'enseignement supérieur et aux grands hôpitaux, à l'administration publique fédérale et provinciale, aux services financiers spécialisés et aux divertissements à la mode. Par contre, le phénomène du déplacement pendulaire interrive demeure de faible envergure dans l'entre-deux-guerres. Selon Raoul Blanchard, en 1938, « hors des îles urbaines de Saint-Lambert et Longueuil », les Montréalais ne sont guère que quelques centaines à converger à chaque jour à Montréal pour le travail, par les chemins de fer et la ligne électrifiée de Granby<sup>1</sup>. Le grand déplacement quotidien des larges cohortes banlieusardes prendra une dimension inattendue dans l'après-guerre avec la démocratisation de l'automobile.

### **Travailler chez soi ou à Montréal, 1940-1997**

L'intégration de la rive sud du Saint-Laurent dans l'économie générale du grand Montréal s'accroît durant les années de guerre avec l'établissement des grandes usines de production de matériel militaire dévoreuses d'espace. Le va-et-vient quotidien des larges cohortes de travailleurs des deux sexes par les ponts Victoria et Jacques-Cartier prend de l'ampleur dans les années 1950. Mais ce que la rive sud a de mieux à offrir aux classes moyennes montréalaises dans l'après-guerre, c'est l'espace à bâtir, quand les promoteurs adaptent leurs projets à la nouvelle mode américaine, avec le bungalow et son carré de pelouse. Entre La Prairie et Boucherville, ces quartiers résidentiels rapidement éclos seront bientôt élevés au statut de ville. À Montréal-Sud et Greenfield

*LES NOUVELLES VILLES-  
BANLIEUES*



Durant les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, le domaine des services est concentré à Montréal, d'où la nécessité de nouveaux ponts.

Pose de la travée n<sup>o</sup> 12 du pont Honoré-Mercier, vue de Caughnawaga, le 28 février 1934.

(Archives nationales du Québec à Montréal, P74, S8.1.9, P23, Fonds Famille Mercier)

Park, des créations d'avant-guerre, s'ajoutent bientôt les villes de Jacques-Cartier, LeMoyne, Mackayville (Laflèche), Prévile, Brossard, Candiac, Saint-Bruno et Saint-Hubert.

La structure de l'emploi reflète le débordement montréalais : en 1951 les activités du secteur primaire occupent moins de 4 % de la main-d'œuvre du district de Chambly, contre le quart dans le reste du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud. En 1971, les districts de recensement de Chambly et de Laprairie concentrent 57 % du total des emplois déclarés de toute la région. Or une forte proportion de ces emplois ne sont pas occupés à proximité du lieu de résidence et l'île de Montréal, grâce à de nouveaux accès routiers, a encore renforcé son emprise sur la main-d'œuvre de la rive sud. Cette extension de la grande banlieue fait sentir son effet dans un large rayon qui englobe toute la plaine de Montréal, mais à divers degrés.

**Tableau 13.2**

*Nombre d'emplois selon le lieu de résidence et le lieu de travail en 1971*

| District de recensement   | Selon le lieu de résidence | Selon le lieu de travail | Ratio travail/résidence |
|---------------------------|----------------------------|--------------------------|-------------------------|
| 1 <sup>er</sup> groupe    |                            |                          |                         |
| Saint-Jean                | 18 080                     | 17 070                   | 94,4                    |
| Richelieu                 | 15 930                     | 14 980                   | 93,8                    |
| Saint-Hyacinthe           | 19 205                     | 17 055                   | 88,9                    |
| 2 <sup>e</sup> groupe     |                            |                          |                         |
| Bagot                     | 8 075                      | 6 420                    | 79,5                    |
| Napierville               | 4 230                      | 3 285                    | 77,7                    |
| Rouville                  | 11 570                     | 8 370                    | 72,3                    |
| Verchères                 | 11 855                     | 8 510                    | 71,8                    |
| Iberville                 | 6 900                      | 4 120                    | 59,7                    |
| 3 <sup>e</sup> groupe     |                            |                          |                         |
| Chambly                   | 84 545                     | 41 310                   | 48,9                    |
| Laprairie                 | 21 500                     | 10 290                   | 47,9                    |
| Région de comparaison :   |                            |                          |                         |
| Îles de Montréal et Jésus | 885 820                    | 884 890                  | 99,9                    |

Note : Le lieu de travail étant souvent omis dans la déclaration au recenseur, le nombre d'emplois par lieu de résidence est systématiquement plus élevé. Au Québec dans son ensemble, les emplois selon le district de travail ne correspondent qu'à 87,8 % de ceux du district de résidence en 1971.

Source : *Recensement du Canada, 1971*.



Le tableau 13.2 illustre bien le large éventail des sous-régions par la comparaison entre l'emploi déclaré selon le lieu de résidence et le lieu de travail, depuis les districts qui offrent le plus d'emploi local à leurs résidants vers ceux qui demeurent les plus soumis à la migration quotidienne de leur main-d'œuvre. Grâce à leurs villes industrielles et institutionnelles de Saint-Jean, Sorel et Saint-Hyacinthe, les districts du premier groupe offrent suffisamment d'emplois à leurs résidants, ce qui n'exclut d'ailleurs pas des échanges de main-d'œuvre avec les districts voisins ou Montréal. Dans les comtés largement ruraux de Bagot, Napierville, Rouville, Verchères et Iberville, un bon nombre de travailleurs sont contraints d'aller chercher l'emploi dans la ville voisine ou dans la métropole. Dans Chambly et La Prairie, enfin, l'emploi local est en lourd déficit : un habitant sur deux doit aller gagner sa vie à l'extérieur de son lieu de résidence.



Billet de la compagnie Longueuil & Montréal Omnibus Co. Comme l'indique l'illustration, les détenteurs pouvaient utiliser l'omnibus et le traversier conduisant à Montréal. (Société d'histoire de Longueuil)

On s'en doute : autant par nécessité que par choix, les Montérégiens deviennent vite adeptes de la voiture de tourisme, et l'infrastructure routière a peine à suivre la croissance phénoménale du parc automobile de la rive sud (tableau 13.3). L'ajout des ponts Champlain et Honoré-Mercier et du pont-tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine, la construction d'une ligne de métro sous-fluviale entre Longueuil et Montréal suffisent pour un temps à drainer la migration pendulaire des régionaux. Au cours des années 1980, cependant, toute cette question de l'extension de la grande banlieue et de l'engorgement des axes routiers suscite un débat à l'échelle de tout le Québec méridional. Sur l'île de Montréal, qui monopolise encore une forte proportion des emplois manufacturiers et des services publics et privés, on souhaiterait que les travailleurs rapprochent leur résidence de leur lieu de travail ; sur la rive sud, à l'inverse, les élus locaux travaillent à créer l'emploi local nécessaire à ceux qui ont déjà fait de la Montérégie leur lieu de résidence. Si l'on en juge par l'accroissement continu du flux des travailleurs interrives, ces politiques n'ont guère connu de succès à ce jour.

#### DES AXES ROUTIERS ENGORGÉS



**Tableau 13.3**  
*Proportion des logements possédant au moins une automobile, 1951-1971*

|                            | 1951<br>(%) | 1961<br>(%) | 1971<br>(%) |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Richelieu–Yamaska–Rive-Sud | 30,6        | 65,4        | 81,3        |
| Île de Montréal            | 26,8        | 51,2        | 63,6*       |
| Province de Québec         | 27,0        | 57,4        | 72,2        |

\* Île de Montréal et île Jésus.

Source : Recensements du Canada.

### La tertiarisation et la féminisation de la main-d'œuvre

Les dernières décennies ont donc vu apparaître un nouveau type de travailleurs, celui des migrants quotidiens qui vont chercher leur gagne-pain à l'extérieur. À l'inverse, plusieurs viennent aussi des régions voisines travailler en Montérégie centrale. Cette mouvance n'interdit pas l'analyse des domaines de spécialisation de la main-d'œuvre régionale. Depuis les années 1940, la participation à l'emploi s'est fortement accrue avec l'élargissement de la population en âge de travailler, mais surtout grâce à l'accès massif des femmes dans le champ des emplois rémunérés. En cinquante années, de 1941 à 1991, la main-d'œuvre régionale croît de façon remarquable, de 70 000 à 472 000, et la population active passe de 37 % à 53 % de la population totale (tableau 13.4).

La contraction relative et absolue du domaine agricole, dont nous avons vu les causes dans le précédent chapitre, se traduit par une chute spectaculaire du secteur primaire dans l'économie, de 31 % à 2 % de la main-d'œuvre totale. L'emploi dans le secteur secondaire poursuit sa croissance, mais sa part relative s'érode depuis 1950. On s'attardera plus loin aux développements manufacturiers qui s'accroissent à compter du deuxième conflit mondial. Or, il ne faudrait surtout pas oublier tout le domaine de la construction dont les travailleurs forment une part importante de la main-d'œuvre du secondaire. De 1940 à la fin du siècle, la population régionale a quintuplé ; en même temps, le format du ménage moyen s'est réduit de moitié, ce qui a eu pour effet de décupler la demande résidentielle. En fait, presque tout le paysage construit dans lequel les Montérégiens évoluent chaque jour date de l'après-guerre ; ce n'est souvent qu'au centre des petites villes de la région que l'on peut retrouver de nombreux témoignages de l'architecture d'avant-guerre.

La véritable révolution du monde du travail se produit dans le secteur tertiaire avec la multiplication des besoins engendrés par la société de consommation et par l'intervention massive de l'État dans les services aux citoyens. Le bilan du dernier demi-siècle révèle que quatre nouveaux emplois sur cinq en Montérégie centrale ont été créés dans le domaine du transport, dans les activités financières et commerciales, les services publics et privés ; la main-d'œuvre du secteur tertiaire représente maintenant 75 % du total, contre à peine 33 % en 1941. C'est la croissance du tertiaire qui explique pour l'essentiel l'autre bouleversement fondamental du monde du travail, celui de la féminisation de la main-d'œuvre.

La large participation des femmes à l'industrie de guerre n'a eu pas de conséquences durables sur la composition de la main-d'œuvre régionale et les fortes poussées de croissance économique des années 1950 et 1960 n'ont pas non plus provoqué d'intégration immédiate des femmes dans le champ de l'emploi salarié ; le passage de 20 % à 30 % de la composition féminine de la main-d'œuvre totale représente un bien modeste bilan. Par contre, les années 1970 et 1980 sont celles de l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail. L'élargissement des services gouvernementaux, la mise en place des politiques de l'État-providence et l'enrichissement collectif confortent tout le secteur des commerces et des services privés : en 20 ans, l'emploi féminin progresse de 151 000, contre à peine 135 000 chez les hommes. En 1991, la main-d'œuvre du Richelieu-Yamaska-Rive-Sud est à 44 % féminine.

Cependant, la distribution de l'emploi selon les sexes demeure largement traditionnelle. Les femmes sont majoritaires dans les professions reliées à l'enseignement et à la santé, dans le travail de bureau et les services publics et privés. Ailleurs, par contre, leur intégration au travail rémunéré avance lentement. Les femmes n'occupent qu'un emploi sur cinq dans les domaines des industries de transformation, dans l'usinage et la réparation, et à peine un sur vingt-cinq dans le bâtiment et les transports. Il ne fait guère de doute que les prochaines percées du travail féminin devront être accomplies dans ces dernières chasses gardées masculines au cours des prochaines décennies.

**Tableau 13.4**  
*Les grands secteurs d'emploi selon les sexes, 1941-1991*

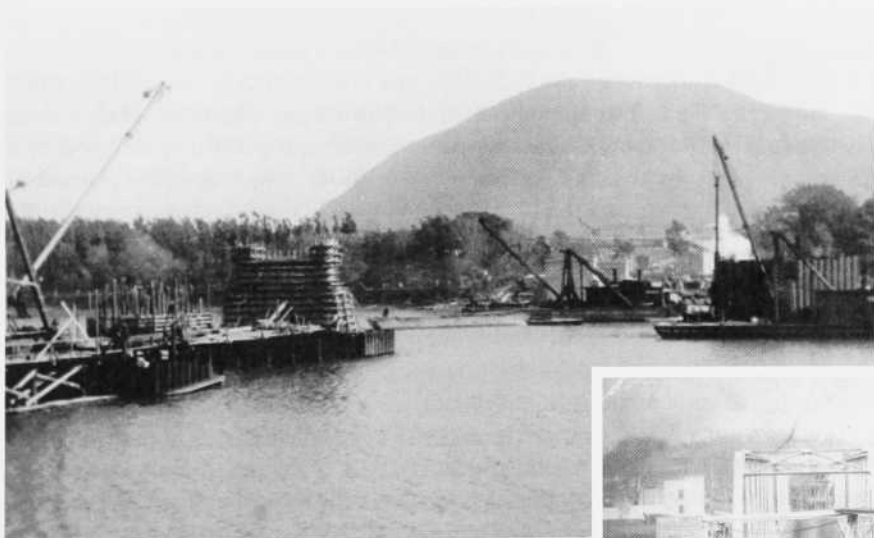
|           | Secteur primaire |        |         |       | Secteur secondaire |         |         |       | Secteur tertiaire |          |          |       | Total    |          |
|-----------|------------------|--------|---------|-------|--------------------|---------|---------|-------|-------------------|----------|----------|-------|----------|----------|
|           | M                | F      | Total   | %     | M                  | F       | Total   | %     | M                 | F        | Total    | %     | M        | F        |
| 1941      | 21 313           | 491    | 21 714  | 31,0  | 20 744             | 4 757   | 25 501  | 36,0  | 13 982            | 8 959    | 22 941   | 33,0  | 56 039   | 14 117   |
| 1951      | 16 924           | 817    | 17 741  | 18,0  | 34 979             | 9 178   | 44 157  | 45,0  | 24 350            | 10 955   | 35 305   | 36,0  | 76 253   | 20 950   |
| 1961      | 12 270           | 1 668  | 13 938  | 11,0  | 41 515             | 9 936   | 51 451  | 40,0  | 42 055            | 19 665   | 61 720   | 49,0  | 95 840   | 31 269   |
| 1971      | 7 875            | 2 075  | 9 950   | 5,0   | 54 670             | 14 035  | 68 705  | 37,0  | 67 850            | 39 725   | 107 575  | 58,0  | 130 395  | 55 835   |
| 1981      | 8 080            | 1 805  | 9 885   | 3,0   | 80 965             | 19 335  | 100 300 | 28,0  | 129 375           | 116 305  | 245 680  | 69,0  | 218 420  | 137 445  |
| 1991      | 7 530            | 2 355  | 9 885   | 2,0   | 90 250             | 18 430  | 108 680 | 23,0  | 167 300           | 186 420  | 353 720  | 75,0  | 265 080  | 207 205  |
| 1941-1991 | -13 783          | +1 954 | -11 829 | -29,0 | +69 506            | +13 675 | +83 179 | -13,0 | +153 318          | +177 461 | +330 779 | +34,0 | +209 041 | +193 088 |

Note : Secteur primaire : agriculture, forêt, pêche, mines et carrières ; secteur secondaire : fabrication et construction, bâtiment et travaux publics ; secteur tertiaire : transport, commerce, services publics et privés. Les emplois non classés ou indéfinis sont exclus du tableau. De 1941 à 1971, la distribution est basée sur la division par industrie et, en 1981 et 1991, sur la profession déclarée. De 1941 à 1981, le territoire est composé des 10 districts de recensement de la Montérégie centrale (dont Bagot en entier) ; en 1991, les données sont celles des 9 MRC de la région.

Source : Recensements du Canada, 1941-1991.

## *Sur les chemins de la métropole*

L'histoire des transformations survenues dans les infrastructures de transport du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud constitue la seconde partie du survol de l'économie régionale. Avant 1850, un dense réseau de mauvaises routes relie villes et villages et celles-ci aboutissent à des quais, à des débarcadères ou à des ponts de glace, selon la saison. Au cours des décennies suivantes, le mouvement des hommes et des marchandises s'accélère à mesure que se confirme la révolution technologique de la vapeur et de l'acier. Avant la Première Guerre mondiale, Montréal devient la plaque tournante du transport maritime et ferroviaire de l'est du Canada ; toutes ces liaisons terrestres qui convergent vers la métropole confinent la Montérégie centrale à un rôle de territoire de passage. Alors qu'en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle Montréal se trouve au cœur du système portuaire, ferroviaire, routier et aérien du Québec, la population régionale, dont l'effectif frôle le million d'habitants, doit encore accéder à ce réseau par la ville voisine.



La construction de nouvelles routes et de nouveaux ponts bouleverse les transports. Ici, on voit les travaux d'érection du pont sur le Richelieu entre Belœil et Saint-Hilaire en 1940, lors de l'ouverture de la route 9 (aujourd'hui 116). (Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)

La maison du gardien à l'entrée du pont Barsalou de Saint-Hyacinthe. Jusque dans les années 1930, la construction et l'entretien des routes et des ponts sont souvent confiés à l'entreprise privée. (Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)



### Le graduel abandon des voies navigables

En 1850, la concurrence entre les financiers et les marchands canadiens et britanniques et leurs homologues américains, pour s'approprier le commerce du centre du continent, est déjà bien engagée. Tous les efforts des élus du Canada-Uni, puis du gouvernement fédéral, après 1867, visent à faire de Montréal le grand port du bassin du Saint-Laurent, de la tête des Grands Lacs à l'Atlantique<sup>2</sup>. La Commission du port de Montréal multiplie les quais qui doivent recevoir les navires océaniques et les barges du Saint-Laurent supérieur, car elle veut que son havre devienne l'unique point de rupture de charge sur tout le système fluvial. En corollaire, on doit constamment améliorer le gabarit des canaux jusqu'au lac Ontario et approfondir le chenal vers l'aval, pour l'adapter au tonnage croissant des bateaux de haute mer.

#### *SOREL : UN PORT DISPONIBLE POUR LES GROS NAVIRES*

Durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le canal de Chambly se voit de plus en plus marginalisé dans le système de transport de l'axe laurentien. Le faible gabarit de ses écluses en réduit l'accès aux petites barges dont le tirant ne peut excéder 1,95 mètre. En fait, avec la multiplication des liaisons ferroviaires avec les États du Nord-Est américain, son trafic se confine à quelques produits pondéreux de faible valeur comme le bois à pâte, le sable ou le foin. Le port de Sorel se détourne du Richelieu et s'oriente vers le chenal laurentien désormais accessible à une batellerie de fort tonnage. Dès 1865, le chenal est porté à une profondeur de six mètres sur tout son parcours, de Québec à Montréal. Des améliorations successives en 1882, 1888 et 1907 portent sa profondeur à 9 mètres sur 135 mètres de largeur<sup>3</sup>. Sorel devient un port d'estuaire ouvert aux grands océaniques.

Après de longues et difficiles négociations, le Canada et les États-Unis décident en 1954 de construire une nouvelle voie maritime où pourront accéder à la fois les grandes barges des Grands Lacs et les navires hauturiers. Pour des raisons d'ordre technique, on décide de transférer sur la rive sud la basse section canalisée de la voie maritime, ce qui implique l'abandon des canaux de Lachine et de Soulanges, l'utilisation du canal d'amenée de la grande usine hydroélectrique de Beauharnois et la construction d'un tout nouvel ouvrage sur la rive sud du Saint-Laurent. Le canal de la rive sud s'étire sur 29 kilomètres du pont Jacques-Cartier au lac Saint-Louis. Deux écluses géantes, construites à Saint-Lambert et à Sainte-Catherine, permettent de compenser les 15 mètres de dénivellation des rapides de Lachine et du courant Sainte-Marie<sup>4</sup>.

Si l'on excepte cette dernière réalisation et la zone portuaire de Sorel-Tracy, on ne peut que constater la graduelle désaffection des Montréalais pour leurs grands cours d'eau. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le Saint-Laurent, le Richelieu et

la Yamaska font partie de la vie quotidienne de leurs riverains durant la période de navigation. Même la pêche est encore pratiquée de façon commerciale sur le fleuve et sur la rivière Richelieu : en 1881, le recenseur rapporte l'existence de nombreuses pêcheries de fascines, l'utilisation de 82 barques exploitées par 108 pêcheurs, ainsi que la prise annuelle de 100 tonnes métriques d'anguilles et de 500 tonnes d'autres poissons. La même source révèle que les Montérégiens sont propriétaires d'une importante batellerie : 5 vapeurs, 4 voiliers de grande navigation et 150 autres bâtiments de transport qui totalisent quelque 10 000 tonneaux de jauge brute en 1871.

Ces années constituent l'âge d'or du cabotage. D'une part, la propulsion des navires par la vapeur révolutionne la navigation intérieure ; les marins disposent enfin d'un outil efficace pour lutter contre vents et courants contraires. D'autre part, le commerce fluvial souffre encore peu du transport routier ou ferroviaire. Les routes demeurent dans un état déplorable jusqu'aux années 1920, les ponts sont rares et les tarifs ferroviaires rendent le transport des marchandises prohibitif sur les courtes distances. Depuis le bassin de Chambly jusqu'à Sorel, le long de la basse Yamaska et du fleuve en aval des rapides de Lachine, les rives sont bordées de petits quais et de débarcadères desservis par des compagnies de navigation aux horaires de plus en plus réguliers.

La Compagnie de navigation du Richelieu, dont nous avons relaté les modestes débuts dans un précédent chapitre, est au centre de l'explosion du transport fluvial par vapeurs. Au début des années 1860, après avoir absorbé des lignes concurrentes, elle exploite une dizaine de navires entre Québec, Montréal et Chambly. Dès que le fleuve est libre de glace, ses confortables navires, d'un gabarit de plus en plus imposant, accueillent des centaines de passagers à des tarifs que ne peut concurrencer le chemin de fer. La fusion, en 1875, de la Compagnie de navigation du Richelieu et de la Canadian Steam Navigation Company donne naissance à la Compagnie de navigation Richelieu et Ontario, dont la flotte dessert les Grands Lacs et le fleuve jusqu'au Saguenay. Cette dernière compagnie est au cœur du regroupement qui amène la naissance de la Canada Steamship Line en 1913. Pendant plus d'un siècle, Sorel entretient des liens étroits avec la compagnie fondée par Jacques-Félix Sincennes : construction et réparation des navires, hivernage d'une partie de la flotte. Pendant de longues années, c'est surtout l'activité des navires de croisière vers le Saguenay qui constitue la plus importante retombée pour l'économie sorelloise. Les Sorellois forment une large part des équipages, du capitaine à la femme du chambre, et l'abandon des grands bateaux blancs en bois, en 1965, représente la fin d'une époque du tourisme de villégiature.

*L'ÂGE D'OR  
DU CABOTAGE  
ET DES BATEAUX  
DE CROISIÈRE*



Le vapeur *Notre-Dame* de M. Kéroack, construit à Sorel en 1868. Capable de transporter 150 passagers, il sillonna la portion de la Yamaska entre Saint-Césaire et Saint-Hyacinthe jusqu'en 1873, année où il fut ravagé par un incendie. (Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

Au XX<sup>e</sup> siècle, le port de Sorel oriente de plus en plus ses activités vers le Saint-Laurent, mais le Richelieu sert encore de havre.

(Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 2313)

Au XX<sup>e</sup> siècle, le port de Sorel confirme sa position de plus important relais du Saint-Laurent moyen entre Québec et Montréal. Le déclin de la construction navale, après le second conflit mondial, transforme sa vocation et les quais se mettent au service de son industrie métallurgique, du transbordement des céréales et des produits pétroliers. À Contrecoeur, à quelques kilomètres en amont, cette fonction de port-relais pour le transbordement des matières premières entre les Grands Lacs et la haute mer date de l'après-guerre. Mais c'est cette longue série de quais qui permettra la constitution d'un grand complexe industriel qui s'étire de Varennes à Sorel. Ailleurs, par contre, les rives du Saint-Laurent et du Richelieu ont perdu leur vocation commerciale et ont fait place, ici et là, à quelques marinas pour la navigation de plaisance.



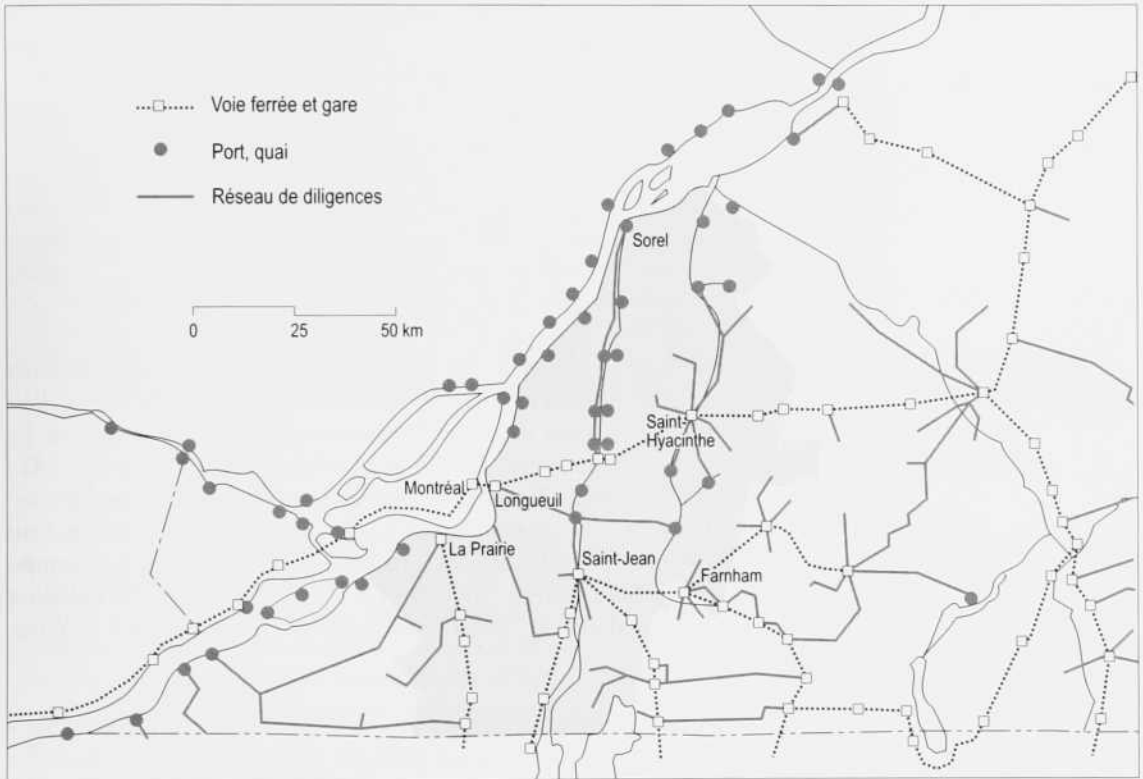
### La courte épopée du chemin de fer

Les progrès des technologies de la vapeur et du fer ont donc révolutionné la navigation ; elles vont aussi lui imposer un complément ou un concurrent, le chemin de fer. Au Québec, toute la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est marquée par le développement parallèle ou complémentaire de ces deux moyens de transport. Avec le chemin de fer, les économies nordiques peuvent enfin combattre l'hiver qui les force à de longs mois d'isolement. Le lien en toutes saisons permet aussi l'ouverture des régions neuves, de la Matapédia à l'Abitibi. Les gouvernements et les financiers investissent massivement dans la



construction ferroviaire et le choix des tracés devient vite un enjeu politique. D'ailleurs, les colonies britanniques d'Amérique du Nord font de l'accès au chemin de fer une condition de leur adhésion au pacte confédératif de 1867.

**Carte 21**  
Le réseau de transport en 1871



Sources : Jean-Paul Martin, *Villes et régions du Québec au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1975; Pierre Lambert, *Les anciennes diligences du Québec : le transport en voiture publique au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1998.  
Cartographie : UQAM, Département de géographie, Patrice Pitre

Le premier rôle assigné au nouveau moyen de communication sera de compléter le réseau des rivières navigables en voie de canalisation. Cette fonction de portage est, comme nous l'avons déjà vu dans un précédent chapitre, à l'origine de la première liaison ferroviaire canadienne, entre La Prairie et Saint-Jean, construite pour réunir les bassins du Saint-Laurent et du lac Champlain. Ce statut d'intermédiaire place le chemin de fer au centre de tout le système de communication et de transport : en amont il constitue la liaison nécessaire aux voies navigables et, en aval, ses gares deviennent des nœuds routiers qui



drainent un large arrière-pays rural. Des cohortes de charretiers y prennent et y laissent des marchandises de toute nature, tandis que les cochers et les services de diligences s'occupent des voyageurs.

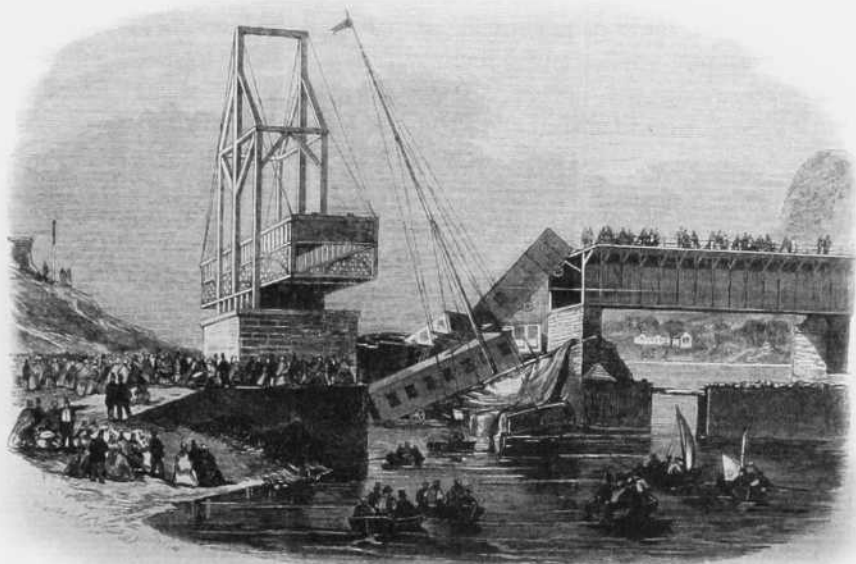
La situation géographique du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud lui vaut d'être traversé par les lignes qui unissent la métropole canadienne au centre du Québec, aux Maritimes et à la côte est américaine. Le pont Victoria, terminé en 1859, demeure le seul lien interrive jusqu'en 1887, année de l'ouverture du pont St. Lawrence, construit par la compagnie du Pacifique Canadien entre LaSalle et Kahnawake. Les promoteurs mettent cependant peu d'empressement à desservir les villes et villages de la région qui ne se trouvent pas sur le trajet d'une ligne d'intérêt national ou international. Au début des années 1870, toute la région au nord de la ligne du Grand Tronc, qui court de Saint-Lambert à Saint-Hyacinthe et au-delà, n'a pas encore fait l'objet de projets sérieux de construction ferroviaire. La mise en service de la ligne Chambly–Saint-Lambert, avec un embranchement vers Longueuil, en 1873, n'amène aucun développement industriel d'envergure dans cette dernière ville.

*SOREL, UNE VILLE  
LONGTEMPS À L'ÉCART  
DU RÉSEAU  
FERROVIAIRE*

La plus importante agglomération montréalaise, Sorel, demeure longtemps à l'écart du réseau ferroviaire. Pour les hommes d'affaires sorelois engagés dans la construction navale et le transport fluvial, le chemin de fer représente surtout un concurrent. La ville n'est reliée à Montréal qu'en 1882 : parti de la gare Bonaventure, le voyageur atteint Saint-Joseph-de-Sorel en passant par Saint-Lambert, Longueuil, Boucherville, Varennes et Verchères, mais le pont qui franchit le Richelieu ne sera terminé qu'en 1896. En même temps, de nouvelles voies relient Sorel à Nicolet et à Saint-Hyacinthe. En l'absence d'un pont sur le Saint-Laurent, Sorel représente un cul-de-sac pour le transport ferroviaire.

À cette date, la grande aventure du développement ferroviaire arrive à son terme dans le sud du Québec. La mise en service d'une voie électrifiée entre Saint-Lambert et Mackayville, en 1909, puis son prolongement jusqu'à Granby, en 1916, appartiennent déjà à une autre époque, celle d'une première extension de la banlieue montréalaise. Mais le train ne possède pas la souplesse de l'automobile et de l'autobus qui s'accaparent une fraction croissante du transport des passagers, surtout à compter des années 1950. Les entreprises confient de plus en plus le transport de leurs marchandises au camion, les gares ferment et les lignes non rentables sont abandonnées, transformées en pistes cyclables et en parcs linéaires. Le train ne fait désormais plus partie de la vie quotidienne des Montréalais.

Accident de train.  
(Société d'histoire de  
Belœil-Mont-Saint-Hilaire)



### La tragédie ferroviaire de Belœil

Au XIX<sup>e</sup> siècle la nouvelle technologie touchant le transport ferroviaire est encore mal maîtrisée et les accidents provoquent des blessures ou la mort de milliers de personnes chaque année sur tout le continent nord-américain. Un matériel roulant peu fiable, une signalisation déficiente, le manque de formation des cheminots et des heures de travail interminables comptent parmi les principales causes de ces collisions et déraillements fatals. C'est d'ailleurs un mélange de tous ces problèmes qui est à l'origine de la catastrophe survenue à Belœil en 1864.

Lors de la construction du Grand Tronc, dans les années 1850, les ingénieurs, qui devaient prévoir franchir le Richelieu sans interrompre la navigation sur cette importante voie d'eau, avaient opté pour une section pivotante près de la rive gauche de la rivière. À 1 h 30, le matin du 29 juin 1864, le pont tournant est ouvert pour permettre le passage du vapeur *Champlain* et de plusieurs barges, mais au même moment un convoi chargé d'immigrants allemands, scandinaves, polonais et hollandais en provenance de Lévis s'engage sur le pont. La locomotive et tous les wagons sont précipités dans le Richelieu. La tragédie entraîne la mort de 90 personnes et fait une centaine de blessés. L'enquête du coroner attribuera à la négligence de l'ingénieur de la locomotive l'essentiel de la faute.

Source : Jacques Lacoursière et Hélène-Andrée Bizier, *Nos racines : l'histoire vivante des Québécois*, n° 87, 1981, p. 1724.

Avant la Première Guerre mondiale, le chemin de fer constitue un important facteur de localisation industrielle. Dans la région, cependant, la fonction structurante du rail affiche un bien modeste bilan. Si l'on fait exception de quelques implantations manufacturières à Saint-Jean et à Saint-Hyacinthe, les attentes des élus locaux seront généralement déçues. En fait, on peut croire que le chemin de fer a contribué à faire du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud un *no man's land* industriel entre les Cantons-de-l'Est et Montréal. Si l'on peut croire que le pont Victoria est au cœur du développement économique de Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle, il contribue en contrepartie à reléguer la rive sud à une fonction d'arrière-pays rural.

### Une histoire de ponts

Aucune autre infrastructure n'aura autant influencé l'évolution démographique et le développement économique de la Montérégie centrale que les ponts du Saint-Laurent. La construction de ces imposants ouvrages d'art va permettre à Montréal de surmonter son handicap insulaire en concentrant sur l'île la majeure partie des activités manufacturières, commerciales et financières du Québec méridional. Tout le réseau des transports ferroviaires et routiers régionaux est orienté en un faisceau qui converge vers Saint-Lambert et Longueuil dont les ponts deviennent des goulots d'étranglement. Les Montérégiens et leurs élus auront pendant un siècle bien peu à dire dans la mise en place des artères qui desservent le cœur économique du Québec. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, l'activité économique déborde peu de l'île de Montréal et le mouvement de déconcentration industrielle, à l'œuvre dans les autres grandes villes nord-américaines, se fait encore peu sentir sur la rive sud du Saint-Laurent.

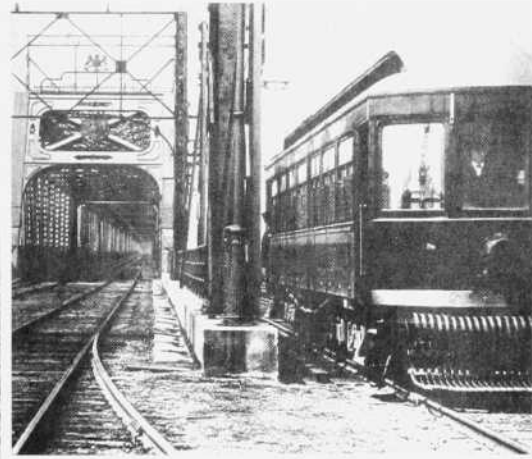
#### LE PONT VICTORIA

L'ouverture du pont Victoria, en 1859, vient mettre un terme définitif à la rivalité entre Montréal et Québec comme métropole économique du Bas-Canada. Québec, qui devra encore attendre 58 ans avant l'établissement d'un premier lien interrive permanent, ne peut devenir un nœud ferroviaire, la condition désormais essentielle à la croissance économique en Amérique du Nord. La voie ferrée unique du pont Victoria doit cependant supporter un trafic croissant et, de 1898 à 1901, des travaux d'envergure transforment la longue structure de 2 kilomètres (2,8 kilomètres avec les voies d'accès) : le tablier élargi du pont « Victoria Jubilé » supporte deux voies ferrées, une double travée routière et deux trottoirs<sup>5</sup>. Des travaux additionnels, en 1935 et 1955, permettent de doubler la capacité routière quotidienne. La construction de la voie maritime à la fin des années 1950 oblige l'installation de travées levantes de part et d'autre de l'écluse de Saint-Lambert pour permettre l'écou-

Aujourd'hui, la Montérégie est desservie par un réseau de routes et de rails qui la relie étroitement à Montréal. La voie maritime du Saint-Laurent, que l'on voit au centre, a aussi contribué à en modifier considérablement la géographie.  
(Commission scolaire Marie-Victorin, *La Montérégie/Atlas régional*)



Avec l'ouverture de la voie maritime en 1959, les écluses de Saint-Lambert jouent un rôle crucial sur le transport maritime. À l'arrière-plan, les bureaux administratifs de la voie maritime.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)



Un tramway circule à côté de la voie ferrée sur le pont Victoria élargi, vers 1940.  
(Société historique du Marigot)

lement continu du trafic. De récents travaux de réfection vont d'ailleurs permettre à la vieille structure de servir encore longtemps au XXI<sup>e</sup> siècle.

*LE PONT JACQUES-  
CARTIER*

Au Québec, les années 1920 sont marquées par une révolution des transports routiers, alors que les cochers se convertissent à la voiture-taxi, que les charretiers achètent leur premier camion et que les lignes urbaines et interurbaines d'autobus se multiplient. Le fleuve constitue à nouveau une barrière et les traversiers et le pont de glace de Longueuil apparaissent comme des vestiges d'un monde pré-industriel. L'érection d'un nouveau lien interrive s'avère nécessaire. C'est le gouvernement fédéral qui entreprend la construction du pont du Havre, une structure de béton et d'acier de 3,5 kilomètres qui réunit Montréal et Montréal-Sud en s'appuyant sur l'île Sainte-Hélène. L'ouvrage, rebaptisé pont Jacques-Cartier en 1934, demeure à péage jusqu'en 1962. L'existence de ce lien routier, qui donne un accès direct au centre-ville de Montréal, est à l'origine du rapide développement résidentiel derrière Saint-Lambert et Longueuil.

*HONORÉ-MERCIER,  
CHAMPLAIN, TUNNEL  
LOUIS-HIPPOLYTE-  
LA FONTAINE*

À la fin des années 1950, c'est tout le développement économique du Québec méridional qui est menacé par la congestion des ponts du Saint-Laurent. Le dernier lien interrive, construit entre Kahnawake et LaSalle, le pont Honoré-Mercier, date de 1932, et l'architecture des ponts Victoria et Jacques-Cartier ne leur permet guère l'ajout de nouvelles travées. L'enrichissement collectif de l'après-guerre, l'extension des banlieues et la démocratisation de l'automobile font exploser les besoins de nouvelles infrastructures routières. En quelques années, les gouvernements fédéral et provincial vont collaborer à l'édification de coûteux ouvrages qui seront tous prêts pour l'Exposition universelle de 1967 : doublement du pont Honoré-Mercier et construction du pont Champlain (1962), achèvement du pont-tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine et ligne de métro sous-fluviale (1967). La station de métro de Longueuil donne ainsi un accès direct au réseau des transports publics de l'île de Montréal pour les usagers des lignes d'autobus de la Montérégie centrale. Au tournant des années 1970 la région canalise, grâce à ses nouveaux ouvrages d'art, 80 % du trafic routier entre les rives du Saint-Laurent dans la partie québécoise de son cours (tableau 13.5).

**Tableau 13.5**  
*Le trafic sur les ponts routiers du Saint-Laurent en 1972*

| Nom du pont                 | Nombre quotidien de véhicules<br>dans les deux directions |
|-----------------------------|-----------------------------------------------------------|
| Dans la région              |                                                           |
| Honoré-Mercier              | 45 000                                                    |
| Champlain                   | 58 000                                                    |
| Victoria                    | 25 000                                                    |
| Jacques-Cartier             | 70 000                                                    |
| Louis-Hippolyte-La Fontaine | 75 000                                                    |
| <b>Sous-total</b>           | <b>273 000</b><br>(80,2 %)                                |
| Ailleurs au Québec          |                                                           |
| Mgr-Langlois (Valleyfield)  | 10 000                                                    |
| Laviolette (Trois-Rivières) | 9 700                                                     |
| Pierre-Laporte (Québec)     | 37 000                                                    |
| De Québec (Québec)          | 10 700                                                    |
| <b>Sous-total</b>           | <b>67 400</b><br>(19,8 %)                                 |
| <b>Total</b>                | <b>340 400</b>                                            |

Source : Ministère des Transports du Québec, tiré de Jean-Claude Lasserre, *Le Saint-Laurent, grande porte de l'Amérique*, LaSalle, Hurtubise HMH, 1980, p. 686.

Au XX<sup>e</sup> siècle, cette volonté de supprimer la barrière du fleuve provoque une réorientation de tout le système routier régional. Jusqu'en 1900, les plus importantes routes de la région reliaient les villes et les villages échelonnés le long des rives du Saint-Laurent, des rivières Richelieu et Yamaska, en suivant un axe nord-sud. Dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, un important programme provincial d'infrastructure permet de jeter des dizaines de ponts métalliques ou en béton en travers de tous les cours d'eau de la Montérégie ; graduellement, tout le réseau routier régional bascule dans un axe est-ouest. À compter des années 1960, une nouvelle infrastructure autoroutière se superpose au réseau routier existant pour drainer le trafic provenant de Québec, des Cantons-de-l'Est et des États-Unis vers les ponts du Saint-Laurent. Au cours des années 1970 et 1980, cependant, l'explosion démographique de la Montérégie centrale déjoue les prévisions des experts quand le trafic quotidien des banlieusards sature les traverses existantes et les transforme en autant de goulots d'étranglement<sup>6</sup>. Faudra-t-il construire de nouveaux ponts ou décourager l'utilisation de la voiture particulière ? Le débat ne fait que commencer.

## Rouler pour prendre l'avion

Depuis les années 1850, la majeure partie des infrastructures maritimes, ferroviaires et routières du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud ont donc été conçues dans le but de supprimer les obstacles sur la route de Montréal. Pour le transport aérien, toutefois, il n'en va pas de même comme le confirme le contrôleur de l'aviation civile du Canada en 1931 : « Saint-Hubert a été développé à titre d'aéroport national comme Croydon, près de Londres, le Bourget, près de Paris et Tempelhof à Berlin<sup>7</sup> ». Après avoir vraiment tenté de convaincre les autorités municipales montréalaises de faire de Saint-Hubert l'aéroport de la métropole, le gouvernement fédéral procède seul à la construction du premier grand aéroport canadien.

### SAINT-HUBERT : D'ABORD POUR LES DIRIGEABLES

L'aéroport de Saint-Hubert est né de la promesse, faite par le premier ministre Mackenzie King en 1926 à la Conférence impériale de Londres, de doter l'est du pays d'une base capable de recevoir les grands ballons dirigeables. Dès 1927, les autorités fédérales procèdent à l'achat du terrain et à l'érection des infrastructures, dont le spectaculaire mât d'amarrage pour dirigeables. L'écrasement du *R-101* en France, en 1931, viendra mettre un terme au grand



Le mât d'amarrage de Saint-Hubert ne servira qu'une fois, lors du voyage du *R-100* en 1930. Ce dirigeable a traversé l'Atlantique en deux jours, ayant à bord cent passagers et membres d'équipage. (Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 3389)

À partir de 1927, le courrier de première classe en provenance d'Europe arrive par bateau à Rimouski, puis il est transporté par voie aérienne jusqu'à l'aéroport de Saint-Hubert. En hiver, le relais y est assuré par des traîneaux à chien. (Société historique du Marigot, Fonds Michel Pratt)







Le 15 juillet 1933, une escadre de 24 hydravions dirigée par le ministre de l'Air italien Italo Balbo, compagnon de Mussolini, se pose à Longueuil devant plus de 30 000 spectateurs. La base d'hydravions de l'avionnerie Fairchild est alors la seule, dans l'est du pays, capable de ravitailler autant d'hydravions.

(Société d'histoire de Longueuil, Photo M. Charpentier)

projet de relier toutes les parties de l'Empire par des lignes régulières d'aérostats. Le mât d'amarrage de Saint-Hubert ne servira qu'une seule fois, lors du voyage initial du *R-100* en avril 1930. À cette date, toutefois, l'aéroport s'est déjà trouvé une nouvelle vocation dans la poste aérienne. Depuis 1927, tout le courrier de première classe en provenance d'Europe par paquebot-poste est débarqué à Rimouski pour être acheminé par voie aérienne à Saint-Hubert, d'où il peut être distribué de la même façon dans tout l'ouest du Canada.

À Longueuil, à quelques kilomètres à l'ouest de Saint-Hubert, la compagnie Fairchild exploite déjà une base pour hydravions sur la rive du fleuve, à proximité de son aéroport privé. L'abandon du projet d'un service de dirigeables transatlantiques va permettre à la base de Longueuil de jouer un rôle de premier plan dans l'histoire de l'aviation canadienne : c'est là que se pose l'hydravion qui effectue le premier vol commercial transatlantique en 1938. En 1939, l'Imperial Airways (plus tard BOAC) inaugure sa liaison hebdomadaire Longueuil-Southampton qu'elle poursuivra jusqu'en 1945. Durant le conflit mondial, la RAF Ferry Command utilise une autre base pour hydravions à Boucherville, à quelques kilomètres plus bas sur le Saint-Laurent<sup>8</sup>. Avec la participation des aéroports de Saint-Jean et de Saint-Hubert au programme de formation des équipages du Commonwealth, le ciel régional bourdonne d'activité.

#### **LONGUEUIL ET BOUCHERVILLE, DES BASES POUR HYDRAVIONS**

La fin des hostilités vient mettre un terme à la grande époque du trafic aérien dans la région. Les liaisons par avions long-courriers remplacent les services d'hydravions et le gouvernement fédéral a déjà transféré en 1941 ses activités civiles au nouvel aéroport de Dorval, sur l'île de Montréal. L'aéroport de Saint-Hubert ne se remettra jamais de ce départ et la majorité de ses



activités se confineront à sa base militaire. Quand, à la charnière des années 1960 et 1970, le ministère fédéral des Transports se mettra à la recherche d'un nouveau site pour son aéroport international, les élus montréalais ne seront guère empressés de proposer un site régional comme concurrent à Mirabel, dans les Laurentides ; l'avenir allait leur donner raison.

### *De l'atelier familial à l'industrie de pointe*

On distingue, dans l'histoire de l'industrialisation du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, deux périodes nettement identifiables. La première, qui s'étend jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, réserve aux trois principales agglomérations régionales l'essentiel d'un lent développement manufacturier axé principalement sur l'industrie légère. La seconde, des années 1940 à nos jours, voit la Montérégie se hisser dans le peloton de tête des régions manufacturières québécoises. La région, désormais dotée de tous les principaux facteurs de localisation industrielle, accueille indifféremment la fabrication lourde et légère, les entreprises de pointe et la fabrique traditionnelle, les grandes usines de centaines d'employés et les petits ateliers familiaux. La majeure partie des implantations manufacturières au cours des dernières décennies se concentre sur la Rive-Sud, autour des infrastructures portuaires et autoroutières.

Atelier de menuiserie Euclide Hubert sur l'emplacement actuel de la Caisse populaire de Belœil, vers 1910. (Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)



### Les trois centres manufacturiers régionaux, 1850-1940

Si, à partir des années 1940, la région ne réussit pas à conserver ses excédents naturels ni à attirer les immigrants, c'est surtout à cause de la faiblesse de son développement manufacturier ; à quelques exceptions près, l'industrie se confine à l'atelier familial ou artisanal avec ses deux ou trois ouvriers. Le recensement de 1852 rapporte l'existence de 227 moulins, manufactures ou ateliers qui ne doivent guère fournir plus d'un millier d'emplois largement saisonniers. La verrerie de Saint-Jean constitue, avec ses 150 employés, le plus important établissement industriel de la région ; elle est suivie de la fabrique de drap de Chambly avec son maigre effectif de 25 ouvriers. En fait, la Montérégie centrale souffre de nombreux handicaps qui entravent son mouvement d'industrialisation naissant : absence d'institutions financières locales, manque de ressources naturelles, concurrence des grandes manufactures montréalaises. Jusqu'à la fin du siècle, sur la majeure partie du territoire, la transformation se résume aux produits de l'agriculture dans les dizaines de moulins à farine, à carder et à fouler, dans les tanneries et, à compter des années 1870, dans les fromageries et beurreries.

La glacière de La Prairie en 1913. La glace était conservée entre des couches de bran de scie et était ensuite distribuée à domicile.  
(Société historique de Laprairie de la Magdeleine)



Une activité économique aujourd'hui disparue : la coupe de la glace sur Richelieu, face au couvent de Belœil vers 1900.  
(Société d'histoire de Belœil-Mont-Saint-Hilaire, Collection générale)

Dès les années 1850 cependant, la conjoncture change rapidement, alors que le Traité de réciprocité ouvre le dynamique marché américain aux matières premières canadiennes et que l'infrastructure de transport rapproche



les économies du nord-est du continent : canalisation du Saint-Laurent et du Richelieu, construction des chemins de fer et du pont Victoria. Durant la guerre de Sécession, l'industrie manufacturière de Nouvelle-Angleterre se met au service des armées de l'Union ; les industriels canadiens sautent sur l'occasion d'investir dans le textile, le cuir et le tabac. À la fin des années 1870, les mesures protectionnistes issues de la politique nationale vont permettre une consolidation de la fragile base industrielle québécoise. Jusqu'à la

Usine de chapeau de fourrure  
à Marieville  
(Bibliothèque nationale du  
Québec, Coll. Cartes postales,  
CP 1031)

Première Guerre mondiale, cependant, si l'on excepte les quelques établissements notables voués à la transformation du coton et de la soie importés, de la laine, du lin et du cuir locaux, la fabrication régionale demeure confinée aux boutiques des forgerons, charrons, cordonniers et menuisiers, aux fabriques de beurre et de fromage. Mais ce n'est pas le semis de petits ateliers artisanaux qui peut favoriser le développement de véritables centres urbains.

La situation géographique joue un rôle essentiel dans la croissance urbaine. Au Québec, les centres qui se développent sont situés à proximité des cours d'eau navigables et la plupart des villes doivent d'abord leur croissance au réseau hydrographique. Les verrous que constituent les rapides ont facilité les premières installations, puis sont devenus sources d'énergie alimentant les premières industries : c'est le cas pour Chambly<sup>9</sup>, Saint-Jean et Saint-Hyacinthe. La présence d'un chemin de fer, d'une route importante ou d'un pont permet à certaines agglomérations d'élargir leurs fonctions commerciales, industrielles et culturelles dans un large rayon de 10 ou 20 kilomètres. Jusqu'aux années 1930, avant que le débordement montréalais ne se concrétise à Saint-Lambert et à Longueuil, ce sont les villes de Sorel, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean qui représentent les seules vraies agglomérations manufacturières régionales (tableau 13.6).

Tableau 13.6

*L'emploi manufacturier dans les trois principales villes, 1881-1941*

|      | Saint-Hyacinthe |          | Saint-Jean     |          | Sorel          |          |
|------|-----------------|----------|----------------|----------|----------------|----------|
|      | Établissements  | Employés | Établissements | Employés | Établissements | Employés |
| 1881 | 114             | 809      | 76             | 740      | 51             | 404      |
| 1891 | 116             | 1 429    | 69             | 855      | 128            | 670      |
| 1901 | 31              | 1 827    | 43             | 838      | 27             | 672      |
| 1911 | 25              | 1 674    | 15             | 779      | 25             | 776      |
| 1921 | 80              | 2 225    | 53             | 5 526    | 41             | 1 028    |
| 1931 | 57              | 2 805    | 42             | 2 420    | 21             | 1 329    |
| 1941 | 67              | 4 998    | 50             | 3 728    | 6              | 1 855    |

Note : À compter de 1901, les établissements de moins de 5 employés sont exclus.

Source : Recensements du Canada, 1881-1941.

Depuis les années 1870 jusqu'au premier conflit mondial, Saint-Hyacinthe constitue le principal centre manufacturier régional qui polarise l'activité industrielle des comtés de Bagot, Rouville et Saint-Hyacinthe<sup>10</sup>. L'arrivée du Grand Tronc, en 1848, est à l'origine de cette nouvelle vocation ; aux petites industries déjà installées le long de la rivière Yamaska s'en ajoutent de nouvelles près de la voie ferrée. Au bilan des premières décennies d'implantations industrielles ressortent les noms de la fabrique de chaussures Côté, de la tannerie Duclos et Payan, de la fabrique de tricots Penman's, du manufacturier d'instruments agricoles O. Chalifoux, des facteurs d'orgues Casavant. Saint-Hyacinthe se remettra difficilement de la conflagration de 1876 qui anéantit la basse-ville au pire moment de la crise économique des années 1874 à 1878<sup>11</sup>.

#### SAINT-HYACINTHE



La manufacture de chaussures J.-A. Côté établie à Saint-Hyacinthe en 1865.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

Intérieur de la manufacture Penman's de Saint-Hyacinthe vers 1900. La main-d'œuvre abondante et peu exigeante attire ce type d'industries légères.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)



À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'industrie de la soierie se concentre à Saint-Jean. La Belding Corticelli Silk Co. fabrique du fil de soie à coudre.  
(Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 1675)

Au tournant du siècle, la métropole maskoutaine conserve encore le premier rang industriel de la région, avec des investissements de loin supérieurs à ceux de Sorel et de Saint-Jean. Par ailleurs, sa spécialisation dans le textile et l'industrie légère ne lui permet d'offrir à une main-d'œuvre peu exigeante des deux sexes que des emplois à bas salaire jusqu'au second conflit mondial.

#### SAINT-JEAN-SUR- RICHELIEU

Bien située sur la route commerciale de Montréal à la Nouvelle-Angleterre, la petite ville de Saint-Jean connaît une bonne décennie 1850 et son industrie profite de la guerre de Sécession<sup>12</sup>. Mais le tracé du Grand Tronc favorise plutôt le développement des villes de Saint-Hyacinthe et de Sherbrooke et la croissance de Saint-Jean connaît un temps d'arrêt jusqu'à la fin du siècle. À cette date, la ville a déjà accueilli ses premiers investissements dans une branche spécialisée de l'industrie textile, le filage de la soie. En 1884, la Corriveau Silk Mills devient la propriété d'intérêts américains et déménage de Montréal à Saint-Jean ; un an plus tard, une autre filiale américaine, la Belding Corticelli Silk, vient la rejoindre pour fabriquer du fil de soie à coudre. En 1890, la compagnie Crane prend la relève de l'ancienne Canadian Potteries et de la Standard Clay et profite à son tour de l'argile et de la glaise de la région pour créer une usine de céramique industrielle.



La plus importante source d'électricité de la région, c'est la centrale hydroélectrique de Chambly, propriété de la Montreal Light, Heat and Power. Mise en service en 1896, elle sert jusqu'en 1952 et est démolie en 1965.

(Société d'histoire de la Seigneurie de Chambly)

Cependant, la véritable grande entreprise de Saint-Jean, c'est la compagnie de machines à coudre Singer Manufacturing. Ce complexe industriel comprend une fonderie, une centrale électrique, des départements de menuiserie, de machinerie et d'assemblage, un aqueduc privé et un raccordement aux chemins de fer. Dès sa première année d'activité, en 1906, elle livre 50 000 machines à coudre et sa production augmente et se diversifie au fil des ans. Les années de guerre sont particulièrement fastes pour l'industrie locale : les emplois sont multipliés par sept de 1911 à 1921 (tableau 13.6), et Saint-Jean devient la première ville manufacturière de la Montérégie centrale. Cette période de croissance sera de courte durée, car la Grande Dépression frappe avec une violence particulière la métropole du Haut-Richelieu, qui devra attendre l'après-guerre pour retrouver son niveau d'emploi industriel des années 1920.

Enfin, Sorel constitue la troisième agglomération industrielle de la région jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Située au confluent des deux principales voies navigables de l'est du pays, elle se tourne naturellement vers la construction navale, et ce bien avant 1850. À eux seuls les chantiers des frères Daniel et John McCarthy lancent 149 vaisseaux de tout genre de 1845 à 1867.

**SOREL**



Cependant, l'apparition de la propulsion à vapeur et des navires à coque de fer force la modernisation des chantiers et favorise la création d'industries métallurgiques. En 1889, le gouvernement fédéral se porte acquéreur des chantiers McCarthy ; avant la fin du siècle, d'autres entreprises de construction navale s'installent : Sheppard, Matton, Manseau. Cette croissance se poursuit au cours des deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle et les chantiers donnent du travail à près de 1 500 ouvriers au cours de la guerre. En 1917, Joseph Simard et ses associés achètent les chantiers Manseau puis forment en 1926 une compagnie de dragage active sur le Saint-Laurent. L'année 1937 marque un tournant dans la vocation navale de Sorel, quand les frères Simard rachètent le chantier fédéral puis forment la compagnie Marine Industries, dont les activités vont bientôt décupler à la faveur du second conflit mondial<sup>13</sup>. C'est d'ailleurs l'industrie de guerre qui sera à l'origine de la forte croissance industrielle du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud au cours du dernier demi-siècle.

### Une grande région industrielle, 1940-1997

Au Québec, c'est la guerre qui vient mettre un terme au déclin manufacturier de la Grande Dépression ; de 1939 à 1943, l'emploi dans la fabrication double pour atteindre 437 000, un total qui ne sera pas surpassé avant une décennie<sup>14</sup>. Dans l'après-guerre et jusqu'au milieu des années 1970, la province modernise ses infrastructures et son appareil industriel : l'emploi manufacturier atteint un sommet de 542 000 en 1974. La crise du pétrole puis la longue période de stagnation du début des années 1980 donnent le signal du lent déclin de la fabrication dans l'économie générale. Le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud s'engage de plain-pied dans le mouvement de croissance industrielle ; de 1940 à 1980, l'emploi dans la fabrication est multiplié par quatre et la région, longtemps tenue à l'écart de la révolution industrielle québécoise, se range désormais dans les premières régions manufacturières du Québec (tableau 13.7).

Au cours de cette phase d'expansion industrielle, la région dispose de nombreux avantages : réseaux routier et ferroviaire disposés en étoile autour de la métropole, vastes terrains disponibles pour les usines dévoreuses d'espace, zones portuaires facilement extensibles et énergie abondante provenant des lignes à haute tension qui convergent depuis le Nord québécois. Ces importants facteurs de localisation attirent les nouveaux investissements au détriment de la grande concentration industrielle à proximité du port de Montréal et du canal de Lachine. Si, dans les années 1940, ce sont surtout les contrats militaires qui permettent les premières grandes implantations industrielles en Montérégie centrale, la deuxième vague manufacturière, celle des années 1960

à 1975, est d'abord attirée par le nouveau réseau d'autoroutes et de ponts à grand débit. Le développement repose désormais sur l'établissement de parcs industriels, équipés de tous les services et installés en bordure des centres urbains, de part et d'autre des autoroutes.

**Tableau 13.7**

*La main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière de la Montérégie centrale, 1941-1991*

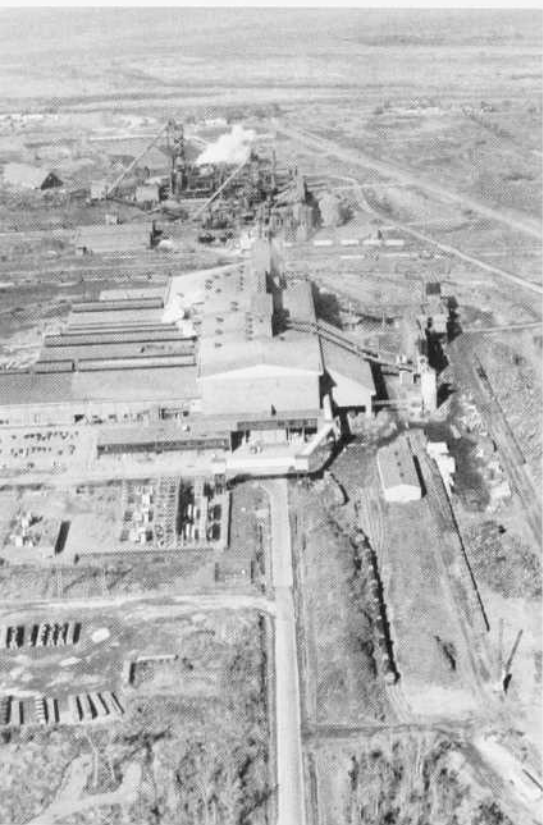
|      | Hommes | Femmes | Total  |
|------|--------|--------|--------|
| 1941 | 12 099 | 4 507  | 16 606 |
| 1951 | 27 931 | 9 118  | 37 049 |
| 1961 | 32 219 | 9 800  | 42 019 |
| 1971 | 43 390 | 13 575 | 56 965 |
| 1981 | 51 510 | 14 830 | 66 340 |
| 1991 | 51 025 | 13 095 | 64 120 |

Notes : De 1941 à 1971, total des travailleurs et des travailleuses de l'industrie manufacturière et de la fabrication ; en 1981 et 1991, total de la main-d'œuvre des industries de transformation, de l'usinage et de la réparation. De 1941 à 1981, le territoire est composé des 10 districts de recensement de la Montérégie centrale (dont Bagot en entier) ; en 1991, les données sont celles des 9 MRC de la région.

Source : Recensements du Canada, 1941-1991.

Le secteur de la transformation est aujourd'hui très diversifié : l'agroalimentaire à Saint-Hyacinthe et Rougemont, l'aérospatiale à Saint-Hubert, l'aéronautique à Longueuil et à Saint-Hubert, la métallurgie à Longueuil, Tracy et Sorel. L'industrie a été renforcée au cours des 25 dernières années par l'arrivée de plusieurs entreprises de pointe qui ont rejoint le plus important employeur, fort de ses 7 000 travailleurs, Pratt & Whitney ; les IBM, Général Électrique, Héroux, Mitel et Cerlikon dominent la fabrication de composants électriques et électroniques, et le domaine s'est enrichi par l'arrivée de nouveaux joueurs importants en conception de logiciels comme ATS, L'Aérospatiale et M3i. À ces industries dont le succès repose sur un constant effort de recherche et de développement se sont jointes, au fil des ans, quelques institutions publiques : à Varennes, le volet énergie de l'INRS, à Saint-Hyacinthe, le Laboratoire d'hygiène vétérinaire et alimentaire, le Centre de recherche et de développement sur les aliments d'Agriculture Canada, la faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal, le Laboratoire de pathologie animale, l'Institut de technologie agroalimentaire et le Centre d'insémination artificielle du Québec.



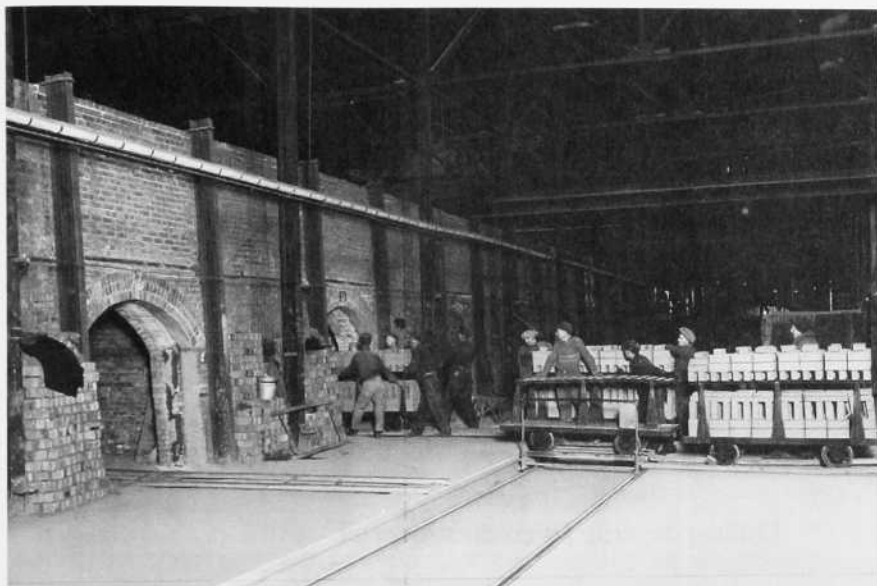


La zone entre Sorel et Brossard accueille les plus importantes industries. Ici, l'usine de Sidbec-Dosco à Contrecoeur.  
(Commission scolaire Marie-Victorin, La Montérégie/Atlas régional)

La Deuxième Guerre mondiale stimule l'industrialisation de la région. En contrepartie, les grandes entreprises soutiennent avec vigueur l'effort de guerre comme le démontre ce char allégorique de la Pratt & Whitney incitant à l'enrôlement et à l'achat de « Bons de la Victoire ».  
(Société historique du Marigot)

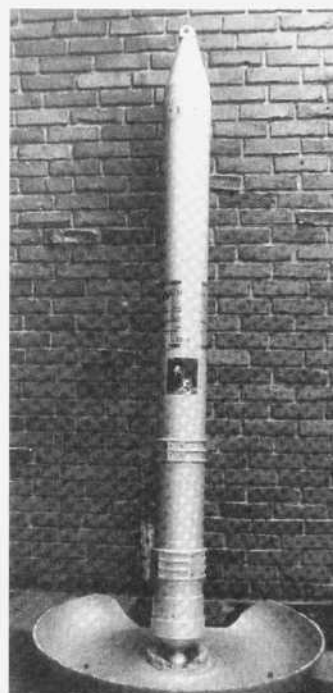
En parallèle, les secteurs industriels traditionnels de la région connaissent des sorts divers dans l'après-guerre. Les entreprises du textile et du vêtement sont frappées de plein fouet par la concurrence des pays en voie de développement. Bientôt qualifiée de secteur mou de l'économie, toute cette branche de l'activité manufacturière souffre d'un lent déclin ponctué de fermetures d'usines et de perte de centaines d'emplois. La transformation alimentaire, par contre, renforce ses positions. La vitalité du secteur des aliments et boissons découle de la vigueur de l'agriculture régionale ; l'élevage du porc, du veau et de la volaille ainsi que le traitement du lait occupent tout un pan de la fabrication. En plus d'approvisionner une grande partie du marché québécois, la région a donné naissance à des entreprises exportatrices : Olymel, dans le porc, et Lassonde, dans les jus de fruits, ont fait des percées en Asie et en Amérique centrale, alors que le fromager Saputo se concentre sur l'Amérique du Nord. Les modestes fonderies de Sorel ouvertes au XIX<sup>e</sup> siècle pour fournir la naissante industrie navale sont, quant à elles, à l'origine de la florissante industrie métallurgique dont les usines s'étendent de Longueuil à Sorel.





Afin de répondre à la demande croissante, des entreprises anciennes se modernisent : chargement des fours de la briqueterie de La Prairie. Deux ensembles de fours sont chauffés au charbon et troisième l'est au gaz.  
(Société historique de Laprairie de la Magdeleine)

Un rapide survol de l'activité manufacturière du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud en 1996 permet de dégager quelques constats. D'abord, on remarque un déplacement des implantations industrielles sur la rive sud depuis la Deuxième Guerre mondiale ; les MRC de Champlain, de Lajemmerais et de Roussillon accaparent la moitié des établissements de fabrication. Puis on constate le large éventail des domaines d'activité, mais aussi de la taille des entreprises : 55 de plus de 200 employés, 203 de 50 à 199, 1 313 de moins de 49 employés. Ensuite, il ne fait guère de doute que la région possède les meilleures perspectives de développement manufacturier au Québec pour les prochaines décennies, alors que ses avantages comparatifs continueront à jouer. Enfin, malgré le dynamisme d'un appareil de production qui fournit de l'emploi à 62 000 travailleurs, on se doit de souligner le recul relatif de la fabrication dans l'économie régionale, alors que le secteur tertiaire mobilise une main-d'œuvre six fois plus importante que celui de la fabrication ; désormais l'économie montréalaise est une économie de services, comme partout ailleurs en Occident.



Les entreprises de pointe se multiplient sur la Rive-Sud. Par exemple, la compagnie Héroux de Longueuil réalise le train d'atterrissage du module lunaire *Apollo*.  
(Société historique du Marigot)

## *L'épargne, le crédit et la consommation*

Toute l'activité économique, autant au XIX<sup>e</sup> qu'au XX<sup>e</sup> siècle, repose sur la disponibilité du crédit pour construire les infrastructures industrielles et pour mettre en marché les produits de l'agriculture et des manufactures. Les financiers montréalais, qui concentrent dans leur ville l'essentiel des capitaux étrangers et domestiques, n'en redistribuent qu'avec parcimonie dans la plaine environnante. C'est ce besoin de financement régional qui amène la création des banques et des caisses populaires locales. L'explosion des activités des commerces et des services privés au cours du dernier demi-siècle repose, plus encore que durant la période précédente, sur un fort bassin d'épargne et sur un large éventail de formules de crédit. Le Montérégien des dernières décennies se révèle, comme les autres Nord-Américains, un consommateur insatiable.

### **Du bas de laine au crédit universel**

Une des causes de la faiblesse structurale du développement industriel de la région au XIX<sup>e</sup> siècle réside dans la difficulté qu'éprouvent les promoteurs pour financer leurs projets. Les grands financiers britanniques et canadiens axent leur activité sur le commerce d'import-export, et comme la région ne dispose pas d'outils pour canaliser l'épargne locale les emprunteurs doivent s'en remettre aux notaires et aux marchands. En fait, les banques anglaises s'intéressent assez peu aux petites villes francophones et la venue, en 1871, de la Merchant's Bank of Montreal à Saint-Hyacinthe n'est sans doute due qu'à la menace de fondation d'une banque locale. Ce n'est cependant qu'en 1873 que ce dernier projet se concrétise quand les villes de Saint-Jean et de Saint-Hyacinthe se dotent d'une institution bancaire. Ces deux établissements seront les seules banques à charte dirigées par des francophones hors de Québec et de Montréal<sup>15</sup>.

#### **LES BANQUES DE SAINT-HYACINTHE ET DE SAINT-JEAN**

L'ouverture de la Banque de Saint-Hyacinthe est l'aboutissement d'un long processus. La Basse-Yamaska connaît une certaine prospérité depuis les années 1850 et les besoins de financement se font sentir pour la construction d'édifices et d'établissements industriels. Trois sociétés de construction vont naître de cette nouvelle demande : la Société de construction de Saint-Hyacinthe (1857), la Société permanente de construction de Saint-Hyacinthe (1867) et la Société permanente de construction d'Yamaska (1872). Ces institutions ne réussissent toutefois pas à canaliser l'épargne du milieu et à combler ses besoins de crédit. La Banque de Saint-Hyacinthe peut, grâce à son statut de banque à charte, mobiliser le bas de laine régional et son capital est rapidement

souscrit. Des 459 actionnaires, 264 proviennent du comté de Saint-Hyacinthe, 81 de celui de Bagot et 57 de Rouville. Pour les 146 actionnaires agriculteurs, l'avantage d'une banque tient surtout à la disponibilité du numéraire nécessaire à la mise en marché des produits agricoles<sup>16</sup>.



Billet de la banque Henry de La Prairie, la première banque en Montérégie. Les banques locales ou régionales, créées pour répondre aux besoins de la région, n'eurent cependant pas beaucoup de succès. (Société historique de Laprairie de la Magdeleine)

La Banque de Saint-Jean présente un cas bien particulier, car elle n'est pas l'œuvre de commerçants et les signataires de la pétition pour l'obtention de sa charte sont surtout des notaires et des avocats, alors que les marchands locaux s'interrogent sur ses chances de réussite. Son fonctionnement fera souvent l'objet de critiques. Ses détracteurs lui reprochent le mystère dont elle entoure ses activités, car elle ne publie pas de façon régulière de rapport annuel et ne rédige aucun compte rendu des réunions de son conseil d'administration. Enfin, elle semble surtout servir les intérêts personnels de son principal promoteur, Louis Molleur, et, plus tard, ceux de son gendre P.-H. Roy, député libéral à Québec. Selon l'enquête qui suit la liquidation de la banque, en avril 1908, ce dernier aurait encaissé 575 000 \$ de billets sans aucune valeur. Un grand nombre d'habitants de Saint-Jean, de Napierville et des environs voient ainsi disparaître leurs économies.

Pierre Bachand (1835-1878).

Cet avocat représente le type même de la bourgeoisie d'affaires. Député de Saint-Hyacinthe, trésorier de la Province, il est le président de la Banque de Saint-Hyacinthe.

(Archives nationales du Québec à Québec, P560, S2, P300370-46, Photo Livernois)



Même si la Banque de Saint-Hyacinthe doit déposer son bilan en 1908, peu après sa consœur de Saint-Jean, elle aura joué un rôle nettement plus positif que cette dernière dans l'économie de sa sous-région. Au cours de ses 35 années d'activité, elle aura permis le financement local de nombreux projets industriels et d'infrastructures. Cependant, la faillite de la compagnie Granite Mills, en 1902, puis celle de la United Counties Railways, en 1904, lui font perdre près d'un demi-million de dollars : elle ne pourra jamais s'en remettre. Après la fermeture des deux banques locales, les services bancaires sont assurés surtout par les autres banques canadiennes-françaises qui multiplient leurs succursales dans les villes et villages montréalais.

Cette soudaine multiplication des comptoirs bancaires constitue manifestement la réponse des banques à charte francophones à l'arrivée d'un nouveau joueur dans le secteur de l'épargne, la caisse populaire.

#### LES CAISSES POPULAIRES

Au cours des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, le caractère des institutions financières canadiennes-françaises se distingue de celui des institutions anglophones qui demeurent centrées sur les grandes banques à charte et les compagnies d'assurances basées à Montréal et Toronto. L'épargne francophone est canalisée par tout un réseau de sociétés mutuelles, de compagnies d'assurance vie, d'assurance incendie et de caisses populaires au capital croisé et dirigées par la petite bourgeoisie francophone locale<sup>17</sup>. Le système des caisses populaires, mis sur pied par Alphonse Desjardins à Lévis, permet de mettre l'épargne locale au service des besoins de crédit de la paroisse tout en développant des habitudes de prévoyance et d'épargne, contrairement aux succursales bancaires qui drainent les capitaux vers les grands centres urbains.

Le Mouvement des caisses Desjardins connaît un laborieux départ dans une Montérégie pourvue de nombreux points de service offerts par les banques canadiennes-françaises au début du siècle. La politique de Desjardins vise d'ailleurs à implanter des caisses populaires d'abord dans les agglomérations qui ne comptent aucune succursale bancaire. La première caisse populaire est ouverte en 1908 à Contrecoeur, la seconde à Napierville en 1912. Au total 16 caisses sont fondées avant 1929, mais la Crise amène la liquidation de 10 d'entre elles. La prospérité provoquée par l'économie de guerre accentue le mouvement de fondation, si bien que l'on compte 44 caisses en 1945 ; en

1970, il y en aura 120. Une telle croissance exige cependant des adaptations et, de 1970 à 1996, on assiste à 12 fusions et à 3 fermetures. En un siècle et demi la région est donc passée d'une carence complète d'institutions financières à une prolifération d'établissements qui offrent une panoplie de produits d'épargne et d'assurance, ainsi que toutes les variantes possibles du crédit à la consommation. Le Montérégien est devenu, comme les autres Nord-Américains, un consommateur qui se nourrit avant tout de crédit.

### **Une brève histoire de la consommation régionale**

Si l'on compare l'activité commerciale du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à celle de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, on ne peut que constater le fossé qui sépare le consommateur d'alors de celui d'aujourd'hui. Le Montérégien de 1850 est d'abord un producteur qui ne se procure des biens ou des services qu'en dernier recours. Comme sept familles sur dix demeurent sur la ferme, la majeure partie des besoins en alimentation et en chauffage et d'une partie des vêtements sont comblés par la production domestique. La nomenclature des achats se réduit à une bien courte liste : des produits tropicaux, comme le thé ou la mélasse, des cotonnades, des objets manufacturés en métal ou en cuir, en verre ou en porcelaine. Une forte proportion de ces produits proviennent de l'extérieur, de la Grande-Bretagne et de son empire ou des États-Unis, dans un volume qui varie au gré des politiques protectionnistes ou libre-échangistes des uns et des autres.

De la guerre de Sécession à la Première Guerre mondiale, la population régionale régresse puis se stabilise ; ses effectifs se distribuent en parts égales entre l'habitat rural dispersé des fermes et celui des villes, villages et hameaux. Ces agglomérations de toutes tailles regroupent la quasi-totalité des activités commerciales et de services. Dans les villes de Sorel, Saint-Jean et Saint-Hyacinthe, le marché public hebdomadaire réunit les producteurs agricoles et les artisans, les consommateurs, les marchands et les grossistes. Ailleurs, c'est le marchand général qui joue ce rôle d'intermédiaire entre le producteur et le commerçant de la grande ville. En plus d'offrir par l'intermédiaire des hebdomadaires régionaux « tout ce dont l'acheteur peut rêver », le marchand général sert de courtier entre le grossiste de Montréal ou de la Nouvelle-Angleterre et l'agriculteur local à qui il achète les grains et le fourrage, le bois de construction et de chauffage, le bétail sur pied et le beurre domestique. Tous ces produits transitent par le chemin de fer et par les rivières navigables en direction des marchés intérieurs et extérieurs.





Le couple Joseph Deslauriers,  
dans leur magasin général du  
chemin de Chambly à  
Longueuil vers 1890.  
(Société historique du Marigot.  
Provenance : Jacques Deslauriers)

Les trois premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle montrent une première révolution du commerce de détail quand le magasin général disparaît de façon graduelle des gros villages et des petites villes de la région. Les premiers commerces spécialisés visent d'abord la distribution alimentaire et les boucheries, épicerie, confiseries et magasins de marchandises sèches (*dry goods*) érodent la clientèle du marchand général qui perd par ailleurs, avec la multiplication des magasins de vêtements et de chaussures, un autre rayon de son commerce. Les années 1920 amènent l'éclosion de tout un nouveau secteur d'activité destiné aux automobilistes. Les concessionnaires d'automobiles, les garagistes et les distributeurs de produits pétroliers investissent les meilleurs emplacements au centre des agglomérations ou au croisement des routes principales, tandis que les cochers et les charretiers troquent leurs bêtes pour des chevaux-vapeur.

Tableau 13.8

*L'évolution de la vie commerciale en Montérégie centrale*

|                                      | 1931    | 1951    | 1971    |
|--------------------------------------|---------|---------|---------|
| Population                           | 165 573 | 273 343 | 559 895 |
| Établissements de commerce de détail | 2 035   | 2 957   | 4 146   |
| Employé(e)s à temps plein            | 1 717   | 5 070   | 12 243  |
| Établissements de service de détail  | 620     | 956     | 2 588   |
| Employé(e)s à temps plein            | 294     | 1 363   | 7 518   |
| Total des établissements             | 2 655   | 3 913   | 6 734   |
| Total des employés                   | 2 011   | 6 433   | 19 761  |

Note : Total des données des 10 districts de recensement de la région (dont Bagot).

Source : Recensements du Canada, 1931, 1951, 1971.

La crise économique des années 1930 vient pour un temps mettre un frein au développement des activités de commerce et de services et la période de pénurie contrôlée qui accompagne le second conflit mondial n'est guère propice à la consommation. C'est l'après-guerre qui donne le signal de ce que l'on appellera « la société de consommation ». Le tableau 13.8 illustre à quel point le milieu du siècle forme une charnière : de 1930 à 1950, la croissance des établissements de commerce et de services accompagne difficilement l'augmentation de la population ; de 1950 à 1970 le nombre d'employés triple. C'est le secteur des services qui connaît les progrès les plus remarquables, grâce surtout à l'accroissement phénoménal du nombre d'automobilistes dont les besoins pour leurs coûteuses machines décuplent.



Il n'en demeure pas moins que ce sont surtout les années 1970 et 1980 qui marquent de façon irréversible la vie commerciale du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud. L'établissement des grands centres commerciaux à la périphérie de toutes les principales villes de la région, avec la panoplie complète des grandes chaînes de la distribution au détail, permet aux Montérégiens d'effectuer la majeure partie de leurs achats à proximité du domicile. En corollaire, la croissance du nombre des travailleurs et des travailleuses de la vente et des services privés s'est accélérée ; en 1991, le recenseur en dénombre 98 000, une main-d'œuvre à 48 % féminine. En fait, ce chiffre est supérieur à toute la main-d'œuvre dénombrée dans la région en 1950 ! Aucun autre constat n'illustre mieux les transformations économiques et sociales survenues dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud au cours du dernier demi-siècle.

*La vie en société*

---



Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la plupart des entreprises sont de type familial, telle l'épicerie de P.-Z. Sainte-Marie de Longueuil qui assure un service de livraison à domicile.  
(Société historique du Marigot)

Ce chapitre veut rendre compte des profondes transformations subies par la société montréalaise au cours du dernier siècle et demi. En 1850, une population largement analphabète, dont le travail de la terre réussit à peine à combler les besoins essentiels, régulièrement frappée par des épidémies mortelles, se contente d'un univers réduit aux relations de voisinage et au voyage hebdomadaire à l'église et au marché du village. Les institutions démocratiques naissantes n'ont guère d'usage et les inégalités entre les classes sociales et les sexes, inscrites dans la loi ou fixées par la tradition, font partie de ces réalités que l'on estime justes et immuables. Les difficultés de l'établissement rural sont la source des principales tensions et l'exode vers les États-Unis demeure la pire solution au manque de terre.

Les changements survenus au cours des 150 années qui vont suivre sont d'une ampleur telle qu'ils rendent fort ardue la comparaison entre le point de départ et celui d'arrivée, entre la société préindustrielle du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et la prospère Montréal du début du XXI<sup>e</sup> siècle. L'exercice démocratique, rodé par cinq générations de Montréalais, est désormais ancré dans le fonctionnement de toutes les institutions. La majeure partie de ces discriminations ou inégalités que subissaient les individus des deux sexes pour accéder à l'école, au travail ou à la justice sont presque entièrement révolues. Cette société de gens instruits, protégés par le large parapluie de la sécurité sociale, jouit d'une qualité de vie impensable pour les générations de Montréalais qui ont vécu avant les années 1940.

### *Ruralité et stabilité, 1850-1940*

Jusqu'aux années 1940, la région constitue l'archétype de la société rurale traditionnelle québécoise catholique, francophone, et dont l'activité économique demeure centrée sur la production agricole. Cette apparente stabilité, elle le doit à son échec, celui du blocage de son économie qui pousse ses enfants sur les chemins de l'exil. Cette stagnation démographique et économique contraste avec la forte croissance de Montréal et des régions des plateaux laurentien et appalachien. Sur les rives du Richelieu et de la Yamaska et sur la rive sud du Saint-Laurent, les grands bouleversements qui secouent l'Améri-

que, comme la révolution industrielle, les crises et les conflits mondiaux, arrivent de façon atténuée. Mais cette société modèle de la plaine du Saint-Laurent n'est pas aussi figée qu'elle le paraît ; là aussi les forces du changement sont à l'œuvre.

### La ferme, le village et la ville

Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la Montérégie centrale reste une région rurale : encore en 1940, 55 % de sa population demeure sur la ferme ou dans des hameaux ou petits villages de moins de 1 000 habitants. En fait, les Montérégiens se partagent de façon égale dans trois lieux de vie bien distincts : une exploitation agricole, une ville de plus de 2 500 habitants, une petite agglomération en milieu rural. C'est cette persistance de la ruralité tout près de Montréal, encore la métropole canadienne au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, qui justifie l'adoption de cette division temporelle. Déjà, cependant, la forte croissance des années 1924-1929 et les retombées de la Grande Dépression ont transformé de façon notable l'art de vivre dans le plat pays.

La vie à la campagne : famille nombreuse partageant la cour avec poules et cochons.  
(Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire)



Hors des enclaves urbaines situées le long du fleuve, de La Prairie à Longueuil, ou des villes de Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Sorel et de leurs banlieues naissantes, la région conserve son caractère champêtre. Dans les gros villages et les petites villes, l'urbain et le rural se côtoient. À Châteauguay,

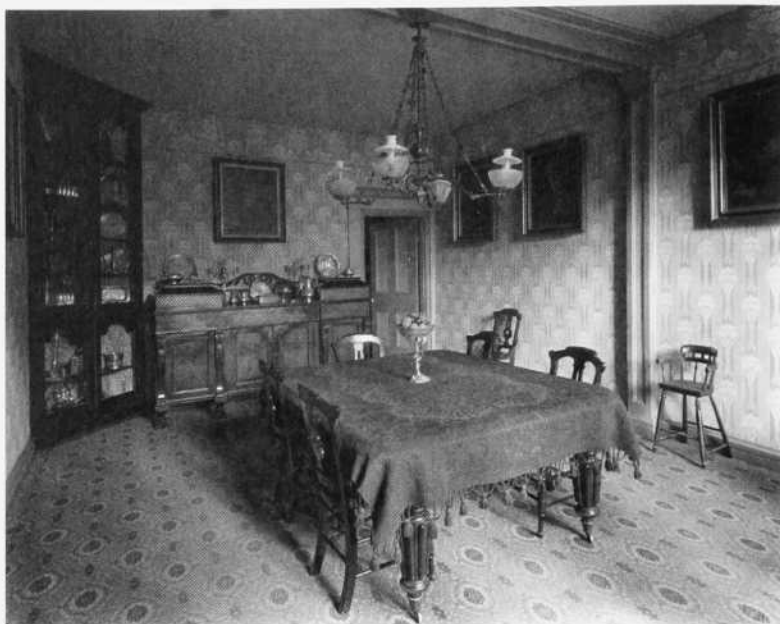
Saint-Rémi, Chambly-Bassin, Marieville, Saint-Césaire, Saint-Pie, Belœil et son appendice, McMasterville, un modeste développement industriel permet déjà de soutenir une activité commerciale et institutionnelle non négligeable. Ailleurs, des villages, bien que parfois centenaires, n'ont jamais pu s'affranchir de leur unique fonction de petits centres de service pour les agriculteurs des environs. Près de l'église et de l'école du village sont groupés les commerces et les boutiques, le bureau de poste, l'hôtel et la nouvelle pompe à essence : tout cela demeure bien rural.

Scène de canotage sur le Richelieu devant Otterburn Park. Seules les familles plus aisées peuvent profiter des centres de villégiature. (Société d'histoire de Belœil-Mont-Saint-Hilaire, 7-32.2, Fonds Armand Cardinal)



Une famille bourgeoise du début du XX<sup>e</sup> siècle, celle du Louis-Joseph Cartier, marchand de Saint-Antoine-sur-Richelieu. (Archives nationales du Québec à Montréal, P68, P162, Fonds Joseph-Louis Cartier)

Salle à manger de la maison Dessauls à Saint-Hyacinthe, vers 1920. À remarquer, les nombreuses pièces d'argenterie, les tableaux et les tapisseries murales.  
(Archives nationales du Québec à Montréal, P266, S2.2, P1, Fonds Famille Bourassa)



#### ÊTRE CULTIVATEUR... ÊTRE CITADIN

Avant l'effondrement durable du prix des produits agricoles, en 1921, être cultivateur sur les riches terres de la Rive-Sud et des vallées du Richelieu et de la basse Yamaska constituait un sort enviable. En fait, il l'était si on le compare à celui des ouvriers des quartiers populaires de Montréal ou de Saint-Hyacinthe. Contrairement aux urbains, les ruraux d'alors sont propriétaires de leur ferme ou de leur maison au village. À la ville le logement, la nourriture et le chauffage accaparent la majeure partie d'un revenu loin d'être garanti pour tous ; un grand nombre de chefs de famille gagnent leur vie à la journée. Sur la ferme, le travail ne manque pas, et ce pour tous les membres de la famille. Le fait d'habiter une demeure de bonne dimension, de profiter d'une alimentation abondante et variée et de disposer d'une réserve de bois de chauffage suscite l'envie de plusieurs ouvriers qui doivent se procurer ces biens à prix fort.

Une autre différence de taille entre le citadin-prolétaire-locataire et l'agriculteur-propriétaire réside dans le fait que le dernier peut accumuler un patrimoine familial qui s'accroît d'une génération à l'autre. Le mode de transmission des fermes, qui réserve la totalité de l'exploitation à un seul fils, empêche le morcellement des terres. Cette valorisation du patrimoine sert d'argument massue aux élites politiques et religieuses qui s'opposent à l'industrialisation et

La maison Deschamps et ses dépendances agricoles à Brossard.  
Un type de maison urbaine transplantée en milieu rural au XIX<sup>e</sup> siècle.  
Les murs coupe-feu si utiles en ville n'ont plus qu'une fonction  
esthétique à la campagne.

(*Les chemins de la mémoire*, tome II, *Monuments et sites historiques du Québec*,  
Fonds Morisset, Photo Edgar Gariépy)

La maison Lareau, de  
structure en pièce sur pièce.  
Érigée au XIX<sup>e</sup> siècle, elle est  
déménagée en 1963 dans  
l'arrondissement historique  
de Carignan. À l'arrière-plan,  
la maison Saint-Hubert qui  
date du XVIII<sup>e</sup> siècle.

(*Les chemins de la mémoire*,  
tome II, *Monuments et sites  
historiques du Québec*)

à l'urbanisation accélérée des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Si le travail de la terre ne garantit pas l'enrichissement immédiat, il procure par contre une certaine sécurité financière et, au fil des générations, une modeste aisance.

Le principal problème du monde agricole de la Montérégie centrale depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle n'est pas le fait d'être agriculteur, mais plutôt la possibilité de le devenir. À cette date, le terroir est presque entièrement occupé. Cette question de l'établissement rural ne trouvera jamais de solution valable. Les sociétés de colonisation qui proposent des terres encore inoccupées dans les Cantons-de-l'Est connaissent des résultats mitigés ; les fils d'agriculteurs de la riche plaine trouvent bien ingrats les sols pierreux des Appalaches. Pour la plupart de ces fils et filles nés dans une ferme de la région, la solution sera de partir vers la ville, dans les usines de la Nouvelle-Angleterre, de Montréal ou des petites villes industrielles de la Montérégie. De plus, l'agriculture montréalaise, en se spécialisant dans la vente de foin aux États-Unis, a chassé un grand nombre de petits producteurs vers la ville : les fermes productrices de foin, pour être rentables, exigent de grandes surfaces.



En Montérégie avant 1900, le village et la petite ville demeurent largement une création de la campagne. Après la Première Guerre mondiale, le scénario se transforme : Greenfield Park, Montréal-Sud et des quartiers de Saint-Lambert et de Longueuil deviennent des extensions montréalaises : il n'existe plus de lien direct ni de symbiose entre ces banlieues résidentielles et la campagne environnante. Les industries de Saint-Jean, Saint-Hyacinthe et Sorel ont déjà depuis longtemps passé le stade de la simple transformation des produits de l'agriculture environnante. À la fin des années 1940, le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud ne fait plus partie des régions majoritairement rurales du Québec.

### Une vie fragile, un environnement dégradé

Après avoir connu une forte croissance depuis la Conquête jusqu'aux années 1850, la population régionale demeure relativement stable jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Cette longue période de stabilité permet de dégager quelques observations sur le déroulement de la vie quotidienne dans la vallée du Richelieu au fil de plusieurs décennies. Une étude réalisée à partir des registres de la paroisse catholique de Saint-Hilaire apporte une foule d'observations intéressantes sur les grandes étapes de la vie d'une communauté rurale de la plaine du sud du Saint-Laurent<sup>1</sup> : ses conclusions peuvent sans doute être étendues, à quelques nuances près, à l'ensemble du territoire rural de la région.

#### NATALITÉ

Les registres de la paroisse de Saint-Hilaire révèlent que, pour la période qui s'étend de 1851 à 1911, mars et avril sont les mois où les naissances sont les plus nombreuses ; une nouvelle hausse se produit en juillet, puis la baisse est constante jusqu'à la fin de l'année. Ces nombreux enfants de mars et avril ont donc été conçus en juin et juillet. On ne peut cependant établir de lien direct entre les mois qui comptent le plus grand nombre de mariages, soit février, août, octobre et novembre, et la natalité attendue neuf mois plus tard. Le petit nombre de naissances enregistrées en novembre et décembre trouve par contre une explication plausible : elles correspondraient à la fois à une quasi-absence de mariages en mars et avril, les mois du Carême, période au cours de laquelle les unions nécessitent une dispense de l'évêque, et à une certaine abstinence observée de « l'œuvre de chair » comme pénitence durant la même période du calendrier liturgique.

#### NUPTIALITÉ

Jusqu'aux années 1910, les filles se marient tôt dans cette petite localité : 44 % convolent avant 21 ans, l'âge de la majorité. Les garçons se marient plus tard : 93 % sont majeurs lors du premier mariage. Comme la paroisse est touchée par l'émigration, le nombre de candidats en âge de se marier se restreint

et les filles doivent chercher un conjoint à l'extérieur de la paroisse : trois époux sur quatre proviennent donc de l'extérieur, majoritairement des paroisses limitrophes. À compter des années 1920, un nombre croissant de conjoints viennent de Montréal<sup>2</sup>. Cette extension géographique quant à la provenance des nouveaux conjoints n'induit toutefois guère de mobilité sociale et, au début du XX<sup>e</sup> siècle, fils et filles de cultivateurs ou de journaliers forment toujours la majeure partie des unions.

Ces jeunes couples auront beaucoup d'enfants, mais peu d'entre eux, comme en témoignent toujours les registres, atteindront l'âge adulte : deux décès sur trois surviennent avant la vingtaine. Jusqu'aux années 1920, la mortalité périnatale et infantile conserve un taux effarant, de loin supérieur à celui qui est observé de nos jours dans les pays les moins développés du monde. Plus de la moitié des décès surviennent avant l'âge de cinq ans. On constate aussi une surmortalité importante des garçons, ce qui fait que l'on rencontre beaucoup plus de femmes que d'hommes célibataires.

#### MORTALITÉ

Les maladies infectieuses et diarrhéiques sont largement responsables de ce désastreux bilan de la mortalité infantile. De façon régulière les journaux de Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Sorel rapportent des épidémies de fièvre typhoïde, de petite vérole (variole), de scarlatine ou de rougeole. Dans les années 1860 et 1870 on ne craint pas d'utiliser de façon abusive les termes de choléra et de typhus dans le but, sans doute, d'enclencher des mesures préventives : les deux affections qui ont sévi dans les années 1830 et 1840 sont restées gravées dans les mémoires. Les rapports annuels des inspecteurs d'écoles de la région signalent d'ailleurs la faible fréquentation des classes lorsqu'il y a rumeur d'épidémie : l'expérience des parents a démontré qu'il ne faut pas laisser l'infection franchir le seuil de la maison. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les maladies infectieuses sont en net recul ; les maladies diarrhéiques et la tuberculose, par contre, maintiennent leur triste bilan : en 1918, ces deux causes de mortalité sont à l'origine d'autant de décès en Montérégie centrale que l'influenza, la dernière grande épidémie du siècle<sup>3</sup>.

La persistance des infections mortelles du système digestif est directement liée à la dégradation du milieu de vie des Montérégiens. Partout, à la campagne comme à la ville, les ruisseaux, les rivières et le fleuve sont considérés comme des égouts généreusement fournis par la nature. Les tas de fumier des fermes sont soumis à un lessivage constant dans les cours d'eau voisins. Déjà bordée par de grandes tanneries dans son cours supérieur, la rivière Yamaska prend l'aspect d'un canal d'évacuation des eaux usées en aval, surtout dans les périodes d'étiage estival. En 1875, un correspondant du *Courrier de Saint-Hyacinthe* suggère de déplacer la prise d'eau du nouvel aqueduc parce

#### SALUBRITÉ PUBLIQUE

que « les immondices et les cadavres jetés dans la rivière seront entraînés à cet endroit<sup>4</sup> ». Déjà en 1866, le conseil municipal avait demandé à la tannerie Côté de disposer autrement de ses rejets et d'arrêter d'utiliser les cornes d'animaux comme combustible, ce qui dégage une odeur nauséabonde ; « quant à l'eau il [le maire] dit que ce serait absurde d'exiger de M. Côté de ne plus l'envoyer à la rivière, parce qu'il n'y a pas moyen de l'envoyer ailleurs<sup>5</sup> ».

Dans ce contexte, la première tâche importante à laquelle devront s'attaquer les administrations naissantes des petites villes et des gros villages de la région consistera sans conteste à doter leur municipalité d'un réseau d'aqueduc et d'égouts. La cohabitation de centaines de puits et de fosses d'aisance dans un espace restreint est source d'une inévitable contamination de l'eau potable. Au cours des années 1860 et 1870, Sorel, Saint-Jean et Saint-Hyacinthe aménagent un réseau moderne d'aqueduc ; dans les trois villes, l'argument principal ayant permis de convaincre les contribuables de payer pour la coûteuse infrastructure n'est pas la qualité de l'eau, mais plutôt l'établissement d'un réseau de bornes-fontaines, la meilleure arme connue contre l'incendie.

Jusqu'aux années 1940, les gouvernements fédéral et provincial interviennent assez peu dans la protection de l'environnement et sur les questions de salubrité publique en général. Ce sont les administrations municipales qui doivent organiser les campagnes de vaccination et essayer de contrôler ou d'interdire la poursuite de certaines activités au cœur des villes et villages, comme l'élevage des bovins et des porcs, l'abattage des animaux par les bouchers, ou l'établissement de décharges sauvages, notamment le long des cours d'eau. Mais toute cette question de salubrité demeure bien relative au XIX<sup>e</sup> siècle. Les rédacteurs des journaux régionaux, qui dénoncent les pires crimes contre la qualité de l'air et de l'eau dans leur localité, invitent dans les mêmes pages les Montréalais qui fuient leur ville, si mortelle aux grandes chaleurs, à venir profiter du climat salubre de la région. Et ils viennent déjà, par centaines.

### Gagner son pain

Avant que ne soient instaurées, dans les années 1930, les premières mesures gouvernementales de soutien du revenu pour faire face à la Crise, obtenir et conserver un emploi présentait un défi quotidien et une exigence vitale. En l'absence de prestations d'assurance chômage ou d'assistance publique, la perte de revenu constituait un événement familial dramatique. Les travailleurs de la terre, qui forment dans la région environ les deux tiers de la main-d'œuvre en 1850, la moitié en 1900 et un tiers en 1940, sont moins touchés par les ralentissements qui surviennent de façon récurrente dans tou-

tes les économies capitalistes. Pour tous les autres travailleurs et travailleuses des manufactures, des commerces et des services privés chassés de leur emploi, le maigre bas de laine est vite épuisé ; il ne reste alors plus qu'à solliciter l'aide des parents, des amis ou des organisations charitables.

Hors de la ferme, le monde du travail montre une large diversité de situations qui n'ont rien à voir avec nos semaines de 40 heures et nos vacances payées. Avant le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, l'emploi conserve un caractère largement saisonnier, même à la ville, avec un net sommet estival. Beaucoup sont des travailleurs indépendants : artisans, charretiers, petits commerçants ou membres d'une profession libérale. Le recenseur, qui dénombre tous les dix ans « les employés à salaire et à gages », trahit le fossé qui sépare les deux états. Dans les entreprises, on rencontre ces deux catégories d'employés : les salariés, en général les membres du personnel de bureau ou de direction, travaillent à l'année pour une rémunération fixe ; la masse des autres, les « à gages », sont payés à l'heure ou à la journée, et la sécurité d'emploi ne fait même pas partie de leur vocabulaire.

Malgré les nombreuses campagnes contre l'alcool, on trouve un débit de boisson dans la plupart des villages, comme ce bar de l'hôtel Saint-Hilaire en 1913. On y voit le propriétaire, derrière le comptoir, et deux clients.

(Société d'histoire de Belœil-Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)





L'hôtel Iroquois, construit à Saint-Hilaire, en 1889, accueille une clientèle choisie de familles fortunées.  
(Société d'histoire de Belœil-Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)



L'étude du notaire Jean-Marie Richard, de Saint-Antoine-sur-Richelieu.  
(Archives nationales du Québec à Montréal, Photo Louis Cartier, P62, S3, P40, Fonds Famille Cartier)

**LE TRAVAIL RÉMUNÉRÉ :  
UN PRIVILÈGE  
MASCULIN**

Qu'il soit à salaire ou à gages, le travail rémunéré demeure longtemps un privilège masculin ; encore en 1940, les hommes forment 80 % de la main-d'œuvre active de la Montérégie centrale. Les femmes et les enfants se chargent de la majeure partie du travail domestique et d'une grande part de celui de la ferme, des tâches qui, selon l'assentiment général, n'ont pas à être rémunérées. L'important débat de société du XIX<sup>e</sup> siècle, qui vise à déterminer un âge minimal pour le travail des enfants, ne touche guère la campagne. Sur la ferme, les enfants de cinq ans assument déjà leurs responsabilités : nourrir les animaux de l'étable, de la porcherie et de la basse-cour, arracher les mauvaises herbes, ramasser les fruits tombés des pommiers et, en général, toutes les tâches qui ne réclament pas de force physique. À dix ans, le garçon de la ferme est déjà un travailleur expérimenté ; le recensement décennal le range d'ailleurs dans la colonne de la main-d'œuvre active où il est réputé exercer le même métier que son père.

C'est la durée du jour qui fixe celle du travail à la campagne. Comme les longues heures de clarté, de mai à octobre, correspondent à la période qui détermine le revenu familial annuel, on les utilise au maximum. Au village et à la ville, on s'affranchit de cette dictature du soleil. Dans les manufactures de Saint-Hyacinthe, de Saint-Jean et de Sorel, l'horaire hebdomadaire de travail semble se généraliser dans les années 1860 : 6 journées de 10 heures, de 7 h à

12 h, et de 13 h à 18 h. Dans les commerces, les heures de travail demeurent plus longues, souvent de 6 h à 21 h<sup>6</sup>. Comme toutes les autres conditions de travail, les heures d'ouvrage varient grandement d'une situation à l'autre. Ainsi, les écluseurs du canal de Chambly doivent être disponibles 24 heures sur 24 durant la saison de navigation : comme ils tombent souvent endormis<sup>7</sup>, on leur assigne un adjoint à compter de 1862.

L'exigence du repos dominical semble se renforcer durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Sur ce sujet, catholiques et protestants s'entendent. Certaines fêtes religieuses ou nationalistes ne font cependant pas consensus. Ainsi un article du *Courrier de Saint-Hyacinthe* dénonce le fait que quatre employés protestants de la manufacture de laine aient pu travailler le jour de la Fête-Dieu malgré qu'il soit chômé pour les travailleurs catholiques<sup>8</sup>. La fête de la Saint-Jean-Baptiste, le patron des Canadiens français, prend du temps à s'imposer. Quand les autorités religieuses et civiles s'entendent, le journal local peut annoncer : « Cette année, la Saint-Jean-Baptiste sera chômée dans notre ville ». L'extension du nombre de jours fériés rencontre une résistance chez les employeurs et les employés. Pour les employés à gages, jour chômé signifie jour sans paye.



L'hiver apprivoisé : le Club des infatigables de Saint-Hyacinthe vers 1910. Au XIX<sup>e</sup> et durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les clubs de raquetteurs connaissent une grande vogue. (Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

Les salaires connaissent une lente ascension durant toute la période qui précède la Première Guerre mondiale ; le conflit provoque une soudaine hausse des prix que les employeurs, aux prises avec la rareté de la main-d'œuvre, doivent compenser par une majoration équivalente des salaires. Au cours des six décennies qui précèdent la guerre, les surplus de main-d'œuvre en



Montérégie centrale sont tels que les employeurs contrôlent les coûts du travail. Si l'on se fie aux offres d'emploi publiées dans les journaux locaux dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, en règle générale les ouvriers spécialisés commandent un salaire jusqu'à deux fois supérieur à celui d'un journalier masculin et de trois ou quatre fois supérieur à celui d'une femme ou d'un moins de 15 ans. La discrimination d'après l'âge et le sexe est érigée en système : même à travail équivalent, les chefs de famille doivent être mieux payés. Ainsi les commissions scolaires offrent-elles aux instituteurs un salaire deux ou trois fois plus élevé que celui des institutrices, étant entendu que les premiers en ont fait leur profession définitive, et que les secondes laisseront cet emploi dès leur mariage.

Employés de la manufacture de chaussures de Saint-Hyacinthe. Les industries légères comme le textile et la chaussure emploient une main-d'œuvre non qualifiée souvent composée surtout de femmes et d'enfants. (Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)



Au cours de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les salaires demeurent extrêmement faibles, si l'on considère les longues heures de travail et le coût de l'alimentation, de l'habillement, du logement et du chauffage. *La Gazette de Sorel*<sup>9</sup>, qui fait la recension des emplois dans les compagnies de navigation et les chantiers navals de la ville en avril 1866, rapporte que les salaires des 30 femmes et des 470 hommes employés dans ces entreprises s'échelonnent entre 50 ¢ et 1,50 \$ par jour. La rémunération quotidienne d'un ouvrier non spécialisé, environ 80 ¢ dans les années 1860, subit une pression à la hausse durant la vague de la construction ferroviaire du début des années 1870. Ces chantiers, où tout se fait à bras d'hommes, offrent jusqu'à 1,25 \$. À Acton, en 1873, on accorde 1,00 \$ à 1,15 \$ aux mineurs<sup>10</sup>, en spécifiant que la pension

hebdomadaire y coûte 3,00 \$. La crise de 1874 à 1879 pousse le coût du travail à la baisse ; en 1880, toutefois, la reprise est bien là : « Impossible de trouver dans St-Hyacinthe un homme pour travailler à la journée à moins d'une piastre par jour<sup>11</sup> ».

Grâce à une excellente étude portant sur la main-d'œuvre employée aux canaux du Richelieu de 1843 à 1950, il est possible d'observer ces rares périodes où les travailleurs semblent bénéficier d'un certain pouvoir de négociation avec leur employeur, le gouvernement central<sup>12</sup>. Le tournant des années 1850, la période de 1866 à 1874, le début de la décennie 1880-1890, la Première Guerre mondiale et la reprise de la fin des années 1920 constituent les temps forts pour l'amélioration des conditions de travail et des salaires. La rémunération annuelle des éclusiers et pontiers, établie à 300 \$ en 1867, est portée à 365 \$ en 1873, puis à 456 \$ en 1881. La prochaine hausse importante devra attendre la pression inflationniste de la période 1914-1918. En 1922, les salaires des employés rattachés au fonctionnement du canal de Chambly atteignent près du double de celui des années 1880. Grâce à leur statut de fonctionnaires, ces employés seront beaucoup moins touchés par la Crise, malgré la quasi-fermeture du canal au début des années 1930.

Si, en général, le fait d'être alphabétisé ne fait pas partie des conditions d'embauche pour les tâches manuelles, savoir lire et écrire devient nécessaire pour accéder au monde du commerce et de la finance. Dès 1857, l'ingénieur surintendant des canaux exige que les éclusiers sachent écrire et parler le français et l'anglais<sup>13</sup>, ce qui restreint fortement le bassin d'embauche sur les rives du Richelieu : la majeure partie des Canadiens français adultes sont alors analphabètes, et les anglophones sont rarement bilingues. Cette exigence de bilinguisme au canal de Chambly a d'ailleurs de quoi surprendre : sur le chemin de fer, l'anglais suffit partout, même chez les préposés à la billetterie dans un milieu aussi francophone que la Montérégie centrale. Cette discrimination est source de tensions. En 1867, les employés du Grand Tronc choisissent Saint-Hyacinthe pour la tenue de leur pique-nique annuel : les 1 300 visiteurs, presque tous Irlandais, échangent jets de pierre et coups de feu avec les Maskoutains, et le maire doit faire intervenir la milice et lire l'acte d'émeute<sup>14</sup>.

#### DE NOUVELLES EXIGENCES

En ce début de l'ère de la machine, les lieux de travail deviennent plus dangereux. Les usines, encombrées du plancher au plafond de roues d'entraînement, de poulies, d'essieux et de courroies en mouvement, ne pardonnent pas les moments d'inattention. Les faits divers des journaux locaux relatent avec une triste régularité le récit morbide de tous ces membres arrachés et broyés, de ces ouvriers entraînés dans un mécanisme mortel par leurs vêtements

#### DES ACCIDENTS FRÉQUENTS



trop amples. La construction et l'exploitation des chemins de fer demeurent dangereuses dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Un des pires accidents survient à Saint-David quand un convoi d'ouvriers affectés à la construction du chemin de fer de Drummond et Arthabaska frappe des pièces de bois placées sur la voie en septembre 1875 : huit ouvriers de Sorel et deux de Saint-Robert sont tués<sup>15</sup>.

Jusqu'à la fin des années 1930, la liberté qu'ont les employeurs de fixer les conditions de travail demeure presque totale : les surplus de main-d'œuvre restent une constante en Montérégie centrale, la législation ne favorise guère le regroupement des travailleurs et la majeure partie des petites entreprises de la région fonctionnent sous le modèle d'un paternalisme socialement accepté. Le rapport de force va être modifié au début des années 1940 avec la venue dans la région des grandes usines rattachées à l'effort de guerre. Désormais, les syndicats deviendront les fers de lance de l'amélioration des conditions de travail.

### La place du marché et le coût de la vie

Pour illustrer la persistance du caractère rural et agricole de la Montérégie centrale des années 1860 à la Première Guerre mondiale, il suffit de rappeler que le nombre de fermes de plus de 4 hectares se stabilise à environ 15 000 et celui du total des ménages à près de 30 000. La place du marché devient le lieu de rencontre des producteurs agricoles et des citoyens consommateurs ; ces derniers y trouvent l'essentiel de l'alimentation familiale, l'avoine et le foin pour leurs chevaux, le bois pour la cuisson et le chauffage. Le marché du samedi représente la plus importante manifestation de la sociabilité régionale, une position que ne peut lui ravir la messe dominicale dont le rituel figé réduit le fidèle au rôle de spectateur. Le marché des petits villages est bien modeste ; ceux, par contre, des gros villages et petites villes de Saint-Rémi, Marieville, Saint-Jean, Châteauguay, La Prairie, Longueuil, Chambly, Saint-Pie, Saint-Césaire, Saint-Charles, Saint-Hyacinthe, Saint-Michel-d'Yamaska et Sorel sont les véritables poumons de la vie économique et sociale de leur région à des kilomètres à la ronde.

#### LE MARCHÉ, LIEU DE SOCIABILITÉ ET D'ÉCHANGES

L'importance du marché est proportionnelle à celle du bassin des consommateurs citadins ; par un effet d'entraînement, ces gros marchés sont aussi ceux qui attirent les courtiers des gros exportateurs montréalais ou des importateurs américains, pour qui les ports de Sorel et de Saint-Jean servent d'entrepôt. Les administrations municipales de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, souvent composées de marchands et de petits industriels, font du bon fonc-

tionnement du marché local leur priorité. Le marché couvert constitue souvent la première infrastructure municipale d'importance, un bâtiment qu'il faut agrandir pour satisfaire le nombre croissant d'utilisateurs au fil des ans. À Sorel, en janvier 1871, un observateur note la présence de plus de 300 voitures stationnées autour du marché central et de 200 au marché à foin<sup>16</sup>. En 1882, pour la quatrième fois du siècle, la ville devra agrandir son marché principal<sup>17</sup>.

L'affluence des agriculteurs sur les marchés est souvent fonction de l'état des voies de communication. Au printemps et à l'automne, les routes de la plaine se transforment en bourbiers, ce qui provoque des pénuries artificielles. Parfois cet accès difficile au marché s'additionne aux communes disettes printanières ; en mai 1874, par exemple, la tonne de foin atteint le montant incroyable de 25 \$ à Saint-Hyacinthe<sup>18</sup>, l'équivalent du salaire mensuel d'un journalier. Le prix du bois de chauffage peut chuter de moitié la journée où les chemins d'hiver deviennent praticables. L'établissement de solides ponts de glace constitue un événement dans le cycle annuel du commerce en Montérégie centrale : pendant trois ou quatre mois, les rivières et le fleuve ne sont plus des obstacles. Depuis Sorel et Verchères on peut atteindre la rive nord du fleuve, tandis qu'en amont une série de ponts de glace balisés réunissent Boucherville, Longueuil, Saint-Lambert et La Prairie à Montréal. Les agriculteurs de la région ont alors directement accès aux lucratifs marchés de la métropole sans l'intermédiaire des marchands et bateliers.



Depuis la Deuxième Guerre mondiale, la Rive-Sud s'est fortement urbanisée. Au premier plan, Saint-Lambert et à l'est Longueuil (Archives nationales du Québec à Montréal, P97, S19, P6207, Fonds Armour Landry)

# LE JEU DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE

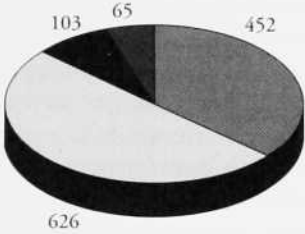
Tout le cycle de cette activité commerciale commence dans le marché aux rumeurs. De tardives gelées printanières, une sécheresse estivale, une invasion d'insectes ou un automne pluvieux alimentent toutes les conversations. La presse de Montréal, puis les journaux de Saint-Hyacinthe, Sorel et Saint-Jean transforment ces on-dit en prévisions, y ajoutant également des nouvelles agricoles de Nouvelle-Angleterre, d'Ontario et même d'Europe. La position éditoriale du *Courrier de Saint-Hyacinthe* reflète son parti pris agriculturiste : l'inflation des prix agricoles est toujours signalée comme une bonne nouvelle, même si elle annonce un hiver de misère pour les familles ouvrières montréalaises. Tous ces bruits faussent le jeu de l'offre et de la demande. C'est le cas en décembre 1869 lorsque de nombreux marchands américains viennent acheter des grains au marché de Saint-Césaire, mais que « les cultivateurs en vendent aussi peu que possible espérant que plus tard les prix seront plus élevés<sup>19</sup> ».

Pour les petits et gros marchands montréalais, le marché du samedi, qui met directement en présence producteurs et consommateurs, n'est pas une affaire. La tentative de créer la pénurie en raflant tout avant l'ouverture, dès 7 heures le matin, est une pratique souvent dénoncée dans la presse locale<sup>20</sup>. Le gros jeu n'est pas là : il s'agit plutôt d'acheter la récolte dès le début de l'automne pour la revendre sur le marché d'exportation lors de la hausse hivernale des prix. En 1864, les marchands maskoutains achètent 3 500 tonnes métriques d'avoine et d'orge dans les paroisses environnantes avec l'assurance de tout revendre à l'insatiable cavalerie nordiste. L'entreprise demeure risquée, car une récolte plus abondante que ce qu'on avait prévu entraîne une baisse des prix. Mais les bons coups abondent ; ainsi, en 1879, les marchands qui ont acheté toute la production fromagère de l'année à 6 ¢ ou 7 ¢ la livre la revendent 12,5 ¢ à 13 ¢ la livre pour le marché de Liverpool<sup>21</sup>.

Jusqu'en 1920, les agriculteurs et les marchands conserveront généralement le contrôle des prix du marché au détriment des consommateurs urbains de la région et de ceux de Montréal. La constante demande américaine pour le foin, les chevaux, l'avoine et le beurre, celle du marché britannique pour les grains, le fromage et les animaux sur pied relèguent le marché local au second plan, un contexte dont profitent les producteurs agricoles de la région. À la veille de la Première Guerre mondiale, l'alimentation et le chauffage représentent une aussi forte proportion du budget d'une famille ouvrière de la plaine de Montréal qu'en 1870, même si le salaire d'un ouvrier non spécialisé s'est péniblement hissé de 1 \$ à 2 \$ par jour au cours de la période. On peut illustrer la faiblesse du pouvoir d'achat des citoyens de la Montérégie centrale par la modestie du coût du logement à Saint-Hyacinthe : en 1920, le loyer mensuel y est le plus faible des 51 villes de plus de 10 000 habitants au Canada (tableau 14.1).

Tableau 14.1

*Coût moyen du loyer mensuel dans les villes de plus 10 000 habitants  
au Québec en 1920*

| Ville           | Coût (\$) | Distribution selon le loyer mensuel<br>Saint-Hyacinthe, 1920                      |  |
|-----------------|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------|--|
| Westmount       | 55,19     |  |  |
| Outremont       | 42,69     |                                                                                   |  |
| Montréal        | 22,84     |                                                                                   |  |
| Trois-Rivières  | 22,02     |                                                                                   |  |
| Shawinigan      | 19,24     |                                                                                   |  |
| Sherbrooke      | 19,16     |                                                                                   |  |
| Verdun          | 18,86     |                                                                                   |  |
| Québec          | 18,74     |                                                                                   |  |
| Lachine         | 18,17     |                                                                                   |  |
| Hull            | 13,80     |                                                                                   |  |
| Lévis           | 13,46     |                                                                                   |  |
| Saint-Hyacinthe | 11,76     |                                                                                   |  |

Source : Recensement du Canada 1921, vol. III, tableau 21.

La crise provoquée par la chute des prix agricoles, à compter de 1921, change de façon durable la relation ville-campagne dans la région. Les citadins trouvent un nouveau pouvoir d'achat avec la baisse des produits alimentaires : ils le transforment en petits luxes, comme l'éclairage électrique, le chauffage au gaz ou au charbon, le réservoir à eau chaude, la toilette à chasse d'eau, le récepteur de radio, même l'automobile pour les plus aisés. Dans les années 1920, consommateurs et producteurs agricoles se rencontrent de moins en moins au marché : les premiers trouvent dans leur quartier une toute nouvelle génération d'épicerie, de boucheries, de chaînes de magasins spécialisés, tandis que les seconds vendent leurs produits directement aux coopératives et aux grands transformateurs. Désormais, les deux mondes évolueront en parallèle.

#### L'ÈRE DU MAGASIN SPÉCIALISÉ

La Grande Dépression donne l'occasion d'un dernier retour du balancier quand la vie champêtre fait l'envie de plus d'un citadin. En fait, la crise est ressentie moins durement dans les rangs et les petits villages où subsiste un réseau de parents, d'amis et de voisins dont la solidarité joue dans les moments difficiles. D'ailleurs, les indispensables produits de l'agriculture restent en demande sur le marché intérieur, ce qui maintient l'économie rurale hors de la misère. Pour le géographe Raoul Blanchard, le véritable problème de la Montérégie, c'est qu'elle devrait faire vivre deux ou trois fois plus d'agriculteurs sur son riche terroir et ainsi retourner à la terre ses citadins démunis<sup>22</sup>. Le

boom provoqué par la guerre va bientôt balayer ce discours ruraliste, et ce de façon définitive.

### Parlons-en au conseil

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'hôtel de ville de Longueuil servait de marché public et de caserne de pompiers. On notera le beffroi qui servait à sonner le tocsin lors des incendies et des inondations. De leur côté, les conseillers siégeant dans la grande salle publique, à l'étage, se plaignaient souvent des odeurs nauséabondes émanant du marché situé au rez-de-chaussée.

(Société historique du Marigot,  
Fonds Michel Pratt)

La création, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, d'un échelon administratif local, bien qu'elle ait été dictée par le gouvernement colonial britannique, a suscité peu de résistance dans les villes et villages de la région. Pour les citoyens qui vivent dans une promiscuité quotidienne, l'administration municipale s'impose pour arbitrer toutes ces situations conflictuelles inhérentes à la vie en société. Le conseil municipal devient l'arène obligée où se règlent les problèmes qui affectent le bien commun de la localité : sécurité des personnes et des biens, santé publique, voirie et réglementation de la vie commerciale et industrielle. Dès la Confédération, le maire parle au nom de sa ville ou de son village. À la campagne, il en va tout autrement : les agriculteurs, méfiants, ont vite découvert que la meilleure façon de ne pas payer de taxes locales consiste à ne réclamer aucun service à leurs élus, qui se retrouvent dotés de pouvoirs guère supérieurs à ceux d'un marguillier ou d'un commissaire d'écoles.

C'est cette perception différenciée de l'utilité d'un gouvernement local qui amènera la multiplication des municipalités de village. La naissance de ces

nouvelles entités suit un scénario quasi immuable : des résidents du village exigent de leur conseil municipal de paroisse la pose de macadam et de trottoirs dans les rues, l'installation d'un aqueduc, la formation d'un corps de pompiers volontaires ou l'éclairage des rues, des services pour lesquels les agriculteurs des rangs ne sont pas disposés à être taxés. La création d'une nouvelle municipalité aux frontières réduites à celles de l'habitat groupé de la paroisse devient inévitable. Le mouvement demeure de faible ampleur au XIX<sup>e</sup> siècle, alors que la population ré-



gionale chute de près de 20 % entre 1860 et 1900. De 1900 à 1940, par contre, 50 000 nouveaux résidents s'ajoutent, une population entièrement urbaine : le nombre des municipalités de village et de ville passe de 22 à 48 (tableau 14.2).

### L'incendie de Saint-Hyacinthe

Pour les habitants des villes et villages québécois du XIX<sup>e</sup> siècle, l'incendie demeure une menace constante, surtout en temps de sécheresse, de canicule ou de grands vents. Le bardeau de cèdre constitue souvent le matériau universel de recouvrement des murs et toitures des habitations, comme celui des hangars, étables ou écuries qui encombrant les arrière-cours. C'est d'ailleurs à l'arrière de l'imprimerie du *Courrier de Saint-Hyacinthe*, à l'angle des rues Cascades et Saint-Hyacinthe, que le feu éclate le dimanche 3 septembre 1876 « à l'heure des vèpres ». L'incendie poussé par un assez fort vent, progresse, alors que les bornes-fontaines restent à sec : l'aqueduc est en réparation. Cinq heures après le début de la conflagration, tout le centre-ville n'est plus qu'un immense brasier. Quelque 600 maisons, manufactures, boutiques et commerces sont ensevelis sous les décombres. Grâce aux règlements d'assurances et à un important emprunt municipal, le travail de reconstruction est im-

médiatement entrepris. Cependant, comme le désastre survient au pire temps de la crise économique, les pertes subies dans l'emploi manufacturier prendront des années à se résorber. Mais les autorités municipales ont tiré une leçon de la catastrophe : la ville est désormais dotée du meilleur matériel de lutte contre l'incendie.

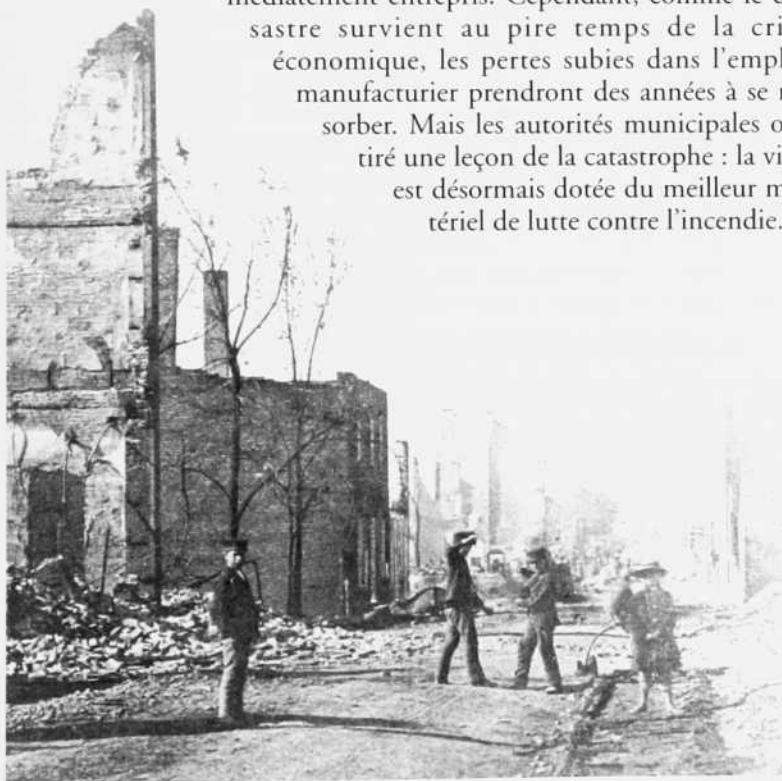


Photo de l'incendie  
à Saint-Hyacinthe en 1876.  
(Société d'histoire  
de Saint-Hyacinthe)

**Tableau 14.2**  
*Les types de municipalités de la Montérégie centrale*

| District             | 1871      |           |          | 1901      |           |          | 1941      |           |           |
|----------------------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|
|                      | P         | VL        | V        | P         | VL        | V        | P         | VL        | V         |
| Bagot (partie)       | 7         | –         | –        | 7         | –         | –        | 7         | 5         | –         |
| Chambly              | 5         | 5         | –        | 6         | 3         | 2        | 6         | 3         | 4         |
| Châteauguay (partie) | 2         | –         | –        | 3         | –         | –        | 3         | –         | 2         |
| Huntingdon (partie)  | 1         | –         | –        | 1         | 1         | –        | 1         | 1         | –         |
| Iberville            | 6         | –         | 1        | 7         | –         | 1        | 7         | 2         | 1         |
| Laprairie            | 5         | 1         | –        | 5         | 1         | –        | 7         | 1         | 1         |
| Missisquoi (partie)  | 2         | –         | –        | 2         | –         | –        | 2         | 1         | –         |
| Napierville          | 5         | 1         | –        | 5         | 2         | –        | 5         | 2         | –         |
| Richelieu            | 7         | –         | 2        | 10        | –         | 2        | 10        | 2         | 2         |
| Rouville             | 9         | 3         | –        | 10        | 4         | –        | 10        | 5         | 1         |
| Shefford (partie)    | 1         | –         | –        | 1         | –         | –        | 1         | –         | –         |
| Saint-Hyacinthe      | 8         | –         | 1        | 10        | 2         | 1        | 11        | 5         | 1         |
| Saint-Jean           | 5         | –         | 1        | 7         | –         | 1        | 8         | 1         | 1         |
| Verchères            | 7         | 1         | –        | 8         | 1         | –        | 10        | 4         | 1         |
| Yamaska (partie)     | 2         | 1         | –        | 2         | 1         | –        | 2         | 2         | –         |
| <b>Total</b>         | <b>72</b> | <b>12</b> | <b>5</b> | <b>84</b> | <b>15</b> | <b>7</b> | <b>90</b> | <b>34</b> | <b>14</b> |

Note: Toutes les municipalités de la région ont été réparties en municipalités de paroisse (P), de village (VL) et de ville (V). Les municipalités de canton et sans désignation ont été regroupées avec les municipalités de paroisse, vu leur caractère rural.

Source : Mario Filion, *Les municipalités de la Montérégie : évolution juridique, territoriale et toponymique (1845-1993)*, Chambly, Édition Passé Présent, 1994 ; *Recensement du Canada 1951*, vol. 1, tableau 6.

Avant le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le citoyen bas-canadien ne se considérait guère comme un contribuable et le pouvoir de taxation accordé aux commissions scolaires, en 1845, avait provoqué une levée de boucliers. La loi municipale de 1855, qui donnait de larges responsabilités aux élus locaux, excluait aussi toutes les propriétés publiques du champ de la taxation, ce qui alourdissait le fardeau des petits propriétaires. Ainsi à Sorel, en 1864, l'évaluation du marché principal, des marchés à foin et à bois, de la station des pompes, des terres de la Couronne, des terrains et édifices religieux, des écoles et couvents, atteint le quart de l'estimation totale de la ville<sup>23</sup>. La lecture des budgets déposés à la Ville de Saint-Hyacinthe dans les années 1870 permet de constater que les revenus proviennent essentiellement de trois sources : la taxe foncière et la cotisation des locataires, la vente de licences aux commerçants et le produit de la location des étals au marché public. Les recettes annuelles totales atteignent à peine 2 dollars par habitant.



Néanmoins, les élus locaux ne se laisseront pas paralyser par la faiblesse de l'assiette fiscale. Pourquoi leurs chères villes de Sorel, Saint-Jean et Saint-Hyacinthe, de Longueuil, d'Iberville et de Marieville ne pourraient-elles pas croître au même rythme que leurs équivalentes de l'Ontario ? Les conseils municipaux, composés en majeure partie de commerçants et d'industriels, de banquiers et d'hommes de loi, se transforment en offices de promotion industrielle. Durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le progrès a deux synonymes : industrie manufacturière et chemin de fer ; les élus locaux dépenseront sans compter leur énergie et l'argent de leurs concitoyens pour amener l'une et l'autre dans leur ville.

**LE PROGRÈS :  
L'INDUSTRIE ET LE RAIL**

Dès le début des années 1850, les corporations municipales s'engagent dans une concurrence féroce pour attirer un chemin de fer sur leur territoire. Le fonds d'emprunt municipal, instauré en 1852 par le gouvernement de l'Union pour aider les municipalités naissantes à construire leurs infrastructures, avait vite été détourné de son but par la fièvre du rail : « Plusieurs municipalités ont cru que leur participation directe à l'entreprise du chemin de fer rapporterait des dividendes suffisants pour leur permettre d'échapper à l'impopularité de la taxation directe<sup>24</sup> ». Malgré cette expérience malheureuse qui avait mené plusieurs municipalités à la faillite, les conseils municipaux de la région se lancent tête baissée dans les subventions aux compagnies lorsqu'une nouvelle fièvre du chemin de fer frappe le sud du Québec au début des années 1870. Les sommes engagées sont importantes : 40 000 \$ à Saint-Césaire, 30 000 \$ à Henryville, 20 000 \$ à Saint-Pie. Pour financer ces généreuses subventions, les municipalités doivent émettre des obligations. À Sainte-Marie-de-Monnoir, par exemple, une taxe spéciale est imposée sur la propriété foncière pour amortir la dette de 7 000 \$ héritée de l'aide versée à la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston<sup>25</sup>.

Même si les municipalités de la région<sup>26</sup> vont continuer à offrir des subventions et des exemptions de taxes pour attirer des industries jusqu'aux années 1920, époque où cette pratique devient interdite par le gouvernement provincial, la prudence est déjà de mise. L'aventure ferroviaire a laissé en plusieurs endroits un goût amer, surtout là où la présence d'une gare n'a pas amené la prospérité. En fait, la plupart de ces petits chemins de fer, surtout ceux dans un axe nord-sud, demeurent d'un intérêt très local ; orientés vers le marché américain, ils ne peuvent concurrencer les lignes à fort trafic vers Montréal, la grande ville industrielle et commerciale de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

De fait, le succès du fonctionnement de l'administration municipale des années 1850 à 1940 constitue une véritable révolution. C'est à l'assemblée





La caserne de pompiers de Saint-Hyacinthe au début du XX<sup>e</sup> siècle.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

mensuelle du conseil municipal que les Montérégiens se sont initiés à l'exercice de la démocratie, un rôle que ne pouvaient assumer les lointaines capitales fédérale et provinciale. Que ce gouvernement local ait pu fonctionner, à ses débuts, dans un milieu largement analphabète constitue en soi un exploit ! Pour les élites locales, la table du conseil a été l'école de formation à l'exercice du pouvoir et au partage des responsabilités ; pour les citoyens payeurs de taxes, le conseil municipal a représenté le seul lieu du pouvoir à l'écoute, où l'intervention d'un simple ouvrier ou d'un petit agriculteur pouvait infléchir des décisions importantes.



Pose du macadam dans les rues de Chambly en 1910. Le rouleau à vapeur servait à tasser la pierre.  
(Société d'histoire de la Seigneurie de Chambly)

## La vie à part

Cette conquête du pouvoir local ne franchit guère les frontières d'une enclave de la Montérégie centrale, celles de la réserve indienne de Kahnawake. Comme dans les autres réserves érigées au XIX<sup>e</sup> siècle par les autorités coloniales britanniques, les Mohwaks de Kahnawake sont réduits à un statut de « protégés de l'État ». Ce rapport de dépendance est consacré par le pacte confédératif de 1867, alors que le gouvernement fédéral se proclame leur tuteur légal, une responsabilité qu'il assume par l'entremise de son département des Affaires indiennes<sup>27</sup>. Jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la vie dans une réserve correspond à deux réalités bien distinctes. Les réserves du plateau laurentien, adossées aux vastes espaces nordiques, peuvent continuer l'exercice de leurs activités traditionnelles, même à une échelle réduite ; celles du sud, par contre, sans cesse soumises à la pression des agriculteurs d'origine européenne, connaissent un constant mouvement d'acculturation.

Le problème du respect de la « propriété » foncière amérindienne revêt un caractère particulier à Kahnawake, qui se retrouve en banlieue d'une des plus dynamiques métropoles nord-américaines avant 1930 et sur le chemin des plus puissants promoteurs, ceux des chemins de fer. La construction d'un pont par le Canadien Pacifique entre Lachine et Kahnawake, en 1887, qui remet en question les droits fonciers des Mohawks, n'est que le prélude d'une longue suite d'expropriations sans indemnisation. Le gouvernement du Québec, qui sent le besoin de désenclaver l'île de Montréal par un nouveau lien routier, construit en 1932 le pont Honoré-Mercier entre LaSalle et Kahnawake : un faisceau de routes y convergent, amenant d'autres empiètements sur le territoire amérindien. Trois décennies plus tard, le gouvernement fédéral fera montre du même manque de respect pour les droits des autochtones lors du creusement de la voie maritime du Saint-Laurent.

En 1938, les recherches du géographe français Raoul Blanchard l'amènent à parcourir la réserve de Kahnawake. Les observations qu'il en rapporte nous éclairent tout autant sur l'état des lieux que sur sa conviction de l'indéniable supériorité des civilisations européennes : « Ils font toutes sortes de métiers, sauf celui de travailler la terre ; on s'en aperçoit lorsqu'on quitte les fermes opulentes de Laprairie et de Châteauguay pour pénétrer dans la Réserve où l'on voit les petites bicoques grises, aux tons délavés, des Indiens, entourées de terres en friche<sup>28</sup> ». Les deux principales sources de revenus lui semblent être la vente de l'artisanat confectionné par les femmes aux touristes américains et le salaire des nombreux monteurs d'acier, employés en grand nombre par la compagnie Dominion Bridge, surtout aux États-Unis. « En somme, une médiocre survivance, qui n'a d'intéressant que sa persistance aux

abords d'une très grande ville<sup>29</sup> ». La renaissance du nationalisme amérindien va complètement bouleverser cette perception de la nation mohawk avant la fin du siècle.

## *L'enrichissement collectif, de 1940 aux années 2000*

Autant la Montérégie centrale pouvait servir de modèle au Québec rural traditionnel d'avant 1940, autant fournit-elle l'image du Québec moderne d'après-guerre. Cette nouvelle société, issue de l'explosion démographique des années 1945 à 1960, demeure plus égalitaire que celle qui est formée depuis le XIX<sup>e</sup> siècle au cœur des grandes villes nord-américaines, comme Montréal. L'enrichissement individuel et collectif ne se traduit pas seulement dans l'apparence générale de ses villes de banlieue et dans la qualité de ses équipements publics ; elle se révèle surtout dans l'allongement de l'espérance de vie, le niveau d'instruction, la participation aux institutions démocratiques et la suppression des barrières entre les sexes, les religions, les langues et les origines sociales.



Un sport d'hiver accessible à tous, le patinage sur les rivières, comme ici sur le Richelieu.  
(Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)

Piscine municipale de Boucherville. Depuis les années 1950, les municipalités assument de nouveaux services, en particulier dans le domaine des loisirs publics.  
(Commission scolaire Marie-Victorin, *Ensemble chez nous en Montérégie*, Photo Daniel Moquin)



## Le triomphe de la classe moyenne

En 1940, à la sortie d'une crise économique qui a semblé interminable à ceux qui l'ont vécue, tenter de définir et de quantifier des classes sociales en Montérégie centrale représente un exercice fort ardu. Le processus centenaire de marginalisation de la région face à Montréal n'a pas permis l'éclosion d'une nombreuse et riche bourgeoisie industrielle et marchande. La petite bourgeoisie locale, composée des cadres de quelques grosses entreprises, de petits industriels et de gros marchands, de membres des professions libérales dotés d'un certain pouvoir économique ou politique, jouit d'une bien modeste influence comparée à celle de la grande bourgeoisie anglophone et même francophone de la métropole. Parmi tous les autres, les agriculteurs et les artisans, les petits commerçants et les ouvriers, il est difficile de trouver une frontière entre une classe moyenne et un prolétariat. En fait, le faible pouvoir d'achat, l'endettement et l'insécurité face à l'avenir demeurent des réalités distribuées plutôt démocratiquement dans la large base de la pyramide sociale.

La guerre de 1939 à 1945 et la décennie de prospérité qui la suit assurent la constitution d'une forte classe moyenne dont les conditions d'existence vont s'améliorer de façon constante jusqu'aux années 1980. Les éléments de confort liés à la vie moderne deviennent accessibles au plus grand nombre, même dans les coins les plus reculés du territoire, comme le démontre le soudain et massif mouvement d'électrification rurale : en juin 1951, neuf fermes sur dix sont reliées au réseau en Montérégie centrale. Mais faire partie de la classe moyenne consiste surtout à s'offrir ce qui était jadis réservé aux gens aisés : aller magasiner et voir un film à Montréal au volant de sa propre voiture ou, encore mieux, passer ses vacances sur une plage du Maine.

Cependant, la plus importante expression de la nouvelle liberté qui procure cette soudaine aisance consiste à choisir son lieu de résidence. On ne recherche plus nécessairement à accéder aux beaux quartiers de la grande ville ; désormais, l'automobile permet de résider loin de son lieu de travail. Pour beaucoup de Montérégiens et de Montréalais, la réalisation du rêve se traduit dans l'achat d'une première propriété : un bungalow à l'américaine planté dans son carré de pelouse. Les agriculteurs en bordure des municipalités qui longent le fleuve transforment leurs hectares de culture et de pâturage en mètres carrés de terrains résidentiels ou commerciaux. Cette invasion prend parfois un caractère anarchique. À Jacques-Cartier, ville champignon qui surgit dans l'après-guerre derrière Longueuil, les autorités municipales sont vite dépassées et les infrastructures ne peuvent suivre le rythme des lotissements. Jusqu'aux années 1960, la vie politique locale baigne dans une atmosphère de spéculation foncière et de soupçons de corruption et de favoritisme<sup>30</sup>.

Télesphore-Damien Bouchard (1881-1962), journaliste, maire et député de Saint-Hyacinthe. Figure dominante de la scène politique régionale, il mène un long combat en faveur d'un impôt foncier sur les biens du clergé et soutient le projet de nationalisation de l'électricité.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)



UN NOUVEAU RÊVE :  
LA VIE DE BANLIEUE

Le bureau de poste fut longtemps le symbole de la présence fédérale dans chaque municipalité. Nous voyons ici celui d'Iberville.

(Bibliothèque nationale du Québec, Coll. Cartes postales, CP 766)



La très forte croissance de la classe moyenne provient à la fois de l'augmentation rapide des salaires et des changements structurels du bassin d'emplois. Avant 1940, la majeure partie des emplois n'exigeaient guère de spécialisation et étaient occupés par une main-d'œuvre masculine peu scolarisée qui avait appris son travail sur le tas : agriculteurs, travailleurs de la terre, commis de magasin. L'engagement massif du gouvernement dans l'éducation, les services sociaux et la santé, à compter des années 1960, combiné à l'explosion de la vie commerciale relèguent les métiers reliés au transport, à la fabrication et à l'exploitation agricole à la portion congrue : en 1996, ces activités regroupent à peine plus du quart de la main-d'œuvre régionale (tableau 14.3). Ces occupations, héritées des révolutions industrielles survenues depuis 1850, demeurent largement des chasses gardées masculines. Les nouvelles professions, par contre, celles qui exigent souvent une longue formation, permettent enfin aux femmes d'accéder par le travail à une plus démocratique classe moyenne.

**Tableau 14.3**  
*Les métiers et professions en Montérégie centrale en 1996*

|                                                                         | Hommes  | %     | Femmes  | %     | Total   | %     |
|-------------------------------------------------------------------------|---------|-------|---------|-------|---------|-------|
| Gestion                                                                 | 32 275  | 12,4  | 12 595  | 6,0   | 44 870  | 9,5   |
| Affaires, finance et administration                                     | 28 100  | 10,8  | 70 425  | 33,3  | 98 525  | 20,9  |
| Sciences naturelles et appliquées<br>et professions apparentées         | 22 205  | 8,6   | 5 275   | 2,5   | 27 480  | 5,8   |
| Secteur de la santé                                                     | 5 330   | 2,1   | 20 560  | 9,7   | 25 890  | 5,5   |
| Sciences sociales, enseignement,<br>administration publique et religion | 11 050  | 4,3   | 17 095  | 8,1   | 28 145  | 6,0   |
| Arts, culture, sport et loisirs                                         | 6 065   | 2,3   | 6 345   | 3,0   | 12 410  | 2,6   |
| Ventes et services                                                      | 52 760  | 20,3  | 58 905  | 27,9  | 111 665 | 23,7  |
| Métiers, transports et machinerie                                       | 63 110  | 24,3  | 4 445   | 2,1   | 67 555  | 14,4  |
| Professions propres au secteur primaire                                 | 9 355   | 3,6   | 2 925   | 1,4   | 12 280  | 2,6   |
| Transformation, fabrication et services<br>publics                      | 29 120  | 11,2  | 12 815  | 6,1   | 41 935  | 8,9   |
| Toutes les professions                                                  | 259 370 | 100,0 | 211 385 | 100,0 | 470 755 | 100,0 |

Source : Statistique Canada, Série des profils, Recensement de 1996.

## La place des femmes

Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre consacré à l'économie, c'est tout le monde du travail et, partant, la société dans son ensemble qui sont bouleversés par l'accession massive des femmes au marché de l'emploi rémunéré dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Dans la région, les changements sont particulièrement profonds et rapides : d'une part, la Montérégie centrale devient la région dont la population croît le plus rapidement au Québec dans l'après-guerre et, d'autre part, elle attire ces jeunes familles, souvent à double revenu, dotées d'un pouvoir d'achat supérieur à celui de la moyenne des Montréalais. À compter des années 1970, il semble de plus en plus acquis que le salaire féminin ne constitue pas seulement un revenu d'appoint au budget familial, mais plutôt l'expression la plus tangible d'une véritable égalité entre les sexes.

Même si l'on fait largement appel à la main-d'œuvre féminine au cours du second conflit mondial, la reconnaissance de la valeur de ce travail n'est pas immédiate, bien au contraire : une véritable mystique de la « femme au foyer » propose plutôt la version féminine de l'*American way of life* dont l'effet est puissant chez la nouvelle classe moyenne des banlieusards de la Rive-Sud. L'emploi féminin progresse lentement jusqu'à la fin des années 1960 et il



demeure cantonné à ces domaines vus comme une extension du travail domestique : secrétariat, santé, éducation et services personnels de tous genres. Le mouvement féministe, qui répand ses revendications auprès des associations de femmes, des syndicats et des partis politiques progressistes, fait lentement accepter cette idée révolutionnaire que le travail d'une enseignante ou d'une infirmière vaut bien celui d'un manoeuvre ou d'un conducteur de poids lourd.

En Montérégie centrale, les années 1970 et 1980 sont celles de la généralisation du travail rémunéré des femmes. De 1971 à 1991, la main-d'œuvre féminine passe de 56 000 à 207 000. En 1996, même si une bonne part de l'emploi demeure dans des secteurs qui exigent peu de spécialisation, pas moins de 60 000 Montérégiennes travaillent dans des domaines qui requièrent un diplôme d'études supérieures : gestion, santé et éducation, administration publique, arts et culture. Comme les femmes génèrent désormais près de la moitié de l'activité économique régionale, il leur devient plus facile de traduire ce nouveau pouvoir économique en pouvoir politique. Elles peuvent enfin obtenir la réalisation d'anciennes revendications, non seulement pour elles, mais aussi pour leurs enfants : salaire égal pour travail égal ou équivalent, congés parentaux, crédits d'impôt pour enfants ou réseau de garderies subventionnées.

Un nombre grandissant de femmes sont amenées à jouer un rôle politique de premier plan ; bientôt, plusieurs sont appelées à représenter un comté de la Montérégie à Ottawa ou à Québec. Le choix de s'engager en politique active demeure toutefois plus difficile pour elles. Dans les années 1970 et 1980, les gouvernements élus hésitent à leur confier des postes ministériels importants, comme s'il était « indélicat » de les poster sur la première ligne de feu. À la fin du siècle, on n'en est plus là : la députée Pauline Marois se voit nommée à la tête de ministères stratégiques et hérite des dossiers les plus chauds.

### **La prospérité pour presque tous**

Dans l'ensemble du monde occidental, les années d'après-guerre sont surtout celles de l'enrichissement individuel et collectif. Au Québec on en constate d'abord les effets sur l'île de Montréal, l'île Jésus et la rive sud du fleuve, des territoires qui profitent à la fois d'une conjoncture expansionniste, et des mesures de gouvernements de plus en plus interventionnistes. Montréal, comme toutes les zones métropolitaines d'Amérique du Nord, se conforme au modèle de développement commun à deux vitesses : d'un côté, les vieux quartiers ouvriers hérités de l'industrie manufacturière du XIX<sup>e</sup> siècle,

avec leur équipement industriel désuet et leur parc immobilier vieillissant et, de l'autre, la large couronne des banlieues à l'architecture dominée par les grands parcs industriels, les centres commerciaux et les interminables rangées de nouvelles résidences unifamiliales.

La Montérégie centrale n'est pas à l'abri de ces rythmes différenciés de développement. Elle a aussi hérité de ces quartiers ouvriers issus de la vieille économie manufacturière désormais aux prises avec la concurrence de l'extérieur, comme le textile et la construction navale. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle ces inégalités perdurent et ce sont les trois MRC qui renferment les trois anciens centres manufacturiers de Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Sorel qui se retrouvent au bas de l'échelle des revenus des ménages dans la région (tableau 14.4). À l'inverse, les quatre MRC qui ont connu la plus forte croissance, situées dans l'arc de cercle qui s'étend de Châteauguay à Varennes et jusqu'au cours moyen du Richelieu, rassemblent 70 % de la population régionale et jouissent d'un revenu médian supérieur à celui de la moyenne canadienne. Les MRC voisines du Bas-Richelieu et de Lajemmerais illustrent bien ces disparités régionales : la dernière profite d'un revenu médian supérieur de 65 % à la première.

Il est cependant certain que la Montérégie centrale connaît une meilleure répartition de la richesse que celle que l'on rencontre dans la métropole où les îlots de richesse et de pauvreté se répartissent de part et d'autre d'une ligne est-ouest ou selon le haut et le bas de la ville. Dans la région, les extrêmes sont à la fois plus discrets et moins concentrés. C'est sans doute dans la MRC de Champlain, la première envahie par les banlieusards et qui regroupe les villes de Brossard, Greenfield Park, LeMoyne, Longueuil, Saint-Hubert et Saint-Lambert, que se voient les plus fortes inégalités. Avec près du quart de sa population sous le seuil de faible revenu, Champlain accueille une large part des laissés-pour-compte de la prospérité montréalaise.

Cette apparence d'aisance générale, qui s'exprime aussi par le fait que deux Montérégiens sur trois sont propriétaires de leur logement, une proportion deux fois plus élevée que dans la Communauté urbaine de Montréal, n'aide en rien les dizaines de milliers d'exclus qui sont facilement oubliés dans la masse des banlieusards favorisés. Tous les organismes qui travaillent auprès des personnes démunies, au soutien aux familles ou à l'aide à l'enfance doivent constamment rappeler que la pauvreté n'est pas un monopole montréalais. Cette perception d'une Montérégie prospère qui côtoie un Montréal affligé de graves problèmes sociaux constitue sans doute le principal obstacle à la création d'une communauté urbaine qui déborderait des limites de l'île de Montréal.



**Tableau 14.4**  
*Le revenu des ménages en 1996*

| MRC de la région (population)       | Régions<br>de comparaison         | Revenu<br>moyen (\$) | % sous le seuil<br>de faible revenu* |
|-------------------------------------|-----------------------------------|----------------------|--------------------------------------|
| Lajemmerais (95 618)                |                                   | 54 886               | 9,9                                  |
| La Vallée-du-Richelieu (113 832)    |                                   | 50 412               | 12,2                                 |
| Roussillon (132 167)                |                                   | 47 119               | 15,1                                 |
| Champlain (314 306)                 |                                   | 40 248               | 24,3                                 |
|                                     | Canada                            | 40 209               | 19,7                                 |
| Rouville (33 090)                   |                                   | 38 079               | 15,0                                 |
| Les Jardins de Napierville (22 936) |                                   | 32 255               | 13,4                                 |
|                                     | Québec (province)                 | 34 951               | 23,4                                 |
| Le Haut-Richelieu (97 539)          |                                   | 34 761               | 19,0                                 |
| Les Maskoutains (78 754)            |                                   | 34 063               | 18,0                                 |
| Le Bas-Richelieu (52 288)           |                                   | 33 168               | 21,5                                 |
|                                     | Communauté urbaine<br>de Montréal | 30 025               | 34,8                                 |

\* % sous le seuil de faible revenu : proportion des ménages qui doivent consacrer 20 % de plus de leur revenu que la moyenne canadienne pour se procurer les biens de première nécessité.

Source : Statistique Canada, Série des profils, Recensement de 1996.

### Le pouvoir du travail

La Montérégie centrale est peu propice à l'établissement d'un fort mouvement syndical avant la Seconde Guerre mondiale. Son secteur manufacturier, basé sur une industrie légère peu capitalisée, ne permet guère l'éclosion d'un syndicalisme militant et revendicateur. Les premières organisations de travailleurs remontent pourtant aux années 1870 ; d'abord présentes dans l'industrie de la chaussure et du cuir à Saint-Hyacinthe et à Saint-Jean, elles adoptent comme modèle celui des unions américaines à l'œuvre dans les mêmes domaines outre-frontière. De 1878 à 1918, on relève 14 grèves dans la région, des débrayages qui touchent plus de 1 500 travailleurs de Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Sorel, Longueuil, Kahnawake et Saint-Bruno<sup>31</sup>. Ces actions isolées, qui ne jouissent que d'un faible appui populaire, sont en général condamnées à l'échec et se soldent souvent par des congédiements massifs.

#### LE POUVOIR OUVRIER : LE VRAI DÉBUT

Les grèves qui surviennent à Sorel durant l'été 1937 constituent par leur caractère et leur ampleur le véritable point de départ de l'affirmation d'un pouvoir ouvrier dans la région. Le fait qu'elles soient d'abord déclarées contre les plus importants représentants de la bourgeoisie régionale, les frères Simard, qu'elles soient dirigées par la jusqu'alors peu combative Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), puis qu'elles prennent place à

l'arrivée au pouvoir de l'administration Duplessis, reconnue pour son antisindicalisme, leur donne valeur d'exemple. Le mouvement prend une allure insurrectionnelle à mesure qu'il s'étend des fonderies et du chantier naval aux secteurs du textile, de la boulangerie, chez les commis et les débardeurs. Aux actes de violence perpétrés par les grévistes répondent des interventions policières musclées, ponctuées de nombreuses arrestations<sup>32</sup>. Après cette première confrontation, l'Église catholique et le pouvoir duplessiste vont souvent s'opposer, au cours des deux décennies suivantes, sur le droit d'association des travailleurs et celui des conditions minimales de travail.

Malgré la suspension du droit de grève dans les industries consacrées à la production de matériel de guerre, les milliers de travailleurs et de travailleuses de Sorel, Longueuil, Saint-Jean et McMasterville peuvent jouir de conditions de travail supérieures à celles qui avaient cours depuis la Grande Dépression. Avant la Révolution tranquille, cependant, les organisations de travailleurs progressent lentement dans la région. C'est la syndicalisation massive des employés de l'État, dans les années 1960, qui fait rapidement augmenter l'appartenance syndicale. Ces dizaines de milliers de fonctionnaires et d'employés des domaines de la santé et de l'éducation qui travaillent en Montérégie ou à Montréal profitent, à compter des années 1970, de conditions d'emplois qui font l'envie des travailleurs du secteur privé. Ce sera aussi leur forte présence qui atténuera les effets de la crise du début des années 1980 dans la région.

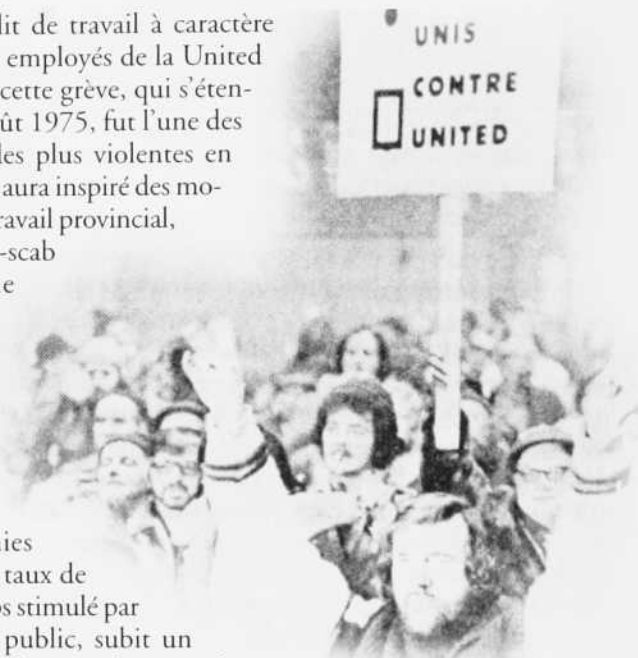


Les conflits ouvriers n'épargnent pas la région. Ainsi, la grève des métallurgistes de Sorel s'étend, en 1937, au secteur du textile, de la boulangerie et aux débardeurs. Le mouvement dirigé par la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), devenue plus tard la Confédération des syndicats nationaux (CSN), reçoit un large appui populaire malgré le climat d'affrontements. Le mouvement est cependant brisé par l'envoi de policiers provinciaux et l'utilisation de briseurs de grève.

(Archives de la Confédération des syndicats nationaux)

En janvier 1974, une grève éclate à l'avionnerie United Aircraft de Longueuil. La production se poursuit à l'aide de briseurs de grève et les 2000 syndiqués des Travailleurs unis de l'automobile et de l'aéronautique se battent pendant 22 mois, malgré la répression policière et une avalanche de poursuites judiciaires. Conséquence indirecte de ce conflit : en 1977, le Code du travail est réformé. Il accorde la formule Rand et interdit l'embauche de briseurs de grève. (Fédération des travailleurs du Québec)

Un autre conflit de travail à caractère exemplaire est celui des employés de la United Aircraft de Longueuil ; cette grève, qui s'étendit de janvier 1974 à août 1975, fut l'une des plus longues et l'une des plus violentes en Amérique du Nord. Elle aura inspiré des modifications au Code du travail provincial, entre autres une loi anti-scab contre les briseurs de grève ou l'extension de la formule Rand forçant le versement des cotisations syndicales par tous les employés d'une même entreprise<sup>33</sup>. Au cours des deux dernières décennies du siècle, cependant, le taux de syndicalisation, un temps stimulé par les emplois du secteur public, subit un coup d'arrêt. Désormais les grandes centrales syndicales doivent consacrer leurs efforts à protéger les acquis hérités des luttes antérieures.



### L'état des lieux

Peu de régions du Québec auront autant subi la pression humaine que la Montérégie centrale au cours du dernier demi-siècle. Qu'on en juge : comme le ménage moyen s'est vu réduit de moitié depuis 1940 en même temps que la population a quintuplé, c'est par dix qu'il a fallu multiplier le nombre de logements. Le parc immobilier régional est donc en grande partie relativement récent. Pour accueillir les larges cohortes de nouveaux résidents, les administrations municipales ont dû ouvrir des centaines de kilomètres de rues, construire des réseaux d'aqueduc et d'égouts et bâtir un système de réservoirs d'eau potable, de traitement des eaux usées et de sites d'enfouissement sanitaire. L'établissement de toutes ces infrastructures dévoreuses d'espace a souvent suscité des débats à l'échelle locale ; cependant, comme ces équipements collectifs étaient destinés à assurer la qualité de vie des résidents et la protection de leur environnement, il a toujours été possible de trouver un terrain d'entente.

*DÉVELOPPEMENT  
VERSUS PROTECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT*

La construction, par contre, des infrastructures de transport, d'intérêt national ou conçues pour désenclaver l'île de Montréal, suscite une résistance croissante à mesure que les Montréalais développent une conscience écologique et une préoccupation pour l'aménagement du territoire. À compter des années 1950, c'est toute la berge du fleuve, de Châteauguay à Boucherville, qui est graduellement soustraite à l'usage des riverains lors de la construction de la voie maritime et de l'autoroute 15. Plus au nord, de Varennes à Sorel, les promoteurs industriels multiplient les quais de transbordement ou de service aux nouvelles usines de produits chimiques ou métallurgiques. Dans les années 1960, cette doctrine du développement à tout prix rencontre de plus en plus de résistance, à telle enseigne que l'hypothèse de la construction d'un grand aéroport international sur la rive sud ne soulève guère d'enthousiasme. Quand les Montréalais constateront l'ampleur du gâchis, ils auront le sentiment de l'avoir échappé belle : les 40 000 hectares expropriés par le gouvernement fédéral pour la création de l'aéroport de Mirabel, dans les Laurentides, représentent une superficie supérieure à celle du comté de Chambly ou de la MRC de Roussillon.

Comme nous l'avons constaté à la lecture du chapitre premier de cette synthèse d'histoire, la Montérégie est la région du Québec qui présente le pire bilan environnemental. Il ne faut pas s'en étonner : depuis les années 1940, tout l'aménagement du territoire a été conçu en fonction de l'usage généralisé d'une machine polluante, la voiture particulière. Il s'agissait de drainer le flux croissant d'automobilistes de la résidence aux lieux de travail, de commerce ou de loisir, par un réseau complexe d'artères menant, le plus rapidement possible, d'une aire de stationnement à une autre. Les municipalités régionales de comté, d'abord créées dans le but de concevoir des schémas d'aménagement du territoire<sup>34</sup>, ont hérité de ce monopole routier pour le transport des personnes et des marchandises. Elles ne peuvent guère que tenter de gérer cette situation qui fait du citoyen un automobiliste avant tout.

Jusqu'aux années 1980, le débat environnemental en Montérégie centrale a largement été monopolisé par la question de la protection du territoire agricole, l'activité champêtre semblant garante d'un paysage certes domestiqué et loin de la forêt d'origine, mais tout de même plus près de l'état naturel que l'habitat citadin. Dans les années 1980 et 1990, le territoire agricole et ceux qui l'exploitent deviennent la cible de toutes les attaques, les agriculteurs étant accusés d'exploiter de façon irresponsable leur domaine désormais protégé par la loi contre les empiètements urbains. Dans cette Montérégie entièrement transformée par quatre siècles de présence européenne c'est à un travail de réhabilitation plutôt que de protection que devront s'attaquer urbains et ruraux dans les décennies à venir.

## Les appartenances montréalaises

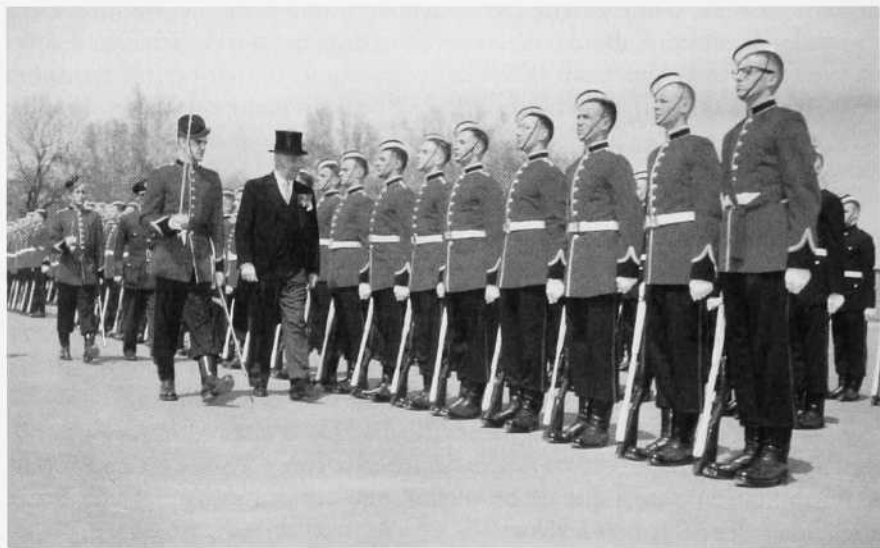


Les élus et les notables s'inquiètent de l'émigration aux États-Unis. Porté au pouvoir par la vague nationaliste soulevée par la pendaison de Louis Riel, le député de Saint-Hyacinthe, Honoré Mercier (1840-1894), entreprend d'affirmer les pouvoirs du Québec comme moyen de solutionner ce problème.  
(Archives nationales du Québec à Montréal, P266, S4, P82, Fonds Famille Bourassa)

Même si la question nationale revient de façon récurrente depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les débats qu'elle suscite débordent rarement les périodes électorales avant 1960. En fait, dans une Montérégie où cohabitent les Églises protestantes et l'Église catholique, les langues anglaise et française, la nation mohawk, les descendants des colons français du Saint-Laurent et de l'Acadie et ceux des vagues successives d'immigrants d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, la mosaïque des nationalités de toute provenance installées depuis les années 1940, les relations demeurent généralement harmonieuses. La pendaison du chef métis Louis Riel, en 1885, provoque cependant une première fracture dans la société régionale parce qu'elle touche à la fois à la langue et à l'appartenance ethnique et religieuse. Les débats qui accompagnent la crise de la conscription en 1917, bien qu'ils se situent à l'échelle canadienne, demeurent révélateurs du peu d'empressement des Montérégiens, francophones à plus de 90 %, à rejoindre des unités totalement intégrées à l'armée britannique.

C'est encore cette question de l'enrôlement obligatoire qui crée des tensions entre les anglophones et les francophones lors du référendum de 1942. Une des causes du rejet à 76 % de la conscription par les électeurs de la région vient sans doute du peu de place accordée au fait français dans les Forces armées canadiennes. La Montérégie centrale va d'ailleurs hériter en 1952 du plus important effort du gouvernement fédéral pour valoriser la présence des

Le gouverneur général Rolland Mitchener passant en revue les cadets du Collège militaire de Saint-Jean.  
(Archives nationales du Québec à Montréal, P97, S23, P7349, Fonds Armour Landry)



Canadiens de langue française au sein du ministère de la Défense : la création du Collège militaire royal de Saint-Jean<sup>35</sup>. Par ailleurs, les vifs débats qui s'engagent dans les années 1960 et 1970 sur les langues officielles, sur l'usage du français à l'école et au travail, dans l'activité financière et commerciale, sont souvent menés par les Montérégiens sur l'île de Montréal, car ils croient que c'est là que la bataille pour la survie de la langue française en Amérique sera gagnée ou perdue.

L'arrivée au pouvoir du Parti québécois, en 1976, place la Montérégie au centre du débat sur l'indépendance du Québec. La région fournit à la province son premier ministre, le député de Taillon, René Lévesque, mais aussi une image, celle du Québec de l'avenir : une population en forte croissance, une économie tournée vers des secteurs neufs, une société bien scolarisée, multiethnique, où domine largement l'élément francophone. Des élections de 1976 à celles de 1998, la Montérégie centrale accorde deux élus sur trois au Parti québécois. Par deux fois, en 1980 et 1995, les Québécois sont appelés à se prononcer par référendum sur l'avenir du Québec. Les résultats semblent montrer une lente croissance de l'option indépendantiste au cours des deux dernières décennies du siècle en Montérégie centrale, le « oui » passant de 49 % à 57 % entre les deux appels aux urnes.

Les appartenances linguistiques, ethniques ou religieuses n'ont pas soulevé d'affrontements marqués en Montérégie centrale depuis les années 1837 et 1838, et la tolérance, voire l'harmonie, demeure la règle plutôt que l'exception. Par contre, le réveil du nationalisme amérindien, lourd de siècles de ressentiment, démontre la fragilité des relations entre les Mohawks de Kahnawake et les populations blanches des environs. Les incidents disgracieux qui surviennent à l'été 1990, lors de l'occupation du pont Honoré-Mercier, sont révélateurs de l'échec de l'intégration des Mohawks à la vie économique, sociale et politique de la Montérégie. Mais cette faillite dépasse le cadre régional : elle est d'abord celle de la création des réserves indiennes au XIX<sup>e</sup> siècle. Les lents progrès dans la définition d'un territoire et d'un pouvoir mohawks ne permettent guère d'espérer plus, dans les années à venir, qu'une cohabitation sans heurts.



Daniel Johnson (1915-1968). Avocat et député unioniste de Bagot de 1946 à 1968, il devient chef de l'Union nationale en 1961 et premier ministre du Québec en 1966. (Archives nationales du Québec à Québec, Fonds OFQ, E6, S7 P764417-20)

René Lévesque (1922-1987). Journaliste, correspondant de guerre, pigiste et animateur à la télévision et à la radio.

Député et ministre sous Jean Lesage, il quitte le Parti libéral et fonde le Parti québécois en 1968. Il se fait élire dans Taillon en 1976 et devient premier ministre du Québec.

(Archives nationales du Québec à Québec, E10, D81-853, P13A, Photo Bernard Vallée)







*Des institutions  
à l'échelle régionale*

---



---

Certaines communautés de religieuses se chargent des travaux ménagers du clergé. C'est le cas des Sœurs de Sainte-Marthe, communauté fondée en 1883 et qui prend en charge l'entretien du Séminaire de Saint-Hyacinthe. Nous voyons ici des religieuses au travail dans la cuisine du Séminaire, vers 1928.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

Ce chapitre, consacré à la naissance et à la vie des institutions régionales, justifie à lui seul le découpage temporel adopté dans cette synthèse d'histoire. C'est au cours des années 1850 que se met en place l'organisation administrative à plusieurs niveaux dont le fonctionnement nous semble désormais si familier. Les commissions scolaires et les conseils municipaux, érigés dans les frontières paroissiales, renforcent la vie communautaire. Une première régionalisation effective est mise en place dans le contexte du comté électoral, bien avant la création du concept de région administrative au XX<sup>e</sup> siècle : le conseil de comté hérite de responsabilités supramunicipales et la réunion de plusieurs comtés fournit le territoire d'intervention du juge et du shérif du district judiciaire ainsi que celui des inspecteurs d'école. À compter de 1867, les députés élus de ces comtés vont représenter leurs administrés à Québec et Ottawa.

L'Église catholique du Canada s'engage de la même façon dans une réorganisation de ses structures. La création du diocèse de Saint-Hyacinthe n'est que le prélude à un engagement massif de l'Église dans tous les aspects de la vie matérielle et spirituelle des Montérégiens. La forte croissance de l'effectif des communautés religieuses leur permet d'occuper un espace de plus en plus large dans les champs de l'éducation primaire et secondaire, des soins de santé et de la charité organisée. Cette omniprésence des institutions qui évoluent dans le giron des Églises diocésaines de Saint-Jean et de Saint-Hyacinthe se maintient jusqu'aux années 1960. Les interventions soutenues de l'État auprès des familles et des individus chassent les congrégations de leurs établissements d'éducation, de santé et de secours aux démunis dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle : les États modernes sont jaloux de leur monopole sur la sécurité sociale.

### *Une Montérégie catholique*

En 1850, malgré sa forte population fidèle à l'Église romaine, la région n'a pas encore de siège épiscopal. La hiérarchie catholique bas-canadienne est sortie divisée des troubles politiques vécus dans les années 1830, et les autorités coloniales regardent avec méfiance cette Montérégie peuplée de

paysans à la soumission désormais douteuse. En l'espace d'une génération, tout le tableau se transforme : Saint-Hyacinthe est élevée au rang de ville épiscopale, l'Église catholique se range aux côtés de l'État pour alphabétiser les Montérégiens francophones, et la région devient un important bassin de recrutement pour les clercs, religieuses et religieux dont les effectifs débordent bientôt en terre de mission. Jusqu'aux années 1960, l'Église conforte sa présence dans tous les domaines de la vie sociale. Au cours des dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, cependant, l'État, qui transforme son rôle, réduit celui de l'Église catholique et des Églises protestantes à la dimension spirituelle des individus, un espace bien restreint dans cette société montréalaise de plus en plus matérialiste.

### Les fidèles qui restent et ceux qui partent

La Montérégie centrale demeure une terre catholique pendant près de quatre siècles d'occupation d'origine européenne. La forte croissance démographique de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle couplée aux difficultés de recrutement subies par le clergé canadien depuis la Conquête provoquent cependant un grave problème d'encadrement. En 1850, la région abrite un catholique bas-canadien sur cinq. L'explosion des effectifs catholiques dans la vallée du Saint-Laurent entre les deux seules villes épiscopales canadiennes, Québec et Montréal, amène la création de deux nouveaux diocèses en 1852 : celui de Trois-Rivières répond à la poussée colonisatrice de part et d'autre du lac Saint-Pierre, et celui de Saint-Hyacinthe accompagne l'avancée des catholiques francophones dans la vallée de la rivière Yamaska.

#### *MONTREAL ET SAINT-HYACINTHE : DEUX DIOCÈSES, UNE MÊME IDÉOLOGIE*

Le diocèse de Saint-Hyacinthe hérite de tout le territoire du Piémont-des-Appalaches, des paroisses de la rive droite du Richelieu, de celles de Saint-Mathieu-de-Belœil, Saint-Marc-de-Cournoyer et Saint-Antoine-de-Padoue sur la rive gauche, ainsi que celles de L'Immaculée-Conception de Saint-Ours et de Saint-Pierre-de-Sorel qui chevauchent la rivière. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les évêques de Saint-Hyacinthe consacreront une large partie de leurs maigres ressources à la formation de nouvelles paroisses au Piémont, une terre à forte majorité protestante jusqu'aux années 1850. De 1854 à 1895, par moins de 24 nouvelles paroisses y sont érigées, alors que la population catholique y croît d'à peine 20 000 ; rien ne peut mieux traduire le zèle missionnaire des évêques maskoutains qui peuvent se féliciter de leur succès : en 1900, deux Piémontais sur trois appartiennent à l'Église de Rome<sup>1</sup>.

En Montérégie centrale, toutefois, la dynamique est tout autre. Les paroisses, divisées entre les diocèses de Montréal et de Saint-Hyacinthe<sup>2</sup>, sont

peu à peu vidées de leurs forces vives par l'émigration outre-frontière. De 1860 à 1900, la population catholique chute de 18 % ; la priorité pastorale consiste moins à ajouter de nouvelles cures qu'à retenir les fidèles des vieilles paroisses. Le clergé régional, qui doit s'adapter à cette nouvelle réalité, accompagne ses ouailles sur la route de l'exil volontaire. En 1900, un bon nombre des quelque 300 prêtres séculiers qui desservent autant de paroisses et de missions franco-américaines proviennent de la Montérégie centrale<sup>3</sup>. Cette épopée missionnaire déborde la Nouvelle-Angleterre et des clercs montérégiens prennent la route de la Floride, du Midwest et de l'Oregon, alors que d'autres rejoignent M<sup>re</sup> Alexandre-Antonin Taché au Manitoba<sup>4</sup>.

Jusqu'à la création du diocèse de Saint-Jean-Longueuil, en 1933, les catholiques de la Montérégie centrale demeurent donc sous l'autorité partagée des évêques de Montréal et de Saint-Hyacinthe. Cette frontière entre les deux diocèses demeure bien théorique tant leurs prélats partagent les mêmes positions doctrinales et pastorales. Cette concordance de vue est d'ailleurs renforcée en 1886 par la création de la province ecclésiastique de Montréal qui consacre Saint-Hyacinthe diocèse suffragant. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la Montérégie centrale offre aux évêques de Montréal (Ignace Bourget, 1837-1876, Édouard-Charles Fabre, 1873-1896) et de Saint-Hyacinthe (Jean-Charles Prince, 1852-1860, Joseph La Rocque, 1860-1865, Charles La Rocque, 1866-1875, Zéphirin Moreau, 1875-1893) l'image d'une Église militante idéale, dont les ouailles et les pasteurs partent à la conquête de « l'Amérique agnostique », tout en s'assurant du quasi-monopole sur son territoire. En effet, les confessions protestantes qui ont vu leurs effectifs fondre de 40 % depuis 1860 ne rassemblent plus que 6 500 fidèles en 1900, et certaines communautés semblent sur la voie de l'extinction.

Si, dans les années 1840 et 1850, l'Église catholique du Canada est en pleine reconstruction, elle le doit en grande partie au deuxième évêque de Montréal, M<sup>re</sup> Ignace Bourget, le porte-étendard de l'ultramontanisme et du combat contre les idées libérales au Québec. Les deux premiers évêques de Saint-Hyacinthe, tous deux ses anciens coadjuteurs à Montréal, lui accordent un appui sans réserve dans sa lutte contre l'Institut canadien<sup>5</sup> et en général contre tous ceux qui voudraient restreindre le rôle de l'Église dans le domaine temporel.

Louis-Antoine Dessaulles (1819-1895), médecin, journaliste et homme politique. Un des chefs du Parti rouge, éditeur et rédacteur du *Pays*, et président de l'Institut canadien, il se retrouve au cœur du conflit entre les radicaux et M<sup>re</sup> Bourget. (Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)



M<sup>re</sup> Jean-Charles Prince  
(1823-1860). Directeur du  
Séminaire de Saint-Hyacinthe  
de 1830 à 1840, chanoine,  
évêque coadjuteur de  
Montréal et premier évêque  
du diocèse de Saint-  
Hyacinthe en 1852.  
(Archives nationales  
du Québec à Québec,  
P560, S2, P3000370-1061,  
Photo Livernois)



Le zouave pontifical de Saint-Césaire. En 1868  
et 1869, 42 jeunes gens de la région volent à la  
défense du pape dont les territoires sont  
menacés par Garibaldi en s'engageant comme  
zouaves pontificaux. Durant des décennies, les  
zouaves serviront de gardes paroissiaux.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

Cet appui de l'évêque de Saint-Hyacinthe se  
confirme de nouveau dans les années 1860  
quand M<sup>re</sup> Bourget lève des contingents de  
zouaves pontificaux qui se porteront à la défense des États papaux menacés  
par la réunification italienne<sup>6</sup>. Plus de 20 % des recrues québécoises provien-  
nent de la région ; à elles seules, les paroisses de Saint-Pie et de Saint-Hugues  
fournissent 12 volontaires pour la protection de Rome et du pape Pie IX.

#### ÉDUCATION ET SANTÉ : LE RÔLE DES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES

Comme nous l'avons vu au chapitre 9, M<sup>re</sup> Bourget s'était donné pour  
tâche de recruter en France des membres du clergé régulier et des congréga-  
tions de religieux et de religieuses. Les évêques de Saint-Hyacinthe vont pour-  
suivre dans la même voie. Dès 1851, un an avant sa nomination à la tête du  
nouveau diocèse de Saint-Hyacinthe, M<sup>re</sup> Prince avait rencontré en France  
Marie Rivier, la supérieure générale des religieuses de la Présentation-de-Marie ;  
cette démarche mènera, deux ans plus tard, à l'ouverture de la première mai-  
son canadienne de cette communauté à Sainte-Marie-de-Monnoir. Les sœurs  
installent bientôt leur maison-mère à Saint-Hyacinthe et ouvrent couvents et  
pensionnats dans tout le diocèse. Elles représentent, avec les religieuses de la  
Congrégation de Notre-Dame et celles des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie,  
les plus importantes communautés engagées dans l'éducation en Montérégie  
centrale<sup>7</sup>.

Dans une Montérégie composée en large majorité de familles pauvres, où le décès précoce d'une mère ou d'un père constitue un événement banal, où les épidémies mortelles frappent avec une désespérante régularité, où orphelins et personnes âgées sans famille ne trouvent aucun refuge, la priorité des Églises protestantes et de l'Église catholique est de créer des établissements aptes à recevoir malades et démunis. Les évêques de Montréal et de Saint-Hyacinthe font encore là appel aux congrégations de religieuses. Les Sœurs Grises de Saint-Hyacinthe, qui avaient fondé l'Hôtel-Dieu de l'endroit en 1840, élargissent graduellement leur territoire d'intervention. En 1858, elles prennent en charge l'hôpital de Sorel fondé par les Sœurs de la Providence, puis administrent d'autres institutions hospitalières à Marieville, Saint-Jean et Saint-Denis-sur-Richelieu. L'orphelinat de La Prairie et les hospices de Varennes, Belœil et Saint-Antoine sont aussi confiés à des communautés religieuses. Le financement de tous ces établissements repose, pour l'essentiel, sur la charité privée, l'aide gouvernementale demeurant à un niveau très modeste avant 1920.

Également sollicitées par les évêques de Montréal et de Saint-Hyacinthe, les communautés de prêtres et de religieux déploient des effectifs beaucoup plus restreints que celui des congrégations féminines. L'obligation faite au clergé régulier de prendre en charge des paroisses pour soulager les prêtres diocésains les éloigne souvent de leur mission première dans l'enseignement, l'évangélisation, la prédication ou la contemplation. Les Dominicains, arrivés en 1873, doivent s'occuper de la paroisse Notre-Dame de Saint-Hyacinthe avant d'étendre leur mission axée sur la prédication. Les lois adoptées en France par les gouvernements républicains poussent cependant les congrégations de religieux enseignants sur la voie de l'exil et la région profite de leur venue<sup>8</sup>. Tous ces Frères des Écoles chrétiennes et de l'Instruction chrétienne, ceux de Sainte-Croix, du Sacré-Cœur et Maristes s'occupent de l'éducation des garçons dans un nombre croissant d'établissements.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Montérégie centrale représente le plus bel exemple de la renaissance de l'Église catholique québécoise. L'établissement d'un régime de chrétienté, selon les termes de l'historien Nive Voisine, s'avère beaucoup plus aisé dans cette région catholique à 95 % qui n'a pas à supporter un front pionnier, comme dans la plupart des autres régions du Québec, ni à affronter la concurrence des Églises protestantes, comme à Montréal, dans l'Outaouais ou les Cantons-de-l'Est. Ce vieux terroir de paroisses centenaires à l'économie mature fournit rapidement un nombreux personnel de clercs, de religieuses et religieux, en plus du soutien matériel aux paroisses et aux œuvres diocésaines. Cette Église possède désormais les ressources nécessaires pour assumer, au XX<sup>e</sup> siècle, les nombreuses tâches dont elle réclame la responsabilité.



## Une église omniprésente

### UN NOUVEAU DIOCÈSE : SAINT-JEAN-LONGUEUIL



M<sup>gr</sup> Anatase Forget (1885-1910). Il devient le premier évêque du diocèse de Saint-Jean-Longueuil. (Archives nationales du Québec à Québec, P428, S3, DF33)

Malgré le fort mouvement d'émigration des Québécois vers les États-Unis dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la population catholique de la plaine du Saint-Laurent augmente de façon constante, ce qui force la création de nouveaux diocèses. Les paroisses de Saint-Michel et Saint-David, dans la basse Yamaska, se trouvent incluses dans le diocèse de Nicolet, érigé en 1885, tandis que celles de Sainte-Philomène, Saint-Joachim et Saint-Romain sont rattachées au nouveau diocèse de Valleyfield en 1892. L'accélération du rythme d'urbanisation au sud du Québec, dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, amène la concentration de 850 000 fidèles dans le diocèse de Montréal. La création du diocèse de Saint-Jean-Longueuil, en 1933, permet de fournir un meilleur encadrement aux 42 paroisses de la rive sud du Saint-Laurent et de la rive gauche de la rivière Richelieu. Ce partage des paroisses de la Montérégie centrale entre les diocèses de Saint-Jean, Saint-Hyacinthe, Nicolet et Valleyfield perdure.

Tout au long de ces années, l'encadrement paroissial se renforce à mesure que les séminaires de Saint-Hyacinthe, puis de Saint-Jean, fournissent des cohortes annuelles de plus en plus fortes de prêtres séculiers. D'exceptionnelle, la présence d'un vicaire à la cure devient la norme. Les curés ainsi libérés d'une partie de leur tâche pastorale peuvent consacrer plus de temps à l'organisation des œuvres et associations pieuses, mais aussi à un plus grand engagement dans la communauté, dans la fondation d'organismes de charité, à la commission scolaire locale, ou en aidant à la formation d'une caisse populaire ou d'un syndicat catholique. Cette omniprésence du clergé facilite aussi le recrutement de nouveaux membres pour les congrégations religieuses des deux sexes à l'œuvre dans les dizaines d'établissements d'éducation primaire et secondaire, les hôpitaux, hospices et orphelinats de la région. En 60 ans, les effectifs de ces communautés sont multipliés par quatre, pour atteindre près de 3 300 religieuses, religieux et clercs réguliers en 1951 (tableau 15.1).



M<sup>gr</sup> Sabin Raymond (1810-1887), troisième supérieur du Séminaire de Saint-Hyacinthe. Il polémiqua avec L.-A. Dessaulles. (Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe, Inventaire des œuvres d'art et des photographies du Séminaire)

**Tableau 15.1**  
*Effectifs des communautés religieuses en Montérégie centrale, 1891-1996*

|                              | 1891 | 1921  | 1951  | 1981  | 1996  |
|------------------------------|------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Communautés de femmes</b> |      |       |       |       |       |
| Diocèse                      |      |       |       |       |       |
| Saint-Jean-Longueuil         | 176  | 393   | 787   | 756   | 506   |
| Saint-Hyacinthe (partie)     | 444  | 1 225 | 1 638 | 1 393 | 1 029 |
| Nicolet (partie)             | 13   | 21    | 13    | —     | —     |
| Valleyfield (partie)         | 7    | 30    | 32    | 26    | 15    |
| Total                        | 640  | 1 669 | 2 470 | 2 175 | 1 550 |
| <b>Communautés d'hommes</b>  |      |       |       |       |       |
| Diocèse                      |      |       |       |       |       |
| Saint-Jean-Longueuil         | 58   | 147   | 325   | 214   | 167   |
| Saint-Hyacinthe (partie)     | 80   | 215   | 468   | 373   | 220   |
| Nicolet (partie)             | —    | —     | —     | —     | —     |
| Valleyfield (partie)         | —    | —     | 28    | 12    | 3     |
| Total                        | 138  | 362   | 821   | 599   | 390   |

Source : *Le Canada ecclésiastique*, 1891, 1921, 1951 ; *Annuaire des diocèses de Saint-Jean-Longueuil, Saint-Hyacinthe, Nicolet et Valleyfield* pour 1981 et 1996.

La Montérégie centrale demeure, par sa position géographique et par les liens de toute nature qu'elle entretient avec les importantes communautés franco-catholiques établies outre-frontière, un territoire très perméable à l'influence américaine. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'archevêque de Montréal, M<sup>gr</sup> Bruchési, dénonce dans ses lettres pastorales ces modes urbaines venues du sud, comme le théâtre de vaudeville et le cinéma, qui réduisent le dimanche à une journée de divertissement. La campagne contre l'intempérance, menée de façon énergique dans les années 1840 et 1850, est relancée avec succès dans une Montérégie encore majoritairement rurale. Au référendum provincial qui se tient en 1916 sur la prohibition dans chacune des municipalités, le succès de la croisade est évident : dès 1918, la vente de boissons alcooliques est bannie dans la plupart des localités de la région. Les villes de Longueuil et de Saint-Hyacinthe demeurent cependant opposées au régime sec.

Comme toutes les régions rurales du Québec, la Montérégie connaît un profond mouvement d'homogénéisation depuis les années 1850, avec une population de plus en plus francophone et catholique, un courant que renforce la hiérarchie diocésaine en multipliant les structures d'encadrement. Dès la fin de la Première Guerre mondiale, toutefois, la grande ville toute proche

répand ses valeurs profanes par ses journaux quotidiens à grand tirage et ses émissions de radio qui rejoignent presque tous les foyers. Bientôt, ce sont les Montréalais eux-mêmes qui traversent le fleuve, une population multiethnique et multiconfessionnelle pour qui l'appartenance paroissiale est à construire. Après le second conflit mondial, les ressources humaines et matérielles du diocèse de Saint-Jean ne suffisent plus à encadrer l'invasion pacifique de ces milliers de familles catholiques qui s'installent à Laflèche, Jacques-Cartier et Saint-Hubert. La nécessité de créer de nouvelles paroisses survient en même temps que le clergé séculier éprouve des problèmes de recrutement, ce qui présage des problèmes d'encadrement à venir.



Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'Église est omniprésente en toutes circonstances. Ainsi, lors de l'inondation de 1928, le curé Payette de Longueuil sillonne les rues de la ville et confesse ses fidèles dans sa voiture.  
(Société historique du Marigot)



Intérieur de la chapelle du Précieux-Sang  
de Saint-Hyacinthe.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

L'église de L'Acadie. Comme c'est souvent le cas,  
le cimetière et son charnier jouxtent l'église.  
(*Les chemins de la mémoire*, tome II, *Monuments  
et sites historiques du Québec*)

Les Églises protestantes, de leur côté, connaissent une croissance de leurs effectifs au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Ces gains ne sont toutefois pas effectués au détriment de l'Église de Rome, car, dans les petites communautés anglicanes, presbytériennes, baptistes ou méthodistes du Haut-Richelieu, de Clarenceville, Chambly et Sorel, le prosélytisme n'est guère de mise dans cette masse de catholiques militants. Ce renouveau provient plutôt de l'invasion banlieusarde de la Rive-Sud, qui se concentre dans le district de Chambly, où le nombre de fidèles protestants passe de 1 400 à 13 500 en un demi-siècle. L'Église anglicane rassemble la moitié des protestants montérégiens et l'Église unie du Canada, formée en 1925 par l'union de plusieurs confessions, en compte un bon tiers. Mais ces communautés majoritairement urbaines paraissent moins attachées à leur foi que les petits groupes disséminés dans la Montérégie rurale.



Charles Chiniquy (1809-1899). Orateur puissant, il se fait apôtre de la tempérance, mais il se brouille avec son évêque, est interdit en 1856 et passe au protestantisme.  
(Archives nationales du Québec à Québec, P1000, S4, PC82)

L'église de la Grande-Ligne.

On notera l'originalité  
de l'architecture,  
en particulier la tour carrée  
servant de clocher.

(Bibliothèque nationale du  
Québec, Coll. Cartes postales,  
CP 3803)



Église anglicane de Saint-Georges-de-Clarenceville.  
(*Les chemins de la mémoire*, tome II, *Monuments  
et sites historiques du Québec*)

## La difficile mission pastorale

Pour les évêques, les clercs, les religieuses et religieux de la Montérégie centrale, les années d'après-guerre sont celles de la montée des périls. Les communautés religieuses et le clergé diocésain connaissent des difficultés de recrutement en même temps que le nombre de fidèles s'accroît de façon exponentielle. Dans les années 1960, le gouvernement du Québec prend à sa charge les réseaux d'éducation, de santé et des services sociaux, privant les Églises de leurs champs d'intervention privilégiés auprès de leurs ouailles. Mais ce qui change surtout, c'est le caractère des nouveaux fidèles, des urbains qui cultivent leur individualisme, donc plus difficiles à rejoindre, et qui se reconnaissent peu dans les organisations paroissiales. À mesure que s'atténue la rivalité séculaire entre les Églises chrétiennes, de nouvelles confessions s'ajoutent à la mosaïque religieuse montréalaise, en plus des multiples sectes au prosélytisme parfois agressif.

Les deux diocèses qui couvrent la majeure partie de la région, ceux de Saint-Jean-Longueuil et de Saint-Hyacinthe, ne sont aux prises avec les mêmes réalités. Dans celui de Saint-Hyacinthe, le rythme d'urbanisation demeure assez lent pour que la création de quelques nouvelles paroisses puisse accompagner les fidèles des quartiers neufs de Saint-Hyacinthe, Sorel et Granby. Ailleurs, sur la majeure partie du territoire diocésain, les petites communautés villageoises demeurent bien vivantes jusqu'aux années 1970 et l'église paroissiale rythme encore les grandes étapes de la vie, du baptême à la sépulture. Le diocèse de Saint-Jean-Longueuil, par contre, connaît dans les années 1950 à 1980 une urbanisation comparable à celle de l'île de Montréal des années 1900 à 1930 : là, cependant, la hausse des vocations sacerdotales et religieuses avait accompagné la croissance du nombre des fidèles, ce qui est loin d'être le cas sur la rive sud du Saint-Laurent.

En effet, la crise de la foi qui se dessine au Québec dans les années 1950 et 1960 a comme première grave conséquence la chute des vocations ; les finissants des collèges classiques choisissent de moins en moins le clergé séculier et les scholasticats et jувénats des communautés religieuses manquent de recrues. Le rapport de la Commission d'étude sur les laïcs et l'Église<sup>9</sup>, déposé en 1971, relie ces problèmes de recrutement à un état de crise religieuse généralisée qui se manifeste d'abord par le déclin de la pratique cultuelle et par l'indifférence croissante des jeunes à la recherche de nouvelles valeurs. Le diagnostic lucide posé par le « rapport Dumont » semble s'adresser directement à l'Église montréalaise quand il décrit une société très largement catholique et francophone, en voie d'urbanisation rapide, et à la recherche de consensus mobilisateurs.

*LA CHUTE  
DES VOCATIONS*

ÉDUCATION, SANTÉ,  
SERVICES SOCIAUX :  
L'ÉTATISATION

Le mouvement de laïcisation des institutions d'éducation, de santé et de services sociaux mené par le gouvernement du Québec de 1957 à 1970 est souvent vécu comme une dépossession par les communautés religieuses. En Montérégie, toutefois, les sœurs et les frères qui œuvrent dans l'enseignement secondaire sont débordés par une masse d'élèves qui poursuivent désormais leurs études après l'âge de la fréquentation obligatoire de 14 ans, au moment même où les effectifs des communautés plafonnent. Dans le domaine de la santé, les besoins et les coûts croissent de la même façon et le désengagement de l'Église s'avère là aussi inévitable. D'ailleurs, la vente de leurs établissements à l'État et les meilleurs salaires permettent à toutes ces communautés de se constituer une rente qui se révélera fort utile lorsque les maisons-mères se transformeront, à la fin du siècle, en hôpitaux privés pour leurs membres vieillissants.

À la fin des années 1960, l'Église catholique du Québec se voit de plus en plus réduite à sa mission pastorale. Les conclusions du concile Vatican II suggèrent de nouvelles façons d'être et de faire à l'intérieur de chacune des communautés paroissiales. Le renouveau liturgique, le sacerdoce des laïcs, l'ouverture aux autres Églises chrétiennes, autant d'aspects que les clercs et les laïcs les plus âgés trouvent difficiles à adopter après une vie dans une organisation où l'autorité descendait en cascade, du pape à la plus humble des brebis. Dans les années 1970 et 1980, la tiédeur, voire l'indifférence, s'installe : la pratique dominicale atteint moins de 30 % dans le diocèse de Saint-Jean-Longueuil, et la proportion des fidèles qui s'acquittent de leurs obligations financières auprès de la paroisse se réduit de semblable façon. En moins d'une génération, la crise de la foi se transforme en prosaïque crise financière.

Comme leurs confrères des autres diocèses du Québec, les évêques de Saint-Hyacinthe et de Saint-Jean-Longueuil ont dû parer au plus pressé. Des prêtres à l'âge de la retraite doivent parfois prendre en charge plusieurs paroisses regroupant plus d'une dizaine de milliers de catholiques qui tiennent toujours, pour eux et pour les leurs, aux cérémonies du baptême, du mariage et de la sépulture. Heureusement, à côté de ces « catholiques d'occasion », les Églises diocésaines ont pu recruter des centaines de diacres et d'agents de pastorale qui partagent les responsabilités paroissiales et participent à l'enseignement de la foi et à la préparation aux sacrements. Ces catholiques militants, parmi lesquels on compte un grand nombre de religieuses, soutiennent l'espoir d'un avenir meilleur.



## *De l'école du rang à l'université montréalaise*

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, Lord Durham n'est pas le seul à déplorer l'analphabétisme généralisé des Canadiens français. Le bon fonctionnement de la vie démocratique, à tous les niveaux, exige un usage minimal de la langue écrite. Les élites laïques et religieuses vont appuyer cette volonté de l'État de généraliser l'apprentissage de la lecture et de l'écriture à tous les enfants, à la ville comme à la campagne. En l'espace d'une génération, grâce aux efforts des commissaires d'écoles, des curés de paroisses, des instituteurs et institutrices, des congrégations religieuses, d'énormes progrès sont accomplis. Cependant, la généralisation de l'enseignement secondaire devra attendre encore près d'un siècle ; ce nouveau retard, source d'une pauvreté culturelle et d'un affaiblissement de la langue française, amènera, avant la fin du XX<sup>e</sup> siècle, l'élection de gouvernements qui feront de la véritable démocratisation de l'enseignement leur priorité.

### **L'alphabétisation des Montérégiens**

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le gouvernement du Bas-Canada va de l'avant avec une série de mesures destinées à assurer l'alphabétisation des enfants de la vallée du Saint-Laurent. Les lois de 1845 et 1846, retouchées au fil de l'expérience dans la décennie qui suit, consacrent l'autorité de commissaires élus localement et garantissent le financement des écoles grâce à des subventions gouvernementales et à des prélèvements auprès des parents. En gros, ce système demeure en vigueur jusqu'aux années 1960, avec parfois des modifications importantes, comme celle de 1923 qui prolonge le cours primaire élémentaire de quatre à six années, ou celle de 1943 qui oblige les parents à maintenir leurs enfants à l'école jusqu'à l'âge de 14 ans<sup>10</sup>.

Pour tenter de mesurer les progrès de l'alphabétisation des Montérégiens dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, il est nécessaire de faire l'état des lieux en 1850. Or, il n'est pas facile d'établir quelle proportion de la population peut lire et écrire, lire seulement, ou ne possède aucune de ces habiletés. Pour cette période pré-statistique, les historiens disposent de sources de valeur inégale pour établir un taux d'alphabétisation : témoignages de contemporains, recensements décennaux, présence de signatures au bas d'un document officiel, comme une pétition, un acte notarié ou un acte consigné dans les registres paroissiaux. Ainsi, à titre d'exemple, moins de 20 % des pères, parrains et marraines peuvent signer lors des 87 baptêmes célébrés dans la paroisse de Saint-Hilaire en 1851. Bien plus, cette capacité de signer ne garantit nullement une compétence minimale de l'individu en lecture ou en écriture<sup>11</sup>.



École paroissiale de Saint-Hilaire au début du siècle.  
(Société historique du Marigot)



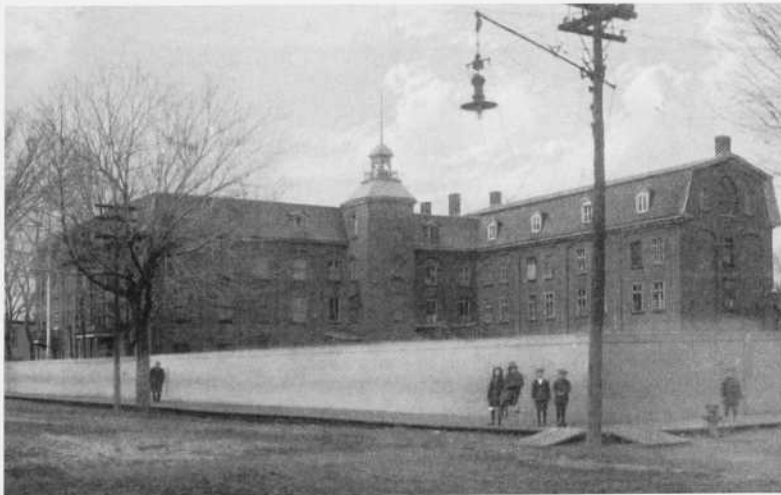
La sortie de l'école,  
à Saint-Hubert, vers 1918.  
(Société historique du  
Marigot, Fonds Michel Pratt)

Au Québec dans son ensemble, l'analphabétisme se distribue suivant d'importants clivages, selon la religion, le métier ou le lieu de résidence. Pour de nombreux protestants, la lecture de l'Écriture sainte fait partie des obligations religieuses ; chez les catholiques, les prêtres se chargent eux-mêmes de porter la bonne parole. L'exercice d'une profession libérale ou de certains métiers liés au commerce exige de savoir lire, écrire et compter, des habiletés superflues pour la masse des agriculteurs, journaliers et artisans de la campagne<sup>12</sup>. Dans une Montérégie catholique à 92 %, où trois habitants sur quatre demeurent sur une ferme, l'ignorance de la langue écrite ne constitue guère un handicap, et la plupart des parents ne se font pas encore un devoir d'envoyer leurs enfants à l'école.

Pourtant, en 1850, les efforts des élus pour promouvoir l'enseignement public au Bas-Canada datent déjà d'un demi-siècle. Comme nous l'avons vu dans un précédent chapitre, l'opposition de l'Église catholique aux écoles de l'Institution royale, sous le contrôle du clergé anglican, retarde d'une génération l'alphabetisation des francophones. Le succès immédiat de la loi des écoles de syndics de 1829, bien qu'il soit compromis par les rébellions de 1837 et 1838, montre bien qu'une législation adaptée à la société laurentienne doit s'appuyer sur la confessionnalité, et les lois votées de 1845 à 1856 confirment ce rôle central des Églises protestante et catholique. Au cours des années 1850, le clergé catholique montréalais fait sien le projet d'alphabetisation universelle, maintenant que son droit de regard est garanti, de la formation des maîtres au contenu des apprentissages. Ce contrôle croissant de l'Église sur l'enseignement public va d'ailleurs à contre-courant du mouvement de laïcisation observé partout ailleurs en Occident.



Le High School de Saint-Lambert, vers 1940.  
(Société historique du Marigot, Fonds Michel Pratt)



Académie du Sacré-Cœur de Sorel.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

Au cours des années 1850 et 1860, le système des commissions scolaires réussit à s'imposer sur l'ensemble du territoire de la région. La fréquentation scolaire se généralise chez les enfants de six à neuf ans qui suivent les trois années du cours élémentaire. Cependant, seule une fraction de ces élèves à qui l'on a prodigué quelques notions de lecture, d'écriture, de calcul et de catéchisme poursuit son apprentissage aux trois degrés offerts dans les écoles modèles, encore moins aux 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> années de l'académie. La municipalité scolaire, qui couvre l'aire paroissiale, est divisée en arrondissements dotés pour la plupart d'une école de rang à classe unique. Dans les gros villages et les petites villes, la concentration d'enfants d'âge scolaire permet d'offrir la gamme complète des institutions : écoles primaires, école modèle à plusieurs classes, académies contrôlées par des communautés religieuses.

On peut comprendre que ce système d'enseignement, financé pour moitié grâce à une contribution parentale obligatoire, est très sensible à la conjoncture économique régionale. Au long du XIX<sup>e</sup> siècle, les crises sont nombreuses ; celle qui se prolonge de 1873 à 1896 paraît interminable. Ces bouleversements frappent aussi les autres régions qui n'ont pas, par contre, à lutter contre la désertion de leur population. De 1861 à 1891, le nombre d'élèves chute de près de 24 000 à 20 000 en Montérégie centrale. Le mouvement d'exode, d'une intensité variable selon les sous-régions, frappe surtout les paroisses agricoles. Dans le Bas-Richelieu et la Basse-Yamaska, le dynamisme des villes de Sorel et Saint-Hyacinthe soutient tout le réseau d'enseignement. Au sud, par contre, l'attrait des manufactures américaines devient irrésistible pour les jeunes familles. Dans le comté d'Iberville, qui perd 45 % de sa population de 1860 à 1900, de nombreuses écoles de rang sont littéralement désertées par leurs élèves.



Cour de récréation du collège  
Saint-Césaire.  
(Bibliothèque nationale du  
Québec, Coll. Cartes postales,  
CP 1501)



Au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, certains collèges possèdent leur propre corps de milice, tel celui du Séminaire de Saint-Hyacinthe fondé en 1832. Il porte d'abord le nom de Fils de Carillon, puis il devient le Corps de cadets numéro 1 doté de carabines en 1898. Cette photo a été prise vers 1915.

(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)



Même si le latin et le grec occupent une place de choix dans la formation des collégiens, les sciences ne sont pas oubliées. Nous voyons ici deux élèves dans le cabinet de physique du Séminaire de Saint-Hyacinthe, vers 1927.

(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)

Le système d'écoles publiques du Québec repose sur deux réseaux autonomes, l'un catholique et l'autre protestant. Les protestants de la région doivent donc assumer le poids de l'enseignement de leurs enfants dans un environnement qui ne leur est guère favorable. Ces familles anglophones divisées en plusieurs confessions doivent se regrouper pour soutenir leurs propres écoles ; dans les localités où elles sont peu nombreuses, les classes sont dispensées dans une résidence privée ou à la chapelle. Malgré la très forte baisse du nombre de jeunes protestants d'âge scolaire, la persévérance croissante permet de conforter le réseau d'écoles primaires, dont le nombre passe de 30 à 50 de 1860 à la fin du siècle. Les comtés de Saint-Jean et de Chambly en rassemblent le plus grand nombre.

*LA FRÉQUENTATION  
SCOLAIRE : UNE LENTE  
PROGRESSION*

En général, la fréquentation scolaire des élèves catholiques progresse lentement au cours des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Les rapports des inspecteurs d'écoles catholiques, qui parcourent les quatre districts d'inspection de la région<sup>13</sup>, signalent une série de causes au manque d'assiduité des enfants, une liste qui ne varie guère tout au long de cette période : travaux de la ferme, désintéressement des parents, mauvais chemins, épidémies, éloignement de l'école. Ces écoles ne sont d'ailleurs pas toujours ouvertes, car les commissaires sont lents à remplacer les institutrices qui quittent leur poste en cours d'année. Dans les journaux régionaux, les offres d'emploi pour des institutrices diplômées abondent, mais les salaires dérisoires attirent peu. La fermeture prolongée d'une école peut avoir un effet désastreux sur l'alphabétisation locale, car la fenêtre de fréquentation est étroite, de 6 à 10 ans ; après, c'est déjà l'âge du travail. Ainsi, à Saint-Hilaire, on attribue la chute du nombre de signatures dans le registre des baptêmes, au début de la décennie 1880-1890, à la désorganisation scolaire de la paroisse au cours des années 1840 : ces pères, parrains et marraines adultes n'ont pas réussi à rattraper l'apprentissage raté dans leur jeune âge<sup>14</sup>.

À la fin du siècle, le vaste projet d'alphabétisation de la majeure partie des Montérégiens semble avoir été mené à bien. Le système des commissions scolaires fonctionne : presque tous les parents envoient leurs enfants à l'école et paient la quote-part, la majeure partie des institutrices sont diplômées, et quelque 600 écoles primaires catholiques et protestantes sont en activité. Le recensement de 1891 révèle que 80 % des 10 à 29 ans savent lire et écrire, contre à peine 31 % de plus de 60 ans. En fait, comme la plupart des enfants quittent l'école vers l'âge de dix ans, l'écriture, peu utilisée, est souvent perdue. La lecture, par contre, se généralise, au village et dans les rangs, comme le démontre la progression foudroyante des tirages et des abonnements de la presse périodique régionale et des quotidiens de Montréal. Grâce à l'écrit et à sa large diffusion, une nouvelle culture populaire se répand, à l'écoute des nouvelles du monde et de ses drames et merveilles.

### **Les lents progrès de la persévérance scolaire**

Du début du siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le système d'enseignement public semble, dans une Montérégie encore majoritairement rurale, répondre à la demande. Le fait de savoir lire avec aisance suffit aux besoins d'information de la plupart des gens, les journaux et revues à grand tirage nourrissent la culture populaire, et le monde du travail offre encore beaucoup de ces emplois manuels aux tâches répétitives. L'après-guerre sonne l'heure des techniciens et des employés de bureau des deux sexes et les



employeurs réclament une main-d'œuvre dont les habiletés intellectuelles dépassent le simple niveau de l'alphabétisation. L'éducation devient à la mode chez les banlieusards montréalais et le fait d'avoir « des enfants aux études » constitue une preuve de réussite sociale. Le réseau d'enseignement primaire et secondaire est littéralement débordé par les jeunes *baby-boomers* à la persévérance accrue : en 1960, une réforme s'impose.

La Montérégie centrale constitue sans doute la région où l'Église marque sa plus profonde emprise sur le réseau d'enseignement catholique au Québec avant 1940. Alors qu'à Montréal ou dans les territoires de peuplement, de la Gaspésie à l'Abitibi, la croissance de la population soumet le système public d'éducation à une pression constante, la stagnation du nombre d'enfants d'âge scolaire et la forte progression des effectifs des communautés enseignantes permettent aux autorités religieuses de la région d'assurer un monopole sur la formation des jeunes. Dans les années 1920 et 1930, les sœurs peuvent assumer l'ensemble des tâches au primaire et au secondaire et, dans de nombreuses localités, les commissions scolaires n'ont plus recours aux institutrices laïques.

*UNE FORTE PRÉSENCE  
DES COMMUNAUTÉS  
RELIGIEUSES*

En effet, les communautés religieuses féminines administrent déjà, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une trentaine de couvents et d'académies qui reçoivent les filles alphabétisées à l'élémentaire. Les sœurs enseignantes, formées dans les scholasticats des congrégations, confortent leur présence en milieu urbain, abandonnant aux institutrices laïques les écoles de rang à classe unique où elles ne pourraient vivre leur idéal communautaire. D'ailleurs ces institutrices laïques sont de plus en plus issues des écoles normales tenues par des religieuses au XX<sup>e</sup> siècle. À la première école normale, érigée en 1912 à Saint-Hyacinthe par les Sœurs de la Présentation, s'ajoutent celle de la Congrégation de Notre-Dame à Saint-Jean en 1936, puis celle des Sœurs de Saint-Joseph à Saint-Hyacinthe en 1941 et enfin l'école des Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie à Verchères en 1947. En 1950, ces quatre écoles normales reçoivent quelque 450 étudiantes. Les communautés religieuses fondent aussi d'autres établissements, les écoles ménagères, qui visent à former des épouses et des mères accomplies. En 1930, on compte 17 de ces écoles en Montérégie centrale ; ces instituts familiaux seront appelés à disparaître, comme les écoles normales, lors des réformes des années 1960<sup>15</sup>.

Si les choix qui s'offrent aux filles demeurent aussi maigres, c'est que l'on ne les destine pas, pour la plupart, au marché du travail. Les garçons, par contre, doivent être préparés pour leur rôle de pourvoyeurs du revenu familial dans un monde où les emplois sont plus complexes et exigeants. Or le système d'enseignement public confessionnel prépare bien mal au « siècle de la



machine », alors que les garçons quittent l'école après la première communion au début du siècle et après la profession de foi dans les années 1940. Pour tenter de suppléer les graves lacunes de la formation secondaire, le gouvernement du Québec doit mettre sur pied tout un réseau d'institutions plus aptes à répondre aux besoins de l'économie moderne ; en 1950, neuf ministères provinciaux sont engagés dans la formation des jeunes<sup>16</sup>. Comme les universités de Montréal et McGill n'accueillent que de faibles cohortes de jeunes adultes montréalais, surtout masculins, le diplôme décerné par la plupart de ces institutions d'enseignement secondaire donne le signal de la fin des études.

*L'ENSEIGNEMENT  
TECHNIQUE ET  
PROFESSIONNEL*

Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle l'État subventionne la création d'écoles pouvant fournir une main-d'œuvre à la nouvelle économie, celle de la manufacture et des transports, du commerce et de la finance. Des écoles commerciales et industrielles sont fondées dans toutes les petites villes de la Montérégie où les futurs commis et comptables, gérants, contremaîtres ou industriels apprennent la tenue de livres, la langue anglaise ou même l'usage du télégraphe. Des écoles des arts et manufactures ouvrent à Sorel, Saint-Hyacinthe et Saint-Jean et des écoles du soir permettent aux ouvriers d'apprendre le dessin industriel, l'architecture ou la mécanique. Comme la région constitue le meilleur terroir agricole du Québec, l'enseignement agricole y commence tôt grâce à la création de fermes modèles, puis à la fondation d'une école de laiterie à Saint-Hyacinthe. Cette même ville recevra l'École de médecine vétérinaire de la province de Québec en 1947<sup>17</sup>.

La Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal, implantée à Saint-Hyacinthe, illustre bien la vocation agricole de la région.  
(Photo Robert Lagassé)



Les collèges classiques demeurent toutefois au sommet de la longue liste des établissements scolaires de la région jusqu'aux années 1960. Ces institutions, d'abord destinées à renouveler le clergé des diocèses de Saint-Hyacinthe et de Saint-Jean, fournissent aussi des centaines de recrues au clergé régulier ou aux facultés universitaires montréalaises. Le collège-séminaire de Saint-Hyacinthe, fondé en 1811, est reconnu comme une des meilleures maisons d'enseignement catholique du Canada français : de nombreux parents franco-américains y envoient leurs garçons à compter des années 1860 et une large partie des élites politiques et économiques de la région ont été formées dans ses murs<sup>18</sup>. Depuis longtemps déjà, l'institution maskoutaine n'est plus la seule à dispenser le cours classique aux adolescents montréalais, car d'autres collèges ont ouvert leurs portes : Sainte-Marie-de-Monnoir (1853), Sorel (1868), Saint-Jean (1911), Chambly (1926), La Prairie (1946), Saint-Césaire (1949), Ville Jacques-Cartier (1949), Boucherville (1959).

Dans les années 1950, le système d'enseignement public de la Montérégie centrale est littéralement pris d'assaut par une jeune clientèle à la croissance exponentielle. En une décennie, le nombre d'enfants de 5 à 19 ans passe de 76 000 à 132 000 (figure 15.1). Ce fait, combiné à une persévérance accrue, soumet tout le réseau à une pression intenable. En effet, une proportion sans cesse croissante d'adolescents poursuit sa scolarité après le cours élémentaire, tant est désormais acquise la conviction qu'une longue scolarité est garante d'un bon emploi. Le système scolaire du Québec, contrôlé par des congrégations religieuses en panne de recrutement et financé par des taxes locales, ne peut plus suffire à la tâche ; seul l'État dispose alors des moyens nécessaires à son développement.



## L'ENSEIGNEMENT CLASSIQUE

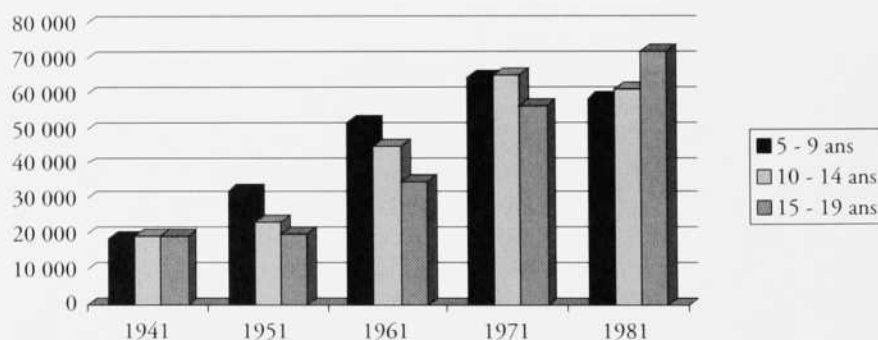
La plupart des collèges dispensent le cours classique, mais, pour répondre à un besoin grandissant, des écoles de techniques et des collèges commerciaux sont créés. La première année commerciale, classe de 1918-1919, au Collège de Longueuil. Au premier plan, le maire de Longueuil, Paul Pratt, Camillien Houde, maire de Montréal et le frère Marie-Victorin. (Société historique du Marigot, Fonds Michel Pratt)

Les loisirs dans les collèges :  
un tournage cinématographique au Séminaire de  
Saint-Hyacinthe en 1917. Les  
décors sont dessinés sur des  
toiles. Les costumes  
et les gestes des élèves laissent  
bien supposer qu'il s'agit  
d'un tournage.  
(Archives du Séminaire de  
Saint-Hyacinthe)



Figure 15.1

*La population d'âge scolaire en Montérégie centrale*



Note : Total des districts de recensement de Bagot, Chambly, Iberville, Laprairie, Napierville, Richelieu, Rouville, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Verchères.

Source : Recensements du Canada, 1941-1981.

## La démocratisation de l'école

En 1960, le régime d'enseignement public confessionnel fonctionne déjà depuis plus d'un siècle sans modification marquante. L'éducation n'est pas une priorité sociale, et le réseau catholique ne réussit pas à former tous ces professionnels et techniciens des deux sexes nécessaires à une Montérégie en voie d'urbanisation et de tertiarisation accélérées. En fait, le système ne réussit même pas à fournir sa propre main-d'œuvre et les institutrices, à qui l'on offre un salaire de loin inférieur à celui de leurs confrères ou à celui d'une sténodactylo bilingue dans l'industrie et le commerce, sont de plus en plus difficiles à recruter. Cet essoufflement de l'école catholique se traduit par l'affaiblissement du statut de la langue française, surtout dans les larges banlieues de la Rive-Sud ; la langue de la majorité, souvent réduite à un « franglais » ou à un « joual » déplorables, se voit graduellement reléguée à un rôle de langue populaire réservée à la vie privée.

Pour la majeure partie des Montérégiens et de l'ensemble des Québécois, la manifestation la plus tangible de la « Révolution tranquille » lancée par le gouvernement libéral de Jean Lesage est celle de la réforme du système public d'éducation. Dans les parties rurales de la région, l'institution séculaire que constitue l'école de rang, avec ses classes à plusieurs degrés, disparaît en même temps que la commission scolaire locale. Dans les écoles secondaires dites polyvalentes, dont la fréquentation est obligatoire pour tous les enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, les élèves ont le choix entre un cours général, qui donne accès au niveau supérieur, ou des options professionnelles qui les conduisent sur le marché du travail. Le collège d'enseignement général et professionnel (cégep), une institution gratuite, pleine d'audace et d'originalité, s'ajoute entre l'école secondaire et l'université dont le réseau est élargi grâce à la création de l'Université du Québec<sup>19</sup>.

## LA RÉFORME

En général le gouvernement du Québec trouve peu d'opposition dans la région à son grand chambardement, sans doute parce qu'il prend à sa charge l'ensemble des coûts associés à la réforme par l'entremise de son tout récent ministère de l'Éducation. Les commissions scolaires régionales, neuf francophones et deux anglophones, reçoivent en 1971 plus de 167 000 élèves dans 344 écoles, des établissements souvent neufs ou entièrement rénovés grâce à un programme massif de construction. Ces écoles accueillent aussi les enfants de cinq ans dans les classes maternelles, et les élèves en difficulté d'apprentissage fréquentent des classes d'adaptation scolaire dirigées par des enseignants désormais formés à l'université pour cette clientèle spéciale. Cependant, la réforme, trop rapide au goût de certains parents, laisse la place à un réseau d'écoles privées dont le nombre va croissant dans les années 1970 et 1980.



Si les polyvalentes ont parfois l'apparence d'usines ou de « grandes boîtes », on ne peut pas dire que polyvalente Ozias-Leduc de Mont-Saint-Hilaire manque d'originalité.  
(Photo Robert Lagassé)



Le Collège Édouard-Montpetit, issu de l'Externat classique de Longueuil, est devenu la plus importante institution collégiale de toute la région.  
(Photo Robert Lagassé)

Le cégep constitue la pièce maîtresse de la réforme de l'enseignement au Québec. Ces établissements concrétisent l'idéal de démocratisation de la société en assurant à tous les diplômés du secondaire général l'accès à des études supérieures ; c'est à ce niveau, qui correspond aux dernières années du défunt collège classique, que la rupture avec l'élitisme de l'ancienne filière est la plus flagrante. Un régime de prêts et bourses combiné à la gratuité des cours garantit l'accès universel non seulement aux adolescents, mais aussi aux adultes en mal de recyclage. La Montérégie centrale compte cinq de ces institutions : les collèges de Longueuil, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-sur-Richelieu, Sorel-Tracy pour les francophones, et le Champlain Regional College pour les anglophones. Le Collège Édouard-Montpetit de Longueuil demeure aujourd'hui le plus important établissement du genre au Québec avec près de 7 000 étudiants.

#### *LES ÉTUDES UNIVERSITAIRES : TOUJOURS À MONTRÉAL*

Le processus de modernisation de l'enseignement n'a cependant pas permis à la Montérégie d'offrir une université à ses finissants de cégep. Le réseau de l'Université du Québec, créé dans le but de faciliter l'accès aux études supérieures sur l'ensemble du territoire, a curieusement abouti, dans le sud du Québec, à l'ajout d'une université sur l'île de Montréal qui en comptait déjà trois. Aujourd'hui encore, c'est vers Montréal que doivent se tourner les deux millions d'habitants de la Montérégie, de Laval et des Laurentides pour leur formation universitaire. Les universités québécoises de langue française, débordées par la demande dans les années 1970, sont à la fin du siècle en panne de clientèle ; c'est pourquoi les Universités du Québec, à Montréal et Trois-Rivières, et les Universités de Sherbrooke et de Montréal viennent aujourd'hui offrir leurs services sur place à Longueuil, Sorel-Tracy et Saint-Hyacinthe<sup>20</sup>.

Pour les enseignants laïques de tous les niveaux, les quatre dernières décennies de réformes, d'adaptations et de mises au point laissent un bilan largement positif. En 1960, les congrégations religieuses des deux sexes monopolisent l'enseignement secondaire général et spécialisé, le clergé séculier et régulier contrôle les collèges classiques et les instituts de formation technique, ce qui réduit l'apport des laïcs à un rôle supplétif marginal. La déconfectionnalisation des institutions et la laïcisation du corps enseignant donnent naissance, au tournant des années 1960 et 1970, à un puissant mouvement syndical qui profite de la place que la société accorde alors à l'éducation. Le passage, désormais obligé, par une faculté universitaire, valorise la profession qui peut traduire cette nouvelle appréciation de son importance par de fortes hausses de salaires et des conditions de travail nettement améliorées. Pour ces milliers d'enseignants montréalais recrutés lors de la réforme des années 1960, l'heure de la retraite sonne au diapason d'une nouvelle réforme annoncée ; ils s'en vont avec la conviction du devoir accompli.

Au terme de ce bref récit d'un siècle et demi d'enseignement public dans la région, il est bon de rappeler que pendant plus d'un siècle ce système sous-financé et non prioritaire a été maintenu grâce à des commissaires bénévoles généreux, des institutrices et enseignants, laïques et religieux, dévoués, des curés omniprésents. Les décennies de 1850 et 1960 furent de loin les plus marquantes : la première a mené à l'alphabétisation massive des Montréalais au XIX<sup>e</sup> siècle, la seconde à la société fortement scolarisée de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, la réforme des années 1960 a été si profonde que l'on s'est empressé d'oublier la période de sacrifices qui l'a rendue possible.

### *Le soin des malades et le secours aux démunis*

Dans la Montérégie des années 1850, même si les crises de subsistance appartiennent désormais au passé, la vie demeure une aventure semée d'embûches. Les épidémies frappent encore avec régularité et le corps médical, bien que plus nombreux, dispose de bien faibles moyens pour lutter contre la maladie ; jusqu'aux années 1920, l'État abandonne aux communautés religieuses et aux organisations charitables l'essentiel des secours aux malades et aux personnes privées de ressources. La modernisation de la pratique médicale et l'explosion des besoins liés à la soudaine croissance de la population régionale, après le second conflit mondial, soumettent le réseau des religieuses hospitalières à une pression intenable. Dans le train des réformes mises en place par le gouvernement du Québec dans les années 1960 et 1970, la sécurité



sociale, un concept qui s'étend du revenu minimal à la gratuité des soins de santé, remplace la charité privée.

### La santé et la charité, un domaine privé

Au XIX<sup>e</sup> siècle et durant les premières décennies du XX<sup>e</sup>, les gouvernements ne considèrent pas qu'il leur appartient de soutenir les familles et les individus frappés par la maladie, une catastrophe naturelle ou la perte de revenu<sup>21</sup>. Les élus consacrent leur maigre pouvoir financier, tiré en grande partie des droits de douane, à la défense des frontières et de l'ordre public, à l'administration de la justice ou à l'édification des infrastructures de transport. La majeure partie des besoins doivent être comblés par la charité privée, celle qui fait un devoir aux enfants de garder leurs parents jusqu'à leur décès, à la famille élargie d'adopter les orphelins apparentés ou d'accueillir chez soi la famille d'une sœur ou d'un frère frappé par un coup du sort. C'est ce même devoir de charité chrétienne qui fait le succès, rapporté par les journaux locaux, de toutes ces quêtes, de tous ces bazars et spectacles-bénéfices au profit des pauvres « méritants » de la paroisse, des victimes des inondations de Sorel de 1865, de l'incendie de Saint-Hyacinthe en 1876, ou même du grand feu du Saguenay en 1870.

La charité organisée, elle, ne se réserve qu'un rôle supplétif et n'intervient que lorsque la solidarité familiale est prise en défaut, ce qui arrive plus souvent dans les villes qui reçoivent les individus ou les familles déracinées. D'abord implantée à Montréal, où les besoins sont plus criants, la Société de Saint-Vincent-de-Paul essaime en Montérégie dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais c'est surtout au moyen d'institutions charitables, confiées à des communautés religieuses féminines, que l'Église catholique peut assumer les lourdes responsabilités sociales qu'elle s'est données : hospices pour les vieillards, orphelinats, asiles d'aliénés et surtout hôpitaux, dont la dimension curative demeure très limitée au XIX<sup>e</sup> siècle. Ces établissements, qui reçoivent une subvention annuelle symbolique de l'État, peuvent fonctionner avec un budget dérisoire à l'aide de leur personnel non rémunéré, de la tenue d'un important bazar annuel, mais surtout grâce aux legs providentiels reçus lors du décès de personnes fortunées.

#### *UNE COMMUNAUTÉ DÉVOUÉE AUX MALADES ET AUX INDIGENTS : LES SŒURS GRISES*

La communauté des Sœurs Grises de Saint-Hyacinthe occupe, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, une large part du champ des soins de santé en Montérégie centrale. Cependant les établissements qu'elles tiennent à Saint-Hyacinthe, Sorel, Marieville, Saint-Jean et Saint-Denis conservent un caractère d'hospice où peuvent se réfugier les malades incurables et les vieillards



sans famille. En 1902, par contre, elles s'engagent, avec la fondation de l'Hôpital Saint-Charles, à Saint-Hyacinthe, dans la voie de la médecine moderne ; l'établissement d'une trentaine de lits abrite une salle d'opération et un bureau de six médecins. À compter de 1925, des religieuses diplômées de l'Université de Montréal y dispensent un cours d'infirmières. Dans l'après-guerre, la formation donnée par les Sœurs Grises est étendue à l'ensemble du personnel hospitalier, des pharmaciennes aux responsables de l'entretien ménager<sup>22</sup>.

Avant les années 1920, les gouvernements de l'Union, puis de la Province de Québec, observent un prudent laisser-faire sur les questions de santé et d'aide aux démunis. L'État se voit cependant forcé de prendre à sa charge les malades mentaux, au comportement parfois agressif. En 1861, le gouvernement transforme le vieux palais de justice de Saint-Jean en Asile provincial des aliénés qui reçoit une cinquantaine de malades des deux sexes dans des conditions plus que sommaires. L'établissement, qui tient plus d'une prison que d'un hôpital, fait observer une discipline rigide. Les séjours en cellule ou la privation de repas ne suffisent toutefois pas à calmer les malades les plus violents, comme le rapporte le surintendant médical : « Il n'est pas rare que j'aie vu les gardiens avec leurs vêtements déchirés, la figure et les mains égratignées et sanglantes, les cheveux arrachés, les yeux pochés, etc.<sup>23</sup> » En 1875, les patients seront transférés à l'hôpital des Sœurs de la Providence à Longue-Pointe (Saint-Jean-de-Dieu).

*AU TEMPS DE L'« ASILE »*

Le gouvernement du Québec, qui hérite de la responsabilité de la santé publique lors du Pacte confédératif de 1867, se contente d'abord d'assumer son rôle grâce à son pouvoir de réglementation. En fait, il oblige les municipalités à mettre en œuvre des mesures pour la protection des eaux de surface ou pour protéger leurs administrés en cas d'épidémie. En 1887, cependant, la gravité d'une récente épidémie de variole l'incite à mettre sur pied un Conseil d'hygiène permanent au pouvoir accru. Toutefois, les progrès demeurent très modestes avant la Première Guerre mondiale et le passage à travers les premières années de la vie s'apparente à une course à obstacles. À compter des années 1920, l'allongement de l'espérance de vie accompagne la chute de la mortalité infantile. Ces années sont aussi marquées par le premier engagement significatif du gouvernement provincial dans le réseau hospitalier : désormais, grâce à la Loi de l'assistance publique, il partagera les coûts d'hospitalisation des indigents avec les municipalités et les institutions hospitalières.

Le faible réseau hospitalier de la Montérégie centrale est complètement débordé par la croissance spectaculaire de la population de la Rive-Sud dans les années 1940 et 1950. Les nouvelles institutions qui s'ajoutent, comme l'hôpital Guérette, en 1949, ou l'hôpital de Longueuil, en 1954, se consacrent

aux soins périnataux, une urgence pour desservir toute une nouvelle population de couples féconds. Les communautés religieuses hospitalières, qui doivent de plus en plus faire appel à une main-d'œuvre laïque, renoncent à desservir tous ces banlieusards exigeants. La réforme des soins de santé des années 1960 et 1970 aura fort à faire pour remplacer l'hôpital montréalais devenu, par défaut, l'hôpital des Montérégiens.

### L'avènement de la sécurité sociale

La réforme du système de santé et celle du domaine des affaires sociales mises en place par les gouvernements qui se succèdent à Québec à compter de 1960 reposent sur une nouvelle philosophie : désormais, l'État accepte sa pleine responsabilité envers les familles et les individus frappés par un handicap, une maladie ou la perte de revenus. Cette approche, révolutionnaire pour un gouvernement québécois jusque-là timoré en ces matières, nécessite la mise en place de tout un appareil législatif et administratif. De la loi sur l'assurance hospitalisation de 1961 à celle qui crée les régies régionales de la santé et des services sociaux en 1992, les principes de laïcisation, d'accès universel gratuit et de régionalisation des services deviennent une réalité. À mesure que le gouvernement provincial étend son parapluie de l'État-providence, Ottawa renforce une pièce maîtresse de la sécurité du revenu en élargissant son programme d'assurance chômage. Les Montérégiens, comme les autres Québécois, considèrent ces acquis comme intouchables.

Le CLSC de la Vallée des Patriotes. Ces nouvelles institutions visent à promouvoir la prévention tout en servant de première ligne de services de santé.  
(Photo Robert Lagassé)



La première conséquence de cette prise en charge par l'État des soins de santé sera la mise à l'écart des communautés religieuses propriétaires ou gestionnaires des établissements. En fait, cette laïcisation s'avérait inévitable, tant la gratuité des soins allait provoquer une hausse massive de la demande.

Ce fait, conjugué à l'explosion du coût des constructions neuves et des équipements sophistiqués, à la forte croissance d'un personnel au dévouement désormais monnayable, allait d'ailleurs bientôt menacer la santé financière du gouvernement provincial. Aujourd'hui, au terme de quatre décennies d'investissements, la Montérégie centrale se trouve dotée de tout un réseau de centres hospitaliers de soins généraux et spécialisés, de centres d'hébergement et de soins de longue durée, de centres locaux de services communautaires et d'établissements pour la réadaptation ou la protection de l'enfance et de la jeunesse.

Parmi cette centaine d'établissements, les grands hôpitaux généraux qui offrent une large gamme de soins, comme l'Hôpital Charles-Lemoyne de Greenfield Park, occupent une place à part. C'est dans leur salle d'urgence que beaucoup de Montérégiens vivent leur premier contact avec le réseau, et c'est dans leurs murs qu'ils profitent d'un siècle de progrès des sciences médicales. Or, pour ce type d'établissement, la régionalisation des soins s'avère un demi-échec. Malgré la création de l'Hôpital Pierre-Boucher à Longueuil, c'est encore vers Montréal qu'un grand nombre de Montérégiens doivent aller chercher les traitements spécialisés et qu'une large part des 26 000 travailleurs de la santé de la région doivent aller quotidiennement exercer leur profession. L'île de Montréal, avec sa population qui atteint moins du double de celle de la Montérégie, reçoit des budgets cinq fois plus importants pour ses hôpitaux de soins généraux et spécialisés<sup>24</sup>. La décision de construire sur l'île de Montréal deux grands hôpitaux universitaires, l'un francophone et l'autre anglophone, ne fera sans doute qu'accentuer ce déséquilibre.

*LES SOINS SPÉCIALISÉS,  
TOUJOURS À MONTRÉAL*

Ce déficit d'établissements hospitaliers ne présente pas encore un caractère dramatique tant la pyramide des âges conserve un profil favorable en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. La population montréalaise actuelle se compose en bonne partie de ces jeunes couples établis dans la région au cours des années 1950 et 1960, aujourd'hui de récents retraités souvent en bonne santé, et de tous ces *baby-boomers* au travail. Dans 20 ans, ces personnes âgées en perte d'autonomie et ces nouveaux retraités vont se présenter en masse aux portes des hôpitaux de soins de longue durée ou vont réclamer dans les hôpitaux généraux les traitements que la médecine aura alors su multiplier. C'est alors que la faiblesse du réseau montréalais des soins de santé risquera de révéler sa tragique vulnérabilité.

## *Une région nationaliste*

Jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la vie politique régionale se déroule en parallèle de celle de la métropole canadienne cosmopolite toute voisine. À compter de l'élection du député de Saint-Hyacinthe à Québec, Honoré Mercier, les intérêts des partis libéraux fédéral et provincial ne seront plus confondus. Le grand capital montréalais impose ses politiques économiques à l'échelle du pays et les élus montréalais se consacrent à la défense des intérêts des Canadiens français. Si la domination des libéraux provinciaux est un temps contestée par l'Union nationale, celle des libéraux fédéraux demeure jusqu'aux années 1980. La naissance d'un parti voué à l'indépendance du Québec met la question nationale au cœur de tous les débats électoraux dans les dernières décennies du siècle ; l'électorat montréalais délègue à Ottawa et à Québec les députés qui partagent les mêmes idées.

### **La Montérégie prépare la Confédération**

Avant la Confédération, les manifestations de la vie politique atteignent bien peu la population montréalaise, encore majoritairement composée de paysans analphabètes occupés à leur survie quotidienne. Déjà, pourtant, des décisions du gouvernement du Canada-Uni, condamné à l'itinérance depuis l'incendie du parlement de Montréal en 1849, transforment peu à peu la société rurale des vallées du Richelieu et de la Yamaska et de la Rive-Sud du Saint-Laurent. L'obligation faite par l'État aux communautés villageoises de se doter d'écoles et d'un conseil municipal force les individus à s'intéresser à la chose publique. D'autres interventions gouvernementales changent toute l'activité économique de la Montérégie : la signature du Traité de réciprocité avec les États-Unis ouvre un immense marché aux agriculteurs, et les garanties accordées aux promoteurs des chemins de fer permettent l'acheminement en toutes saisons des produits régionaux.

#### *L'ACCÈS À LA JUSTICE*

Si les Montréalais ne se soucient guère, en général, des luttes politiques qui déchirent les gouvernements de l'Union, il est un domaine où ils sollicitent l'engagement de leurs dirigeants : l'accès à la justice. Depuis l'instauration d'un gouvernement représentatif en 1792, l'érection de cours de justice dans la région constitue l'objet des plus insistantes requêtes adressées par les administrés à leurs élus. Tous, avocats, petits agriculteurs ou gros marchands, sont las de devoir débattre leurs causes devant une cour montréalaise, même si le nombre de justiciables est deux fois plus élevé dans la région que dans la métropole. En 1857, l'Union s'engage dans une profonde réforme qui

consacre une première décentralisation effective du système judiciaire. La Montérégie reçoit 3 des 19 districts judiciaires alors érigés. Les chefs-lieux de Sorel, Saint-Jean et Saint-Hyacinthe héritent d'un palais de justice, d'une prison et du personnel rattaché à ces établissements : un juge, un protonotaire et un shérif responsable des détenus. Les causes qui relèvent autant du civil que du criminel sont de plus en plus inscrites localement, même si certains juges conservent leur résidence à Montréal, au mépris de la loi qui les force à habiter le chef-lieu du district où ils siègent.

Dans les années 1860, c'est la politique internationale qui rejoint la Montérégie quand, pour la dernière fois de son histoire, sa frontière sud est menacée. À la fin de la guerre de Sécession, des immigrés irlandais aux États-Unis, qui ont fourni de généreuses cohortes aux armées de l'Union, projettent d'envahir les colonies britanniques du Canada, puis d'en négocier l'échange contre l'indépendance de l'Irlande. Dans la région de Frelighsburg, au sud du Piémont-des-Appalaches, le rêve romantique des Fénians, comme ils s'appellent, se heurte à la détermination des troupes régulières et de la milice canadienne<sup>25</sup>. De 1866 à 1870, la menace fénienne demeure et fournit un argument supplémentaire aux partisans du projet confédératif : les colonies réunies seraient plus en mesure d'assurer leur défense.

Le nom du chef conservateur pancanadien George-Étienne Cartier, un avocat originaire de Saint-Antoine-sur-Richelieu, demeure associé, dans l'histoire politique canadienne, aux longs débats qui vont mener à la Confédération de 1867. C'est l'appui qu'il apporte au conservateur minoritaire John A. Macdonald, en 1858, qui permet à ce dernier d'espérer gouverner le premier Parlement fédéral. Dans la région qui a vu naître le mouvement patriote des années 1830, l'idée de consacrer le rôle minoritaire des Canadiens français

dans un nouveau pays aux frontières élargies ne plaît toutefois guère. En général, cependant, toutes ces questions d'idées débordent peu l'étroit milieu intellectuel des petites villes. Pour les habitants de la plaine, il importe surtout que l'État continue à jouer un rôle modeste pour qu'il n'ait pas à abuser de son pouvoir de taxation.



Louis-Hector Langevin (1826-1906), avocat, journaliste et député de Richelieu. Il succède à George-Étienne Cartier comme chef de l'aile québécoise du Parti conservateur fédéral de 1873 à 1891.

(Archives nationales du Québec à Montréal, P266, S4, P72, Fonds Famille Bourassa)



Félix-Gabriel Marchand (1832-1900). Notaire, président de plusieurs associations locales, un des fondateurs du *Franco-Canadien* de Saint-Jean, lieutenant-colonel de la milice, député de Saint-Jean (1867-1900). Son arrivée au pouvoir en 1897 coïncide avec le début d'une période de croissance économique axée sur le développement des ressources naturelles. (Archives nationales du Québec à Québec, P560, S2, P127245, Photo Livernois)

## « Voter du bon bord » à Québec

Le pacte confédératif de 1867, qui partage les pouvoirs de l'État entre les gouvernements provinciaux et celui du Canada, laisse à Ottawa une large part des responsabilités et l'essentiel des ressources financières. Le gouvernement du Québec hérite, comme ses homologues, de pouvoirs dans les domaines où l'on intervient encore peu au XIX<sup>e</sup> siècle : l'administration de la justice, le contrôle de la vie municipale, la santé, l'éducation et les ressources naturelles. En fait, comme la majeure partie du budget provincial provient des subventions fédérales annuelles, le rôle secondaire des législateurs des provinces semble consacré. La Montérégie, qui avait été si longtemps au centre des préoccupations des autorités coloniales par sa position sur la route des invasions ou par son poids démographique, à l'heure des mouvements patriotes, est condamnée à la marginalité politique. Montréal, désormais, profite de toute la sollicitude des deux niveaux de l'État qui veulent en faire un grand port océanique, un nœud ferroviaire national et la porte commerciale du centre du continent.

Wilfrid Laurier, en tournée électorale pour soutenir son candidat Louis-Philippe Brodeur en 1919.  
(Archives nationales du Québec à Montréal, P64.1, Fonds Louis-Philippe Brodeur, Photo G. Quéry)



Le député libéral fédéral Henri Bourassa (1868-1952) rompt avec le gouvernement de Laurier au sujet de la participation de soldats canadiens aux guerres de l'Empire britannique. Il fonde la Ligue nationaliste en 1903 et il est élu député nationaliste de Saint-Hyacinthe en 1908.  
(Archives du Séminaire de Saint-Hyacinthe)



Avant la Première Guerre mondiale, le gouvernement établi à Québec ne dispose, vu la faiblesse de son assiette fiscale, que de biens modestes pouvoirs d'intervention. Au fil des décennies, il réussit à accroître ses revenus en affermant des ressources naturelles, comme les forêts et les chutes d'eau, et en imposant les sociétés commerciales. La Montérégie centrale, qui ne dispose que de modestes ressources et d'une capacité manufacturière réduite, manque singulièrement d'intérêt, comparativement aux grandes régions ressources comme l'Outaouais, la Mauricie ou le Saguenay, ou la grande ville industrielle et commerciale, Montréal. Mais cette marginalisation ne se traduit pas dans la représentation électorale : la région conserve ses neuf comtés – malgré la chute relative de sa population, d'environ 15 % à moins de 6 % – de la Confédération à 1940.

Jusqu'à 1944, l'année de la première participation des femmes à une élection provinciale, le corps électoral demeure composé des seuls hommes de plus de 21 ans, qui représentent à peine le quart de la population totale de la région. Depuis longtemps les Montérégiens se retrouvent, en général, « du bon côté » le soir des élections. Rien d'étonnant à cela : la région, avec sa forte majorité francophone et catholique et son caractère rural, qui se maintient jusqu'aux années 1930, est à l'image du « Québec traditionnel » ; elle est celle qui sert de contrepoids au Montréal multiethnique et d'influence anglaise de l'autre côté du fleuve. En effet, c'est en Montérégie centrale et sur l'île de Montréal que le découpage des circonscriptions électorales montre les plus graves distorsions : pendant de longues décennies, le vote rural demeure d'un poids supérieur à celui d'un urbain.

Cette concordance entre le vote régional et celui du Québec dans son ensemble est rarement démentie. Ainsi, quand le député de Saint-Hyacinthe, Honoré Mercier, vient interrompre le long règne conservateur en 1886, il amène le vote régional avec lui. En 1897, c'est un autre député libéral de la région, Félix-Gabriel Marchand, de Saint-Jean, qui inaugure la domination des premiers ministres de ce parti, un monopole qui se prolonge jusqu'en 1936. De l'élection de 1944 à celle de 1956, le discours nationaliste et ruraliste de Maurice Duplessis trouve encore un écho dans une Montérégie pourtant en voie d'urbanisation rapide : les trois quarts de la députation régionale échoient à l'Union nationale. De 1960 à 1973, l'électorat bascule à nouveau dans le camp libéral qui rafle 35 des 43 élus de la région<sup>26</sup>.

En 1976, le Parti québécois réussit à réveiller ce vieux fond nationaliste qui sommeille dans le terroir montréalais depuis la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, une tendance d'ailleurs déjà exploitée par libéraux et unionistes depuis des décennies. Cette fidélité au parti indépendantiste lui permet de



récolter les deux tiers des élus de la région lors des sept suffrages tenus durant le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. Au fil du temps, la croissance de la population permet à la Montérégie centrale d'accroître sa présence à Québec, à mesure que de nouveaux comtés aux noms évocateurs s'ajoutent : Taillon, Laporte, Marie-Victorin, Borduas, Vachon. Cette nombreuse députation peut traduire son nouveau poids en accédant à plusieurs postes ministériels importants.

### Le parti des Canadiens français

Même si le niveau fédéral conserve des responsabilités plus importantes que les gouvernements provinciaux, Ottawa semble beaucoup plus loin que Québec pour les habitants des vallées du Richelieu et de la Yamaska. D'abord, la machine fédérale fonctionne presque exclusivement en anglais, des débats à la Chambre des communes au travail quotidien dans les ministères et les agences gouvernementales. Ensuite, si l'on excepte le service postal, la présence fédérale demeure fort limitée : opérateurs du canal de Chambly, percepteurs des droits de douane, organisation de la milice, surtout lors des grandes manœuvres annuelles au camp de La Prairie. Enfin, l'accroissement de la visibilité du gouvernement central se fait au temps des mauvais jours, lors des conflits mondiaux ou de la crise des années 1930. C'est d'ailleurs à cette occasion qu'Ottawa commence sa politique de transferts aux individus et aux familles qui va enfin le rendre populaire : pensions de vieillesse, allocations familiales, assurance chômage.

En général, la politique économique suivie par le gouvernement central n'est guère favorable à la région. Ottawa veut créer un vaste marché canadien capable de concurrencer le géant américain ; pour ce faire, il doit imposer des tarifs à l'importation auxquels les Américains répliquent de la même façon. L'adoption de la Politique nationale, en 1879, qui provoque un boom manufacturier à Montréal et en Ontario, a pour conséquence de priver les agriculteurs de la Montérégie de leur marché naturel, les villes du Nord-Est américain. Avant 1914, Ottawa investit massivement dans l'ouverture du bassin céréalier de l'Ouest canadien au détriment des producteurs de la plaine du Saint-Laurent. L'affaire Riel puis celle des écoles du Manitoba semblent confirmer la croyance, partagée par une nombreuse élite laïque et religieuse montréalaise, que le gouvernement fédéral préfère diriger les surplus démographiques canadiens-français vers la Nouvelle-Angleterre plutôt que vers l'Ouest canadien.

Mais il est une constante dans le vote régional depuis fort longtemps : de la Confédération à 1984, le Parti libéral des Laurier, Saint-Laurent et Trudeau

demeure le parti des Montérégiens. Au cours de cette longue période, 87 % de la députation de la région à Ottawa appartient à cette formation politique. En ce sens, les cinq élections qui se tiennent de 1984 à novembre 2000 marquent une rupture : les fortes majorités accordées au Parti progressiste-conservateur, puis au Bloc québécois, signalent la désaffection envers ce Parti libéral jadis perçu comme la voix des Canadiens de langue française à Ottawa. L'électorat montréalais, qui avait uni pendant un siècle son suffrage à celui des Montréalais, consacre son indépendance avec la ville voisine et les libéraux fédéraux.



*De la culture en région  
à la culture régionale*

---



Char allégorique de la « Cidrerie » dans le défilé de la Fête de la Pomme, vers 1950, à Saint-Hilaire.  
(Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, Fonds Armand Cardinal)

À partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle la vie culturelle s'inscrit de plus en plus dans un espace public. La création du diocèse de Saint-Hyacinthe, l'arrivée du chemin de fer et le développement économique qu'il entraîne contribuent à la naissance et à l'affirmation de nouveaux groupes sociaux. Marchands, artisans, membres de professions libérales, riches cultivateurs et petits industriels, ils fondent des journaux, manifestent leurs préoccupations dans la vie politique et en même temps commencent à créer un espace culturel qui leur ressemble en ouvrant instituts et cercles littéraires, en présentant des soirées dramatiques et musicales et en mettant sur pied des fanfares et des chorales. On assiste ici, comme ailleurs au Québec à cette époque, à l'émergence d'un nouveau producteur culturel : l'*amateur*, entendu au sens premier du terme, c'est-à-dire comme celui qui aime (*amatore*) et soutient les activités culturelles et en même temps comme celui qui, à côté de sa profession principale, les pratique.

Après la Première Guerre mondiale, une nouvelle configuration de la vie culturelle prend forme. Cette fois elle se définit davantage par ceux qui la consomment que par ceux qui la produisent : on parle alors de culture de masse. Déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, les cirques, les troupes de vaudeville et d'acrobates ainsi que le baseball attiraient des foules immenses. Toutefois, ce sera avec les développements technologiques qui s'imposeront au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle – cinéma, gramophone et radio – que la culture de masse prendra sa forme moderne. La population ne sera pas pour autant transformée en passive consommatrice de la culture. Face à ces nouveautés, qui viennent de l'extérieur, la culture locale est reléguée au champ de la « tradition » ; on assistera toutefois à des efforts extrêmement dynamiques pour faire de ces traditions une force vivante qui saura à la fois puiser dans son passé et s'ouvrir aux nouveaux moyens de production et de diffusion de la culture.

Enfin, la dernière moitié du siècle est marquée avant tout par le rôle accru de l'État dans la vie culturelle et par l'importance accordée à l'organisation et à la gestion de la culture. En Montérégie centrale, plus qu'ailleurs au Québec, ces nouvelles politiques sont à l'origine même d'une vie culturelle régionale. Du coup, elles mettent en relief les ambiguïtés existentielles de la région sur le plan culturel : la définition arbitraire du territoire et la proximité de la métropole constituent des défis incontournables.

Le temps des amateurs, l'ère de la culture de masse et la période de la culture régionale, voilà trois visages de la vie culturelle en Montérégie centrale. On conviendra aisément que cette évolution est loin d'être aussi simple. Chaque période regroupe de multiples formes d'expression qui entretiennent des rapports complexes entre elles. Entre le local et le régional (voire le national et l'international), entre bénévoles, amateurs et professionnels, entre les divers groupes sociaux, entre artistes, industries et fonctionnaires, la vie culturelle est multiple et en mouvement. Ce chapitre propose donc une esquisse de trois formes d'affirmation culturelle dans la région la plus peuplée du Québec au cours du dernier siècle et demi de notre histoire.

## *Le temps des amateurs*

### **La vie théâtrale**

Le 21 juin 1883, a lieu au Théâtre Royal de Saint-Jean une soirée dramatique et musicale au profit de la veuve et des deux filles du patriote Chevalier de Lorimier. Selon les journaux montréalais qui offrent un compte rendu de la soirée, le gratin de la grande famille libérale du Québec est présent, y compris les deux principaux artisans de la campagne de souscription : L.-O. David et Louis Fréchette. C'est l'*Hymne aux martyrs* qui ouvre la soirée ; les paroles de cette œuvre, écrite pour l'occasion, sont de Félix-Gabriel Marchand, député libéral local et futur premier ministre du Québec, alors que la musique a été composée par Napoléon Legendre, un collègue de ce dernier à la nouvelle société littéraire du Canada; ensuite, quelques talents locaux s'exécutent au piano ou en chanson, puis le tout se termine par une comédie en vers dans le style du théâtre des boulevards de Paris, *Un bonheur en attire un autre*, une autre œuvre de Félix-Gabriel Marchand. Ce sont d'ailleurs ses enfants, jeunes adultes à l'époque, qui jouent les rôles principaux<sup>1</sup>.

L'événement, exceptionnellement, est souligné par les journaux montréalais et il témoigne de la vitalité constante du théâtre amateur dans la Montérégie au cours de la dernière moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. D'après une étude récente, près de trois cents spectacles de théâtre seront présentés dans la seule ville de Saint-Hyacinthe entre 1850 et 1900<sup>2</sup>! Saint-Jean compte deux salles de spectacles au cours des années 1880 ; Sorel est également un lieu d'animation important. Des activités théâtrales d'amateurs se déroulent aussi en dehors du milieu urbain : on rapporte que 2 000 personnes ont assisté à une soirée littéraire à Marieville en 1866 et les journaux locaux font régulièrement mention de soirées dramatiques et musicales dans les villages des environs.



Tout indique en effet que l'espace culturel de l'époque est avant tout marqué par le théâtre et par la musique. Dès la fin des années 1850, on voit des troupes d'amateurs présenter plusieurs pièces par année, souvent deux par soirée, une tragédie en plusieurs actes et une comédie, le tout entrecoupé de musique. Il y en a pour tous les goûts : du théâtre de répertoire français, du Molière surtout, présenté par les élèves des collèges, du théâtre de boulevard, qui provoque à l'occasion les colères du clergé, des mélodrames américains comme *La case de l'oncle Tom* de Harriet Beecher-Stowe, et de nombreuses pièces inspirées des rébellions de 1837-1838 et dont l'exemple le plus populaire sera le *Félix Poutré* de Louis Fréchette. Ce drame aux accents burlesques raconte l'épopée d'un Patriote rusé de Napierville qui échappe à la potence. De tels événements sont très courus et sont suivis par la presse locale avec passion. On verra même un malheureux critique tabassé par un comédien qui n'a pas pris les commentaires sur sa performance.

## DES ÉVÉNEMENTS COURUS

Ces spectacles ne sont toujours pas présentés par des professionnels. Même à Montréal, il n'existe pas de troupes professionnelles francophones avant 1890<sup>3</sup>. Les comédiens, surtout des hommes, sont bénévoles, tout comme les organisateurs qui sont surtout de sexe féminin. La plupart du temps les recettes de la soirée sont versées aux œuvres religieuses ; parfois elles servent à acheter des instruments de musique et des uniformes pour les fanfares locales.

La grande Albani, née Emma Lajeunesse à Chambly, cantatrice attirée de la reine Victoria.  
(Société d'histoire de la Seigneurie de Chambly, Fond Armand Auclair)

## La vie musicale

À côté du monde du théâtre, ou plutôt intimement liée à lui, se déroule la vie musicale. Une soirée de théâtre ne se passe jamais sans être accompagnée de musique. Les fanfares font leur apparition dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle dans toutes les villes ; bientôt, même les villages auront leur « bande » locale. Certains personnages marqueront l'histoire musicale de la région. La Montérégie, comme toutes les régions, peut nommer fièrement ses filles et ses fils qui ont connu la gloire internationale : Emma Lajeunesse, alias Madame Albani, de Chambly, sera cantatrice à Londres et une préférée de la reine Victoria. Calixa Lavallée, de Verchères, le compositeur de l'hymne national canadien, sera directeur du Grand Opera House de New York. Paul Dufault, ténor, et Rosario Bourdon, violoncelliste et chef d'orchestre, auront également des carrières importantes sur le plan international. Toutefois, les conditions de formation et de promotion des artistes à cette époque ne favorisent guère une carrière internationale.





Calixa Lavallée (1842-1891), musicien et compositeur, né à Verchères. Il a composé deux opéras, un oratorio, des marches, des valse et la musique de l'hymne national *Ô Canada*. Il doit cependant s'exiler aux États-Unis pour gagner sa vie.  
(Eugène Lapierre, *Calixa Lavallée*, Granger, Montréal, 1936)

La vie musicale, au XIX<sup>e</sup> siècle, est plutôt celle de travailleurs infatigables qui vont promouvoir la pratique et l'appréciation de la musique. Léon Ringuet, organiste et maître de chant à la cathédrale de Saint-Hyacinthe, dirigera la Société philharmonique pendant plus de cinquante ans et encouragera la formation de fanfares dans plusieurs villages de la région. Louis-Philippe Laurendeau sera chef de musique à l'École militaire de Saint-Jean avant de s'installer à Longueuil où, en plus d'enseigner la musique au collège, il travaillera pour un éditeur new-yorkais. Tout comme Ringuet, il sera un compositeur prolifique d'œuvres pour harmonies et fanfares. Victoria Cartier sera organiste à Saint-Pierre-de-Sorel, enseignera le piano et fondera l'École de piano Paris-Montréal.

Dans les collèges et les couvents, les professeurs restent largement dans l'anonymat, mais ils joueront un rôle fondamental dans le développement d'une culture musicale : chant choral, formation d'ensembles musicaux, enseignement du piano et d'instruments à cordes, surtout chez les filles, et de la musique pour cuivres, davantage réservée aux garçons. Les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame de Sorel, par exemple, auront formé plusieurs musiciennes dans les domaines de la mandoline, du piano et du chant.

Au tournant du siècle, les soirées musicales connaîtront un essor remarquable. Dès qu'une famille a le moindre des moyens, il y a un piano dans la maison. Des magasins de musique et d'instruments sont présents dans toutes les villes ; professeurs privés comme éditeurs de musique écrite s'annoncent dans les journaux.

Enfin, quelques concerts sont offerts dans la région par des musiciens renommés sur le plan tant national qu'international. Des extraits d'opéra sont parfois présentés, mais ce sont des événements exceptionnels, et le public semble priser davantage les opérettes ou le théâtre lyrique.

### La vie intellectuelle et littéraire

À côté de cette vie théâtrale et musicale, les débats d'idées de l'époque trouvent écho dans une presse régionale extrêmement vigoureuse à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment dans le contexte des luttes entre Rouges et Ultramontains. De façon générale, les échanges sont d'autant plus vifs qu'ils sont alimentés par pas moins d'une quarantaine de journaux qui voient le jour dans la Montérégie centrale à un moment ou à un autre de la dernière moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Bien sûr, un grand nombre de ces feuilles ne vivent que le moment d'une conjoncture particulière, mais une bonne dizaine d'entre elles

durent plus de vingt ans. C'est notamment le cas du *Courrier de Saint-Hyacinthe* qui existe encore de nos jours. Fondé en 1853 et partisan des thèses ultramontaines professées au séminaire de l'endroit, il sera de tous les combats contre le Rouge Louis-Antoine Dessauls. Dans les années 1870 et 1880, il ouvrira la porte du monde du journalisme à certains rédacteurs qui deviendront célèbres comme Honoré Mercier, Oscar Dunn, Jules-Paul Tardivel et Sylva Clapin. Comme c'est la règle à cette époque, chaque organe de presse est plus ou moins directement lié à une tendance politique. Dans la seule ville de Saint-Hyacinthe, on ne comptera pas moins de huit journaux au cours des années 1880! C'est *Le Franco-Canadien*, créé à Saint-Jean en 1860 et l'ancêtre du *Canada Français* actuel, qui s'illustre comme le grand journal de tendance libérale dans la région à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Plusieurs journaux naissent également du côté anglophone, notamment *The News and Eastern Townships Advocate* de Saint-Jean, qui publie de 1848 à 1971, et *The Weekly Times* de Saint-Hyacinthe.

Il faudra attendre le début du XX<sup>e</sup> siècle pour parler d'une vie littéraire propre à la Montérégie et pour assister à la naissance de poètes et de romanciers vraiment régionaux. Ce sont alors les journaux qui font écho à la littérature québécoise ou étrangère. Les tentatives de l'abbé Henri-Raymond Casgrain, d'Octave Crémazie et d'autres de promouvoir une littérature nationale seront suivies et commentées longuement et favorablement par Isidore Barthe dans la *Gazette de Sorel*, par exemple. Les parutions les plus récentes de Victor Hugo seront annoncées dans les pages du *Franco-Canadien* tout comme les sommaires de certaines revues françaises. Les genres littéraires plus populaires comme les mélodrames ou les histoires d'aventure trouveront également une place dans la presse régionale avec la publication régulière de romans feuilletons.

### Les arts visuels

L'essor que connaît l'Église au cours de la dernière moitié du XIX<sup>e</sup> siècle se traduit par un ambitieux programme de construction d'édifices religieux. L'inventaire de ce patrimoine reste largement à faire ; il est toutefois peu probable qu'il nous fasse découvrir une architecture ou une sensibilité esthétique spécifiquement régionale, car les artistes les plus actifs dans la région œuvraient ailleurs au Québec, voire dans les paroisses canadiennes-françaises aux États-Unis. Napoléon Bourassa, né à L'Acadie, est



Napoléon Bourassa (1827-1916), architecte, artiste et romancier né à L'Acadie. (Archives nationales du Québec à Québec, P1000, S4, PB91-1)

sans doute l'artiste québécois le plus important de sa génération. Marié à Azélie Papineau, fille de l'homme politique Louis-Joseph Papineau, il sera père de cinq enfants, dont Henri Bourassa. Après un voyage d'études en Italie au cours des années 1850, il travaillera dans la région de Saint-Hyacinthe et de Saint-Jean comme architecte et comme peintre.

D'autres artistes, certains natifs de la Montérégie, auront également une activité importante dans la région. Sinaï Richer, de Saint-Hyacinthe, travaillera surtout à Chambly, à Richelieu et à Saint-Césaire ; Louis Saint-Hilaire, de La Prairie, s'intéressera surtout à la région située au sud de Saint-Jean : Napierville, Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, Saint-Sébastien. Quant à Joseph-Thomas Rousseau, natif de la Beauce, il commencera sa carrière en 1880 en réalisant des fresques à l'église de Sainte-Rosalie où il s'était installé ; il signera par la suite des travaux aux églises de Saint-Antoine-sur-Richelieu, de Saint-Aimé, de Saint-Hugues et de Saint-Thomas-d'Aquin ; son œuvre principale dans la région est sans doute la décoration, vers 1887, de la chapelle des Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang ; Sœur Véronique (Virginie Dion), qui l'assistait, aura réalisé 14 des 32 tableaux sous sa direction.

*Sainte Anne et la Sainte Famille*, huile sur toile marouflée de Joseph Rousseau, 1890. On trouve 19 peintures dans l'église de Sainte-Anne-de-Sorel, œuvre de Rousseau et Decelles aidés de L.-E. Monty et M.-A. Suzor-Côté.  
(Archives nationales du Québec à Montréal, E6,S7, SSS1, P73,2104, Fonds Office du film du Québec)





Intérieur de l'église de Saint-Mathias.  
(Archives nationales du Québec à Québec, P1000.S4 (PN296-2), Photo Edgar Gariépy)

Charles Gill (1871-1918), peintre et poète né à Sorel. Il enseigne le dessin, travaille à la décoration d'églises, mais se fait connaître surtout par son recueil de poésie *Cap éternité*. (Archives nationales du Québec à Québec, P1000.S4, PG32, Photo Notman)



Tous ces artistes sont allés étudier en Europe. Les premiers à s'y rendre, Bourassa et Rousseau, se dirigent vers l'Italie ; vers la fin du siècle, cependant, ce sont les ateliers des grands peintres académiques de Paris que choisissent Richer et Saint-Hilaire. Puisque leurs carrières en Amérique du Nord dépendent essentiellement de contrats reliés à la construction d'églises, on ne s'étonnera guère qu'ils soient peu en rapport avec les courants les plus audacieux de la peinture de chevalet qui secouent le monde artistique parisien à cette époque. Au XIX<sup>e</sup> siècle au Québec, il est peu possible de faire carrière comme artiste en dehors du cadre religieux. Certes, Napoléon Bourassa signera des portraits célèbres, tout comme Charles Gill, né à Sorel, mais ce dernier, peu enclin à poursuivre une carrière de peintre religieux, choisira de s'installer à Montréal et de troquer son pinceau pour la plume.

### La culture et le commerce au XIX<sup>e</sup> siècle

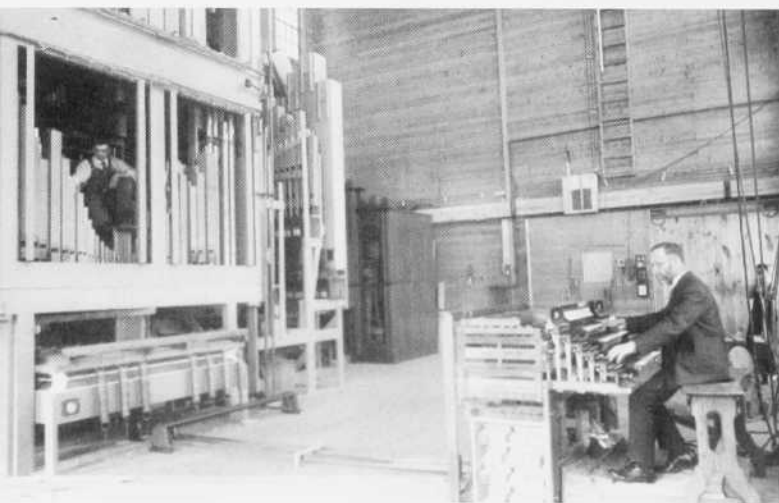
Un coup d'œil sur l'ensemble de la production culturelle à cette époque permet de constater la fragilité et le peu d'autonomie du champ culturel. La vie théâtrale et la vie musicale sont relativement peu structurées et largement faites par et pour les amateurs. Les arts visuels s'inscrivent essentiellement dans le cadre religieux, alors que la vie littéraire est dominée par la politique. Il n'en

reste pas moins qu'il existe, dans la Montérégie centrale du XIX<sup>e</sup> siècle, des individus qui poursuivent une pratique culturelle régie par des rapports de commerce. Ces activités sont de deux ordres : celui des métiers artistiques et celui des activités de divertissement populaire.

**CASAVANT ET FILS, UNE  
RENOMMÉE  
INTERNATIONALE**

L'exemple le plus impressionnant d'un métier qui va prendre une importance exceptionnelle pendant cette période est sans doute celui de la fabrication des orgues. C'est en effet au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle que Joseph Casavant se fera facteur d'orgues à Saint-Hyacinthe. Forgeron ingénieux, amateur de musique et paroissien dévoué, il saura combiner ces qualités pour fonder la première entreprise canadienne de fabrication d'orgues entièrement faites sur place. Son associé, Eusèbe Brodeur, ses fils et petits-fils rendront le nom Casavant synonyme de qualité internationale dans le domaine. Encore faut-il dire que le côté forcément artisanal de cette production ne signifie en rien une fermeture au progrès de la science et de la technique. Lorsque les fils Casavant, Samuel et Claver, reviendront d'un voyage d'études en Europe à la fin des années 1870, ils mettront au point l'orgue électropneumatique, et très bientôt leur clientèle deviendra internationale. Au cours des quinze premières années, ils livrent vingt orgues, tant aux États-Unis qu'au Canada. Une vingtaine d'années plus tard, ce ne sera pas moins de mille orgues de la maison Casavant qui seront installées partout dans le monde<sup>4</sup>.

Intérieur de l'atelier d'orgues  
Casavant & Frères en 1909.  
Claver Casavant est  
à la console  
(Archives du Séminaire  
de Saint-Hyacinthe)



Orgue de l'ancienne église anglicane  
de Saint-Savior de Lacolle, autrefois Burtonville,  
de Casavant Frères en 1885.  
(Archives nationales du Québec à Québec,  
E6,D81-008, P4)





Parmi les familles de photographes, notons celles des Pinsonneault à Saint-Jean, des Desjardins à Sorel, des Hébert à Saint-Hyacinthe. Ici aussi se constate l'heureux mariage de l'art et de la technique. Les premiers photographes signent leur production comme « artistes photographes », et pour cause : ils consacrent un temps considérable à retoucher leurs œuvres soit à l'huile, soit à l'aquarelle, soit au fusain. Travaillant avec des instruments souvent perfectionnés par eux-mêmes, ils sont en mesure d'offrir à leur clientèle des miniatures comme des portraits en buste grandeur nature.

#### LA PHOTOGRAPHIE

### AMBROTYPES ET PHOTOGRAPHES

A. Boisseau, Artiste Parisien a l'honneur d'annoncer aux habitants de Saint-Jean et les environs qu'il vient d'ouvrir un atelier de photographie dans cette ville où il sera heureux de recevoir la visite de toute personne désirant un portrait, soit petit, soit grand, Ambrotype, Photographe ou peinture à l'huile.

M. Boisseau possède les meilleurs instruments et les procédés les plus récents nécessaires pour grandir les Photographes de grandeur naturelle, et ayant exercé la profession de Peintre de Portraits à Paris et dans les plus grandes villes des États-Unis, et à même de les colorer dans tous les genres, soit à l'huile, soit à l'Aquarelle.

Les vieux Daguerrotypes peuvent ainsi être grandis de grandeur naturelle par les procédés photographiques, et peints à l'huile.

Prix très modérés  
Satisfaction garantie  
Rue Richelieu  
En face de l'Hôtel Monette

Ambrotypes et photographes.  
Publicité parue dans le  
*Franco-Canadien*, le 16 août  
1861.

### La culture à l'heure américaine

Avec l'arrivée des chemins de fer, à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la culture américaine exerce une influence accrue dans la région. À l'occasion, une chanteuse d'opéra effectue une tournée. Parfois, ce sont des troupes d'acteurs français, mais le plus souvent ce sont de véritables entreprises américaines qui organisent des spectacles qu'elles promènent de ville en ville. Ce



phénomène est loin d'être marginal. On le voit à Sorel et à Saint-Jean, où il y a des minorités anglaises, mais aussi, dès la fin des années 1850, à Saint-Hyacinthe, où il n'existe pas de communauté anglophone. Vingt-six troupes de théâtre viennent y présenter des pièces en anglais au cours des deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle.

En plus du théâtre, ces Américains proposent des spectacles de vaudeville, de ménestrels noirs, de prestidigitateurs et de ventriloques ou encore des démonstrations de prouesses de la part de gymnastes, d'acrobates et d'équilibristes. L'engouement de la population est évident. Il y aura des clubs de gymnastes à Longueuil, à Saint-Hyacinthe et à Saint-Jean. Cette dernière ville aura son propre théâtre pour les gymnastes et présentera ses spectacles un peu partout en région. Des chanteurs de Sorel iront même jusqu'à peindre leurs visages en noir pour imiter les troupes de ménestrels américains. Les Franco-Américains venus étudier au pays de leurs parents introduisent le baseball dans les années 1870. À la fin du siècle, des dirigeants américains des entreprises installées sur le territoire feront venir des joueurs professionnels des États-Unis et on verra alors des foules de 2 000 personnes assister aux matchs.

L'événement de l'année, cependant, celui qui attire des milliers de spectateurs, des villes comme des campagnes environnantes, c'est le cirque. Dans un premier temps, les cirques sont surtout des spectacles d'adresse équestre auxquels s'ajoutent des curiosités extraordinaires de l'espèce humaine et animale. Bientôt, cependant, ce sera tout un convoi qui arrivera par chemin de fer avec des centaines d'employés et de bêtes. On rapporte que 7 000 personnes assistent au cirque à Saint-Hyacinthe le 23 juin 1880, alors que la population de la ville est à peine de 10 000 habitants ! Les évêques de Saint-Hyacinthe ont beau tonner contre ces loisirs si peu catholiques, devant un tel déploiement des passions populaires, le clergé ne peut bientôt plus faire autre chose que de demander aux promoteurs de respecter les mœurs... et de verser une contribution aux bonnes œuvres de l'Église en échange de sa bénédiction<sup>5</sup>.

### *L'ère de la culture de masse*

Si la dernière moitié du XIX<sup>e</sup> siècle se caractérise d'abord par l'importance qu'occupe l'amateur dans la vie culturelle de la région, on voit déjà, à cette époque, se former le creuset des nouvelles industries culturelles qui marqueront l'Occident au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Le cinéma, le gramophone, la radio,

voilà autant d'innovations qui se succéderont et qui se perfectionneront au rythme de l'essor de l'Amérique. Une partie de plus en plus importante du domaine culturel sera dorénavant conçue à travers le rapport abstrait d'une entreprise à ses consommateurs. Les activités culturelles se dérouleront désormais tantôt sous le signe d'un professionnalisme croissant, tantôt sous celui de la tradition. Il reste que l'histoire de la culture en Montérégie au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle n'est pas celle d'un écrasement de la culture locale par une culture moderne venue de l'extérieur, mais plutôt celle d'une adaptation particulièrement riche et complexe que nous tenterons de cerner ici.

### L'essor de la culture de masse

L'accueil réservé aux « vues animées » illustre bien le dynamisme dont la région saura faire preuve. La première présentation cinématographique au Canada a lieu à Montréal au mois de juin 1896 ; dès l'automne de la même année, Louis Minier et Louis Pupier se rendent à Saint-Hyacinthe et à Saint-Jean pour montrer aux foules curieuses cette nouvelle invention. Pendant une dizaine d'années, ce seront des artisans ambulants qui, comme eux, feront le tour des foires. En 1905, on commence à aménager des salles, puis à en construire de nouvelles afin de présenter le cinéma sur une base régulière<sup>6</sup>. Ces initiatives ne viennent ni de Paris, ni de New York, ni même de Montréal, mais de passionnés locaux.

À Saint-Hyacinthe, c'est Alphonse Gervais, un imprésario d'un nouveau genre, gérant de l'équipe municipale de baseball, secrétaire du Club des courses et propriétaire du parc d'amusement local, qui se lance dans l'aventure. De son côté, Oscar Thuot crée son « Thuotoscope » à Saint-Jean en 1907. En fait, il n'y aura pas moins de sept promoteurs de « séances de vues animées » à Saint-Jean entre 1905 et 1910 ! De toute évidence, le public est là. La salle de Thuot compte 400 places. À Sorel, un nouveau cinéma de 700 places sera construit en 1914. T.-D. Bouchard, pour sa part, député local à Québec depuis 1912, fera construire le cinéma Corona en 1915. Les journaux locaux font même état de projections occasionnelles dans les villages des environs. On peut se faire une idée du succès de ces initiatives lorsqu'on voit, en 1920, un propriétaire de cinéma à Saint-Jean payer la somme, considérable pour l'époque, de 2 300 \$ en taxe d'amusement à la municipalité<sup>7</sup>. En règle générale, les projections sont quotidiennes et ont lieu même le dimanche, malgré l'opposition d'une partie de la population.

### LE CINÉMA

Au cours des années 1920, les « majors » américains prendront le contrôle de la distribution des films de leur pays et une compagnie française, France-Film, sera constituée au début des années 1930. Il y aura donc deux cinémas dans chacune des principales villes de la région, l'un présentant davantage de films en français. La diffusion des films et des nouvelles techniques est extrêmement rapide : ce sont les films les plus récents qui arrivent en Montérégie, tant de la France que des États-Unis. Les films parlants arrivent à peine en retard des États-Unis. Même les premières expériences en technicolor trouveront immédiatement le chemin de la région.

C'est aussi dans la Montérégie où l'on assistera aux premières initiatives de production et de réalisation d'un cinéma québécois commercial. Paul Pratt, maire de Longueuil, sera directeur et président de la compagnie Renaissance-Films en 1949. Des studios de production seront créés à Longueuil et à Saint-Hyacinthe : on réalisera notamment *Un homme et son péché* dans les studios de Saint-Hyacinthe et *La Forteresse* dans ceux de Longueuil<sup>8</sup>.

#### LA RADIO

Cette même ouverture envers les nouveaux médias se manifeste dans les domaines de la radio et du gramophone. L'abbé Choquette, au Séminaire de Saint-Hyacinthe, un passionné de la radiophonie, fera de nombreuses expériences avec ses élèves pour découvrir les propriétés de ce nouveau procédé de diffusion. Ce sera d'ailleurs un enthousiaste de la région de Saint-Hyacinthe, Narcisse Cartier, qui sera directeur de CKAC dès son entrée en ondes en 1922. À peine cinq ans plus tard, la Société philharmonique de Saint-Hyacinthe mettra sur pied, en collaboration avec la municipalité, le premier poste municipal de radio, CKSH : que la ville participe à un projet comme la radio est tout à fait inédit au Québec, mais on s'en étonnera moins lorsqu'on se rappellera que le maire, à cette époque, est le même T.-D. Bouchard qui n'hésitait pas à faire construire le cinéma Corona en 1915. La Société philharmonique diffusera ses propres concerts – de musique « légère » précise-t-on dans les annonces – ainsi que ceux des artistes de la région. Lorsque CKAC installera un poste émetteur à Saint-Hyacinthe qui permettra aux auditeurs de bien capter ses émissions diffusées à partir de Montréal, ce sera la fin de CKSH (1930)<sup>9</sup>.

Ce sera lors du boom économique et démographique provoqué par l'effort de guerre que l'on verra naître à Sorel, avec l'aide de la Marine Industries, un nouveau poste de radio régional (CJSO). Si les tractations en vue de réaliser ce projet s'amorcent dès 1941, ce ne sera pas avant 1945 que la station commencera officiellement à diffuser. Elle fait alors appel à une riche expertise locale sur le plan musical : les noms qui ont marqué l'histoire musicale de Sorel depuis le début du siècle, les Liessens, les Boulay, les Codling figurent au

premier plan. On ira chercher la musique là où elle se fait : dans les parcs publics où il y a des concerts de fanfares, dans les hôtels où l'on écoute Ginette Ménard, Fernand Robidoux et le jeune Willie Lamothe et même sur le chantier de la « Marine ». La plupart du temps, cependant, c'est de la musique produite directement en studio qui est présentée. Plusieurs émissions sont consacrées à la musique classique, mais dans l'ensemble ce sont « la chansonnette, la musique *big band* et les rigodons [qui] se partagent les ondes au grand plaisir des auditeurs<sup>10</sup> ».

La publicité pour les gramophones et les disques commence à paraître dans les journaux de la région avant la Première Guerre mondiale, mais c'est vraiment à partir des années 1920 que la mode devient palpable. Certes, l'écoute des disques comme celle de la radio s'installent progressivement dans les habitudes de la population, mais le gramophone fait suffisamment partie des mœurs pour figurer parmi les distractions de la « bonne société » de Saint-Hyacinthe dans le premier roman de Harry Bernard, *L'homme tombé* (1924). Paul Dufault, un ténor originaire de la région, enregistrera des disques dès 1911. Casavant frères se lancera dans la construction de gramophones au début des années 1920<sup>11</sup>.

#### LE DISQUE

### Les transformations de la vie culturelle locale

Ce serait donc faire erreur que d'imaginer la Montérégie assoupie dans les traditions du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'abri des tendances qui transforment les rapports à la culture dans les grandes villes. Les répercussions de ces nouveaux moyens de diffusion sur la vie culturelle régionale seront multiples. Contentons-nous ici de traiter deux conséquences manquantes : d'une part, l'effet de « déclassement » qui frappe les soirées dramatiques et musicales et, d'autre part, l'émergence d'une culture du terroir en tant que manifestation d'identité nationale.

#### *Le déclin des soirées dramatiques et musicales*

Avec l'arrivée sur les écrans des vedettes américaines et françaises, c'est tout un mode de vie qui est érigé en mythe. Les enregistrements sur disque, les concerts et le théâtre diffusés à la radio transmettent ce qui se fait de mieux ou de plus « chic » tant au Québec qu'ailleurs. Par ailleurs, les occasions pour se divertir se multiplient. Les sports prennent un essor considérable. Les industries nouvellement implantées dans la région organisent leurs propres équipes de baseball, de hockey, de quilles même, pour leurs employés et forment des ligues pour jouer contre les équipes des autres entreprises. C'est la culture

urbaine qui s'insère en région. Les journaux adoptent un nouveau ton pour parler à leurs lecteurs : aux harangues politiques et aux potins communautaires se substituent peu à peu des rubriques destinées aux différents types de lecteurs. La page féminine fait son apparition dans les journaux au même moment où est réservée une page pour les sports.

Dans ce contexte, les soirées des amateurs de musique et de théâtre ne peuvent faire autrement que de subir une dévalorisation implicite. Les nombreuses soirées dramatiques et musicales du XIX<sup>e</sup> siècle représentaient en quelque sorte l'expression d'une certaine solidarité communautaire animée par les élites locales. Les recettes provenant de ces événements étaient versées aux œuvres locales : pour l'église, pour un hôpital ou pour les pauvres. Mais, peu à peu, la formule obtient moins de succès. On commence à proposer des parties de cartes (« euchre » surtout) avec prix pour les gagnants lorsqu'on veut ramasser des fonds. L'ancêtre des soirées de bingo est né. Les bazars, qui offrent des produits de la cuisine ou des métiers artisanaux, se révèlent plus lucratifs que des tragédies classiques en plusieurs actes lorsqu'il s'agit de récolter des fonds pour une bonne cause ! Les rôles respectifs des élites et du peuple dans les domaines de la culture et du loisir sont en train de changer.

### *L'affirmation d'une culture du terroir*

Face à ces transformations du paysage culturel, et dans le sillage du renouveau du mouvement nationaliste au début du siècle, on assiste à l'émergence d'un mouvement de préservation d'une vie culturelle plus traditionnelle. Les soirées dramatiques et musicales se font dorénavant sous le signe de la tradition ou de soirées canadiennes. Il est remarquable, en effet, de constater que l'on ne retrouve jamais cette façon de qualifier les soirées au XIX<sup>e</sup> siècle dans les journaux de la région. Certes, la popularité de pièces comme *Félix Poutré* de Louis Fréchette, qui fut présentée au moins huit fois à Saint-Hyacinthe dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, n'est pas sans rapport avec son contenu nationaliste, mais ces soirées ne sont jamais présentées comme une façon d'affirmer son identité nationale. Si les journaux expriment à l'avance leur souhait de voir une assistance nombreuse à une soirée dramatique et musicale au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est pour soutenir les efforts désintéressés des amateurs ou pour aider l'Église à subvenir aux besoins des malheureux.

UNE CULTURE  
TRADITIONNELLE  
À PRÉSERVER

C'est un tout autre langage qui entoure ces soirées au XX<sup>e</sup> siècle. Dans un compte rendu qui paraît en première page du *Courier de Sorel* au mois d'avril 1914, un critique fait les louanges d'une soirée dramatique et musicale présentée la veille :

Nous avons entendu des nôtres et, Dieu merci, nous souvenant de l'ancestrale coutume, nous les avons applaudis et goûtés. [...] Qui soutiendra que les vaudevilles et les burlesques, les comédies risquées ou les grands drames tronqués que nous donnent des oiseaux de passage valent mieux que la splendide soirée du 16 courant? [...]

Je me permets de demander pourquoi Sorel n'aurait pas sa soirée canadienne mensuelle? Conférence, concert, drame ou comédie, le contre-poison du théâtre non pas mauvais mais seulement vide au point de vue du beau et du bon<sup>12</sup>.

Cette défense des traditions ne prend pas forcément la forme d'une réaction face à une culture étrangère. Elle vise aussi la valorisation de la culture « canadienne » traditionnelle. L'intérêt pour les contes populaires, déjà présent dans le projet des *Soirées canadiennes* de l'abbé Casgrain aux années 1860, trouve son écho dans la région avec les contes et nouvelles de Sylva Clapin publiés au cours des années 1910. Les joies et les tribulations du peuple de Saint-Liboire ou de Saint-Jean-Baptiste sont décrites avec perspicacité, humour et respect.

On comprend que l'Église ait été sensible à ce mouvement de valorisation des traditions, car il renforçait en même temps la foi et la pratique religieuse. Ainsi on la verra, à travers ses propres organisations de masse (des jeunes, des femmes, des cultivateurs), prendre la défense ardente de la culture du terroir. Les différents cercles de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française de la région seront forts actifs dans la défense de la langue, dans la dénonciation des mœurs légères, dans la promotion de la chanson canadienne.

Au cours des années 1930 ces soirées canadiennes prennent à l'occasion un ton plus sinistre. Au mois de mars 1934, devant une salle comble, le chanoine Nadeau, curé de la cathédrale de Saint-Hyacinthe, et Victor Sylvestre, président de l'Association des marchands détaillants, l'Alliance commerciale canadienne-française, présentent une soirée patriotique et folklorique au Théâtre Bijou. Le principal discours de la soirée sera celui du père Monty sur « la question juive », thème dont on ne trouve pas de traces avant cette période. Il traitera de la doctrine de l'Église sur la question qu'il résume ainsi : « un antisémitisme défensif et modéré ». Le tout sera accompagné de spectacles de folklore, de chansons du terroir, d'une comédie et d'un orchestre. L'intervention du père Monty, qui s'inscrit dans le contexte québécois du mouvement Achat chez nous, ne suscite aucun débat dans les journaux locaux où tout, normalement, semble prétexte à controverse. *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*

(conservateur) rend compte de la soirée et du discours en détail sans commentaire éditorial, alors que *Le Clairon* (libéral) se contente de décrire le programme et insiste surtout sur le « beau succès » de la soirée<sup>13</sup>.

#### ENCOURAGER LA « BONNE » CHANSON

L'abbé Charles-Émile Gadbois contribuera d'une tout autre façon à cette valorisation de la culture traditionnelle lorsqu'il lancera, à partir du Séminaire de Saint-Hyacinthe, l'aventure de La Bonne Chanson. On ne trouvera guère d'illustration plus frappante de la capacité de la culture traditionnelle à s'adapter à la culture des masses que le succès foudroyant de cette initiative. L'action sociale et pédagogique de l'Église pour encourager la « bonne » chanson, face à la diffusion de la chanson populaire française et américaine, n'hésite pas à s'emparer des moyens les plus modernes pour atteindre ses objectifs. Fin 1937, l'abbé Gadbois obtient la permission d'installer un vaste atelier d'imprimerie au sous-sol de la chapelle du séminaire. Il engage des techniciens, achète les droits de reproduction de nombreuses chansons françaises et canadiennes et lance en même temps une vaste campagne de publicité à travers la francophonie d'Amérique. Il se fixe alors l'objectif de publier un album de cinquante chansons à prix populaire pour chacune des cinq prochaines années. Très rapidement, il peut compter sur 10 000 abonnés. Le Conseil de l'Instruction publique les inscrira dans le programme officiel des écoles et les grandes entreprises commanderont des milliers de recueils spéciaux qu'ils distribueront aux consommateurs. La radio diffuse une émission régulière, la compagnie de disques RCA commence à les enregistrer. On organise de grands festivals de La Bonne Chanson. Vers 1950, on calcule que pas moins de trente millions d'exemplaires de cette musique ont été distribués sous une forme ou une autre<sup>14</sup> !

### La participation de la région à la vie culturelle nationale

Comme on le voit, l'opposition entre culture de masse et culture traditionnelle s'estompe avec le temps. Cette dernière saura profiter des nouveaux moyens de production et de distribution que la société moderne met à sa disposition. En même temps, on verra se mettre en place, au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, une vie culturelle qui participera pleinement à la culture nationale. Alors qu'au XIX<sup>e</sup> siècle les écrivains, les musiciens et les artistes de talent allaient s'installer à Montréal ou à l'étranger, à partir du début du siècle, il devient possible de poursuivre son œuvre tout en restant en région.



La place extraordinaire qu'occupera Saint-Hilaire-Belœil dans la vie culturelle québécoise à cette époque constitue l'un des exemples les plus saisissants d'un foyer régional de création artistique. De nombreux écrivains et artistes y sont nés et y vivent. Ils partiront souvent, y reviendront sans cesse, amenant avec eux de nouveaux amis et de nouvelles idées. C'est à la toute fin du siècle dernier qu'Ozias Leduc obtient le contrat de la décoration de l'église de Saint-Hilaire ; pendant près d'un demi-siècle, en dépit de ses nombreux projets ailleurs, il y maintiendra une présence qui attirera des artistes de partout. Ce sera auprès de Leduc, comme on le sait, que Paul-Émile Borduas ira chercher sa formation artistique initiale.

À première vue, on pourrait être tenté d'inscrire l'œuvre de Leduc dans le mouvement de revalorisation de la culture du terroir qui caractérise son temps. Ses œuvres religieuses et ses paysages, son attachement à son village et aux valeurs traditionnelles le rapprochent de cette sensibilité. Des amitiés le lient non seulement au clergé de la région, mais aussi aux représentants littéraires du roman du terroir, comme son concitoyen Ernest Choquette pour qui il fera l'illustration de son livre, *Claude Paysan*. Mais les amitiés et les intérêts d'Ozias Leduc dépassent de loin le cadre d'une célébration de la culture traditionnelle. La démarche qui fut la sienne, imprégnée d'« amour et de rêve », ne cessera d'inspirer et de hanter Borduas<sup>15</sup>. Arsène Bessette, féroce critique du pouvoir clérical, le respecte et l'admire. Il parlera favorablement des œuvres de Leduc dans le journal de Saint-Jean et lui écrira souvent en tant qu'ami. Guy Delahaye, tout comme Bessette originaire de Saint-Hilaire, initiera Leduc aux courants littéraires nouveaux qui sont en vogue chez les avant-gardistes à Montréal. L'atelier de Leduc devient un lieu de rencontre et de discussion pour des écrivains comme Robert de Roquebrune, le pianiste et critique musical Léo-Paul Morin, l'architecte Ernest Préfontaine, le peintre Adrien Hébert et son frère, sculpteur, Henri

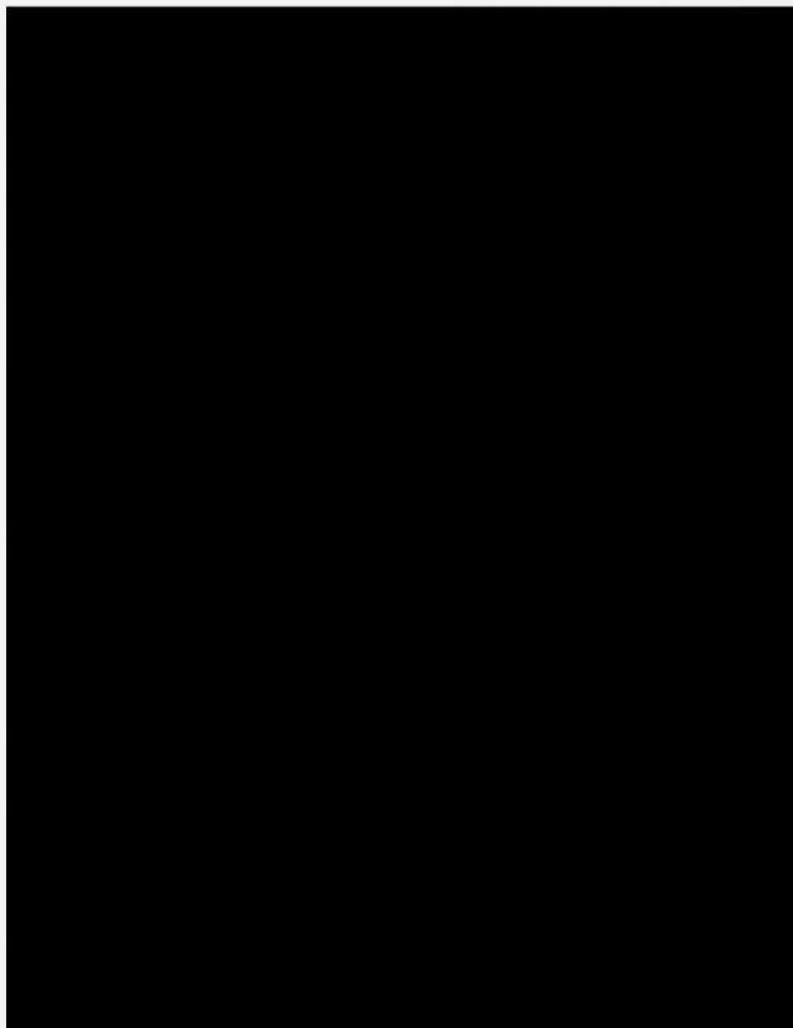
**UN CENTRE ARTISTIQUE  
DYNAMIQUE : SAINT-  
HILAIRE-BELŒIL**

Couverture du roman  
d'Ernest Choquette, *Claude  
Paysan*, fusain d'Ozias Leduc  
en 1899.



*L'Ascension* du Christ d'Ozias Leduc dans l'église de Saint-Hilaire. De retour d'Europe, Leduc traite dans ses toiles principales des thèmes fondamentaux du christianisme et de la pratique d'une vie chrétienne.

(*Les chemins de la mémoire*, tome II, *Monuments et sites historiques du Québec*)



Hébert<sup>16</sup>. Ernest Choquette, pour sa part, écrira ses romans qui décrivent la vie des paysans autour de Saint-Hilaire. Plus tard, Borduas, à son tour, fera de Saint-Hilaire le lieu de rendez-vous estival d'une autre génération d'artistes : celle du « Refus global ».

Mais c'est Borduas qui illustre le mieux ce dialogue qui s'ouvre à cette époque entre les traditions et le nouveau. Après avoir commencé une carrière de décorateur d'église sous l'égide d'Ozias Leduc, il part pour Paris afin de perfectionner son art aux Ateliers d'art sacré de Maurice Denis. À son retour

au Québec en 1930, il constate que la carrière à laquelle il semblait destiné est en train de disparaître. Commence alors cette période d'allers et de retours incessants entre Montréal et Saint-Hilaire qui illustre d'une certaine façon les déchirements qu'il vit face à la voie à suivre<sup>17</sup>.

Ailleurs aussi la volonté de promouvoir une vie culturelle de qualité se fera sentir. C'est le journalisme, souvent, qui constitue une étape de passage obligée pour les hommes et les femmes de lettres à cette époque. Arsène Bessette, lorsqu'il entre à la rédaction du *Canada Français* à Saint-Jean en 1901, crée une page littéraire où il présente les auteurs de son choix tant français que québécois. Ses goûts sont éclectiques : Viélé-Griffin côtoiera Théophile Gautier, Lamartine suivra Coppée, Crémazie partagera cette page avec Charles Gill, mais la volonté de faire connaître et aimer est là. C'est à Saint-Jean aussi que Bessette publiera son premier roman, *Le Débutant*, qui porte justement sur un jeune écrivain de région qui veut faire son œuvre. Rina Lasnier, née à Mont-Saint-Grégoire, sera également journaliste à Saint-Jean, au Richelieu, avant de se consacrer à sa poésie aux accents claudéliens. Harry Bernard, directeur du *Courrier de Saint-Hyacinthe* de 1923 à 1970, sera de tous les débats littéraires. Jeune émule de Lionel Groulx, il sera directeur de *L'Action nationale* au début. Il publie huit romans qui, s'ils sont largement oubliés aujourd'hui, furent couronnés d'honneurs et de prix littéraires à l'époque. Auteur d'une thèse de doctorat sur le roman régional aux États-Unis, Bernard accorde une place de choix à des questions littéraires, musicales et artistiques dans son journal, en plus d'y tenir une chronique régulière. Enfin, c'est en tant que journaliste à Sorel entre 1926 et 1935, que Germaine Guèvremont va constituer sa matière première pour ses œuvres sur la région des îles de Sorel. *Le Survenant* en 1945 et *Marie Didace* en 1947 trancheront avec le roman du terroir nostalgique, tel que pratiqué par Bernard et Choquette, pour proposer une réflexion plus dynamique face à la vie moderne.

#### DU JOURNALISME À LA LITTÉRATURE

Conrad Letendre marquera l'enseignement de l'orgue au Québec. Professeur de piano et d'orgue au Séminaire de Saint-Hyacinthe de 1927 à 1935 et de nouveau entre 1942 et 1952, il aura pour élèves les plus grands organistes d'hier et d'aujourd'hui : Gaston Arel, Bernard et Mireille Lagacé, Raymond Daveluy, Kenneth Gilbert parmi tant d'autres. Paul Dufault, ténor de renommée mondiale, revient chaque année donner des concerts à Saint-Hyacinthe et il poursuivra une carrière d'enseignement du chant tant à Montréal qu'à Saint-Hyacinthe où il s'installera après sa retraite de la scène internationale.

#### SAINT-HYACINTHE, UN CENTRE IMPORTANT POUR LES ORGANISTES

## *La période de la culture régionale*

Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, plus que jamais auparavant, c'est la définition même de la culture qui est remise en question. Ses finalités, ses frontières, ses alliances et ses audiences subiront de profonds changements. Dans un premier temps, la vie culturelle régionale en souffre. Les tentatives d'arrimer la culture traditionnelle aux médias de masse ne connaîtront pas de succès durable. Puis, à la fin des années 1970, à la faveur d'une restructuration du ministère des Affaires culturelles, se posera d'une façon nouvelle la question de la vie culturelle en région. Or, la place de celle-ci ne se posera nulle part de façon plus problématique que dans la Montérégie centrale. La délimitation du territoire, le statut de la région par rapport à Montréal, et la définition des populations cibles continueront de hanter jusqu'à aujourd'hui les intervenants qui cherchent à consolider et à promouvoir une culture régionale en Montérégie.

### **Le déclin des cultures locales**

À première vue, c'est au niveau local où l'on s'attend à trouver la plus grande continuité avec les pratiques culturelles du passé. Il y a en effet dans les pratiques quotidiennes des traditions qui s'installent et qui répondent à des besoins de stabilité, d'identification avec ses origines ou de sociabilité communautaire. Dans la Montérégie centrale, cette continuité s'affiche surtout dans le domaine de la musique religieuse et profane, mais aussi dans le théâtre amateur. Il existe de véritables dynasties familiales dans certaines villes : les Codling, par exemple, à Sorel, qui seront de toutes les initiatives dans le monde musical, et ce des harmonies du début du siècle jusqu'aux Jeunesses musicales des années 1980. Étienne Guillet sera organiste à la cathédrale de Saint-Jean pendant près d'un demi-siècle. Les orchestres philharmoniques de Saint-Jean et de Saint-Hyacinthe existent depuis plus d'un siècle. Quant aux soirées canadiennes, elles ont lieu régulièrement dans les villages jusque dans les années 1960. Cette pérennité apparente cache cependant des mutations en profondeur qui transformeront la vie culturelle locale.

### **Les industries culturelles à la fin du XX<sup>e</sup> siècle**

Les tentatives de promouvoir la culture traditionnelle à l'aide des moyens modernes ne survivront pas au développement prodigieux des industries culturelles au cours de la dernière moitié du XX<sup>e</sup> siècle. L'aventure de La

Bonne Chanson sombrera dans une mer de difficultés financières au début des années 1950 tout comme la compagnie Renaissance-Films. Le poste de radio régional de Sorel est contraint de s'adapter aux exigences financières imposées par la vive concurrence que lui livreront la télévision et le foisonnement des stations radiophoniques dans la métropole. La culture locale sera plus que jamais en concurrence avec les nouveaux moyens de diffusion de la culture. Certes, la présentation de spectacles provenant de l'extérieur est pratique courante depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Si ce sont les industries du cinéma, de la radio et du disque qui s'imposent au cours de la première moitié du siècle, ce sont maintenant la télévision, le câble, avec ses multiples canaux spécialisés, les vidéocassettes et, de plus en plus, les nouvelles technologies d'information et de communication qui transforment la vie culturelle. Le cinéma américain compte aujourd'hui pour plus de 60 % de la programmation filmique sur les chaînes francophones. Les théâtres et les salles de cinéma qui servaient aussi de salles de spectacles au cours de la première moitié du siècle ont été démolis et remplacés par des salles multiplex dans les centres commerciaux. Les clubs vidéo se multiplient et les films à grand budget peuvent dorénavant être visionnés à domicile. Dans ce contexte, le local a tendance à devenir de plus en plus un lieu de consommation plutôt que de production culturelle.

### **La restructuration économique**

L'internationalisation des moyens de diffusion de la culture participe en fait à un mouvement plus global de restructuration des économies locales et nationales. La modernisation de l'agriculture, puis celle des industries du textile et de la construction navale contribueront à un déclin de l'importance relative des principaux centres régionaux comme Saint-Hyacinthe, Sorel et Saint-Jean. Ces tendances de fond, que nous avons examinées dans le chapitre 13, ont toute leur importance dans le domaine de la culture. Les élites culturelles régionales vieillissent : Harry Bernard à Saint-Hyacinthe, Rodolphe Fournier à Iberville et à Saint-Jean, par exemple, continueront à promouvoir des activités culturelles au cours des années 1950 et 1960, mais la relève est faible et leurs activités paraissent de plus en plus liées à une autre époque. Toutefois, le théâtre amateur maintient un certain dynamisme, notamment à Saint-Jean, avec le Théâtre des Deux-Rives, et à Saint-Hyacinthe au Théâtre Donjon où sont présentées des pièces de Beckett et de Ionesco dans les années 1960.



Un monument caractéristique  
d'une ville : la porte  
des anciens maires  
de Saint-Hyacinthe.  
(Archives du Séminaire  
de Saint-Hyacinthe)



Le club de balle au champ  
du Séminaire de Saint-  
Hyacinthe, champion de la  
ligue majeure en 1914-1915.  
(Archives du Séminaire  
de Saint-Hyacinthe)

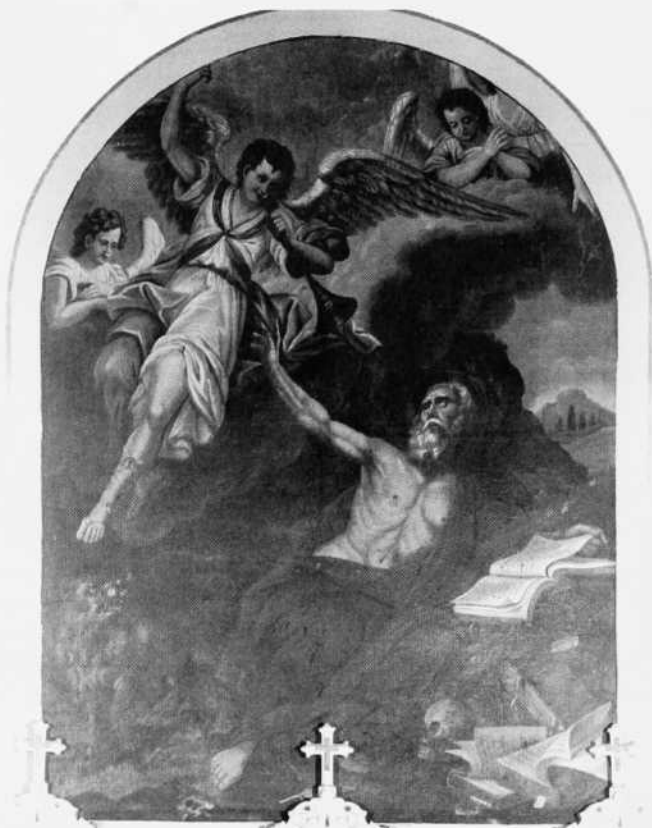
## **Le développement des banlieues**

Cette transition en douceur de la vie culturelle des villes et villages le long du Richelieu ou dans la Yamaska contraste avec l'explosion démographique des villes situées à proximité de Montréal, comme Longueuil, Boucherville ou Brossard. Ici, le « local » sera profondément transformé par l'afflux massif des banlieusards. La population de cette partie de la région va tripler en l'espace de vingt ans, passant de 122 310 à 369 717 entre 1951 et 1971. La banlieue ne naît pas avec les formes de soutien à la culture dont elle a besoin. L'insuffisance des équipements culturels devient criante. Tout se passe comme si ces populations devaient se comporter en Montréalais. À défaut d'investir dans les équipements culturels, on construit un autre pont, un tunnel et un métro pour traverser le fleuve. Parfois, par contre, la proximité de Montréal donne l'occasion à des groupes montréalais de jouer sur la scène montréalaise. Les divers orchestres du maire de Longueuil, Paul Pratt, joueront autant sur l'île que sur la rive sud. Le grand nombre de familles avec enfants en bas âge favorisera également l'éclosion de nombreuses troupes de théâtre pour enfants. On pense par exemple au Théâtre de Carton de Longueuil ou à l'Arrière-Scène de Belœil. De nouvelles troupes ont vu le jour en Montérégie : le Théâtre des Deux-Mondes (aujourd'hui Théâtre de la Marmaille), le Carrousel et le Théâtre Sans Fil. Plusieurs compagnies finiront par s'installer à Montréal faute d'obtenir la reconnaissance qu'elles souhaitaient des instances régionales subventionnaires<sup>18</sup>.

## **Le déclin du rôle de l'Église**

Les Églises qui jouaient un rôle si important dans l'organisation des activités culturelles des communautés céderont peu à peu leur place aux municipalités et aux institutions scolaires laïcisées. En général, cette transition se fait en douceur ; parfois ce sont les même animateurs qui ne font que changer d'employeur, mais le ton est donné. L'heure est au changement. Le Patro de Saint-Hyacinthe, animé par les Pères et les Frères de Saint-Vincent-de-Paul depuis 1905, fermera ses portes en 1968 faute de relève et en raison de la concurrence du Service des loisirs de la municipalité<sup>19</sup>. Peu à peu, les nouveaux auditoriums des cégeps prendront la relève des salles paroissiales pour la présentation de concerts et de spectacles. Qui plus est, la grande période de construction des temples religieux tire à sa fin : les peintres et les sculpteurs qui se faisaient une réputation dans une paroisse avant d'être engagés dans les paroisses avoisinantes font partie d'une autre époque. Pire, dans plusieurs églises, des peintures ou des sculptures seront enlevées et détruites. Les années 1960 sont celles de Vatican II où, par souci pastoral, plusieurs curés font preuve





*Saint Jérôme entendant sonner la trompette  
du Jugement dernier*  
de Yves Tessier, 1826, dans l'église  
de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie (L'Acadie).  
(Archives nationales du Québec à Québec,  
E6, D81-0721 (45))

d'un zèle peu commun dans le réaménagement des intérieurs d'église. L'heure n'est plus aux décorations qui surchargent les autels et qui isolent les officiants de leurs ouailles. La belle église de Saint-Édouard-de-Napierville, contruite au début des années 1830 et dont la chaire fut construite selon les plans de Thomas Baillairgé, est complètement vidée de ses détails architecturaux intérieurs dans les années 1960.

Toutefois, un retour du balancier se fait sentir dans le domaine de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine religieux et les efforts déployés depuis quelques années par les autorités diocésaines, soutenues par les fidèles, sont remarquables. L'abbé Jacques Laroche, notamment, du comité d'art sacré du diocèse de Saint-Jean–Longueuil, a joué un rôle important dans ce domaine. Signalons également la présence de la Société du patrimoine religieux du diocèse de Saint-Hyacinthe logée au Séminaire de l'endroit. L'architecte contemporain Claude Beaulieu a effectué d'importants travaux de

restauration dans les églises de Napierville, Saint-Basile, La Prairie et Saint-Jean-sur-Richelieu<sup>20</sup>.

### **L'affirmation nationale**

Les pratiques culturelles locales seront par ailleurs bouleversées par la redéfinition de la nation à laquelle appartient la population montréalaise. Les années 1950 consacreront la fin du grand rêve de l'Amérique française, alors que les communautés franco-américaines de la Nouvelle-Angleterre s'étiolent et les liens avec les Canadiens français hors Québec se relâchent progressivement. On ne verra plus de manifestations transfrontalières comme celles de La Bonne Chanson qui étaient encore courantes dans les années 1940. La dimension pancanadienne de la nation aura encore son importance au début de la période examinée ici. L'abbé Joseph-Hector Lemieux, de Saint-Hyacinthe, jouera un rôle fondamental dans la création des Jeunesses musicales du Canada qui auront une section fort active dans cette ville pendant de nombreuses années. Des organismes du gouvernement canadien comme Radio-Canada et le Conseil des arts, créé en 1957, joueront un rôle important de soutien aux artistes pendant cette période, mais n'auront pas comme premier effet de renforcer l'identité canadienne.

C'est d'abord et avant tout la nation québécoise qui s'affirmera, avec une telle force, d'ailleurs, que les autres niveaux d'appartenance seront éclipsés. De nombreux auteurs, cinéastes, comédiens et peintres sont nés ou résident depuis plusieurs années dans la Montérégie sans pour autant que leurs œuvres soient empreintes d'une couleur locale ou régionale. La proximité de la métropole renforce cette tendance. Les œuvres du terroir tomberont en désuétude et la culture locale sera dévalorisée.

Borduas quittera non seulement la région mais le Québec pour les États-Unis puis la France. Les élèves de Letendre, comme Bernard Lagacé, iront étudier en Europe avant de faire carrière à Montréal. Le roman du terroir n'a plus d'attrait pour de jeunes écrivains comme Louis Caron (né à Sorel) ou François Charron (né à Longueuil) qui, à l'instar des passionnés du septième art comme Marc-André Forcier, Roger Frappier ou Jean Chabot, iront s'établir ailleurs. Certes, du point de vue de la culture québécoise dans son ensemble, ce mouvement n'a rien de négatif puisqu'il l'enrichit de sources multiples. Toutefois, force nous est de constater que cette réalité ne favorise pas l'élaboration d'une identité culturelle montréalaise.

Pour tout dire, le talent local, sauf dans les secteurs les plus traditionnels, n'existe plus. Les écrivains qui s'attachaient à décrire leur coin du pays, les comédiens qui régalaient les convives d'histoires et de chansons à saveur locale ne trouveront plus d'audience. Tout ce qui est moderne ne pourra être consacré qu'à l'échelle nationale avant d'être rediffusé en région. Le cinéma sera national ou ne sera pas. Les boîtes à chanson des villes et même les salles paroissiales des villages afficheront les vedettes québécoises de l'heure. Même le folklore deviendrait québécois, plutôt que local. En revanche, les contes de Jacques Ferron, qui décrivent les drames des personnages de la cité de Jacques-Cartier (Longueuil), réussissent encore à conjuguer local et universel.

### La modernisation de l'appareil administratif de l'État

Enfin, parmi toutes ces tendances qui modifieront les pratiques culturelles locales au cours de la dernière moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la transformation du rôle de l'État québécois dans le domaine culturel sera certainement celle qui aura les plus grandes conséquences. Un ministère des Affaires culturelles sera créé en 1961, mais une quinzaine d'années passeront avant que celui-ci ne tente de mettre en place une véritable politique de développement culturel. Ce sera le livre vert du ministre Jean-Paul L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, publié en 1976, qui marquera le point de départ en la matière. Ce rapport constitue la traduction, dans le domaine culturel, des nouveaux modes de gestion qui sont déjà en train de s'implanter dans les champs de la santé et des services sociaux. Les mots d'ordre de l'époque : participation et développement. La participation, en fait, est perçue comme le moyen d'atteindre l'objectif de développement, celui-ci étant entendu au sens d'une « meilleure accessibilité à l'ensemble des ressources gouvernementales en matière culturelle<sup>21</sup> ». Or, un volet clé de cette politique sera la création d'une instance nouvelle : la région. Cette politique sera mise en œuvre sous le premier gouvernement du Parti québécois et, dès 1977, les lettres patentes pour un conseil régional de la culture seront demandées en Montérégie.

### La naissance d'une région culturelle

La création des régions culturelles découle d'une dynamique qui vient d'en haut, du ministère des Affaires culturelles, mais, du point de vue des premiers artisans du nouveau Conseil régional de la culture, la logique ministérielle ne correspond pas à la dynamique sur le terrain. C'est d'abord la délimitation du territoire qui fait problème. Celle-ci ne correspond à aucun critère historique ni même économique, mais plutôt à une solution un peu arbitraire.

Du point de vue de la culture, ceci pose le défi considérable d'harmoniser les initiatives d'au moins quatre centres régionaux en Montérégie centrale passablement éloignés par la géographie et l'histoire : Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Sorel et Longueuil, sans compter Saint-Hilaire, Belœil, La Prairie et Marieville qui ont également une histoire et un rayonnement culturels. On est donc loin de la situation qui existe dans la plupart des régions culturelles qui sont caractérisées par un, parfois deux centres régionaux.

Qui plus est, cette région ne sera pas vraiment une région à part entière puisque, à l'origine, elle sera définie par le ministère comme la région 6C, c'est-à-dire une sous-division de la région métropolitaine : la Rive-Sud de Montréal. Si, dans les faits, le ministère reconnaît assez rapidement l'autonomie de l'action du Conseil dans son rôle d'animation du milieu, il reste que les jurys d'attribution de bourses aux artistes, particulièrement celles pour les arts de la scène, seront composés pendant les dix premières années sur une base métropolitaine. Une troupe de théâtre de Belœil, par exemple, se trouvera en concurrence avec les troupes de théâtre de Montréal pour l'obtention d'une subvention de fonctionnement. Ce n'est qu'en 1987, à la suite du premier grand sommet socioéconomique de la Montérégie, que le Conseil régional de la culture obtiendra son autonomie complète par rapport à la région de Montréal. Cette victoire est toujours fragile cependant. Tant au ministère de la Culture et des Communications<sup>22</sup> qu'ailleurs dans l'appareil gouvernemental, la tentation est toujours présente de renforcer le statut de la métropole aux dépens des régions qui sont perçues comme limitrophes<sup>23</sup>.

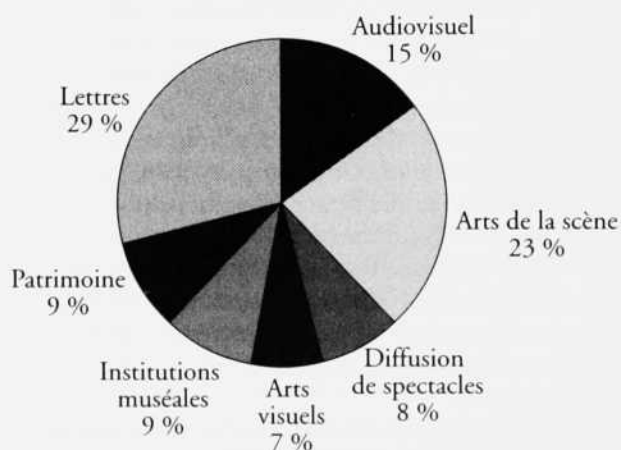
Il reste enfin la question de la définition des populations que les politiques culturelles cherchent à atteindre. À l'instar des ministères économiques et sociaux, le ministère de la Culture et des Communications veut rejoindre la clientèle qui lui est propre, c'est-à-dire les acteurs susceptibles de correspondre à ses critères de subvention. Parfois c'est une dynamique régionale qui est recherchée, mais parfois c'est la dynamique nationale (en matière de bourses ou de subventions à la diffusion) qui prime, ce qui n'est pas sans compliquer la tâche du Conseil<sup>24</sup>. Il s'agit là, en fait, de deux conceptions différentes d'une région. Dans un cas la région est d'abord une entité administrative destinée à améliorer l'efficacité des programmes gouvernementaux, alors que dans l'autre c'est un lieu d'identification sociale à consolider, voire à inventer.

### **L'essor d'une vie culturelle à l'échelle régionale**

En dépit de ces problèmes, il n'y a aucun doute que les activités culturelles ont connu un essor important dans la région depuis que le gouverne-

ment québécois s'est engagé dans le domaine de la culture. On estime aujourd'hui que le secteur culturel de l'ensemble de la Montérégie emploie quelque 6 000 personnes qui travaillent dans près de 700 organismes de création, de production, de diffusion et de formation (figure 16.1)<sup>25</sup>. Cet accroissement quantitatif s'accompagne d'une redéfinition en profondeur des activités culturelles.

**Figure 16.1**  
*Répartition des organismes culturels de la Montérégie en 1997  
selon les secteurs d'activité*



Notes :

1. Arts de la scène : compagnies de théâtre, groupes de danse, agences de spectacles, chorales, ensembles musicaux, écoles, compagnies de théâtre d'été, organismes de festivals culturels ;  
Arts visuels : galeries d'art, centres d'exposition, centres d'artistes ;  
Institutions muséales : musées, centres d'interprétation, écomusées, écomusées, lieux historiques provinciaux et fédéraux, etc. ;  
Patrimoine : sociétés d'histoire, centres d'archives, associations locales, groupes d'intervention, etc. ;  
Lettres : bibliothèques publiques ou affiliées, librairies, maisons d'édition, etc. ;  
Audiovisuel : studios de production, d'enregistrement, films, etc.
2. Les chiffres fournis ici concernent l'ensemble de la région de la Montérégie (y compris le Piémont et le Suroît). On peut estimer qu'entre deux tiers et trois quarts de ces organismes se trouvent dans la Montérégie centrale.

Source : *Culture et développement : deux réalités indissociables*, Rapport du Conseil culturel de la Montérégie en vue du Sommet socioéconomique de la Montérégie, 1997, p. 1.

Les distinctions entre culture d'élite et culture de masse, entre culture traditionnelle et culture moderne, voire entre culture locale et culture globale sont confrontées à de nouvelles pratiques qui se posent en dehors des catégories traditionnelles. Le domaine du patrimoine illustre à merveille cette tendance. Les jours où quelques cœurs vaillants parmi les notables de la ville s'acharnaient à rappeler les grands noms et faits du passé à un public plus ou moins indifférent sont révolus. Le patrimoine est dorénavant multiple : patrimoine bâti, patrimoine naturel, patrimoine vivant<sup>26</sup>. Les initiatives fleurissent et débordent les frontières entre générations, régions et classes sociales. De nos jours, les sites Internet se créent, se tissent entre eux et s'ouvrent sur le monde.

La pratique des métiers d'art est également en pleine évolution. Longtemps consacrés à la préservation de pratiques traditionnelles, les métiers d'art d'aujourd'hui cherchent autant l'innovation que la tradition. En Montérégie centrale, c'est dans le domaine de la céramique, en particulier, mais aussi dans les domaines des métiers du verre, des papiers marbrés et de la reliure que l'on voit s'imposer des artistes professionnels qui savent puiser dans les traditions artisanales tout en faisant preuve d'une grande originalité.

L'ampleur même de ces activités nous empêche d'en faire l'inventaire ici. La Montérégie compte, par exemple, plus d'une centaine d'auteurs enregistrés à l'Union nationale des écrivains du Québec (UNEQ). Ce qu'il importe de souligner toutefois ce sont les changements dans les pratiques culturelles que l'on peut constater depuis une vingtaine d'années. Deux tendances importantes se dégagent : l'émergence des organismes culturels régionaux et les nouvelles formes de partenariat qui caractérisent les initiatives dans le domaine culturel.

### **La régionalisation de la culture**

Lorsque le Conseil culturel de la Rive-Sud de Montréal fut créé, en 1979, il n'existait qu'un seul organisme à dimension régionale : la Société d'histoire de la Vallée du Richelieu, fondée en 1952. Ce sont d'ailleurs les sociétés d'histoire qui, les premières, ont fait la demande d'incorporation du nouveau conseil culturel. Aujourd'hui, il y a des dizaines de groupements régionaux. Certains de ces organismes sont regroupés au sein du Conseil régional de la culture sous forme de tables de concertation. C'est le cas notamment dans le secteur du patrimoine où des intervenants provenant d'horizons divers se rencontrent cinq ou six fois par année pour partager leurs expériences et pour mettre au point des interventions communes, notamment au chapitre des schémas d'aménagement urbain des municipalités régionales de comté (MRC).

C'est le cas également pour les institutions muséales (Montmusée) et les bibliothèques publiques (CRSBPM), pour l'Association des auteurs de la Montérégie et pour les artistes (Art actuel Montérégie) qui se sont regroupés dans des associations régionales d'ordre professionnel. Ici, l'instance régionale sert surtout à élaborer des projets de promotion et de développement d'envergure régionale.

Dans d'autres cas, il s'agit de créer des événements ou des produits à caractère régional qui mettent en valeur les activités des intervenants de la région. Le secteur des arts visuels a ses Rencontres, tout comme celui du livre célèbre à chaque année la Quinzaine du livre en Montérégie. Les artisans des métiers d'art organisent un événement, Matière à vision, qui est en lien avec le Salon des métiers d'art du Québec, alors que le secteur multidisciplinaire a produit un guide d'activités culturelles enfance-jeunesse destiné au milieu scolaire. Au-delà de la fonction de diffusion que remplissent ces événements, il y a le renforcement de liens entre les créateurs et le public montérégien, voire entre créateurs. La région devient un lieu de diffusion, de reconnaissance et d'échange.

On constate également une régionalisation en ce qui concerne les organismes de diffusion. Le manque flagrant de lieux pour la présentation de spectacles de qualité encore au début des années 1980 est peu à peu en train de se résorber. Après de nombreuses études de marché, on a assisté à une période de construction de nouveaux équipements au cours de la dernière décennie, comme le Théâtre de la Ville et la salle Pratt & Whitney qui sont le fruit d'une collaboration entre la Ville de Longueuil et le Collège Édouard-Montpetit. Les principaux diffuseurs (à Sorel, à Longueuil, à Belœil et à Saint-Jean-sur-Richelieu) se sont joints à un organisme qui se spécialise dans la diffusion en région, Réseau-Scène. La régionalisation sert dans ce cas à provoquer une augmentation du pouvoir d'achat et de négociation des diffuseurs ainsi qu'à harmoniser la réalisation de leur programmation.

Enfin, un exemple frappant de cette régionalisation de la culture est la création et le développement de l'Orchestre symphonique de la Montérégie, l'Osmont. Alors que de nombreux orchestres symphoniques subissent une baisse de popularité à l'heure actuelle, l'Osmont, au contraire, a connu une progression régulière de ses activités et de ses abonnés depuis sa création en 1985. Il s'agit ici d'un organisme régional au sens fort du terme, qui travaille de concert avec les municipalités, les organismes communautaires et certains autres regroupements musicaux de haut niveau pour présenter une saison musicale de qualité professionnelle. En puisant dans les talents et les énergies qui se trouvent éparpillés partout dans la région, il arrive à créer une institution régionale qui est plus forte que la somme de ses parties.





### **Les nouvelles formes de partenariat**

L'exemple de l'orchestre symphonique illustre également une tendance récente plus générale dans le domaine culturel, à savoir le développement d'initiatives conjointes avec les municipalités, les entreprises et d'autres organismes à vocation régionale. Cette tendance a commencé à prendre forme à l'occasion du premier Sommet socioéconomique de la Montérégie en 1987 et n'a cessé de s'affirmer depuis ce moment. De plus en plus les équipements culturels comme des salles de spectacles, des bibliothèques ou des centres d'exposition attirent la collaboration de plusieurs partenaires qui proviennent autant du milieu communautaire que du milieu scolaire ou encore du secteur privé ou du secteur municipal. Le milieu du patrimoine amorce des liens de

La vie culturelle est riche, variée et très présente en Montérégie. Un des nombreux organismes culturels de la région : l'Orchestre symphonique de la Montérégie (Osmont). (Osmont, Photo Caroline Bergeron)

collaboration avec les diocèses et les associations régionales de tourisme, de loisir et d'environnement. Cette tendance découle en partie des initiatives gouvernementales en matière de développement régional, notamment depuis 1992, avec l'énoncé de politique *Développer les régions du Québec* du Secrétariat aux affaires régionales<sup>27</sup>. Elle trouve cependant une expression particulièrement riche en Montérégie où le principal organisme de développement régional, la Société montérégienne de développement, a reconnu officiellement le secteur culturel comme secteur névralgique, aux côtés de la santé et de l'éducation. Curieusement, au moment même où les intervenants culturels se consolident par l'alliance avec de nouveaux partenaires sur le terrain, ils se voient affaiblis par les récentes politiques du ministère de la Culture. La création, en 1994, du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et les politiques poursuivies par la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) ont pour effet de diminuer l'autonomie régionale, notamment en ce qui concerne l'attribution des bourses aux artistes et des subventions aux organismes de création. Ces fonds ne sont plus attribués à l'échelle régionale, mais davantage par décision de jurys nationaux composés des pairs.

\* \* \*

D'une vie culturelle *en région* au XIX<sup>e</sup> siècle, composée surtout d'une myriade d'initiatives locales, on voit émerger une vie culturelle *à dimension régionale* à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Celle-ci reste fragile, à l'image même du statut de la région. Certes, la richesse des réalisations du passé sur le territoire n'est plus à démontrer, pas plus d'ailleurs que le dynamisme des intervenants d'aujourd'hui, mais la culture régionale au XXI<sup>e</sup> siècle s'annonce orientée vers le développement. Créée officiellement il y a à peine dix ans, la région culturelle de la Montérégie est à l'image même de cette nouvelle orientation. Tisser des liens, forger des solidarités, partager les acquis : ici, la vie culturelle, sur une base régionale, n'est pas tant à protéger qu'à inventer.

---

## *Conclusion générale*

---



Le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud occupe une place à part parmi la vingtaine de régions historiques du Québec. C'est surtout dans ce territoire relativement exigu que se concrétise, quoique de façon bien tardive, le succès de l'implantation française en Amérique. En 1850, la région abrite un Québécois sur cinq, une population trois fois supérieure à celle de la ville de Montréal, alors la métropole incontestée des colonies britanniques d'Amérique du Nord. Avec 30 habitants au kilomètre carré, ce riche terroir hérité de la mer de Champlain assure la subsistance d'une population paysanne dont la densité atteint un seuil de saturation pour l'agriculture extensive du Nouveau Monde. Pendant le siècle qui va suivre, c'est par la voie de l'émigration que la région va pouvoir équilibrer ses forts excédents naturels et sa faible croissance économique.

Au cours des millénaires de présence amérindienne qui précèdent le contact avec les explorateurs européens, le potentiel écologique de la Montérégie est déjà reconnu. Alors que les nations de chasseurs-cueilleurs du plateau laurentien doivent parcourir un immense territoire dans leur cycle annuel de subsistance, les sociétés villageoises de la plaine du sud peuvent exploiter de façon beaucoup plus efficace un terroir restreint. Tout un univers culturel sépare les nations de nomades du Nord et de l'Est de celles des sédentaires du Québec méridional. Ces derniers habitent de vastes maisons permanentes, pratiquent l'agriculture, fabriquent avec un art consommé l'outillage nécessaire à la vie domestique et développent des techniques complexes de chasse et de pêche qui seront utilisées pendant des siècles par les envahisseurs venus d'Europe.

La Montérégie constitue le territoire où l'installation des colons venus de France rencontre la plus forte opposition. Les nations iroquoises, nombreuses et solidement implantées sur l'île de Montréal et la plaine environnante, résistent avec courage et habileté à l'armement supérieur des Blancs. Quand, au début des années 1700, le danger amérindien semble enfin écarté, le défrichement du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud est à nouveau compromis. La région se retrouve dans l'axe des colonies britanniques du sud et du cœur de la Nouvelle-France. Dès que les deux grandes nations européennes transfèrent en Amérique leurs fréquentes querelles, les rivières Huron et Richelieu et le lac Champlain se transforment en routes d'invasion. À la fin du Régime français, le climat d'insécurité permanente a tellement retardé la colonisation que la

rive sud du Saint-Laurent, de Châteauguay à Sorel, et le bassin des rivières Richelieu et Yamaska ne comptent guère que quelques milliers d'habitants.

Avec le retour de la paix, le terroir exceptionnel de la Montérégie centrale peut enfin livrer ses promesses. Grâce à son réseau de rivières navigables et à son réservoir de terres fertiles, la région est littéralement envahie. De nouveaux venus s'ajoutent aux paysans déjà solidement implantés : Acadiens déportés qui retrouvent le chemin du nord, Loyalistes chassés par la guerre de l'Indépendance américaine, colons émigrés d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse, paysans américains qui débordent la frontière. De 1760 à 1850, la population de la région est multipliée par vingt. En moins d'un siècle, le paysage est complètement transformé. Sur la majeure partie du territoire la forêt a laissé la place à l'alignement des demeures paysannes et des champs cultivés, et une soixantaine de hameaux, villages et petites villes rassemblent une large part de la population.

Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle la société montréalaise n'est déjà plus conforme au modèle féodal importé d'Europe. Une bourgeoisie affairiste composée de marchands d'origine britannique et canadienne s'est rendue propriétaire des seigneuries concédées à la noblesse coloniale, et le rapport seigneur-censitaire est souvent réduit à une relation commerciale. L'Église catholique ne s'est pas encore remise du choc de la Conquête : désormais, elle doit de plus composer avec les Églises protestantes rivales qui jouissent de la bienveillante sollicitude de l'État. D'ailleurs, les Canadiens de langue française ont créé une société bien différente de celle des provinces françaises dont ils sont issus. Ils ont adapté leur habitat au rude climat, ils ont adopté de nouvelles façons de cultiver la terre, de se vêtir, de se déplacer ou de se distraire.

Au cours des années 1820 et 1830, un malaise s'installe en Montérégie centrale. La reproduction de cette société paysanne exige l'accès à la terre à des conditions raisonnables, mais le bassin de terres disponibles se restreint à mesure que se gonflent les excédents naturels. Les conditions agro-écologiques du terroir se dégradent avec le déboisement, l'érosion des sols et le manque de restitutions, amenant une baisse des rendements. Problèmes économiques et revendications politiques se conjuguent bientôt : révolte paysanne, rébellion ou révolution avortée, les « troubles de 1837-1838 » marquent un tournant pour la région. Désormais le développement économique, les capitaux, les investissements dans l'industrie et le commerce, dans les infrastructures de transport, se concentrent à Montréal. La petite ville coloniale britannique qui n'abritait qu'un habitant de la plaine sur dix en 1830 en rassemble la moitié à

la fin du siècle : la Montérégie est confinée à un rôle de réservoir de main-d'œuvre et de garde-manger de la métropole canadienne.

En fait, des années 1840 à la Deuxième Guerre mondiale, on assiste à un phénomène de marginalisation de la Montérégie centrale. La région devient l'archétype du Québec rural traditionnel. Les premières publicités touristiques des compagnies ferroviaires ou du gouvernement provincial vantent cette Montérégie de carte postale peuplée de paysans attachés à leur langue et à leur foi. Dans cette région de champs chargés de récoltes, de collines frangées de vergers, de cours d'eau paresseux aux rives ombragées, le temps semble s'être arrêté. La société montréalaise est à l'image du paysage, empreinte de calme et de tolérance. Cet apparent équilibre, la région en a payé le prix, celui de l'exil de ses enfants.

Pendant près d'un siècle, de la fin des années 1830 à la Grande Dépression, la Montérégie centrale vit un drame, celui de l'exode de sa population. Même si toutes les régions du Québec sont graduellement touchées par le phénomène, nulle part le mouvement n'atteint une telle ampleur sur une aussi longue période. La région vit de façon intime les événements qui bouleversent son grand voisin, comme la guerre de Sécession ou la conquête de l'Ouest, par l'entremise des dizaines de milliers des siens devenus des « Francos ». Une large part des produits de son agriculture prend le chemin du Sud, et toute sa vie culturelle est teintée des modes venues de Boston et de New York. Dans la plaine du Saint-Laurent, l'équilibre entre l'urbain et le rural est définitivement rompu : de 1860 à 1930, la population montréalaise régresse quand celle de l'île de Montréal décuple.

L'agriculture demeure tout au long des années qui précèdent le second conflit mondial la façon de vivre et la principale activité économique. La majorité de la population régionale habite encore une ferme au début du XX<sup>e</sup> siècle. Cependant, une véritable révolution s'est produite au cours des décennies précédentes, alors que les cultures vivrières destinées à l'alimentation humaine, comme le blé ou les pois, ont laissé la place aux fermes d'élevage et de culture mixte. Jusqu'en 1920, cette réorientation vers l'élevage et l'industrie laitière est entravée par la forte demande de foin sur le marché américain : un grand nombre d'agriculteurs montréalais préfèrent cette culture payante et facile. Au cours des années 1920 et 1930, les productions se diversifient : l'horticulture progresse de façon notable de La Prairie à Châteauguay et dans tout le comté de Napierville, et des centaines de pomiculteurs exploitent les pentes des collines montréalaises.



Des années 1850 à la crise des années 1930, le Québec connaît deux périodes de forte croissance industrielle : la Montérégie centrale ne s'inscrit de façon marquante dans aucune. Certes les petites villes des Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Sorel accueillent des dizaines d'entreprises manufacturières avant le XX<sup>e</sup> siècle. Cependant, elles ne participent pas à la révolution industrielle québécoise du début du siècle basée sur l'hydroélectricité, les pâtes et papiers, l'affinage des métaux et l'industrie chimique. Dans le Québec méridional, l'industrie manufacturière se concentre dans un rayon de quelques kilomètres du port de Montréal et bien peu d'usines échappent à cette force centripète. Au début des années 1940, le nombre de travailleurs des champs surpasse encore celui des usines : en fait, avec sa main-d'œuvre qui se partage également dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire, la Montérégie centrale accuse un important retard manufacturier.

Cette longue période de stagnation démographique et de lente croissance économique s'accompagne toutefois d'une vie institutionnelle foisonnante. La population montérégienne, longtemps privée d'écoles, est presque complètement alphabétisée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Désormais, la culture de l'imprimé rejoint la plupart des foyers au moyen des manuels scolaires, des almanachs, de la presse quotidienne et des journaux périodiques de langue française ou anglaise de Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Sorel. Tout un réseau d'institutions de secours aux démunis, aux malades, aux personnes âgées et aux orphelins est peu à peu mis sur pied, mais les hôpitaux de soins curatifs font longtemps défaut. Des dizaines de communautés religieuses fondent ou prennent en charge tout le réseau d'enseignement secondaire et de soins de santé, alors que le clergé catholique se concentre sur sa mission pastorale.

L'ouverture du pont Jacques-Cartier, au début des années 1930, représente l'arrivée d'une nouvelle ère, celle de l'automobile : sa généralisation, dans l'après-guerre, va bouleverser la répartition de la population de tout le Québec méridional. Ce nouveau moyen de transport aura des conséquences bien plus importantes que le chemin de fer en Montérégie centrale. En effet le dense réseau ferroviaire régional, le plus ancien du Canada, n'aura provoqué que de modestes retombées économiques locales : il aura surtout permis la concentration de l'activité industrielle et commerciale près du port de Montréal. Les effets du nouveau lien terrestre demeurent limités à un étroit périmètre incluant Saint-Hubert et Longueuil jusqu'en 1945. La véritable invasion banlieusarde de la rive sud du Saint-Laurent devra attendre la démocratisation de la voiture particulière dans les années 1950 et 1960.

La Deuxième Guerre mondiale donne l'occasion d'un premier mouvement de déconcentration industrielle dans la région de Montréal. La soudaine demande pour le matériel de guerre dans l'aéronautique, la construction navale, le matériel électrique et les produits chimiques amène de nombreuses implantations d'usines le long du Saint-Laurent et du Richelieu. L'emploi manufacturier double en quelques années. Après 1945, la reconversion à la production civile s'effectue de façon assez harmonieuse pour permettre le maintien de l'emploi. À compter des années 1950, l'industrie n'exige plus la proximité immédiate d'un grand port international et d'un nœud ferroviaire. Tout un réseau de routes et d'autoroutes à grand débit et un parc de camions en croissance exponentielle permettent la création de parcs industriels dans les champs de la Montérégie rurale.

Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, on ne perçoit plus l'espace régional de la même façon qu'au cours des siècles précédents : le plat terroir agricole devient un terrain facile à bâtir. La crise du logement à Montréal se conjugue à l'attrait de la campagne et les nouveaux quartiers d'habitation poussent en périphérie des villages centenaires. L'activité agricole est repoussée encore plus loin, au-delà des terrains vagues promis aux futurs et hypothétiques lotissements banlieusards. Ce réaménagement du territoire marginalise l'activité agricole, la raison d'être de l'économie montréalaise depuis trois siècles. La volonté de dizaines de milliers de citoyens de vivre à la campagne force les agriculteurs à produire tout près de la ville. La profession de travailleur de la terre, longtemps vue comme garante de la sécurité alimentaire et refuge des valeurs traditionnelles, est maintenant assimilée pour d'aucuns à la spéculation foncière ou à la pollution de l'eau. Les organisations agricoles et les administrateurs municipaux auront une difficulté croissante à réconcilier des points de vue aussi divergents.

Les profondes transformations survenues dans la société montréalaise au cours des dernières décennies proviennent en grande partie des bouleversements du monde du travail. La force physique, l'habileté manuelle et même le savoir-faire de l'artisan, acquis après de longues années d'apprentissage, cèdent la place aux connaissances apprises à l'école. La nouvelle économie permet l'accès au travail salarié pour un nombre croissant de femmes qui forment aujourd'hui près de la moitié de la main-d'œuvre. Les travailleurs montréalais comptent sans doute parmi les plus mobiles au Québec : par dizaines de milliers, ils prennent quotidiennement d'assaut les ponts du Saint-Laurent. Cette façon de vivre est en rupture avec les premiers siècles d'occupation du territoire, alors qu'avant les années 1940 lieux de travail et de résidence formaient un tout pour la plupart des Montérégien.

Par ailleurs, la mise en œuvre des politiques de l'État-providence, à compter des années 1960, a provoqué des distorsions dans le réseau institutionnel régional. La modernisation du réseau d'enseignement supérieur et de santé s'est articulée autour des institutions existantes, érigées avant le second conflit mondial, alors que la région comptait moins de 200 000 habitants. Or, dans une Montérégie qui accueille désormais près d'un million de résidents, le poids de l'histoire et le poids du nombre entrent en conflit. Le renforcement du réseau initial, conçu au moment de la stagnation de la population montréalaise, prive la région d'institutions nécessaires. Elle n'accueille aucune des 17 universités et constituantes de l'Université du Québec, ni aucun hôpital universitaire, malgré son importance économique et démographique. Professeurs et étudiants, médecins, infirmières et patients empruntent de concert les ponts du Saint-Laurent pour se rendre aux salles de cours ou d'opération de la région voisine.

Si la Montérégie est une région historique dont l'originalité n'a plus à être démontrée, constitue-t-elle pour autant une région culturelle ? Il est certain qu'elle représente avant 1914 le territoire rural québécois le plus soumis aux influences des modes et des expressions de la culture américaine par l'entremise de ses dizaines de milliers d'exilés outre frontière. La forte présence de l'Église catholique et de ses institutions constitue un contrepoids à l'américanité : à cette culture de masse si attirante du cirque et du vaudeville, du sport et du loisir, elle oppose la « vraie » culture, celle des arts plastiques et de la scène, celle de la bonne littérature importée du Vieux Monde, la seule qui vaille à ses yeux. Ce conflit larvé cache l'essentiel, soit l'alphabétisation massive des Montérégiens de langue française dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette véritable révolution, qui amène le journal quotidien de Montréal dans des milliers de foyers, pave la voie du siècle des médias de masse.

Aujourd'hui la Montérégie centrale demeure pour de nombreux Québécois un des foyers les plus fidèles de leur personnalité, avec ses racines françaises mûries de toutes les influences subies depuis la Conquête. Son patrimoine du plus généreux éclectisme révèle la complexité de son identité, quand un circuit touristique conduit indifféremment d'une maison des Patriotes à une fortification britannique, d'une église catholique à la décoration flamboyante au plus sévère temple protestant. Mais son plus précieux héritage demeure ce paysage remarquable de maisons de fermes perdues dans une mer de maïs, de luzerne et de blé, de collines festonnées de vergers, de rives basses du cours paisible du Saint-Laurent, du Richelieu et de la Yamaska.

# Notes

## Chapitre 1 : Le milieu naturel

1. *Carte géologique routière du sud-est du Québec*, Sherbrooke, Assemblée de concertation et de développement de l'Estrie, 1991, 1 : 250 000, avec notes.
2. Thomas H. Clark, *Région de Montréal Area*, Rapport géologique 152, Québec, ministère des Richesses naturelles, 1972, p. 217, se référant au passage de Pehr Kalm dans la région de Montréal.
3. P. S. Kumarapeli, et V. A. Saull, « The St. Lawrence Valley system : a North American equivalent of the East African rift valley system », *Canadian Journal of Earth Sciences*, vol. 3, 1966, p. 639.
4. L'adjectif « montérégien » vient des mots « mons » et « regius » (mont Royal) et a été créé en 1903 par le géologue F. D. Adams pour désigner les collines ayant la même origine géologique que le mont Royal : F. D. Adams, « The Monteregian Hills, a Canadian petrographical province », *Journal of Geology*, vol. 11, 1903, p. 239. Au Québec, les intrusions s'étendent des collines d'Oka au mont Mégantic. Des découvertes récentes ont mis en évidence qu'elles se prolongent en Nouvelle-Angleterre et dans l'Atlantique Nord (voir *Carte géologique routière du sud-est du Québec*, op. cit.).
5. Joseph A. Mandarino et Violet Anderson, *Monteregian treasures : the minerals of Mont Saint-Hilaire, Quebec*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 124 et 144.
6. Raoul Blanchard, *Le centre du Canada français*, Montréal, Beauchemin, 1948, p. 18 ss, et *L'ouest du Canada français*, Montréal, Beauchemin, 1953, p. 20 ss. La surface d'érosion avait auparavant été identifiée par J. W. Goldthwait en 1913 et J. J. O'Neill en 1914.
7. Gilles Ritchot, « Problèmes géomorphologiques de la vallée du Saint-Laurent », *Revue de géographie de Montréal*, vol. 18, n° 1, 1964, p. 45.
8. R. A. Freeze, *Hydrogéologie de la région de Lachine-Saint-Jean, Québec*, Commission géologique du Canada, Bulletin 112, p. 14 ; P. Rissman, J.-D. Allard et J. Leblais, *Zones exposées aux mouvements de terrain le long de la rivière Yamaska, entre Yamaska et Saint-Hyacinthe*, DV-83-04, Québec, ministère de l'Énergie et des Ressources, 1985, p. 9-10.
9. On n'abordera pas ici l'examen des sédiments de Saint-Pierre, découverts à Saint-François-du-Lac, à quelques kilomètres au nord de notre région (datés de 70 000 ans), ni celui des autres événements glaciaires dont on ne trouve pas trace dans le Richelieu-Yamaska-Rive-Sud.
10. Gilbert Prichonnet, *Dépôts quaternaires de la région de Granby, Québec*, Commission géologique du Canada, Étude 83-30, 1984, p. 2. Voir aussi Pierre LaSalle, *Géologie des sédiments meubles de la région de Lacolle-Saint-Chrysostome*, ET 83-21, Québec, ministère de l'Énergie et des Ressources, 1985, p. 11.

11. W. R. Cowan, « Le Quaternaire », citant Nelson Gadd, p. 851, dans *La couverture sédimentaire du craton au Canada*, Géologie du Canada, vol. 5, Ottawa, Commission géologique du Canada, 1993, 905 p.
12. Joyce Brown Macpherson, « Raised shorelines and drainage evolution in the Montréal Lowland », *Cahiers de géographie de Québec*, 11<sup>e</sup> année, n° 23, septembre 1967, p. 347.
13. Jeanne Wolfe et al., *Caractéristiques physiques de la région*, Bulletin technique n° 4, Montréal, Ville de Montréal, Service d'urbanisme, février 1966, carte « Dépôts meubles de la région de Montréal ». Voir aussi *Atlas agro-alimentaire du Québec, région agricole n° 6*, Québec, ministère de l'Agriculture, Service des études économiques, 1975, carte « Principaux types de sols » et *Atlas : l'agro-alimentaire dans la région agricole n° 7 du Québec*, Québec, ministère de l'Agriculture, Service des études économiques, 1975, carte « Principaux types de sols ».
14. Joseph-Noël Fauteux, *Essai sur l'industrie au Canada sous le régime français*, Québec, 1927, vol. 1, p. 160, citant Franquet ; Michel Gaumont et Paul-Louis Martin, *Les maîtres-potiers du bourg Saint-Denis, 1785-1888*, coll. « Les Cahiers du patrimoine » n° 9, Québec, ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, 1978, p. 72.
15. P. Shirreff, *A tour through North America with a comprehensive view of the Canadas as adapted for agricultural emigration*, Edimbourg, 1833, p. 134, cité par William Henry Parker, *The Geography of the Province of Lower Canada in 1837*, Ph.D. thesis, University of Oxford, 1958, p. 335.
16. D'après Pierre Richard, résumé par Pierre Pagé, *L'environnement glaciaire*, Montréal, Guérin Universitaire, 1992, p. 278. Le sapin s'est installé au Québec méridional il y a 9 000-9 700 ans, l'éra-ble vers 9 000, la pruche vers 7 000, le hêtre vers 5 500 ans.
17. *Possibilités des terres pour la forêt*, Montréal 31 H, Ottawa, Environnement Canada, Inventaire des terres du Canada, carte au 1 : 250 000, 1978.
18. Danielle Roby, *Les arbres*, Mont-Saint-Hilaire, Centre de conservation de la nature, 1982, p. 1.
19. Des pins qui pouvaient atteindre 23 et 24 mètres de hauteur (Fauteux, *op. cit.*, p. 204).
20. Francis Hall, *Travels in Canada and the United States in 1816 and 1817*, Londres, Longman, 1818, p. 139, cité par Ludger Beauregard, « Les étapes de la mise en valeur agricole de la vallée du Richelieu », *Cahiers de géographie de Québec*, 14<sup>e</sup> année, n° 32, septembre 1970, p. 187 ; Joseph Bouchette, *The British Dominions in North America : or a topographical and statistical description of the Provinces of Lower and Upper Canada*, New Brunswick and Nova Scotia, Londres, 1831, à l'article « Seigneurie de Montarville », cité par Parker, *op. cit.*, p. 333.
21. J. V. Wright, *La préhistoire du Québec*, Montréal, Fides, 1980, p. 33. Voir aussi Serge-André Crete, « Les premiers habitants », *Recherches amérindiennes au Québec*, numéro spécial, *Images de la préhistoire du Québec*, vol. VII, n° 1-2, 1978, p. 19-30.
22. *Les voyages de Samuel Champlain*, Montréal, Les amis de l'histoire, 1969, tome 2, p. 38. Jacques Cartier avait fait des observations analogues en novembre 1535.
23. Marcel Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France. II : Le comptoir, 1604-1627*, Montréal, Fides, 1966, p. 451.
24. Louise Dechêne, « Observations sur l'agriculture du Bas-Canada au début du XIX<sup>e</sup> siècle », dans Joseph Goy et Jean-Pierre Wallot (dir.), *Évolution et éclatement du monde rural. France-Québec XVII<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècles*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1986, p. 192. Les changements climatiques de l'été 1816 résultaient de l'importante éruption, l'année précédente, d'un volcan indonésien : Jean Provencher, *C'était l'été*, Montréal, Boréal Express, 1982, p. 14.
25. D. W. Gullett et W. R. Skinner, *L'état du climat au Canada : les variations de température au Canada 1895-1991*, Rapport sur l'état de l'environnement n° 92-2, Ottawa, Environnement Canada, 1992, p. 23.
26. D'après la classification de Litynski. *Le climat de Montréal*, Étude climatologique n° 39, « Le climat des villes canadiennes », n° 4, Ottawa, Environnement Canada, Service de l'environnement atmosphérique, 1987, p. 43.

27. C. V. Wilson, *Le climat du Québec*, Ottawa, Service météorologique du Canada, 1971, 1<sup>re</sup> partie, figure 19, (a), (b) et (c). L'hiver est défini comme la période pendant laquelle la température quotidienne moyenne est égale ou inférieure à 0 °C. En Montérégie, cette période court du 20 novembre au 25 mars environ.
  28. Dechêne, *loc. cit.*, p. 195.
  29. Norman N. Powe, *Le climat de Montréal*, Étude climatologique n° 15, Ottawa, ministère des Transports, Direction de la météorologie, 1969, p. 12-13, et Blanchard, *L'ouest du Canada français*, p. 52-53.
  30. *Ibid.*, p. 54-55.
  31. *Portrait statistique régional : région de la Montérégie et municipalités régionales de comté*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 1987, p. 613. D'après Pluram, la vallée du Richelieu ne possédait déjà plus que 13 % de boisés en 1974 (Pluram inc., *Schéma intégré d'aménagement et de développement des loisirs, vallée de la Richelieu*, 1974, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1974, p. 45).
  32. *Possibilités des terres pour la faune sauvage*, Montréal 31 H, Ottawa, Environnement Canada, Inventaire des terres du Canada, 1 : 250 000, 1969 ; Pluram inc., *op. cit.*, p. 47-48.
  33. *État de l'environnement au Québec*, 1992, Québec, ministère de l'Environnement, Montréal, Guérin, 1993, p. 277.
  34. *Rapport-synthèse sur l'état du Saint-Laurent. Vol. 2 : L'état du Saint-Laurent*, Ottawa, Environnement Canada, Sainte-Foy, Éditions Multimondes, 1996, p. 145.
  35. *Les déchets dangereux au Québec : orientations*, Commission d'enquête sur les déchets dangereux, document de consultation, Québec, Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, mars 1990, p. 19.
- ## Chapitre 2 : L'Histoire avant l'Histoire
1. Pour une synthèse sur l'état des recherches en archéologie préhistorique québécoise, voir Norman Clermont, « La Préhistoire du Québec », *L'Anthropologie* (Paris), vol. 91, n° 4, 1987, p. 847-858.
  2. Dans ce chapitre, les lettres AA représentent une abréviation utilisée par l'archéologie préhistorique pour signifier « avant aujourd'hui ».
  3. Évelyne Cossette, « Quand on nommait lacs et rivières. Présentation de : la période Archaïque », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 17, n° 1-2, 1987, p. 4.
  4. Sur ce point, voir l'inventaire des sites archéologiques de la Montérégie disponible en version informatisée au ministère de la Culture du Québec, Direction de la Montérégie, à Saint-Jean-sur-Richelieu.
  5. James V. Wright, *La Préhistoire du Québec*, Ottawa, Musées nationaux du Canada, Musée national de l'Homme, Commission archéologique du Canada, 1980, p. 33.
  6. *Ibid.*, p. 33-34.
  7. Bernard Hébert, « Un regard nouveau sur le site Rapides Fryers », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 17, n° 1-2, 1987, p. 94.
  8. Pour en savoir davantage sur les éléments diagnostiques de la culture matérielle de la tradition de l'Archaïque laurentien et de ses phases caractéristiques, on peut consulter Serge-André Crête, « La plaine laurentienne : les premiers habitants », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 7, n° 1-2, 1980, p. 19-30.
  9. Hébert, *loc. cit.*, p. 99.
  10. Norman Clermont, « Un site archaïque de la région de Chambly », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 4, n° 3, 1974, p. 46-50.
  11. Cossette, *loc. cit.*, p. 4.
  12. Claude Chapdelaine, « Le site Jacques à Saint-Roch-sur-Richelieu : Archaïque laurentien ou post-laurentien ? », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 17, n° 1-2, 1987, p. 70-77.
  13. Jean Mandeville, *Site CaFg-3, Sorel*, Québec, s.n., 1984, [p. 6.9 et illustration 1], Manuscrit conservé au ministère de la Culture du Québec, Direction régionale de la Montérégie, Saint-Jean-sur-Richelieu ; dans Chapdelaine, *ibid.*, p. 75-76.
  14. *Ibid.*, p. 76.
  15. Les recherches archéologiques ne font que commencer à préciser l'origine de la sphère d'interaction à laquelle appartenaient les groupes appelés les Iroquoiens du



Saint-Laurent. La question de cette origine, faut-il le souligner, est l'objet d'un débat au sein de la communauté des chercheurs. Certains préhistoriens soutiennent que les Iroquoiens seraient arrivés tardivement dans le Nord-Est américain, en provenance d'une région méridionale. Suivant les tenants de cette thèse de la migration, les Iroquoiens établis à Clemson's Island en Pennsylvanie entre 775 et 1300 de notre ère auraient essaimé dans l'État de New York, le sud de l'Ontario, puis au Québec. Leur intrusion dans la plaine laurentienne serait en somme très récente. Elle correspondrait à l'adoption de l'agriculture par certains groupes du Québec préhistorique méridional aux environs de l'an 1000 de notre ère. En revanche, d'autres archéologues estiment qu'au contraire les Iroquoiens peuvent être identifiés dans l'État de New York et dans la région de Montréal vers 4500-4200 AA et que, à partir de cette date, leur présence y sera continue.

Selon les anthropologues préhistoriens québécois qui souscrivent en substance au paradigme du développement *insitu*, l'histoire culturelle des Iroquoiens du Saint-Laurent se découpe en trois grandes périodes : celle du peuplement et de la formation de la Laurentie iroquoise (4500-3000 AA), celle de la constitution de cet univers culturel en provinces (3000 AA-1000 AD), et celle de la consolidation d'une Laurentie iroquoise devenue graduellement conforme aux descriptions ethnographiques des récits des premiers explorateurs

européens à la contacter (1000 AD-1534).

Sur la question de l'origine des Iroquoiens du Saint-Laurent et sur leur histoire culturelle, on se référera au collectif « L'origine des Iroquoiens : un débat », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 22, n° 4, 1992-1993, 92 p., ainsi qu'à la contribution de Norman Clermont, « Le développement préhistorique des Iroquoiens du Saint-Laurent », *Colloque Jacques Cartier histoire-textes-images organisé par la Société historique de Montréal* 16, 17, 18 mai 1985, Montréal, La Société historique de Montréal, 1985, p. 177-198.

16. Norman Clermont et Claude Chapdelaine, avec la participation de Roland Viau, *La rencontre de deux mondes : le premier hivernement des Européens chez les Iroquoiens de la province de Canada*, Montréal, Université de Montréal, Département d'anthropologie, 1983, p. 103-106 (Rapport manuscrit soumis à Parcs Canada).
17. Claude Chapdelaine, « Le concept de Sylvicole ou l'hégémonie de la poterie. Présentation de : Le temps des grands changements : le Sylvicole au Québec méridional », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 20, n° 1, 1990, p. 3.
18. *Ibid.*, p. 3.
19. Claude Chapdelaine, Gérard Gagné et André Mercier, « Un nouveau site préhistorique à l'embouchure de la rivière Châteauguay », *Archéologie et histoire dans la région du Buisson*, Montréal, Université de Montréal, Département d'anthropologie, 1989, p. 13-15 ; Transit Analyse, *Acti-*

*vités archéologiques réalisées durant l'été 1989 à l'Île-des-Cascades, Pointe-des-Cascades, et à l'île St-Bernard, Châteauguay*, S.l., Entente MAC, Direction de Montréal et la Corporation les Amis du Buisson, 1990, p. 23, 34 (Rapport manuscrit).

20. Arkéos inc., *Fouilles archéologiques aux sites BiFi-9 (site Brosseau) et BiFi-10 (ruisseau Saint-Claude), Laprairie*, Montréal, Arkéos inc., 1994, p. 19 (Rapport soumis au ministère des Transports du Québec, Division des études environnementales Ouest) ; Charles A. Martijn, *Notes de terrain, Pointe du Gouvernement (BgFh-1), été 1960, s.l., ministère des Affaires culturelles du Québec*, 1960, p. 85 (Manuscrit).
21. Clermont, Chapdelaine et Viau, *op.cit.*, p. 112.
22. Arkéos inc., *Fouilles archéologiques au site BiFi-7, à Laprairie*, Montréal, Arkéos inc., 1986, p. 122-123 (Rapport soumis au ministère des Affaires culturelles du Québec, Direction régionale de Montréal).
23. Chapdelaine, Gagné et Mercier, *loc.cit.*, p. 15-16 ; Transit Analyse, *loc.cit.*, p. 17, 23 et 34 ; Martijn, *op.cit.*, p. 85 ; René Lévesque, « Rapport préliminaire des activités de la Société d'archéologie de Sherbrooke », I-IV, *Revue de l'Université de Sherbrooke*, 1962, p. 237, 239 et, du même auteur, *Les richesses archéologiques du Québec*, [Sherbrooke], La Société d'archéologie de Sherbrooke, 1962, p. 61 ; Claude Chapdelaine, « L'ascendance culturelle des Iroquoiens du Saint-Laurent », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 10,



- n° 3, 1980, p. 147-148 ; Ghyslain Labelle, *Occupations préhistoriques de la vallée du Haut-Richelieu : le site de Pointe-du-Gouvernement*, Montréal, Université de Montréal, Département d'anthropologie, [1985-1986], p. 5 (Manuscrit).
24. Voir Claude Chapdelaine, *Le site Mandeville à Tracy : variabilité culturelle des Iroquoiens du Saint-Laurent* (coll., « Signes des Amériques » n° 7), Montréal, Recherches amérindiennes au Québec, 1989, 295 p.
25. *Idem*, *Le site Mandeville, un village iroquoien du début du XVI<sup>e</sup> siècle*, S.L., Service canadien des parcs, 1990, p. 9 (Manuscrit).
26. *Idem*, « Site archéologique Mandeville (Tracy), région Montérégie », *Les chemins de la mémoire. Monuments et sites historiques du Québec*, Québec, Commission des biens culturels, 1991, tome II, p. 245.
27. *Idem*, « The Mandeville Site and the definition of a new regional group within the Saint-Lawrence Iroquoian World », *Man in the Northeast*, n° 39, 1990, p. 57.
28. *Idem*, « Le site Mandeville, un casse-tête iroquoien », *Le Carignan* (Revue de la Société d'histoire Pierre-de-Saurel), vol. 2, n° 2, 1998, p. 11.
29. Chapdelaine, « The Mandeville Site and the definition... », *loc. cit.*, p. 53-63.
30. Voir à ce sujet, Bruce G. Trigger, dir., *Handbook of North American Indians. Vol. 15, Northeast*, Washington, Smithsonian Institution, 1978, p. 282-289, 357-417.
31. Norman Clermont, Claude Chapdelaine et Georges Barré, *Le site iroquoien de Lanoraie : témoignage d'une maison-longue*, Montréal, Recherches amérindiennes au Québec, 1983, p. 28-32.
32. Henry Woodhead, dir., *Realm of the Iroquois*, Alexandria (Virginia), Time-Life Books, 1993, p. 60.
33. *Ibid.*, p. 62.
34. Dean R. Snow, *The Iroquois*, Oxford (UK) et Cambridge (USA), 1994, p. 44 ; Woodhead, *op. cit.*, p. 64.
35. Snow, *op. cit.*, p. 129.
36. Bruce G. Trigger et James F. Pendergast, « Saint-Lawrence Iroquoians », dans Trigger, dir., *op. cit.*, p. 357-359.
37. Claude Chapdelaine, « Les Iroquoiens de la vallée du Saint-Laurent/The Iroquoians of the St-Lawrence Valley », dans Moira T. McCaffrey et al., dir., *Aux couleurs de la terre : héritage culturel des premières nations/Wrapped in the colours of the earth : cultural heritage of the First Nations*, Montréal, Musée McCord d'histoire canadienne, 1992, p. 56.
38. Norman Clermont, « La place de la femme dans les sociétés iroquoiennes de la période du contact », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 14, n° 1, 1983, p. 287.
39. Roland Viau, *La condition féminine en Iroquoisie aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles : contribution à l'ethno-histoire des Iroquoiens*, Mémoire de maîtrise (anthropologie), Université de Montréal, 1985, p. 53.
40. Sara H. Stites, *Economics of the Iroquois*, New York, AMS Press, 1978, p. 44-68.
41. On trouvera une excellente discussion sur les origines de l'infériorisation sociale des femmes amérindiennes dans Karen Anderson, *Chain her by one foot : the subjugation of native women in Seventeenth-Century New France*, New York, London, Routledge, 1993, 247 p.
42. Norman Clermont, « L'importance de la pêche en Iroquoisie », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 14, n° 1, 1984, p. 18.
43. Chapdelaine, « Les Iroquoiens de la vallée du Saint-Laurent... », *loc. cit.*, p. 56.
44. Viau, *op. cit.*, p. 69-70 ; Bruce G. Trigger, « Iroquoian matriliney », *Pennsylvania Archaeologist*, vol. 48, n° 1-2, 1978, p. 60-61.
45. James V. Wright, « La circulation de biens archéologiques dans le bassin du Saint-Laurent au cours de la préhistoire », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 12, n° 3, 1982, p. 199-204.
46. Clermont, Chapdelaine et Viau, *op. cit.*, p. 91.
47. Chapdelaine, « Les Iroquoiens de la vallée du Saint-Laurent... », *loc. cit.*, p. 58.
48. Clermont, Chapdelaine et Viau, *op. cit.*, p. 92.
49. Carrie A. Lyford, *Iroquois Crafts*, Ohsweken, Irocrafts, 1982, p. 33-38.

50. Barbara Graymont, *The Iroquois*, New York, Philadelphia, Chelsea House Publishers, 1988, p. 28.
51. Ce court texte à portée didactique sur la fabrication de la poterie iroquoise que nous produisons ici est une contribution de Norman Clermont, professeur titulaire au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal.
52. Cette partie consacrée au complexe tabagique chez les Iroquoiens s'inspire largement d'une communication personnelle de Norman Clermont.
53. William A. Ritchie, *The Archaeology of New York State*, Harrison (NY), Harbort Hill Books, 1980, p. 180-203.
54. Chris Jay Ellis et Neil Ferris, dir., *The Archaeology of Southern Ontario to AD, 1650*, London, Ontario Archaeological Society, 1990, p. 125-188 ; Norman Clermont, « Le Sylvicole inférieur au Québec », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 20, n° 1, 1990, p. 12; Claude Chapdelaine, « Des "cornets d'argile" iroquoiens aux "pipes de plâtre" européennes », *Colloque Transferts culturels en Amérique et ailleurs (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, Musée de la civilisation, Québec, du 30 avril au 3 mai 1992*, 1992, p. 18 (manuscrit).
55. C. J. Turnbull, « The Augustine site : a mound from the Maritimes », *Archaeology of Eastern North America*, n° 4, 1976, p. 50-62 et *The McKinlay collection : another Middlesex tradition component from Red Bank, Northumberland County, New Brunswick*, Fredericton, ministère du Tourisme, des Loisirs et du Patrimoine, Manuscrits sur l'archéologie n° 17E, p. 12 et 49.
56. Sur les origines du complexe tabagique iroquoien, voir Alexandre D. Von Gernet, « Hallucinogens and the origins of the Iroquoian pipe/Tobacco/Smoking Complex », dans Charles E. Hayes III, dir., *Proceedings of the 1989 Smoking Pipe Conference Selected Papers*, Rochester, Rochester Museum & Science Center, 1992, p. 171-185.
57. James Smith, *SCOOUWA : James Smith's Indian Captivity Narrative*, Columbus, Ohio Historical Society, 1978, p. 153.
58. Norman Clermont, « Le pouvoir spirituel chez les Iroquoiens de la période du contact », *Recherches amérindiennes au Québec*, 18, n° 2-3, 1988, p. 61-68.
59. Graymont, *op. cit.*, p. 38.
60. Roland Viau, *Anthropologie de la guerre iroquoise*, Thèse de doctorat (anthropologie), Université de Montréal, 1991, p. 75-79.
61. Claude Lévi-Strauss, *Paroles données*, Paris, Plon, 1984, p. 248.
2. On lira avec profit l'ouvrage de Georges Bellemare, *Découverte sur le Richelieu du fort de l'Assomption*, Pointe-Claire, Roussan/Société d'histoire de Cournoyer, 1994, 132 p.
3. Roland Lamontagne, « La construction du fort Saint-Jean, 1748-1749 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 15, n° 1, 1961, p. 35-40.
4. Sur l'histoire du fort Saint-Jean en général et sur le siège de 1775 en particulier : Jacques Castonguay, *Le fort Saint-Jean, trois siècles d'histoire*, Montréal, Éditions du Lévrier, 1965, 95 p. et *idem*, *Les défis du fort Saint-Jean : l'invasion ratée des Américains en 1775*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions du Richelieu, 1975, 186 p.
5. Sur les blockhaus érigés dans la région, voir Mario Fillion, *Le blockhaus de Lacolle*, coll. « Les retrouvailles » n° 11, Québec, ministère des Affaires culturelles, Direction des communications, 1983, 45 p. et O. Lapalice, « Les blockhaus de l'Yamaska », *Bulletin des recherches historiques*, vol. 31, n° 3, mars 1925, p. 85-91.
6. Sur l'histoire des fortifications à l'île aux Noix : Pierre-B. Cadieux, *Le Fort Lennox*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions Mille Roches, 1986, 119 p. À la suite d'une grossière erreur, les Américains construisent le fort Montgomery en territoire canadien. Par dérision, ce fort est alors appelé *Fort Blunder*, « le fort de la bétise ». Gérard Malchelosse, « L'aventure extraordinaire d'une frontière et d'un fort », *Les Cahiers des Dix*, n° 26, 1961, p. 177-198.

### Chapitre 3 : Une région née de la guerre

1. Les événements militaires qui marquent la région sous le Régime français sont présentés par Victor-J. Milot, *Le Richelieu, route militaire de la Nouvelle-France*, Thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 1949, 193 p.

7. L'essentiel de cette partie de chapitre repose sur les travaux effectués par Parcs Canada, plus particulièrement sur la recherche de Cyrille Gélinas, *La rencontre de deux destinées : guerre et colonisation dans la vallée du Richelieu, 1642-1760*, Ottawa, ministère des Affaires indiennes et du Nord, 1982, 340 p.
8. À titre de découvreurs et de premiers occupants, les Français revendiquent la possession des territoires dont les eaux se déversent dans les Grands Lacs et dans le Saint-Laurent, lesquelles comprennent le lac Champlain et la rivière Richelieu.
9. En 1681, on compte une arme pour quatre habitants. À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, cette proportion passe à environ une arme pour deux habitants. En 1720, le rapport diminue à une seule arme pour cinq habitants.
10. Cette route, aujourd'hui connue sous le nom de chemin de Chambly, est reconnue comme la plus ancienne au Canada.
11. Cyrille Gélinas, *Le rôle du fort de Chambly dans le développement de la Nouvelle-France de 1665 à 1760*, Ottawa, Parcs Canada, Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, 1983, p. 28.
12. Les Chamblyens consacrent jusqu'à deux fois plus de terre à la culture du blé que leurs voisins, ce qui peut s'expliquer par l'ancienneté de l'occupation de leur territoire. Jacques Mathieu et Alain Laberge, dir., *L'occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent : les aveux et dénombrements, 1723-1745*, Sillery, Septentrion, 1991, p. 219-220.
13. Jacques Mathieu, *La Nouvelle-France : Les Français en Amérique du Nord, XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle*, Québec, PUL, 1991, p. 67 ; voir également Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p. 80-81.
14. Régis Roy et Gérard Malchelosse, *Le régiment de Carignan : son organisation et son expédition au Canada (1665-1668), officiers et soldats qui s'établirent au Canada*, Montréal, Ducharme, 1925, 130 p.
15. Mario Filion, « Les premières concessions de la seigneurie de Chambly », *Les Cahiers de la seigneurie de Chambly*, vol. 5, n° 1, février 1983, p. 14-27 ; Azarie Couillard-Després, *Histoire de la seigneurie de Saint-Ours*, Montréal, Imprimerie des sourds-muets, 1915-1917, vol. 1, p. 63 ; *idem*, *Histoire de Sorel de ses origines à nos jours*, Montréal, Imprimerie des sourds-muets, 1926, p. 46-48.
16. Dechêne, *op. cit.*, p. 91.
17. Yves Landry, *Quelques aspects du comportement démographique des troupes de terre envoyées au Canada pendant la guerre de Sept Ans*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1977, p. 85-95.
18. Jean-Pierre Wilhelmy, *Les mercenaires allemands au Québec du XVIII<sup>e</sup> siècle et leur apport à la population*, Belœil, Maison des Mots, 1984, p. 190.
19. Sur la présence militaire à Longueuil, voir Louis Lemoine, *Le château fort de Longueuil (1698-1810)*, Longueuil, Société d'histoire de Longueuil, 1987, annexes C, N, Q et R.
20. Plusieurs des faits servant à illustrer cette section sont tirés de Gustave Lanctôt, *Le Canada et la Révolution américaine*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1965, 330 p.
21. Pierre Lambert, *Les origines de Belœil*, Montréal, Méridien, 1991, p. 283.

#### Chapitre 4 : La conquête du territoire

1. R. Cole Harris, dir., *Atlas historique du Canada. I : Des origines à 1800*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1987, planche 55.
2. René Jetté, *Dictionnaire généalogique des familles du Québec des origines à 1730*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1983, 1177 p.
3. Georges-Robert Gareau, *Premières concessions d'habitations (1673) à Boucherville*, Montréal, s.n., 1973, 72 p.
4. Mario Filion, « Les premières concessions de la seigneurie de Chambly », *Les Cahiers de la seigneurie de Chambly*, vol. 5, n° 1, février 1983, p. 15.
5. Azarie Couillard-Després, *Histoire de Sorel de ses origines à nos jours*, Montréal, Imprimerie des sourds-muets, 1926, p. 43 ; Cyrille Gélinas, *La rencontre de deux destinées : guerre et colonisation*

- dans la vallée du Richelieu, 1642-1760, Ottawa, ministère des Affaires indiennes et du Nord, 1982, p. 137.
6. Gédéon de Catalogne, « Mémoires de Gédéon de Catalogne sur les plans des seigneuries et habitations des gouvernements de Québec, des Trois-Rivières et Montréal », *Bulletin des recherches historiques*, n° 21, 1915, p. 298.
  7. Les données qui suivent ont été calculées à partir des recensements du Canada 1685-1739, contenus dans le fonds des Archives nationales de France (Colonies, G1, vol. 460 et 461), ainsi que des recensements du Canada 1665-1871, présentés dans le *Recensement du Canada 1870-1871*.
  8. Sur la Côte-du-Sud, par exemple, le taux de masculinité grimpe à 140,2. Alain Laberge, dir., *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, p. 72.
  9. Les données qui suivent sont tirées du *Recensement du Canada 1870-1871*, vol. 4, deuxième partie, tableaux 1, 2 et 3, p. 159-218.
  10. Pierre Lambert, *Les origines de Belœil*, Montréal, Méridien, 1991, p. 62.
  11. Jacques Mathieu et Alain Laberge, dir., *L'occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent : les aveux et dénombrements, 1723-1745*, Sillery, Septentrion, 1991, *passim*. Sur Belœil, voir Lambert, *op. cit.*, p. 59 ss.
  12. Louis Franquet, *Voyages et mémoires sur le Canada*, Montréal, Élysée, 1974, 212 p.
  13. Mathieu et Laberge, dir., *op. cit.*, p. 216.
  14. Alice Jean E. Lunn, *Développement économique de la Nouvelle-France, 1713-1760*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1986, p. 18 ; Ovide-M. H. Lapalice, *Histoire de la seigneurie Massue et de la paroisse de Saint-Aimé*, s.l., s.n., 1930, p. 23-26.
  15. Le coup de force de Hocquart demeure cependant un événement unique et exceptionnel. En effet, les retards chroniques dans le développement des seigneuries de la région Richelieu-Yamaska-Rive-Sud montrent bien que les seigneurs n'ont pas à craindre les foudres de l'État.
  16. Seul Michel Chartier de Lotbinière lutte pour faire valoir ses droits sur ses seigneuries d'Alainville et de Hocquart. Après vingt ans d'obstination, d'innombrables démarches et de faux espoirs, il doit s'avouer battu, le Traité de Versailles (1783) mettant définitivement un terme à ses prétentions. La fixation de la frontière entre les États-Unis et la Province de Québec (1783) a aussi pour effet d'amputer les seigneuries de Lacolle et de Foucault dans le Haut-Richelieu (*Dictionnaire biographique du Canada. Volume IV : De 1771 à 1800*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 155-157).
  17. Serge Courville, *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1990, p. 22.
  18. Yvon Lacroix, *Les origines de La Prairie, de 1667 à 1697*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1981, p. 65 ss.
  19. Montarville Boucher de La Bruère, « La bourgade de Boucherville : sa configuration primitive, ses premiers habitants », *Bulletin des recherches historiques*, vol. 33, n° 1, janvier 1927, p. 27-36.
  20. Louis Lemoine, *Longueuil en Nouvelle-France*, Longueuil, Société d'histoire de Longueuil, 1975, p. 108.
  21. Michel Gaumond et Paul-Louis Martin, *Les maîtres-potiers du bourg Saint-Denis, 1785-1888*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1978, p. 15.
  22. Cité dans *Ibid.*
  23. Courville, *op. cit.*, p. 20-21 et 24.
  24. Franquet, *op. cit.*, p. 59 et 124.
  25. Azarie Couillard-Després, *Histoire de la seigneurie de Saint-Ours*, Montréal, Imprimerie des sourds-muets, 1915-1917, vol. I : p. 305-307 ; *Saint-Denis-sur-Richelieu, 1740-1990*, Sherbrooke, Éditions Louis Bilodeau, 1989, p. 20.
  26. Ludger Beauregard, *La vallée du Richelieu*, Thèse de doctorat (géographie), Université de Montréal, 1957, p. 95.
  27. Cité dans *ibid.*, p. 281.
  28. Françoise Noël, *The Christie seigneuries : estate management and settlement in the Upper Richelieu Valley, 1760-1854*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992, p. 30.

29. Rodolphe Fournier, *Lieux et monuments historiques du sud de Montréal*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Éditions du Richelieu, 1976, p. 76.
  30. Christian Dessureault, *Les fondements de la hiérarchie sociale au sein de la paysannerie : le cas de Saint-Hyacinthe, 1760-1815*, Thèse de doctorat (histoire), Université de Montréal, 1985, p. 27.
  31. Archives nationales de France, Colonies, Série G 1, vol. 460-461. Le taux de masculinité est de 106,0 en 1713, 108,2 en 1720, 106,0 en 1726 et de 99,7 en 1739.
  32. Les données qui suivent sont tirées du *Recensement du Canada 1870-1871*, vol. 4, deuxième partie, tableaux 1, 2 et 3, p. 159-218.
- Chapitre 5 : Une économie naturelle**
1. Louis Lavallée, *La Prairie en Nouvelle-France, 1647-1760 : étude d'histoire sociale*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992, p. 228.
  2. L'essentiel de cette section est tiré de *ibid.* et de Cyrille Gélinas, *Le rôle du fort de Chambly dans le développement de la Nouvelle-France de 1665 à 1760*, Ottawa, Parcs Canada, Direction des lieux et des parcs historiques nationaux, 1983, 79 p.
  3. « Saurel, Pierre de », *Dictionnaire biographique du Canada. Volume premier : Des origines à 1700*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, p. 616-617.
  4. Lavallée, *op. cit.*, p. 215-238.
  5. *Ibid.*, p. 225 ; Louis Lemoine (*Longueuil en Nouvelle-France*, Longueuil, Société d'histoire de Longueuil, 1975, p. 55) a dénombré 72 Longueillois engagés par des marchands-équipiers de 1723 à 1752 ; Louise Dechêne (*Habitants et marchands de Montréal au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1988, p. 221) souligne que les seigneuries de la rive sud fournissent 108 voyageurs au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, Boucherville étant particulièrement bien représentée. À Sorel, c'est la mauvaise qualité des sols qui force plusieurs habitants, qui ne peuvent compter sur des revenus suffisants, à s'engager comme voyageurs (Allan Greer, *Peasant, lord and merchant : rural society in three Québec parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, p. 177-178.)
  6. Cyrille Gélinas, *La rencontre de deux destinées : guerre et colonisation dans la vallée du Richelieu, 1642-1760*, Ottawa, ministère des Affaires indiennes et du Nord, 1982, p. 187.
  7. Cyrille Gélinas, *Reflexions préliminaires à une étude de la Vallée du Richelieu : quelques observations générales sur trois siècles d'agriculture et d'exploitation forestière*, Ottawa, Parcs Canada, 1980, p. 59-60.
  8. Jacques Mathieu, *La construction navale royale à Québec, 1739-1759*, Québec, Société historique de Québec, 1971, p. 54.
  9. Pierre-Georges Roy, *Inventaire des ordonnances des intendants de la Nouvelle-France conservées aux Archives provinciales de Québec*, Beauceville, L'Éclaireur, 1919, vol. 2, p. 108.
  10. Alice Jean E. Lunn, *Développement économique de la Nouvelle-France, 1713-1760*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1986, p. 321.
  11. « Sabrevois de Bleury, Clément », *Dictionnaire biographique du Canada. Volume IV : De 1771 à 1800*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1981, p. 748.
  12. Louis Franquet, *Voyages et mémoires sur le Canada*, Montréal, Élysée, 1974, p. 83-84.
  13. Alexandre Jodoin et J. L. Vincent, *Histoire de Longueuil et de la famille de Longueuil, avec gravures et plans*, Montréal, Imprimerie Gebhardt-Berthiaume, 1889, p. 185.
  14. Claude Richard, *L'industrie du bois en Nouvelle-France au 18<sup>e</sup> siècle*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1973, appendice A : Les scieries en Nouvelle-France.
  15. Les détails de cette affaire sont rapportés par Lavallée, *op. cit.*, p. 174-175.
  16. Françoise Noël, *The Christie seigneuries : estate management and settlement in the Upper Richelieu Valley, 1760-1854*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992, p. 18-20.
  17. « Ramezay, Louise de », *Dictionnaire biographique du Canada. Volume IV : De 1771 à 1800*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 707-709.
  18. Christian Dessureault, *Les fondements de la hiérarchie sociale au sein de la paysannerie : le cas de Saint-Hyacinthe, 1760-1815*, Thèse de doctorat (histoire), Uni-

- versité de Montréal, 1985, p. 279.
19. *Ibid.*, p. 281-284.
  20. Cité dans Gélinas, *Réflexions préliminaires à une étude de la Vallée du Richelieu...*, Ottawa, Parcs Canada, 1980, p. 108-109.
  21. Azarie Couillard-Després, *Histoire de la seigneurie de Saint-Ours*, Montréal, Imprimerie des sourds-muets, 1917, vol. 2, p. 10.
  22. Mathieu et Laberge, dir., *op. cit.*, *passim*.
  23. Dessureault, *op. cit.*, p. 274.
  24. Mathieu et Laberge, dir., *op. cit.*, *passim*.
  25. *Ibid.*
  26. Dessureault, *op. cit.*, p. 318.
  27. Louis Michel, « Un marchand rural en Nouvelle-France : François-Augustin Bailly de Messein, 1709-1791 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 2, septembre 1979, p. 215-262.
  28. Louis Michel, « Le livre de comptes (1784-1792) de Gaspard Massue, marchand à Varennes », *Histoire sociale*, vol. 13, n° 26, novembre 1980, p. 372.
  29. P.-André Sévigny, « Le commerce du blé et la navigation dans le Bas-Richelieu avant 1849 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, n° 1, été 1984, p. 13.
  30. Martine Cardin, *Jean Leroux dit Provençal, marchand à Sorel au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1987, 143 p.
  31. Greer, *op. cit.*, p. 140-176.
  32. Sévigny, *loc. cit.*, p. 12.
  33. L'essentiel de cette section a été tiré de deux textes de Louis Michel : « Le livre de comptes (1784-1792) de Gaspard Massue, marchand à Varennes », *loc. cit.*, p. 369-398 et « Un marchand rural en Nouvelle-France : François-Augustin Bailly de Messein, 1709-1791 », *loc. cit.*, p. 215-262.
- ### Chapitre 6 : L'émergence d'une société rurale
1. Les informations qui suivent sont tirées de Pierre-Georges Roy, *Inventaire des ordonnances des intendants de la Nouvelle-France conservées aux Archives provinciales de Québec*, Beauceville, L'Éclair, 1919, 4 vol.
  2. Louis Lavallée, *La Prairie en Nouvelle-France, 1647-1760 : étude d'histoire sociale*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992, p. 84-86.
  3. Allan Greer, *Peasant, lord and merchant : rural society in three Quebec parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, p. 131.
  4. Lavallée, *op. cit.*, p. 93 ; Louis Lemoine, *Longueuil en Nouvelle-France*, Longueuil, Société d'histoire de Longueuil, 1975, p. 125.
  5. Christian Dessureault, *Les fondements de la hiérarchie sociale au sein de la paysannerie : le cas de Saint-Hyacinthe, 1760-1815*, Thèse de doctorat (histoire), Université de Montréal, 1985, p. 89.
  6. Lavallée, *op. cit.*, p. 93-94.
  7. Greer, *op. cit.*, p. 123.
  8. *Ibid.*, p. 136.
  9. Dessureault, *op. cit.*, p. 99.
  10. Lavallée, *op. cit.*, p. 102.
  11. H. Têtu et C.-O. Gagnon, *Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec*, Québec, Imprimerie générale A. Côté et cie, 1887, vol. 1, p. 156-159.
  12. *Ibid.*, p. 124-128.
  13. Mario Filion, « Histoire de la paroisse de Sainte-Anne-de-Varennes (1692-1992) », dans *Paroisse Sainte-Anne de Varennes, 1692-1992*, Shawinigan, Publicité Paquet, 1991, p. 33.
  14. Têtu et Gagnon, *op. cit.*, p. 564-565.
  15. Allan Greer a établi que, de 1740 à 1779, à Sorel, 45 % des baptêmes ont eu lieu le jour même de la naissance, 87 % dans les vingt-quatre heures suivant la naissance et 95 % dans les trois jours suivants (Greer, *op. cit.*, p. 113).
  16. Filion, *loc. cit.*, p. 41-43. Ce tableau, qui existe encore de nos jours, est parfois utilisé pour implorer l'aide de la sainte patronne lors de calamités diverses.
  17. *Ibid.*, p. 44.
  18. Azarie Couillard-Després, *Histoire de la seigneurie de Saint-Ours*, Montréal, Imprimerie des sourds-muets, 1915, vol. 1, p. 206.
  19. Pierre Lambert, *Les origines de Belœil*, Montréal, Méridien, 1991, p. 134-135.
  20. Greer, *op. cit.*, p. 114.



21. Allan Greer, « L'habitant, la paroisse rurale et la politique au XVIII<sup>e</sup> siècle : quelques cas dans la Vallée du Richelieu », *Session d'études 1980 de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, n° 47, 1981, p. 27.
22. Lavallée, *op. cit.*, p. 134-135.
23. *Édits, ordonnances royaux, déclarations et arrêts du Conseil d'État du Roi concernant le Canada*, Québec, E. R. Fréchette, 1855, vol. 2, p. 551-552.
24. Couillard-Després, *op. cit.*, p. 246-264.
25. Greer, « L'habitant, la paroisse rurale et la politique au XVIII<sup>e</sup> siècle... », *loc. cit.*, p. 22.
26. Louis-Philippe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec, 1608-1840*, Montréal, Holt, Rinehart et Winston, 1971, p. 142 et *Dictionnaire biographique du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1969 et 1974, volumes 2 et 3.
27. Jean-Baptiste-Arthur Allaire, *Histoire de la paroisse de Saint-Denis-sur-Richelieu*, Saint-Hyacinthe, Courrier de Saint-Hyacinthe, 1905, p. 173-178.
28. En 1750, Sorel, Saint-Denis, Saint-Charles, Contrecoeur et Cap-Saint-Michel comptent chacune une compagnie, Saint-Ours, Verchères, Longueuil et Chambly en comptent deux, Boucherville en a trois, Varennes quatre et La Prairie six (Claude de Bonnault, « Le Canada militaire », *Rapport de l'archiviste de la Province de Québec*, 1949-1952, *passim*).
29. *Ibid.*, p. 428.
30. Lambert, *op. cit.*, p. 289-295.
31. Pierre-Georges Roy, *Inventaire des procès-verbaux des grands voyers conservés aux Archives de la Province de Québec*, Beauceville, L'Éclaireur, 1923, vol. 4, p. 159.
32. À ce sujet, voir les trois articles d'Édouard-Zotique Massicotte, « La justice seigneuriale de Boucherville », *Bulletin des recherches historiques*, vol. 28, n° 3, mars 1922, p. 75-77 ; « Le tribunal seigneurial de Sorel et autres », *Bulletin des recherches historiques*, vol. 50, n° 1, janvier 1944, p. 13-14 ; « Une justice seigneuriale à Contrecoeur », *Bulletin des recherches historiques*, vol. 31, n° 12, décembre 1925, p. 524.
33. Yvon Lacroix, *Les origines de La Prairie, de 1667 à 1697*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1981, p. 95-96 et Lavallée, *op. cit.*, p. 86-87.
34. André Gousse, « Un meurtre dans la seigneurie », *Les Cahiers de la seigneurie de Chambly*, vol. 8, n° 1, mars 1986, p. 14-18.
35. Sur la différenciation sociale au sein de la paysannerie, on consultera avec profit deux textes de Christian Dessureault, *Les fondements de la hiérarchie sociale au sein de la paysannerie : le cas de Saint-Hyacinthe, 1760-1815*, *op. cit.*, et « L'égalitarisme paysan dans l'ancienne société rurale de la vallée du Saint-Laurent : éléments pour une réinterprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 3, hiver 1987, p. 373-407.
36. Louis Michel, « Un marchand rural en Nouvelle-France : François-Augustin Bailly de Messein, 1709-1791 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 2, septembre 1979, p. 223.
37. Michel Guénette, *Les notaires de Laprairie, 1760-1850 : étude socio-économique*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1992, *passim*.
38. *Ibid.*, p. 57.

## Chapitre 7 : L'humanisation du territoire

1. Fernand Ouellet, « L'accroissement naturel de la population catholique québécoise avant 1850 : aperçus historiographiques et quantitatifs », *L'Actualité économique : revue d'analyse économique*, vol. 59, n° 3, septembre 1983, p. 402-421. Ce thème de l'exceptionnelle fécondité des populations d'origine française de la vallée du Saint-Laurent a fait l'objet de nombreux débats entre les démographes, géographes et historiens québécois. Nous croyons que cet article circonscrit bien la question. La difficulté première, au cours de la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle viendrait du peu de fiabilité des recensements qui permettent de calculer les taux de nuptialité, de natalité et de mortalité. Dans la région par exemple, nous avons constaté qu'en 1831 les filles peuvent être comptées en double, sous les rubriques « personnes 0-5 ans, 5-14 ans » et « filles 0-14 ans ». Le recensement de 1844 nous semble aussi souffrir d'un grossier problème de sous-dénombrement en Montérégie centrale.
2. Jacques Henripin et Yves Péron, « La transition démographique au Québec », dans Hubert Charbon-



- neau, dir., *La population du Québec : études retrospectives*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1973, p. 28
3. « État, par circonscriptions territoriales, du mouvement de la population catholique de la province de Québec, depuis l'origine jusqu'à 1875 », *Recensement du Canada 1871*, vol. IV. Comme ces données, tirées des dépouillements des registres paroissiaux effectués par M<sup>re</sup> Cyprien Tanguay, sont regroupées selon les districts électoraux existants en 1875, nous avons dû agglomérer des districts complets pour composer la figure 7.1. Il s'agit des districts de Chambly, Richelieu, La Prairie, Verchères, Yamaska, Rouville, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Iberville, Napierville et Bagot. Des paroisses extra-régionales du district de Yamaska sont donc incluses, alors que des paroisses de la région appartenant au district de Châteauguay sont exclues : Saint-Joachim et Sainte-Philomène.
  4. Le recensement donne 168 707 habitants en Montérégie centrale en janvier 1852. Ce chiffre est inférieur aux 173 702 de la figure 7.1. La différence vient du manque de concordance des territoires (voir la note précédente).
  5. Serge Courville, *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990, xii, 336 p. ; Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Atlas historique du Québec*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, xi, 172 p.
  6. Gilles Paquet et Wayne R. Smith, « L'émigration des Canadiens français vers les États-Unis, 1790-1940 : problématique et coups de sonde », *L'Actualité économique : revue d'analyse économique*, vol. 59, n° 3, septembre 1983, p. 423-453.
  7. Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930*, Sillery, Septentrion, 1990, p. 3-22.
  8. « Rapport du Comité spécial nommé pour s'enquérir des causes et de l'importance de l'émigration [...], *Journaux de la Chambre d'assemblée de la Province du Canada*, 29 mai 1849, app. AAAA, 29 mai 1849.
  9. Roby, *op. cit.*, p. 18.
  10. Mario Gendron, *Histoire du Piémont-des-Appalaches*, Québec, PUL/IQRC, 1999, p. 62.
  3. Maurice Séguin, *La « nation canadienne » et l'agriculture (1760-1850)*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1970, p. 129.
  4. Les champs de blé sont ravagés par la mouche de Hesse de 1805 à 1816, puis ils sont dévastés par la mouche du blé de 1834 à 1836.
  5. D'où l'expression peu flatteuse de « Canadian pea soup ».
  6. Ludger Beauregard, *Vallée du Richelieu*, Thèse de doctorat (géographie), Université de Montréal, 1957, p. 121.
  7. R. Russel, *North America, its agriculture and climate*, Edinburg, Black, 1857, p. 60.
  8. Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Atlas historique du Québec. Le pays laurentien au XIX<sup>e</sup> siècle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 54.
  9. Armand Cardinal, « Thomas Valiquet, maître-apiculteur de Saint-Hilaire (1814-1882) », *Cahier d'histoire*, Société d'histoire de Belœil–Mont-Saint-Hilaire, 12<sup>e</sup> année, n° 35, juin 1991, p. 17-19.
  10. Courville, Robert et Séguin, *op. cit.*, p. 59.
  11. À moins d'indication contraire, les données qui concernent les productions sont tirées des recensements du Bas-Canada. Il s'agit des mesures les plus fiables malgré leurs défauts : périodicité irrégulière, sous-dénombrement auxquels il faut ajouter, dans le cas particulier des données agricoles, la réticence des paysans à révéler leurs revenus par crainte des taxes et, surtout, la confusion

## Chapitre 8 : Une économie agricole en transition

- née de l'utilisation d'unités de mesure différentes : arpents, acres, minots, boisseaux. Les remarques qui accompagnent les rapports des énumérateurs ne sont pas toujours limpides à ce sujet. Heureusement, quelques équipes de chercheurs se sont penchées sur ce problème ces dernières années et leur patient travail de correction permet un degré de fiabilité plus acceptable pour les recensements de 1831, 1844 et 1851 que nous avons utilisés.
12. Allan Greer, *Pesant, lord and merchant : rural society in three Quebec parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, 304 p.
  13. Les études de Christan Dessureault sur les niveaux de fortune mobilière des paysans de la région maskoutaine révèlent la hiérarchie sociale au sein de la paysannerie et les contextes variés de chaque communauté rurale.
  14. Greer, *op. cit.* ; Louise Dechéne, « Observation sur l'agriculture du Bas-Canada au début du XIX<sup>e</sup> siècle », dans Joseph Goy et Jean-Pierre Wallot, dir., *Évolution et éclatement du monde rural*, Paris, École des hautes études sociales, 1986.
  15. Voir en particulier l'article de Frank Lewis and Marvin Mcinnis, « The efficiency of the French-Canadian farmer in the nineteenth century », *The Journal of Economic History*, vol. 40, n° 3, sept. 1980, p. 497-514.
  16. Créée en 1831 et incorporée en 1834, la BALC obtient 343 036 hectares de terres à sa fondation moyennant le paiement de 120 000£ en 10 ans, et ce moitié en argent directement au gouvernement et le reste en construction de routes.
  17. Daniel Salée, *Transition, luttes et alliances de classes : une analyse du mouvement révolutionnaire de 1837-1838 au Québec*, Thèse de maîtrise, Université de Montréal, 1980, p. 130-131.
  18. Le lecteur trouvera des précisions sur l'évolution du cadre juridique du système routier jusqu'à la Confédération dans Courville, Robert et Séguin, *op. cit.*, p. 30-32.
  19. 9, Victoria, chap. 37.
  20. « Acte des municipalités et chemins », 18, Victoria, chap. 100.
  21. Pierre Lambert, « Les diligences de la vallée du Richelieu. Première partie », *Cahier d'histoire*, Société d'histoire de Belœil-Mont-Saint-Hilaire, n° 55, février 1998, p. 2-22.
  22. Lucille Girard, *Le Grand Tronc au village de Longueuil*, Longueuil, Société historique du Marigot, 1984, p. 7.
  23. Christine Larose, *Relations des riverains avec le lac Saint-Pierre, 1825-1871*, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1994, p. 15.
  24. La position de Sincennes se renforce avec le temps, car il rachète des actions ; en 1848, il en détient 107 et il prend le contrôle effectif de la compagnie.
  25. Gérard Tulchinsky, « Une entreprise maritime canadienne-française, la Compagnie du Richelieu, 1845-1854 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, n° 4, mars 1973, p. 559-582.
  26. Larose, *op. cit.*, p. 22.
  27. Les amers sont des objets fixes qui servent de points de repère sur une côte.
  28. Londres intervient cependant pour tenter de bloquer ce projet en 1826 et en 1832, car on craint que cette voie soit éventuellement utilisée pour envahir le Canada.
  29. De nombreuses études ont été réalisées par Parcs Canada sur le canal de Chambly : Sandra J. Gillis traite de sa construction et des démêlés qui l'ont entourée dans *The Chambly Canal : a structural history of the locks*, Étude n° 170, Ottawa, Parcs Canada, 1975, 330 p. L'historien Paul-André Sévigny aborde aussi ce sujet dans *La construction du canal de Chambly : quelques précisions (1831-1842)*, Ottawa, Parcs Canada, 1988 ; il s'intéresse aussi à son histoire économique dans *Commerce et navigation sur le canal Chambly : aperçu historique* (coll. « Études en archéologie, architecture et histoire », Ottawa, Parcs Canada, 1983, 90 p.) et aux conditions de travail et de vie des employés des canaux du Richelieu dans *La main-d'œuvre des canaux du Richelieu, 1843-1950*, (coll. « Études en archéologie, architecture et histoire », Parcs Canada, Ottawa, 1983, 136 p.) ; il réalise enfin une étude sur les répercussions locales et régionales de l'écluse de Saint-Ours dans *Navigation et canalisation dans le Bas-Richelieu au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle : l'écluse et le barrage de Saint-Ours*, Québec, Parcs Canada, 1983, 385 pages.

30. « Témoignages », *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, 1835-1836, vol. 1.
31. Salée, *op. cit.*, p. 150-151.
32. Sorte de cabriolet où le cocher est assis à l'arrière, sur un siège élevé.
33. Ludger Beauregard, *Vallée du Richelieu*, Thèse de Ph.D. (géographie), Université de Montréal, 1957, p. 125.
34. Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, tome II, Montréal, Fides, 1971 p. 491.
35. *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, 1835-1836, vol. 3.
36. Fernand Ouellet, *Le Bas-Canada, 1791-1840 : changements structuraux et crise*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1976, p. 248-260.
37. française, vol. 45, n° 4, 1992, p. 573-594.
38. Louis-Edmond Hamelin, « Évolution numérique séculaire du clergé catholique dans le Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 2, n° 2, avril-juin 1961, p. 202.
39. On retrouve dans les Archives du diocèse de Saint-Jean-de-Québec, dossier 16 (*loc. cit.*), les nombreuses lettres des curés dénonçant leur situation. Voir aussi, Richard Chabot, *Le curé de campagne et la contestation locale (de 1791 aux troubles de 1837-1838)*, Montréal, Hurtubise HMH, 1975, p. 75-98.
40. Le gallicanisme est une doctrine qui veut soumettre l'Église au roi plutôt qu'au pape. En 1682, le roi Louis XIV affirma l'indépendance de l'Église de France à l'égard de Rome. Imprégnés des idées gallicanes, les Sulpiciens de Montréal enseigneront cette doctrine à plusieurs prêtres de la région.
41. Nive Voisine, *Histoire du catholicisme québécois : les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Réveil et consolidation (1840-1898)*, Montréal, Boréal, 1984, tome 2, p. 441. Pour connaître la complexité du réveil religieux, il faut lire l'excellent article de Louis Rousseau, « À propos du "réveil religieux" dans le Québec du XIX<sup>e</sup> siècle : où se loge le vrai débat? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, n° 2, automne 1995, p. 223-245. À l'opposé du gallicanisme, l'ultramontanisme est une doctrine qui défend l'autorité du pape et sa suprématie sur l'État.
42. C.-P. Choquette, *1811 - un siècle - 1911 : histoire du Séminaire de Saint-Hyacinthe depuis sa fondation jusqu'à nos jours*, Montréal, Imprimerie de l'Institut des sourds-muets, 1911-1912, vol. 1, p. 19.
43. Léo Sansoucy, « Le Séminaire de Saint-Hyacinthe et la renaissance du Canada français (1840-55) », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, 1942, p. 123-129.
44. D'après une étude de Gabriel Dussault (*Charisme et économie : les cinq premières communautés masculines établies au Québec sous le régime anglais (1837-1870)*, Québec, Université Laval, 1981), ces communautés fondées par M<sup>re</sup> Bourget avaient aussi pour but de consolider le pouvoir de l'Église contre les Sulpiciens qui soutenaient l'expansion des Frères des Écoles chrétiennes, la Congrégation de Sainte-Croix, les Sœurs Grises et la Congrégation de Notre-Dame.
45. L'histoire des Oblats et des Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie de Longueuil est rapportée dans plusieurs ouvrages, entre autres : Robert Rumilly, *Histoire de Longueuil*, Longueuil, Société d'histoire de Longueuil, 1974, 472 p. ; P. Conrad et M. Morin, « La Canadienne de la rive-sud de Montréal et la Française de Provence selon deux Français du siècle dernier », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 10, n° 1, juin 1956, p. 117-120 ; et de nombreux articles parus dans les *Cahiers des sociétés d'histoire du Marigot*, de Longueuil et de Belœil-Mont-Saint-Hilaire.

## Chapitre 9 : L'évolution des institutions

11. Dans leur étude sur « l'évolution et le rôle des congrégations religieuses enseignantes féminines au Québec, 1840-1960 » (*Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, n° 50, 1983, p. 202), Micheline Dumont et Marie-Paule Malouin définissent les termes « pensionnat » et « couvent ». « Le pensionnat est une école/internat qui accueille parfois des externes appelées "quart-de-pension". Le couvent est la maison où habitent les religieuses. »
12. Les *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada* fournissent quelques informations sur l'existence de ces bureaux sanitaires.
13. Lucien Lemieux, « Attentions du clergé bas-canadien aux personnes nécessiteuses, 1800-1840 », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, n° 50, 1983, p. 173-175.
14. Jacques Bernier, *La médecine au Québec : naissance et évolution d'une profession*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1989, p. 2-6.
15. Huguette-Lapointe Roy, *Charité bien ordonnée : le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1987, p. 39-49.
16. Ronald Rudin, *Histoire du Québec anglophone, 1759-1980*, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, 332 p.
17. Lucien Lemieux, « Mignault, Pierre-Marie », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. IX, p. 605-606 ; voir aussi la correspondance des curés de la paroisse Saint-Joseph de Chambly dans les Archives du diocèse de Saint-Jean-de-Québec (*loc. cit.*).
18. J. M. Cramp, *Les mémoires de madame Feller. Avec une brève esquisse de la Mission de la Grande-Ligne dans les années qui ont suivi*, Saint-Romuald, Éditions Beauport, s.d. ; Société d'histoire de Longueuil, *L'Institut Feller de Longueuil, 1855-1876*, Longueuil, hiver 1998.
19. R.-P. Duclos, *Histoire du protestantisme français au Canada et aux États-Unis*, tome 1, Montréal, Librairie Évangélique, 1913 : 194. Citons aussi les ouvrages de : Robert Sylvain, « Aperçu sur le prosélytisme protestant au Canada français de 1760 à 1860 », *Mémoires de la Société royale du Canada*, tome LV, troisième série, juin 1961, première section ; David-Thierry Ruddel, *Le protestantisme français au Québec, 1840-1919 : images et témoignages*, Ottawa, Musée national de l'Homme, 1983 ; *Les chemins de la mémoire*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1991 ; René Hardy, « La rébellion de 1837-38 et l'essor du protestantisme canadien-français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 2, 1975-1976, p. 139-189.
20. Pour connaître les grands moments de cette lutte, consulter les ouvrages de Louis-Philippe Audet, *Le système scolaire de la province de Québec*, 6 tomes, Québec, 1950-1956 et *l'Histoire de l'enseignement au Québec, 1608-1971*, Montréal, Holt, Rinehart and Winston, 1971. La plupart de nos renseignements proviennent aussi des *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada* et des recensements de 1831, 1844 et 1852. Un fait est à souligner sur les données statistiques. On a noté que les recenseurs ont compilé les données sans cependant préciser la proportion d'écoliers fréquentant les collèges, les couvents, les académies et les écoles primaires.
21. « Rapport de B. Maurault, inspecteur d'écoles », *Journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada*, 1852-1853, app. n° 5, app. JJ.
22. Jean-Marie Fecteau, « Régulation sociale et répression de la déviance au Bas-Canada au tournant du 19<sup>e</sup> siècle (1791-1815) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, n° 4, printemps 1985, p. 499-521.
23. Pour la période étudiée, les documents judiciaires de la Montérégie centrale sont conservés aux Archives nationales du Québec à Montréal. Par manque de ressources et de temps, il nous a été impossible de les analyser. C'est la raison pour laquelle le présent texte s'appuie principalement sur les rapports et les diverses informations divulgués dans les *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*.
24. Au sujet des faits d'armes de la milice montréalaise, on suggère la lecture de l'ouvrage de George F. G. Stanley, *Nos soldats : l'histoire militaire du Canada de 1604 à nos jours*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1980, 620 p.
25. Jean-Pierre Wallot, *Un Québec qui bougeait : trame socio-politique au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1976, p. 109.

26. Lettre de Jean-Baptiste-René Hertel de Rouville à Vassal de Monviel, le 22 février 1813, citée par Luc Lépine dans *Les officiers de milice du Bas-Canada durant la guerre de 1812*, Montréal, Société généalogique canadienne-française, 1996. On retrouve aussi dans cet ouvrage une biographie sommaire de tous les officiers de la Montérégie.
  27. « Retour général des Milices de la Province du Bas-Canada », *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, juillet 1828.
  28. Christian Gaudette, *Louis Bourdages, notaire de Saint-Denis et député de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1986, p. 20-29.
  29. *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, 1828, app. II., n<sup>os</sup> 37 et 39 et Rapport du comité spécial. Pierre Lambert, *Les Patriotes de Belœil : le mouvement patriote, les insurrections de 1837-1838 et les paroissiens de Belœil*, Montréal, les Cahiers du Septentrion, 1994, p. 33-35.
  30. Parmi les innombrables ouvrages sur le régime seigneurial, mentionnons, par exemple, ceux de Fernand Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupes sociaux dans la vallée du Saint-Laurent (1663-1840) », *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 47, n<sup>os</sup> 1-2, janvier-avril 1977, p. 182-213 ; *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 : structures et conjoncture*, Montréal, Éditions Fides, tome 2, 1971, p. 291-639 ; *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, Montréal, Cahiers du Québec, Éditions Hurtubise
  - HMH, 1972, 228 p. Ajoutons aussi d'autres auteurs, notamment Wallot, *op. cit.* ; Serge Courville, « La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique (deuxième partie) », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 24, n<sup>o</sup> 63, décembre 1980, p. 385-428 ; Georges Baillargeon, « La tenure seigneuriale a-t-elle été abolie par suite des plaintes des censitaires », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 21, n<sup>o</sup> 1, juin 1967, p. 64-80.
  31. Françoise Noël, « La gestion des seigneuries de Gabriel Christie dans la vallée du Richelieu (1760-1845) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n<sup>o</sup> 4, printemps 1987, p. 561-582.
  32. Marcel Trudel, *Le régime seigneurial*, Brochure historique n<sup>o</sup> 6, Ottawa, La Société historique du Canada, 1971, p. 21.
  33. Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, op. cit.*, tome 2, p. 356.
  34. Ivanhoë Caron, « La colonisation du Canada sous le régime anglais de 1790 à 1796 », *Annuaire statistique du Québec*, 1918, p. 89 ; *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, 1832-1833, app. NN.
- et la Yamaska, de Allan Greer sur le Bas-Richelieu, de Louis Michel sur Varennes et Verchères, de Françoise Noël sur le Haut-Richelieu, de Serge Courville sur l'aire seigneuriale de la vallée du Saint-Laurent. À partir des résultats de leurs enquêtes et de ceux des nombreuses monographies et thèses universitaires méconnues du grand public, l'actuel chapitre se propose de présenter une synthèse qui a pour but de faire ressortir les principaux traits sociaux, politiques et culturels de la région. Il est également appuyé sur les données tirées des documents de la Session et des recensements.
2. Christian Dessureault, « L'égalitarisme paysan dans l'ancienne société rurale de la vallée du Saint-Laurent : éléments pour une réinterprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n<sup>o</sup> 3, hiver 1987, p. 387-388 ; *idem*, « Crise ou modernisation : la société rurale maskoutaine durant le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 42, n<sup>o</sup> 3, hiver 1989, p. 359-387. Fernand Ouellet, « Répartition de la propriété foncière et types d'exploitation agricole dans la seigneurie de Laprairie durant les années 1830 », et « Le livage ethnique, la structure sociale et la mise en valeur du terroir dans les seigneuries de Lasalle et de Châteauguay en 1831 », *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada*, Montréal, Cahiers du Québec, Éditions Hurtubise HMH, 1972, p. 111-202 ; Allan Greer, *Peasant, lord, and merchant : rural society in three Quebec parishes 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, 304 p.

## Chapitre 10 : La société, la politique et la culture

1. Les historiens ont abondamment écrit sur la Montérégie centrale. Parmi les différents ouvrages, il faut souligner ceux de Fernand Ouellet sur La Prairie, LaSalle et Châteauguay, de Christian Dessureault sur Saint-Hyacinthe



3. Dessureault, « Crise ou modernisation... », *loc. cit.*, p. 381.
4. Fernand Ouellet, « Propriété seigneuriale et groupes sociaux dans la vallée du Saint-Laurent (1663-1840) », *Mélanges d'histoire du Canada français offerts au professeur Marcel Trudel*, Cahiers du Centre de recherche en civilisation canadienne-française, n° 14, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1978, p. 195-123. Lire aussi le texte de Roch Legault, « L'organisation militaire sous le régime britannique et le rôle assigné à la gentilhommerie canadienne (1760-1815) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 45, n° 2, automne 1991, p. 229-249.
5. Françoise Noël, « La gestion des seigneuries de Gabriel Christie dans la vallée du Richelieu (1760-1845) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, n° 4, printemps 1987, p. 581.
6. Paul-André Sévigny, « Le commerce du blé et la navigation dans le Bas-Richelieu avant 1849 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 38, n° 1, été 1984, p. 5-21 ; Claude Desrosiers, *L'analyse du livre de comptes (1794-1797) du marchand général Joseph Cartier : premiers résultats d'un traitement informatisé*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1984, p. 19 ; Katy Tari, *Les marchands ruraux de la paroisse Saint-Joseph de Chambly (1796-1850) : étude socio-économique*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1989, p. 37-38.
7. Lettre citée dans Allan Greer, « L'habitant, la paroisse rurale et la politique locale au XVIII<sup>e</sup> siècle : quelques cas dans la vallée du Richelieu », *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, 1980, p. 32-33 ; Christian Gaudette, *Louis Bourdages, notaire de Saint-Denis et député de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1986, p. 22-31 ; « Comité spécial de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada aux curés du diocèse de Québec relativement aux affaires de fabrique ; avec les réponses des curés », *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, 1831-1832, appendice QQ.
8. Tari, *op. cit.*, p. 36-49 ; Jean-Jacques Lefebvre, « Pinsonaut, Paul-Théophile », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VI, p. 644. Sa fille, Marie-Honorine-Euphémie, des Sœurs de la charité de l'Hôpital Général de Montréal, est une des fondatrices de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe en 1840. Son fils, Jacques-Alfred, avocat et seigneur de De Léry, met en place une ferme expérimentale sur ses terres, en 1851.
9. Serge Courville, « Esquisse du développement villageois au Québec : le cas de l'aire seigneuriale entre 1760 et 1854 », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, n° 73-74, avril-septembre 1984, p. 9-46 ; *idem*, *Entre ville et campagne : l'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1990, p. 26-46.
10. Robert Tremblay, « La grève des ouvriers de la construction navale à Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 2, septembre 1983, p. 227.
11. Marcel Trudel, *L'esclavage au Canada français : histoire et conditions de l'esclavage*, Québec, Les Presses universitaires Laval, 1960, 432 p.
12. Denys Delâge, « Les Iroquois chrétiens des "réductions", 1667-1770, 1. Migrations et rapports avec les Français », *Recherches amérindiennes du Québec*, vol. XXI, n° 1-2, p. 68.
13. Les principaux ouvrages consultés sont les suivants : David Blanchard, *Seven generations : a history of the Kanienkehaka*, Kahnawake, Kahnawake Survival School, 1980 ; Henri Béchar, *J'ai cent ans : l'église Saint-François-Xavier de Caughnawaga*, Montréal, Éditions du Messager, 1946, 80 p. ; *idem*, *The Original Caughnawaga Indians*, Montréal, International Publishers', 1976, 258 p. ; E. J. Devine, *Historic Caughnawaga*, Montréal, Messenger Press, 1922.
14. La partie sud du comté d'Huntingdon pour 1792 se rattachait historiquement au Haut-Saint-Laurent, tandis que Bedford et Richelieu débordent sur le Piémont-des-Appalaches. Par contre, le comté de Buckingham comprend Saint-Michel-d'Yamaska, aujourd'hui intégré à la Montérégie.
15. Compte tenu de l'espace disponible dans cet ouvrage, nous avons dû renoncer à insérer le tableau des députés de la Montérégie, car le dépouillement des 68 élections générales et des 70 élections partielles concernant les circonscriptions provinciales nécessiterait 642 entrées. Nous référons plutôt nos lecteurs à l'excellent ouvrage que constitue le *Dictionnaire des parlementaires du*

- Québec, 1792-1992, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, 859 p.
16. Huntingdon élit seulement 3 Bureaucrates sur 26, alors que Kent en élit un sur 26; Richelieu un sur 28 et Surrey aucun sur 30.
  17. Le comté de Beauharnois est détaché d'Huntingdon et appartient dorénavant à l'aire du Haut-Saint-Laurent, tandis que Missisquoi, détaché de Bedford, relève du Piémont-des-Appalaches.
  18. La création et le découpage de ce comté urbain relèvent de l'intention du gouverneur de favoriser l'élection de députés anglophones.
  19. On assiste même à un assassinat politique : le 10 novembre, le Patriote Louis Marcoux est tué d'un coup feu à William Henry.
  20. *La Minerve*, 20 avril 1837.
  21. *Le Canadien*, 15 mai 1837.
  22. Jean-Paul Bernard, *Assemblées publiques, résolutions et déclarations de 1837-1838*, Montréal, VLB, 1988, p. 13.
  23. Gérard Filteau, *Histoire des Patriotes*, [Montréal], L'Aurore, 1975, p. 239.
  24. Denis Racine, *Répertoire des officiers de milice du Bas-Canada, 1830-1848*, Sainte-Foy, Société de généalogie de Québec, 1986, p. 45-247.
  25. *Le Canadien*, 14 juillet 1837.
  26. *Ibid.*, 25 septembre 1837.
  27. À l'instigation d'Adam Thom, journaliste au *Herald*, les Bureaucrates avaient créé un corps de carabiniers qui avait été dissous par le gouverneur en janvier 1835. En 1837, Thom récidive avec la création d'une « légion bretonne » dont l'aile jeunesse prend le nom de Doric Club.
  28. Filteau, *op. cit.*, p. 277.
  29. Certains historiens préfèrent l'expression « Troubles de 1837-1838 » pour décrire ces événements, mais la plupart emploient plutôt les « rébellions de 1837-1838 ». De même, selon les points de vue, les termes Patriotes, rebelles ou insurgés sont utilisés pour désigner ceux qui prirent alors les armes contre les forces gouvernementales.
  30. Allan Greer et Léon Robichaud, « La rébellion de 1837-1838 au Bas-Canada : une approche géographique », *Cahier de géographie du Québec*, vol. 33, n° 90, décembre 1989, p. 373.
  31. *Le Canadien*, 6 septembre 1837.
  32. Sept députés montréalais prirent d'ailleurs les armes aux côtés de leurs commettants : Joseph-Narcisse Cardinal, Louis-Michel Viger, Louis Lacoste, Cyrille-Hector-Octave Côté, Thomas Bouthillier, Pierre Amiot et Jacques Dorion.
  33. Sur ces aspects concernant la capitalisation de la rente seigneuriale, on suggère la lecture de l'étude de Gérard Bernier et Daniel Salée, « Appropriation foncière et bourgeoisie marchande : élément pour une analyse de l'économie marchande du Bas-Canada avant 1846 » *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, n° 2, septembre 1982, p. 163-194.
  34. Serge Courville, « Rente déclarée payée sur une censive de 90 arpents au recensement nominatif de 1831 : méthodologie d'une recherche », *Cahier de géographie du Québec*, vol. 27, n° 70, avril 1983, p. 45-50.
  35. Mario Gendron, *Tenure seigneuriale et mouvement patriote : le cas du comté de L'Acadie*, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1986, p. 151-153.
  36. *Mandements, lettres pastorales, circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal depuis son érection*, Montréal, Chapleau, 1887, vol. 1, p. 21.
  37. Seul l'abbé Augustin-Magloire Blanchet, curé de Saint-Charles-sur-Richelieu, soutiendra ouvertement les Patriotes. Ce qui lui vaudra d'ailleurs un séjour de trois mois et demi en prison.
  38. Il est à noter qu'en 1841 le comté d'Huntingdon résulte de la fusion des comtés de L'Acadie et de Laprairie et que, de ce fait, le village d'Huntingdon se retrouve dans la circonscription de Beauharnois.
  39. Le capitaine Campbell avait dirigé les volontaires de Lachine et les Agniers de Caughnawaga contre Valleyfield au moment de la répression de novembre 1838.
  40. Son rôle au cours des élections de 1840 lui vaudra une rapide promotion militaire et une brillante carrière comme haut fonctionnaire. D'autre part, il consolide



- sa position sociale en acquérant la seigneurie de Rouville en 1844.
41. En vertu de cette politique, le gouvernement doit détenir une majorité dans chacune des deux sections de la colonie.
  42. Il est impossible, en quelques pages, de tracer un tableau complet de la vie culturelle en région. C'est pourquoi on a privilégié certaines de ses caractéristiques portant sur la culture matérielle et la culture savante. Mais pour en savoir plus, sur la culture paysanne par exemple, il faut consulter d'autres ouvrages comme celui de Jean Provencher, *Les quatre saisons dans la vallée du Saint-Laurent*, Montréal, Boréal, 1988, 605 p.
  43. Michel Lessard et Gilles Vilandré, *La maison traditionnelle au Québec : construction, inventaire et restauration*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1974, p. 343-420. En matière d'architecture, les nombreux travaux menés par la Commission sur les biens culturels du Québec fournissent une foule de renseignements sur l'histoire de l'habitation en Montérégie centrale, dont *Les chemins de la mémoire*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1991, 2 tomes. Plusieurs livres ont paru sur l'architecture. On peut noter ceux de Raymonde Gauthier, *Les manoirs du Québec*, Québec, Éditeur officiel du Québec, Fides, 1976, 244 p. ; Luc Noppen, *Les églises du Québec (1600-1850)*, Québec, Éditeur officiel du Québec/Fides, 1977, 298 p. ; *idem*, « La maison québécoise : un sujet à redécouvrir », dans *Architectures : la culture dans l'espace*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1983, p. 69-101 ; Yves Laframboise, *L'architecture traditionnelle au Québec : la maison aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1975, 319 p. ; Michel Lessard et Huguette Marquis, *Encyclopédie de la maison québécoise, 3 siècles d'habitations*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1972, 727 p. ; Robert-Lionel Séguin, *La civilisation traditionnelle de l'habitant aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Montréal, Fides, 1973, p. 303 ; John Lambert, *Travels through the Canada and the United States of North America in the year 1806*, cité par Séguin, *op. cit.*, p. 343 ; Georges-Pierre Léonidoff, « L'habitat de bois en Nouvelle-France : son importance et ses techniques de construction », *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, Ottawa, Musée national de l'Homme, n° 14, printemps 1982, p. 19-35.
  44. Jérôme-C. Denys, *L'« habitant » de Laprairie, de 1790 à 1835, et la crise agricole*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1980, p. 38-58. Sur les structures sociales et les niveaux de richesse au Bas-Canada, on consultera avec un grand intérêt le numéro 17 du *Bulletin d'histoire de la culture matérielle* (Ottawa, Musée national de l'Homme, 1983, 152 p.).
  45. Mathilde Brosseau, *Le style néo-gothique dans l'architecture au Canada*, Lieux historiques canadiens n° 25, Ottawa, Parcs Canada, 1980, 200 p.
  46. Nathalie Clerk, *Le style palladien dans l'architecture au Canada*, Ottawa, Parcs Canada, 1984, 154 p.
  47. Gérard Morisset, « L'influence de l'abbé Coneyfroy sur notre architecture religieuse », *Architecture, bâtiment, construction* (Montréal), 8 février 1953, p. 36-39.
  48. Le *Dictionnaire biographique du Canada* et les monographies locales comptent plusieurs pages consacrées aux sculpteurs, aux peintres et aux orfèvres qui ont travaillé dans la région. Cependant, de la présente publication, l'espace nous manque pour témoigner de l'ensemble de leurs travaux. On cherchera plutôt à cerner les grands courants artistiques et à citer en exemple quelques artistes.
  49. John E. Hare, « Quesnel, Joseph », *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. V, p. 773. Le *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec, des origines à 1900*, vol. 1 (Montréal, Fides, 1984, 918 p.) présente et analyse les textes des auteurs de l'époque.
  50. Sylvie Tellier, *Chronologie littéraire du Québec, 1760-1960*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, 347 p.
  51. Guy Provost, « Conception de la littérature chez Joseph-Sabin Raymond », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, n° 4, mars 1979, p. 579 ; C.-P. Choquette, *Histoire du Séminaire de Saint-Hyacinthe*, tome 1, p. 157 ; Louis Rousseau, « Impulsions romantiques et renouveau religieux québécois au XIX<sup>e</sup> siècle : quelques questions à propos de Joseph-Sabin Raymond », dans Maurice Lemire, *Le romantisme au Canada*, Québec, Nuit blanche éditeur, 1994, p. 199-214. On aurait voulu ana-

- lyser bien d'autres volets culturels : Où lit-on les journaux ? Où et comment se procure-t-on les livres ? Quel est le contenu des bibliothèques privées ? Quelle est l'ampleur des abonnements aux journaux ? Quelle est la situation des librairies et du commerce du livre ? etc. Mais les données manquent. C'est un terrain prometteur pour de futurs travaux de recherche.
52. Guy Robert, *La peinture au Québec depuis ses origines*, Sainte-Adèle, Iconia, 1978, 219 p.
  53. Raymond Vézina, *Cornelius Krieghoff, peintre des mœurs (1815-1872)*, Ottawa, Éditions du Pélican, 1972, 220 p. Robert Rumilly, *Histoire de Longueuil*, Longueuil, Société d'histoire de Longueuil, 1974, p. 125, 144.
- ### Chapitre 11 : Du champ à la banlieue
1. Contrairement aux régions ayant déjà fait l'objet d'une synthèse historique dans la présente collection, les trois régions de la Montérégie (Piémont-des-Appalaches, Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, Haut-Saint-Laurent) regroupent les municipalités régionales de comté (MRC) plutôt que les districts de recensements : Statistique Canada a adopté en 1991 la frontière des MRC comme nouveau district de recensement du Québec. Pour les années antérieures, il a donc fallu reconstituer les trois régions, lorsque cela était possible. La majeure partie des données quantitatives de ce chapitre qui concernent l'évolution de la population totale, les familles et les sexes, l'origine ethnique, la langue d'usage, etc., sont tirées de : Jean-Charles Fortin, *Reconstitution des trois régions historiques de la Montérégie dans les imprimés des recensements canadiens, 1861-1981*, Longueuil, Projet des histoires de la Montérégie, 1995, [90 p. Document de travail non publié].
  2. Les auteurs qui se sont intéressés au mouvement d'émigration des Canadiens français vers les États-Unis divergent sur les effectifs concernés, surtout dans les années 1860. Gilles Paquet et Wayne R. Smith les évaluent à 224 000, contre à peine 100 000 pour Yolande Lavoie. Comme nous sommes convaincus que l'énorme déficit migratoire régional de plus de 50 000 individus est dû, avant tout, à l'émigration vers les États-Unis, nous croyons les estimations de Paquet et Smith plus plausibles. Yolande Lavoie, « Les mouvements migratoires des Canadiens entre leur pays et les États-Unis aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : étude quantitative » dans Hubert Charbonneau, dir., *La population du Québec : études rétrospectives*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, 1973 ; Gilles Paquet et Wayne R. Smith, « L'émigration des Canadiens français vers les États-Unis, 1790-1940 : problématique et coups de sonde », *L'Actualité économique : revue d'analyse économique*, vol. 59, n° 3, septembre 1983, p. 423-453.
  3. Le calcul des excédents naturels n'a pu être effectué que pour des districts de recensement entiers ; ces derniers ne correspondent pas exactement à la région. Ce sont les mêmes que ceux qui sont décrits à la note 3 du chapitre 7.
  4. Il faudrait y ajouter les non-catholiques ; nous avons renoncé à en évaluer le nombre des partants.
  5. Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre 1776-1930*, Sillery, Septentrion, 1990, p. 45.
  6. *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 4 septembre 1873, p. 2.
  7. *Ibid.*, 30 décembre 1879, p. 2.
  8. *Ibid.*, 15 mai 1873, p. 3.
  9. *Ibid.*, 8 avril 1873, p. 2.
  10. *Ibid.*, 15 mai 1873, p. 3.
  11. *Ibid.*, 13 juin 1874, p. 3 et 3 juillet 1875, p. 2.
  12. *Ibid.*, 18 octobre 1867.
  13. *Ibid.*, 5 juillet 1867, p. 3.
  14. Roby, *op. cit.*, p. 58.
  15. *Ibid.*, 12 août 1864, p. 2.
  16. *Ibid.*, 9 août 1861, p. 2 ; 27 avril 1866, p. 3 et 4 mai 1866, p. 3.
  17. *Ibid.*, 29 mai 1861, p. 2.
  18. *Ibid.*, 26 avril 1861, p. 2.
  19. *Ibid.*, 8 mars 1873, p. 2.
  20. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> mai 1873, p. 3.
  21. Christian Pouyez, Yolande Lavoie et al., *Les Saguenayens : introduction à l'histoire des populations du Saguenay, XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Sillery, PUQ, 1983, p. 313.
  22. *Ibid.*, p. 282.

## Chapitre 12 : Le jardin du Québec

1. Cette recension de la main-d'œuvre agricole est constituée du total des emplois agricoles primaires des neuf districts de recensement de la région, en plus de ceux de la totalité du district de Bagot.
2. Comme pour le précédent chapitre portant sur la population, il s'est avéré nécessaire de reconstituer les statistiques agricoles de la région en extrayant des districts de recensements de Bagot, Châteauguay, Huntingdon, Missisquoi, Shefford et Yamaska les données correspondant au territoire du Richelieu-Yamaska-Rive-Sud. Le territoire agricole de la région est donc composé des districts de Chambly, Iberville, Laprairie, Napierville, Richelieu, Rouville, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Verchères et de parties des districts de Bagot (Saint-Dominique, Sainte-Hélène, Saint-Hugues, Saint-Liboire, Saint-Pie, Sainte-Rosalie, Saint-Simon), Châteauguay (Sainte-Clotilde, Saint-Joachim, Sainte-Philomène), Huntingdon (Hemmingford), Missisquoi (Saint-Georges-de-Clarenceville, Saint-Thomas), Shefford (Saint-Valérien), Yamaska (Saint-David, Saint-Gérard-Magella, Saint-Michel). La majeure partie des informations concernant les occupants de terre, la valeur des exploitations, les superficies, les productions, les cheptels, etc., sont tirées de : Jean-Charles Fortin, *Reconstitution des trois régions historiques de la Montérégie dans les imprimés des recensements canadiens, 1861-1981*, Longueuil, Projet des histoires de la Montérégie, 1995 [90 p.].
3. Raoul Blanchard, *L'ouest du Canada français : Montréal et sa région*, Montréal, Librairie Beauchemin limitée, 1953, p. 91. Le géographe français indique en introduction que ses observations sur la plaine de Montréal ont été effectuées à l'automne 1938. Il existe donc un décalage de 15 années entre ses observations sur le terrain et la publication du livre.
4. Pour un survol du développement des activités laitières au Québec : Normand Perron, « Genèse des activités laitières, 1850-1960 », dans Normand Séguin, dir., *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Les Éditions du Boréal Express, p. 113-140 ; Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec 1851-1896*, Montréal, Éditions Fides, 1971.
5. La conversion au système international (SI) des données des recensements canadiens pose de nombreux pièges, surtout au XIX<sup>e</sup> siècle. L'utilisation aléatoire des arpents et des acres, des minots et des boisseaux (Winchester ou impériaux), des tonnes longues ou courtes, constitue un véritable maquis. Le chercheur Normand Fortier a consacré son mémoire de maîtrise à l'étude de la validité des recensements agraires pour les comtés de Bagot, Rouville, Saint-Hyacinthe et Yamaska. Nous avons étendu ses conclusions à l'ensemble de notre territoire, en assumant qu'elles étaient valides pour tout l'ancien terroir seigneurial de la plaine de Montréal. La méthode de conversion suggérée par Normand Perron a permis de compléter le travail. Normand Fortier, *L'utilisation des recensements fédéraux canadiens pour l'étude de l'agriculture québécoise, 1852-1901*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1983 ; Normand Perron, *Systèmes de poids internationaux et mesures et conversion en système international d'unités (SI)*, Québec, IQR, 1993.
6. Cette évaluation du rendement des récoltes de foin est donnée sous toutes réserves, car elle varie fortement d'une année à l'autre au gré des conditions climatiques. En général, les données de recensements démontrent un rendement systématiquement inférieur à celles du *Bulletin mensuel de la statistique agricole* publié depuis 1908. Nous nous en sommes tenus aux données du recensement décennal. On peut retrouver un tableau du rendement des grandes cultures au Québec, de 1851 à 1940, dans François-Albert Angers « Documentation statistique », dans Esdras Minville, dir., *L'Agriculture*, Montréal, Éditions Fides, 1943, p. 504.
7. En fait, le plus fort taux d'endettement est concentré dans la meilleure région agricole du Québec, soit dans les districts contigus de Bagot, Saint-Hyacinthe, Shefford et Rouville.
8. Blanchard, *op. cit.*, p. 96-97.
9. Sur le marché montréalais, en 1937-1938, certains produits québécois occupent plus de 90 % de l'approvisionnement : choux de Bruxelles, champignons, panais, betteraves, rhubarbe, navets. D'autres, par contre, proviennent de l'extérieur à plus de 60 % : tomates, melons, laitue, asperges, céleri. Paul-H. Vézina, « La pro-

duction végétale », dans Minville, dir., *op. cit.*, p. 170.

10. En 1996, la Montérégie centrale compte 2 663 fermes individuelles (54 %), 1 123 fermes possédées en société, avec ou sans contrat (23 %), 1 127 établissements érigés en entreprise familiale ou non familiale (23 %) et 10 fermes d'institution, d'après le recensement canadien.

### Chapitre 13 : L'économie : une longue stagnation, une soudaine croissance

1. Raoul Blanchard, *L'ouest du Canada français : Montréal et sa région*, Montréal, Librairie Beauchemin limitée, 1953, p. 167-168.
2. Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, 1971, p. 99-157. Malgré son âge, cette histoire économique de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle renferme encore la meilleure synthèse des transports au Québec pour cette période.
3. Jean-Claude Lasserre, *Le Saint-Laurent, grande porte d'entrée de l'Amérique*, LaSalle, Éditions Hurtubise HMH, 1980, p. 273-279. Cette thèse de doctorat constitue un ouvrage incontournable pour un survol de l'histoire de la canalisation du Saint-Laurent et de ses affluents, les bateliers utilisés depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, la construction de la voie maritime, le pilotage, les trafics, etc. Nous nous en sommes largement inspirés.
4. *Ibid.*, p. 416.
5. Rosaire Tremblay et Thérèse Dallaire, *Les ponts du Québec*, Québec, ministère des Transports, s.d., 28 p. La majeure partie des informations sur les ponts du Saint-Laurent ont été tirées de cet ouvrage.
6. Depuis le début des années 1970, le volume de trafic a doublé sur les ponts du Saint-Laurent.
7. T. M. McGrath, *History of Canadian airports*, Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services, 1992, p. 16.
8. *Ibid.*, p. 30 et 40.
9. Malgré la faible dénivellation de ses cours d'eau, la Montérégie centrale n'est pas dépourvue de pouvoirs hydroélectriques. Ainsi l'aménagement des rapides de Chambly, en 1899, par la Chambly Manufacturing Co., fournit 4 476 kW, transportés sur la plus longue ligne du pays, soit 27 kilomètres. Cette énergie servira d'abord Montréal car elle est vendue à la Royal Electric Co qui alimentera Longueuil et Saint-Lambert en 1900. L'impossibilité de constituer des réserves d'eau pour les périodes d'étiage constitue cependant un grave handicap pour la rivière Richelieu.
10. Le dépouillement du journal *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* a permis de retracer des dizaines de projets industriels, menés à terme ou non, dans ces trois comtés, dans les années 1860 et 1870.
11. Louise Voyer, *Saint-Hyacinthe, de la seigneurie à la ville québécoise*, Montréal, Libre Expression, 1980, p. 34.
12. Mohamed Laghaout, *Saint-Jean-Iberville, centre régional et ville satellite*, Mémoire de maîtrise (géographie), Université de Montréal, 1969, p. 41.
13. Ludger Beauregard, *Vallée du Richelieu*, Thèse de doctorat (géographie), Université de Montréal, 1957, p. 287.
14. Paul-André Linteau *et al.*, *Histoire du Québec contemporain*, volume 2 : *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989 (Boréal compact n° 15), p. 238 et 478.
15. Au total, neuf banques à charte seront financées et dirigées par des francophones. À Montréal, on retrouve quatre institutions : la Banque du Peuple (1835-1895), la Banque Jacques-Cartier (1862-1900), la Banque Ville-Marie (1872-1899) et la Banque d'Hochelaga (1874-1925) ; à Québec la Banque Nationale (1860-1924) ; les banques de Saint-Jean et de Saint-Hyacinthe, fondées en 1873, sont fermées en 1908. La Banque Jacques-Cartier et la Banque Ville-Marie sont réorganisées et deviennent la Banque Provinciale (1900-1979), tandis que la Banque Nationale est acquise en 1924 par la Banque d'Hochelaga qui devient la Banque Canadienne nationale (1925-1979). Enfin, les banques Provinciale et Canadienne nationale fusionnent en 1979 sous le nom de Banque Nationale du Canada.
16. La majeure partie des informations concernant les banques de Saint-Hyacinthe et de Saint-Jean sont tirées de Ronald Rudin, *Banking en français/Les banques canadiennes-françaises 1835-1925*, Montréal, Boréal, 1988.

17. Robert C. H. Sweeney, « Un effort collectif québécois : la création, au début du XX<sup>e</sup> siècle, d'un marché privé et institutionnalisé de capitaux », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, n° 1, été 1995, p. 35-72.

## Chapitre 14 : La vie en société

1. Bernard Favreau, *Monographie de la paroisse de Saint-Hilaire : étude de la natalité, de la nuptialité et de la mortalité à partir des registres de la paroisse et de la desserte et interprétation sociologique des changements survenus*, Mémoire de maîtrise (sociologie), Université de Montréal, 1965, x, 140 p. L'auteur de cette étude, face à la masse documentaire que représentaient les 13 846 actes de baptêmes, mariages et sépultures enregistrés de 1799 à 1964 dans la paroisse de Saint-Hilaire et dans sa desserte d'Otterburn Park (après 1960), a préféré ne dépouiller les actes qu'à tous les dix ans, de 1801 à 1961, années choisies pour correspondre à celles des recensements canadiens. Ces données, regroupées en trois époques (1801-1851, 1861-1911, 1921-1961), fournissent une base comparative adéquate pour analyser les changements survenus dans la paroisse au cours de ces 160 années. On y trouve une foule d'observations sur les mouvements saisonniers des baptêmes, mariages et décès, sur la profession des parents, l'âge et la provenance des conjoints, l'analphabétisme, l'émigration, etc.
2. *Ibid.*, p. 93.
3. Pour l'année 1918, le Conseil supérieur d'hygiène rapporte, dans les 10 comtés de la région (dont Bagot en entier), 523 décès dus à l'influenza, 276 à la diarrhée et 231 à la tuberculose. *Annuaire statistique du Québec*, 1920, p. 70.
4. « Bonne eau », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 21 août 1875, p. 2.
5. « Conseil de ville, vendredi le 6 avril 1866 », *ibid.*, 13 avril 1866, p. 3.
6. « Sur la fermeture des magasins de bonne heure », *ibid.*, 16 juin 1877, p. 2. L'article signé par le libraire A. Kéroack approuve le projet de fermeture des magasins à 20 h le mardi et le jeudi. Il confirme que les commis travaillent 15 heures quotidiennement durant l'été, de 6 h à 21 h « et quelques fois plus tard ».
7. P.-André Sévigny, *La main-d'œuvre des canaux de la rivière Richelieu, 1843-1950*, Québec, Parcs Canada, p. 80.
8. « Une faute à corriger », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 2 juin 1877, p. 2.
9. Article repris de la *Gazette de Sorel* dans *ibid.*, 6 avril 1866, p. 4.
10. « Informations », *ibid.*, 29 mars 1873, p. 2.
11. « Main-d'œuvre. Nouvelles éditoriales », *ibid.*, 1<sup>er</sup> juin 1880, p. 3.
12. Sévigny, *op.cit.* Cette étude longitudinale présente un intérêt particulier, car elle permet de suivre l'évolution des conditions de travail d'un groupe d'employés de la région affectés aux mêmes tâches sur le même lieu d'emploi pendant plus d'un siècle. Les renseignements sur les qualités exigées (comme la sobriété), l'établissement des premières pensions, la montée du patronage, constituent autant d'observations irremplaçables sur le monde du travail de 1843 à 1950.
13. *Ibid.*, p. 72.
14. « Émeute », *ibid.*, 2 juillet 1867, p. 3.
15. « Dix personnes tuées ! 25 de blessées !! », article repris de la *Gazette de Sorel* par *ibid.*, 2 octobre 1875, p. 2.
16. « Nos marchés : Informations », article repris du *Courrier de Sorel*, *ibid.*, 26 janvier 1871, p. 2-3.
17. Danielle Legendre, *Sorel-Tracy : une agglomération, deux paysages*, Mémoire de DES (géographie), Université de Montréal, 1972, tableau A (en pochette).
18. « Marché », *ibid.*, 12 mai 1874, p. 3.
19. « Marché de St-Césaire », *ibid.*, 23 décembre 1869, p. 3-4.
20. « Marché », *loc. cit.*, p. 2-3.
21. « Commerce », *ibid.*, 27 novembre 1879, p. 2.
22. Raoul Blanchard, *L'ouest du Canada français : Montréal et sa région*, Montréal, Librairie Beauchemin limitée, 1953, p. 125.
23. « État de l'estimation des propriétés publiques non cotisables, en la ville de Sorel, dressé par les cotiseurs en 1864 », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 8 novembre 1867, p. 3.

24. Albert Faucher, « Le fonds d'emprunt municipal dans le Haut-Canada, 1852-1867 », *Recherches sociographiques*, vol. 1, n° 1, janvier-mars 1960, p. 24.
25. « Province de Québec, Municipalité de la paroisse de Ste Marie de Monnoir », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 21 août 1875, p. 3.
26. Dans le Piémont-des-Appalaches, la pratique est aussi généralisée : « Au cours des années 1880-1910, les villes et les villages du Piémont utilisent abondamment le pouvoir d'emprunt que leur confère la loi pour subventionner les chemins de fer et l'industrie, construire ou racheter les réseaux d'aqueduc et d'égouts. Il s'agit d'une période de lourdes responsabilités fiscales pour les municipalités et les contribuables », Mario Gendron et al., *Histoire du Piémont-des-Appalaches*, Québec, PUL/INRS-Culture et Société, 1999, p. 200.
27. *L'Acte pour mieux protéger les terres et les propriétés des Sauvages pour le Bas-Canada* (13-14 Victoria, chapitre 42), adopté en 1850, constitue la loi la plus importante pour l'établissement des réserves amérindiennes au Québec. Le département des Affaires indiennes est placé sous la responsabilité du Secrétariat d'État fédéral de 1874 à 1879 ; il devient un ministère distinct de 1880 à 1933. Il est rattaché par la suite au ministère des Mines et Ressources puis à celui de la Citoyenneté et de l'Immigration. Ce n'est qu'en 1966 qu'un ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien est créé. Jean Charles Fortin, Antonio Lechasseur et al., *Histoire du Bas-Saint-Laurent, Québec, IQRC*, 1993, p. 788-789.
28. Blanchard, *op. cit.*, p. 166.
29. *Ibid.*
30. On peut suivre l'évolution mouvementée de cette ville éphémère fusionnée à celle de Longueuil en 1969, dans l'ouvrage de Michel Pratt, *Jacques-Cartier, une ville de pionniers, 1947-1969*, Longueuil, Société historique du Marigot, 1994, 300 p.
31. Jean Hamelin, Paul Larocque et Jacques Rouillard, *Répertoire des grèves dans la province de Québec au XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Les Presses de l'École des hautes études commerciales, 1970, 168 p. Des données complémentaires sont publiées dans les *Documents de la Session du Québec* : « Rapport du ministre des travaux publics et du travail », 1908, vol. 41, n° II, n° 7, p. 69-87 ; *ibid.*, 1909, vol. 42, n° II, p. 71-88 ; *ibid.*, 1919, vol. 52, n° 1, p. 148-151.
32. On peut lire, pour un complément d'information sur les grèves de Sorel : Jean Francœur, « Sorel, 1937 », dans *En grève ! L'histoire de la CSN et des luttes menées par ses militants de 1937 à 1963*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1963, p. 61-95 ; Pierre Vallières, « Les grèves perdues », dans Fernand Harvey, *Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1973, p. 171-172 ; Alphonse Provost, compilé par *Les grèves de Sorel*, [Montréal, Librairie Pony, 1938-1939], 2 volumes.
33. Michel Pratt, *Le mouvement ouvrier face aux firmes transnationales : le cas du conflit de la United Aircraft (1974-1975) à Longueuil*, Mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 1977, 182 p.
34. Diane Saint-Pierre, *L'évolution municipale du Québec des régions : un bilan historique*, Sainte-Foy, UMRCQ, 1994, p. 131-142.
35. Jacques Castonguay, *Le Collège militaire royal de Saint-Jean*, Montréal, Méridien, 1989, 288 p.

## Chapitre 15 : Des institutions à l'échelle régionale

1. Mario Gendron et al., *Histoire du Piémont-des-Appalaches*, Québec, PUL/IQRC, 1999, p. 268.
2. L'arrière-plan de ce bref rappel de 150 années de vie religieuse dans la région nous a été fourni par la magistrale *Histoire du catholicisme québécois* dirigée par Nive Voisine : *Les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, Tome 2 : Réveil et consolidation (1840-1898)*, par Philippe Sylvain et Nive Voisine, Montréal, Boréal, 1991 ; *Le XX<sup>e</sup> siècle, Tome 1 : 1898-1940*, par Jean Hamelin et Nicole Gagnon ; *Tome 2 : De 1940 à nos jours*, par Jean Hamelin, Montréal, Boréal Express, 1984.
3. Sylvain et Voisine, *ibid.*, p. 435.
4. Les journaux régionaux du XIX<sup>e</sup> siècle rapportent de nombreux témoignages de tous ces prêtres, religieuses et religieux originaires de la Montérégie qui reviennent rendre compte de leur mission partout en Amérique du Nord.
5. Fondé en 1844 par le Parti rouge, l'Institut canadien est un centre intellectuel doté d'une bibliothèque



- que et d'une salle de lecture et de conférences. Héritiers des Patriotes de 1837-1838, les Rouges défendent des idées démocratiques et républicaines.
6. Les journaux locaux de Sorel et de Saint-Hyacinthe fournissent beaucoup d'information sur les zouaves pontificaux de la région. Pour avoir une vue d'ensemble du phénomène, il faut lire le livre de René Hardy, *Les zouaves : une stratégie du clergé québécois au XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal Express, 1980, 312 p.
  7. La plupart de ces communautés religieuses ont réalisé des monographies sur leur histoire, la vie des fondateurs et fondatrices, leurs œuvres et leur spiritualité. Plusieurs de ces publications sont disponibles en librairie ou seulement à la direction générale des congrégations.
  8. Guy Laperrière, « Persécution et exil : la venue au Québec des congrégations françaises, 1900-1914 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, n° 3, décembre 1980, p. 389-411.
  9. Commission d'étude sur les laïcs et l'Église, *L'Église du Québec : un héritage, un projet*, Montréal, Éditions Fides, 1971.
  10. Pour mettre en perspective cette brève histoire d'un siècle et demi d'enseignement dans la région, on se doit de consulter les deux volumes de Louis-Philippe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec, 1608-1971*, Montréal, Holt, Rinehart et Winston, 1971.
  11. Bernard Favreau, *Monographie de la paroisse de Saint-Hilaire : étude de la natalité, de la nuptialité et de la mortalité à partir des registres de la paroisse et de la desserte et interprétation sociologique des changements survenus*, Mémoire de maîtrise (sociologie), Université de Montréal, 1965, p. 67.
  12. Allan Greer, « L'alphabétisation et son histoire au Québec : état de la question », dans Yvan Lamonde, dir., *L'imprimé au Québec : aspects historiques (18<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles)*, Québec, IQRC, 1983, p. 37.
  13. Au XIX<sup>e</sup> siècle le Québec est divisé en 28 districts d'inspectors, catholiques et protestants. Un premier district comprend les comtés provinciaux de Saint-Jean, Iberville et Napierville, un second les comtés de Bagot, Rouville et Saint-Hyacinthe, un troisième ceux de Richelieu, Chambly et Verchères, un quatrième Laprairie, Beauharnois et Châteauguay. En 1873 ces douze comtés comptent 575 établissements scolaires de tous genres. La lecture des rapports annuels de ces inspecteurs d'écoles, publiés avec le *Rapport du Surintendant de l'Instruction publique*, permet de suivre l'évolution de l'éducation dans chacune des régions du Québec.
  14. Favreau, *op. cit.*, p. 70.
  15. Pour en savoir plus sur le rôle des congrégations religieuses féminines et les écoles destinées aux filles : Micheline Dumont et Marie-Paule Malouin, « Évolution et rôle des congrégations religieuses enseignantes féminines au Québec, 1840-1960 », *Rapport de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, n° 50, 1983, p. 201-230 ; Micheline Dumont, Nadia Fahmy-Eid et al., *Les couventines : l'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes, 1840-1960*, Montréal, Boréal, 1986, 315 p.
  16. Jean-Pierre Charland, *Histoire de l'enseignement technique et professionnel*, Québec, IQRC, 1982, 327 p.
  17. Camille Madore, *Petite histoire et petites histoires de l'École de médecine vétérinaire*, Saint-Hyacinthe, Édisem et Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal, 1979, 37 p.
  18. C.-P. Choquette, *1811-1911 : une histoire du Séminaire de Saint-Hyacinthe depuis sa fondation jusqu'à nos jours*, Montréal, Imprimerie de l'Institut des sourds-muets, 1911.
  19. Audet, *op. cit.*, tome II.
  20. Société pour la recherche et la formation en Montérégie, *Quelle(s) université(s) voulons-nous pour la Montérégie?*, Forum universitaire de la Montérégie, 1996, 52 p.
  21. Pour de plus amples informations sur les soins de santé et l'assistance publique au Québec, on peut consulter : Hervé Anctil et Marc-André Bluteau, « La santé et l'assistance publique au Québec, 1886-1986 », numéro spécial de *Santé Société*, Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, 1986, p. 93-121 ; Normand Séguin, dir., *L'institution médicale : atlas historique du Québec*, n° 4, Sainte-Foy, PUL, 1998. Le chapitre II, écrit par André Paradis et intitulé « L'asile, de 1845 à 1920 », fait un court historique de l'asile de Saint-Jean-sur-Richelieu (p. 49-51).



22. Charles-Marie Gagnon, *La maison jaune : les Sœurs de la Charité de Saint-Hyacinthe*, Québec, Éditions Fides, 1990, 366 p.
23. « Rapport de l'Asile provincial des aliénés à St-Jean, Bas-Canada, pour l'année 1861 », *Journaux de l'Assemblée de la Province du Canada*, doc. n° 19, 1862, p. 19. Les patients, dont le nombre atteindra 80, seront transférés à la prison militaire de Saint-Jean.
24. *Annuaire statistique du Québec, 1996*, « Dépenses en santé et services sociaux selon la région sociosanitaire et le centre de responsabilité, Québec, 1992-93 », p. 670.
25. *Journaux de la Chambre d'assemblée de la Province du Canada*, 1866, vol. III, app. 61, « [...] rapport du commissaire nommé pour s'enquérir des pertes encourues sur la frontière du Missisquoi, en raison de la dernière invasion des Fénians, et la correspondance et des documents qui s'y rattachent » ; Georges F. G. Stanley, *Nos soldats : l'histoire militaire du Canada de 1604 à nos jours*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1980, p. 309-312.
26. Le lecteur qui recherche des informations supplémentaires sur la représentation montréalaise à l'Assemblée législative du Bas-Canada (1792-1838), à la Chambre d'assemblée de la Province du Canada (1841-1867), à celle de la province de Québec (1867-) et à la Chambre des communes à Ottawa (1867-) pourra consulter : Joseph Desjardins, *Guide parlementaire historique de la province de Québec, 1792 à 1902*, Québec [s.n.], 395 p. ; *Répertoire des parlementaires québécois,*

1867-1978, Québec, Bibliothèque de la Législature, Service de documentation politique, 1980, 796 p. (suivi de mises à jour) ; J. K. Johnson, dir., *The Canadian directory of Parliament, 1867-1967*, Ottawa, Archives publiques du Canada, 1968, viii, 731 p. ; *Guide parlementaire canadien, 1874-*

### Chapitre 16 : De la culture en région à la culture régionale

1. *Le Franco-Canadien*, 19 et 26 juin 1883.
2. Simon Savard, *Le théâtre à Saint-Hyacinthe de 1850-1900*, Mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1983, p. 25-26.
3. Jean-Marc Larrue, *Le théâtre à Montréal à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Fides, 1981.
4. J. Daigle, *L'histoire de Casavant frères, 1880-1980*, Saint-Hyacinthe, Éditions D'aigle, 1988, 817 p.
5. Sur les troupes de gymnastes, voir, pour Longueuil, *L'Impartial*, 18 juin 1885 ; pour Saint-Jean, *Le Franco-Canadien*, 19 juin 1877 et les numéros suivants ainsi que le *Courrier de Saint-Hyacinthe*, 19 juillet 1877. Sur les imitateurs des ménestrels à Sorel, voir Johanne Hébert, *La vie musicale à Sorel du XVIII<sup>e</sup> à 1930*, Mémoire de maîtrise (musique), Université de Montréal, 1991, p. 93. Sur le baseball, voir Raoul Bergeron, « Le centre de base-ball au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle », *Courrier de Saint-Hyacinthe*, du 15 au 29 septembre 1992. Voir aussi le même journal, 28 juin 1876 et 5 septembre 1895. Sur le cirque à Saint-Hyacinthe, consulter Gilles Guertin, « Soixante ans de cirque à Saint-Hyacinthe (1858-1918) », *Courrier de Saint-Hyacinthe*, 6 juin au 27 juin 1995. Sur les contributions des cirques aux œuvres de charité, voir le *Courrier de Sorel*, le 17 juin 1914. Les mandements des évêques de Saint-Hyacinthe sont cités dans Savard, *op. cit.*, p. 9 et dans Yves Lever, *Histoire générale du cinéma au Québec*, Montréal, Boréal, 1988, p. 63.
6. Yves Lever, *Histoire générale du cinéma au Québec*, Montréal, Boréal, 1985, p. 27 ; Gilles Guertin, « Les p'tites vues », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 4 octobre-1<sup>er</sup> novembre 1994.
7. *Le Canada Français*, 22 janvier 1920.
8. Michel Pratt, *Longueuil du temps du maire Pratt, 1894-1967*, Longueuil, Société historique du Marigot inc., 1993, 187 p. ; J.-Narcisse Cyr, « Il y a 25 ans, Saint-Hyacinthe : le Hollywood québécois », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 31 octobre 1973.
9. Sur l'intérêt de l'abbé Choquette pour la radio, voir Philippe Pothier, « L'avènement de la TSF et la radio », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 14-21 février 1990. Sur Narcisse Cartier, voir Pierre C. Pagé, « Et Cartier créa la radio », *Le Devoir*, 3-4 mai 1997, p. A-11. Voir aussi Jean-Noël Dion, « CKSH Radio Saint-Hyacinthe », 20-27 novembre 1991.
10. Linda Dufault, « Les premières émissions musicales de CJSO »,

- Le Carignan* (publication de la Société historique Pierre-de-Saurel) vol. V, n° 1, p. 31-34.
11. Voir la publicité pour les Victor Victrolas dans *Le Courrier de Sorel*, 17 janvier 1913, pour les phonographes Casavant dans *Le Clairon de Saint-Hyacinthe*, 12 novembre 1920.
  12. *Le Courrier de Sorel*, 24 avril 1914.
  13. « En somme, conclut le père Monty, sans molester et persécuter l'élément juif, il est opportun de combattre son influence un peu partout. » Voir les comptes rendus dans *Le Clairon* et *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 16 mars 1934. Sur le contexte général des rapports entre Juifs et Québécois au début des années 1930, et plus spécifiquement sur le mouvement *Achat chez nous*, voir P. Ancil, *Le rendez-vous manqué : les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, IQRC, 1988, p. 243-248.
  14. Louis Sansoucy, « L'abbé Charles-Émile Gadbois », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 30 septembre-14 octobre 1981.
  15. Paul-Émile Borduas, « Quelques pensées sur l'œuvre d'amour et de rêve de M. Ozias Leduc » (1955), dans *Écrits*, p. 131-132 et *Écrits II*, « Lettre à Robert Élie, 22 février 1948 », p. 238.
  16. Laurier Lacroix, dir., *Ozias Leduc : une œuvre d'amour et de rêve*, Catalogue de l'exposition aux musées du Québec et des beaux-arts de Montréal, 1996. Sur l'ami-tié entre Bessette et Leduc, Madeleine Ducrocq-Poirier, « Postface » d'Arsène Bessette, *Le Débutant*, [1914], Montréal, Hurtubise, 1977, p. 266.
  17. F.-M. Gagnon, *Paul-Émile Borduas*, Montréal, Musée des Beaux-Arts de Montréal, 1988, chapitre 1. Voir aussi Gilles Lapointe, « Paul-Émile Borduas à Saint-Hilaire » dans Gilles Lapointe et François-Marc Gagnon, *Saint-Hilaire et les automatistes*, Mont-Saint-Hilaire : Musée d'art de Mont-Saint-Hilaire, 1997.
  18. *Culture et développement : deux réalités indissociables*, tome 1, Longueuil, Conseil culturel de la Montérégie, novembre 1993, p. 11.
  19. Raoul Bergeron, « L'œuvre du Patro, 1905-1968 », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, du 20 février 1991 au 6 mars 1991.
  20. Sur l'église de Saint-Édouard-de-Napierville, voir Émile Poissant, *St-Edouard se souvient – et se souviendra – : 150, 1833-1983*, Sherbrooke : Les albums souvenirs québécois, 1983, 264 p. Sur l'action des comités d'art sacré, voir Richard Gauthier, *Une intelligence de l'art chrétien dans le Québec contemporain : l'apport des comités d'art sacré des diocèses de Québec, Montréal et Saint-Jean-Longueuil*, Mémoire de maîtrise (arts), Université du Québec à Montréal, 1997, p. 101-102.
  21. Jean-Paul L'Allier, *Pour l'évolution de la politique culturelle*, Québec, ministère des Affaires culturelles, 1976, p. 186.
  22. En janvier 1993, le ministère des Affaires culturelles devient le ministère de la Culture. Il change à nouveau de nom en janvier 1994 pour devenir alors le ministère de la Culture et des Communications.
  23. L'option métropolitaine est celle qui sera défendue dans le rapport Arpin (*Une politique de la culture et des arts*) en 1991 et, dans une large mesure, dans l'énoncé de politique du ministère (*La politique culturelle du Québec*) en 1992, surtout avec la création du Conseil des arts et lettres du Québec (CALQ). Ce sera également la perspective adoptée par les initiatives récentes visant le redressement économique de la métropole (*Pour un redressement durable : plan stratégique du Grand Montréal*, 1996).
  24. *Rapport du président*, Longueuil, Conseil culturel de la Rive-Sud de Montréal inc., 1979-1980, p. 2.
  25. *Portrait des organismes culturels de la Montérégie*, Rapport final remis au Conseil montréalais de la culture et des communications par le Groupe DBSF, novembre 1999, 50 p.
  26. Gilles Laberge, *La Montérégie et ses patrimoines*, Longueuil, Conseil culturel de la Montérégie, février 1994, 51 p.
  27. Yvon Picotte, *Développer les régions du Québec*, Québec, Secrétariat aux affaires régionales, 1992, 47 p.



## *Liste des tableaux*

|      |                                                                                                                                                                             |     |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 4.1  | La population du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud,<br>1681-1790 .....                                                                                                             | 99  |
| 4.2  | La population du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud comparée<br>à celle de la vallée du Saint-Laurent, 1681-1790 .....                                                              | 108 |
| 5.1  | Les scieries dans le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud<br>sous le Régime français .....                                                                                            | 127 |
| 5.2  | Évolution des défrichements dans certaines seigneuries<br>de la région Richelieu–Yamaska–Rive-Sud aux XVII <sup>e</sup><br>et XVIII <sup>e</sup> siècles (en arpents) ..... | 129 |
| 5.3  | Les productions agricoles et le cheptel dans le Richelieu–<br>Yamaska–Rive-Sud, 1681-1765 .....                                                                             | 134 |
| 6.1  | L'ouverture des paroisses dans le Richelieu–Yamaska–<br>Rive-Sud avant 1790 .....                                                                                           | 154 |
| 7.1  | Les principaux bourgs de la Montérégie centrale,<br>1831 et 1852 .....                                                                                                      | 180 |
| 11.1 | Pourcentage de la population urbaine du Richelieu–<br>Yamaska–Rive-Sud, 1871-1931 .....                                                                                     | 297 |
| 11.2 | La population des principales villes du Richelieu–<br>Yamaska–Rive-Sud, 1871, 1901, 1931 .....                                                                              | 298 |
| 11.3 | La concentration de la population sur la Rive-Sud,<br>1941-1981 .....                                                                                                       | 300 |
| 11.4 | Le bilan migratoire de la Montérégie centrale, 1852-1881 ..                                                                                                                 | 303 |
| 11.5 | La population de la Montérégie centrale selon l'origine<br>ethnique, 1871-1971 .....                                                                                        | 310 |
| 12.1 | La population rurale agricole du Richelieu–Yamaska–<br>Rive-Sud, 1871-1971 .....                                                                                            | 321 |

|      |                                                                                                     |     |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 12.2 | Le territoire agricole du district de Chambly, 1931-1986 . . .                                      | 324 |
| 12.3 | Évolution de l'agriculture dans le Richelieu–Yamaska–<br>Rive-Sud, 1861-1996 . . . . .              | 326 |
| 12.4 | L'industrie laitière du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud . . . . .                                        | 329 |
| 12.5 | Volume de la production des grandes cultures, 1860-1910<br>(en tonnes métriques) . . . . .          | 331 |
| 12.6 | Commodités sur les fermes en 1931 . . . . .                                                         | 335 |
| 12.7 | Les types de fermes du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud<br>en 1940 . . . . .                              | 338 |
| 12.8 | L'agriculture régionale et sa part de celle du Québec . . . . .                                     | 343 |
| 13.1 | La main-d'œuvre en Montérégie centrale, 1861-1941 . . . . .                                         | 352 |
| 13.2 | Nombre d'emplois selon le lieu de résidence et le lieu<br>de travail en 1971 . . . . .              | 354 |
| 13.3 | Proportion des logements possédant au moins<br>une automobile, 1951-1971 . . . . .                  | 356 |
| 13.4 | Les grands secteurs d'emploi selon les sexes, 1941-1991 . . . .                                     | 358 |
| 13.5 | Le trafic sur les ponts routiers du Saint-Laurent en 1972 . . .                                     | 369 |
| 13.6 | L'emploi manufacturier dans les trois principales villes,<br>1881-1941 . . . . .                    | 375 |
| 13.7 | La main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière<br>de la Montérégie centrale, 1941-1991 . . . . .   | 379 |
| 13.8 | L'évolution de la vie commerciale en Montérégie centrale . . .                                      | 387 |
| 14.1 | Coût moyen du loyer mensuel dans les villes de plus<br>10 000 habitants au Québec en 1920 . . . . . | 407 |
| 14.2 | Les types de municipalités de la Montérégie centrale . . . . .                                      | 410 |
| 14.3 | Les métiers et professions en Montérégie centrale en 1996 . .                                       | 417 |
| 14.4 | Le revenu des ménages en 1996 . . . . .                                                             | 420 |
| 15.1 | Effectifs des communautés religieuses en Montérégie<br>centrale, 1891-1996 . . . . .                | 435 |

## *Liste des figures*

|      |                                                                                                                                           |     |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 4.1  | Accroissement naturel décennal de la population catholique du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud et cumul des excédents naturels, 1671-1790 ..... | 112 |
| 4.2  | Mouvements décennaux de la population catholique du Richelieu–Yamaska–Rive-Sud, 1671-1790 .....                                           | 114 |
| 7.1  | Évolution de la population catholique, 1791-1852 .....                                                                                    | 175 |
| 7.2  | Mouvements de la population catholique, 1791-1851 .....                                                                                   | 182 |
| 11.1 | La population de la Montérégie centrale et sa proportion de celle du Québec, 1851-1996 .....                                              | 293 |
| 11.2 | Populations comparées de la Montérégie centrale et de la cité de Montréal, 1852-1902 .....                                                | 295 |
| 11.3 | La population de la Montérégie centrale selon l'âge et le sexe, 1901, 1931, 1961, 1991 .....                                              | 314 |
| 15.1 | La population d'âge scolaire en Montérégie centrale .....                                                                                 | 450 |
| 16.1 | Répartition des organismes culturels de la Montérégie en 1997 selon les secteurs d'activité .....                                         | 494 |





## *Liste des cartes*

|     |                                                                                            |     |
|-----|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1.  | Carte générale : Le Richelieu–Yamaska–Rive-Sud . . . . .                                   | 9   |
| 2.  | La géologie . . . . .                                                                      | 23  |
| 3.  | L'aire maximale occupée par la mer de Champlain . . . . .                                  | 27  |
| 4.  | Le relief . . . . .                                                                        | 29  |
| 5.  | Le réseau hydrographique . . . . .                                                         | 31  |
| 6.  | Le bilan radiatif et les végétations dominantes . . . . .                                  | 35  |
| 7.  | Les fortifications de l'axe Richelieu-Champlain<br>au XVIII <sup>e</sup> siècle . . . . .  | 74  |
| 8.  | L'aire seigneuriale de l'axe du Richelieu, 1672-1790 . . . . .                             | 95  |
| 9.  | Les zones d'exploitation forestière, 1724-1750 . . . . .                                   | 122 |
| 10. | Les catégories sociales des seigneurs initiaux de Richelieu–<br>Yamaska–Rive-Sud . . . . . | 149 |
| 11. | La population des principaux bourgs en 1831 et 1852 . . . . .                              | 173 |
| 12. | Le réseau routier en 1815 . . . . .                                                        | 200 |
| 13. | Le réseau routier en 1831 . . . . .                                                        | 201 |
| 14. | La canalisation du Richelieu . . . . .                                                     | 210 |
| 15. | Les industries en 1831 . . . . .                                                           | 216 |
| 16. | Les paroisses catholiques et les Églises protestantes en 1850 . . . . .                    | 228 |
| 17. | Les seigneuries en 1854 selon l'appartenance sociale<br>de leur seigneur . . . . .         | 247 |
| 18. | Les événements de 1837-1838 . . . . .                                                      | 264 |
| 19. | Les conditions de la censive en 1831 . . . . .                                             | 271 |

|     |                                                                  |     |
|-----|------------------------------------------------------------------|-----|
| 20. | Les divisions et les sous-divisions de recensement, 1956 . . . . | 292 |
| 21. | Le réseau de transport en 1871 . . . . .                         | 363 |

# Index

## A

Abbotsford : 265  
 Acadiens : 109  
 Acte constitutionnel : 105  
 Acte de Québec (1774) : 75, 86, 105  
 Acton : 402  
 Ainse, seigneur : 148  
 Alainville : 105  
 Albani. Voir Lajeunesse, Emma  
 Albany (Orange) : 119  
 Algonquiens : 48  
 Algonquins : 69  
 Allen, Ethan : 75, 87  
 Amérindiens : 82-83, 120, 257  
 Amherst, Jeffrey : 73  
 Amiot, Pierre : 262  
 Arrière-Scène : 489  
 Association des auteurs de la  
 Montérégie : 496  
 Aubert de La Chesnaye, Charles : 145  
 Audet, Louis-Philippe : 235, 241  
 Avard, île d' : 211

## B

Bachand, Pierre : 384  
 Bagot, Charles : 278  
 Bagot, district : 329, 334, 345, 355  
 Baillairgé, Thomas : 490

Bailly de Messein, François-Augustin :  
 136, 139-140, 165-166  
 Bailly de Messein, M<sup>re</sup> François : 156  
 Bainbrige, Philip John : 286  
 Baldwin, Robert : 278  
 Banque de Saint-Hyacinthe : 382, 384  
 Banque de Saint-Jean : 383-384  
 Banque Henry : 383  
 Barrow, Thomas : 148  
 Barsalou, pont : 359  
 Barthe, Isidore : 471  
 Bartlett, William Henry : 286  
 Bayfield, Henry Wolsey : 208  
 Beaudoin, Charles : 155  
 Beauharnois : 272, 278  
 Beaulieu, Claude : 490  
 Beauvais dit Saint-James, René : 283  
 Bédard, Pierre-Stanislas : 261  
 Belding Corticelli Silk : 376  
 Bell, James : 89  
 Belœil : 87, 103-104, 145-146, 157,  
 161-162, 365, 373, 393, 493  
 Bernard, Harry : 479, 485, 487  
 Bessette, Arsène : 483, 485  
 Blaise des Bergères de Rigauville, Jean-  
 Baptiste-Marie : 88  
 Blanchard, Antoine : 307  
 Blanchard, Raoul : 325, 336, 353, 407,  
 413  
 Bleury, seigneurie : 111

Bloc québécois : 463  
 Blondeau, Maurice : 165  
 Boisseau, seigneurie : 153  
 Bondfield, John : 148  
 Bonsecours : 104  
 Borduas, Paul-Émile : 483-484, 491  
 Bory dit Grandmaison, Laurent : 164  
 Bouchard, Téléphore-Damien : 415,  
 477-478  
 Boucher de Boucherville, Pierre : 148  
 Boucher de Boucherville, René-  
 Amable : 86, 245  
 Boucher de Grosbois et de  
 Boucherville, Pierre : 148  
 Boucher de la Bruère, René : 124, 148  
 Boucher de la Bruère : 329  
 Boucher de Niverville, Jean-Baptiste :  
 84  
 Boucher dit Belleville, Jean-Baptiste :  
 226-227  
 Boucher, François-Pierre : 131  
 Boucher, Ignace : 93  
 Boucher, Pierre (père) : 93-94, 96,  
 106, 145, 163  
 Boucher-Belleville, Jean-Baptiste : 285  
 Boucherville : 28, 75, 93, 96-97, 102,  
 105-107, 124, 128-129, 131,  
 133, 135, 145, 153, 156, 160-  
 161, 163, 199, 206, 300, 405,  
 414  
 Bouchette, Joseph : 36, 218, 256, 286

Les numéros de pages en caractères gras font référence à une illustration.

Bourassa, Henri : 460, 472  
 Bourassa, Napoléon : 471-473  
 Bourassa, René : 121  
 Bourdages, Louis : 245, 256, 261-262  
 Bourdon, Rosario : 469  
 Bourchemin : 148  
 Bourget, Ignace : 231, 235-237, 240, 242, 284, 431-432  
 Bouthillier, Thomas : 278  
 Bouvier, Louis : 130  
 Bowen, Edward : 262  
 Briand, M<sup>re</sup> : 157  
 Brissette, Hector : 304  
 British American Land Company (BALC) : 196-197  
 Brodeur, Eusèbe : 474  
 Brodeur, Louis-Philippe : 460  
 Brossard : 301, 354, 395, 419  
 Brown, Thomas Storrow : 265, 272  
 Bruchési, M<sup>re</sup> : 435  
 Buller, Arthur : 242  
 Burgoyne, John : 75  
 Burton, Christie : 178  
 Burton, Napier Christie : 248  
 Burtonville : 179, 474

## C

C.I.L. : 352 V. aussi Poudrière Hamilton.  
 Calixa-Lavallée : 281  
 Callière, gouverneur : 71  
 Campbell, John : 86  
 Campbell, Thomas Edmund : 278, 281  
*Canada Français* : 471, 485  
 Canada Steamship Line : 361  
*Canadian Patriot* : 206  
 Canadian Potteries : 376  
 Canadian Steam Navigation Company : 361  
 canal Chambly : 212, 257, 262, 298, 360, 401, 403, 462  
 Candiac : 301, 354  
 Cap-Saint-Michel : 133, 153  
 Cardinal, Joseph-Narcisse : 262  
 Carignan : 44, 395  
 Carignan-Salières, régiment : 70-71, 78, 82, 85, 94, 96-97, 100, 145  
 Carillon, fort : 73, 84, 105  
 Carleton, Guy : 75, 87-89  
 Caron, Louis : 491  
 Carrousel : 489  
 Cartier, George-Étienne : 278-279, 459  
 Cartier, Jacques (marchand) : 139, 165, 221, 255  
 Cartier, Jacques : 34, 47, 55, 60-62, 65  
 Cartier, Joseph : 165, 221, 255, 285  
 Cartier, Narcisse : 478  
 Cartier, Victoria : 470  
 Casavant, Claver : 474  
 Casavant, facteurs d'orgues : 375, 474, 479  
 Casavant, Joseph : 283  
 Casavant, Samuel : 474  
 Casgrain, Henri-Raymond : 471, 481  
 Caughnawaga : 257-258. V. aussi Kahnawake  
 Centre de la nature du mont Saint-Hilaire : 38  
 Chaboillez, Augustin, curé : 230, 284-285  
 Chabot, Jean : 491  
 Chalifoux, O. : 375  
 Chambly, fort : 68, 71-72, 75, 82, 84, 89, 120-121, 133, 154, 274  
 Chambly, Jacques de : 85, 97, 133, 163  
 Chambly : 30, 71, 75, 78, 80, 82-83, 85-87, 94, 96, 98, 100, 104-106, 109, 115, 123-127, 146, 153-155, 158, 163, 178, 184, 207, 213-214, 218, 220-221, 233, 237-238, 241, 246, 249, 280, 296, 304, 310, 325, 334, 336, 354-355, 373-374, 404, 412, 437, 445  
 Chambly-Bassin : 393  
 Champlain and St. Lawrence Railroad Co. : 203, 205  
 Champlain, mer de : 26-27, 33, 36  
 Champlain, pont : 355, 368  
 Champlain, Samuel de : 36, 65, 69  
 Chapdelaine dit Larivière, famille : 161  
 Chapdelaine, Claude : 51  
 Charron, Louis : 491  
 Chartier de Lotbinière, Michel : 105  
 Chartier, Jean : 127  
 Châteauguay, bataille : 76-77, 245  
 Châteauguay, lac : 25  
 Châteauguay, rivière : 32, 44, 76, 220  
 Châteauguay : 28, 51, 148, 163, 245-246, 300, 328, 332, 392, 419, 503  
 Chaussegros de Léry : 80, 106  
 Chénier, Victor : 280  
 Cherrier, François : 86, 88, 156, 160, 233  
 Cherrier, François-Pierre : 136  
 Cheval dit Saint-Jacques, Rosalie : 265  
 Chèvrefils, curé : 237  
 Chiniquy, Charles : 231, 240, 285, 437  
 Choquette, abbé : 478  
 Choquette, Charles-Philippe : 233  
 Choquette, Ernest : 483-484  
 Christ Church : 110  
 Christie, Gabriel : 86, 110-111, 126-127, 248  
 Christie, Plenderleath : 258  
 Christie, William Plenderleath : 239, 248, 281  
 Christieville : 281  
 Clapin, Sylva : 471, 481

Clarenceville : 235, 265, 437  
 Clercs de Saint-Viateur : 236  
 Clermont, Norman : 55  
 Cockburn, James Pattison : 286  
 Codling, famille : 486  
 Colborne, gouverneur : 265-266  
 Collège de Chambly : 235  
 Collège de Longueuil : 449  
 Collège Édouard-Montpetit : 452, 496  
 Collège militaire de Saint-Jean : 424-425  
 Collet, Mathieu-Benoît : 153  
 Commission du port de Montréal : 360  
 Compagnie de navigation du Richelieu : 361  
 Compagnie de navigation Richelieu et Ontario : 361  
 Compagnie du chemin à barrières : 199  
 Compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston : 411  
 Compagnie du Richelieu : 207-208  
 Conefroy, Pierre : 282, 286  
 Confédération des syndicats nationaux (CSN) : 421  
 Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) : 420-421  
 Congrégation de Notre-Dame : 160, 236, 432, 447, 470  
 Contrecœur : 71, 85, 96-98, 103, 106, 109, 113-114, 153, 156, 163, 282, 362, 384  
 Corriveau Silk Mills : 376  
 Corticelli Silk Co. : 376  
 Côté, Cyrille-Hector : 262  
 Côté, Cyrille-Hector-Octave : 266  
 Côté, fabrique : 375, 398  
 Courcelles, gouverneur : 70  
 Cournoyer : 146

*Courrier de Saint-Hyacinthe* : 284, 306, 397, 401, 406, 471, 481, 485  
*Courrier de Sorel* : 480  
 Courville, Serge : 178, 272  
 Craig, gouverneur : 261  
 Crane, compagnie : 376  
 Crémazie, Octave : 471  
 Crevier, Édouard, curé : 227, 237, 239  
 Crevier, Jeanne : 148  
 Cuvilier, Austin : 277  
 Cyr, Narcisse : 285

## D

Daine, François : 145  
 Dalhousie, gouverneur : 245, 261  
 Dames de la Charité : 236  
 Daneau de Muy, Nicolas : 84  
 David, L.-O. : 468  
 Davis, Benjamin : 126  
 de Bleury, seigneurie : 248  
 De la Broquerie Taché : 329  
 De Léry, seigneurie : 111, 179, 248, 272  
 Dearborn, général : 76  
 Debartzch, Pierre-Dominique : 284-285  
 Debartzch, seigneur : 265  
 Dechêne, Louise : 195  
 Deguise, curé : 285  
 Delacroix, site : 47  
 Delahaye, Guy : 483  
 Delorme, Hyacinthe-Simon : 104, 110, 151  
 Deneau, famille : 121  
 Deniger, famille : 121  
 Denys de La Ronde, Louis : 145  
 Deschailions, île : 46  
 d'Eschambault, Guillaume : 256  
 Desjardins, Alphonse : 384  
 Desjardins, famille : 475  
 Deslauriers, Joseph : 386  
 Desrivières, Henri : 278  
 Desrochers, Urbain : 282  
 Dessaulles, Louis-Antoine : 431, 434, 471  
 Dessaulles, Jean : 255, 285  
 Dessureault, Christian : 194  
 Dion, Virginie (sœur Véronique) : 472  
 Doherty, Edward : 307  
 Dominion Bridge, compagnie : 413  
 Dorchester : 109, 218  
 Doric Club : 265-266  
 Dosquet, Herman : 105  
 Doty, John : 160  
 Draper, William Henry : 278  
 Du Tremblay : 153, 155  
 Du Vuault de Valrennes, Clément : 71  
 Duclos et Paysan, tannerie : 375  
 Dudoncour : 150  
 Dufault, Paul : 469, 479, 485  
 Duggan, James : 87  
 Dulongpré, Louis : 285  
 Dulude, Michel : 131  
 Duncan, James : 286  
 Dunn, Oscar : 471  
 Duplessis, Maurice : 421, 461  
 Durham, lord : 272, 441  
 Durocher, Eulalie (Marie-Rose) : 236, 285  
 Duval, famille : 161

## E

École de laiterie de Saint-Hyacinthe : 329, 448  
 École de médecine vétérinaire : 448  
 École de piano Paris-Montréal : 470  
 Écossais : 183, 502

Edward, fort : 73  
 Elgin, gouverneur : 278  
 Enfant-Jésus de Pointe-aux-Trembles :  
 155

## F

Fabre, Édouard-Charles : 233, 431  
 Fairchild, avionnerie : 371  
 Farnham, canton : 186  
 Feniens : 459  
 Ferron, Jacques : 492  
 Filles du Roi : 94, 96  
 Fils de la liberté : 265-266  
 Filteau, Gérard : 263  
 Forbin-Janson, Charles de : 231, 235  
 Forcier, Marc-André : 491  
 Forget, Anatase : 434  
 Foucault : 110, 191  
 Fournier, Rodolphe : 487  
 Franchère, Joseph : 282  
 Franchère, Timothée : 221, 282  
*Franco-Canadien* : 471  
 Franquet, Louis : 104, 107  
 Frappier, Roger : 491  
 Fréchette, curé : 226  
 Fréchette, Louis : 468-469, 480  
 Frères Chasseurs : 269, 275  
 Frères de Sainte-Croix : 433  
 Frères de Saint-Vincent-de-Paul : 489  
 Frères des Écoles chrétiennes : 433  
 Frères du Sacré-Cœur : 433  
 Frères maristes : 433  
 Frontenac, gouverneur : 94, 120

## G

Gadbois, Charles-Émile : 482  
 Gagnon, Lucien : 272  
 Gamelain, Michel : 166

Gamelin, Pierre : 265  
 Gannes de la Falaise, Louis de : 79  
 Gaulin, Rémi : 226  
 Gauthier dit Saint-Germain, Louise :  
 286  
*Gazette de Saint-Philippe* : 285  
*Gazette de Sorel* : 402, 471  
 Gendron, Mario : 272  
 Gervais, Alphonse : 477  
 Gervaise, Michel : 155  
 Gill, Charles : 473  
 Girod, Amury : 284  
 Girouard, Antoine, curé : 227, 233,  
 255-256, 285  
 Goddu, René : 156  
 Godefroy de Tonnancour, Joseph : 145  
 Godefroy de Tonnancour, Pierre-Jo-  
 seph : 256  
 Godmanchester : 230  
 Gordon, Robert : 197  
 Gosford, gouverneur : 265  
 Granby : 353, 439  
 Grand Tronc : 364, 375-376, 403 V.  
 aussi Grand Trunk Railways  
 Grand Trunk Railways Company of  
 Canada East : 204-205, 212 V.  
 aussi Grand Tronc  
 Grande-Ligne : 238-239, 438  
 Granite Mills, compagnie : 384  
 Grant, Charles William : 148  
 Grant, David Alexander : 148  
 Grant, seigneur : 109  
 Green Mountain Boys : 75  
 Greenfield Park : 301, 310, 419  
 Greer, Allan : 194-195, 267  
 Grisé, Antoine (fils) : 166  
 Guérout, Pierre : 221  
 Guèvremont, Geneviève : 485  
 Guillet, Étienne : 486  
 Guyon, famille : 161

## H

Haldimand, gouverneur : 109, 202  
 Hall, Francis : 34  
 Hamel, Théophile : 285  
 Hampton, Wade : 76  
 Handcock, R. B. : 76  
 Hatt, Samuel : 199  
 Haviland, William : 75  
 Hazen, Moses : 86-87, 89  
 Hébert, Adrien : 483  
 Hébert, Augustin : 161  
 Hébert, famille : 280, 475  
 Hébert, Henri : 483  
 Hemmingford : 22, 191, 197, 215,  
 230  
 Henri, Guy : 160  
 Henripin, Jacques : 172  
 Henryville : 411  
 Heriot, George : 286  
 Héroux, compagnie : 381  
 Hertel de Rouville, Jean-Baptiste-Fran-  
 çois : 127  
 Hertel de Rouville, Jean-Baptiste-Mel-  
 chior : 86, 245  
 Hertel de Rouville, Jean-Baptiste-  
 René : 245  
 Hertel, famille : 146  
 Hertel, François : 84, 102  
 Hertel, Jean-Baptiste : 79  
 Hertel, Joseph : 79, 145  
 Hertel, lac : 130  
 Hervieux, Jean-Baptiste : 126  
 Hinchinbrooke : 230  
 Hindelang, Charles : 269  
 Hocquart, Gilles : 126, 131, 158  
 Holton : 33  
 Honoré-Mercier, pont : 354-355, 368,  
 413  
 Hôpital Charles-Lemoyne : 457  
 Hôpital Guérette : 455

Hôpital Pierre-Boucher : 457  
 Hôpital Saint-Charles : 455  
 Hôpital Saint-Jean-de-Dieu : 455  
 Hôtel Iroquois : 400  
 Hôtel Saint-Hilaire : 399  
 Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe : 237, 433  
 Hoyle, Robert : 262  
 Hubert, Euclide : 372  
 Hubert, Jean-François : 160  
 Hudon, Christine : 226  
 Hudon, Victor : 208  
 Huntingdon : 328  
 Hurons, rivière des : 127  
 Hurons : 69

## I

Iberville, comté : 339, 355, 444  
 Iberville : 301, 416  
 Île-aux-Noix : 75, 77, 84, 87-88, 218, 246  
 Île-Sainte-Thérèse, seigneurie : 155  
 Imperial Airways (BOAC) : 371  
 Irlandais : 183, 238, 403, 502  
 Iroquoiens : 47-48, 50, 52-53, 55-60, 62-65  
 Iroquois : 69-72, 78, 81-82, 85, 94, 97, 120, 257-259. V. aussi Mohawks  
 Irumberry de Salaberry, Melchior-Alphonse d' : 278

## J

Jackson, J. : 241  
 Jacobs, ferme : 326  
 Jacobs, Samuel : 130, 135, 137-140  
 Jacques, site : 46-47  
 Jacques-Cartier, pont : 368, 504  
 Jacques-Cartier, ville : 354, 415, 436, 492

Jaumenne, N. D. J. : 285  
 Jeunesses musicales du Canada : 491  
 Johnson, Daniel (père) : 425  
 Jollief, H. : 218  
 Jones, pont : 205, 207

## K

Kahnawake : 22, 81, 257, 413, 420, 425. V. Caughnawaga  
 Kalm, Pehr : 22, 105  
 Kelly, curé : 256  
 Krieghoff, Cornelius : 286

## L

La Bataille : 71  
 La Cadie : 109  
 La Cascade : 111  
 La Cité, seigneurie : 92-93  
 La Fontaine, Louis-Hippolyte : 231, 277-278  
 La Guillaudière, seigneurie : 164-165  
 La Jonquière, gouverneur : 258  
 La Nouvelle Cadie : 109  
 La Petite-Cadie : 109  
 La Pointe (Saint-Joseph) : 218  
 La Prairie, rivière : 32  
 La Prairie : 22, 51, 71-72, 75, 82-83, 102, 105-107, 114, 119-121, 153, 155, 158, 160, 163, 166, 218, 236, 244, 246, 249, 280, 301, 309, 334, 355, 373, 404-405, 462, 491, 493, 503  
 La Rocque, Charles : 233, 431  
 La Rocque, Joseph : 233, 431  
 La Tortue, rivière : 32  
 Labadie, Louis : 240  
 Laberge, Charles : 285  
 Labernade, François de, : 160  
 Labonté, Benjamin : 127

L'Acadie, rivière : 30, 107, 112, 124, 126, 199  
 L'Acadie : 272, 437  
 L'Accommodation : 206  
 Lachine : 71  
 Lacolle, rivière : 76, 126  
 Lacolle : 148, 191, 248, 272  
 Lacoudray, curé : 156  
 Laflèche, ville : 436  
 Lafontaine, Joseph : 127  
 Lafresnaye, seigneurie : 93  
 Lagacé, Bernard : 491  
 L'Aimable de Chambly : 125  
 Lajeunesse, Emma : 469  
 Lalanne, Pierre : 166  
 L'Allier, Jean-Paul : 492  
 Lambert, Pierre : 203  
 Lamothe, Willie : 479  
 Lancey, Thomas : 126  
 L'Ange-Gardien : 24-25, 28  
 Langevin, Louis-Hector : 459  
 Lanouiller de Boisclerc : 162  
 Laprairie Courier : 285  
 Laprairie, vapeur : 350  
 Laprairie : 107, 109, 113, 126, 128, 131, 133, 142, 150-153, 221, 272, 304, 354  
 Laroche, Jacques : 490  
 Larose, Christine : 205  
 Larose, moulin : 214  
 Lartigue, Mrg : 226, 230-231, 233, 235, 274-275, 285  
 Lasnier, chandellerie : 280  
 Lasnier, Rina : 485  
 Lassonde : 380  
 Laurendeau, Louis-Philippe : 470  
 Laurentiens (Amérindiens) : 44  
 Laurier, Wilfrid : 460  
 Lauson de La Cité, François : 93  
 Lauson, Jean de : 93  
 Laval, M<sup>re</sup> de : 153



- Lavallée, Calixa : 469-470  
 Lavaltrie : 153  
*Le Clairon* : 482  
*Le Franco-Canadien* : 471  
*Le Glaneur* : 285  
 Le Moyne de Longueuil, Charles : 150  
 Le Moyne de Longueuil, famille : 150  
 Le Moyne de Sainte-Marie, Marguerite : 160  
 Le Moyne, Charles (fils) : 145  
 Le Moyne, Charles : 93-94, 145  
*Le Semeur* : 285  
*Le Tranquille* : 208  
 Leber, François : 126  
 Leblanc, Félix : 306  
*L'Écho du Pays* : 285  
 Leduc, Ozias : 483-484  
 Légaré, Joseph : 285  
 Legendre, Napoléon : 468  
 Legras, Marie-Ange : 127  
 LeGuay, François : 166  
 Lemieux, Joseph-Hector : 491  
 Lemoyne, Marie : 148  
 Lemoyne, Marie-Charles : 236  
 LeMoyne, ville : 354, 419  
 Lennox, fort : 77, 88  
 Leroux dit Provençal, Jean : 138, 140  
 Lesage, Jean : 451  
 Lessard, Michel : 281  
 Letendre, Conrad : 485, 491  
 Létourneau, Bernard : 161  
 Levasseur de Néré : 80  
 LeVasseur, Noël : 306  
 Levasseur, René-Nicolas : 123  
 Lévesque, René : 425  
 Liébert, Philippe : 282  
 Liénard de Beaujeu, Daniel-Hyacinthe-Marie : 148  
 L'Immaculée-Conception de Saint-Ours : 430  
*L'Impartial* : 285  
 Livaudière, seigneurie : 127  
 Livingston, James : 87  
 Loi sur la protection du territoire agricole (1978) : 39  
 Longueuil & Montréal Omnibus Co. : 355  
 Longueuil : 75, 86, 93-94, 97, 102-103, 105-107, 109, 124, 126, 129, 150-151, 153, 155, 157, 160-161, 163, 199, 205, 235, 241, 290, 295, 300-301, 324, 368, 374, 379, 404-405, 408, 419-421, 435, 455, 476, 478, 489, 493, 504  
 Lord et Pierre, cannerie : 337  
 Lorimier, Chevalier de : 468  
 Louis XIV : 93  
 Louis-Hippolyte-La Fontaine, pont-tunnel : 355, 368  
 Loyalistes : 76, 87, 89, 109-111, 124, 160, 238, 283, 502  
*L'Union canadienne* : 206
- M**
- Macdonald, John A. : 459  
 Mackayville (Laflèche) : 354  
 Magnan, famille : 121  
 Mailhot, François : 139-140  
 Maisonneuve, Chomedey de : 30  
 Mandeville, site : 51, 62  
 Manseau, compagnie : 378  
 Marais, ruisseau du : 47  
 Marcel-Raymond, réserve : 38  
 Marchand, Félix-Gabriel : 459, 461, 468  
 Marchand, François : 226  
 Marchand, Gabriel : 221, 226  
 Marchand, Louis : 226  
 Marcoux, Joseph : 258, 284  
 Marieville : 374, 393, 404, 433, 454, 468, 493  
 Marine Industries : 478  
 Marois, Pauline : 418  
 Maska (Saint-Hacynthe) : 104, 111, 126, 151  
 Mâsse, Jean-Baptiste : 282  
 Masson, Joseph : 256  
 Massue, Aimé : 246  
 Massue, Gaspard : 136-137, 148, 165  
 Matton, compagnie : 378  
 Maurepas, ministre : 123  
 McCallum, John William : 256  
 McCarthy, chantiers : 378  
 McCarthy, Daniel : 218, 377  
 McCarthy, John : 218, 377  
 McGinnis, moulin : 188  
 McInnis, Marvin : 195  
 McIntyre, Peter : 233  
 McMasterville : 312, 352, 393, 421  
 Meilleur, Jean-Baptiste : 242  
*Mélanges religieux* : 284  
 Ménard, Ginette : 479  
 Merchant's Bank of Montreal : 382  
 Mercier, Honoré : 424, 458, 461, 471  
 Mercier : 40  
 Messier, Michel : 145  
 Metcalfe, gouverneur : 278  
 Mignault, Pierre-Marie : 230, 233, 235  
 Mills, J. L. : 241  
 Milton, canton : 186, 239  
 Minier, Louis : 477  
 Missisquoi : 328  
 Mitchener, Rolland : 424  
 Mohawks : 413-414, 425 V. aussi Iroquois  
 Molleur, Louis : 383  
 Molson, John : 206  
 Monnoir : 94  
 Montagnais : 69  
 Montarville, seigneurie : 124, 148

Montcalm, général : 73  
 Montgomery, fort : 77  
 Montgomery, Richard : 75, 87, 89  
*Montreal Herald* : 38  
 Montreal Light, Heath and Power : 377  
 Mont-Saint-Hilaire : 452  
 Monty, père : 481  
 Morand, Antoine-Marie : 156  
 Moreau, Zéphirin : 431  
 Morin, Léo-Paul : 483  
 Morissette, maison : 281  
 Mouillepiéd : 155  
 Mouvement Desjardins : 384  
 Murray, James : 86, 109

## N

Nadeau, chanoine : 481  
 Napierville, comté : 339, 345, 355  
 Napierville : 33, 243-244, 265, 275, 295, 304, 327, 336-338, 340, 383-384, 469, 491, 503  
 National Brick de Delson : 294  
 Nau, Louis : 230-231  
 Nelson, Robert : 240, 265, 272  
 Nelson, William : 240  
 Nelson, Wolfred : 213-214, 240, 261-262, 266, 272, 278  
 Neveu, Jean-François : 161  
 Nicholson, Francis : 72  
 Noire, rivière : 30  
 Noiseux, Alidas : 323  
 Noiseux, François : 155-156, 226  
 Notre-Dame de Saint-Hyacinthe : 433  
*Notre-Dame*, vapeur : 361  
 Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, hospice : 236-237  
 Noyan (Caldwell Manor) : 110, 179, 248, 272

## O

Oblats de Marseille : 235-236  
 O'Callaghan, E. B. : 272  
 Odelin, Jacques : 231  
 Odelltown, bataille : 269  
 Odelltown, église : 283  
 Odin, Henriette (Mme Feller) : 238  
 Olymel : 380  
 Orchestre symphonique de la Montérégie : 496-497  
 Ouimet, André : 265

## P

Panet, Jean-Antoine : 261  
 Papineau, Azélie : 472  
 Papineau, Louis-Joseph : 252-253, 261-262, 266, 274, 472  
 Paquet, Gilles : 190  
 Parc de conservation du mont Saint-Bruno : 38  
 Parent, Étienne : 266  
 Parti libéral : 462-463  
 Parti progressiste-conservateur : 463  
 Parti québécois : 425, 461, 492  
 Patro de Saint-Hyacinthe : 489  
 Patterson, aubergistes : 257  
 Patterson, Peter : 212  
 Payant dit Saint-Onge, Joseph : 125  
 Payen de Noyan et de Chavoy, Pierre-Jacques : 148  
 Payette, curé : 436  
 Pécaudy de Contrecoeur, Antoine : 97  
 Pécaudy de Contrecoeur, Pierre-Claude : 106  
 Penmans, fabrique : 375-376  
 Péron, Yves : 172  
 Petit, famille : 161  
 Petit, Pierre : 145  
 Petite-Rivière-de-Montréal : 109

Petit-LeMoine : 153  
 Petit-Saint-Ours : 103  
 Phipps, William : 71  
 Pigeon, François-Xavier, curé : 230, 285  
 Pillard, Louis : 160  
 Pinsonaut, Paul-Théophile : 256  
 Pinsonneault, famille : 475  
 Plessis, M<sup>re</sup> : 238  
 Pointe à la Chevelure (Crown Point) : 72, 82  
 Pointe-du-Gouvernement : 49, 51  
 Pointe-Olivier (Saint-Mathias) : 87  
 Poudrière Hamilton : 312, 352. V. aussi C.I.L.  
 Poulett Thompson, Charles : 199  
 Poutré, Félix : 269, 469  
 Prairie-de-la-Magdeleine : 93, 97, 148  
 Pratt & Whitney : 379-380  
 Pratt, Paul : 477, 489  
 Préfontaine, Ernest : 483  
 Préfontaine, Joseph : 272  
 Prescott, gouverneur : 197  
 Preston, Charles : 75  
 Préville : 354  
 Prevost, George : 77, 244  
 Prince, Jean-Charles : 231, 233, 431-432  
 Proclamation royale : 105  
 Pupier, Louis : 477

## Q

Quesnel, Frédéric-Auguste : 261  
 Quesnel, Joseph : 283-284  
 Quévillon, Louis : 282

## R

R-100 : 370-371  
 Raffinerie de sucre du Québec : 345

Ramezay, Claude de : 83, 126-127  
 Ramezay, Louise de : 127-128, 145  
 Ramezay-la-Gesse, seigneurie : 128  
 Rapide Plat : 110-111  
 Rapides Fryers : 44-46  
 Raymond, Clotilde : 256  
 Raymond, Jean-Baptiste : 221, 255-256  
 Raymond, Jean-Moïse : 256, 285  
 Raymond, Joseph-Sabin : 284, 434  
 Récollets : 160  
 Repentigny : 153  
 Réserve nationale de faune de Contrecoeur : 39  
 Richard, Jean-Marie : 400  
 Richelieu, district : 184, 296, 339  
 Richelieu, fort : 69  
*Richelieu* : 207  
 Richer, Sinaï : 472-473  
 Riel, Louis : 424, 462  
 Rigaud de Vaudreuil, François : 104  
 Rigaud de Vaudreuil, Pierre-François : 145  
 Rivier, Marie : 432  
 Robichaud, Léon : 267  
 Robidoux, Fernand : 479  
 Robineau, Pierre : 162  
 Roby, Yves : 305  
 Rodier, Édouard : 265  
 Rodier, Édouard-Étienne : 265  
 Rollin, Paul : 283  
 Roquebrune, Robert de : 483  
 Rougemont, colline : 24, 30, 33  
 Rougemont : 323, 379  
 Rousseau, Joseph-Thomas : 472-473  
 Roussy, Louis : 238, 240  
 Rouville, district : 193, 213, 324, 329, 336, 340, 355  
 Rouville : 104, 145-146, 161, 179, 226, 272, 320  
 Roxton, canton : 186

Roy, P.-H. : 383  
 Royal-Roussillon, régiment : 85  
 Roy-Audy, Jean-Baptiste : 285  
 Russel, voyageur : 191  
 Rutland Railways Company of Canada East : 205

## S

Sabrevois de Bleury, Charles : 125  
 Sabrevois de Bleury, Clément : 84, 87, 124-125, 127  
 Sabrevois de Bleury, Clément-Charles : 262, 284  
 Sabrevois, seigneurie : 248  
 Sainte-Anne de Varennes : 155  
 Saint-Antoine de Longueuil : 155  
 Saint-Antoine-de-Padoue : 430  
 Saint-Antoine-sur-Richelieu : 103, 107, 113, 159, 213, 265  
 Saint-Armand : 190  
 Saint-Athanase : 249, 266  
 Saint-Barthélemy : 26  
 Saint-Basile : 491  
 Saint-Bernard, île : 44, 49  
 Saint-Bruno, colline : 24, 30, 36, 124, 215  
 Saint-Bruno : 26, 354, 420  
 Saint-Césaire : 227, 393, 406, 411, 432, 444  
 Saint-Charles : 104, 111, 191, 244, 268, 275, 279, 281  
 Sainte-Clothilde-de-Châteauguay : 22  
 Saint-Constant : 22, 113, 179  
 Saint-Cyprien : 227  
 Saint-Damase : 337  
 Saint-David : 404, 434  
 Saint-Denis-sur-Richelieu : 32, 103-104, 106-107, 109, 111, 113, 132, 150, 159, 176, 179, 194, 212-213, 220, 233, 244, 257, 265, 268, 275, 282, 433, 454

Saint-Dominique : 38  
 Saint-Édouard : 227, 265, 340  
 Saint-Édouard-de-Napierville : 490  
 Sainte-Famille-de-Boucherville : 137, 153  
 Saint-François-des-Prés : 93  
 Saint-Frédéric, fort : 72-73, 80, 82-84, 104-105, 120, 125  
 Saint-George : 110  
 Saint-Georges-de-Clarenceville : 438  
 Saint-Germain, Charles : 213  
 Saint-Grégoire, colline : 24, 28, 30, 213  
 Sainte-Hélène, île : 132, 150  
 Saint-Hilaire, Louis : 472  
 Saint-Hilaire, mont : 22, 24, 30, 34, 36, 39, 231-232  
 Saint-Hilaire : 26, 32, 179, 190, 193, 215, 235, 342, 345, 396, 441-442, 446, 466, 493  
 Saint-Hilaire-de-Rouville : 340  
 Saint-Hubert : 301, 354, 370-371, 379, 419, 436, 442, 504  
 Saint-Hugues : 309, 432  
 Saint-Hyacinthe, bourg : 179, 193  
 Saint-Hyacinthe : 111, 135, 152, 177, 179-180, 184, 191, 198, 213, 218, 225-227, 230, 233, 243-244, 249, 256, 272, 295-296, 298, 301, 329, 333, 336, 345, 355, 374-376, 379, 382, 385, 394, 396-398, 400, 403-406, 409-412, 419-420, 429-435, 439, 444, 447-448, 454, 459, 468, 471, 474, 476-480, 485-488, 493, 504  
 Saint-Isidore-Jonction : 22  
 Saint-Jacques, rivière : 32  
 Saint-Jacques-le-Mineur : 227  
 Saint-Jean, bourg : 179  
 Saint-Jean, fort : 72, 75, 83-84, 89  
 Saint-Jean-Baptiste : 481

- Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville : 224, 241, 328  
 Saint-Jean-de-Longueuil : 434, 439-440  
 Saint-Jean-l'Évangéliste : 226, 230  
 Saint-Jean-sur-Richelieu : 82, 89, 109, 118, 125, 179-180, 183, 213, 218-220, 226, 244, 246, 255, 295-296, 298, 301, 304, 332, 339, 355, 371, 373-374, 376-377, 382-383, 385, 396-398, 400, 404, 419-421, 429, 433, 445, 447-448, 454-455, 459, 468, 476-477, 486-487, 491, 493, 504  
 Saint-Joachim-de-Varennes : 234, 434  
 Saint-Jude : 248  
 Sainte-Julie : 26, 28  
 Saint-Lambert : 205-206, 300-301, 310, 324, 366-368, 374, 405, 419, 443  
 Saint-Liboire : 481  
 Saint-Louis, Augustin : 207-208  
 Saint-Louis, fort : 70, 133, 153  
 Saint-Louis, Louis : 207  
 Saint-Marc : 130, 213  
 Saint-Marc-de-Cournoyer : 430  
 Sainte-Marguerite-de-Blairfindie : 109, 113, 227  
 Sainte-Marie, P.-Z. : 390  
 Sainte-Marie : 239  
 Sainte-Marie-de-Monnoir : 244, 411, 432  
 Saint-Mathias : 159, 190, 282, 473  
 Saint-Mathieu-de-Beloil : 430  
 Saint-Michel-de-Rougemont : 340  
 Saint-Michel-d'Yamaska : 104, 111, 242, 340, 404, 434  
 Saint-Ours, bourg : 179  
 Saint-Ours, Charles de : 233, 248, 255  
 Saint-Ours, Charles-Louis de : 245  
 Saint-Ours, Charles-Louis-Roch de : 254  
 Saint-Ours, Paul-Roch de : 152  
 Saint-Ours, Pierre de : 85, 97, 145, 150  
 Saint-Ours : 71, 82, 85, 96-98, 100, 103, 109, 111, 132-133, 145, 151, 153, 156, 158, 163, 179, 191, 194, 211, 213, 220, 243, 248-249, 265, 281  
 Saint-Patrice-de-Sherrington : 340  
 Saint-Paul-d'Abbotsford : 340  
 Saint-Philippe : 113, 179, 241  
 Sainte-Philomène : 25, 434  
 Saint-Pie : 239, 393, 404, 411, 432  
 Saint-Pierre, famille : 121  
 Saint-Pierre, lac : 208  
 Saint-Pierre, rivière : 32  
 Saint-Pierre-de-Sorel : 46-47, 430  
 Saint-Rémi : 28, 179, 227, 234, 340, 393, 404  
 Saint-Roch-sur-Richelieu : 46  
 Saint-Romain : 434  
 Sainte-Rosalie : 30  
 Sainte-Thérèse, île : 84, 126  
 Saint-Valentin : 227, 239  
 Saint-Valérien-de-Milton : 24, 28  
 Salaberry, Charles-Michel : 76-77  
 Salée, Daniel : 197  
 Sanguinet, Christophe : 165  
 Sanguinet, seigneur : 148  
 Saputo : 380  
 Saranas, rivière : 123  
 Sarrar-Saoule, fabrique : 213  
 Sault-Saint-Louis : 120, 148, 152-153  
 Saurel, Pierre de : 85, 97, 120, 150  
 Sauvageau, Alexis : 281  
 Savard, Joseph : 307  
 Schenectady (Corlaer) : 71  
 Schuyler, Peter : 71  
 Séguin, Maurice : 190  
 Séminaire de Saint-Hyacinthe : 225, 230, 233, 235, 282, 428, 434, 445, 449-450, 482, 485, 488  
 Séminaire de Saint-Jean : 434  
 Sewell, Jonathan : 262  
 Shefford : 328  
 Sheppard, compagnie : 378  
 Sherbrooke : 376  
 Sherrington : 25, 33, 230  
 Shirreff : 32  
 Sicotte, Louis-Victor : 279  
 Sidbec-Dosco, usine : 380  
 Signai, M<sup>re</sup> : 275  
 Simard, Joseph : 378  
 Simblin, fief : 103, 133  
 Simonnet de la Croix, François : 160  
 Sincennes, Jacques-Félix : 207, 361  
 Singer Manufacturing : 377  
 Société de navigation du Richelieu : 207  
 Société de navigation du Saint-Laurent et du Richelieu : 207  
 Société de Saint-Vincent-de-Paul : 454  
 Société d'industrie laitière de la province de Québec : 329  
 Société philharmonique de Saint-Hyacinthe : 470, 478  
 Sœurs de la Présentation-de-Marie : 432, 447  
 Sœurs de la Providence : 236-237, 433, 455  
 Sœurs de Sainte-Marthe : 428  
 Sœurs de Saint-Joseph : 447  
 Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie : 236, 432, 447  
 Sœurs Grises : 227, 237, 433, 454-455  
 Sorel, fort : 71  
 Sorel : 39, 71, 85-86, 89, 92, 96-98, 106, 109, 124-126, 128, 138, 148, 151, 153, 157, 159-161, 163, 180, 183, 191, 194, 208, 218, 220-221, 243-244, 246,

255, 257, 283, 295, 299, 301, 355, 360-362, 364, 374, 376-378, 385, 396-398, 400, 404-405, 419-421, 437, 439, 443-444, 448, 454, 459, 468, 476-478, 486-487, 493, 504

Sorel-Tracy : 51

Soupras, Eustache : 221

St. Lawrence & Industry Village : 208

St. Lawrence and Atlantic Railroad : 205

St. Lawrence Steamboat Co. : 218

St. Lawrence, pont : 364

St. Stephen, église : 283

Stanbridge, canton : 186

Standard Clay : 376

Steam Tow Boat Co. : 218

Stuart, James : 262

Sydenham, lord : 278

Sylvestre, Victor : 481

## T

Taché, Alexandre-Antonin : 233, 431

Tailhandier, Marien : 161

Talon, Jean : 78, 93-94, 97, 133

Tardivel, Jules-Paul : 471

Tavernier, Émilie (mère Gamelin) : 236

Tessier, Yves : 490

Tétro, Jean-Baptiste : 160

*The News and Eastern Townships Advocate* : 471

*The Weekly Times* : 471

Théâtre Bijou : 481

Théâtre de Carton : 489

Théâtre de la Ville : 496

Théâtre des Deux-Mondes (auj. de la Marmaille) : 489

Théâtre des Deux-Rives : 487

Théâtre Donjon : 487

Théâtre Royal de Saint-Jean : 468

Théâtre Sans Fil : 489

Thom, Adam : 265

Thuot, Oscar : 477

Torrance, David : 218

Torrance, John : 218

Tracy, Alexandre Prouville, marquis de : 70

Tracy : 42, 52, 379

Traité de Paris : 105

Traité de Versailles : 125

Traité d'Utrecht : 72, 93, 102, 120, 162

Travailleurs unis de l'automobile et de l'aéronautique : 422

Trudel, Marcel : 249

Twiss, William : 76

## U

Ulric, Paul-Armand : 155

Union canadienne Joint Stock Company : 206

Union nationale : 461

United Aircraft, compagnie : 422

United Counties Railways : 384

## V

Valcour, île : 75-76

Vallette de Chévigny, Médard-Gabriel : 123, 126

Varennes Steamboat Company : 206

Varennes : 37, 97, 106, 129, 133, 135, 153, 155-157, 163, 165, 241, 282, 379, 419

Vaudreuil, gouverneur : 73

Vaugham, chantiers : 218

Venise-en-Québec : 37

Verchères, comté : 355

Verchères, Madeleine de : 70-71

Verchères : 71, 88, 103, 125, 129, 133, 153, 160-161, 184, 190, 249, 280, 301, 304, 332, 336, 405, 447

Vermont Central : 205

*Vermont* : 206

Victoria, pont : 205, 366-367, 374

Viger, Denis-Benjamin : 261, 277-278

Viger, Louis-Michel : 262

Vilandré, Gilles : 281

Voisine, Nive : 231, 433

Volant de Saint-Claude, Claude : 155

Voltigeurs canadiens : 76

## W

Walker, Hovenden : 72

Wallot, Jean-Pierre : 190

Weld, Isaac : 110, 125, 218

Wilkinson, James : 76

William Henry (Sorel) : 110, 160, 184

William Henry, fort : 73

Williams, Elzéar : 258

Winthrop, Fritz-John : 71

## Y

Yamaska, colline : 24

Yamaska, mont : 20, 30

Yamaska, rivière : 30, 94, 107, 111, 126, 193, 195, 212

Yamaska : 94, 145, 184

Yule, John : 199, 278, 281

Yule, pont : 205

## *Table des matières*

|                                                                |    |
|----------------------------------------------------------------|----|
| Avant-propos .....                                             | 7  |
| Introduction (Jean-Charles Fortin) .....                       | 11 |
| 1. Le milieu naturel (Pierre Lambert) .....                    | 19 |
| <i>La genèse des paysages</i> .....                            | 21 |
| <i>Les événements glaciaires et récents</i> .....              | 25 |
| <i>Les types de sols</i> .....                                 | 32 |
| <i>La végétation forestière</i> .....                          | 33 |
| <i>La faune</i> .....                                          | 36 |
| <i>Les avantages climatiques</i> .....                         | 36 |
| <i>Un milieu domestique mais dégradé</i> .....                 | 38 |
| 2. L'Histoire avant l'Histoire (Roland Viau) .....             | 41 |
| <i>Les premiers occupants</i> .....                            | 43 |
| <i>Le temps des grands changements</i> .....                   | 48 |
| <i>Être Iroquoien au temps de Jacques Cartier</i> .....        | 52 |
| 3. Une région née de la guerre (Mario Filion) .....            | 67 |
| <i>L'activité militaire</i> .....                              | 69 |
| <i>Les conséquences du fait militaire dans la région</i> ..... | 78 |
| 4. La conquête du territoire (Mario Filion) .....              | 91 |
| <i>Le peuplement colonisateur (1672-1713)</i> .....            | 93 |

|    |                                                             |     |
|----|-------------------------------------------------------------|-----|
|    | <i>La conquête des arrière-pays (1713-1760)</i> .....       | 102 |
|    | <i>Une croissance en flèche (1760-1790)</i> .....           | 108 |
| 5. | Une économie naturelle (Mario Filion) .....                 | 117 |
|    | <i>Les fourrures</i> .....                                  | 119 |
|    | <i>Le bois</i> .....                                        | 121 |
|    | <i>L'agriculture</i> .....                                  | 128 |
|    | <i>Le commerce rural</i> .....                              | 135 |
| 6. | L'émergence d'une société rurale (Mario Filion) .....       | 141 |
|    | <i>Les seigneuries</i> .....                                | 143 |
|    | <i>Les paroisses</i> .....                                  | 152 |
|    | <i>Les interventions de l'État</i> .....                    | 160 |
|    | <i>De l'individu à la société</i> .....                     | 163 |
| 7. | L'humanisation du territoire (Jean-Charles Fortin) .....    | 169 |
|    | <i>Le grand réservoir des francophones d'Amérique</i> ..... | 171 |
|    | <i>Les rangs et le village</i> .....                        | 176 |
|    | <i>Accroissement naturel et migration</i> .....             | 181 |
| 8. | Une économie agricole en transition (Robert Lagassé) .....  | 187 |
|    | <i>Les bouleversements en agriculture</i> .....             | 189 |
|    | <i>Le manque de bonnes terres et l'émigration</i> .....     | 195 |
|    | <i>Les transports terrestres</i> .....                      | 197 |
|    | <i>Le transport fluvial</i> .....                           | 205 |
|    | <i>L'ère des ateliers et des industries rurales</i> .....   | 212 |
|    | <i>La vitalité du commerce</i> .....                        | 219 |



|     |                                                                                                                  |     |
|-----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 9.  | L'évolution des institutions (Richard Lagrange) . . . . .                                                        | 223 |
|     | <i>La renaissance de l'Église catholique</i> . . . . .                                                           | 226 |
|     | <i>Les réformes de la justice, de la police et de la milice</i> . . . . .                                        | 243 |
|     | <i>Vers l'abolition du régime seigneurial</i> . . . . .                                                          | 246 |
| 10. | La société, la politique et la culture (Richard Lagrange<br>et Robert Lagassé) . . . . .                         | 251 |
|     | <i>Une société en effervescence</i> . . . . .                                                                    | 253 |
|     | <i>Une vie politique orageuse</i> . . . . .                                                                      | 259 |
|     | <i>La culture, reflet de la société et de la politique</i> . . . . .                                             | 279 |
| 11. | Du champ à la banlieue (Jean-Charles Fortin) . . . . .                                                           | 289 |
|     | <i>Le déclin rural et la tardive croissance urbaine</i> . . . . .                                                | 291 |
|     | <i>Un pays d'exode, 1850-1930</i> . . . . .                                                                      | 302 |
|     | <i>L'évolution des caractères structurels</i> . . . . .                                                          | 308 |
| 12. | Le jardin du Québec (Robert Lagassé<br>et Jean-Charles Fortin) . . . . .                                         | 317 |
|     | <i>La grande région agricole du Québec, de 1850 à nos jours</i> . . . . .                                        | 319 |
|     | <i>La réorientation des productions, 1850-1914</i> . . . . .                                                     | 327 |
|     | <i>Les hasards de la conjoncture, 1914-1945</i> . . . . .                                                        | 332 |
|     | <i>L'intégration au marché, de 1945 à nos jours</i> . . . . .                                                    | 340 |
| 13. | L'économie : une longue stagnation, une soudaine<br>croissance (Jean-Charles Fortin et Robert Lagassé) . . . . . | 347 |
|     | <i>Les Montérégiens au travail</i> . . . . .                                                                     | 351 |
|     | <i>Sur les chemins de la métropole</i> . . . . .                                                                 | 359 |

|     |                                                                                           |     |
|-----|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
|     | <i>De l'atelier familial à l'industrie de pointe</i> .....                                | 372 |
|     | <i>L'épargne, le crédit et la consommation</i> .....                                      | 382 |
| 14. | La vie en société (Jean-Charles Fortin<br>et Richard Lagrange) .....                      | 389 |
|     | <i>Ruralité et stabilité, 1850-1940</i> .....                                             | 391 |
|     | <i>L'enrichissement collectif, de 1940 aux années 2000</i> .....                          | 414 |
| 15. | Des institutions à l'échelle régionale (Richard Lagrange<br>et Jean-Charles Fortin) ..... | 427 |
|     | <i>Une Montérégie catholique</i> .....                                                    | 429 |
|     | <i>De l'école du rang à l'université montréalaise</i> .....                               | 441 |
|     | <i>Le soin des malades et le secours aux démunis</i> .....                                | 453 |
|     | <i>Une région nationaliste</i> .....                                                      | 458 |
| 16. | De la culture en région à la culture régionale<br>(Lorne Huston) .....                    | 465 |
|     | <i>Le temps des amateurs</i> .....                                                        | 468 |
|     | <i>L'ère de la culture de masse</i> .....                                                 | 476 |
|     | <i>La période de la culture régionale</i> .....                                           | 486 |
|     | Conclusion (Jean-Charles Fortin) .....                                                    | 499 |
|     | Notes .....                                                                               | 507 |
|     | Liste des tableaux .....                                                                  | 535 |
|     | Liste des figures .....                                                                   | 537 |
|     | Liste des cartes .....                                                                    | 539 |
|     | Index .....                                                                               | 545 |
|     | Merci .....                                                                               | 555 |
|     | Carte des régions du Québec .....                                                         | 557 |

## *Merci*

*À tous ceux qui se sont associés à l'Institut national de la recherche scientifique (Culture et Société) pour soutenir financièrement la réalisation des histoires de la Montérégie :*

La Société montréalaise de développement  
Le Conseil montréalais de la culture et des communications

Le gouvernement du Canada, ministère du Patrimoine canadien  
Le gouvernement du Québec

L'Université de Sherbrooke  
L'Université du Québec à Montréal  
Le Collège Édouard-Montpetit de Longueuil  
Le Champlain Regional College, le Collège de Saint-Hyacinthe, le Collège de Saint-Jean-sur-Richelieu, le Collège de Granby-Haute-Yamaska, le Collège de Sorel-Tracy, le Collège de Valleyfield

La Ville de Longueuil

Les villes et les municipalités qui composent la MRC du Haut-Richelieu, la MRC de Vaudreuil-Soulanges, la MRC de La Haute-Yamaska, la MRC du Bas-Richelieu

Les Villes de Saint-Hubert, Brossard, Saint-Hyacinthe, Boucherville, Salaberry-de-Valleyfield, Saint-Constant, Chambly, Varennes, Châteauguay

Les Villes de Candiac, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Bruno-de-Montarville, Sainte-Catherine, Saint-Rémi, Verchères, Otterburn Park, LeMoyne, Acton Vale, Grande-Île, Saint-Philippe, McMasterville

Les municipalités de Durham, Huntingdon, Napierville, Brigham, Léry, Saint-André-d'Acton, Saint-Anicet, Saint-André-sur-Richelieu, Saint-Malachie-d'Ormstown, Saint-Marc-sur-Richelieu, Saint-Mathieu, Saint-Patrice-de-Sherrington, Saint-Pie (village), Sainte-Martine, Saint-Michel-Archange, Carignan, Rainville

Les municipalités du Canton de Bedford, Béthanie, Calixa-Lavallée, Dundee, Elgin, Frelighsburg, Howick, L'Ange-Gardien, Mercier, Notre-Dame-de-Stanbridge, Philipsburg, du Canton de Roxton, Roxton Falls, Saint-Ange-Gardien, Saint-Barnabé-Sud, Saint-Bernard-de-Lacolle, Saint-Bernard-Partie-sud, Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Damase (village), Saint-Denis (village), Saint-Édouard, Saint-Éphrem-d'Upton, Saint-Jacques-le-Mineur, Saint-Jude, Saint-Louis, Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Nazaire-d'Acton, Saint-Paul-de-Châteauguay, Saint-Simon, Saint-Stanislas-de-Kostka, Saint-Théodore-d'Acton, Saint-Urbain-Premier, Sainte-Clotilde-de-Châteauguay, Sainte-Hélène-de-Bagot, du Canton de Sutton, Upton.

L'Association des caisses populaires Desjardins du secteur des Vieux-Forts  
L'Association des caisses populaires Desjardins du secteur Des Riverains  
La Fédération des caisses populaires Desjardins de Richelieu-Yamaska

Les membres de l'Assemblée nationale: Richard LeHir, André Bourbeau, Jacques Chagnon, André Chenail, Jean-Marc Fournier, Fatima Houda-Pépin, Daniel Johnson, Louise Beaudoin, François Beaulne, Serge Deslières, Léandre Dion, Jean-Pierre Charbonneau, Bernard Landry, Pauline Marois, Roger Paquin, David Payne, Monique Simard, Sylvain Simard, Cécile Vermette, Christiane Pelchat, Michel Charbonneau, Luce Dupuis

Les Commissions scolaires du Goéland, Jacques-Cartier, Taillon, Davignon, Huntingdon, Provençal et Greenfield Park

Les Frères des Écoles chrétiennes

L'Évêque du diocèse de Saint-Jean-Longueuil  
L'Évêque du diocèse de Saint-Hyacinthe  
L'Évêque du diocèse de Valleyfield

Les Sœurs Grises de Montréal, la Congrégation Notre-Dame, les Missionnaires de l'Immaculée-Conception, les Sœurs de la Présentation-de-Marie, les Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie, les Sœurs de Saint-Joseph-de-Saint-Hyacinthe, les Sœurs de la Charité-de-Saint-Hyacinthe, les Sœurs de Sainte-Anne, les Frères de Saint-Gabriel, les Sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus, les Clercs de Saint-Viateur, les Frères du Sacré-Cœur, les Pères Trinitaires, les Sœurs du Bon-Conseil de Montréal

Le Collège Durocher, l'École secondaire Jean-de-la-Mennais, le Collège Bourget, le Collège français de Longueuil, l'École secondaire Saint-Joseph, l'École secondaire Marcellin-Champagnat, l'École secondaire Notre-Dame-de-

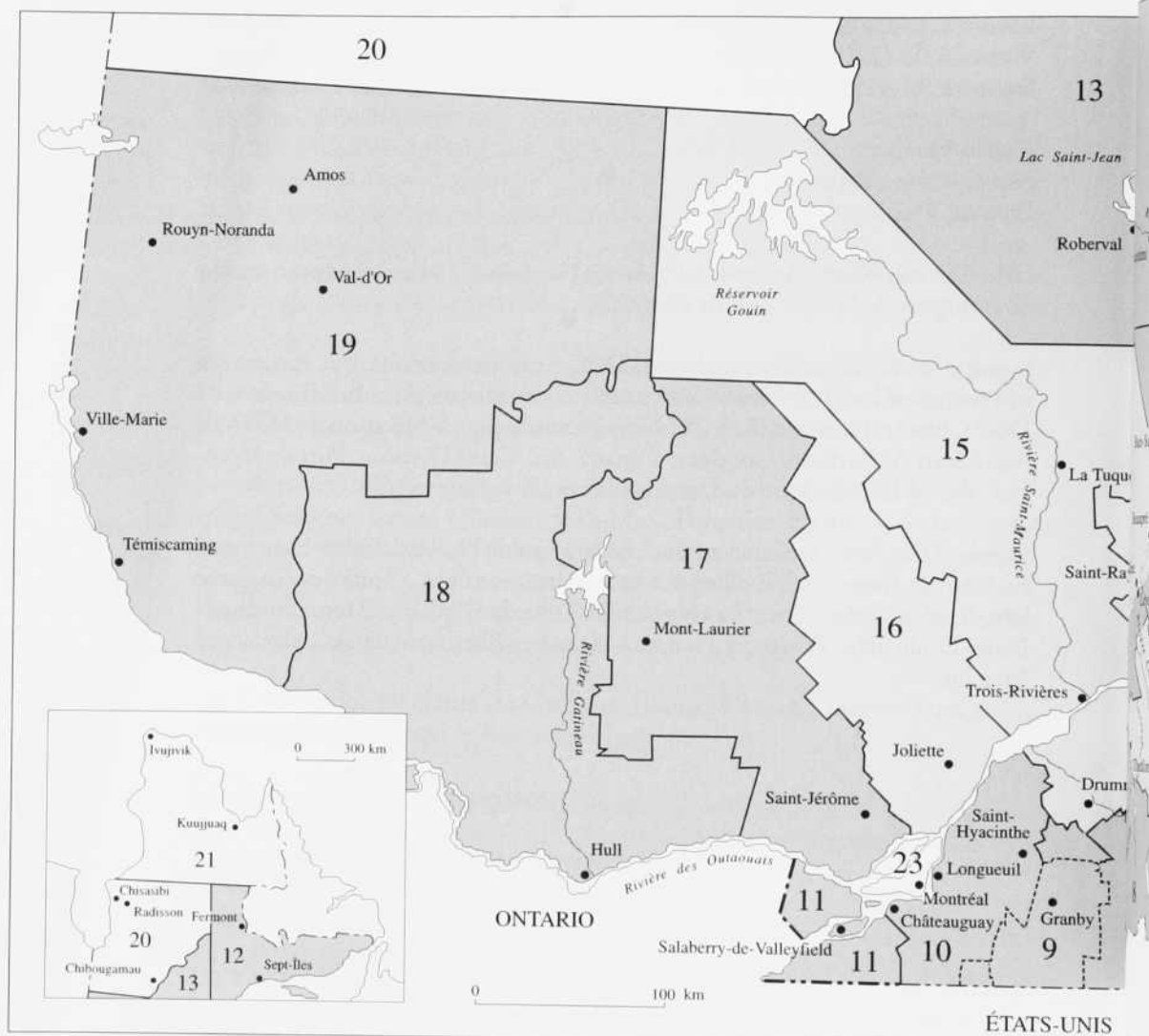
Lourdes, le Collège Antoine-Girouard, l'École secondaire Saint-Paul-de-Varennnes, le Collège de Saint-Césaire, le Collège Saint-Hilaire, le Collège de Saint-Maurice, le Pensionnat Saint-Jean-Baptiste et l'École Les Trois-Saisons

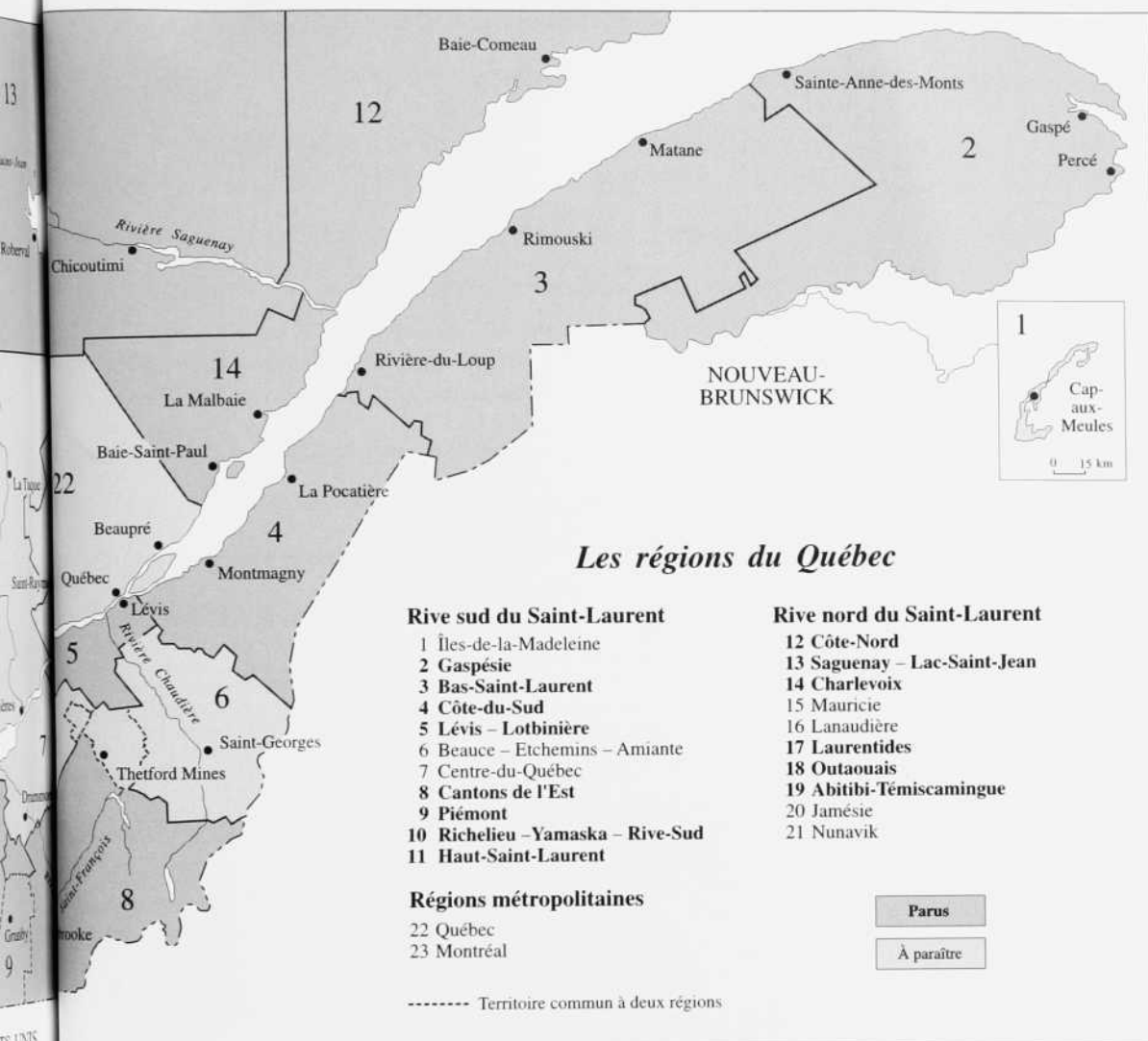
Hydro-Québec  
 Sidbec-Dosco (Ispat) inc.  
 Pratt & Whitney Canada

IBM Canada, Natrel, Agropur, QIT-Fer et Titane inc., Stelco-McMaster, Société de transport de la Rive-Sud de Montréal

Groupe international Desourdy inc., DBC Communications inc., Hydrocom international inc., Oerlikon Aérospatiale, Distillateurs unis du Canada inc., Dow Chemical Canada inc., Eka Nobel Canada inc., Fédération de l'UPA de Saint-Jean-Valleyfield, Goodyear Canada inc., Grace Division, Port de Montréal, Zinc Électrolytique du Canada limitée, Bergecap inc.

Soprin ADS, BMST Richelieu inc., Fédération de l'UPA de Saint-Hyacinthe, Le Canada français, P. Baillargeon inc., Pétromont inc., Soudures Chagnon ltée, Kronos Canada inc., *La Voix de l'Est*, Luke de Stephano, Metro Fordham, Plasti-Drain ltée, Polymos, Planam, Meloche, Blanchard et ass., Bouchons Mac inc.





© Institut national de la recherche scientifique, avril 2001.

La collection « Les régions du Québec » a pour objectif de présenter, pour le grand public, une vue d'ensemble de l'histoire de chacune des régions du Québec, depuis ses origines amérindiennes et inuites jusqu'à nos jours. Le cadre géographique, l'évolution du peuplement, le développement économique, la mise en place des institutions, la vie culturelle et religieuse, l'émergence d'une identité régionale sont autant d'aspects qui retiendront l'attention des auteurs de ces ouvrages. Ces derniers sont produits en vertu du projet des histoires régionales que dirige Normand Perron.



# HISTOIRE

de

# Richelieu-Yamaska-Rive-Sud

Sur la rive sud du Richelieu [dans la seigneurie de Saint-Denis], est le village de Saint-Denis, où l'on compte environ 80 maisons [...] : ce village, vu de l'autre côté de la rivière, où quelques-unes des plus belles maisons, et l'église avec ses trois beaux clochers, se présentent de face, forme un des points de vue les plus pittoresques : entre la principale rue et la rivière, il y a de vastes magasins, qui servent principalement de greniers, où l'on amasse une grande quantité de blé des seigneuries adjacentes, pour l'exporter, attendu que les terres, à plusieurs lieues aux environs de cet endroit, passent pour les plus fertiles en grain de tout le district de Montréal. [...]

[Dans la seigneurie de Saint-Hyacinthe], les routes sont bien entretenues, et passent dans presque toutes les directions ; celles qui sont de chaque côté de la rivière [Yamaska], sont les principales routes publiques, qui servent de communication directe avec Trois-Rivières, Québec, l'État de Vermont ; l'importance de ces routes fait que les officiers des différents districts ont la plus grande attention de les entretenir dans le meilleur état possible pour la commodité publique. De ces routes, quelques autres d'une utilité non moins générale se rendent dans les nouveaux townships, et de là par plusieurs ramifications dans l'État de New Hampshire...

Source : Joseph Bouchette, *Description topographique...*, 1815.

1581-2-42284-320-3



9 782892 243208